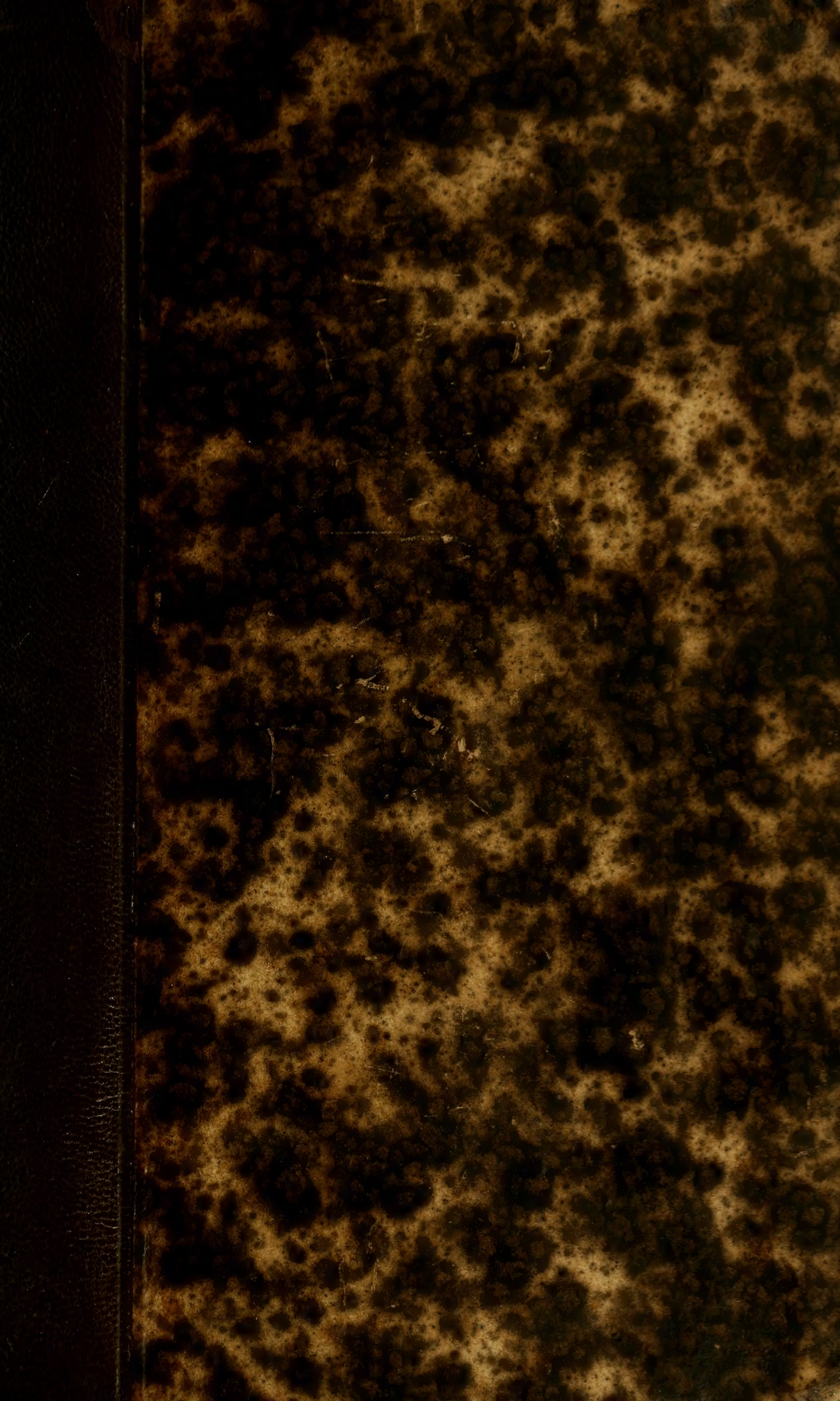



Accessions
154,442
Shelf No.
D.130.7
Vol. 11
SICUT PATRIBUS SIT DEUS NOBIS
BOSTONIA
CONDITA A.D. 1630
CIVITATIS REGIMINE DONATA A.D. 1822.
GEO. TICKNOR. OB. JAN. XXVI MDCCCLXXI.
BOSTON PUBLIC LIBRARY
FROM THE
Ticknor Fund.
Recd Mar. 17, 1874.







HISTOIRE

D'ESPAGNE


IMPRIMERIE J. CLAYE
RUE SAINT BENOIT 7
LABOR
PARIS

HISTOIRE

D'ESPAGNE

DEPUIS

Les premiers temps historiques jusqu'à la mort de Ferdinand VII

PAR

M. ROSSEEUW St-HILAIRE

Membre de l'Institut,

Membre correspondant de l'Académie de Madrid

NOUVELLE ÉDITION

REVUE ET CORRIGÉE

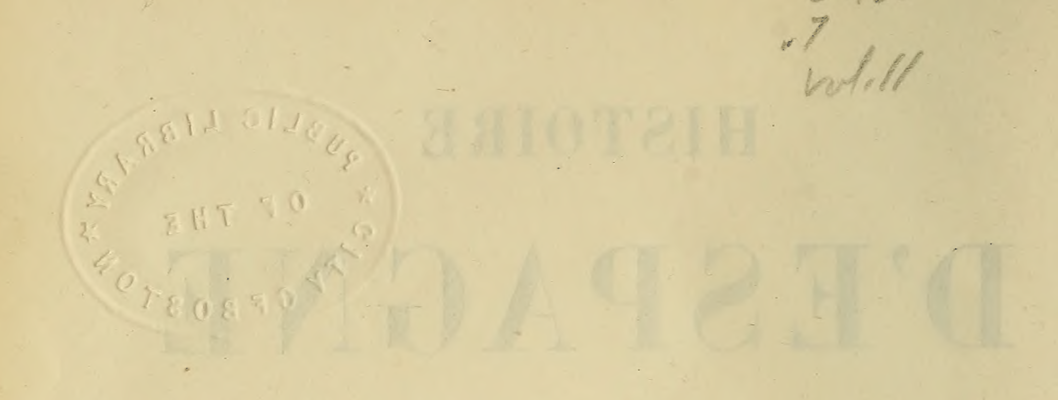
TOME ONZIÈME

PARIS

FURNE, JOUVET ET Cie, LIBRAIRES-ÉDITEURS

RUE SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS, 45

M DCCC LXXIII



HISTOIRE D'ESPAGNE

LIVRE XXXVII.

CHAPITRE I.

ÉVÉNEMENTS EXTÉRIEURS.

1635-40.

Avec la déclaration de guerre de la France à l'Espagne, nous entrons dans une ère nouvelle. La lutte entre les deux couronnes, à vrai dire, n'a pas cessé depuis le début des guerres d'Italie, en 1495. Née d'une rivalité purement politique, ravivée plus tard par les haines religieuses, elle ne s'est pas ralentie un instant pendant tout le règne de Philippe II. Suspendue en apparence pendant la *Trêve de douze ans*, elle s'est poursuivie, de biais et sans franchise, sur le terrain de l'Allemagne. Mais le temps des ménagements est passé; Richelieu s'est senti assez fort pour accepter l'héritage de Henri IV, et entrer franchement dans la lice. Appuyé sur les ressources, ignorées avant lui, et sur la formidable

unité de la France, il veut essayer de faire ce que le Navarrais lui-même n'a pu que rêver : tenir tête partout en même temps à l'Espagne et à l'Autriche, avec l'Europe protestante pour alliée, et faire de cette lutte héréditaire la tradition politique de la France pendant tout un siècle, voilà son plan ! Et au terme de ce siècle, ouvert par Henri IV et clos par Louis XIV, nous verrons cette politique aboutir au plus flatteur de tous les triomphes pour l'orgueil du *Grand, Roi* celui d'asseoir un prince français sur le trône de la Péninsule.

Olivarez, moins capable, mais non moins hautain que Richelieu, accueillit avec joie le défi de la France : « Puisque les deux pays ne peuvent pas vivre en paix, dit-il, autant vaut guerre ouverte que lutte déguisée. » Au manifeste de Louis XIII, Philippe IV opposa le sien, et les griefs ne manquaient ni d'un côté ni de l'autre. Chacun des deux rois, avant d'entamer le conflit, cherchait à mettre l'Europe de son côté, oubliant que la plupart des États du continent avaient déjà pris leur parti dans la querelle. Du reste, ce n'était pas seulement pour des intérêts terrestres que luttaient depuis tant d'années l'Espagne et l'Empire d'un côté, la France, la Hollande et l'Angleterre de l'autre. Au fond de la lutte politique se cachait la question religieuse, toujours posée, jamais résolue, jusqu'à la paix de Munster; et telle était la nécessité, toujours plus sentie, d'un compromis entre les deux croyances, que la France catholique, gouvernée par un cardinal, était forcée de jeter son épée dans le plateau protestant de la balance.

Les deux puissances rivales pressentaient depuis longtemps une rupture, et étaient prêtes à reprendre les hostilités ; seulement Richelieu, trop pénétré de la faiblesse de l'Espagne, n'avait pas assez pesé les ressources

morales que ce peuple généreux trouve toujours en lui dans les moments de crise. Il avait le tort d'estimer son adversaire au-dessous de sa valeur réelle, tort grave que les événements devaient se charger de punir! Pour lui cette guerre européenne avait trois buts : enlever la Flandre à l'Espagne, lui reprendre le Roussillon, et la chasser du nord de l'Italie. De ces trois champs de bataille, le plus rapproché c'était les Pays-Bas, et c'est là que la lutte devait s'ouvrir.

Tant que l'infante Ysabel avait vécu, ses talents, son humanité, sa douceur, avaient rendu le joug espagnol plus léger à ce peuple, qui se souvenait d'avoir été libre sous ses comtes, et d'avoir su faire respecter, même de la France, son orageuse liberté. La conspiration de Berghes, étouffée avant de naître, avait révélé la profonde aversion des Flamands pour toute domination étrangère. Les rigueurs de la cour de Madrid contre les complices de Berghes avaient encore accru leur aversion. Olivarez, craignant de voir échapper au joug de l'Espagne cette Belgique toujours frémissante, qu'invitait à la rébellion l'exemple de la Hollande, sa sœur, sentit la nécessité de la confier encore à un membre de la famille royale. Son choix s'arrêta sur le cardinal-infant, frère de Philippe IV, et aucun choix ne pouvait être plus heureux.

Si l'infant don Carlos eût vécu encore, il eût été plus naturellement désigné que son frère pour ce poste essentiellement laïque; mais ce malheureux prince, écarté du trône par le hasard de l'hérédité qui y avait assis un prince incapable, était mort depuis 1632, miné par l'inaction forcée à laquelle le condamnaient les méfiances du favori!

Quant au cardinal-infant, nous l'avons vu, à la bataille de Nordlingen, déployer un courage et des

talents militaires qu'on ne s'attendait guère à rencontrer chez un prince de l'Église. Aussi charitable que brave, il avait cédé aux blessés la maison qu'il occupait pour passer la nuit dans une misérable hutte. Après la bataille, mécontent des Impériaux qui avaient refusé de partager leurs vivres avec ses soldats, le cardinal refusa de poursuivre l'ennemi, et continua sa route vers la Flandre. Entouré du prestige de sa victoire, il y fut reçu avec transport par cette population facile à l'enthousiasme, mais prompte à changer d'idole. Il y trouva Marie de Médicis et son fils Gaston d'Orléans qui passait sa vie à se brouiller, puis à se réconcilier avec le roi son frère, et à se vendre à l'Espagne pour la trahir. Au moment même où il s'engageait à ne jamais faire la paix avec son frère, il négociait sous main avec lui. Quelques jours après, dans une partie de chasse, il s'échappa pour rentrer en France, et les Espagnols, peu sensibles à leur perte, ne firent aucun effort pour le retenir.

Dans cette guerre sans fin nous abrégeons le récit des événements militaires, presque toujours dénués d'intérêt et de grandeur. Le jour où la guerre fut déclarée, le 19 mai, vingt-cinq mille Français campaient déjà sur le territoire flamand. Le commandement alternait entre Châtillon et Brezé, le beau-frère de Richelieu, déplorable système qui fit perdre à la France le fruit de plus d'une victoire! Le 20 mai, les Français rencontrent à Avein, près de Luxembourg, le prince Thomas de Savoie, à la tête de treize mille Espagnols, le mettent en déroute, et vont opérer leur jonction avec le prince d'Orange, qui prit le commandement en chef. Ce premier succès, au début même de la guerre, était d'un heureux augure. L'armée franco-batave montait à cinquante

mille hommes, et le cardinal-infant n'en avait pas vingt-trois mille, Richelieu comptait sur l'appui des Belges, las du joug espagnol; mais les confédérés ayant pris d'assaut Tillemont qu'ils dévastèrent sans pitié, une réaction violente éclata contre ces prétendus libérateurs de la Flandre qui la traitaient en pays conquis. Les Espagnols y redevinrent presque populaires, comparés à ces sauvages alliés qui semblaient avoir pris à tâche de leur faire oublier le duc d'Albe.

L'alliance de l'hérétique Hollande faisait d'ailleurs tort à la France; forcée de choisir entre deux maîtres, la Belgique préféra celui qui avait au moins ses sympathies religieuses. Un mouvement national se prononça, le peuple s'arma, les habitants des campagnes se réfugièrent dans les villes avec leurs troupeaux. Au lieu des alliés sur lesquels elle avait compté, la France ne rencontrait partout que le désert. Un coup de main hardi aurait pu lui livrer Bruxelles; les confédérés se contentèrent d'assiéger Louvain qui résista énergiquement. L'approche de Piccolomini avec vingt mille Impériaux les força à lever le siége, pour se replier sur Ruremonde. Ils y restèrent un mois, décimés par la désertion et par la famine, sans pouvoir amener le cardinal-infant à accepter le combat. Ainsi se termina, par un aveu d'impuissance plus humiliant qu'une défaite, cette expédition si résolument commencée. Le cardinal, reprenant l'offensive que les alliés abandonnaient, pénétra dans la Gueldre, et s'y empara du fort de Schenk : une partie des troupes françaises s'en revint par mer sur des vaisseaux hollandais; le reste demeura dans les Pays-Bas, pour aider le prince d'Orange à couvrir la Hollande.

La vraie cause de cet insuccès, c'était la méfiance des Hollandais contre la France, qu'on soupçonnait à la Haye

de travailler pour elle bien plus que pour son alliée. Les rôles étaient changés maintenant : la Flandre, d'abord envahie, débordait d'un côté sur la Hollande, et de l'autre sur la France : ses troupes légères venaient ravager la Picardie, à vingt-cinq lieues de Paris. Tout le monde, dans les rangs des confédérés, était sorti diminué de cette épreuve : d'abord le prince d'Orange, Frédéric-Henri, qui, au lieu de sa résolution ordinaire, n'avait montré qu'hésitation et lenteur; les généraux français, qui n'avaient songé qu'à se disputer le commandement; les soldats qu'à piller au lieu de se battre; Richelieu enfin, qui, par ce fatal partage d'autorité entre les chefs, avait organisé la discorde. Tout l'avantage restait au cardinal-infant, le premier rival digne de lui qu'eût rencontré le cardinal français. La victoire d'Avein n'avait été qu'une surprise heureuse; l'Espagne avait bien vite regagné plus de terrain qu'elle n'en avait perdu, et le cardinal-infant s'était fait plus d'honneur en refusant la bataille que s'il l'eût acceptée.

De tous côtés, en Alsace, en Lorraine, sur le Rhin, la guerre se rapprochait des frontières françaises; l'Espagne et l'Autriche pesaient d'un double poids sur la France, qui les séparait. En Italie, tout ce qu'avait pu faire, malgré des prodiges de valeur, le huguenot Rohan, le meilleur et le plus sûr des généraux de la France, c'était de tenir bon dans la Valteline. Le duc de Savoie, comme le prince d'Orange, et par les mêmes motifs, s'était montré pour la France un allié tiède, presque malveillant. Les confédérés, au lieu de marcher sur Milan, qu'un coup de main aurait pu emporter, avaient échoué dans le siége de Valenza, sur le Pô. Les soldats français avaient perdu, non leur courage, mais leur élan. Avec cent-cinquante mille hommes sous les armes, Riche-

lieu n'avait rien pu mener à bien, et n'avançait que pour reculer. Les exemples les plus sévères étaient impuissants à rétablir la discipline dans l'armée, la subordination parmi les grands, la confiance dans le pays. Évidemment, le premier ministre était d'un siècle en avant sur le pays qu'il gouvernait : s'il poussait la France en avant, les nobles la ramenaient en arrière, vers le moyen âge et vers l'anarchie.

Déjà Olivarez traçait le plan de la campagne prochaine, et s'apprétait à lancer contre la France trois armées à la fois. L'une devait envahir la Picardie; l'autre, levée en Allemagne, était destinée contre la Bourgogne; enfin, la troisième devait passer les Pyrénées, et marcher contre Bordeaux. Le premier prêt ce fut le cardinal-infant, et ses généraux le prince Thomas de Savoie, Jean de Wert, soldat de fortune, et Piccolomini. Leurs forces réunies ne montaient qu'à trente mille hommes. Un manifeste du cardinal déclara que l'Espagne ne poserait pas les armes que les injures de la reine Marie de Médicis ne fussent vengées. Richelieu, à bout de ressources, implora en vain une diversion de la Hollande, son alliée. Enfin, dans les premiers jours de juillet, l'ennemi franchit la frontière, : la France qui, depuis la paix de Vervins, se reposait de l'invasion, vit des nuées de Croates et de Hongrois s'abattre sur la Picardie. La Capelle et le Catelet, sur qui le Cardinal comptait pour arrêter l'ennemi, se rendirent après quelques jours de siége. Quatorze mille Français, sous les ordres du comte de Soissons, étaient loin de suffire à garder la frontière, et à couvrir la capitale. Les jours d'Attila étaient revenus : ces bandes formidables, que Wallenstein avait appelées à lui du Nord et du Midi, de l'Europe et de l'Asie, semblaient avoir déclaré la guerre à toute civili-

sation. Ces cavaliers à demi-barbares, avec leurs costumes orientaux et leurs agiles petits chevaux au poil hérissé, frappaient l'imagination du peuple. Jean de Wert était devenu le héros des légendes populaires. Paris, avec sa position excentrique qui le livre à l'invasion, se sentait désarmé. Le comte de Soissons essaya en vain de disputer à l'ennemi la ligne de la Somme; force lui fut de se rabattre sur celle de l'Oise; tout le pays entre ces deux rivières fut en proie au pillage et à l'incendie.

Paris était dans la consternation, et se voyait déjà au pouvoir de l'ennemi. Des hauteurs qui l'entourent, on apercevait la fumée des villages incendiés. Les riches émigraient, les routes se couvraient de fugitifs. Paris, dégarni de troupes, avec ses remparts à demi ruinés, était incapable de résister. Le peuple, partagé entre la peur et la colère, accusait le cardinal d'avoir, par son alliance avec les hérétiques, déchaîné tous ces maux sur la France. Un instant, dit-on, le fier courage de Richelieu parut prêt à s'abattre, et il conseilla au roi de se retirer au delà de la Loire; mais son énergique nature reprit bientôt le dessus. Le roi était sombre, abattu, presque menaçant; le cardinal ne voyait autour de lui que des visages ennemis; mais son parti est bientôt pris : la cour l'a trahi, c'est près du peuple, hostile et frémissant, qu'il ira chercher un appui! Seul et sans gardes, il fend avec son carrosse les flots de ce peuple qui s'ouvre devant lui, désarmé par sa confiance, et prêt à voir son sauveur dans celui que, tout à l'heure il maudissait. Arrivé à l'Hôtel de ville, il en appelle au patriotisme des Parisiens. Un immense élan répond à son appel, comme pour le remercier de n'avoir pas douté de la France et de sa fortune. Une armée improvisée sort de

terre à sa voix : les riches donnent leur or, leurs chevaux, et le peuple son sang.

Mais les Espagnols n'avaient pas plus envie de marcher sur Paris qu'après leur victoire de Saint-Quentin. Le cardinal-infant, redoutant une attaque des Hollandais, envoya au prince Thomas l'ordre de ne pas s'engager trop avant dans cette France qui pouvait, comme un piége, se refermer sur lui. Les Espagnols, au lieu de risquer une marche en avant, qui leur eût peut-être livré la capitale, perdirent leur temps à assiéger Corbie, qui se rendit au bout de quelques jours; mais Paris fut sauvé, ou plutôt se sauva lui-même. L'impulsion donnée par la capitale gagna tout le royaume, car Paris c'était déjà la France. Bientôt on eut sous les armes quarante mille hommes, avec trente canons. Si cet élan généreux avait été bien dirigé, la France pouvait encore reprendre l'offensive, et renvoyer l'invasion au-delà de la frontière. Mais on improvise une armée plus aisément qu'un général : Richelieu n'avait à choisir qu'entre des ennemis; ce fut au plus incapable de tous, à Gaston d'Orléans, qu'il se vit contraint de confier le commandement. Corbie, assiégée par le cardinal et le roi en personne, fut reprise le 14 août; l'armée ennemie, que personne ne songea à inquiéter dans sa retraite, évacua le territoire français, en laissant derrière elle une longue traînée de sang et de ruines.

Du côté de l'Est, l'ennemi fut moins heureux : Galas et le duc Charles de Lorraine, royal aventurier qui avait perdu son duché à la loterie de la guerre, pour l'échanger contre le titre de général au service de l'Autriche, devaient, à la tête d'un corps d'Impériaux, s'unir à un corps espagnol, envoyé de Flandre par le cardinal-infant. Mais en Allemagne, comme en Espagne, on ne se

hâte jamais, et le 22 octobre seulement les confédérés envahirent la Bourgogne par la porte de la Franche-Comté. Ils vinrent mettre le siége devant Saint-Jean-de-Losne; mais la France, cette fois, était en mesure; le cardinal de la Valette, improvisé général par Richelieu, et Bernard de Saxe-Weimar, l'élève de Gustave-Adolphe, l'arrière petit-fils de ce Jean-Frédéric le *Magnanime*, électeur de Saxe, qui sacrifia à la cause de la foi sa couronne électorale et la moitié de ses États, amenèrent en Bourgogne de puissants renforts. La résistance héroïque de Saint-Jean-de-Losne découragea les assaillants qui repassèrent la frontière, sans accepter la bataille qu'on leur offrait. Harcelés dans leur retraite par l'ennemi, ils y laissèrent une partie de leur armée.

Le flot de l'invasion passait alternativement d'une frontière à l'autre. L'infatigable Richelieu avait concerté avec le prince d'Orange le plan d'une double attaque : le 19 juin, La Valette entra en Hainaut, tandis que le prince Frédéric-Henri assiégeait Bréda. La Valette, après s'être emparé de Cateau-Cambresis, perdit un mois devant Landrecies; mais dans ce siècle de guerre méthodique, où l'on sacrifiait tout à la règle, le premier principe en stratégie c'était de ne laisser rien derrière soi. Après la prise de Landrecy vint celle de Maubeuge. Attaqué à la fois au nord et au midi, le cardinal-infant avait couru au plus pressé, c'est-à-dire à Bréda; mais il y trouva le prince si bien fortifié que, désespérant de l'entamer, il se rabattit sur la Gueldre, où il prit Venloo et Ruremonde, les deux clefs de la Meuse.

En attaquant la Hollande, les Espagnols laissaient le champ libre à la France. Décidement l'infant, avec des troupes sans solde et des généraux de rencontre, n'était pas de force à tenir tête à ce double ennemi. Ma-

drid n'envoyait plus rien, ni hommes, ni argent; et pendant que l'Espagne laissait ses soldats mourir de faim, des sommes fabuleuses se dépensaient à Madrid, dans une fête qui dura quarante jours, pour célébrer l'élection du fils de l'empereur comme *roi des Romains*.

La Valette, au lieu de pousser droit au cœur de l'ennemi, perdit un temps précieux au siége de quelques bicoques; puis il rentra en France sans avoir tenu ce que promettaient ses débuts. Enhardis par sa retraite, les Espagnols, renforcés par un corps d'Impériaux, essayèrent de reprendre Maubeuge, défendue par Turenne, dont le nom apparaît ici pour la première fois. Celui-ci reçut les assaillants avec tant de vigueur qu'il les força à lever le siége; mais La Valette, désespérant de conserver la place, envoya à Turenne l'ordre de l'évacuer, au moment même où Bréda, après un un siége de neuf semaines, se rendait au prince d'Orange.

Pour un siècle comme le nôtre, où une campagne de quelques semaines décide du sort d'un empire, et change la face de l'Europe, cette fastidieuse guerre de siéges, qui se promène sans cesse d'un bout du continent à l'autre, n'offre qu'un bien mince intérêt. En Allemagne seulement elle a quelque grandeur, parce que là, ce ne sont pas des intérêts terrestres qui sont aux prises, et que l'enjeu, c'est la liberté de conscience, c'est-à-dire la vie morale des peuples. La mort de l'empereur Ferdinand II, remplacé sur le trône par son fils Ferdinand III, n'avait pas interrompu cette formidable lutte. Malgré l'épuisement de l'Allemagne et les dispositions pacifiques du nouvel empereur, la guerre continuait, grâce à l'acharnement d'Olivarez qui pesait sur l'Autriche pour la pousser contre la France. Les Sué-

dois étaient expulsés de la Saxe, et les Français de l'électorat de Trèves. En Italie, les choses n'allaient pas mieux pour la France : Rohan était chassé de la Valteline par une insurrection des Grisons, ses alliés. Mais le fier huguenot, justement blessé de l'abandon où on l'avait laissé, quittait le service du cardinal, qu'il avait loyalement combattu et loyalement servi. Enfin les deux derniers alliés que la France comptât en Italie, le duc de Savoie et celui de Mantoue, venaient de mourir presque en même temps, et leur héritage passait dans des mains douteuses ou ennemies.

Sur d'autres points, en revanche, la fortune souriait aux armes de la France : une flotte française reprenait à l'Espagne les îles de Lérins, en Provence. Douze mille Espagnols, sortis du Roussillon, tentaient sur Leucate, près de Narbonne, un coup de main qui échouait. Le Languedoc tout entier se soulevait pour résister à l'invasion, et, pour la première fois, catholiques et protestants s'unissaient contre le commun ennemi.

L'année suivante, dès la fin de janvier, l'infatigable Saxe-Weimar était déjà en campagne, et s'emparait de Lauffenbourg et de Waldshut sur le Rhin, au nord de la Suisse. Jean de Wert réussit pourtant à lui faire lever le siége de Rheinfeld, après un combat acharné où périt le brave Rohan. Incapable de se résigner à l'inaction, il était venu combattre, comme volontaire, dans les rangs de l'armée qu'il avait commandée. Saxe-Weimar se replia sur Lauffenbourg. Trois jours après, le vaincu de la veille revenait surprendre ses vainqueurs, les mettait en déroute et s'emparait de leur artillerie. Il envoyait prisonnier à Paris ce fameux Jean de Wert dont les mères n'avaient qu'à prononcer le nom pour

faire taire leurs enfants. Ainsi, de la rive gauche du Rhin, la guerre était passée sur la droite, en terre autrichienne. Tout le Brisgau, avec Fribourg, sa capitale, fut le prix de cette brillante journée. En même temps, Longueville enlevait aux Espagnols Poligny, Arbois et le sud de la Franche-Comté, enclave de l'Espagne en France, plus menaçante que celle du Roussillon, parce qu'elle était plus rapprochée de la capitale.

Au nord, les armes de la France étaient loin d'être aussi heureuses. Richelieu, sachant que de ce côté se porteraient les coups les plus sérieux, n'avait rien négligé pour s'assurer l'appui de l'Angleterre. Mais Charles I[er] affecta de garder une neutralité malveillante, en menaçant de défendre les ports de la Flandre si la Hollande venait à les attaquer; car déjà l'Angleterre prétendait à l'empire des mers, et agissait en souveraine, impatiente de tout partage. Mais le *covenant* et la révolution d'Écosse, prélude de celle d'Angleterre, allaient bientôt venger la France de cet affront.

La France et la Hollande avaient encore concerté une double attaque. Les Français, toujours prêts les premiers, vinrent assiéger Saint-Omer, au nombre de trente mille, sous Châtillon et la Force, pendant que dix mille autres, sous Brézé, gardaient contre les Impériaux la ligne de la Meuse. Mais malgré ces forces imposantes, le prince Thomas et Piccolomini, que Brézé ne put arrêter, forcèrent les Français à lever honteusement le siége de Saint-Omer. Au nord, le prince d'Orange ayant fait mine de menacer Anvers, le cardinal-infant marcha contre lui, et tailla en pièces un corps hollandais. Les Français, dans leur retraite, réparèrent leur échec en reprenant aux Espagnols le Catelet.

Du côté du midi, de plus graves événements se pré-

paraient : Richelieu, jaloux de faire à son tour sentir à l'Espagne le poids de l'invasion, préparait contre elle une double expédition par terre et par mer. Une flotte puissante, commandée par Sourdis, archevêque de Bordeaux, devait se réunir à une escadre hollandaise pour aller en Portugal pousser à l'insurrection cette Irlande espagnole. En outre, une armée de quinze mille fantassins et deux mille cavaliers s'apprêtait à franchir la frontière. Elle avait pour chef le prince de Condé, grand nom mal porté, prince médiocre qui n'eût d'autre mérite que d'être le père du grand Condé. Le duc de La Valette, frère du cardinal, commandait en second.

Le 1er juillet, l'armée se mit en marche, et vint camper devant Fontarabie. Chemin faisant, un détachement français s'empara du port du Passage et d'une escadre prête à partir pour les Indes. Le 15, la tranchée était déjà arrivée sous les murs de la place; la flotte, en jetant l'ancre devant la Bidassoa, vint compléter le blocus. Mais La Valette, jaloux de Condé, fit tout au monde pour ne pas prendre la ville. Le siége se prolongea sans mesure, pendant qu'une armée espagnole se hâtait lentement de venir au secours de Fontarabie. Sourdis heureusement sauva l'honneur de la France : avec dix-huit vaisseaux, il attaqua si résolûment la flotte espagnole qu'il la força à se réfugier dans le petit port de Guetaria où, resserrée dans un étroit espace, elle devint la proie de ses brûlots, et fut consumée tout entière. Treize galères, sept mille marins et cinq cents canons périrent dans ses flammes ou dans l'Océan.

Fontarabie résistait toujours. Les discordes des généraux français avaient tranché le nerf de l'armée. L'amiral de Castille, à la tête de treize mille hommes, vint enfin, le 7 septembre, attaquer les lignes françaises;

il mit en déroute les assaillants, qui repassèrent en désordre la Bidassoa, laissant artillerie et bagages aux mains de l'ennemi. Condé fut trop heureux de se sauver sur un vaisseau, en abandonnant son armée. Ainsi l'échec des Espagnols en Languedoc fut compensé par celui des Français à Fontarabie. Aucun des deux peuples ne pouvait franchir impunément l'éternelle barrière de monts que Dieu a destinée à les séparer.

Deux jours avant cette date fatale de Fontarabie, naissait à Saint-Germain le royal enfant, Louis-Dieudonné, qui fut depuis Louis XIV. Sa naissance fut saluée par les transports de joie de la France qu'il sauvait de la honte d'obéir à un Gaston d'Orléans. Ce dauphin, attendu vingt-trois ans, semblait porter bonheur à la France. Les armes françaises, humiliées en Biscaye, se relevèrent en Allemagne. Après huit mois de siége et trois victoires, l'héroïque Saxe-Weimar s'empara le 18 décembre de Vieux Brisach, la clé du Brisgau et du Rhin supérieur.

De l'autre côté des Alpes, les affaires n'allaient pas mieux pour la France que dans les Pyrénées. Le nouveau vice-roi de Milan, Lleganez, gendre de Spinole, avait fait depuis 1636 des efforts désespérés pour chasser les Français de l'Italie. Pour punir le duc de Parme de s'être allié à eux, il l'avait forcé, en dévastant ses États, de renouer avec l'Espagne son alliance, qui ressemblait fort à un vasselage.

En 1638, il enleva aux Français Brème, leur dernière place dans le Milanais. Le maréchal de Créqui fut tué en voulant la défendre, et l'ascendant français baissa décidément en Italie. La veuve de Victor-Amédée, régente de Savoie et sœur de Louis XIII, essayait de garder une prudente neutralité. Lleganez l'en punit en

lui enlevant Verceil, et la jeta ainsi dans les bras de la France. La Valette, accouru au secours de Verceil avec treize mille hommes, le laissa prendre sous ses yeux sans rien tenter pour le sauver.

En revanche, la marine militaire de la France, que Richelieu avait tirée du néant, la dédommageait de l'insuccès de ses armées. D'Harcourt, rival de Sourdis, battait près de Gênes, avec dix-huit vaisseaux, une flotte espagnole de même force, et l'obligeait à se réfugier à Gênes, avec perte de six vaisseaux, et les Français de trois. Sur mer l'Espagne était décidément hors d'état de tenir tête à la France. L'Angleterre, dont la froideur devenait chaque jour plus marquée, commençait à s'alarmer du progrès de sa rivale, et à craindre de se voir disputer par elle le sceptre des mers. Charles Ier, au lieu de s'appuyer sur la France contre ses sujets rebelles, repoussait les avances de Richelieu, et rappelait de Paris son ambassadeur.

L'année suivante, les hostilités reprirent sur terre et sur mer à la fois, Sourdis, mieux à sa place sur le pont d'un vaisseau que dans son diocèse, partit de Belle-Isle avec quarate navires, dont un de quatre-vingt canons. Rencontrant une flotte espagnole de soixante-dix gros vaisseaux qui amenait des troupes en Flandre, il la força à se réfugier à la Corogne, où la tempête l'empêcha de la poursuivre. Cette flotte était le dernier effort de l'Espagne et de sa marine aux abois. Elle avait échappé à la France, elle n'échappa point à la Hollande. L'amiral Tromp, avec douze vaisseaux, osa attaquer cette immense escadre qui rappelait les beaux-jours de l'*Armada*. Les galions espagnols, au lieu d'écraser de leur masse cette poignée de vaisseaux, se replièrent en désordre vers les côtes d'Angleterre, hostiles autrefois, aujourd'hui amies. Mais la

flotte hollandaise grossissait tous les jours, ses navires épars venaient la rallier de tous les points de l'horizon. Tromp voulait forcer l'ennemi à accepter le combat; mais celui-ci se réfugia à l'abri des canons d'une flotte anglaise qui, renonçant à son semblant de neutralité, tira sur les Hollandais. Enfin l'amiral espagnol, se ravisant, accepta la bataille le 21 octobre. La lutte fut courte, mais décisive : huit mille hommes y furent tués, vingt vaisseaux espagnols contraints à s'échouer, seize pris, d'autres brûlés; d'autres enfin allèrent couvrir de leurs débris la côte de France entre Boulogne et Calais.

Dans les mers de l'Inde, les armes de Philippe IV n'avaient guère plus de succès. L'Espagne, résolue de chasser, par un effort désespéré, les Hollandais du Brésil, y envoya une flotte de quarante navires avec cinq mille hommes de débarquement. Mais une épidémie enleva la moitié des soldats. Bientôt, dans une lutte sanglante, l'amiral hollandais Huyghens anéantit la flotte ennemie; quatre vaisseaux seulement parvinrent à s'échapper. Ces deux désastres, arrivés coup sur coup, consommèrent la ruine de la marine espagnole, et l'Angleterre vit désormais dans la Hollande une rivale, et bientôt une ennemie.

Mais les Espagnols, toujours vaincus sur mer, allaient prendre leur revanche sur un autre élément. Condé parvint à persuader à Richelieu de tenter une attaque contre le Roussillon, où il serait peut-être plus heureux qu'en Biscaye. Seize mille Français s'emparèrent, après un siége de quarante jours, de Salces, la clef de cette province. Enlever à l'Espagne le Roussillon, c'était refermer sur elle la seule porte par où elle pût entrer sur le continent. Sous peine de périr, elle ne pouvait supporter pareille injure. Une armée se rassembla à Perpignan sous les

ordres du marquis de los Balbacès, fils de Spinola, et se dirigea sur Salces, au nombre de vingt mille hommes, dont douze mille catalans, car la Catalogne, par un beau mouvement patriotique, s'était levée tout entière; on va voir comment elle en fut payée!

Condé, laissant dans Salces une forte garnison, était allé chercher en France des renforts. Le siége, ouvert le 26 septembre, traîna en longueur. Olivarez, impatient de tout délai, fit retomber sa colère sur les Catalans, qu'il détestait depuis qu'ils avaient refusé au roi des subsides. Voici ce qu'il écrivit au vice-roi : « Si vous et tous les officiers de Sa Majesté ne forcez pas les habitants *à vous apporter sur leurs épaules* tout le blé et le fourrage qu'ils pourront trouver, vous manquez à votre devoir envers le roi, et au sang qui coule dans vos veines. Si les *fueros* de la province causent seulement une heure de délai, je déclarerai bien haut que celui qui s'appuie sur eux est un ennemi de Dieu et de son pays. Ce n'est plus seulement l'honneur de la Catalogne qui est en jeu, c'est celui du roi. *Faites-vous obéir à tout prix :* Sauvez la province et le pays, ou tous deux sont perdus! Que tout homme en état de porter les armes soit dirigé sur le camp. *Que les femmes portent sur leurs épaules* la paille et le foin. Prenez aux nobles leurs lits, et qu'ils dorment sur le plancher plutôt que de laisser le soldat souffrir. Si les paysans ne veulent pas venir travailler aux tranchées, *amenez-les pieds et poings liés.* Quand même ils voudraient vous lapider, tenez bon, *n'épargnez à personne ni dégoûts ni affronts.* Je réponds de tout. » Olivarez et l'insurrection de Catalogne sont tout entiers dans ce peu de mots. Chez les plats valets de cour qui chantaient les louanges du favori, cela s'appelait de la fermeté; dans la langue du bon sens, cela

s'appelle de la folie, et l'on verra bientôt le châtiment suivre de près la faute !

Ainsi poussés l'épée dans les reins, généraux et soldats n'avaient plus qu'à obéir. La Catalogne se courba sous le joug, en attendant l'heure de le briser. Le siége de Salces fut poussé avec une rare vigueur, malgré les pluies torrentielles du midi et les maladies qui enlevèrent le tiers de l'armée. Condé, à la tête de vingt-cinq mille hommes, parut enfin devant Salces, mais sans rien tenter pour le délivrer. L'armée française, vaincue par les pluies plus que par l'ennemi, se débanda honteusement. Revenue plus tard à la charge, elle fut repoussée par les Espagnols, et Salces finit par se rendre, après une campagne qui ne fit honneur ni à Condé ni à la France. Olivarez s'attribua à lui seul la gloire de ce succès, bien cher acheté; car la prise de Salces devait lui coûter la Catalogne.

Pendant ce temps, de graves événements se passaient en Italie. La régence était toujours aux mains de Christine de France, veuve de Victor-Amédée. Un enfant maladif, héritier des deux duchés de Savoie et de Piémont, se trouvait seul entre la couronne ducale et son oncle le cardinal Maurice, prince ambitieux qui aspirait à la régence, en attendant mieux. Olivarez, qui appuyait les prétentions du cardinal, avait envoyé au prince Thomas l'ordre de revenir de Flandre en Italie. Le cardinal La Valette, avec une petite armée, appuyait la sœur de son roi, dévote et galante, à la façon d'Anne d'Autriche, et fort peu populaire dans son duché. Lleganez et le prince Thomas envahirent le Piémont. La plupart des villes, en haine de l'étrangère, s'empressèrent d'ouvrir leurs portes, et tout ce que put faire Lavalette, ce fut de contenir Turin, qui voulait se donner au prince.

Christine implora le secours de la France; Richelieu voulait le lui faire acheter par la cession de toutes les places fortes qui gardent l'entrée de l'Italie; la duchesse n'en livra que trois, et une armée française vint renforcer La Valette. Mais, dans l'intervalle, le prince Thomas et Lleganez marchèrent sur Turin. Une surprise heureuse et le bon vouloir des habitants livrèrent la ville aux Espagnols, le 27 juillet. La régente se réfugia dans la citadelle, où les Français se jetèrent avec elle. Alors commença une lutte acharnée entre la ville et la citadelle, qui se bombardèrent mutuellement. La duchesse finit par s'enfuir à Suse; Espagnols et Français, las de cette guerre sans résultat, conclurent une trêve de deux mois, née de la lassitude des deux partis.

Avant l'expiration de la trêve, le cardinal La Valette était mort de honte et de chagrin. Il fut remplacé par d'Harcourt, dont l'activité et l'audace contrastèrent heureusement avec l'inertie de son prédécesseur. Pendant la trêve, Nice, où la duchesse avait refusé de recevoir garnison française, fut livrée par trahison aux Espagnols. Richelieu, sans pitié pour un malheur mérité, s'autorisa de la perte de Turin et de Nice pour exiger que la régente livrât en otage à la France, avec son fils, toutes les places fortes de la Savoie et celles qu'elle possédait encore en Piémont. La duchesse livra les forteresses, mais refusa de donner son fils.

D'Harcourt, dès lors, marcha droit sur Turin, en négligeant tous les points secondaires. Avec neuf mille hommes à peine, il sut ravitailler Casal, qui assurait à la France un pied dans la haute Italie, tua six mille hommes à Lleganez, qui était venu assiéger cette ville, et revint prêter main-forte aux Français qui défendaient la citadelle de Turin. Serré entre deux ennemis, Thomas et

Leganez, par des forces doubles des siennes, il les battit l'un après l'autre, en assiégeant l'un dans la ville, et en empêchant l'autre d'y entrer. Enfin, après avoir défendu Turin quatre mois avec une rare énergie, le prince Thomas, mal vu des habitants et mollement appuyé au dehors par Lleganez, finit par abandonner la ville à d'Harcourt, et la duchesse rentra en triomphe dans sa capitale. L'ascendant de l'Espagne dans le nord de l'Italie déclina encore une fois. La lutte se poursuivit néanmoins, mais sans vigueur, et le nord de l'Italie continua, pour deux siècles encore, à servir de champ clos aux étrangers qui s'en sont toujours disputé la conquête.

Dans cette guerre changeante, mêlée de succès et de revers, la France, sur sa frontière de l'est, devait au dévouement d'un homme de cœur et de génie, Bernard de Saxe-Weimar, des triomphes plus durables. Héritier de Gustave-Adolphe et fondé de pouvoirs de Richelieu, Bernard, dans cette position dépendante, avait grandi, par l'indépendance du caractère, jusqu'au rôle d'un Wallenstein protestant; à lui seul il tenait en échec la fortune de l'Autriche. « Ennemi de l'empereur sans l'être de l'empire, » comme il affectait de le répéter, il aspirait, comme Gustave, à fonder dans l'ouest de l'Allemagne une souveraineté rivale de l'Autriche. L'impérieux cardinal aurait bien voulu retirer Brisach des mains de Bernard, mais il dut renoncer à arracher au lion sa proie. A cheval sur la frontière, arrondissant sans cesse son état naissant aux dépens de l'Allemagne et de la Franche-Comté, il s'apprêtait, avec une armée peu nombreuse, mais aguerrie et dévouée, à tendre la main au général suédois Baner. Les grands desseins de Gustave-Adolphe semblaient prêts à renaître, les destinées de

l'Allemagne allaient changer... Mais Dieu en avait autrement ordonné! La constitution de Saxe-Weimar, épuisée par des fatigues sans relâche, céda à la fin : une maladie aiguë l'emporta en trois jours. Cette mort servait si bien l'Autriche que chacun la soupçonna de l'avoir hâtée par le poison; mais l'accusation est toujours demeurée sans preuves.

Voici le portrait de Saxe-Weimar, tel que l'a tracé Léopold Ranke (*Histoire de France*, t. III, p. 318 de la trad.) : « Bernard avait reçu de ses ancêtres une piété profonde, fortifiée encore par l'exemple du pieux roi de Suède. Comme lui, il voulait que dans son camp on fît la prière deux fois par jour. Le service divin s'y célébrait tous les dimanches. C'était au chant des cantiques que le soldat marchait à l'ennemi, et le cri de guerre était : « *Emmanuel!* ou Dieu avec nous! » Au fort du combat, on entendait Bernard invoquer le nom du Seigneur, et si le danger redoublait, il s'écartait un peu de la mêlée pour prier en silence. Après le combat, on le voyait consoler les mourants et leur réciter des versets de la Bible. Ennemi de tout désordre, il donnait à ceux qui l'entouraient l'exemple de la pureté des mœurs... » Tel est l'idéal du héros chrétien, que l'on rencontre si rarement dans l'histoire. Et pourtant, nous le demandons à tout homme de bonne foi, Gustave-Adolphe et Bernard de Saxe-Weimar ont-ils été de moins grands hommes de guerre pour avoir voué leur vie au service d'une cause sainte, et pour avoir prié en marchant à l'ennemi?

Bernard, en mourant, légua à l'empire, qu'il opposait toujours à l'empereur, le petit royaume qu'il voulait fonder. Ses généraux voulaient accepter le testament; mais Richelieu, qui n'osait recourir à la force pour le casser, l'annula par la corruption. La France hérita de

l'armée weimarienne, qu'elle acheta deux millions de livres par an, et qui passa tout entière, soldats et généraux, au service de Louis XIII. Brisach et toutes les forteresses du Brisgau et de l'Alsace arborèrent le drapeau français.

Nous suspendons ici le récit de cette guerre décousue, qu'on se fatigue à suivre à la fois dans tous les coins de l'Europe. Pendant ces cinq années, si pleines et si agitées, l'Espagne, même sous un Philippe IV, avec la Réforme et la France pour adversaires, le catholicisme et l'empire pour alliés, ne s'est pas montrée au-dessous de sa fortune. Vaincue souvent, mais non découragée, elle a su partout faire face à ses ennemis, et défendre contre l'invasion le sol sacré de la patrie. Elle n'a perdu ni la Flandre ni le Milanais, ses deux possessions les plus menacées. Nulle part enfin, sauf sur mer, elle n'est encore déchue de son antique renom militaire. Olivarez, malgré toutes ses fautes, y est resté populaire, parce qu'il a relevé l'honneur du drapeau espagnol, et c'est à lui que l'opinion s'obstine à faire honneur de tous les succès obtenus. C'est lui seul que le monarque aveuglé s'acharne à recompenser en entassant sur sa tête les titres, les honneurs et les dons. Mais bientôt vont éclater les deux insurrections qui seront la vivante condamnation de sa politique, et sa disgrâce suivra de près ces ovations imméritées, qui n'en font que mieux ressortir ses fautes.

CHAPITRE II.

RÉVOLUTION DE PORTUGAL.

1640.

Avec la conquête de Portugal en 1580, Philippe n'avait accompli que la partie la plus facile de sa tâche. L'unité matérielle de la Péninsule, œuvre brutale de la force, était seule réalisée; l'unité morale, œuvre bien autrement difficile et lente, était encore à fonder. Les deux peuples, attelés au même joug, restaient presque aussi séparés qu'avant la conquête. L'Espagne se vengeait de sa servitude en la faisant peser sur le Portugal, qu'elle traitait en province conquise. Philippe, en ceignant cette nouvelle couronne, s'était engagé par serment à faire occuper par des Portugais les hautes dignités du royaume, et à réserver à leur marine tout le commerce de leurs colonies; enfin à maintenir le Portugal, comme Valence et la Catalogne, sur le pied d'un royaume distinct, dont tous les revenus se consommeraient dans l'intérieur du pays. Inutile d'ajouter qu'aucune de ces promesses ne fut tenue. Cependant, vers la fin de son règne, Philippe, instruit par l'insuccès de sa politique dans les Pays-Bas, paraît avoir mieux compris ses intérêts et en être revenu, avec le Portugal, à des conseils plus humains. Mais l'œuvre de conciliation avait été

commencée trop tard pour réussir; tout ce qu'il put faire, ce fut de léguer à ses successeurs le soin de la continuer.

Soyons juste pourtant : en guerre avec presque toute l'Europe, l'Espagne était invinciblement entraînée à s'emparer du Portugal pour compléter son système de défense. Allié à tous ses ennemis, mais surtout à la France, le plus dangereux, le plus rapproché de tous, il ouvrait sur Madrid une voie à l'invasion, voie courte et facile, sans montagnes, sans fleuves à franchir, sans places fortes pour arrêter l'ennemi, et qui pouvait en huit jours jeter une armée au cœur du royaume. Philippe II, éveillé au sentiment du danger, y avait paré en mettant le Portugal entre l'Angleterre et lui, et en proclamant l'indissoluble union de ce pays à la couronne de Castille.

L'Espagne, pour subsister, avait donc besoin du Portugal, et, après l'avoir conquis, elle était excusable de vouloir le garder. Mais ce qu'on ne peut pas lui pardonner, c'est sa dureté envers un peuple qu'unissait à elle une étroite communauté de foi, de langue et d'origine. Si le système de pacification, essayé par Philippe II sur la fin de son règne, eût été continué après lui, peut-être les Portugais, s'habituant peu à peu au joug, n'eussent-ils pas fait pour le briser un aussi grand effort. Mais son fils et son petit-fils, sourds aux leçons de l'expérience, ne l'imitèrent que dans sa dureté pour un peuple vaincu, fier encore du souvenir de ses gloires passées. Philippe III, dans tout son règne, ne visita qu'une fois ses nouveaux sujets, et sous Philippe IV, Olivarez, chez qui c'était un plan arrêté de fouler aux pieds tous les vassaux de l'Espagne, semble avoir pris à tâche de froisser en toute occasion les justes suscepti-

bilités d'un peuple généreux, et de dompter sa résistance à force d'humiliations. Tenant avec raison les Portugais pour d'irréconciliables ennemis de la Castille, il affectait à tout propos de les traiter non-seulement en vassaux, mais en rebelles. Les grands, exclus des affaires publiques, étaient relégués dans leurs terres, en état de suspicion permanente. Le peuple était accablé d'impôts, rendus plus lourds encore par une perception sans pitié, et ces impôts, le plus pur sang du pays, se dépensaient dans des guerres lointaines, pour des intérêts qui ne le touchaient pas.

Tous les emplois un peu élevés étaient donnés à des Castillans, ou vendus à beaux deniers comptants. Les plus riches bénéfices leur appartenaient de droit. En toutes choses le Portugal était déclaré mineur et incapable de s'administrer lui-même. Les jeunes gens étaient arrachés à leur famille et à leurs travaux pour aller au loin verser leur sang sous les drapeaux espagnols. Enfin, tandis que l'Aragon, Valence, la Navarre, la Biscaye, la Catalogne conservaient, sous la monarchie castillane, leurs *fueros*, leurs cortès distinctes et leur titre de royaumes, Olivarez songeait à fondre les cortès du Portugal dans celles de la Castille, et à effacer ainsi jusqu'à la dernière trace de la nationalité portugaise.

Sept années du règne désastreux de Philippe IV avaient suffi pour anéantir la marine portugaise, le nerf et l'orgueil de ce pays qui ne vivait que par la mer. Et comment avait-elle péri? En défendant les côtes et les colonies de sa suzeraine, impuissante à se garder elle-même. Dans ce court espace de temps, le Portugal avait eu deux cents vaisseaux pris ou coulés. Il avait vu en un jour neuf cents pièces de canons en bronze, aux armes de ses rois, enlevées de ses arsenaux et expo-

sées en trophée sur la grande place de Séville. Ajoutez à toutes ces hontes, à toutes ces misères la ruine de son commerce et de ses riches colonies, la dot du Portugal dans son mariage forcé avec la Castille! Tout ce qu'il avait gagné à l'*Union ibérique*, c'était de voir les ennemis de l'Espagne devenus les siens, et son pavillon banni de ces archipels des deux Indes où il régnait autrefois en maître. Les Hollandais avaient enlevé à l'Espagne, c'est-à-dire au Portugal, l'immense empire du Brésil, les Moluques, Malacca et le Japon. Enfin, pour comble de honte, une flotte anglaise était venue récemment s'emparer de Cascaès, aux portes mêmes de Lisbonne.

En l'absence du monarque, qui, en dépit de ses promesses, n'avait jamais mis le pied dans sa seconde capitale, il avait été convenu que le vice-roi serait toujours un membre de la famille royale ou un natif du pays. Philippe IV y avait envoyé pour le représenter la duchesse de Mantoue, alliée, mais de fort loin, à sa famille. Malgré la haute capacité de la vice-reine, les Portugais s'indignaient d'obéir à une femme et à une étrangère. Le sous-secrétaire d'État, Vasconcellos, Portugais de naissance, plus dévoué à l'Espagne, plus dur envers ses concitoyens qu'aucun Espagnol, faisait sentir son joug même à la duchesse, et ne lui laissait de la vice-royauté que le titre sans le pouvoir. La faveur d'Olivarez le soutenait contre la haine publique, en échange des flots d'or qu'il faisait couler de Lisbonne à Madrid, et de son infernale habileté à semer la discorde entre les nobles lusitains.

Pour un peuple fier, sensible au bienfait comme à l'injure, on peut juger des ressentiments qu'avait soulevés l'insolente tyrannie du favori et de ses dignes agents. Déjà, en 1637, des troubles sérieux avaient éclaté à

Evora; mais l'insurrection, trop hâtive, avait été promptement réprimée. Le comte-duc, heureux d'avoir un prétexte pour sévir, avait fait peser sur tout le pays le tort d'une ville en lui imposant, en dehors de toutes ses charges, une énorme amende. Enfin il annonçait hautement son intention d'ôter au Portugal son titre de royaume, et d'en faire une simple province de la Castille.

C'en était trop, même pour des vaincus, et le Portugal oublia sa faiblesse pour ne se souvenir que de ses injures. L'heure était venue, la révolte était mûre; il ne lui manquait, pour devenir une révolution, qu'un chef pour la diriger, et un roi à mettre à la place de celui qu'on allait jeter à bas. Ce chef, ce roi était tout trouvé, le vœu du peuple l'avait sacré d'avance : c'était Joao ou Jean, duc de Braganza, petit-fils de la duchesse Catherine, que nous avons vu disputer à Philippe II le trône de Portugal, avec des droits mieux fondés que les siens; car elle était issue par les mâles du grand roi don Manoel, et Philippe n'en descendait que par les femmes. D'ailleurs, une loi fondamentale du royaume excluait du trône toute princesse du sang royal qui épousait un étranger, et Catherine avait choisi son époux dans la maison de Braganza, une des premières du royaume.

Son petit-fils, titulaire actuel du duché, était donc désigné au choix du pays. Une seule chose lui manquait pour arriver au trône, c'était l'audace d'y prétendre. Une couronne n'eût pas été sans attraits pour lui; mais il fallait qu'elle vînt d'elle-même se poser sur sa tête, car jamais il n'aurait étendu la main pour la saisir! Le duc son père, mort en rongeant son frein dans l'inaction de la vie privée, avait vainement essayé d'allumer dans le cœur de son fils la flamme qui dévorait le sien. Éloigné des affaires par sa paresse autant que par les

méfiances d'Olivarez, à la tête d'une immense fortune et d'un peuple de vassaux, sa vie s'écoulait, indolente et facile, dans son splendide domaine de Villa-Viciosa. Sans adorer lâchement la fortune de l'Espagne, il avait su désarmer par son inertie les soupçons du favori, et la politique la plus subtile n'eût pu lui enseigner une ligne de conduite plus sage que celle que lui dictait sa propre inclination.

Mais si l'étoffe d'un roi faisait défaut dans cette molle nature, la lacune était comblée par la virile énergie de sa femme, doña Luisa de Guzman, sœur du duc de Medina-Sidonia, le premier des grands de l'Espagne, comme Braganza de ceux du Portugal. Belle, intelligente, résolue, dévorée de l'ambition qui manquait à son mari, elle lui rappelait sans cesse sa naissance et ses droits; elle stimulait son indolence en l'excitant à se faire le sauveur de son pays, et à mettre la main sur cette couronne qui chaque jour se rapprochait de lui. Espagnole de naissance, Portugaise par le cœur et par l'ambition, le charme de sa physionomie lui gagnait tous les cœurs. Son talent inné pour juger les hommes et deviner, en les voyant, leur caractère et leurs desseins, la préparait à ce rôle difficile de reine, qu'elle savait d'avance sans l'avoir appris.

A côté de ce prince aimable, mais si peu propre à faire un roi, se trouvait un homme appelé, comme la duchesse, à le compléter : c'était l'intendant de sa maison, Pinto de Ribeiro. On a voulu faire de cet homme remarquable, que le roman et le drame disputent à l'histoire[1], une sorte de Figaro politique, qui n'aurait

1. Voici les principales sources historiques pour l'histoire du Portugal et de sa révolution. Ericeira, *Portugal restaurado;* Silva, *Hist. de Port.;*

vu dans ces graves événements qu'une matière à intrigues; mais en dénaturant son caractère, ce qu'on n'a pu contester du moins, c'est son désintéressement. Cet homme, qui mit une couronne sur la tête de son maître, ne devait rien garder pour lui du pouvoir qu'il allait lui donner. Toutes les qualités qui manquaient à son maître, Pinto les possédait. Comme la duchesse était née reine, il était né conspirateur. Esprit actif, fécond en ressources et que le danger excitait, le génie de la politique s'unissait chez lui au patriotisme le plus vrai. L'ambition qu'il n'avait pas pour lui, il l'avait pour son maître, et, toujours prêt à oublier son propre intérêt pour celui de son pays, on le voit, jusqu'à la fin de sa vie, rester volontairement dans l'obscurité à côté de ce roi qu'il a fait.

Maintenant, qui eut l'initiative de ce grand dessein? à coup sûr ce n'est pas le duc; est-ce l'intendant; est-ce la duchesse? on l'ignore, mais c'est le dernier qui est le plus probable. Bien que le nom de la duchesse ne paraisse pas, tout porte à croire qu'elle fut l'âme de ce hardi complot, qu'une femme pouvait concevoir,

Velozo de Lyra, *Espelho Lusitano; Quadro elementar*. anonyme, cité par Ferd. Denys; Seyner, *Hist. del levantamiento de Port.;* Passarello, *bellum Lusitanum, et Regni separatio;* enfin Pinto de Ribeiro a raconté lui-même en italien sa conspiration dans un court opuscule, cité aussi par F. Denys, et presque introuvable aujourd'hui : *Discorso dell' usurpazione e ristorazione del Regno di Portogallo* (Lisbonne, 1646). Voir aussi, en italien, Birago, *Hist. delle rivoluz. del Portog.:* Siri, *Mercurio.* Quant aux livres étrangers et plus modernes, nous citerons avant tout Vertot, *Revol. de Port.;* récit animé et plein d'intérêt, mais où la vérité est sacrifiée, comme dans toute cette école historique, au besoin de faire effet. F. Denys, *Portugal,* 1 vol. in-8°, dans la grande collection de l'*Univers,* par Firmin Didot, tome XXXIV, Paris, 1846; Aubery, *Mémoires pour l'hist. du card. de Richelieu;* Murphy, *View of Portugal:* anonyme, *History of the Revol. of Portug.* prefixed to the *Letters of sir Rob. Southwell.* On consultera aussi avec fruit Dunlop, *Hist. of Phil. IV, and Charl. the* 2d, t. I, p. 228; Lafuente, *Hist. de España,* t. XVI, p. 214.

mais non exécuter, et dont Pinto eut l'honneur, et Braganza le profit. Olivarez, du reste, était loin d'avoir les yeux fermés sur les menées de la petite cour qui se groupait autour du futur monarque. Déjà, trois ans auparavant, une tentative d'insurrection à Evora avait éveillé ses soupçons. On l'avait même entendu répéter ces mots menaçants : « Le Portugal ne se tiendra pas en repos tant que l'herbe ne croîtra pas sur les degrés du palais de Braganza ! »

De tous les auteurs de la révolution de Portugal, le premier en date, c'est Richelieu. Sans cesse occupé de chercher des ennemis à l'Espagne, dès longtemps il avait tourné les yeux vers ce coin de la Péninsule où couvaient contre elle les haines les plus envenimées. Qu'il ait eu la main dans les troubles d'Evora, c'est ce qu'on suppose sans pouvoir le prouver; mais, dès 1634, on le voit inonder le Portugal de ses agents, chargés de solliciter l'ambition du prétendant. En 1638, il fait offrir au duc cinquante navires et dix mille soldats pour appuyer toute tentative qui aurait pour but de séparer les deux couronnes, à une seule condition, c'est qu'elles ne soient jamais réunies sur une seule tête. Sans les éternelles hésitations de Joao, l'insurrection aurait peut-être éclaté dès cette époque. Enfin à défaut du duc, trop lent à se décider, le cardinal va jusqu'à presser les grands de choisir parmi eux un souverain, « pourvu qu'il sorte du sang de leurs rois, qui est le même que celui des monarques français ».

Que Pinto ait été en relation avec le cardinal, qu'une conspiration ait été ébauchée avant 1640, il n'est guère permis d'en douter. Mais ce qui hâta la crise, ce fut l'insurrection de Catalogne, venue à point pour donner le branle à celle de Portugal, qui n'eût peut-être pas eu

lieu sans elle. Vers la fin de 1640, les plus grands noms du Portugal étaient déjà enrôlés dans le complot. Tous les esprits étaient surexcités par l'attente de quelque grand événement. Dans ce pays ouvert à toute superstition, religieuse comme politique, les faux don Sébastian se multipliaient chaque jour. D'après une légende populaire, le libérateur du Portugal devait entrer à Lisbonne sur un cheval de bois ; Braganza, quand il vint s'y faire couronner, traversa le Tage sur une barque de pêcheur, et le peuple voulut à toute force y voir la prophétie accomplie.

Il avait fallu les *troubles d'Evora* pour révéler à Olivarez sa faute, car c'en était une de laisser vivre en liberté, au sein d'un pays opprimé, l'homme qui personnifiait en lui tous ses droits. Le nom de Braganza, son immense fortune, sa popularité toujours croissante, étaient autant de crimes d'État. Coupable d'avance, quoi qu'il fît ou ne fît pas, il était ainsi condamné à le devenir en réalité. Olivarez se décida enfin à l'expulser à tout prix d'un pays où sa position était trop grande pour rester celle d'un sujet. Mais comment l'arracher aux délices de cette résidence quasi royale, qui effaçait en éclat la cour de la vice-reine? Où la force ne pouvait rien, le comte-duc essaya la ruse : il proposa au duc la vice-royauté de Milan, que celui-ci s'empressa de refuser, en alléguant son ignorance des affaires d'Italie. Une expédition que Philippe IV préparait contre la Catalogne fournit au ministre un nouveau prétexte. Il invita le duc à se mettre à la tête de la noblesse portugaise, convoquée pour cette expédition. Braganza s'excusa cette fois sur la dépense à laquelle son rang l'obligerait. La mauvaise volonté était évidente ; mais Olivarez voulait faire sortir Braganza du Portugal, et il fallait tout par-

donner, jusqu'au jour où on pourrait punir! L'astucieux ministre se décida alors à jouer un jeu hardi, et qui devait à la fin tourner contre lui. Une flotte française venait de se montrer dans les eaux du Portugal; le ministre chargea le duc, en affectant pour lui la plus entière confiance, de mettre les côtes du royaume en état de défense, et l'arma de pouvoirs qui en faisaient un véritable vice-roi. Mais, en même temps, Olivarez, mêlant la violence à la ruse, donnait pour consigne à l'amiral espagnol de relâcher avec sa flotte, sous prétexte de mauvais temps, dans un des ports qu'inspecterait Braganza, de l'attirer à son bord, et de faire voile avec lui pour un port espagnol.

Mais la tempête, au lieu d'un prétexte, devint une réalité : l'escadre espagnole, assaillie par un coup de vent furieux, fut chassée loin du Portugal. Braganza, qu'Olivarez avait le tort d'estimer au-dessous de sa valeur réelle, se servit de sa position pour placer dans tous les emplois des hommes dont il était sûr. Vainement la vice-reine et le secrétaire d'État représentèrent au comte-duc le danger d'investir de pareils pouvoirs l'ennemi-né de la maison d'Espagne; le ministre n'écoutait jamais les avis; il était maître de l'esprit du roi, tout fier de jouer son petit rôle dans cette comédie, et toutes les représentations vinrent se briser contre la quiétude calculée du favori. Il était trop tard d'ailleurs; l'heure de la ruse était passée, celle de la force allait sonner. Braganza ne pouvait plus redescendre au rang de sujet, il ne lui restait qu'à monter jusqu'à celui de roi. Déjà, partout où il passait, le peuple le saluait de ses cris enthousiastes; attenter à sa vie ou à sa liberté, c'eût été provoquer la révolution qu'on voulait prévenir. Elle était mûre, du reste, et l'heure venue pour d'aussi

grands desseins, il faut qu'ils éclatent, sous peine d'avorter, si on ne saisit pas l'instant propice!

Au premier rang, parmi les conjurés, se trouvait l'archevêque de Lisbonne, don Rodrigo de Acunha. Issu d'une des premières familles du royaume, ses talents, son patriotisme, sa rivalité avec l'archevêque de Braga, ami dévoué de la vice-reine, l'avaient rendu populaire. La première réunion des conjurés eut lieu le 12 octobre. Braganza, absent à dessein, s'y fit représenter par Pinto. Le prélat ouvrit le premier l'avis de se rallier au duc, le seul candidat sérieux à la couronne de Portugal. Tous furent d'accord pour reconnaître ses droits, mais on se plaignit de ses lenteurs, de son indécision, de son absence quand tous ceux qui étaient là risquaient leur vie pour l'asseoir sur le trône. Déjà quelques-uns proposaient de faire du Portugal une république à l'instar de la Hollande; mais Pinto combattit avec force ce projet peu sensé, chez un peuple commerçant sans doute, mais aristocrate et guerrier. Il excusa de son mieux l'abstention de son maître, en rappelant la jalouse surveillance dont l'entourait Olivarez, et il finit en répondant de l'adhésion du duc, quand tout serait prêt, quand l'heure d'agir aurait remplacé celle de délibérer.

Pinto s'était trop avancé en répondant du consentement de son maître. Dans une entrevue avec une députation des conjurés, qui vint lui offrir la couronne, le duc laissa percer encore ses irrésolutions. Mais sa femme, qui exerçait sur lui le double empire de la volonté et du talent, finit par le décider. Le duc objectant le danger de l'entreprise : « Mieux vaut mourir sur un trône, lui répondit-elle, que dans une prison. Quant à moi, j'aime mieux être reine une heure que duchesse toute ma vie! »

Le sort en était jeté! à dater de ce jour, le duc se rallia franchement à la conspiration, et accepta la couronne à ses risques et périls. Sous prétexte de vaquer à son inspection, il vint s'établir au château d'Almada, en face de Lisbonne. Si près de la vice-reine, il ne pouvait, sans rompre avec elle, se dispenser d'aller lui présenter ses hommages. Il s'y rendit en plein jour, avec l'appareil d'un monarque. Partout, sur son passage, le peuple se pressait en foule, affamé de voir celui qu'il appelait déjà son roi. Toute la noblesse du royaume l'entourait, sous prétexte de faire sa cour à la vice-reine. A dater de ce jour, le divorce fut prononcé entre les deux pays; Olivarez sentit la couronne de Portugal vaciller sur la tête de son maître.

Après l'audience, le duc s'était retiré à Villa-Viciosa, n'osant pas demeurer dans la capitale, toute frémissante à l'idée de revoir un roi! Olivarez, toujours prompt à s'aveugler, se flattait encore d'éloigner Braganza du Portugal, où, fût-ce malgré lui, il serait toujours le centre d'une conspiration latente contre la Castille. Il fit dire au duc que le roi désirait s'entretenir avec lui de l'état de ses forces dans le royaume; qu'il eût donc à se rendre sur-le-champ à Madrid, où il serait reçu avec tous les honneurs dus à son rang. L'intention, cette fois, était trop claire pour n'être pas comprise. Il y avait autant, plus de danger même à obéir qu'à s'y refuser; mais les conjurés n'étaient pas prêts, l'heure d'agir n'était pas venue; il fallait encore gagner du temps. Le duc fit dire au roi qu'il s'apprêtait à se rendre à ses ordres, et se mit à préparer ostensiblement son départ. Il fit louer à Madrid un palais qu'il meubla magnifiquement, et peupla de laquais aux riches livrées. Une feinte indisposition lui fit encore gagner quelques jours, mais un second courrier

vint lui apporter l'ordre de se mettre sur-le-champ en route, et 10,000 ducats pour ses frais de voyage; à bout de prétextes, le duc achemina sur la route de Madrid une partie de sa maison, fit annoncer à la vice-reine son départ, et écrivit à Olivarez que, dans huit jours, il espérait baiser la main du roi.

Dans l'intervalle, les conjurés n'avaient pas perdu leur temps : cent cinquante membres de la noblesse, et deux cents bourgeois ou artisans, choisis parmi les plus riches et les plus influents, avaient promis d'entraîner à leur suite le peuple de la capitale. Le clergé que, dans la Péninsule, il faut avoir pour soi ou contre soi, s'était enrôlé avec le prélat de Lisbonne dans la conspiration. Enfin la mésintelligence toujours croissante entre la vice-reine et le secrétaire d'Etat était une chance de plus en faveur du succès. Il n'y avait plus à attendre : le jour fut fixé au samedi 1er décembre 1640, date à jamais mémorable dans les annales du Portugal.

Dès le matin, tous les conjurés, avec des armes sous leurs habits, étaient réunis sur la grande place du palais, par petits groupes épars, en voiture, en litière, de manière à ne pas éveiller les soupçons. Un coup de pistolet, tiré par Pinto, donne le signal : aussitôt les conjurés, divisés en quatre bandes, attaquent le palais de quatre côtés à la fois. En tête d'une de ces bandes marche un prêtre, une épée d'une main, un crucifix de l'autre. La garde allemande, surprise, intimidée, se laisse désarmer sans résistance. La garde espagnole résiste, mais elle cède enfin à la force. Pinto, à la tête d'une troupe d'élite, se dirige vers les appartements du secrétaire d'État. Celui-ci, prévoyant le sort qui l'attendait, essaye de s'y dérober en se cachant au fond d'une armoire pratiquée dans l'épaisseur du mur; mais, trahi

par une vieille servante à qui l'on met l'épée sur la gorge, et qui le désigne du regard, on l'arrache de sa retraite, et il tombe percé de coups, sans essayer même une résistance inutile. Le cadavre, jeté par la fenêtre, aux cris de : « Le tyran est mort, vive la liberté, vive don Joao IV, roi de Portugal ! » est traîné dans les rues et livré aux outrages de la populace.

Au même moment, une autre bande s'emparait de la vice-reine. Cette femme altière tint tête aux conjurés, en les menaçant de la vengeance de l'Espagne. Elle voulait en appeler au peuple ; on lui conseilla de ne pas l'essayer : « Et que pourrait-il me faire? demanda-t-elle avec hauteur. — Rien que de jeter Votre Altesse par les fenêtres ! » lui dit un des conjurés. A ces mots l'orgueilleuse princesse comprit qu'il fallait céder. Un ordre écrit, qu'on lui arracha, amena la soumission du château qui commandait la ville. Olivarez, dans son imprévoyance hautaine, l'avait laissé dégarnir de vivres, et en avait retiré quinze cents hommes pour les envoyer en Catalogne. Le gouverneur obéit, trop heureux d'avoir un prétexte pour se rendre. Quant à la régente, on se contenta de la garder en lieu sûr, avec tous les égards dus à son rang.

Moins de trois heures avaient suffi pour mener à sa fin cette grande révolution, fruit lentement mûri de la vengeance divine, qui punissait ainsi sur le petit-fils les fautes de l'aïeul. Il avait fallu des années pour la préparer, un instant suffit pour l'accomplir. D'un bout du royaume à l'autre, don Joao IV fut proclamé sans opposition roi de Portugal. La révolution était consommée, et celui dont elle venait de faire un roi n'en savait rien encore. Enfermé dans son château, à quatre-vingts lieues de la capitale, la journée s'était passée pour

lui dans les tortures de l'attente. La nuit était déjà avancée lorsque arrivèrent deux des conjurés. En l'apercevant, ils fléchirent le genou, et baisèrent humblement la main de leur souverain. La joyeuse nouvelle se répandit bientôt dans le palais, et de là dans l'Alentejo, qui attendait, comme les autres provinces, l'impulsion de la capitale pour se décider.

L'archevêque de Lisbonne, investi de l'autorité suprême en l'absence de l'élu de la nation, pressait Joao d'accourir sans délai pour se montrer à ses nouveaux sujets. Le duc voyagea toute la nuit, et le lendemain matin il était à Lisbonne. A peine arrivé, il dut se montrer sur une terrasse du palais, et les cris de joie de la foule enivrée le proclamèrent roi de Portugal. Le 28 janvier, les cortès ratifièrent le choix du peuple, et sanctionnèrent cette résurrection de la monarchie portugaise. D'un bout du royaume à l'autre, les Espagnols furent expulsés de toutes les places fortes. L'unanimité, l'élan, la rapidité du mouvement national avaient déconcerté toute résistance.

Les colonies portugaises, éparses sur tous les coins du globe, saluèrent avec un cri de bonheur la nouvelle de leur émancipation. Tout le littoral de la Barbarie, Ceuta exceptée, chassa les garnisons castillanes. Le même secret qui avait entouré la conspiration, secret merveilleux, gardé par tout un peuple, assura la libération du Brésil. San-Salvador se souleva sous les canons mêmes d'une flotte espagnole. Macao et Goa, dans l'Inde, accueillirent avec transport le pavillon portugais, qui reprenait possession de ces mers, son antique domaine. Mais, hélas! de ces splendides colonies, la meilleure part était à jamais perdue pour le Portugal. La Hollande et l'Angleterre s'étaient partagé cette riche succession

que l'Espagne n'avait su ni exploiter ni défendre.

La fatale nouvelle fut bien vite connue à Madrid. La dernière personne qui l'apprit, ce fut Philippe IV; car nul n'osait s'exposer, en la lui annonçant, aux mortelles rancunes d'Olivarez. Le favori fut obligé d'apporter lui-même au roi ce triste message.

Voici comment il s'y prit : « Sire, lui dit-il en l'abordant, j'ai une bonne nouvelle à apprendre à Votre Majesté : elle a gagné ce matin un beau duché, avec force riches domaines. — Comment cela? dit le roi étonné. — Sire, le duc de Braganza a perdu la tête et s'est laissé proclamer roi par la populace de Lisbonne. Votre Majesté y gagnera une douzaine de millions. » L'indifférence affectée du favori n'aveugla pas le roi sur la gravité du fait. Olivarez eut beau l'assurer que cette prétendue royauté ne durerait pas « plus que celle d'un *roi de la fève* », Philippe, sans partager sa confiance, lui ordonna de ne rien épargner pour écraser la rébellion dans son œuf. Le ministre promit tout ce qu'on voulut; mais toutes les forces du pays avaient été dirigées sur la Catalogne, et les finances étaient dans un tel désordre qu'il fallut renoncer à rien tenter, au moins pour le moment. L'insurrection de la Catalogne assurait ainsi l'impunité à celle de Portugal (1641).

Malgré les efforts de Pinto, envoyé à Rome pour y faire reconnaître par le pape Innocent X les droits de Joao IV à la couronne, le Portugal, grâce aux intrigues d'Olivarez, fut frappé d'excommunication par le saint-père. Mais, en revanche, la France et la Hollande conclurent avec lui un traité d'alliance offensive et défensive, et lui promirent chacune, en cas d'attaque de l'Espagne, vingt vaisseaux de guerre. L'Angleterre et la Suède reconnurent aussi le nouveau roi, mais ne

voulurent conclure avec lui qu'un traité de commerce.

Ne pouvant rien par la force, le comte-duc eut recours à l'intrigue, son arme favorite. Quelques nobles portugais, jaloux de l'élévation de Braganza, se laissèrent séduire par les promesses du ministre espagnol. L'archevêque de Braga, jaloux du crédit de celui de Lisbonne sous le règne nouveau, se fit l'agent d'Olivarez. Un complot se trama pour renverser du trône celui qu'un complot y avait fait monter. Les juifs, bannis sous Ysabel du reste de la Péninsule, affluaient à Lisbonne où la tolérance intéressée du gouvernement portugais les avait accueillis. Chose étrange, c'est à eux qu'un prélat catholique s'adressa pour trouver des alliés! Forcés, sous Philippe III, de faire profession de christianisme, ils étaient demeurés au fond du cœur fidèles à la foi de leurs pères. Croyant voir luire, sous le règne d'un prince longtemps persécuté comme eux, l'aurore de la tolérance, ils firent offrir à Joao IV d'acheter, au prix d'une énorme rançon, la liberté de conscience et de culte. Le roi, à court d'argent, fut un instant tenté d'accepter; mais craignant les récriminations du clergé, il finit par refuser. C'est alors que le prélat, exploitant l'irritation des juifs, parvint à les enrôler dans sa conspiration. A un signal donné, ils devaient mettre le feu dans différents quartiers de la ville et aux quatre coins du palais. Les conjurés, sous prétexte de l'éteindre, devaient faire main basse sur le roi et ses ministres. Enfin le marquis de Villareal, qui avait dans ses veines quelques gouttes de sang royal, devait être mis à la tête du gouvernement, en attendant les ordres de Madrid.

C'est ici qu'apparaît dans toute sa grandeur le contraste entre une intrigue de cour, tramée par des nobles

sans conscience, toujours prêts à vendre leur pays à l'étranger, et un soulèvement héroïque, parti des profondeurs d'une nation opprimée. Derrière Braganza était un peuple entier, faible par le nombre, fort par le patriotisme et par les souvenirs du passé. Ce complot, où l'odieux le disputait au ridicule, fut bientôt découvert. Le nouveau roi montra dans cette occasion une présence d'esprit et une décision qu'on n'eût pas attendues de lui. Les trois meneurs du complot, Caminha, Altamar et Villareal expièrent sur l'échafaud ce tort qu'un peuple ne pardonne pas, celui d'avoir douté de son avenir. L'archevêque de Braga ne dut la vie qu'à la robe qui le couvrait; mais il finit ses jours dans une prison. Le grand inquisiteur, son complice, fut le plus épargné : deux ans de réclusion furent son seul châtiment; les Portugais, on le voit, en chassant les Espagnols, n'avaient pas brisé tous leurs jougs.

Le Portugal avait sa revanche à prendre de l'Espagne, et don Joao ne se fit pas scrupule de conspirer à son tour avec les sujets de Philippe. Le marquis d'Ayamonte, parent de la reine de Portugal, se chargea de pousser le duc de Medina Sidonia, beau-frère de Braganza, à faire aussi de son gouvernement d'Andalousie une souveraineté indépendante. Le duc, caractère vain et faible, se laissa follement engager dans une entreprise qu'il n'avait ni l'audace de concevoir, ni le courage d'exécuter. Mais il manquait à ce complot, comme à celui de Braga, un Pinto pour le conduire et un peuple pour l'appuyer. La trame fut découverte : Ayamonte expia sa trahison sur l'échafaud. Quant au duc de Medina, il mendia si bassement son pardon que Philippe, facile à attendrir, lui fit grâce de la vie, à la prière d'Olivarez, son parent;

mais on lui fit payer son pardon de la moitié de son immense fortune. On lui interdit le séjour de l'Andalousie, et on l'exila à Valladolid pour le reste de ses jours. Enfin on le condamna à jouer un rôle ridicule dans une parade chevaleresque, bien digne de cette époque, pompeuse et vide tout ensemble. On força le duc à défier le roi de Portugal en combat singulier, et à attendre quatre-vingts jours sur la frontière, en grand appareil de combat, que don Joao daignât répondre à son appel. Celui-ci se garda bien de donner cette satisfaction à Philippe IV, pour qui cet étrange divertissement paraît avoir été inventé. L'emphatique cartel de Medina courut toute l'Europe, et prêta à rire aux dépens de l'Espagne, attardée, comme le chevalier de la Manche, dans les voies du moyen âge. Medina passa le reste de ses jours dans l'oubli qu'il méritait. La seule impression qui survécut dans l'esprit du roi, ce fut une prévention trop fondée contre la maison des Guzman, prévention qui ne fut peut-être pas sans influence sur la disgrâce du favori.

Mais une tache indélébile sur le règne de Philippe IV, c'est l'odieuse et lâche vengeance qu'il tira du malheureux Édouard, le frère de Joao IV. Ce jeune prince, plus digne du trône que son frère, se trouvait alors en Allemagne, où ses rares talents militaires étaient employés au service de l'Autriche. L'ambassadeur d'Espagne à la cour de Vienne, Portugais comme lui, demanda l'arrestation du jeune prince, dont tout le crime était d'être le frère de Braganza. L'empereur se révolta d'abord à l'idée d'une aussi noire trahison; mais un moine espagnol, son confesseur, se chargea de lever ses scrupules. L'infortuné prince fut jeté en prison, sans avoir pu obtenir une audience de l'empereur. Sa grande préoccu-

pation, c'était de ne pas tomber aux mains des Espagnols, et Ferdinand le lui avait formellement promis. Mais Olivarez connaissait les embarras financiers de l'Autriche, épuisée par une guerre de vingt ans : il fit proposer à l'empereur de lui acheter son prisonnier quarante mille écus, et les scrupules du pieux Ferdinand ne résistèrent pas à cette offre. Le prince fut remis aux mains des Espagnols, et son dernier adieu à l'Autriche fut une malédiction pour celui qui l'avait vendu à ses plus mortels ennemis. On l'enferma dans le château de Milan, où le manque d'air, de nourriture, et les mauvais traitements ne tardèrent pas à abréger sa vie. Mazarin essaya en vain d'obtenir sa délivrance. Le traité de Munster donna la paix à l'Europe sans rendre la liberté au triste captif, qui s'éteignit bientôt, en laissant une malédiction de plus peser sur la tête d'Olivarez et de l'Autriche sa complice [1].

C'est une grande page de l'histoire que cette révolution de Portugal. Dans toutes les autres conspirations, vous voyez trop souvent les intérêts privés se couvrir du masque de l'intérêt public, et les mauvaises passions se cacher derrière les bonnes. Mais ici les hommes s'effacent, car les événements sont plus grands qu'eux, et les mènent au lieu de leur obéir. Sans doute Pinto est la cheville ouvrière de cette grande entreprise, où, excepté Braganza, tout le monde a sa part d'action et de dévouement; mais le vrai auteur de la conjuration, c'est le peuple, en prenant ici ce mot dans son sens le plus

1. Il est impossible de lire ces tristes détails sans penser au *carcere duro* du Spielberg et à l'Autriche, dont Silvio Pellico s'est vengé en chrétien, sans maudire une fois ses bourreaux. Il est triste, pour un peuple aujourd'hui libre, d'avoir deux fois, à deux siècles de distance, une pareille tache dans ses annales!

large. Nobles, bourgeois, artisans, tous s'unissent dans un patriotique accord. Tous les intérêts privés se taisent devant ce grand, cet immense intérêt : la résurrection de la patrie portugaise, sortant de son tombeau pour ne plus y rentrer. Rare et sublime moment, comme on n'en trouve pas deux dans la vie d'un peuple, et qui console l'historien des lâchetés et des crimes dont se compose d'ordinaire le sanglant tissu de l'histoire!

Ajoutons, pour payer un dernier tribut à la mémoire du libérateur du Portugal, qu'à son retour de Rome, où il n'avait pas même voulu accepter le titre d'ambassadeur, Pinto se hâta de rentrer dans l'obscurité d'où il n'était sorti que pour affranchir son pays. Il se contenta jusqu'à sa mort du titre modeste de garde des archives du royaume. Enfin, jurisconsulte distingué, auteur d'ouvrages estimés, il a plaidé, dans un siècle de fanatisme, la cause de la tolérance et celle des nouveaux chrétiens, c'est-à-dire des juifs et des Maures convertis. Est-il besoin d'ajouter qu'il ne l'a pas gagnée?

CHAPITRE III.

INSURRECTION DE CATALOGNE.

1640-42.

Prenez une carte de la Péninsule, étudiez le massif des Pyrénées, tellement ramassé vers le centre, en face de la Navarre et de l'Aragon, que ces deux pays sont à peu près inabordables à la conquête, et vous verrez qu'en réalité il n'y a que deux portes pour entrer en Espagne : Bayonne et Perpignan, aux deux extrémités de la chaîne. Les deux geôliers de la Péninsule ce sont donc les Catalans et les Basques. Les libertés que l'Espagne leur a laissées s'expliquent par le besoin qu'elle a toujours eu d'eux, pour fermer à l'invasion l'accès de la Péninsule.

Mais la Catalogne a eu longtemps sur les Basques cette supériorité que, par ses deux annexes, le Roussillon et la Cerdagne, elle s'étendait sur les deux versants des Pyrénées, et pouvait à son gré en ouvrir ou en fermer la porte aux Espagnols aussi bien qu'aux Français. De là cet esprit d'indépendance que la perte même de sa nationalité n'a pas pu étouffer; de là l'étrange contraste de son fédéralisme opiniâtre avec la servilité résignée de la Castille et des provinces du sud de la Péninsule.

Nous venons de voir ce que la nature a fait pour la Catalogne, jetons maintenant un coup d'œil sur son histoire. Pour comprendre dans ses origines et dans sa portée cette grave rébellion, qui provoqua celles de Portugal et de Naples, et faillit consommer la ruine de la monarchie, il faut remonter bien loin en arrière; car tout se tient dans la vie d'une nation, et c'est dans le passé qu'il faut chercher ces faits générateurs qui expliquent le présent et préparent l'avenir.

Dès le IXe siècle, la Catalogne, pour échapper au joug musulman, suit sa pente naturelle en se jetant dans les bras de la France. Située dans une position qui l'invite à l'indépendance, adossée à la France, et pourtant protégée contre elle par les Pyrénées; touchant par la Méditerranée aux plus riches contrées du midi de l'Europe, et à l'Orient, qu'elle a un instant disputé à Venise, la Catalogne a été de tout temps plus française qu'espagnole. Le *Comté de Barcelone*, créé par Charlemagne au moment où la conquête franque s'avance un instant jusqu'à l'Èbre, est d'abord vassal de la France; mais il revient peu à peu à l'indépendance, à mesure que le système féodal se constitue sur les débris de la royauté carlovingienne. Son centre de gravité est au nord, et non pas au midi. Placée à l'avant-garde de la Péninsule, du côté où elle touche à la civilisation, la Catalogne garde cette avance sur l'Espagne tout le long de son histoire. Dès 1068, elle a déjà son *fuero* national, ses *usages*, plus germains que gothiques, plus français qu'espagnols, et dont nous avons donné ailleurs (t. V, p. 87) une longue analyse. Sa langue même, le *lemosin* (limousin), trahit, par son nom seul, son origine toute française, et n'est, en d'autres termes, que le *roman provençal*, la mère de toutes les langues néolatines.

Plus tard, au XIIe siècle, l'histoire de la Catalogne se confond avec celle de l'Aragon à qui elle a l'honneur de donner ses comtes pour souverains. Mais, même accouplée à un peuple étranger, elle garde son initiative et sa vie propre, qu'elle doit au commerce, source de sa richesse comme de ses libertés. Nulle part en effet, si ce n'est en Biscaye, l'esprit fédératif, énergique protestation de la race ibérique contre l'unité à laquelle la nature l'a condamnée, n'avait jeté d'aussi profondes racines; nulle part ne subsistait au même degré le culte des libertés locales, seule base durable des libertés politiques. Par un singulier contraste, le plus dur vasselage y pesait sur les habitants des campagnes. Le commerce et la liberté, sa fille, s'étaient réfugiés dans les villes. Le bien-être, la richesse, l'activité de toutes ces petites républiques commerciales, leurs étroites relations avec celles d'Italie, leurs sœurs et leurs émules, tout y entretenait un esprit d'indépendance qui frisait la révolte. Nulle part les cortès n'étaient armées de droits aussi étendus, et ne savaient mieux les défendre contre la couronne. Sans leur consentement, aucune taxe ne pouvait être levée, aucun subside accordé au monarque. Le plus humble citoyen, lésé dans son droit, était sûr de trouver près d'elles le redressement de tous ses griefs. Barcelone, le joyau de la Catalogne, était déjà au XVe siècle un des centres les plus actifs du commerce européen. Elle règne pendant tout le moyen âge sur l'ouest de la Méditerranée, comme Venise sur l'est. Un auteur italien la compare à Naples pour l'étendue, à Florence pour la beauté. Ses magistrats partageaient avec les grands d'Espagne le privilége de se couvrir devant le roi, et ses envoyés à Madrid y avaient rang d'ambassadeurs.

Mais tout change quand le mariage d'Ysabel de

Castille et de Fernando d'Aragon a fondé la monarchie espagnole, et surtout quand Charles-Quint réunit sur sa tête les deux couronnes. Sous cette jeune et vivace monarchie, qui couvre bientôt de son empire la moitié de l'Europe, les Catalans, assez forts pour défendre leurs *fueros*, ne le sont plus assez pour dicter la loi à leurs souverains. Au début du règne, une occasion unique s'était présentée de vider la vieille querelle entre les libertés locales et la royauté unitaire : c'était la révolte des *comuneros*. Mais l'esprit fédéral et les antipathies de province à province avaient jeté dans la Péninsule de trop profondes racines : ni l'Aragon ni la Catalogne ne comprirent que c'était leur cause qui se débattait entre l'imberbe héritier d'Ysabel et les *fueros* castillans. Tous deux laissèrent périr ces libertés sœurs, sans songer que, la Castille une fois vaincue, leur tour ne tarderait pas à venir. Aussi l'effort tout entier du règne de Charles-Quint tend-il à restreindre les pouvoirs des Cortès de ses autres provinces, et à les réduire, comme la Castille, au rôle d'instruments serviles de ses volontés. Philippe II, continuant l'œuvre de son père, parvient, grâce à la rébellion de Perez, à faire main basse sur les *fueros* de l'Aragon. Mais la Catalogne, plus heureuse, échappe au joug, et à la mort de Philippe, elle possédait encore le droit vital de tout peuple libre, celui de se taxer soi-même; enfin ses citoyens étaient exempts de tout service militaire hors de la principauté.

Après ce coup d'œil jeté sur l'histoire et les institutions du peuple catalan, on en comprendra mieux cette insurrection, si follement provoquée par les duretés du favori. Sous le despotisme hébété des successeurs de Philippe II, tandis que chaque pas en France se fait vers le progrès et la vie, chaque pas en Espagne se fait vers

l'alanguissement et la mort. On se rappelle en 1626 ce voyage malheureux de Philippe III en Catalogne, où il sembla prendre à tâche de froisser les justes susceptibilités du pays, et où son brusque départ fut presque le signal d'une rupture entre la Catalogne et son roi. Quatorze ans s'étaient écoulés, et l'irritation des deux parts s'était encore accrue par l'insolent ordre du jour d'Olivarez, lors du siége de Salces. Le roi lui-même était sorti de sa torpeur pour approuver la conduite du favori, et l'exciter à des rigueurs auxquelles il n'était déjà que trop porté. Le mécontentement public, pour éclater, n'attendait qu'une occasion, et elle se présenta bientôt.

Depuis que l'expulsion des Maures avait tari les sources de la richesse nationale, tout le poids de la guerre retombait sur la Castille, qui pliait sous le fardeau. Les provinces du nord se retranchaient derrière leurs *fueros*, et ne prenaient qu'une faible part aux dépenses de l'État, affectant aux besoins locaux les impôts votés par leurs Cortès. La prospérité inouïe de Barcelone et le million d'habitants que comptait la Catalogne formaient un pénible contraste avec la dépopulation et la misère du centre et du midi de la Péninsule. Plus d'une fois la Castille avait réclamé contre cette inégalité choquante dans la répartition des charges publiques. Olivarez, heureux de trouver un prétexte pour faire sentir aux Catalans le poids de ses rancunes, fit décider par le conseil d'État que, vu la gravité des circonstances, on suspendrait les priviléges de la province pour la frapper d'une contribution de guerre, basée sur sa population. L'armée d'Italie ayant besoin de renforts, le favori imposa en outre à la Catalogne une levée de mille hommes, en disant tout haut « qu'il voulait

faire voir du pays aux Catalans ». Enfin la province reçut l'ordre de préparer des quartiers pour une armée espagnole, destinée à agir de l'autre côté des Pyrénées.

Salces, après six mois de siége, venait de se rendre. Les Catalans, à qui l'on devait cette importante conquête, en étaient payés par l'audacieuse violation de tous leurs *fueros*. Les troupes royales, cantonnées dans la Catalogne, se payaient à ses dépens de leur solde arriérée. Le vice-roi, Catalan de naissance, comte de Santa-Coloma, ayant réclamé, le favori répondit dédaigneusement que « les franchises de la Catalogne, antérieures à sa réunion à la couronne, n'avaient plus de valeur aujourd'hui qu'elle formait une partie intégrante de la monarchie ».

Le commandant de l'armée, Balbacès, sourd aux plaintes des habitants, encourageait les désordres des troupes au lieu de les punir. Peu à peu les Catalans, désespérant de faire écouter leurs griefs, se chargèrent de les redresser en châtiant de leurs propres mains l'insolence des soldats. Les autorités du pays réclamèrent énergiquement à Madrid, et Olivarez, fatigué de leurs plaintes, crut y mettre fin en faisant conduire au château de Perpignan le député Tamarit, un des hommes les plus influents de la province. Ce coup de force, au lieu de réduire l'opposition au silence, ne fit que la déchaîner. Les rixes entre paysans et soldats devenaient chaque jour plus fréquentes. Balbacès, obligé de se rendre à Madrid, remit son commandement aux mains du vice-roi Coloma qui réunit ainsi dans ses mains tous les pouvoirs, civil et militaire. Mais celui-ci avait oublié son titre de Catalan pour se faire Espagnol ; et glissant de plus en plus sur la pente de l'arbitraire, il finit par défendre aux juges de recevoir les plaintes des habitants, et aux avocats de se charger de leurs causes.

Dès lors les soldats, se sentant la bride sur le cou, foulèrent aux pieds la Catalogne, comme un pays conquis. Rien ne fut plus sacré pour eux, ni la chaumière, ni le château, ni l'église. Un noble fut brûlé avec son manoir, des églises furent réduites en cendres, et dans l'une d'elles, l'hostie fut consumée avec le calice. Ce sacrilége mit le comble à l'exaspération publique : du haut de toutes les chaires, les prédicateurs soulevèrent contre les Castillans les passions populaires. Dans un village, un agent du pouvoir périt dans les flammes avec la maison où il s'était réfugié, et les soldats furent chassés à coups de fourche par les paysans. Tout marchait vers une insurrection; Barcelone envoya trois de ses magistrats réclamer auprès du vice-roi; celui-ci, pour toute réponse, les fit jeter en prison. Mais le peuple de Barcelone, habitué à voir dans ses magistrats la personnification vivante de la *loi*, força les portes de leur cachot et leur rendit la liberté. Un instant le palais du vice-roi fut sur le point d'être pillé ; mais les autorités intervinrent, et un semblant d'ordre fut rétabli dans l'orageuse cité (12 mai).

De toutes les populations de l'Espagne, la plus dure peut-être, c'est celle de la Catalogne, rude comme ses montagnes, violente et soudaine dans ses caprices comme les rafales qui descendent de ses monts. Un double joug y pesait sur les campagnes, celui du seigneur et celui du curé. Au moindre démêlé avec la justice, le paysan se faisait *bandit*, et allait *à la montagne*, comme en Corse au *maquis*, et personne n'y attachait la moindre idée de déshonneur. Tous les ans, avec le mois de juin, Barcelone voyait descendre des Pyrénées une armée de moissonneurs (*segadores*), race redoutée de tous par la rudesse de ses mœurs et son

peu de respect pour la propriété. Le tromblon (*trabuco*) en bandoulière, et le long couteau catalan (*navaja*) à la ceinture, ils se divisaient en bandes (*guerrillas*) dont chacune avait son chef, craint autant qu'obéi. Quand le travail manquait, le vol et le pillage y suppléaient. Leur uniforme, c'était une veste, une ceinture de soie, un ample manteau de serge, un long bonnet de laine rouge pendant sur leur dos, et des sandales ou *espartilles* en cuir, attachées par des cordes autour de leurs jambes nues. Quand cette horde à demi sauvage, qu'on tremblait toujours de voir arriver, se montra aux portes de Barcelone, au nombre de deux ou trois mille, le vice-roi, effrayé, voulut leur refuser l'entrée; mais les magistrats, qui voyaient en eux des alliés, insistèrent, et les portes leur furent ouvertes.

Les *segadores*, se sentant maîtres de la ville, insultèrent les Castillans, bourgeois ou soldats, partout où ils les rencontrèrent. Une rixe s'éleva bientôt, le sang coula; la populace se joignit aux moissonneurs, au cri tout espagnol de : « Vive le roi ! Mort au mauvais gouvernement ! » En passant devant l'hôtel du marquis de Villafranca, le peuple fit entendre des cris de mort. Les domestiques du marquis eurent l'imprudence de tirer quelques coups de pistolet; c'était le signal qu'attendait l'insurrection : la populace et les *segadores* se répandent dans toute la ville, massacrant partout les Castillans, et pillant leurs maisons. Bientôt le port, l'arsenal, les forts furent au pouvoir des insurgés. Déjà le palais du vice-roi était assiégé par une multitude en furie, et les prisons forcées; déjà la flamme brillait sur plusieurs points, des canons étaient braqués sur toutes les places. Deux vaisseaux génois étaient à l'ancre dans le port, dernière chance de salut pour le vice-roi ! Il refusa d'abord de

s'y réfugier, en disant que « son devoir était de réprimer l'insurrection, ou de mourir en la combattant ». Mais en voyant la ville au pouvoir de l'émeute, il se décida enfin à fuir quand l'heure de la fuite était passée. Une barque, qui l'attendait, reçut son fils ; mais elle dut s'éloigner devant les balles qui pleuvaient, et les deux vaisseaux levèrent l'ancre sans emmener le malheureux vice-roi. Dès lors, se sentant perdu, il se dirigea, à travers la montagne, vers le fort de Montjuich. La fatigue, le chagrin, la faim eurent bientôt épuisé ses forces, et il tomba évanoui. Ceux qui le poursuivaient l'atteignirent enfin, et l'achevèrent à coups de couteau. Un domestique nègre, qui l'avait seul accompagné dans sa fuite, mourut en cherchant à le défendre.

Personne, dès lors, n'essaya plus une résistance inutile. Tout Castillan, tout Catalan même, soupçonné d'être rallié au gouvernement, était égorgé sur-le-champ, au pied même de l'autel ! Trois jours durant, le meurtre et l'incendie se promenèrent sans relâche sur la malheureuse cité. Enfin, les magistrats et les bons citoyens, effrayés de leur victoire, et surtout de leurs alliés, parvinrent à persuader aux *segadores* que, leur œuvre étant finie, ils n'avaient rien de mieux à faire que d'aller secourir leurs frères du Roussillon ; car une division de l'armée royale, coupée de l'Espagne par l'insurrection, venait d'être rejetée sur l'autre versant des Pyrénées. Délivrés de ces redoutables auxiliaires, les magistrats essayèrent de ramener un peu d'ordre dans la cité désolée, et n'y réussirent qu'à demi.

Les autres villes de la province s'empressèrent d'imiter l'exemple de la capitale : partout les garnisons castillanes furent massacrées ou chassées. Les soldats, pour venger la honte de leur défaite, mirent, en se retirant, tout le

pays à feu et à sang. La nouvelle de ces désastres ne tarda pas à arriver à Madrid, et chacun sentit la gravité du coup porté à ce tronc vermoulu qui avait encore des branches, mais qui n'avait plus de racines. C'était le premier exemple, sous ce règne, d'une insurrection, car celle de Portugal ne devait éclater que six mois plus tard. Celle des *comuneros*, sous Charles-Quint, celle d'Aragon, sous Philippe II, avaient été noyées dans le sang; mais viendrait-on également à bout de celle de la Catalogne, pays à part, séparé du monde par les montagnes ou par la mer, et de l'Espagne par la langue, qui est aussi une barrière; province toujours rebelle au joug, et qui, fière de sa richesse et de ses libertés, ne voulait voir dans le roi de Castille qu'un comte de Barcelone? Les villes, les villages mêmes y étaient fortifiés; partout le peuple avait des armes, qu'il portait constamment, et dont il savait faire usage. Avant-poste de la France sur le sol espagnol, la Catalogne était un fruit mûr qui n'attendait qu'une secousse pour se détacher de la branche.

Après la mort du vice-roi, les autorités de Barcelone étaient entrées en rapports avec Richelieu. L'œil fixé sur le Roussillon, celui-ci attendait l'heure propice pour rendre à la France la frontière des Pyrénées, sauf à la dépasser un moment pour s'avancer jusqu'à l'Èbre, vieille limite de la royauté carlovingienne. Hâtons-nous de le dire : ce sagace génie, instruit par les fautes et les revers de l'Espagne, était loin de rêver pour la France des conquêtes hors de ses limites naturelles; mais il voulait du moins créer des embarras à la cour de Madrid, et n'était pas homme à repousser ces alliés inattendus que le ciel lui envoyait. Aussi les demandes de secours des Catalans furent-elles bien accueillies : Espeñan, gou-

verneur de Leucate, reçut l'ordre d'occuper un des *ports* ou cols des Pyrénées avec un corps de troupes, prêt à descendre en Catalogne en cas de nécessité ; car le meurtre du vice-roi et l'insurrection de Barcelone étaient de ces injures qu'Olivarez ne pouvait pas pardonner !

Tout en négociant avec la France, les autorités de Barcelone voulurent tenter un dernier effort pour apaiser les ressentiments de la cour : un moine, un saint homme, le père Manlleu, vint à Madrid plaider la cause de ses concitoyens. Il fit au ministre une vive peinture des excès des soldats, excès autorisés par lui pour pousser la Catalogne à la révolte. La province demandait à être déchargée du double fardeau de la présence et de l'entretien des troupes, affirmant qu'elle saurait se défendre contre toute invasion étrangère. Inutile d'ajouter que cette proposition fut rejetée avec hauteur, et que le moine ambassadeur ne fut pas mieux écouté que les députés de la province.

Pour resserrer le lien fragile qui rattachait encore la Catalogne à l'Espagne, la cour s'empressa de lui donner un autre vice-roi : ce fut le duc de Cardona, Catalan lui-même, qui, dans des temps meilleurs, avait déjà occupé ce poste difficile. Le choix était heureux, et il fut bien accueilli de la Catalogne; mais le ferment de la sédition était entré trop avant dans les masses. Vainement le vice-roi s'épuisa en efforts pour apaiser les esprits; vainement il rendit aux citoyens le droit de se plaindre en justice des violences des soldats. Le clergé prit parti dans la lutte avec une violence sans égale : les chaires retentirent de déclamations furibondes contre un pouvoir qui osait attenter aux immunités de l'Église. L'évêque de Gerone excommunia deux régiments comme hérétiques, en invitant le peuple à leur courir sus. Les

passions religieuses une fois soulevées, tout espoir de conciliation s'évanouit : l'image du Sauveur crucifié, peinte sur un drapeau noir, devint l'emblème du deuil national et le drapeau de l'insurrection.

Derrière la révolte de la Catalogne, s'en abritait une seconde non moins menaçante, celle du Roussillon ! Les deux révoltes, se sentant solidaires, s'appuyaient l'une sur l'autre. Olivarez avait dirigé sur Perpignan quelques régiments; mais la ville, excitée par l'exemple de Barcelone, refusa de les recevoir. Les troupes, qui avaient leurs ordres, traitèrent le Roussillon en pays conquis : un tiers de la ville fut écrasé sous les bombes, et le reste pillé. Les bourgeois, terrifiés, implorèrent à genoux leur pardon ; le général le leur accorda, mais les soldats refusèrent de le ratifier. Des potences furent dressées dans les rues, et les habitants forcés de racheter leur vie à prix d'or. Toute la province fut traitée comme la capitale, et les citoyens, fuyant leurs villes dévastées, allèrent chercher un refuge dans les monts et les bois, préférant le froid, l'exil et la faim à la clémence espagnole.

A peine instruit de ces déplorables événements, Cardona se hâta de partir pour Perpignan, et dans sa juste colère il fit jeter en prison les officiers qui avaient autorisé le pillage. Mais le favori, furieux d'entendre parler de droit, là où il n'en reconnaissait d'autre que celui de la force, envoya à Cardona l'ordre d'arrêter toute poursuite. Le dépit, la honte de se voir ainsi désavoué portèrent au vice-roi un coup mortel : une fièvre aiguë l'enleva en peu de jours, et sa mort brisa le dernier frein qui retenait encore la Catalogne dans le devoir.

Toutefois, avant de se décider à une rupture, les Catalans voulurent tenter un dernier effort. Une dépu-

tation des trois ordres alla plaider à Madrid la cause de la province rebelle, et implorer la clémence royale; mais un ordre d'Olivarez les arrêta à Alcalá. De là, ils adressèrent au roi, à la reine et aux grands du royaume une *proclamation* qui imputait au comte-duc tous les torts de la Catalogne, justes représailles des excès des soldats. A force de démarches, ils parvinrent à la fin jusqu'au roi, et s'ils n'obtinrent pas le redressement de leurs griefs, une première atteinte fut du moins portée dans l'esprit du monarque à l'empire du favori.

Il s'agissait de décider l'attitude que prendrait la couronne en face de la rébellion : il fallait pardonner sans réserve ou punir sans pitié, et le choix d'Olivarez était déjà fait. Mais, craignant d'endosser seul toute la responsabilité, il s'en déchargea sur une junte convoquée à cet effet. Une seule voix, celle du comte d'Oñate, osa conseiller la clémence. Le cardinal Borgia, président du conseil d'Aragon, parla dans le sens opposé. « Le feu ne s'éteint que dans des torrents d'eau, la rébellion ne s'éteindra que dans des flots de sang ! » dit ce digne successeur des apôtres. L'assemblée était partagée; le comte-duc exposa enfin son opinion, que la plupart des membres attendaient pour en avoir une. Sa voix entraîna tous ceux qui hésitaient encore, et un vote presque unanime décida la guerre contre la province rebelle, une levée en masse dans tout le royaume, et le départ du roi pour aller se mettre à la tête de l'armée.

En fait de fautes, rien n'étonne chez Olivarez! En face de la Catalogne insurgée, sait-on qui il choisit pour vice-roi? Un prêtre, un vieillard, l'évêque de Barcelone. Mais un choix plus difficile encore, c'était celui d'un général! car le roi ne devait être, à la tête de l'armée, qu'un décor de théâtre. Les candidats ne manquaient

pas ; mais le mérite qu'Olivarez demandait avant tout, c'était la docilité. Il choisit le marquis de los Velez, homme dur et sans pitié, bien fait pour exécuter les ordres sanglants du favori, et assouvir ses vieilles rancunes contre les Catalans.

La Catalogne, en face du danger, n'était pas restée inactive. Les Cortès s'assemblèrent aussitôt, et là, les conseils les plus extrêmes furent seuls écoutés : la lutte inégale d'une province contre un royaume fut décidée d'une voix presque unanime. Toutes les mesures nécessaires pour opposer à l'ennemi une résistance désespérée furent votées avec enthousiasme, et des négociations ouvertes avec Richelieu pour en obtenir un appui plus décisif.

Le fondateur de l'autorité royale en France n'hésita pas à prêter l'appui de la couronne à une province étrangère en guerre avec son roi légitime. Pourvu qu'il réussît à occuper l'Espagne chez elle, et à la détourner du continent, peu lui importait d'encourager au delà des Pyrénées l'ennemi qu'il combattait en deçà, le fédéralisme, toujours prêt à compromettre dans les deux pays la grande œuvre de l'unité nationale. Ici, tout était profit pour la France : le moins qu'elle pût y gagner, c'était le Roussillon ; l'enclave que l'Espagne avait possédée si longtemps sur son territoire, elle allait la posséder à son tour sur le sol espagnol, et occuper à la fois les deux versants des Pyrénées. Du reste, le *roi très-chrétien* ne fit pas largement les choses, car le tout se borna à deux mille chevaux et six mille fantassins, entretenus aux frais de la Catalogne.

Le général en chef de l'armée royale, los Velez, était un Catalan vendu au favori et au parti clérical. Ses biens avaient été pillés par les rebelles, son palais brûlé,

et, comme tous les traîtres, il était implacable envers ceux qu'il avait trahis. Ainsi qu'Olivarez, sa haine l'aveuglait ; il se flattait que, en face des forces imposantes que l'Espagne allait jeter sur la Catalogne, les révoltés viendraient implorer à genoux leur pardon. Son quartier général était à Saragosse. Là, il avait à la fois à contenir les Aragonais, chez qui l'insurrection de Barcelone faisait bouillir un vieux ferment de révolte, et à intriguer en Catalogne avec le parti de la cour, peu nombreux, mais riche et influent. Ainsi Tortose, qui, peu de temps avant, avait chassé de ses murs une garnison castillane, lui fut livrée par les habitants, et assura à l'armée royale le passage de l'Èbre.

Il s'agissait d'arrêter le plan de la campagne qui allait s'ouvrir. Le gouverneur du Roussillon, Garay, soldat de fortune, arrivé à ce rang à force de courage et de talent, proposait de réunir toutes les forces du royaume, et d'envahir la Catalogne sur un seul point, en laissant un corps de réserve sur la frontière. Mais los Velez, plus courtisan que soldat, fit prévaloir le plan d'Olivarez : c'était de diviser l'armée royale en trois corps : le premier devait entrer en Catalogne par le nord et la vallée de la Sègre, pour se diriger vers Barcelone ; le deuxième, sous les ordres de los Velez, passerait l'Èbre à Tortose, et viendrait rallier le premier sous les murs de la capitale. Le troisième enfin devait attendre à Saragosse que le roi vînt se mettre à sa tête.

Deux choses manquaient à ce plan pour réussir : des forces suffisantes et l'unité dans le commandement. L'effectif des troupes n'existait que sur le papier. Chaque jour de nouvelles recrues arrivaient en Aragon, tristes de quitter leurs foyers et impatientes d'y retourner. Les Aragonais, alliés secrets des Catalans, pesaient sur ces

soldats malgré eux pour les engager à quitter leurs drapeaux. La désertion décimait l'armée : on avait beau y envoyer des renforts, loin de s'accroître, elle avait peine à ne pas diminuer. La Castille, presque seule chargée des dépenses de la guerre, se lassait de sacrifices sans résultat. Le matériel manquait ou était en retard, et l'artillerie n'était pas encore arrivée. L'hiver approchait, il fallait prendre un parti. Le général, tiraillé par les ordres contradictoires qu'il recevait d'Olivarez, qui prétendait diriger la guerre du fond de son cabinet, finit par entrer en Catalogne, au moment même où la cour chargeait le nonce du pape de négocier avec les rebelles. Mais ceux-ci ne permirent pas au nonce d'avancer plus loin que Lerida. Olivarez fit offrir à la députation de Barcelone de retirer les troupes royales, si on lui laissait bâtir deux forteresses pour tenir la ville en respect. Cette offre dérisoire, où la cour reprenait d'une main ce qu'elle concédait de l'autre, fut repoussée avec dédain, et des deux côtés on se prépara à la guerre.

Los Velez, après avoir en vain essayé de faire reconnaître par les Castillans son titre de vice-roi, partit de Tortose le 7 décembre, à la tête de vingt-trois mille hommes de pied et trois mille cinq cents chevaux, avec vingt-quatre pièces d'artillerie, huit cents chariots et deux mille mulets. Pendant que l'armée s'avançait par la montagne, les bagages et l'artillerie furent dirigés vers Tarragone par le bord de la mer. La plus grande partie resta enfouie dans les marais, le reste n'en fut retiré qu'à force de peines et de dépenses. Les Catalans s'étaient fortifiés sur le col de Balaguer pour en disputer le passage à l'armée royale; mais l'attitude résolue de l'ennemi imposa à des soldats novices; ils évacuèrent en désordre la forte position qu'ils occupaient, et le che-

min fut ouvert jusqu'à Tarragone. En voyant ce rempart qui la couvrait du côté du sud au pouvoir des Castillans, la capitale de l'insurrection, tremblant pour sa sûreté, pressa d'Espeñan de hâter les secours que la France avait promis, et bientôt celui-ci entra dans Barcelone à la tête de trois régiments d'infanterie et de mille chevaux. Il y fut reçu avec des transports de joie, et réunissant à sa petite armée toutes les milices de la côte, il alla se jeter dans Tarragone, abandonnée par ses habitants, effrayés des premiers succès de l'armée royale.

Une petite ville, Cambrits, près du bord de la mer, gênait la marche de l'armée d'invasion; il fallut en commencer le siége. Les habitants, soutenus par une poignée de miliciens armés à la hâte, se dévouèrent pour donner le temps à la *députation* de fortifier la capitale. Leur résistance fut héroïque. Mais une bourgade à peine fortifiée ne pouvait tenir longtemps devant une armée, et Cambrits fut obligé de se rendre. Au mépris de la capitulation, les habitants furent dépouillés par les soldats. Quelques-uns résistèrent, et une rixe s'éleva : ce fut le signal d'un horrible massacre. Avant que le général en chef et les officiers pussent mettre un terme à cette lutte inégale, entre des troupes enivrées par le succès et des bourgeois désarmés, sept cents de ces derniers étaient restés sur le carreau[1].

La malheureuse cité n'était pas encore au bout de ses souffrances. Avec ses troupes, Olivarez avait lâché sur la Catalogne les limiers de la justice royale, non moins

1. Il faut lire cette scène dans Melo (*Hist. de la guerre de Cataluna*), pour savoir jusqu'où peut aller, chez un historien du XVIIe siècle, l'emphase prétentieuse et l'imitation maladroite de l'antiquité. Et pourtant, cet ouvrage vide et boursouflé jouit encore en Espagne d'une réputation bien peu méritée. On a fort à faire pour arriver à la vérité en travaillant sur de pareils matériaux.

altérés de sang. Les magistrats municipaux furent condamnés à mort, sans un semblant de procès, étranglés dans leur prison, et pendus aux créneaux avec les insignes de leurs charges. Le commandant de la ville, marquis de Roccafuerte, fut pendu par les pieds aux remparts. Cette barbarie légale exaspéra la Catalogne plus que tous les massacres. Ces juges, luttant de cruauté avec les soldats, et achevant de sang-froid ceux que le champ de bataille avait épargnés, soulevèrent jusqu'aux Espagnols eux-mêmes !

Ces sanglantes exécutions se renouvelèrent dans toutes les villes où passa l'armée royale : pendant que les soldats égorgeaient, pillaient et brûlaient, les juges torturaient, et faisaient périr dans d'affreux supplices tous les patriotes pris les armes à la main. Des cadavres suspendus aux arbres ou aux portes des maisons, des membres écartelés, des villages en cendre, marquaient la trace de l'armée. Une ville osait-elle résister, ceux des habitants qui survivaient étaient marqués au front avec un fer chaud, et envoyés aux galères, l'innocent aussi bien que le coupable! L'âge, le sexe, la pudeur, rien n'était épargné. C'est ainsi que Philippe faisait la guerre à ses sujets rebelles.

Après l'exécution de Cambrits, los Velez vint camper sous les murs de Tarragone. La garnison était faible, les habitants divisés; un parti royaliste puissant y appelait les Espagnols. A toutes les demandes de secours de d'Espeñan, Barcelone n'avait répondu que par l'envoi de huit cents miliciens. La ville était vaste, les remparts en mauvais état. Le brave d'Espeñan, abandonné à lui-même, dut renoncer à défendre une ville qui voulait être prise. Il obtint pour lui et les siens une capitulation honorable, à condition qu'il ramènerait en France tous

les soldats français en garnison dans le pays, et s'engagerait à ne plus tirer l'épée contre le roi d'Espagne. Le 24 décembre, Tarragone se rendit, et los Velez y entra en triomphe en même temps qu'une flotte de vingt-sept galères.

La prise de Tarragone exaspéra tellement les esprits à Barcelone, que la populace furieuse alla massacrer dans les prisons le peu de Castillans qui y restaient. Mais à la fureur succéda bientôt l'abattement, puis la crainte, puis le repentir de s'être engagés dans une voie sans issue où la France les abandonnait. Si l'ennemi s'était montré tout d'un coup sous les murs de la ville, peut-être eût-il triomphé sans combat, grâce au découragement qui y régnait.

D'Espeñan était reparti pour la France avec sa petite armée; Barcelone restait abandonnée à ses propres forces. Un peuple moins énergique aurait tenu la partie pour perdue; mais de l'excès même du danger naquit l'indomptable résolution dont la Catalogne allait faire preuve. Deux hommes furent l'âme de cette résistance : ce furent le chanoine Claris et le député Tamarit. Les promesses de l'envoyé français ramenèrent dans tous les cœurs la confiance et l'espoir. Les moines même prirent les armes dans cette *Ligue* catalane, où, comme dans celle de la France, le fanatisme s'alliait à l'esprit de liberté. Tout ce que la ville put armer de milices fut dirigé vers le col de Martorell, qui commande la route de l'Aragon par Lerida, à six lieues de Barcelone.

Mais ce qui releva surtout les esprits abattus, ce fut la nouvelle de l'insurrection de Portugal, sœur cadette de celle de Catalogne. Plus heureuse que son aînée, celle-ci devait bientôt perdre son nom de révolte pour s'appeler une révolution. Mais le Portugal avait un passé

plein de glorieux souvenirs; pendant des siècles il s'était appelé un royaume, et soixante ans de servitude ne lui avaient pas fait perdre ses habitudes de peuple libre. La Catalogne, au contraire, n'avait jamais été qu'une province, française ou espagnole tour à tour, et même dans ses rêves les plus hardis, elle n'osait pas aspirer à l'indépendance.

A mesure que les courages se relevaient en Catalogne, s'abaissaient les présomptueuses espérances de los Velez. Tous ses plans avaient échoué : l'armée du Roussillon, sur laquelle il comptait, lui avait manqué. Les recrues, enrôlées par force, ne suffisaient pas à combler les vides de l'armée. Laissant pour garder Tarragone une faible garnison, il s'achemina vers Martorell avec toutes les forces dont il disposait. Ce redoutable défilé, où une poignée d'hommes suffisait pour arrêter une armée, avait été fortifié à la hâte par les miliciens de Barcelone. Le député Tamarit entreprit de le défendre, et un chef de partisans, Margarit, fut chargé de tourner les Espagnols pour les attaquer par derrière. Mais ce plan fut déconcerté par l'attaque impétueuse de l'ennemi. Le défilé fut franchi, malgré l'énergique résistance des insurgés. La petite ville de Martorell fut prise d'assaut, et tous ses habitants passés au fil de l'épée, sous prétexte de venger la mort de trois cents blessés Castillans égorgés dans un hôpital.

La route de Barcelone était ouverte; mais la ville, protégée par le fort de Montjuich, défendue par un peuple brave et bien armé, n'était pas de celles qu'on enlève par un coup de main. Dans un conseil de guerre, Velez exposa les difficultés de l'entreprise; mais les ordres de la cour étaient positifs, il fallait obéir! Avant d'ouvrir le feu, le général fit inviter les habitants à se

soumettre; mais ceux-ci se refusèrent à traiter tant que l'armée royale n'aurait pas évacué le pays. Enfin, franchissant un dernier pas, devant lequel ils avaient reculé jusque-là, ils se décidèrent à renoncer à la suzeraineté de la Castille, et à se donner sans retour à la France, vers qui les entraînaient toutes leurs affinités. Louis XIII fut acclamé tout d'une voix comte de Barcelone, et la vieille monarchie de Charlemagne franchit encore une fois les Pyrénées pour s'avancer jusqu'à l'Èbre. Cette décision, prise le 23 janvier 1641 par la *députation*, fut accueillie avec enthousiasme par le peuple catalan.

Los Velez, irrité de voir rejeter ses offres de pardon, se décida à commencer l'attaque par le fort de Montjuich, situé sur une hauteur à mille pas de Barcelone. Une fois maître du fort, il l'était de la ville qu'il pouvait écraser sous le feu de ses canons. Il divisa son armée en trois corps : l'un, composé de Castillans sous les ordres de Torrecusa, devait escalader la hauteur du côté de la plaine; l'autre, formé d'Irlandais, devait monter à l'assaut par le côté qui regarde la ville; enfin Garay, avec le reste de l'armée, était posté entre la ville et la forteresse, de manière à empêcher entre elles toute communication.

Montjuich était défendu par un brave officier français, nommé d'Aubigné. Tamarit, qui commandait dans Barcelone, n'avait qu'une pensée, c'était de secourir le fort dont la perte devait entraîner celle de la ville. Margarit, campé dans les défilés du Montserrat avec ses *almogavares*, espèce de bandits, la terreur de leurs chefs et du pays autant que de l'ennemi, inquiétait les derrières de l'armée royale, et coupait ses communications avec l'Aragon.

Le 26 janvier, à huit heures du matin, les Castillans commencèrent l'attaque, et gravirent les pentes de la colline, sous le feu de l'ennemi, avec leur résolution ordinaire. Mais, dès le début du combat, le général irlandais, comte de Tyrone, fut mortellement blessé. Le fils de Torrecusa, le duc de Saint-George, qui commandait la cavalerie, attaqué par la cavalerie française, bien supérieure en forces, périt à son tour après des prodiges de valeur. Les troupes royales, sous le feu de l'ennemi, n'en gravirent pas moins, par un élan désespéré, les pentes de la montagne. Mais, arrivées sous les murailles du fort, elles s'y trouvèrent exposées sans défense à l'artillerie qui fit dans leurs rangs d'affreux ravages. Les échelles manquaient pour livrer l'assaut. Rien n'était prévu, rien n'était prêt, et il fallait attendre l'arme au bras sous le feu de l'ennemi !

Dans l'intervalle, deux mille miliciens et marins se rendent, par une voie souterraine, de la ville à la forteresse, et raniment le courage de la garnison. Les plus hardis s'élancent par une poterne, guidés par un moine, le crucifix à la main, aux cris de : « En avant pour l'honneur de Dieu et de la Catalogne ! » En même temps, un sergent catalan, du haut des remparts, fait entendre le cri de « sauve qui peut ! » A ce signal, les Espagnols s'imaginent avoir la garnison tout entière sur les bras. Ils se débandent aussitôt, par une de ces inexplicables paniques qui saisissent même les plus braves, et fuient dans toutes les directions, en jetant leurs armes pour mieux courir. Torrecusa, qui accourait avec une réserve au secours de son avant-garde, qu'il croyait déjà maîtresse du fort, rencontre le flot des fuyards qui descendait la colline. Malgré tous ses efforts pour les arrêter, il est entraîné en arrière avec ses soldats, et la

garnison tout entière, les voyant fuir, les poursuit l'épée dans les reins.

A dater de ce moment, ce ne fut plus un combat, mais une boucherie. La cavalerie, qui attendait les fuyards dans la plaine, acheva leur défaite. Torrecusa, qui venait d'apprendre la mort de son fils, perdit la tête, et rentra dans sa tente sans vouloir donner un ordre ni prononcer une parole. Le général en chef, désespéré de voir la bataille perdue avant d'avoir été livrée, chargea Garay de rassembler les débris de l'armée fugitive. Celui-ci s'acquitta de cette tâche avec autant de sang-froid que de succès : par des efforts surhumains, il parvint à rallier chaque corps autour de son drapeau. Si les habitants de Barcelone, qui, du haut de leurs remparts, assistaient à ce spectacle, avaient, par une sortie vigoureuse, secondé celle de la garnison, la guerre était terminée d'un coup! Mais on ne peut demander à des bourgeois sans expérience de la guerre ce qu'on demanderait à des troupes régulières. La délivrance du fort était déjà plus que Barcelone n'en eût osé espérer; dès leur première rencontre, des artisans enrégimentés, sans armes et sans discipline, avaient vu fuir devant eux l'élite de l'armée royale, et en un jour le sort de la campagne était décidé.

Les Espagnols avaient perdu plus de trois mille hommes et des armes pour en équiper autant; leurs munitions, leurs vivres étaient épuisés, et onze drapeaux castillans allaient orner à Barcelone la salle de la députation. Un conseil de guerre s'assembla, et tout le monde fut d'accord de se replier sur Tarragone. Los Velez, écrasé sous le poids de son désastre, envoya au roi sa démission, qui fut bien vite acceptée; le prince de Butera, connétable de Naples, fut nommé à sa place. Ainsi vint

échouer honteusement devant une ville rebelle une des plus belles armées que l'Espagne eût jamais mises sur pied. Barcelone célébra avec des transports de joie cette victoire, inattendue pour ceux mêmes qui venaient de la remporter. L'ambassadeur de Portugal, en route pour Rome, vint apporter aux Catalans les félicitations de leurs frères portugais, émancipés comme eux. Enfin une lettre du roi de France, attendue avec anxiété, vint leur annoncer la grande nouvelle que *Sa Majesté Très-Chrétienne* daignait accepter l'hommage de ses nouveaux sujets. Bientôt son envoyé, le sire d'Argenson, fit dans Barcelone une entrée triomphante, au moment même où le roi de Castille notifiait à la députation de Catalogne la nomination du successeur de los Velez, et la réponse de la Catalogne, ce fut d'assiéger dans Tarragone son nouveau vice-roi.

Il était temps pour l'armée royale d'opérer sa retraite, car en février, une armée française entra en Catalogne sous les ordres du comte de la Motte. En même temps, une flotte de douze galères et de vingt vaisseaux, commandée par le belliqueux archevêque de Bordeaux, venait mouiller devant Tarragone, après avoir capturé, chemin faisant, un convoi de vivres et de munitions. Bientôt le général français, à la tête de neuf mille fantassins et deux mille cinq cents chevaux, se dirigea vers Tarragone, en s'emparant presque sans résistance de tout le plat pays.

Mais pour prendre une ville comme Tarragone il fallait de l'artillerie; aussi le général français se résigna-t-il, à défaut de siége, à commencer le blocus par terre et par mer. Le nouveau vice-roi était encore à la tête de quatorze mille hommes, ses forces étaient donc supérieures à celles des Catalans; mais au lieu de leur

disputer pas à pas les approches de Tarragone, il eut la maladresse de s'y faire enfermer par eux, et de leur laisser fortifier tous les défilés qui séparaient cette ville de l'Aragon, seule route ouverte aux renforts destinés à l'armée royale. Llaganez, qui essayait de former à Tortose un corps d'armée pour secourir Tarragone, se vit fermer par les insurgés le col de Balaguer. La dernière ressource de l'armée royale, c'étaient les troupes que la Castille avait encore au delà des Pyrénées; mais Richelieu se hâta d'y envoyer huit mille hommes sous le prince de Condé, pour maintenir les communications de la France avec la Catalogne, et couper celles de l'Espagne avec le Roussillon.

Dans un temps donné, Tarragone était condamnée à se rendre si elle n'était secourue. Villafranca, général des galères de Valence, vint, le 4 juillet, avec des forces supérieures à celles de Sourdis, y jeter des vivres et des renforts; mais ce n'était point assez pour sauver cette ville, dernier enjeu de la monarchie en Catalogne. La terre étant fermée, il fallait à tout prix que la mer fût ouverte. Olivarez le comprit : par un effort désespéré, il mit à flot toutes les forces navales de l'Espagne, dans tous les ports soumis à son empire, d'Anvers à Messine; il en forma une escadre telle que, depuis l'*Armada*, les deux mers avaient cessé d'en porter. Deux escadres, l'une italienne, l'autre espagnole, vinrent se joindre à celle de Villafranca. Toutes ces forces navales réunies assuraient à l'Espagne une écrasante supériorité. Et cependant Sourdis ne craignit pas d'accepter le combat qu'il soutint toute la journée avec un courage désespéré; mais il ne put empêcher un nouveau convoi de vivres et de munitions d'entrer dans le port. L'escadre française, dès lors, fut obligée de lever le blocus, et la mer

une fois libre, les forces de terre à elles seules étant insuffisantes pour le continuer, force fut aux alliés de lever le siége. Richelieu, qui ne pardonnait jamais à ses généraux de ne pas vaincre, voulut faire faire le procès au malheureux Sourdis, et l'accabla de si amers reproches que le *prélat au pied marin*, comme on l'appelait à la cour, dégoûté pour jamais de l'humide élément, quitta la mer pour retourner à son diocèse.

Ainsi la Catalogne et la Castille tour à tour sentaient leur impuissance, l'une à triompher de l'insurrection, et l'autre à la soutenir. Sans le secours de la France la Catalogne n'était pas capable de résister à la Castille. Aussi se décida-t-òn à Barcelone à demander au *roi très-chrétien* des secours plus proportionnés à la grandeur du danger, en l'engageant à venir rendre visite à sa nouvelle province, et y prêter, comme comte de Barcelone, serment à ses *fueros*. La guerre des Pays-Bas ne permit pas au roi de se rendre à cette invitation; mais le maréchal de Brézé vint le remplacer, avec le titre de vice-roi de Catalogne. Un traité en forme fut conclu entre le roi de France et la province rebelle; en voici les principales clauses :

« Le roi s'engageait à respecter les *usages, priviléges* et *fueros* des trois ordres; à réserver à des sujets catalans tous les emplois ecclésiastiques, civils et militaires; à n'imposer à la province que les taxes consenties par les états. La Catalogne, le Roussillon et la Cerdagne devaient être régis par un vice-roi, au choix de Sa Majesté, sans que ces trois comtés pussent jamais être séparés de la couronne de France. En retour, ils s'engageaient à tenir sur pied cinq mille fantassins et cinq cents chevaux, équipés aux frais de la province, et qui ne devraient jamais en sortir. » Dans ce pacte où la fière

république dictait la loi au puissant monarque qu'elle daignait accepter pour suzerain, une seule clause faisait tache, c'était celle-ci : « Le tribunal du saint-office conservera en Catalogne le droit de connaître seul des causes de foi, et relèvera directement de l'inquisition de Rome. Les inquisiteurs et leurs officiers seront tous Catalans. » Ainsi, au moment où la Catalogne stipulait pour elle la liberté dans la dépendance même, elle se réservait comme un privilége la plus hideuse de toutes les servitudes, et marchandait à la France son obéissance pour la mettre aux pieds de la cour de Rome. L'Espagne n'est-elle pas tout entière dans ce contraste?

En se dévouant pendant trois générations de rois à abaisser la puissance espagnole, la France était sûre de vaincre à la longue, car, l'Autriche exceptée, elle avait pour elle l'Europe tout entière. Comme Carthage, l'Espagne devait périr sous les haines qu'elle avait soulevées! Bientôt de puissants renforts entrèrent en Roussillon. Une flotte française vint croiser sur le littoral, et de Brézé prêta serment, au nom de Louis, aux *fueros* de la province. La guerre ne tarda pas à se rallumer; l'Espagne fut forcée d'avoir sur pied deux armées, séparées par les Pyrénées et par l'armée française. Mortara commandait celle de Roussillon; celle de Catalogne était sous les ordres de Torrecusa, à qui, faute d'un plus digne, on avait encore confié le commandement. L'armée franco-catalane, sous Brézé, s'était retranchée au col d'Argelès, qui séparait Perpignan de Figueras. Torrecusa, qui avait ses éperons à regagner, s'embarque à Tarragone avec sa division et débarque à Rosas, au pied des Pyrénées. Arrivé sur le versant nord, il passe le Tech dans l'eau jusqu'au cou, opère sa jonction avec Mortara, venu à sa rencontre, force, après un combat sanglant,

l'ennemi à la retraite (16 décembre), et va jeter dans Perpignan des vivres et des renforts.

Le vice-roi, prince de Butera, venait de mourir à Tarragone, épuisé par les fatigues du siége. Son successeur, Hinojosa, reprenant l'offensive, enleva aux insurgés plusieurs villes, et essaya de ramener les esprits par un habile mélange de fermeté et de douceur. En revanche, l'amiral Doria, battu par une tempête, échoua sur la côte avec sa *Capitane*, et fut fait prisonnier par les Français.

Jusqu'ici, sur terre du moins, tout allait bien pour la cause royale; mais bientôt, les dissensions des généraux et l'obstination aveugle du favori vinrent lui faire perdre plus de terrain qu'elle n'en avait gagné. Olivarez, qui, comme Philippe II, prétendait diriger la guerre du fond de son cabinet, ordonna au marquis de Pobar de se rendre, avec huit mille cinq cents hommes, de Tarragone en Roussillon pour faire lever aux Français le siége de Collioure. Cet ordre était insensé; la petite armée Castillane avait à traverser la Catalogne dans toute sa longueur, à travers trois armées ennemies. Vainement Pobar demanda à se rendre par mer à son poste; Olivarez ne pouvait pas avouer qu'il s'était trompé. Il fallut obéir, et Pobar partit, avec le sentiment qu'il marchait à sa perte. Hinojosa, qui devait l'appuyer, ne bougea pas: puis un contre-ordre étant venu de Madrid, le général en chef prit sur lui de le supprimer.

L'armée royale cependant poursuivait sa route, dans un pays désert, sans eau, sans vivres et sans abris. Les soldats, arrachés par force de leurs foyers, transportés par mer, pieds et poings liés souvent, dans cette Catalogne où ils ne voyaient qu'un tombeau, ne songeaient qu'à déserter et se sentaient vaincus d'avance. L'en-

nemi, tout en surveillant leur marche, se garda bien de les attaquer, afin de les laisser s'engager plus avant et de leur ôter la faculté d'une retraite. Ils arrivèrent ainsi, à travers des difficultés inouïes, jusque près de Barcelone, et s'arrêtèrent tout court devant le Llobregat, gonflé par les pluies. Battu deux fois, à Martorell et à Villafranca, Pobar fut enfin obligé de se rendre avec toute son armée. Le contre-coup de cette défaite, trop facile à prévoir, fut la prise de Collioure par les Français. Le siége de Perpignan, dernier asile de la domination espagnole au nord des Pyrénées, fut aussitôt ouvert par Louis XIII en personne (22 avril).

Ces durables revers, après des succès éphémères, produisirent à Madrid une impression profonde de découragement. Le crédule monarque, bercé par Olivarez d'illusions que les faits venaient toujours démentir, en fut atteint au cœur, et une maladie grave le mit à deux doigts de la mort. Une amnistie, publiée au nom du roi, ne fut pas moins impuissante que ses armes à amener les Catalans à l'obéissance. Là où la force avait échoué, il était trop tard pour la clémence. On attribua à la faiblesse ce besoin de pardonner qui succédait à tant de sanglantes exécutions, et les esprits se tournèrent plus que jamais du côté de la guerre.

Ainsi, sur tous les points où la lutte était entamée, la fortune était fidèle aux plans du grand cardinal. A défaut du roi, qui avait bientôt déserté le siége, Meilleraye, à la tête de vingt-six mille Franco-Catalans, continuait, appuyé par une flotte puissante, le blocus de Perpignan. La ville, séparée de l'Espagne par les Pyrénées et par l'insurrection, ne pouvait manquer de succomber. Le 30 juin, il est vrai, la flotte espagnole, renforcée par les galères de Naples et de Sicile, coula à

fond neuf vaisseaux français, et en désempara quelques autres; mais l'escadre française, ayant à son tour reçu des renforts, dispersa la flotte espagnole et resta maîtresse de la mer. Dès lors le sort de Perpignan fut décidé: après cinq mois de blocus, la garnison, réduite de trois mille hommes à cinq cents, fut obligée de se rendre, et Perpignan rentra avec joie sous la domination de la France. C'était l'arsenal de l'Espagne au nord des Pyrénées; on y trouva plus de cent canons et des armes pour vingt mille soldats. Le Roussillon tout entier suivit l'exemple de sa capitale, et la France, rentrée ainsi dans ses limites naturelles, put tendre désormais de plus près la main à l'insurrection catalane.

Le contre-coup de ces graves événements se fit bientôt sentir en Espagne. Depuis que Louis régnait sur les deux versants des Pyrénées, Madrid se voyait déjà au pouvoir de l'ennemi. Étranges retours des choses humaines! Ainsi les deux peuples semblaient condamnés à déborder tour à tour l'un sur l'autre. Cette forte barrière de monts que, depuis Charlemagne, l'invasion avait respectée, allait devenir impuissante pour protéger l'Espagne. Les hontes et les désastres de la Ligue étaient vengés. Richelieu, en attendant Mazarin, était à l'œuvre pour préparer le mot de Louis XIV : « Il n'y a plus de Pyrénées! »

Depuis le début de la guerre, l'Espagne demandait à grands cris que son roi vînt, comme celui de la France, animer les soldats de sa présence, et partager leurs dangers. Mais Philippe se souciait peu de la gloire, et avait voué sa vie au plaisir, en faisant d'elle trois parts : la chasse, le spectacle et les voluptés. Un jour qu'il se mettait en route pour une chasse au loup, le peuple, oubliant son respect traditionnel pour le roi, « qui ne peut pas

faillir, » se mit à crier sur son passage : « *Los lobos son los Franceses!* (les loups, ce sont les Français !) » Le monarque, averti par la voix du peuple qui, cette fois, était bien celle de Dieu, se permit enfin une volonté qui fût à lui, celle de partir pour la Catalogne. Ce n'était point là le compte du favori qui craignait que Philippe, en se montrant de trop près aux troupes, ne rappelât à l'Espagne qu'elle avait un roi, et ne finît par s'en souvenir lui-même. Un conseil fut convoqué. Philippe, appuyé par l'ambassadeur d'Autriche, fort influent à la cour, exprima son désir d'aller se mettre à la tête de l'armée, et jouer, s'il le fallait, sa vie sur cette carte. Olivarez se récria contre le danger d'exposer des jours aussi précieux, dans une province infestée de rebelles. Le conseil, qui lui était vendu, se rangea à son avis; mais Philippe, pour la première fois de sa vie, tint tête au favori, et le voyage fut décidé.

Olivarez se vengea de cet affront en retardant autant que possible le départ du roi; mais enfin il fallut s'exécuter, et Philippe se mit en route pour Saragosse, avec l'appareil d'une partie de plaisir plutôt que d'une expédition militaire. Chaque jour fut marqué par des fêtes nouvelles, et la cour, partie de Madrid le 26 avril, n'arriva à Saragosse que le 27 juillet. Là, l'imbécile monarque, dont on vante pourtant le goût pour les plaisirs de l'esprit, au lieu de se rendre sur le théâtre de la guerre, enfermé dans le palais des rois d'Aragon, passait ses journées à regarder le peuple aragonais se divertir sur la place.

Mais, pour le salut de la monarchie, la reine était restée à Madrid, et elle se montra la digne fille de Henri IV. Adorée de ce peuple loyal, qui a besoin d'avoir une idole, elle rassura par son sang-froid l'Espagne qui

se voyait déjà perdue. Employant tour à tour les prières, les caresses et les menaces, elle sut obtenir des grands qui l'entouraient d'admirables exemples de dévouement. Le comte de Monterey équipa à lui seul huit cents cavaliers, presque tous gentilshommes; l'amiral de Castille offrit au roi de consacrer tout son patrimoine à payer les frais de la guerre : mais cette offre généreuse ne fut acceptée qu'en partie. Chaque jour cette femme énergique visitait les casernes, passait des revues, électrisait les soldats de son ardente parole, et faisait office d'homme, de roi et de général, pendant que son placide époux regardait l'Èbre couler. A sa voix, au bout d'un mois, une armée de quarante mille hommes était sortie de terre. Pour faire face aux dépenses, la reine n'hésita pas à engager tous ses joyaux. Mais, en se dépensant ainsi pour l'Espagne, elle n'eut pas affaire à une ingrate, et le dévouement de ce noble peuple la paya largement de tous ses sacrifices.

En même temps qu'une armée, l'Espagne, par un effort suprême, mettait sur pied une flotte de soixante-quinze vaisseaux, montée par neuf mille matelots, sous les ordres du duc de Ciudad-Real. L'armée de terre fut confiée au vétéran des guerres d'Italie, le marquis de Lleganez, proche parent du favori. Dans l'intervalle, la Motte, après avoir fait mettre bas les armes à une division de l'armée royale, tentait sur Tortosa un coup de main qui échoua. Une incursion en Aragon fut plus heureuse, car il s'empara, non sans résistance, de l'importante ville de Monzon, siége ordinaire des Cortès du royaume. Mais l'Aragon, qu'il avait compté soulever, ne bougea pas. A l'instar de la Castille, il commençait à se rompre à la servitude, et le général français se replia sur la Catalogne, où la

guerre, finie en Roussillon, tendit désormais à se circonscrire.

Lleganez appartenait à cette vieille école de guerre où la lenteur était la première condition du succès. A la tête d'une aussi belle armée, un autre, en voyant le Roussillon perdu, mais l'Aragon fidèle, se fût appuyé sur cette province pour balayer toute résistance, de l'Èbre aux Pyrénées et à la mer. Mais lui, après s'être enfin décidé à envahir la Catalogne, s'arrêta tout court devant Lerida. La Motte l'y attendait, avec douze mille hommes seulement à opposer à vingt-cinq mille. Lleganez, se voyant si supérieur en forces, engagea le combat; les Espagnols, en dépit du feu de l'ennemi qui leur enlevait des files entières, forcèrent les retranchements et se rendirent maîtres de trois canons. La bataille était gagnée si le vainqueur avait su achever sa victoire. La Motte, qui avait repoussé l'ennemi sur un point, accourut avec sa réserve, et, par une charge désespérée, força les Espagnols à la retraite. La perte fut à peu près égale des deux côtés; mais une foule d'officiers de marque et de drapeaux castillans restèrent au pouvoir de l'ennemi (7 octobre).

La cause de cet insuccès, ce n'était pas le manque de courage des soldats, c'étaient les divisions des généraux. Bientôt cette magnifique armée, minée par la faim, la désertion et le fer de l'ennemi, se trouva presque réduite à rien. Il fallut lever honteusement le siége de Lerida, et Lleganez, rendu responsable de fautes qui n'étaient pas les siennes, perdit en Espagne le renom qu'il avait gagné en Italie. Le roi, l'âme navrée, s'en retourna à Madrid pour ne pas voir de si près la honte des armes espagnoles. Au fond, l'auteur de tous ces revers, c'était Olivarez, et l'opinion publique ne s'y méprit pas; mais

l'heure du châtiment n'était pas venue : le roi, pour sauver le comte-duc, jeta Lleganez pour victime à l'opinion soulevée. Son commandement lui fut retiré, il fut mis en prison, et son procès s'instruisit, sous la double charge de concussion et de lâcheté.

Le jour même où le maréchal de la Motte rentraitent triomphe à Barcelone, le 4 décembre, s'éteignait à Paris le cardinal de Richelieu, le plus redoutable ennemi que les deux maisons d'Espagne et d'Autriche eussent rencontré depuis Henri IV. Cet illustre homme d'État expirait à cinquante-sept ans, dans toute la plénitude de sa force et de son génie, après avoir vu, au nord comme au midi, réussir tous ses desseins, et léguait à Mazarin le soin de les poursuivre. De son lit de mort, ce prévoyant génie avait pu pressentir la ruine de la monarchie espagnole, succombant sous le poids de sa défunte grandeur. Il avait vu la France remonter la pente que descendait l'Espagne; mais il était loin de prévoir toute l'étendue de son triomphe, et de se douter que, deux générations plus tard, la race des Bourbons se grefferait à son tour sur celle des rois de Castille, et assoirait un de ses descendants sur le trône de Charles-Quint.

CHAPITRE IV.

DISGRACE D'OLIVAREZ.—GUERRE DE FLANDRE ET DE CATALOGNE.—PAIX DE MUNSTER.

1643-48.

Les peuples peuvent beaucoup supporter pourvu qu'on ne leur demande pas tous les sacrifices à la fois. La gloire, en effet, les console de bien des misères; la prospérité matérielle leur fait oublier bien des hontes! Mais la ruine et l'humiliation se sont abattues en même temps sur l'Espagne d'Olivarez, et le plus dur pour elle, c'est de voir cette royauté déchue insulter à la misère du pays par le faste de ses fêtes, et dépenser dans une nuit de plaisir la sueur du peuple pendant toute une année.

Ouvrez les historiens du temps, vous n'y trouverez que deux choses: des fautes et des désastres au dehors, des fêtes et des souffrances au dedans! Chez ces lâches panégyristes, décidés d'avance à voir tout en beau, vous ne sentez même pas ce secret soulèvement de la conscience publique, flot qui montera sans cesse jusqu'à ce qu'il ait balayé l'indigne favori. A lire ces éternels récits de parades monarchiques, on dirait que la Péninsule n'a jamais été plus riche et plus glorieuse; et pourtant, depuis la chute de la monarchie gothique, elle n'était pas encore descendue si bas! Sur le continent, le renom de ses armes est presque effacé, et

n'attend que Rocroy pour disparaître. La mort du cardinal-infant, le dernier héritier des Farnèse et des Spinola, a ouvert les Pays-Bas à l'invasion française, et le contraste de la prospérité de la Hollande rend la misère de la Flandre plus dure encore à supporter. L'Espagne a beau peser sur l'Italie par ses deux extrémités, Naples et Milan, celle-ci échappe de plus en plus à son action, et l'ascendant du *Roi très-chrétien* va bientôt y remplacer celui du *Roi catholique*. Tous ces principicules, naguère alliés ou vassaux de la Castille, se tournent maintenant vers le soleil levant, et s'inféodent à la France leur voisine, dont ils auront toujours plus à espérer et plus à craindre. En Allemagne, l'Autriche expie, par une série de défaites, le tort d'avoir épousé, avec l'alliance de l'Espagne, les haines que partout elle soulève. La Suède continue à recevoir le mot d'ordre et les subsides de Richelieu, et Torstenson, digne héritier de Gustave-Adolphe, arrache à l'Autriche la Silésie, la Moravie et la Saxe pour en doter l'Allemagne protestante. Ainsi la fortune, toujours complice du génie, a couronné tous les desseins de Richelieu mourant, et venge sur l'Espagne abaissée les fautes d'Olivarez et son stupide orgueil.

Mais tous ces revers, parfois mêlés de succès, et dont le contre-coup ne se faisait sentir que de loin dans la Péninsule, pouvaient se réparer avec une veine de bonheur, lorsque éclatèrent à la fois les deux insurrections de Catalogne et de Portugal. C'en était trop pour un peuple orgueilleux, qui avait si longtemps dicté la loi à l'Europe; c'en était trop de voir en même temps la victoire déserter partout ses drapeaux, et deux de ses plus riches provinces lui échapper à la fois; c'en était trop surtout de voir l'ennemi qu'il

combattait depuis plus d'un siècle, la Réforme, se relever, après toutes ses défaites, plus puissante que jamais, et s'établir en Hollande et dans tout le nord de l'Allemagne, sous la tutelle de la France catholique! Pour faire face à cette guerre sans fin, l'Espagne épuisée n'avait plus ni hommes, ni soldats. La Flandre, depuis la fermeture de l'Escaut, avait cédé à la Hollande le sceptre du commerce. Le Milanais, la Sicile et Naples gémissaient sous le poids des impôts, en attendant l'heure de la révolte! La cour de Madrid vivait d'expédients, et, comme les fils de famille, dépensait toujours plus à mesure qu'elle devait davantage. Quand les produits des mines de l'Amérique ne suffisaient pas, on saisissait, sur les galions, les propriétés des négociants, pour payer une fête de nuit au Buen Retiro. Les nobles luttaient de faste avec la couronne ; au mariage du bâtard d'Olivarez avec la plus riche héritière de l'Espagne, le dîner coûtait au beau-père plus de 500,000 écus (2,500,000 fr.).

L'éclat factice que jetèrent sous ce règne les arts et les lettres, le splendide vasselage, imposé par le favori aux Rubens, aux Velasquez et aux Lope de Vega, ne suffit pas pour faire oublier tant de revers mérités et de fautes sans excuse. Quevedo, le Juvénal de l'Espagne, passant sans cesse de la faveur à la disgrâce du ministre, et n'échappant à l'échafaud que pour aller pourrir quatre ans dans un cachot, restera pour ce prétendu Mécène une honte éternelle. Quand Lope de Vega, en lui dédiant un de ses poëmes, qualifie ses vers, libres enfants de sa muse, « d'esclaves, nés dans la maison de Guzman », il dégrade le poëte sans absoudre le favori. La vraie Espagne n'est ni dans la prose, ni dans les vers, également serviles, de ces historiens et de ces poëtes de cour ;

elle est dans les pages hardies des rares écrivains de ce temps qui, comme Quevedo, comme Canovas del Castillo, ont osé dire la vérité, si cher qu'elle dût leur coûter! On en jugera par le tableau suivant que Canovas (lib. VI) nous trace de Madrid.

On n'y entendait parler que de rixes, de vols et d'assassinats. Les assassins à gages y avaient leur tarif, et leur métier s'y exerçait à ciel ouvert. On dépouillait les églises, on profanait les couvents, les nonnes en sortaient sans vergogne pour aller à des parties de plaisir. Tous les livres du temps n'étalent à nos yeux que d'horribles tragédies. Tel cavalier, disant son rosaire à la porte d'une église, est assailli, égorgé et dépouillé de tout. Tel autre mène sa femme à confesse pour la tuer le lendemain, sauvant l'âme avec un soin pieux avant de détruire le corps! Celui-ci, attaqué en pleine rue, se réfugie sous le dais du Saint-Sacrement où les assassins viennent l'achever! En quinze jours, on compte à Madrid cent dix personnes assassinées, et la plupart appartenaient aux plus hautes classes de la société.

Quant à la situation intérieure du pays, l'insurrection du Portugal avait tari brusquement une de ses sources de revenu les plus fécondes; celle de Catalogne n'était pas près de finir, et l'on sait ce qu'avaient déjà coûté à l'Espagne ses impuissantes tentatives pour la réprimer. De continuelles altérations dans la valeur des monnaies aggravaient encore la misère publique. Chose incroyable! en 1642, la monnaie de billon, de 6 maravédis, fut tout d'un coup abaissée jusqu'à un. Les pays qui alimentaient Madrid renoncèrent à y apporter leurs denrées, et l'on ne s'y procurait plus qu'à prix d'or les objets de première nécessité.

Le mal datait de loin, et tenait à des causes bien

diverses; mais le peuple a besoin de personnifier ses rancunes, et il attribuait tout à Olivarez. Aussitôt que l'indigne favori serait écarté du pouvoir, l'Espagne, se disait-il, redeviendrait grande et prospère ! De toutes les classes de la société, de tous les intérêts lésés, de tous les amours-propres froissés s'élevait contre lui un formidable concert d'accusations. Dans ce pays, où les paysans parlent au roi plus librement que les grands, plus d'une fois un homme du peuple arrêta Philippe pour lui dire, avec une rustique franchise: « Sire, si vous ne renvoyez pas le comte-duc, l'Espagne est perdue ! » Jusque sur les murs du palais, un placard lui apportait ces mots significatifs : « Tu seras Philippe le Grand, quand Olivarez ne fera plus de toi Philippe le Petit! »

En 1639, un mémoire anonyme avait révélé à l'indolent monarque les causes de la ruine du pays, en les ramenant toutes à une seule, le pouvoir sans bornes du comte-duc! A dater de cette époque, les courtisans crurent remarquer une froideur naissante dans les rapports de Philippe et d'Olivarez, rapports étranges, mêlés de dépendance et de peur de la part du roi, d'obséquiosité et de hauteur de la part du favori. Une ligue redoutable se forma contre ce dernier, et à la tête de cette ligue ne tarda pas à se ranger la reine. De tout temps Isabelle avait supporté avec impatience l'empire du comte-duc sur son placide époux; mais la coupe avait débordé le jour où Olivarez avait imposé à la reine la duchesse sa femme, comme *grande maîtresse* de sa maison, et gouvernante (*aya*) de l'infante Marie-Thérèse. L'impitoyable duègne troublait de sa présence jusqu'à l'intimité du roi avec son épouse, jusqu'aux épanchements de la mère avec ses enfants. Elle blessait le légitime orgueil de la reine en la traitant, elle et ses filles, avec

une indécente familiarité, oubliant la distance qui, dans ce monde factice de l'étiquette, séparera toujours une tête couronnée du premier même de ses sujets.

D'implacables rancunes s'amassaient depuis des années dans le cœur de la reine; les deux insurrections de Portugal et de Catalogne vinrent lui fournir un prétexte pour les faire éclater. Un jour Isabelle, tenant par la main l'héritier du trône, l'infant Balthazar, entre dans le cabinet du roi, et lui montrant son fils : « Sire, lui dit-elle, si vous continuez de laisser régir l'Espagne par un ministre qui la perd, notre enfant n'aura plus rien à hériter de vous ! » Ces paroles, les pleurs qui les accompagnaient firent sur le faible monarque une impression profonde. Toutes les grandes familles, écartées par le favori des hautes dignités de l'État, formèrent contre lui une conspiration permanente. Mais son ennemi le plus redoutable, ce fut la duchesse de Mantoue, l'ex-vice-reine du Portugal ! Pour écarter ce dangereux témoin, Olivarez l'avait reléguée à Merida, où elle vivait dans un état de gêne voisin de l'indigence. Appuyée par la reine, elle obtint enfin la permission de venir à Madrid, sous prétexte de se faire payer sa pension. Malgré tous les efforts d'Olivarez pour l'éloigner, elle finit par arriver jusqu'au roi, et n'eut pas de peine à lui prouver que c'était au comte-duc qu'il était redevable de la perte du Portugal.

Et cependant, tel était l'empire de l'habitude et celui de la peur qu'à défaut d'affection le favori inspirait au monarque, que Philippe, tout las qu'il fût du joug, hésitait encore à le briser. Même à cette cour corrompue, la vie privée du comte-duc avait toujours prêté au scandale. Sa fille unique, mariée au fils du duc de Medina Sidonia, était morte en couches dès 1626. Olivarez, ne sachant à qui laisser après lui son immense

fortune, dut aller mendier auprès d'une de ses anciennes maîtresses la douteuse paternité d'un nommé Julian, élevé dans l'oisiveté et la débauche, et qu'il finit par reconnaître pour son fils. Bientôt le luxe insolent dont il entoura ce bâtard, travesti par lui en Henri de Guzman, le mariage de cet équivoque héritier d'un grand nom mal porté avec la plus riche héritière du royaume, les dispenses qu'il fallut faire venir de Rome pour rompre le premier mariage de Julian avec une courtisane; enfin tout ce sale *imbroglio*, plus digne d'un Guzman d'Alfarache que d'un premier ministre, révolta ce sentiment inné de dignité qui est au fond de l'âme du peuple espagnol, car les peuples ont une âme comme les individus! Aussi la voix vengeresse de la conscience publique baptise-t-elle ce bâtard, changé en grand seigneur, du nom de « l'homme aux deux pères, aux deux noms, aux deux femmes! »

Ayant contre lui la reine, le pays, la grandesse, et jusqu'à sa propre famille qui rougissait du contact de l'immonde bâtard, faiblement soutenu par le roi qui consentait tout doucement à sa chute, Olivarez se sentit tomber; mais il voulut, avec sa hauteur ordinaire, aller au-devant de sa disgrâce, pour la faire reculer devant lui. Déjà Philippe la lui avait fait pressentir, subissant malgré lui la pression de l'opinion, qui se glisse à la fin jusque dans le palais des rois! Un jour, le favori lui demandait quel appartement il faudrait assigner à l'infant Balthazar, qui allait bientôt atteindre sa majorité. « Et pourquoi pas le vôtre, comte? répliqua le monarque; n'est-ce pas la résidence habituelle des héritiers de la couronne, et n'y logions-nous pas, mon père et moi, quand nous étions infants? » Olivarez comprit l'amertume mal déguisée de ces paroles, grosses

pour lui d'une prochaine disgrâce. Le lendemain, il adressa au roi la demande formelle de résigner tous ses emplois, pour aller se reposer dans son domaine de Loeches, à quatre lieues de Madrid. Deux fois le roi lui refusa sa requête, mais toute sa manière d'être avec lui l'invitait à la renouveler. Le favori insista, et enfin, le 3 janvier, comme cadeau de nouvel an, il reçut de Philippe ce billet qui coupait court à toute hésitation : « Comte-duc, plusieurs fois vous m'avez demandé la faculté de vous retirer de la cour, et je vous l'ai refusée; mais cette fois, je vous l'octroie, pour que vous en usiez quand bon vous semblera, dans l'intérêt de votre santé. »

Sans se laisser abattre par ce coup qu'il avait dû prévoir, le favori congédié tint tête à l'orage, et resta à Madrid. Il put y assister à l'explosion de bonheur, au sentiment universel de délivrance que causa sa disgrâce. Les courtisans, craignant un retour de faveur, toujours possible avec un Philippe IV, n'osèrent pas laisser éclater leur joie; mais le peuple, peu habitué à cacher ce qu'il sent, témoigna hautement sa reconnaissance au roi qui émancipait à la fois l'Espagne et lui. Pendant quelques jours, le comte-duc continua d'assister au conseil, la duchesse à remplir ses fonctions auprès de l'infante. L'ex-favori s'enhardit même jusqu'à demander une audience au roi. Mais, admis seulement au *grand lever*, avec le gros des courtisans, il ne put arriver jusqu'à l'oreille du monarque, et bientôt un ordre formel d'exil à Loeches vint dissiper tous ses rêves. Cette fois, il fallait obéir, Olivarez le sentit; mais la populace était tellement excitée contre lui qu'il dut dissimuler son départ, et les carrosses qui emmenaient sa maison furent assaillis à coups de pierres,

A peine avait-il quitté la cour que toutes les hautes

dignités du royaume, partagées entre ses amis, ses parents et ses créatures, furent données à ses plus mortels ennemis. Le confesseur du roi fut changé; on abolit toutes les juntes instituées par le comte-duc pour usurper les fonctions des conseils ordinaires. Et cependant, tel était l'empire du favori, même absent, même disgracié, sur le faible monarque, que celui-ci semble encore demander grâce au ministre qu'il destitue : « Il y a longtemps, dit la circulaire royale, que le comte-duc insistait pour que je lui permisse de se retirer, sa santé ne lui permettant plus de remplir ses devoirs. J'ai différé de me rendre à ses désirs, à cause de la grande satisfaction que j'ai de ses services, et du zèle et du dévouement pour moi dont il a toujours fait preuve, et ce n'est que sur ses vives instances que j'ai fini par lui accorder la faculté de quitter la cour. »

Les accusations, les reproches, longtemps contenus par la peur, se mirent à pleuvoir de tous côtés sur le ministre disgracié. Toute arme fut bonne pour flétrir cette mémoire si justement détestée. « Le jour de saint Antoine, dit un quatrain, a vu s'accomplir deux miracles : Dieu a recommencé à régner, et un démon est sorti du roi! » Un mémoire adressé au monarque accusa le comte-duc d'avoir dépensé en vingt-deux ans 200 millions de ducats, sans compter les centaines de galions pris ou coulés à fond avec l'or qu'ils portaient. « L'Espagne, y disait-on à Philippe IV, n'a jamais été aussi diminuée : le comte-duc avait promis à Votre Majesté de faire d'elle le plus riche monarque du monde, et voilà comme il a tenu parole! »

En revanche, un écrit, destiné à venger la mémoire du favori, et sans doute inspiré par lui, fut publié sous ce titre étrange : « *Nicandro* ou *Antidote* contre les

calomnies répandues par l'ignorance et l'envie pour obscurcir les immortelles actions du comte-duc Olivarez. » L'auteur de ce pamphlet énumérait les immenses richesses que Richelieu mourant avait laissées après lui, comme si les torts d'un ministre justifiaient ceux de l'autre, et comme si les hommes appelés à l'honneur de gouverner un grand pays ne devaient pas être au-dessus de ces basses convoitises. Pour mieux défendre son client, l'auteur soulevait le voile transparent qui couvrait les faiblesses du monarque. Aussi le roi, bientôt las de cette polémique, finit-il par l'interdire aux deux parties.

Pendant neuf mois, l'ex-favori avait pu résider dans son château de Loeches. Sa femme continuait ses fonctions d'*aya* de la princesse, et se maintenait à la cour sur un pied d'apparente faveur. Mais dans son mémoire justificatif, Olivarez, non content de se défendre, attaquait ses adversaires avec sa hauteur accoutumée. Cette attitude, peu séante dans un ministre déchu, souleva contre lui un nouvel orage. Son séjour prolongé à quatre lieues de Madrid était une inquiétude permanente et une menace pour ses ennemis. Philippe, en congédiant Olivarez, avait pris un instant au sérieux sa promesse de se mettre à la tête des affaires; mais bientôt, épouvanté du désordre où le comte-duc les avait laissées, il chercha à s'en décharger sur un autre que lui. Tout était possible, même le retour du favori!... Cette perspective porta au plus haut point la rage de ses ennemis. La cour et l'opinion pesèrent sur le monarque jusqu'à ce qu'il eût cédé. Enfin, le 2 novembre, un message du roi à la duchesse vint la destituer de ses fonctions, et l'exiler à Toro ainsi que son mari. Là, isolé de la cour, centre et but de toute sa vie, refusant toute visite, l'ex-favori tomba bientôt dans une profonde

mélancolie. Les vains rêves de l'astrologie occupèrent encore ses dernières pensées, et le firent accuser de sorcellerie devant le saint office. On alla même jusqu'à lui imputer d'avoir essayé d'empoisonner le prince des Asturies : mais le grand inquisiteur, qui lui devait sa place, et qui s'en souvint, fit traîner le procès en longueur, et la mort d'Olivarez, survenue le 22 juillet 1645, le délivra pour jamais des poursuites de ses ennemis.

Ainsi s'éteignit à cinquante-neuf ans, après vingt-deux ans d'un pouvoir plus absolu que celui d'un roi, ce redoutable favori, qui régna sur son maître en l'intimidant, et consomma à la fois la ruine et le déshonneur de son pays. Supérieur à Lerme par le talent, mais aussi par la grandeur et l'éclat de ses fautes, il laissa après lui, en quittant le pouvoir, une mémoire moins méprisée, mais plus justement maudite! Aussi, quand on voit cet homme, si richement doué, annuler par son orgueil insensé tous les dons que Dieu lui a faits, et perdre par son obstination le présent et l'avenir d'une grande monarchie, on se demande si le caractère, en politique, n'importe pas plus que le talent, et si ce n'est pas avec le cœur, plus encore qu'avec l'esprit, que l'on gouverne les empires. Un grain de ce sens politique, qui manqua toujours à l'orgueilleux favori, eût mieux valu pour lui que cette intelligence dont il fit un si triste usage. Quand on a le redoutable honneur de tenir en main les destinées d'un grand pays, le premier de tous les devoirs, c'est de ne pas les compromettre. Conserver, dans ce cas, importe plus qu'acquérir, et l'audace aventureuse d'un Olivarez ne vaut pas la sagesse terre à terre qui, unie à une invincible fermeté, a fait la grandeur de la Hollande et la gloire de Guillaume Ier.

La pire des disgrâces d'Olivarez, c'est d'avoir ren-

contré en face de lui un adversaire tel que Richelieu, dont il n'est, après tout, qu'une misérable parodie. Tout d'abord, on est frappé de l'étrange conformité de situation entre la France et l'Espagne, toutes deux gouvernées par deux princes incapables, dominés eux-mêmes par deux favoris, seuls responsables des fautes et des succès du règne. Mais, du reste, tout est contraste entre ces deux monarchies que Dieu a condamnées à se rapprocher ou à se heurter sans cesse. Avec Henri IV, la France est entrée dans une voie de progrès continu où elle ne s'arrêtera plus qu'à la mort de Louis XIV. Dans cette carrière toujours ascendante, elle a eu la singulière fortune de rencontrer successivement un grand roi et deux grands ministres qui, se léguant l'un à l'autre les mêmes desseins, poursuivent pendant trois règnes, avec une indomptable fermeté, les traditions qui ont fait la grandeur et la servitude de la France : au dehors, la tutelle armée du protestantisme et le maintien de l'équilibre européen ; au dedans, l'unité nationale et le pouvoir absolu !

A travers bien des fautes et bien des malheurs, la France, après François Ier, a toujours eu la sagesse de n'aspirer à aucune conquête au delà de ses limites naturelles. La plus solide gloire de Richelieu et de Louis XIV, c'est de les avoir atteintes, et de ne les avoir pas dépassées ! Quant à l'Espagne, forcée de renoncer, après Philippe II, à toute extension au dehors, elle a décidément échoué dans son rêve de monarchie universelle. Condamnée, par l'ascendant du génie de la France, à se replier sur sa péninsule, l'héritage de ses fautes passées l'amène, presque malgré elle, à rentrer dans les complications de la politique européenne. Pour garder la Flandre, appauvrie et diminuée, il lui a fallu perdre la Hollande,

et faire cinquante ans la guerre à la France et à l'Angleterre; pour sauver le Milanais, et tenir tête à la Réforme, elle est entraînée, contre toutes les lois de la prudence et de la géographie, à se mêler aux sanglantes péripéties de la *guerre de Trente ans*, pour en sortir à la fin presque aussi compromise que l'Autriche, et voir triompher la France et le protestantisme, ses éternels ennemis.

Après les deux pays, comparons les deux favoris! Ce qui nous frappe d'abord dans Richelieu, c'est qu'il a un but, et Olivarez n'en a pas! Ce but, c'est la grandeur de la France, et il y marche par toutes les voies, licites et illicites. Certes, nous ne vanterons pas son désintéressement; mais ce que ses ennemis mêmes ne contestent pas, c'est qu'il a confondu son intérêt avec celui de l'État, à l'inverse de Louis XIV, qui absorbera l'État tout entier dans son vaste égoïsme. Prince de l'Église romaine, Richelieu a sauvé le protestantisme en Allemagne, en le contenant, sans le détruire, en France; il a brisé d'un seul et même coup l'Espagne et l'Empire, et fondé sur le continent l'équilibre des religions et celui du pouvoir. Enfin il a légué à ses deux successeurs, Mazarin et Louis XIV, la France toute faite, en leur laissant le soin de la compléter.

Fait bien digne d'être médité, en renonçant pour son pays à toute idée de conquête hors de ses limites réelles, le grand cardinal a décuplé au dehors son influence : il a régné sur l'Europe par un droit plus beau que celui de la force. Il a compris la vraie destinée de ce peuple qui, placé au centre du continent, est appelé à agir sur tous les autres par sa langue, ses mœurs, sa littérature, mais qui, s'il en vient à les attaquer par les armes, est sûr de les avoir tous contre lui. Richelieu n'est pas,

comme Henri IV, un génie sympathique et aimable; mais l'œuvre à laquelle il a usé sa vie, et qui demande grâce pour tous ses torts, c'est l'unité française! Il est le vrai créateur de cette centralisation, exagérée plus tard, mais qui fut alors un bienfait, comme elle est aujourd'hui un danger. La France, à cette date, n'était mûre ni pour la liberté politique, ni pour la liberté religieuse; la conclusion qu'en tira Richelieu, c'est qu'il fallait y fonder le pouvoir absolu. C'est pour atteindre ce but qu'il a tout écrasé, tout foulé aux pieds, l'Espagne, les huguenots, la noblesse, la bourgeoisie; mais c'est par là aussi qu'il a pesé partout en Europe, et fait prévaloir l'influence française en Italie, en Allemagne, en Angleterre même, par ses conseils plus encore que par ses armes: œuvre glorieuse et nécessaire, qu'il a su contenir, comme la France, dans ses justes limites, mais que Louis XIV exagérera plus tard, sauf à soulever l'Europe contre lui.

La grandeur de Richelieu se mesure par ce qu'il a fait gagner à la France, l'incapacité d'Olivarez parce qu'il a fait perdre à l'Espagne. On évalue à trois cents le nombre des vaisseaux de guerre pris ou coulés à fond pendant son ministère, et à 116 millions de francs la somme d'impôts arrachée par an à un pays épuisé, pour la dépenser en spectacles, en fêtes, ou en guerres insensées. Mais qu'est-ce à côté du dommage et de la honte infligés à la couronne d'Espagne par la perte du Roussillon et de la Cerdagne, du duché de Mantoue, de la Bourgogne, et enfin du Portugal, avec ses possessions des deux Indes? Ajoutez-y la Catalogne, séparée de fait de la monarchie, le Milanais compromis, l'influence espagnole perdue dans le nord de l'Italie, et Naples que les fautes du ministre et la dureté du joug castillan

vont bientôt pousser à la révolte, et vous aurez le bilan de l'administration du comte-duc! Aussi, quand il lui prend fantaisie d'affubler son fantôme de roi du titre dérisoire de Philippe *le Grand*, l'Espagne se venge-t-elle en comparant sa grandeur à celle d'un fossé, qui s'agrandit de tout ce qu'on lui ôte!

Après ce qu'Olivarez a fait perdre à l'Espagne, voyons ce qu'il lui a coûté. Sans doute il n'a pas fait, comme Lerme, trafic des emplois et des dignités de l'État, bien qu'il ait consulté, en les donnant, ses affections ou son intérêt plus que celui du pays. Mais en voyant les sommes fabuleuses entassées dans ses coffres par l'aveugle prodigalité du monarque, on se demande ce que l'Espagne a gagné à ce prétendu désintéressement, qui sait se faire donner ce qu'il n'ose pas prendre! On a calculé ce que rapportaient par an au comte-duc ses titres et ses emplois : comme intendant de la maison du roi, il touchait 18,000 ducats; comme grand écuyer 28,000; comme grand chancelier des Indes 48,000; comme grand chambellan 12,000; comme *corrégidor* de San Lucar 50,000; comme *alguazil mayor* de Séville 10,000; sur les commanderies des trois ordres militaires 12,000. Les honoraires de la duchesse comme dame d'honneur de la reine et gouvernante de l'infant, se montaient à 44,000 ducats. Le total pour les deux époux atteignait le chiffre de 222,000 ducats, ce qui, en n'évaluant qu'à 8 francs le ducat dont la valeur diminue à chaque règne, monte encore à 1,776,000 francs. Maintenant, qu'on y ajoute les *mercedes* ou largesses royales; les droits de prélèvement sur les priviléges concédés, ou *pots-de-vin*, et l'on pourra se faire une idée des sommes que touchait chaque année l'incorruptible favori, sommes qu'on ne peut pas évaluer à moins de 4 millions de francs; et cela, dans

un pays ruiné à la fois par les dépenses de la guerre et par les folies de la paix.

Au fond, quel est le mobile de la politique d'Olivarez? Ce mobile, aussi vain, aussi creux que celui de Richelieu est sérieux et solide, c'est la grandeur de son pays, grandeur de parade qui, pour le roi comme pour la nation, aboutit à la honte et à la ruine! Son point de départ est une idée fausse : c'est qu'il faut que l'Espagne, pour être puissante au dehors, soit asservie au dedans. De là ce ressort tendu jusqu'à ce qu'il se brise, cette volonté opiniâtre qui ne sait pas se dédire, et prend l'entêtement pour de la force; qui assujettit à un seul homme toutes les volontés, toutes les énergies d'une nation! De là ce mépris systématique de l'opinion qu'il brave et qu'il défie! De là sa haine contre les libertés publiques et les *fueros* provinciaux qui lui semblent une injure pour la royauté et pour lui! On dirait que le souvenir de Philippe II obsède le favori, et le pousse à ces efforts surhumains, qui ont brisé le nerf de l'Espagne, et l'ont livrée, pieds et poings liés, à une dynastie étrangère.

Tel est le jugement sans appel que l'histoire à porté sur Olivarez. Aux yeux de la morale publique, qui est la même que la morale privée, il est peut-être plus coupable encore, car il dégrade son maître pour mieux le dominer, et le pousse à la débauche pour le détourner des affaires. Ce qu'il a fait avec le père il le recommence avec le fils, et néglige à ce point l'éducation de l'infant Balthazar que, à quatorze ans, l'héritier de la couronne de Castille était encore *entre les mains des femmes*, comme si l'on eût eu peur qu'il ne devînt homme trop tôt. Mazarin, en refusant à Louis XIV enfant l'éducation due à son rang, a pu se laisser aller à ces ignobles calculs;

mais s'il a laissé le jeune Louis trop étranger au grand art de régner, il ne l'a pas systématiquement avili. Tout ressort n'a pas été éteint dans l'âme de ce roi, à qui l'orgueil a tenu lieu de grandeur, et qui a fini par se confondre lui-même avec l'État sur lequel il régnait. Mais Olivarez, né peut-être pour de grandes choses, a rapetissé tout ce qu'il a touché. Despote au dedans, chimérique au dehors, il a ruiné son pays et dégradé son roi, et tout en combattant la France, il a ouvert aux Bourbons le chemin du trône de l'Espagne où, sans lui, Philippe V ne serait jamais monté!

BATAILLE DE ROCROY. — GUERRE DE CATALOGNE.

Nous avons vu la cause des fautes de l'Espagne, qui toutes, plus ou moins, peuvent être imputées à Olivarez; il s'agit maintenant d'en voir le châtiment. Richelieu venait de mourir, et Louis XIII allait vivre encore un peu plus de cinq mois, tout juste assez pour exécuter les dernières volontés de son impérieux ministre qui régnait encore du fond de son cercueil. N'accusons pas le faible monarque; louons-le plutôt d'avoir su s'incliner devant l'ascendant du génie, quand nous voyons en Espagne deux rois, aussi faibles que lui, livrer à d'indignes favoris le sort d'une grande nation, et se montrer aussi incapables de la gouverner que de lui choisir un maître.

La disgrâce d'Olivarez, suivant, à un mois de distance, la mort de l'illustre cardinal, semblait devoir donner une impulsion nouvelle à la politique espagnole.

La reine, si longtemps écartée des affaires, avait repris l'influence que méritaient sa fermeté d'esprit et son dévouement aux intérêts du pays. Le roi, fidèle à sa promesse, essayait de substituer les affaires aux plaisirs. Les exilés rentraient, les captifs sortaient de prison; Silva, le vainqueur de Fleurus et de Mayence, remplaçait Lleganez à la tête de l'armée de Catalogne; et lorsqu'à la mort de Louis XIII (14 mai), Anne d'Autriche, sœur de Philippe IV, fut appelée, en dépit du testament du feu roi, à gouverner la France pendant la minorité de son fils, tout semblait se réunir pour promettre à l'Espagne des jours meilleurs. La France, épuisée par l'effort continu du dernier règne, soupirait après la paix; les haines de peuple à peuple, entretenues par la rivalité des deux ministres, étaient descendues dans la tombe avec Richelieu. Nécessaire à la France, la paix était indispensable à l'Espagne, qui, entamée par des insurrections heureuses, n'avait pas trop pour les réprimer de toute sa liberté d'action. Un instant les deux puissances, fatiguées de se haïr, avaient songé à se rapprocher en fiançant l'infante Marie-Thérèse au roi qui, pendant soixante-douze ans, allait personnifier en lui la France. Mais l'heure n'était pas venue; avant de s'allier, les deux peuples avaient besoin de se combattre encore, et chose étrange! c'était le plus faible des deux qui devait commencer les hostilités.

Philippe s'était engagé à régner par lui-même; mais déjà ses épaules pliaient sous le fardeau. N'osant rappeler le favori qu'il regrettait peut-être, lassé du joug sans savoir s'en passer, il finit par choisir, pour remplacer le ministre déchu, don Luis de Haro, son neveu. Olivarez, pressentant en lui un rival, avait cherché souvent à l'éloigner de la cour; mais la vieille affection du roi

pour don Luis, son compagnon d'enfance, avait déjoué tous ses efforts. La règle de conduite du nouveau ministre fut celle d'Olivarez à l'égard de Lerme : faire en toutes choses autrement, sinon mieux que son prédécesseur. La tâche, du reste, était facile, car jamais deux natures ne furent plus opposées. Le caractère de don Luis, doux, patient, flegmatique, contrastait avec le tempérament bilieux et l'irritable orgueil du comte-duc. Inférieur à son oncle en talent, sans en être dénué, il sut se faire violence, et devenir un ministre appliqué, sans égaler toutefois l'incroyable puissance de travail d'Olivarez. Chose rare chez les hommes d'État, il savait écouter. Élevé avec le roi, la conformité d'âge et de penchants avait créé entre eux des liens qui n'existèrent jamais entre Philippe et son favori. Celui-ci avait régné par la terreur, don Luis régnait par l'affection, et son empire, moins absolu, fut peut-être mieux établi. Le trait saillant de son caractère, c'était la faiblesse. L'empire qu'il exerçait sur le roi, deux vice-favoris l'avaient sur lui : l'un, le comte de Peñaranda, versé dans la diplomatie, dirigeait les affaires du dehors; l'intérieur était sous la direction d'un légiste, et le ministre ne décidait rien sans avoir consulté ses deux oracles.

Après une administration tissue de fautes et de revers comme celle d'Olivarez, un seul parti restait à prendre : faire à tout prix la paix au dehors pour réprimer la révolte au dedans, amputer là où on ne pouvait pas guérir, comme en Portugal, et fermer enfin les plaies du pays. Mais il fallait pour cela deux choses : une volonté énergique, une conscience nette et courageuse de l'impuissance de l'Espagne à prolonger la lutte, sur tous les points de l'Europe en même temps. Le cœur manqua au roi, au ministre, au pays pour s'avouer

cette triste vérité. On vécut d'illusions, comme par le passé, et on s'endormit au bord d'un abîme pour ne se réveiller qu'après y être tombé!

Ce qui a toujours perdu l'Espagne, depuis Philippe II, ce sont les rêves! Jamais, depuis la mort de ce prince, dont les torts furent ceux de son pays, elle n'avait su se voir telle qu'elle était. A force de détourner les yeux du présent pour regarder le passé, elle avait cessé de vivre dans le monde réel.

Aussi, quand Philippe IV rassembla son conseil pour débattre cette grande question de la guerre ou de la paix, l'avis qui prévalut, ce fut de reprendre les hostilités partout, en Catalogne, en Portugal, et sur la frontière nord de la France. La reine, toute Française qu'elle fût par le sang, fut la première à pousser son tranquille époux aux résolutions extrêmes, et à faire décider la guerre contre son pays natal : étrange patriotisme, quand la paix était un égal besoin pour les deux pays!

On a peine à comprendre l'aveuglement de l'Espagne, qui venait de perdre, avec le cardinal infant, mort en novembre 1641, le seul chef capable de pousser résolûment la guerre avec la France. Double perte, car homme d'État et général tout ensemble, en lui se trouvait peut-être le germe d'un Richelieu espagnol! On l'avait remplacé par Francisco de Melo, Portugais, resté au service de l'Espagne après la rupture des deux pays. Celui-ci, dans une veine de succès, avait repris Ayre aux Français, conquis Lens, et battu à Honnecourt les deux maréchaux d'Harcourt et de Grammont (1642).

La guerre une fois résolue, Melo réunit dix-huit mille fantassins et huit mille chevaux, avec le vieux comte de

Fuentès pour mestre de camp. La confiance régnait dans cette armée, la seule à qui la fortune eût souri, au milieu des désastres des dernières années. Melo feint d'abord de marcher sur la Picardie, puis il tourne brusquement vers l'est, et vient mettre le siége devant Rocroy, place frontière des Ardennes, d'où l'on peut gagner Paris sans avoir une rivière à passer. Mais la France, cette fois, n'était pas prise au dépourvu : une armée de seize mille fantassins et sept mille chevaux était déjà concentrée sur la Somme. Elle avait pour chef un général de vingt et un ans, le duc d'Enghien, qui allait relever le nom déchu des Condé. On avait cru rogner les ailes au jeune aigle en le plaçant sous la tutelle de l'Hospital, général de la vieille école, rompu aux lenteurs habiles. L'armée française, informée de la direction prise par l'ennemi, se porta à marches forcées sur Rocroy. Elle n'en était plus qu'à quelques lieues, lorsque arriva la nouvelle de la mort de Louis XIII, avec défense au duc de hasarder une bataille. Au début d'un règne, avec un roi de cinq ans, et une femme pour régente, on s'explique cette timidité, voisine de la peur. Une seule bataille perdue, la France était ouverte ; la capitale même pouvait tomber au pouvoir de l'ennemi ! Mais Enghien, sentant sa force, entraîne l'Hospital, et sous prétexte de ravitailler Rocroy, sait rendre un engagement inévitable. Dans un dernier conseil, il fait taire toute opposition en déclarant, d'un ton qui n'admet pas de réplique, « qu'il se chargeait de l'événement. » Enfin Melo, comptant sur la supériorité du nombre et sur l'inexpérience du général français, leva le siége pour marcher au-devant de l'ennemi.

Le 19 mai, les deux armées se trouvèrent en présence. Après une lutte acharnée de six heures, où les deux généraux enfoncèrent tous deux l'ennemi qui leur faisait face,

la victoire était encore indécise. L'Hospital, mis hors de combat dès le début de la journée, avait délivré d'Enghien d'une surveillance qui lui pesait. Le vieux comte de Fuentès, porté dans une litière, inspirait à ses soldats son indomptable courage, et montrait, pour parler avec Bossuet, « qu'une âme guerrière est toujours maîtresse du corps qui l'anime. » Rien ne pouvait entamer cette redoutable infanterie espagnole, dont le seul renom, depuis un siècle, suffisait à gagner des batailles. « Semblables à des tours, mais à des tours qui sauraient réparer leurs brèches », ses rangs s'ouvraient par intervalles, et dix-huit canons vomissaient la mort sur les assaillants. Trois fois la cavalerie française recula, après une charge désespérée, et trois fois Enghien la ramena sur l'ennemi. Mais un coup de feu atteignit Fuentès, et avec lui l'âme de l'armée espagnole. Une partie de la cavalerie parvint à s'échapper ; mais l'infanterie presque entière fut prise ou massacrée. Les Espagnols avouent huit mille morts et six mille prisonniers. Les Français ne perdirent que deux mille hommes, et pas un officier de marque. Melo, captif un moment, s'échappa, en laissant son bâton de commandement aux mains de l'ennemi. Vingt-quatre canons et deux cent soixante bannières furent le prix de cette victoire, d'autant plus glorieuse qu'elle fut plus disputée.

Jamais l'Espagne ne devait se relever de cette défaite. Ce n'était pas son armée seulement qu'elle avait perdue à Rocroy, c'était son prestige. De sa main défaillante, le sceptre de la guerre passait dans celle de la France qui, jusqu'à la fin de ce grand règne, ouvert par Turenne et Condé, et clos par Villars, ne devait plus le laisser échapper. Les tristes souvenirs de Pavie et de Saint-Quentin étaient effacés en un jour par ce général de vingt

ans qui n'apprit l'art de vaincre que sur les champs de bataille. La France salua avec transport cette victoire qui inaugurait si brillamment le nouveau règne. Pour l'Espagne, la perte était irréparable : l'argent, les hommes, le cœur, tout lui manquait pour refaire une armée. On n'improvise pas ces vieilles bandes aguerries par cent combats, Espagnols, Italiens, Wallons, tous ces peuples vassaux dont l'Espagne avait fait un peuple, avec le camp pour patrie, et le catholicisme pour drapeau!

L'Espagne était maintenant ouverte à l'invasion française, comme, avant Rocroy, la France le fut à l'invasion espagnole. La Flandre, sans armée, sans général, sans commerce, après avoir sacrifié à sa foi jusqu'à son existence de peuple, se trouvait bloquée entre la France et la Hollande, la conquête et l'hérésie! Melo, avec les débris mutilés de son armée, n'était pas de force à la défendre. La nouvelle de la défaite de Rocroy, arrivée à Madrid avec celle de la mort de Louis XIII, y éclata comme un coup de tonnerre. L'opinion, qui voulait une victime, la trouva dans l'infortuné Melo. Il avait le tort d'être Portugais, créature d'Olivarez et vaincu! On fit pire que de le destituer, on l'humilia, on paralysa tous ses mouvements en lui faisant sentir la disgrâce suspendue sur sa tête.

Si la France avait eu dans l'Océan une flotte prête à appuyer le vainqueur de Rocroy, un coup de main sur Bruxelles pouvait réussir! Mais la victoire avait été une surprise, le vainqueur n'était pas prêt à en recueillir les fruits. Toutefois, Enghien n'était pas homme à s'endormir sur un succès : après une fausse attaque sur le Hainaut, il se jeta vers l'est, et vint assiéger Thionville, la clef du Luxembourg et le chemin de Metz. Avec la

furie française, il eût peut-être emporté la place d'assaut; mais les Allemands parvinrent à y jeter du secours. Le commandant se fit tuer sur la brèche; la garnison, réduite aux deux tiers, finit par capituler. Ainsi la France, sous l'impulsion donnée par Richelieu, marchait vers ses frontières définitives, avançant toujours, et ne reculant jamais!

La guerre était partout, en Flandre, en Alsace, en Italie, en Catalogne, en Portugal! L'Allemagne dévastée n'était plus qu'un champ de bataille, où la France et la Suède d'un côté, l'Autriche et l'Espagne de l'autre, luttaient pour l'empire du continent, et pour ou contre la liberté de conscience. Mais, en somme, dans cette alternative constante de succès et de revers, l'avantage n'était pas pour l'Espagne, à qui manquaient les deux conditions du succès, de l'argent et des généraux habiles!

Sur mer, la France gardait sa supériorité : l'amiral de Brézé, avec vingt-deux vaisseaux, avait assailli, le 3 septembre, près du cap de Gata, la flotte espagnole, composée de vingt-cinq gros vaisseaux, plus quatorze galères et quatre vaisseaux restés à Carthagène. Brézé réussit à empêcher leur jonction, prit ou coula une portion de l'escadre ennemie, et força l'autre à se réfugier dans Carthagène, d'où elle ne sortit plus de longtemps.

L'année 1644 commençait sous de meilleurs auspices pour la France que pour la cour de Madrid. Mazarin, acceptant courageusement l'héritage de Richelieu, poursuivait à la fois deux buts, contradictoires en apparence, mais que la victoire pouvait concilier : abaisser l'Espagne, et doter l'Europe de la paix! Nous parlerons, à sa date, de la *paix de Munster,* cette œuvre toute française, ce splendide couronnement des desseins du grand cardinal; mais nous avons d'abord à résumer la lutte de la

France avec l'Espagne en Flandre et en Catalogne, sans oublier l'Allemagne, le seul point de l'Europe où la question religieuse se vide encore les armes à la main.

En effet, les alliances protestantes étaient désormais pour la France une tradition que, depuis Henri IV, on se passait de règne en règne. Ainsi, tout en poursuivant pour la forme les négociations pour la paix, entamées dès 1643, Mazarin, plus pressé de vaincre que de négocier, renouvelait l'alliance héréditaire de la France avec les Provinces-Unies. Par un traité, signé le 1er mars 1644, les deux alliés s'engageaient à ne traiter avec l'Espagne que d'un commun accord; à se soutenir mutuellement en cas d'attaque, et à envahir la Flandre en même temps, l'un par le nord, l'autre par le midi, chacun avec vingt-cinq mille combattants. La Hollande, en échange d'un subside de 1,200,000 livres, se chargeait de fermer l'entrée de la Manche aux flottes espagnoles et de bloquer par mer les ports que la France attaquerait.

Nous ne parlerons pas de l'Angleterre; annulée par ses discordes intérieures, elle avait cessé de peser sur les destinées de l'Europe. Après avoir perdu la partie contre son parlement, l'imprudent Charles Ier était en train de la perdre avec son alliée, l'*Église anglicane*, branche mal détachée du tronc catholique, contre les sauvages ardeurs de l'esprit puritain. L'étoile de Cromwell montait sur l'horizon, et celle de Charles Ier continuait à descendre. Les *presbytériens* d'Écosse, las du joug de Rome et de celui des Stuarts, tendaient la main aux *indépendants* anglais, et jetaient leur épée dans la balance. L'Irlande, ivre de catholicisme et de haine contre l'Angleterre, avait eu, dès 1641, sa Saint-Barthélemy : elle s'était vengée de sa longue oppression en massacrant d'un seul

coup quarante mille Anglais, sans pouvoir extirper de son sol l'opiniâtre conquête qui y avait pris racine. Ainsi ces trois sœurs ennemies, accouplées pour se haïr, tendaient de plus en plus à s'isoler des intérêts et des luttes du continent. Oscillant, comme la France aujourd'hui, entre l'anarchie et le pouvoir absolu, avant d'avoir trouvé le milieu où elle a su s'arrêter, l'Angleterre se repliait sur elle-même, en attendant l'heure de déborder sur le monde.

A cette meurtrière année 1643, en succède une autre non moins sanglante, et la lutte se rallume sur tous les points à la fois. En Flandre, Gaston d'Orléans, jaloux de la gloire du vainqueur de Rocroy, avait réclamé le commandement de l'armée. Sous la tutelle de Gassion son lieutenant, il parvint à s'emparer de Gravelines. L'escadre hollandaise, fidèle à la promesse donnée, était venue compléter le blocus, pendant que le prince d'Orange, attaquant la Flandre par le nord, s'emparait du Sas-de-Gand, la clef du Brabant. Piccolomini, l'ancien adversaire de Gustave-Adolphe, cédé par l'Autriche à l'Espagne, avait remplacé le malheureux Melo; mais ses forces étaient trop inférieures à celles de la France pour qu'il pût rien tenter de sérieux. Gaston, bientôt las de la gloire et surtout du danger, ne tarda pas à repartir pour Paris, et Gassion, poursuivant le cours de ses succès, s'empara de plusieurs places fortes dans l'ouest de la Flandre.

Battue à Rocroy, diminuée partout, l'Espagne n'avait plus qu'une pensée : en finir avec la Catalogne, puis avec le Portugal, pour reprendre ensuite sur le continent ses positions perdues. Condamnée à soutenir la guerre sur tous les points de l'Europe en même temps, réduite en Flandre à une timide défensive, luttant en Allemagne pour le compte de l'Autriche plutôt que pour

le sien, en Catalogne seulement son effort pouvait être sérieux; car là, écraser la révolte était pour elle une question de vie ou de mort. Sauf quelques incursions sans portée, il n'y avait rien à craindre du côté du Portugal[1]; mais derrière la Catalogne il y avait la France! Depuis leur défaite devant Lerida, en 1642, les troupes espagnoles avaient perdu la foi en elles-mêmes et en leur général, et la désertion décimait leurs rangs.

Dans cette situation presque désespérée, une résolution généreuse entra pour la première fois dans l'âme de Philippe IV : il se décida à marcher lui-même à la tête de son armée. Les Cortès de Castille, les seules dans toute la Péninsule sur qui la royauté pût compter, lui votèrent un subside de 24 millions de ducats (192 millions de francs) payables en six ans. Une flotte chargée d'or, qui échappa aux croiseurs anglo-hollandais, vint encore rendre du cœur à l'Espagne. Par un effort désespéré elle mit sur pied vingt mille hommes sur la frontière est de l'Aragon, et elle eut la joie de voir, pour la première fois depuis Charles-Quint, son roi payer de sa personne, et animer ses soldats de sa présence. La reine resta à Madrid pour y activer le recrutement de l'armée. Le rôle de Philippe se borna à passer des revues, et à la première où il assista, les cris de joie des soldats lui tournèrent tellement la tête qu'il écrivit à la reine que ce jour était le plus beau de sa vie!

Avant d'entrer en campagne, le roi fit aux Catalans de nouvelles offres de pardon que ceux-ci refusèrent d'accepter, et la guerre recommença de plus belle. Les débuts furent heureux : l'armée royale avait ouvert le siége de Lerida; les Français, en essayant de le faire lever, se firent battre, avec perte de douze canons, deux mille morts et quinze cents prisonniers. Les maladies désolaient

l'armée, mais Philippe fit bonne contenance, et refusa de quitter le camp; une étincelle de l'esprit de ses ancêtres parut un instant se rallumer en lui! Après quatre mois de siége, la place se rendit enfin, et Philippe y entra en triomphe. Mais Silva, à qui l'on devait la victoire, découragé par la froideur du roi, donna sa démission, et l'armée vit sa retraite avec douleur. Il fut remplacé par l'Italien Cantelmo, qui avait servi sans éclat dans les Pays-Bas.

La Motte, jaloux de réparer sa défaite, vint mettre le siége devant Tarragone. Déjà il était maître du môle et des ouvrages extérieurs, et la ville, après treize assauts et sept mille coups de canon tirés contre elle, ne pouvait tarder à se rendre, lorsque parut l'armée espagnole. La Motte, à qui le siége avait déjà coûté plus de trois mille hommes, se décida à la retraite. Tarragone fut sauvée, et Balaguer, avec le cours de la Sègre et la vallée d'Urgel, tombèrent aux mains des Espagnols.

Encouragé par ces heureux débuts, Philippe eût pris goût peut-être au métier des armes, lorsqu'il fut brusquement rappelé à Madrid par la nouvelle de la mort de la reine. Un érésipèle l'enleva en quelques jours, à l'âge de quarante-deux ans. Depuis la grande Ysabel, la Péninsule n'avait pas eu une reine qui lui fût aussi chère, et sa perte fut vivement sentie. L'hiver fut consacré au deuil et à la retraite. Philippe, malgré les écarts de sa conduite, avait toujours traité son épouse avec les égards que méritaient ses vertus. De ses nombreux enfants deux seulement lui survécurent : Marie-Thérèse, la future épouse de Louis XIV, et l'infant don Balthazar, destiné à une mort prématurée.

Le printemps vit rentrer en campagne les deux armées espagnole et française. Mais en changeant de général,

elles avaient changé de fortune. D'Harcourt remplaçait La Motte, et le renom de ses victoires en Italie l'avait devancé auprès de ses soldats. Le 22 avril, à la tête de douze mille hommes, il ouvrit la tranchée devant Rosas, le dernier port de l'Espagne au pied des Pyrénées. La ville se rendit, après deux mois de siége, et d'Harcourt, animé par le succès, reprit Balaguer aux Espagnols. Il était en train de les chasser de la vallée de la Sègre, quand une conspiration le rappela à Barcelone. Une intrigante de haut parage, la comtesse d'Albis, digne émule des Longueville et des Chevreuse, trama un complot qui avait pour but de livrer la ville au roi d'Espagne. Les principaux conjurés moururent sur l'échafaud; l'auteur seul du complot, par la séduction de sa grâce et de son esprit, parvint à obtenir son pardon. L'Espagne, qui avait repris goût à la victoire, ne pardonna pas à Cantelmo de s'être laissé battre. L'opinion se souleva contre lui; le malheureux en mourut de chagrin, et fut remplacé par Silva.

Philippe n'avait plus reparu à la tête de son armée, et peut-être cette série d'insuccès fut-elle due à son absence. Il était alors à Saragosse, occupé de faire prêter serment par les Cortès d'Aragon à son fils Balthazar. Mais un vieil esprit de résistance, mal dompté par Philippe II, fermentait encore chez cette race opiniâtre. Dans une guerre qui ébranlait toute la monarchie, les Aragonais se refusaient à servir hors de leur province, et voulaient faire consacrer ce privilége par leur souverain. Cette lutte, qui dura plus de trois mois, ébranla la frêle santé de Philippe IV. A peine remis, il partit pour Valence, où l'empressement du peuple à recevoir son roi fit un heureux contraste avec l'esprit de rébellion des Aragonais. En dépit des fâcheux démêlés qui avaient

troublé son premier séjour dans cette ville en 1626, une harmonie bien rare régna entre le roi et les Cortès, que rattachaient à lui les dangers de la monarchie. Il en obtint six mille hommes, équipés et soldés pour six ans.

Dans l'intervalle, la guerre, languissante en Italie, s'était réveillée plus ardente que jamais, en Allemagne et en Flandre, avec le printemps de 1645. Bientôt, grâce aux efforts réunis d'Enghien et de Turenne, grâce à la victoire de Nordlingen, gagnée par eux, un an, jour pour jour (3 août), après la victoire de Fribourg, le cours du Rhin, de Bâle à Coblentz, allait appartenir à la France. Devant l'œuvre de la pacification marchait celle de la conquête ; l'Autriche, avant de se résigner à la paix, avait besoin d'être ramenée, comme l'Espagne, au sentiment de sa faiblesse.

En Flandre, la guerre fut poussée par les deux adversaires avec la même vivacité, et par la France avec le même succès. Le duc d'Orléans, sentant se réveiller son ardeur guerrière, avait repris le commandement de l'armée. Nous ne raconterons pas en détail cette guerre de siéges et d'escarmouches. Gassion et Rantzau enlevèrent aux Espagnols Cassel, Mardyck, Menin et Armentières. Le duc, bientôt rassasié de gloire, quitta le camp pour la cour, et les deux maréchaux opérèrent leur jonction avec le prince d'Orange, Henri Frédéric, frère de Maurice, qui avait entamé la Flandre par le nord, comme les Français par le midi. Ainsi se réalisaient l'un après l'autre tous les plans de Richelieu : franchement exécutée jusqu'au bout, l'alliance hollandaise aurait fini par enlever la Flandre à l'Espagne, pour la partager entre les deux alliés.

La campagne de 1646 semblait, au début, devoir conduire à ces grands résultats : Mazarin, par un effort

héroïque, avait mis sur pied trente mille hommes, sous le prête-nom de Gaston d'Orléans, avec Enghien pour général. Le prince d'Orange avait vingt-cinq mille hommes au Sas-de-Gand, plus une flotte en mer, et les Français étaient sur le canal de Bruges. Le duc de Lorraine et Piccolomini n'avaient en tout que vingt-cinq mille hommes à leur opposer, et, tandis qu'ils tenaient tête à d'Enghien, rien n'empêchait le prince d'Orange, renforcé par une division française, de marcher sur Anvers, et de l'enlever par un coup de main. Mais le descendant de Guillaume *le Taciturne*, dont la santé déclinait rapidement depuis quelque temps, et qui devait bientôt mourir d'une mort prématurée, perdit la tête, et devint incapable de donner un ordre et de prendre un parti. Les généraux espagnols, avertis du danger, accoururent au secours d'Anvers, et l'occasion s'enfuit pour ne plus revenir! Mais la West-Flandre était découverte; l'armée française y prit Courtray et y reprit Mardyck.

Enfin Dunkerque, le port le plus important que l'Espagne possédât sur cette côte, fut assiégé par Enghien et par l'amiral Tromp, à la tête d'une flotte franco-hollandaise. La résistance fut digne de l'attaque; au dire de tous les juges dans l'art de la guerre, le vainqueur de Rocroy se surpassa lui-même dans ce siége mémorable, qui ne dura pas trois semaines. Dunkerque, devenu si redoutable à la France dans les mains de l'Espagne, lui fut rendu pour jamais, et la marine espagnole en Flandre vit ainsi consommer sa ruine. Enfin, pour compléter cette série de succès, Turenne, en Allemagne, par de savantes manœuvres, obtenait, presque sans verser de sang, les résultats d'une victoire, et y faisait prévaloir les armes et la politique de la France.

Revenons maintenant à la Catalogne. Le pape Urbain IV,

dans une pensée de paix, avait convoqué entre les puissances belligérantes une espèce de congrès, pour ébaucher l'œuvre que Munster devait finir. Philippe, découragé par cette série de défaites, offrit aux Catalans une trêve de trente ans. Cette trêve, comme naguère celle de douze ans avec la Hollande, était une reconnaissance implicite de la légitimité de leur rébellion; mais la France insista pour conserver en Catalogne quelques places fortes, et cette prétention, qui révélait des arrière-pensées, fit échouer les négociations.

La paix ayant avorté, la guerre reprit son cours : d'Harcourt vint essayer de reprendre Lerida. Silva étant venu à mourir, l'Espagne, peu riche en généraux, et condamnée à tourner dans un cercle assez étroit, le remplaça par Lleganez. D'Harcourt, en face d'un ennemi qu'il avait déjà battu en Italie, négligea les précautions voulues. Lleganez, tombant à l'improviste sur lui, força ses lignes et débloqua Lerida. L'armée française, après cet échec, se trouva réduite de vingt-deux mille hommes à quatorze, et impuissante à agir.

Dans l'intervalle, le roi était allé faire reconnaître son fils comme héritier du trône par les Cortès de Navarre, vaine espérance que le ciel ne tarda pas à déjouer. Quelques mois après, l'infant expirait à Saragosse, âgé de dix-sept ans à peine, au moment où il allait épouser sa cousine, la fille de l'empereur Ferdinand. L'abus prématuré des plaisirs, qui avait énervé la frêle constitution du père, coûta la vie au fils; car dans cette cour dissolue, c'était par la débauche qu'on émancipait l'héritier de la monarchie. Ainsi les plus tristes traditions du règne d'Olivarez se perpétuaient après lui : vouée à l'atonie physique et morale, cette triste race s'affaiblissait à chaque génération, et s'abâtardissait avant de s'éteindre.

La mort de ce jeune prince, peu digne des regrets qu'il laissa après lui, fut vivement sentie par l'Espagne. Toute espérance de paix était renvoyée bien loin : Marie-Thérèse, seule héritière de la couronne, ne pouvait plus être la fiancée du jeune roi de France sans lui porter l'Espagne en dot; le mariage était rompu avant d'avoir été consommé! Quant à Philippe, la plaie chez lui ne paraît pas avoir saigné longtemps ; car on le voit bientôt demander au plaisir de combler le vide de cette triste vie. Chez Philippe III, l'incapacité était du moins atténuée par un sérieux sentiment des devoirs du chrétien, sinon du roi ; mais ce sentiment est absent chez le fils, supérieur peut-être à son père par l'intelligence, mais inférieur cent fois au point de vue moral, et prêt à subir tous les jougs pour échapper à celui du devoir!

Les historiens espagnols sont d'accord pour déplorer la mort de l'infant, comme si ce jeune prince, toujours tenu à l'écart des affaires, eût pu être réservé à de bien hautes destinées. On pardonne cette illusion à l'Espagne, condamnée à voir passer le sceptre aux mains d'une femme, ou si le roi se remariait, à l'avenir, plus triste encore, d'une longue minorité. Mais en attendant cet avenir, à défaut de fils légitime, le roi avait reporté ses affections sur un de ses fils naturels, dont nous n'avons pas encore parlé. En 1625, Olivarez, pourvoyeur complaisant des plaisirs de son maître, avait attiré à la cour une comédienne qui portait un nom cher aux muses, Maria Calderon, à peine âgée de seize ans, et déjà célèbre par son esprit et sa grâce. De la longue liaison du roi avec la favorite était né un fils qui, heureusement pour lui, semblait ne rien tenir du côté paternel. Aucune idée de déshonneur ne s'attache en Espagne à ce nom de *bâtard* royal, qui sonne si mal à des oreilles françaises. Ainsi

don Juan d'Autriche, au préjudice de son frère Philippe II, avait été longtemps le favori de la nation. Au risque de susciter entre les deux frères la même rivalité, Philippe IV imita l'exemple de Charles-Quint, en donnant au fils de la Calderona le nom si populaire de don Juan d'Autriche.

Le nouveau don Juan avait été, comme l'autre, élevé loin de la cour. A peine arrivé à l'âge de treize ans, le roi le reconnut pour son fils, proclamant ainsi à la face du pays l'affection qu'il avait portée à sa mère. Bientôt il le fit grand prieur de Castille, et gouverneur titulaire des Pays-Bas. La maison du prince fut montée sur un pied si brillant qu'elle éclipsa celle de l'infant Balthazar, au grand déplaisir de la reine et du pays, qui se souvenait encore des convenances quand son roi les oubliait!

Mais du moment où l'héritier du trône eut cessé de disputer le cœur de son père au fils de la Calderona, du moment où celui-ci se trouva le seul représentant de cette dynastie, chère à la nation, malgré toutes ses faiblesses, l'Espagne n'eut plus assez de dignités pour les entasser sur sa tête. Une seule chose lui fut refusée, ce fut le titre d'*infant*, que la pudeur publique défendait de lui donner. Du reste, cet enfant gâté de l'Espagne et de son roi ne se montrait pas indigne de cette haute faveur. Les dons naturels s'unissaient chez lui à ceux de l'esprit. Sa taille était petite, mais gracieuse et bien prise. Il avait de son père la lèvre autrichienne, cachet de cette race abâtardie; de sa mère le teint brun, les yeux, les cheveux noirs, la vive intelligence et la grâce enjouée. Dans ce pays où les fils de roi sont voués à l'ignorance et à l'oisiveté, son éducation avait été celle d'un cadet de famille qui aurait eu sa fortune à faire. Comme Charles-Quint, il était « cinq fois homme, » car

il parlait cinq langues vivantes! Les lettres, les mathématiques, la peinture, la musique, il avait tout cultivé, et réussi dans tout. Il savait forger une épée aussi bien que la manier. Disciple de Platon, il aimait à s'entretenir, même à table, des sujets les plus sérieux. « En somme, dit Clarendon (*History of the Rebellion*, l. XV), il était plein de talents, soit naturels, soit acquis, et l'imagination, chez lui, n'excluait pas le jugement. S'il n'avait pas été en Espagne, où l'éducation penche toujours du côté de l'oisiveté et du plaisir, il eût été capable des plus grandes choses. »

Tant que l'infant avait vécu, le roi avait refusé de se remarier. Mais après sa mort, l'Espagne demandait à grands cris un héritier de la couronne. Philippe résistait encore ; mais une conspiration tramée contre sa vie, pour faire passer le sceptre de la Péninsule dans la maison de Braganza, en mariant l'infante Marie-Thérèse à l'héritier du Portugal, acheva de le décider. Incapable de vouloir par lui-même, alors même qu'il s'agissait de son bonheur domestique, il se laissa fiancer avec sa nièce Marianne d'Autriche, la même qui avait dû épouser l'infant. Un instant, il avait été question de marier le docile monarque avec la fille de Gaston d'Orléans, la *Grande Mademoiselle*, tandis que l'infante aurait épousé le jeune Louis XIV; mais cette double union, qui aurait peut-être resserré les liens entre les deux pays, et évité à l'Espagne bien des désastres, ne put se conclure; la race atrophiée des descendants de Charles-Quint se croisa encore une fois avec celle des monarques autrichiens, et le produit, ce fut Charles II.

La fiancée de Philippe IV était elle-même fille d'une infante espagnole et de l'empereur Ferdinand. Conduite jusqu'à Milan, à travers une série de fêtes, par son frère,

le roi de Hongrie, la future reine s'embarqua à Gênes pour Valence. A quatre lieues de Madrid, Philippe vint au-devant de sa fiancée. L'archevêque de Tolède bénit leur union, et les deux époux firent à Madrid leur entrée, au milieu des fêtes et des arcs de triomphe. Le roi, qui n'avait pas d'argent pour payer ses troupes et ses créanciers, en trouva pour ces vaines parades qui absorbaient le plus clair des revenus de la monarchie.

Voici le portrait, peu flatté, que Clarendon nous trace de la jeune reine : « Blonde comme une Autrichienne, elle était de petite taille, la face ronde, le corps disposé à l'embonpoint. Avec un goût naturel pour l'intrigue, elle avait un caractère faible, soupçonneux et vindicatif. » Ajoutons que, prévenue contre la nation sur laquelle elle venait régner, elle arrivait en Espagne peu soucieuse de se faire aimer d'un peuple qu'elle n'aimait pas. Dès le début, elle témoigna à Juan d'Autriche une malveillance bien naturelle, et se montra jalouse de lui, au nom du fils qu'elle pourrait avoir : juste châtiment des légèretés de Philippe, qui jetait ainsi le trouble dans son ménage, même avant que Dieu lui eût donné un héritier.

Mais le pire cadeau que la jeune reine fit à l'Espagne, ce fut son confesseur, le père Nithard, jésuite appartenant à cet ordre trop fameux, habitué à régner sur l'Espagne de moitié avec ses rois. Né, comme la plupart des membres du clergé, dans les derniers rangs de la société, ses talents et son esprit d'intrigue le firent bientôt appeler de l'Église à la cour, et quand la princesse partit pour l'Espagne, l'Empereur ne crut pas pouvoir la remettre en des mains plus sûres. Maître absolu de l'esprit de la jeune reine, on peut lui attribuer sans injustice la plupart des fautes qu'elle commit, et dont, à

dix-sept ans, elle était moins responsable que le moine astucieux qui la dirigeait.

Ce mariage vint encore resserrer les liens qui unissaient l'Espagne à l'Autriche. La cour de Madrid invoqua l'appui de celle de Vienne que, depuis trente ans, elle aidait de son or, de ses généraux et de ses soldats. L'Autriche répondit à son appel en envoyant en Flandre, avec une petite armée, l'archiduc Léopold, pour y succéder comme vice-roi au cardinal-infant et à l'archiduc Albert; car l'Autriche et l'Espagne semblaient régner de compte à demi sur cette Flandre qui, depuis Charles-Quint, appartenait à tout le monde excepté à elle-même! La France, de son côté, resserrait son alliance avec la Suède, sa fidèle auxiliaire dans la guerre que Turenne poussait en Allemagne avec une rare vigueur. Le 14 mars, elle força, l'épée sur la gorge, les deux plus dévoués champions de l'Empire, le duc de Bavière et l'électeur de Cologne, à signer un traité de neutralité, et ce double triomphe des armes et de la politique française aplanit les voies à la paix de Munster.

L'archiduc, exploitant les divisions des deux généraux ennemis, Gassion et Rantzau, s'empara d'Armentières, de Comines, de Landrecies et de Dixmude. De leur côté, les Français se rendirent maîtres de la Bassée, de l'Écluse et de Lens, où Gassion laissa la vie, et la campagne se termina sans résultats sérieux. Mazarin, impatient de frapper un coup décisif sur les bords de l'Escaut comme sur ceux du Rhin, rappela Condé de la Catalogne, où il était allé mettre le siége devant Lerida. Dès février, les deux armées étaient en campagne. L'archiduc, après une tentative manquée sur Courtray, finit par s'en emparer, pendant que Condé entamait le siége d'Ypres, et s'en rendait maître dix jours après la tranchée ouverte.

L'Espagne, effrayée, envoya en Flandre de puissants renforts. Pendant que Rantzau essayait sur Ostende un coup de main qui échoua, Condé, avec ce merveilleux instinct qui lui révélait tous les secrets de l'art de la guerre, parvint à annuler la supériorité de l'ennemi en paralysant tous ses mouvements, et en le forçant à reculer jusqu'à Landrecies. Tout d'un coup, l'archiduc, échappant par une marche rapide aux savantes combinaisons de Condé, va près de la mer, à l'autre bout de la Flandre, s'emparer de Furnes. Condé, manquant de vivres, de munitions et d'argent, n'aurait pas pu longtemps tenir la campagne; mais un renfort de quatre mille Weymariens, débris de la guerre de Trente ans, lui permit de reprendre l'offensive. Dès lors, plus confiant que jamais dans son étoile, Condé se dirigea sur Lens, que venait d'enlever l'archiduc, résolu, malgré l'infériorité du nombre, à risquer une bataille.

Le 19 août, les deux armées étaient en présence. Deux des meilleurs généraux de l'Autriche, Beck et l'ex-duc de Lorraine, servaient sous l'archiduc avec l'élite de la cavalerie allemande. La position des Austro-Espagnols était si forte que le prince, malgré toute son audace, n'osa pas les attaquer. Par une manœuvre hardie, mais pleine de périls, il se décide, comme César à Pharsale, à attirer par une feinte retraite l'ennemi hors de ses lignes. Aussitôt Beck, avec sa cavalerie, se met à la poursuite des Français, et culbute leur arrière-garde, trop éloignée du centre. Condé accourt pour rétablir l'ordre, et est sur le point d'être tué ou pris. L'armée espagnole s'ébranle tout entière pour soutenir son avant-garde. Alors le vainqueur de Rocroy, par une de ces illuminations soudaines qui n'appartiennent qu'au génie, substitue en quelques minutes un ordre de bataille

improvisé à l'ordre de marche qu'a dérangé l'ennemi. Son armée, au lieu de s'étendre en longueur, fait une brusque volte-face, et se déploie en largeur dans la plaine. Sa première ligne de cavalerie a été renversée, il la remplace par la seconde. Sur un mamelon qui borde la route, il dresse une batterie de vingt canons pour prendre en écharpe Beck et ses cavaliers. A la tête de l'aile gauche il met Grammont, Châtillon au centre avec l'infanterie, confie la réserve au Suisse d'Erlach; lui-même enfin, se plaçant à la tête de l'aile droite, change de rôle avec ceux qui le poursuivaient, et les attaque à son tour.

Condé ne fait pas de discours comme les héros de Tite-Live, mais il jette trois noms à ses soldats : « Amis, souvenez-vous de Rocroy, de Fribourg et de Nordlingen ! » Puis, à la tête de sa cavalerie, il dirige une charge terrible sur celle de Beck. La première ligne de l'ennemi est rompue, la seconde tient bon, et enfonce à son tour les lignes françaises. Mais Condé est là pour les rallier et les ramener au combat. Beck et les *reîtres* allemands soutiennent la lutte avec un courage héroïque; Condé a trouvé un adversaire digne de lui! Mais, par une charge faite à propos avec sa réserve, d'Erlach vient enfin décider la victoire. Un coup de feu jette à bas le général ennemi, et ses braves cavaliers, rompus et dispersés, se décident malgré eux à fuir.

A l'aile droite, Grammont, avec sa cavalerie, avait en face de lui les cavaliers espagnols et wallons. Il reçoit leurs décharges sans s'ébranler, puis les attaque avec tant de furie qu'il les met en déroute. Au centre, Châtillon n'a en face de lui qu'une troupe de réserve, au lieu de ces vieilles bandes espagnoles, ensevelies à Rocroy. Là, le combat n'est pas sérieux, et l'ennemi est

bientôt enfoncé sur toute la ligne. La cavalerie française, se déployant à l'aise dans ces vastes plaines, poursuit les fuyards, et les sabre sans pitié. Dès lors, ce n'est plus un combat, mais un massacre. Trois mille hommes sont restés sur le terrain ; cinq mille prisonniers, l'artillerie, les bagages tombent au pouvoir des Français. L'archiduc, traînant après lui les débris de son armée, abandonne Lens et Furnes à Condé pour reculer jusqu'à Douay.

La France peut envoyer maintenant ses députés à Munster, car elle est sûre d'y dicter la loi. Le grand but est atteint, l'Espagne et l'Autriche sont abaissées du même coup; l'empire du continent appartient à la France. Elle a conquis la liberté de conscience, non pas pour elle, hélas! car elle s'en soucie peu, mais pour l'Europe protestante qui s'abrite sous sa bannière. En même temps, par un étrange contraste, le *Te Deum*, chanté à Paris pour la victoire de Lens, déchaîne les factions de la Fronde qui semblaient attendre ce signal. Mazarin voit surgir pour lui, à l'intérieur, des difficultés plus grandes que celles qu'il a vaincues au dehors.

En Allemagne, une dernière victoire livre la Bavière à la discrétion de la France. L'Autriche est ouverte, et l'Empereur condamné à traiter, sous peine de voir sa capitale envahie. La guerre ne peut plus continuer sans amener des désastres pour les deux puissances contre qui la fortune s'est prononcée. Sous peine de périr, il faut traiter. La triste vérité apparaît, à l'Autriche d'abord, puis à l'Espagne qui, depuis des années, se refusait à l'apercevoir. Dès juillet 1643, les négociations pour la paix s'étaient ouvertes à Munster. Les deux cours de Vienne et de Madrid y avaient envoyé leurs ambassadeurs; mais la France et la Suède s'étaient abstenues,

attendant pour traiter de nouvelles victoires. Quant à la Hollande, en dépit de son récent traité avec la France, la méfiance s'était glissée entre ces deux alliés, trop opposés de nature et d'intérêts pour rester longtemps unis.

Nous ne raconterons pas les longues négociations qui précédèrent la paix de Munster. Ce travail a été fait avec autant de conscience que de talent par M. Henri Martin dans sa belle *Histoire de France*. Mais avant d'exposer les principales clauses de cette paix qui va changer la face de l'Europe, il importe de bien établir la situation de chacune des puissances engagées dans le conflit. Commençons par la France : des trois grands hommes qui ont fondé la politique française, le premier, Henri IV, attaquait pour se défendre, Richelieu pour conquérir, Mazarin pour conserver. Mais au fond c'est la même politique, et elle se résume en trois grands buts : fonder en Europe l'équilibre des pouvoirs, la liberté de conscience, et faire rentrer la France dans ses limites naturelles ; et pour atteindre à ces buts, il ne lui a pas fallu moins d'un demi-siècle de guerres.

Au fond, l'Autriche n'était pas, comme l'Espagne, l'ennemi personnel et héréditaire de la France. Sans doute, elle opprimait les protestants allemands, les vieux et fi dles alliés du *roi très-chrétien;* elle lui rognait au nord-est sa frontière, depuis Bâle jusqu'aux Trois-Évêchés ; elle faisait, par l'Alsace et par la Lorraine, deux fiefs de l'Empire, une enclave menaçante sur son territoire. Mais si l'Allemagne était près, l'Empire était loin, et ne touchait la France que sur un point ou deux de son vaste contour. Jamais, aux plus mauvais jours de son histoire, elle n'avait vu les armées impériales s'établir à demeure dans sa capitale, et la traiter en pays conquis. Jamais

l'Autriche n'avait songé à faire d'une de ses princesses, comme de la fille de Philippe II, une *reine propriétaire* de la France, et à infliger à son orgueil national une de ces blessures qui ne se guérissent point! L'Espagne, au contraire, était partout, l'enserrait de tous côtés, par terre comme par mer, et débordait sur elle par toutes ses frontières. Sur les deux mers ses flottes se heurtaient avec celles de la France. Au midi, le Roussillon et la Cerdagne, à peine reconquis, laissaient à l'invasion une porte toujours ouverte. Au nord, la Flandre, espagnole malgré elle, la séparait de la Hollande, son alliée, et plantait le drapeau castillan à vingt-cinq lieues de sa capitale. La Franche-Comté, autre poste avancé de l'Espagne sur son territoire, la séparait de la Suisse, sa plus vieille alliée. Enfin la Savoie, française par sa langue, mais italienne par son histoire, ouvrait à l'Italie du nord, c'est-à-dire à l'Espagne, une porte pour franchir les Alpes. Si l'Italie restait espagnole, il fallait que la Savoie fût française, la politique le commandait, aussi bien que la géographie.

Mazarin voulait sincèrement la paix avec l'Autriche, à condition de la dicter; mais avec l'Espagne il préférait une trêve, qui le laisserait libre de poursuivre ses avantages. Sans doute il voyait dans la paix un digne couronnement de ce long effort de la France pour devenir l'arbitre du continent; mais l'Espagne n'était pas encore assez humiliée pour céder, et il fallait pour l'y amener une nouvelle série de victoires. Du reste, l'avantage que la France avait sur ses adversaires, c'était de savoir ce qu'elle voulait. De l'Empire elle exigeait l'Alsace et la Lorraine, son complément nécessaire, avec le cours du Rhin jusqu'à Philippsbourg. Quant à l'Espagne, elle entendait garder ce qu'elle lui avait repris, le Roussillon

et la Cerdagne, avec toutes les places qu'elle occupait en Flandre et en Artois. En Italie, elle voulait bien renoncer au Piémont et au Montferrat, pourvu que l'Espagne y renonçât comme elle, et lui laissât Pignerol, c'est-à-dire une porte ouverte pour y rentrer au besoin. Enfin, si la cour de Madrid y consentait, elle était prête à échanger sa souveraineté nominale sur la Catalogne contre la Flandre, éternel point de mire de son ambition.

La Suède avait aussi ses prétentions qui, heureusement, ne contrariaient pas celles de la France. Elle réclamait la Poméranie, avec un port sur la Baltique et quelques districts du Hanovre, afin d'avoir, elle aussi, sa porte ouverte sur l'Allemagne. Depuis que la France, la *fille aînée de l'Église,* prenait une part directe à la guerre de Trente ans, elle était souvent embarrassée de son rôle de tutrice des intérêts protestants. Richelieu et Mazarin, cardinaux tous deux, en faisant la guerre à l'Empire, étaient obligés de ménager Rome, et de tenir la balance entre les réformés et les catholiques allemands. La Suède, au contraire, fidèle aux traditions de Gustave-Adolphe, faisait passer les intérêts religieux avant les intérêts politiques, et la France, sous ce rapport, avait à la contenir plutôt qu'à l'exciter; mais leur accord n'en était pas moins réel, les deux alliés ayant les mêmes intérêts sans avoir les mêmes tendances.

Restait la Hollande, peuple sérieux, calculateur, déjà habitué à compter en Europe, et qui voulait être maître chez lui, sans sacrifier ses intérêts ou ses penchants à ceux de son puissant allié. De Henri IV à Mazarin, la France avait rendu trop de services à la Hollande pour que la reconnaissance ne pesât pas à celle-ci. Déjà les rivalités commerciales l'avaient brouillée avec l'Angleterre; l'empire même des mers s'était trouvé trop étroit pour

être partagé! La pomme de discorde entre la France et les Provinces-Unies, ce fut la Belgique. Comme tous les peuples libres, la Hollande était divisée. Deux partis puissants s'y disputaient le pouvoir : le parti militaire, celui du prince d'Orange, poussait au maintien des traités, et au partage de la Belgique entre les deux alliés. Mais le parti de la paix, celui des riches marchands, qui voulaient jouir des biens acquis, sans s'occuper des affaires de leurs voisins, ce parti était en réalité le pays tout entier; car les peuples riches sont peu soucieux de gloire, et l'on craint volontiers de perdre, dès qu'on n'a plus besoin d'acquérir. Ce dernier parti se méfiait de la France, non sans raison : la Belgique, morcelée, ruinée par le blocus incessant qui l'assiégeait par terre et par mer, lui convenait bien mieux pour voisine que cette redoutable France, grandissant à chaque règne, gagnant une province après chaque victoire, et toujours prête à opposer à l'Europe sa formidable unité. Dans le royal enfant que Mazarin élevait, comme un infant d'Espagne, dans l'ignorance et l'oisiveté, elle pressentait un ennemi, et était bien aise de laisser la Belgique entre la Hollande et lui.

De l'autre côté se trouvait l'Autriche, épuisée comme l'Allemagne par cette guerre de géants, qu'elle soutenait à elle seule depuis trente ans, sans autre alliée que l'Espagne, tandis que ses adversaires, changeant sans cesse, se relayaient pour recommencer le combat. Après l'électeur palatin et le roi de Danemark, Gustave-Adolphe était descendu dans la lice. Puis la France était venue à son tour recueillir l'héritage du vainqueur de Lutzen, et prendre en main la cause de l'Allemagne protestante, bien décidée à ne pas lâcher prise que la question ne fût vidée. De succès en succès, elle en était arrivée, avec la

Lorraine et l'Alsace pour point de départ, à franchir le Rhin, à s'établir en Allemagne, à détacher de l'Autriche tous ses alliés par la peur ou par l'intérêt, et à la forcer de choisir entre l'invasion ou une paix déshonorante. Dompté par la nécessité, Ferdinand III, héritier des prétentions de son père sans l'être de sa fortune, avait enfin pris son parti de céder, en autorisant la France à garder ce qu'elle avait conquis en deçà de ses frontières naturelles, en laissant la Suède prendre pied sur le sol allemand, et en accordant aux protestants la liberté de conscience.

Mais l'heure de céder n'était pas venue pour l'Espagne. Son intérêt, son honneur surtout étaient trop engagés dans la lutte. Après avoir vu un roi de France prisonnier à Madrid, pouvait-elle se résigner à la paix tant que l'invasion n'aurait pas franchi le rempart des Pyrénées, et qu'un pouce de terre lui resterait sur le continent? La nécessité lui apparaissait bien, comme à l'Autriche, mais elle fermait les yeux pour ne pas la voir. La science, si difficile et si rare, de céder à propos manquait à ce peuple, habitué à vivre dans le passé, et qui s'attendait toujours à le voir renaître. Entre l'Autriche et la France, il n'y avait que du sang versé ; entre l'Espagne et la France, il y avait l'orgueil de deux grands peuples, et le souvenir des souffrances infligées ou subies. La marche des négociateurs français à Munster était donc toute tracée : faire payer cher à l'Autriche la paix dont elle avait besoin, appuyer les prétentions de la Suède, et faire exclure l'Espagne du traité, pour se réserver la liberté d'achever sa défaite.

Après ce coup d'œil jeté sur la situation des grands États de l'Europe en 1648, on en comprendra mieux les questions compliquées que le traité de Munster avait à

résoudre. Mais avant de nous occuper des intérêts matériels, un mot d'abord sur les questions religieuses, qui tenaient la première place dans les préoccupations de l'Allemagne, et la deuxième seulement dans celles de la France. Le point de départ du traité de Westphalie, c'est la *paix de religion*, signée par Charles-Quint, à Augsbourg, en 1555, testament politique du grand empereur, forcé de léguer à l'Allemagne la liberté de conscience qu'il a combattue toute sa vie. Le congrès « passe outre à toutes protestations, au dedans comme au dehors de l'Empire; » il brave ainsi les foudres impuissantes que Rome essayera de lancer contre le traité; car le monde a marché, si la papauté est restée immobile! La grande fédération catholique du moyen âge, avec le pape à sa tête, a disparu pour jamais; elle est remplacée par une sorte de fédération monarchique, où l'Europe entrevoit, plutôt qu'elle ne le fonde, l'équilibre du pouvoir entre les États qui la composent, et aspire timidement à ôter au caprice des rois le droit de déchaîner la guerre sur le monde.

Le libre exercice de leur culte est garanti aux catholiques sous des princes réformés, comme aux réformés sous des princes catholiques. Dans les villes ou États mixtes, les protestants auront la moitié des charges municipales, avec droit égal aux hôpitaux, aux aumônes et aux cimetières. Les luthériens de l'Autriche auront leurs lieux de culte, et ne pourront être expulsés par l'Empereur. Enfin, à la Diète germanique comme à la *Chambre Impériale* de Spire, les deux religions auront un nombre égal de représentants. Remarquons en passant que toutes les garanties accordées aux luthériens le sont aussi aux calvinistes. Ainsi le droit public allemand en 1648 est plus avancé, plus libéral que les mœurs

publiques ne le sont de nos jours dans les pays de vieux luthéranisme. Mais comme il faut que l'étroitesse, dans ce siècle, se retrouve même à côté de la largeur, « les trois sectes », catholique, luthérienne et calviniste sont seules tolérées dans l'Empire, et les anabaptistes se trouvent ainsi exclus du droit commun.

Passons maintenant aux questions politiques. Ce qui frappe au premier abord dans tous les traités de ce genre, c'est qu'il y a toujours quelques iniquités accomplies sur lesquelles on n'essaye pas de revenir. Comme tout congrès, celui de Munster a ses victimes nécessaires, sacrifiées à la paix publique, *boucs émissaires* immolés pour les péchés du peuple! Ainsi en est-il, en Allemagne, de l'ex-électeur palatin, Frédéric, roi de Bohême, en France de l'ex-duc Charles de Lorraine, général maintenant au service de l'Autriche. On a besoin du duc de Bavière qui a hérité, du vivant même de l'infortuné Frédéric, de son titre d'électeur, et du haut Palatinat; on les lui laisse tous les deux, en réservant au fils, par respect humain, un débris de l'héritage paternel.

Mais cette exception une fois reconnue, il faut rendre justice au traité de Westphalie : il cherche sincèrement à fonder une Allemagne libre et autonome, autant qu'elle peut l'être sous la tutelle de l'Empire. Il prend volontiers en main la cause des persécutés, en religion comme en politique. La fédération germanique est érigée en une sorte d'assemblée amphictyonique, destinée à prévenir les hostilités au sein de l'Empire, et qui réalise presque la *république chrétienne*, le rêve de Sully.

La première part faite est celle du lion, c'est-à-dire de la France : Metz, Toul, Verdun, les *Trois-Évêchés*, déjà reconquis par elle, lui sont cédés, ainsi que Pigne-

rol, par l'Empereur, le Piémont étant un fief de l'Empire; plus Brisach, Landau, Philippsbourg, avec la haute et basse Alsace, à une seule condition, celle d'y maintenir la religion catholique. La navigation du Rhin est déclarée libre. Quant à la Lorraine, l'Empereur n'ose pas faire à son vassal l'injure de céder son duché à la France; mais il réserve à lui, aux électeurs et aux États de l'Empire le droit « d'avancer, par offices pacifiques, le différend entre l'Espagne, la France et le prince dépossédé », dont il abandonne la cause, tout en se réservant le droit de la défendre. En échange de toutes ces cessions, la France restitue à l'Empire le Brisgau et la forêt Noire.

L'Empereur, aux dépens de qui se constitue une nouvelle Allemagne, cède à la Suède la Poméranie de l'ouest et les bouches de l'Oder, plus Wismar, Brême et Verden. Quant aux réformés allemands, ils payeront à la Suède 5 millions d'écus les services qu'elle leur a rendus. L'Empereur et l'Empire d'un côté, la France et la Suède de l'autre, s'engagent à ne prêter aucun appui à leurs ennemis respectifs. Le *cercle de Bourgogne* (Pays-Bas espagnols) continue nominalement à faire partie de l'Empire; mais l'Empereur et les États allemands s'interdisent de prendre part à la guerre qui s'y poursuit. Ainsi l'Espagne, demeurée par sa faute en dehors du traité, est abandonnée par l'Autriche dont elle a, depuis un siècle, partagé la bonne et la mauvaise fortune. Jusqu'au dernier moment, l'Empire, l'Allemagne, la Suède, tous les États intéressés à assurer la paix sur des bases solides, l'ont engagée à céder; mais leurs instances ont échoué contre l'inflexible obstination de ses représentants, et contre cette fausse idée que les troubles de la Fronde devant briser le nerf de la France, les vaincus

de Rocroy et de Lens auront maintenant meilleur marché d'elle.

Un autre motif soutient encore l'Espagne dans son héroïque entêtement : elle a réussi à détacher la Hollande de la France, en lui montrant en perspective le mariage de Louis avec une infante espagnole qui lui apporterait la Flandre pour dot. Bien plus, elle en a fait son alliée, en abaissant son orgueil jusqu'à accepter des sujets révoltés pour arbitres, dans ce sanglant démêlé qui dure déjà depuis près d'un siècle.

Le 30 janvier 1648, le traité a été signé dans le plus grand secret. La Hollande a cru sauver son honneur, et voiler sa trahison en stipulant la vaine réserve « d'une satisfaction à donner à la France ». L'Espagne, confessant son impuissance, reconnaît l'indépendance des Provinces-Unies, deux fois insurgées, contre elle et contre le saint-siége. Elle reconnaît du même coup toutes les conquêtes faites par les Hollandais aux dépens du Portugal, c'est-à-dire à ses dépens, dans l'Inde et le Brésil. Enfin elle sanctionne, avec la fermeture de l'Escaut, la ruine définitive de la Flandre.

Mazarin, dont la diplomatie était rarement en défaut, ignora ce traité jusqu'à ce qu'il fût signé. Il se plaignit, non sans raison, de l'ingratitude des Hollandais, et peut-être est-ce lui qui, avant de mourir, transmit à Louis ses rancunes, et amena plus tard l'imprudente expédition du *grand roi* contre la vieille alliée de la France.

Ainsi, de tous les peuples engagés dans le conflit, l'Espagne demeure seule en dehors de la paix de Munster, seule en face de la France son ennemie, et de l'Europe pacifiée, qui restera spectatrice du combat! Mazarin n'a plus qu'une pensée : humilier la cour de Madrid

pour lui vendre la paix plus cher, et réaliser son rêve favori en échangeant avec elle la Catalogne contre les Pays-Bas; car Mazarin, homme d'État de l'école de Richelieu, n'aime pas la guerre pour la guerre, pas même, comme on l'en a accusé à tort, pour se maintenir au pouvoir. Il n'est pas insensible à une gloire plus haute, celle de donner la paix à l'Europe. Mais pour que cette paix soit durable, il faut forcer l'Espagne dans ses derniers retranchements, lui enlever les Pays-Bas, en attendant Naples et Milan, et l'exiler de l'Europe pour la refouler au delà de ses Pyrénées.

Tel est le traité de Munster, la plus glorieuse peut-être, la plus bienfaisante, à coup sûr, de toutes les victoires de la France! Celle-là n'a coûté ni sang ni larmes à l'humanité, et c'est pour cela que son œuvre a duré! En ce qui touche la liberté religieuse, le traité de 1648 régit encore l'Allemagne. C'est le triomphe de la force, il faut bien en convenir, mais de la force mise au service du droit! C'est peut-être le seul congrès qui, dans son ensemble, ait été inspiré par une pensée de réparation, et qui ait au moins voulu le bien, s'il ne l'a pas toujours fait. On sent qu'un principe supérieur plane sur lui avec la grande ombre de Gustave-Adolphe, et que des intérêts plus hauts que ceux de ce monde y sont engagés. De ce traité date pour l'Allemagne un droit public nouveau, souvent violé par la conquête, mais qui a fait de 1648 la plus grande date de son histoire. S'il n'a pu asseoir sur des bases immuables la grande fédération germanique, s'il n'a pu détruire cet esprit de morcellement, ce *particularisme* opiniâtre qui est dans le sang de la race, du moins il l'a affranchie pour jamais du joug énervant de l'Autriche et des jésuites. A-compte sur l'unité qu'elle poursuit en vain

depuis tant de siècles, et qu'elle vient de conquérir enfin, sans savoir si elle pourra la garder, ce traité a fait sentir à l'Allemagne sa solidarité; il a réveillé dans tous ses membres épars le sentiment de la vie nationale qui, à dater de ce jour, a eu connaissance d'elle-même, et s'est affirmée en face de l'Europe.

Dans ce mémorable congrès, le rôle le plus grand a été incontestablement celui de la France. Elle y est apparue pour la première fois comme l'arbitre du continent et son médiateur armé, et a usé de cette dictature morale pour réparer bien des iniquités. Elle y a gagné l'Alsace, le Rhin, et bientôt la Lorraine, en attendant l'héritage de l'Espagne, qui reste à recueillir. En 1648, la France en est à ce point culminant où le flot qui monte a atteint ses limites. Louis XIV bientôt essayera de les dépasser, et le flot alors ne tardera pas à descendre [1].

1. Les principales sources pour l'histoire de la paix de Munster sont : Bougeant, *Hist. du traité de Westphalie; Mémoires du maréchal Duplessis; Mémoires de Monglat; Mém. de Turenne;* Coxe, *Hist. de la Maison d'Autriche;* Puffendorf, *Hist. de Suède,* t. II; *Mém. de Grammont;* Coste, *Vie de Condé;* Dumont, *Traités diplomatiques,* t. VI; Woltmann, *Geschichte des Friedes von Münster,* 2 vol. Leipsick; Schiller, *Gesch. des dreissigjährigen Krieges;* Larrey y Limiers, *Historia del reynado de Luis XIV;* Vivanco, *Hist. ms. de Filipe IV, apud* Lafuente, t. XVI.

LIVRE XXXVIII.

CHAPITRE I.

MASANIELLO, OU L'INSURRECTION DE NAPLES.

1647.

L'historien de l'Espagne a rarement à parler de l'Italie, et, s'il en parle, ce n'est que pour raconter ses malheurs. Vassale depuis un siècle et demi des monarques castillans, elle n'a sa place, dans les annales de la Péninsule, que sur l'arrière-plan, comme une province conquise. Il n'est question d'elle que quand la France et l'Espagne s'en disputent la possession, ou quand l'excès de l'oppression la pousse à la résistance. Son vice en même temps que son malheur, c'est sa faiblesse et son manque d'unité, deux torts dont l'un explique l'autre. Et puis, son passé, trop grand, trop lourd à porter, pèse sur elle et l'écrase. On ne peut pas être et avoir été : la Grèce et l'Italie sont là pour l'attester! Avant ce douloureux travail de décomposition d'où est sortie l'Europe du moyen âge, le monde avait gémi trop longtemps sous le poids de l'unité romaine pour ne pas s'en venger sur ses anciens maîtres. L'Italie a payé pour

les torts de la vieille Rome, et c'était justice : la Providence, qui mène l'histoire en se cachant derrière elle, fait toujours, à la suite de la faute, marcher le châtiment. L'homme peut y échapper, pour le retrouver dans une autre vie où tout est remis à sa place ; mais c'est dans celle-ci qu'il faut atteindre les nations, êtres collectifs dont la responsabilité n'existe qu'ici-bas.

Après les barbares, une autre verge dont Dieu s'est servi pour châtier l'Italie, c'est la papauté. Héritière de l'antique Rome, dont elle a l'ambition sans la force, si elle s'était contentée de régner sur le monde à titre spirituel, le monde se serait courbé sous le joug, en attendant l'heure de le briser ; l'Italie n'aurait pas payé de son indépendance et de son unité les torts de Rome moderne comme ceux de l'ancienne. Mais le successeur des apôtres n'a pas eu assez de la tiare, il lui a fallu un sceptre ; roi lui-même, il a voulu faire et défaire des rois, fatale ambition qui a déchaîné sur l'Italie et sur la papauté, toujours solidaires, l'invasion étrangère et la servitude qui, pour le saint-siége, alterne avec la tyrannie.

De tous les États de cette belle Italie, si richement dotée, le plus malheureux, c'était le plus riche, mais aussi le plus faible, Naples, devenu province de l'Espagne, mais qui se souvenait d'avoir été un royaume. La Sicile, attelée au même joug, le supportait avec moins de patience, et se révoltait au besoin quand Naples ne savait qu'obéir. Une insurrection, provoquée par les rigueurs maladroites du marquis de los Velez, venait de donner à l'Espagne un salutaire avertissement. En 1646, une sécheresse prolongée avait amené à sa suite la disette. L'île gémissait sous le poids des impôts, aggravé par des guerres toujours malheureuses. Velez, avec un mélange inouï d'imprévoyance et d'arbitraire, crut

couper court au mal en défendant aux boulangers, sous peine de mort, d'augmenter le prix du pain. Ceux-ci renoncèrent bientôt à vendre à perte; le pain manqua, et la disette menaça de se changer en famine. Palerme courut aux armes. Un fabricant de cuirs, nommé Alessio, citoyen honnête et dévoué, donna à l'insurrection ce qui lui manquait, un chef, un plan, un but. Le peuple pilla d'abord les maisons des percepteurs de l'impôt, puis celles des agents de l'autorité, puis celles des partisans de l'Espagne. Les prisons furent ouvertes, et la populace, altérée de vengeance, se livra à tous les excès.

Velez, aussi lâche, aussi perfide qu'il avait été violent, plia devant l'insurrection, sauf à regagner plus tard le terrain perdu. Il commença par se sauver sur les galères que l'Espagne tenait toujours à la portée de ses vice-rois, à Naples et en Sicile, comme un point d'appui ou comme un refuge. De là il se mit à négocier avec les rebelles, et finit par supprimer les nouveaux impôts. Mais un peuple soulevé est un créancier impitoyable : il exige d'autant plus qu'on lui a plus accordé. Bientôt il réclama l'abolition de toutes les taxes établies depuis Charles-Quint, et le rétablissement de tous ses anciens priviléges. Si Palerme eût été seule, Velez eût résisté peut-être ; mais la contagion gagna bientôt toutes les villes de la Sicile, sauf Messine, toujours d'un côté quand Palerme était de l'autre. Déjà Alessio commençait à négocier avec la France, qui venait de prendre pied dans l'île d'Elbe, et dont les flottes menaçaient Naples et la Sicile. Le cas devenait grave, l'Espagne allait payer la rançon des haines qu'elle soulevait partout. Mais le vice-roi sut réveiller dans le peuple les rancunes mal éteintes qui y couvaient contre les Français depuis les *Vêpres siciliennes*. Les loyaux efforts d'Alessio pour

réprimer les excès de la populace soulevèrent contre lui les fainéants et les bandits qui ont toujours peuplé la Sicile. Les nobles, sur qui s'appuyait Velez, dont la devise, comme celle de tous les vice-rois, fut toujours de diviser pour régner, attisèrent la discorde, et Alessio fut massacré dans une émeute. Le vice-roi se hâta de retirer toutes ses concessions, et le joug espagnol s'appesantit de nouveau sur ce malheureux pays.

Mais Naples allait reprendre plus sérieusement l'œuvre avortée en Sicile. Si excitable que soit un peuple, il ne se soulève jamais sans cause ; car c'est chose grave qu'une insurrection, et pour déborder il faut que la mesure soit comble ! La révolte de la Catalogne était, certes, assez motivée ; mais celle de Naples, vraie colonie de l'Espagne sur le continent, vouée à la spoliation et à la servitude, s'explique par des causes bien autrement profondes. Un double impôt, d'or et de sang, pesait sur elle, et à chaque règne la charge s'aggravait. Ainsi le cardinal Granvelle, l'un des moins durs parmi tous ses vice-rois, avait tiré du royaume, en quatre ans, 2,100,000 ducats (16,100,000 francs) ; Miranda, en neuf ans, sut en extraire 6,000,000 de ducats (42,000,000 de francs), engloutis dans le gouffre sans fond de l'*Armada*. Olivarez, le père du favori, donna à son fils un exemple, que celui-ci ne devait pas suivre, en attaquant courageusement les abus et en essayant de retrancher les dépenses inutiles. Mais, à la mort de Philippe II, il fut rappelé comme donnant un mauvais exemple. Sous le comte de Benavente, tous les priviléges accordés par Charles-Quint furent foulés aux pieds ; l'oppression et l'arbitraire se déchaînèrent sans pudeur sur ce malheureux pays.

Zapata, le premier vice-roi nommé par Philippe IV,

homme droit et bien intentionné, fut d'abord populaire; mais des émeutes continuelles, provoquées par de nouveaux impôts, le firent remplacer par le duc d'Albe. Celui-ci désirait sincèrement alléger les charges qui pesaient sur le pays; mais les demandes incessantes d'hommes et d'argent qui lui venaient de Madrid contrarièrent ses bonnes intentions. Au fléau de la domination étrangère vinrent se joindre ceux de la nature, famines, tempêtes, tremblements de terre. Ajoutez-y les incursions des pirates barbaresques, enfin les déprédations des bandits, plus maîtres du pays que les Espagnols eux-mêmes. Pour se délivrer d'eux, il fallut, après un pardon général, les enrôler en masse dans l'armée royale.

Le duc d'Alcalá, successeur d'Albe, toujours prêt à céder aux insatiables exigences de la cour, porta au comble la misère du royaume. Une banqueroute était imminente ; on n'y échappa qu'en mettant en vente les domaines de la couronne. L'autorité devenait impuissante à protéger comme à punir. Le vice-roi, rendu responsable de torts qui n'étaient pas les siens, fut encore changé. Sous son successeur, Monterey, une éruption du Vésuve menaça d'enfouir Naples sous les laves. A ce pays épuisé, sur qui semblaient se déchaîner à la fois toutes les calamités divines et humaines, Monterey sut encore arracher cinquante mille soldats; ne pouvant plus donner son or, Naples donna son sang!

Chez ce peuple encore détenu dans les langes du moyen âge, le système féodal, toujours en vigueur, ajoutait à la tyrannie espagnole mille petites tyrannies locales, que celle-ci encourageait au lieu de les réprimer. Le vice-roi avait à la fois les nobles à satisfaire, le trésor public à remplir, et sa fortune privée à refaire; aussi les impôts, sous son règne, atteignirent-ils un

niveau qu'ils semblaient ne plus pouvoir dépasser. Sous son successeur, le duc de Medina-Torrès, un tremblement de terre ensevelit dix mille hommes avec une foule de de villes et de villages. Jamais ce pays favorisé du ciel, riche encore, malgré toutes ses souffrances, de l'inépuisable fertilité de son sol, n'avait vu fondre sur lui autant de misères. Et cependant tout cela n'était rien auprès de ce que Naples eut à souffrir quand les deux révoltes de Portugal et de Catalogne vinrent mettre en question l'existence même de la monarchie! Les impôts, que déjà le pays ne supportait pas, furent doublés tout d'un coup, et quand Medina quitta Naples, il déclara lui-même « qu'il n'y avait pas dans toute l'étendue du royaume quatre familles assez riches pour dîner à table ».

L'amiral de Castille, son successeur, dut encore imposer au royaume des charges nouvelles, sous prétexte de le défendre contre les pirates. Une capitation, imposée à chaque habitant, porta à son comble l'irritation. Les villages se dépeuplaient, les paysans se faisaient bandits, pour lever impôt au lieu de le payer; on émigrait en Turquie, pour y trouver des maîtres moins durs et des impôts moins pesants. Le vice-roi dut enfin reculer devant un soulèvement général, devenu inévitable ; il abolit cette taxe odieuse, et la cour l'en punit en le remplaçant par le duc d'Arcos.

Bien des maîtres avaient passé déjà sur ce malheureux pays, mais aucun n'avait fait peser sur lui un joug aussi dur. Digne agent d'Olivarez, d'Arcos, par son naturel hautain et violent, était porté aux mesures extrêmes. Son prédécesseur, jaloux de celui qui devait lui succéder, avait dégarni le royaume de troupes. Il fallut armer pour se défendre, et ce fut pour le duc un prétexte à des

extorsions nouvelles. Les états réclamèrent, en alléguant l'épuisement du royaume : « Eh bien, dit le duc, vendez vos femmes et vos filles, et vous aurez de quoi payer l'impôt ! »

Un peuple qu'on traite ainsi est d'avance justifié, à quelques excès qu'il se porte. Le vice-roi exigeait un million de ducats, et comme tout était déjà taxé dans Naples, jusqu'à l'air que l'on y respirait, il inventa de mettre un impôt sur les fruits. Le pain était hors de prix ; cette population indolente et sobre s'en consolait avec ces fruits que la Providence lui prodigue. Des troupes de femmes et d'enfants entouraient le vice-roi, chaque fois qu'il sortait, pour le supplier de supprimer cette taxe odieuse. Bientôt les hommes réclamèrent à leur tour, mais d'un ton plus menaçant. Le duc promit tout ce qu'on voulut, mais ne tint pas sa parole. L'irritation était à son comble, mais le vice-roi, qui avait engagé à des nobles napolitains le produit des taxes, craignait de les mécontenter en supprimant celle-ci. Il ne manquait plus à l'insurrection qu'un prétexte, et on eut soin de le lui fournir.

Déjà quelques symptômes menaçants annonçaient l'orage : le peuple avait mis le feu au bureau des taxes sur le marché. Des prêtres, éclairés par le confessionnal sur l'état de l'esprit public, avaient averti le vice-roi. Il songeait à retirer la taxe, et hésitait encore, lorsque, le 7 juillet, une altercation s'élève entre un marchand de fruits et des employés du fisc. L'*Eletto del popolo*, espèce de magistrat populaire, est appelé, et décide en faveur du fisc. Le soleil de juillet dardait sur ces cerveaux inflammables. Le paysan, dans un transport de rage, jette à terre son panier de figues, et les foule aux pieds en disant qu'il aime mieux perdre son fruit que de payer

l'impôt. Ce paysan, c'était le beau-frère de Masaniello!

Arrêtons-nous un instant devant ce pêcheur, en qui va se personnifier l'insurrection victorieuse. Personne n'a joué dans l'histoire un rôle plus brillant et plus court que ce *lazzarone*, qui fut neuf jours roi de Naples, qui savoura à longs traits l'ivresse du pouvoir, et arriva par la folie et le crime à une mort prématurée. Tomaso Aniello, et par abréviation, Masaniello, natif d'Amalfi, était âgé de vingt-huit ans. Son intelligence, sa vigueur, sa beauté, son éloquence naturelle lui avaient de bonne heure donné l'empire sur ses grossiers compagnons. Dans les fêtes comme dans les émeutes, il était toujours au premier rang. Avec ses jambes nues, sa veste de gros drap, son court caleçon de toile blanche, et le bonnet rouge rejeté en arrière sur ses longs cheveux noirs, partout il marchait en avant, et chacun était habitué à le suivre. Au moral, vrai type du *lazzarone*, superstitieux, ignorant au point de ne pas même savoir signer son nom ; laissant, comme ses compatriotes, tout scrupule au pied du confessionnal où il allait acheter le pardon; dénué, du reste, de toute expérience des hommes et des choses, un seul don lui tenait lieu de tous les autres : c'était celui de gagner les cœurs par son regard ouvert, sa parole hardie et pénétrante, et par ce je ne sais quoi qui fait les héros de l'émeute, les rois de la populace, à qui tout est permis, sauf de rentrer dans l'obscurité quand une fois ils en sont sortis!

Sa femme, voulant un jour frauder la gabelle, avait été condamnée à l'amende et à la prison. Pour la racheter, Masaniello avait dû vendre tout son pauvre mobilier. Depuis lors il nourrissait dans son cœur une haine mortelle contre les Espagnols. En toute occasion, par tous les moyens, même par des vers satiriques qui furent

bientôt dans toutes les bouches, car tout le monde naît poëte à Naples, il déclamait contre les taxes, insultait le vice-roi dans la rue. Il était le chef de l'émeute avant qu'elle n'eût éclaté, et tous les regards étaient tournés vers lui comme vers un libérateur.

Le 7 juillet, Masaniello était là, au marché, quand son beau-frère, sans le savoir, ou le sachant peut-être, donna le signal de l'insurrection. A côté de ce roi de la populace se trouvait une bande de jeunes gens, de quinze à vingt-cinq ans, habitués à le suivre et à lui obéir, et qu'il appelait en riant ses gardes du corps. Il les avait organisés sur un pied militaire, avec des lieutenants qui relevaient de lui. Sur un signal du chef, l'émeute, toujours prête, éclate : on chasse les percepteurs, on saccage leurs boutiques; Masaniello s'élance sur une table, appelle à lui la populace qui accourt de tous les coins du marché, et bientôt de la ville entière. Avec sa parole enflammée, il peint leur oppression, leur misère et la rapacité espagnole. Pour cri de guerre, il leur donne l'abolition de la taxe, et pour rendez-vous, le palais du vice-roi.

Bientôt ce n'est plus une bande, c'est une armée qu'il a derrière lui. Tous se mettent en marche aux cris de : « Vive Dieu ! Vive la Vierge *del Carmine!* Vive le roi, et meure le mauvais gouvernement ! Meure la gabelle ! » Ils se recrutent, chemin faisant, de ce flot incessant que Naples verse par toutes ses rues. Arrivés sur la place du palais, ils étaient quinze mille, la plupart armés de bâtons portant à leur extrémité un morceau de pain, muet emblème de leurs souffrances, et de cette voix du peuple qu'il faut écouter quand elle demande du pain ! En passant devant la prison, ils en forcent les portes, et grossissent encore leur cortége des malfaiteurs qu'ils libèrent. Réunis enfin sous les fenêtres du palais, ils appel-

lent à grands cris le vice-roi, en réclamant l'abolition de tout impôt sur la nourriture du peuple.

D'Arcos hésita longtemps, se souvenant du sort de Santa Coloma à Barcelone. Il se décide enfin, et apparaît, pâle et tremblant, sur un balcon. « Oui, mes enfants, leur dit-il, tout ce que vous demandez se fera, mais retirez-vous en paix ! » et il promet de supprimer l'impôt sur le fruit, et de diminuer celui du blé. Mais le peuple a senti sa force, il a vu son maître trembler devant lui ; ces concessions insuffisantes ne font qu'accroître ses exigences et irriter sa colère. Il fond sur les portes du palais, les enfonce, malgré la résistance de la garde allemande, et cherche partout le vice-roi pour le tuer; mais celui-ci parvient à s'échapper, et à trouver un asile dans un couvent. Le peuple, victorieux sans combat, décharge sa colère sur les meubles du palais, et en fait sur la place un immense feu de joie. De tous ces objets précieux qui jonchaient le sol, pas un ne fut détourné : tout vol eût été à l'instant puni de mort.

Bientôt une bande nombreuse et bien armée, Masaniello en tête, se rend au couvent pour en arracher le vice-roi, mort ou vif. Déjà on commençait à enfoncer les portes; d'Arcos se montre à une fenêtre, et promet au peuple le redressement de ses griefs. L'archevêque de Naples, révéré de tous pour la sainteté de sa vie, s'offre pour médiateur, et est accepté par les insurgés : une charte qui abolit tous les impôts est signée par le vice-roi, et le prélat, la montrant au peuple, l'entraîne avec lui vers la place du marché. Mais, là, on s'aperçoit bien vite que la charte est incomplète : l'abolition des taxes n'était que partielle, les impôts les plus lourds étaient conservés. Le peuple furieux se précipite vers le couvent ; mais l'élite de la noblesse y était rassemblée

autour du vice-roi, et pendant que la garde espagnole résistait à l'émeute, d'Arcos parvint à se réfugier au fort Saint-Elme.

La populace, voyant sa proie lui échapper, se disperse de tous côtés, désarmant la garde espagnole partout où elle la rencontre. Masaniello est nommé par acclamation capitaine général. La nuit, par son ordre, des visites furent faites dans toutes les maisons où l'on soupçonnait des armes cachées, et les boutiques des armuriers furent pillées. Une garde nombreuse, improvisée par lui, veilla à la sûreté de la ville. Le vice-roi et les nobles, frappés de terreur, ne surent rien faire pour s'opposer au désordre; et, cependant, avec un peu d'énergie, la révolte, arrêtée à son début, eût pu être facilement réprimée. Mais, comme il arrive toujours en pareil cas, tous ceux qui avaient quelque chose à perdre aidaient à l'insurrection à force d'en avoir peur; on se mettait aux fenêtres pour la voir passer, au lieu de descendre dans la rue pour lui tenir tête.

Les historiens de l'Italie[1] racontent jour par jour, avec d'interminables détails, tous les actes de cette royauté de neuf jours, aussitôt morte que née. Nous

1. Les sources pour l'insurrection de Naples, en 1647, sont pour les auteurs italiens : Giannone, *Historia civile di Napoli*; Brusoni, *Hist. d'Italia*; Nicolaï, *Storia delle Rivoluzioni di Napoli*; Muratori, *Annali d'Italia*; Denina, *Rivoluz. d'Italia*; barone di Modena, *Rivoluz. di Napoli*; Siri, *Mercurio*.

Pour les Français : Orloff, *Mémoires histor. sur le roy. de Naples*; Desodoard, *Hist. d'Italie*; Dreux, l'*Europe illustrée*; Varillas, *Politique de la Maison d'Autriche*; l'*Espion turc*; *Mémoires du duc de Guise*; Aubery, *Histoire de Mazarin*; Gaillard, *Rivalités de la France et de l'Espagne*.

Pour les Espagnols : Tarsia, *Tumultos de la Ciudad y reyno de Napoles*; Buraña, *Batalla Peregrina*; Rivas, *Sublevacion de Napoles*; Camargo, *Sumario añadido á la hist. de Mariana*.

Pour les Anglais : Midon, *Rise and Fall of Masaniello*; Robertson, *View of the State of Europe*, etc.

Allemands : Meissner, *Masaniello, historischer Bruchstück*. Leipsick, 1784.

n'imiterons pas leur prolixité, et nous nous arrêterons aux traits qui peignent le mieux l'homme et le pays. Deux conseillers avaient été placés par le peuple à côté de son élu, un bandit et un prêtre, et Naples tout entier est dans ce contraste! Le bandit avait nom Perrone; le prêtre, Genovino, âgé de quatre-vingts ans, meneur populaire habile et sans scrupule, avait été *Élu du peuple* sous la vice-royauté d'Ossuna. Tous deux étaient plus faits pour exciter Masaniello que pour le contenir. Aussi est-ce à ces deux étranges conseillers qu'il faut en grande partie attribuer les fautes de ce pêcheur passé roi, aussi peu fait pour le pouvoir que ce peuple d'enfants l'était pour la liberté ! Les maisons des collecteurs des taxes furent livrées au pillage : tout fut détruit, rien ne fut emporté. Tout ce que Naples renfermait de citoyens nobles ou aisés, épouvanté de l'audace de l'insurrection et de la faiblesse de l'autorité, renonça dès lors à toute idée de résistance. Quant au vice-roi, lâche autant que rusé, et décidé à tout céder pour tout reprendre, il fit afficher partout : « Abolition de tous les impôts, amnistie générale pour tous les délits! » Mais il était trop tard : le peuple avait ramassé le pouvoir tombé par terre, et tout incapable qu'il fût de l'exercer, il n'en reconnaissait plus aucun au représentant de l'Espagne, pas même celui de l'émanciper!

L'insurrection avait vaincu, il s'agissait maintenant de l'organiser. De la rue, son point de départ, il fallait la faire monter plus haut, et y associer les autres classes de la société. Les corps de métiers reçurent l'ordre de s'armer : des mousquets leur furent distribués, et bientôt plus de cent mille hommes se trouvèrent sous les armes. Mais, sous prétexte de justice populaire, l'incendie et le pillage continuaient à s'abattre sur la malheureuse cité :

Naples n'était plus qu'une fournaise, où toutes les passions mauvaises étaient déchaînées. Des maisons des percepteurs, l'incendie gagnait peu à peu les palais des nobles et des hauts employés de l'État. Le vice-roi, épouvanté, se remit à traiter avec la révolte. Il gagna secrètement le vieux prêtre Genovino, le bras droit de Masaniello. Le primat de Naples s'offrit comme médiateur, et tout semblait marcher vers un accommodement quand un complot, tramé par les nobles pour faire égorger Masaniello, fut découvert avant d'être exécuté. Perrone, le second conseiller de Masaniello, y avait trempé ; il fut massacré avec tous les nobles dont on put se saisir. Les autres cherchèrent leur salut dans la fuite.

Dès lors Masaniello, se sentant trahi, condamné à trembler sans cesse pour sa vie, lâcha la bride à ses penchants de cruauté, contenus jusque-là. Un échafaud fut dressé sur la place du marché ; une palissade de lances l'entourait, et chacune portait à sa pointe la tête d'une des victimes de la vengeance populaire. Le sang le plus vil comme le plus noble inondait les rues. Sur un simple soupçon, sur une dénonciation dictée par la haine ou par la peur, le plus innocent était mis à mort, et ses membres mutilés servaient de jouet à la populace, juge et bourreau à la fois. Toutes les révolutions ne sont-elles pas les mêmes, à toutes les époques et dans tous les pays? A Naples en 1647, comme à Paris en 1793 et en 1871, une fois que la bride est lâchée aux sauvages instincts qui dégradent l'homme au rang de la brute, ne semble-t-il pas que les noms seuls soient changés, et qu'on relise éternellement la même histoire?

Masaniello, affolé de peur et de méfiance, soupçonnant, non sans raison, d'Arcos d'avoir trempé dans le dernier complot, fit couper les aqueducs qui portaient de

l'eau au château de Saint-Elme. Le vice-roi, effrayé, résolut de se réconcilier à tout prix avec le roi de l'émeute, sauf à se défaire de lui plus tard. Un traité de paix fut conclu le 11 juillet : d'Arcos accordait au peuple ses demandes les plus exorbitantes, et s'engageait à les faire ratifier par la cour. Il abolissait toutes les taxes nouvelles, et octroyait amnistie complète pour le passé. L'*Eletto del popolo* devait être réélu tous les six mois, car le cachet de toutes les institutions populaires, c'est la méfiance, et leur garantie, c'est leur courte durée ! Les représentants du peuple devaient avoir autant de voix que la noblesse dans les États provinciaux. Enfin les Napolitains étaient autorisés à ne déposer les armes que quand tous leurs priviléges auraient été confirmés par la couronne.

Le traité, une fois signé, fut lu au peuple par l'archevêque dans l'église *del Carmine*, et Masaniello, avec cent mille hommes pour cortége, se rendit chez le vice-roi pour le ratifier. Mais, cette fois, ce n'était plus l'humble pêcheur, c'était un monarque entouré de son peuple. Masaniello à cheval, en royal appareil, attirait tous les regards. A mesure qu'il passait, on semait devant lui des palmes et des branches d'olivier. Les fleurs pleuvaient de tous les balcons, des cris de joie étaient dans toutes les bouches ; il semblait que cette ivresse ne dût jamais finir !

Arrivé à la porte du palais, Masaniello défendit à son cortége de le suivre plus loin, ajoutant qu'il était prêt à retourner à ses filets, heureux s'il pouvait à ce prix assurer le bonheur et la liberté de son pays ! La seule récompense qu'il voulait de ses services, c'est qu'à sa mort, chacun des habitants de Naples répétât pour lui un Ave ! Il invita ses concitoyens à se défier des nobles,

leurs éternels ennemis ; si, à minuit, il n'était pas sorti sain et sauf de chez le vice-roi, il les autorisait à mettre tout à feu et à sang, et à ne pas déposer les armes que la cour de Madrid n'eût confirmé tous leurs priviléges. » L'archevêque donna au peuple sa bénédiction, et Masaniello entra dans le palais ; son beau-frère, l'archevêque et Genovino entrèrent seuls avec lui. En voyant le vice-roi, Masaniello, entraîné par une vieille habitude de respect, s'agenouilla devant lui dans l'attitude de l'humilité la plus profonde. D'Arcos se hâta de le relever, en lui prodiguant tous les témoignages possibles d'estime et d'affection. L'entretien se prolongea, et le peuple, inquiet de ne pas voir reparaître son idole, appela à grands cris Masaniello. Celui-ci se montra alors à un balcon. Le duc, à ses côtés, appuyé sur son épaule, essuyait gracieusement, nous dit un témoin oculaire, la sueur qui coulait de ce front déjà fatigué du fardeau d'une couronne. D'un geste de sa main, Masaniello rassura le peuple ; d'un autre geste, il le congédia avec la dignité d'un monarque, et tel était son empire que nul ne songea même à lui désobéir.

Quand le représentant du roi d'Espagne se fut ainsi humilié devant un pauvre pêcheur, les deux *amis* se séparèrent, en se donnant rendez-vous dans la cathédrale, le 13 juillet, pour y lire le traité devant Naples réunie. A dater de ce jour, Masaniello régna dans la ville en maître absolu : il créa, pour maintenir l'ordre, une garde de trente mille hommes, et son autorité était si respectée que, suivant le mot d'un historien du temps, « il tuait d'un geste, et incendiait d'un regard ! »

On a prétendu que, dans sa visite au vice-roi, du poison avait été mêlé aux rafraîchissements qu'on lui offrit. On a peine à croire à tant d'audace de la part du

lâche d'Arcos, devant un peuple en armes. Mais avec les caresses du vice-roi, un poison plus subtil, l'ivresse du succès, dut monter au cerveau de cet homme simple et grossier que la fortune avait pris au dépourvu. Au fond de cette nature riche, mais incomplète, se cachait sans doute un germe de folie qui attendait l'heure d'éclater. Il faut des caractères fortement trempés pour résister à des transitions aussi brusques, et même dans des classes mieux préparées au pouvoir par l'éducation et par la fortune, combien trouverions-nous d'âmes assez sûres d'elles-mêmes pour supporter pareille épreuve?

Une chose est certaine: c'est qu'à dater de sa visite au palais, Masaniello n'est plus le même homme. Tous ses actes sont empreints d'un cachet de jactance et de folie, et ses fautes se liguent avec ses ennemis pour le faire tomber du faîte aussi vite qu'il y était monté. Obsédé par un démon intérieur, il agit en homme qui n'est plus responsable de ses actes. Il ne donne ses audiences qu'une arquebuse à la main, à la grande terreur de ceux qu'il reçoit. Il parcourt les rues, l'épée à la main, de toute la vitesse de son cheval, en frappant tous ceux qui ne se rangent pas assez vite devant lui. Il accable d'insultes ce peuple des rangs duquel il est sorti, et punit la moindre offense des peines les plus cruelles. Ainsi, il fit pendre un homme pour avoir répandu de fausses nouvelles, et brûler dans son four un boulanger qui vendait du pain à faux poids. Le discours qu'il adressa au peuple dans la cathédrale, le jour de la lecture du traité, était un long tissu d'incohérences et de folies; sa conclusion, ce fut de déchirer la robe de brocard dont il était vêtu. Bientôt, comme pour hâter sa fin, il se livra à tous les excès, et un jour de fête, il absorba, dit-on, jusqu'à deux flacons de *Lacryma-Christi*.

On raconte encore de lui que, avant de prononcer ses arrêts, aussi absolus que ceux d'un despote de l'Orient, il inclinait sa tête et cachait son front dans sa main, comme pour se donner l'air de réfléchir, mais en réalité pour consulter son mauvais génie, le prêtre Genovino, vendu à d'Arcos. Cependant tout le monde n'était pas dupe de cette comédie : un jour où il affirmait que le Saint-Esprit, au besoin, lui dictait ce qu'il avait à faire, un homme du peuple lui répondit : « Non, ce n'est pas le Saint-Esprit, c'est le Père Éternel ! » en montrant du doigt ce vieux prêtre à barbe blanche, toujours assis à ses côtés (Rivas, cap. XI). Enfin, un jour de fête, le 16 juillet, dans une église pleine d'une foule compacte, Masaniello monta en chaire, un crucifix à la main. Là, il retrouva quelques éclairs de sa sauvage éloquence, mais pour délirer ensuite plus que jamais. Puis, s'étant retiré dans une chambre pour y prendre quelque repos, il y fut mis à mort par des meurtriers, sans avoir pu prononcer d'autres paroles que celles-ci : « *Ingrati, traditori !* » Ce peuple, qui l'avait acclamé comme un libérateur, et presque adoré comme un dieu, se disputa son cadavre pour le mettre en pièces, et le traîna sur la place publique. Sa tête, fichée sur un fer de lance, fut plantée sur le marché, et son corps mutilé jeté à la voirie. Cette mobile populace, toujours sous l'impression du moment, fit retentir l'air de ce cri, qui peint Naples mieux que toutes les paroles : « Longue vie au roi et au duc d'Arcos ! »

L'histoire n'a pas de leçon plus saisissante que celle de ce pêcheur devenu roi, qui règne neuf jours sur un peuple entier, avec une plénitude de puissance qu'aucun monarque n'a jamais possédée, et n'attend pas même la fin de ce règne éphémère pour s'aliéner le cœur de

ses sujets. Comme Rienzi, le tribun de Rome, Masaniello eut le tort qu'ont la plupart des héros populaires, celui d'oublier qu'ils ne sont rien que par le peuple qu'ils représentent, et de s'enivrer d'une grandeur qui n'est pas plus à eux que leurs habits de parade! Du reste, les caractères en histoire sont rarement au niveau de la fortune ou des talents: Masaniello en est une preuve de plus à ajouter à tant d'autres, et peu de révolutions ont agité aussi profondément un pays pour y laisser aussi peu de traces.

Mais bien au-dessous encore de Masaniello il faut mettre d'Arcos. En attendant qu'il osât révoquer ses concessions arrachées par la peur, le lendemain de la mort de Masaniello, le poids du pain était déjà diminué! On eût dit que l'inepte vice-roi prenait à tâche de relever la statue brisée du héros populaire. Aussi, après cette trêve d'un jour, le flot de l'insurrection, un instant calmé, se souleva de nouveau. Le peuple s'amassa sous les fenêtres du palais, portant au bout de piques ou de bâtons les pains diminués, le plus saisissant de tous ses griefs. De proscrit qu'il était, Masaniello redevint tout d'un coup le martyr de la cause populaire. Ses restes, mutilés et souillés, furent tirés de la voirie pour être honorés comme ceux d'un saint, et firent bientôt des miracles. Son corps, revêtu d'un manteau royal, une couronne sur la tête rapprochée du tronc, fut promené dans Naples par un cortége de prêtres, des cierges à la main, et comme le dit un historien : « Dans l'espace de neuf jours, le pêcheur de Santa-Lucia fut obéi comme un roi, jeté à la voirie comme un malfaiteur, et révéré comme un saint. »

Bientôt la mauvaise foi du vice-roi apparut dans tout son jour; le contrat passé avec le peuple fut gravé sur

une colonne de marbre, élevée au milieu du marché. Mais une seule clause, passée sous silence dans la lecture publique, y annulait toutes les autres. Il y était dit que toutes les taxes seraient supprimées, « hors celles qui avaient été aliénées entre les mains de particuliers ». Or, comme il n'y avait pas un impôt qui n'eût été affermé à des traitants pour en obtenir des avances de fonds, cette suppression des taxes était illusoire; d'Arcos s'était joué des Napolitains en feignant de leur céder.

C'en était trop pour un peuple qui avait senti son injure, et qui avait des armes pour la venger! Encore une fois, le vice-roi fut assiégé dans le fort de Castelnuovo, attenant à son palais. Mais il fallait un chef à la populace : lasse d'obéir à un de ses égaux, ce fut à un noble qu'elle s'adressa, au prince de Massa. D'Arcos, sûr d'avoir meilleur marché de lui que d'un meneur populaire, l'autorisa sous main à accepter. Tout en poussant avec vigueur le siége de Castelnuovo, le peuple fit main basse sur les palais des nobles et s'empara de ceux des couvents qui dominaient la cité.

Sous Masaniello, les classes inférieures avaient seules pris part à l'insurrection; la bourgeoisie était restée neutre, et la noblesse ennemie. L'esprit de révolte, concentré dans Naples, n'avait pas encore gagné tout le pays. Mais, cette fois, ce fut un vrai soulèvement national contre l'Espagne. Les provinces, si durement opprimées, se révoltèrent contre leurs tyrans féodaux. De Terracine à la Pouille, le sang coula à flots. Le commerce, l'agriculture, la vie sociale, tout fut suspendu à la fois. A Naples, grâce aux ignares préjugés de la populace, on défendit toute exportation des grains et des denrées premières comme des produits manufac-

turés. Les négociants étrangers s'enfuirent, abandonnant leurs comptoirs, et la ruine et la misère s'abattirent sur cette malheureuse contrée.

Les Espagnols avaient été chassés de presque toutes les villes du royaume. Bloqué dans sa capitale, le vice-roi essaya encore de négocier; mais, avec ses concessions, croissaient les exigences des insurgés. Le peuple demandait que d'Arcos évacuât la capitale, et que tous les nobles qui avaient pris son parti fussent bannis. Le vice-roi céda, et accorda tout, sauf à tout reprendre, quand la flotte qu'il attendait serait arrivée. La position de l'infortuné Massa, Espagnol de cœur, chef nominal d'une insurrection qu'il détestait, et qui se méfiait de lui, devenait chaque jour plus fausse; car il lui fallait combattre son propre parti, pour servir à regret une cause qu'il n'attendait que le moment de trahir.

Les choses en étaient là lorsque, le 1er octobre, une flotte espagnole de vingt-deux galères, douze gros vaisseaux, et quatorze plus petits, avec cinq mille hommes de débarquement, sous les ordres de don Juan d'Autriche, vint jeter l'ancre près de Castelnuovo. Le peuple napolitain, tout en refusant d'obéir au vice-roi, n'avait pas encore rompu avec la royauté. La vue du fils de son souverain, jeune, beau, paré du souvenir du vainqueur de Lépante qui revivait en lui, agit sur ce peuple inconstant. Loin de voir en Juan un ennemi, Naples n'y vit qu'un médiateur bienveillant, qui venait faire sa paix avec l'Espagne, et redresser tous ses griefs. Massa vint offrir au prince, avec l'hommage d'un peuple fidèle, un présent de fleurs et de fruits. Juan reçut tout le monde avec sa grâce accoutumée. Au fond du cœur, et d'accord sur ce point, dit-on, avec les intentions de la cour, il inclinait vers le pardon, toujours plus sûr que

la vengeance, même quand on a la force de son côté.

Mais ce n'était pas là le compte du vice-roi. Aigri par tous les outrages qu'il avait dévorés, d'Arcos avait hâte de laver sa honte dans le sang des rebelles. On avait préparé des appartements pour le prince dans le palais, mais celui-ci ne voulut pas débarquer avant que la position ne fût nettement dessinée. Des pourparlers sans fin eurent lieu : le vice-roi, aussi perfide que lâche, sema sous main la discorde entre les meneurs populaires. Le peuple, pour donner un gage de son dévouement à la royauté, était prêt à rendre les forteresses et les navires dont il s'était saisi. Don Juan, de son côté, consentait à une amnistie et au rappel des taxes les plus odieuses; mais, pour l'honneur de la couronne, il insistait sur un désarmement général. Or, le peuple ne pouvait l'accepter sans se livrer pieds et poings liés à la discrétion de ses ennemis.

Il fallait renoncer à s'entendre : d'Arcos fit prévaloir dans le conseil les mesures de rigueur. Les troupes, brusquement débarquées, s'emparèrent des positions les plus importantes; les navires, les forts ouvrirent un feu terrible sur la ville désarmée. Mais le peuple, un instant gagné par l'apparente loyauté de don Juan, se révolta contre cette odieuse trahison. Cinq mille soldats ne pouvaient avoir raison de trois cent mille habitants. Naples, frémissante comme son Vésuve, se souleva comme un seul homme; les troupes, perdues au milieu de cette immense cité, furent écrasées sous les tuiles et les pierres qui pleuvaient de toutes les maisons. Partout retentissaient les cris de : « Meure l'Espagne! vive la république! » Partout le portrait du roi et les armes de la Castille étaient lacérés, traînés, brûlés dans les rues. Le prince de Massa, qui s'efforçait de rapprocher les

deux partis, paya pour le vice-roi, et fut immolé à la rage du peuple, à qui il fallait une victime. Tout lien fut rompu avec l'Espagne : sous peine de mort, il fut défendu de traiter avec l'ennemi, et après trois jours et trois nuits d'une lutte sans relâche, les Espagnols furent chassés de leurs positions. D'Arcos et don Juan, avec les débris de leur petite armée, durent se réfugier sur les galères, dernier asile de cette royauté fugitive que Naples vomissait de son sein.

Le vice-roi, reconnaissant sa faute, essaya de traiter avec les rebelles; mais il était trop tard, les exigences du peuple avaient grandi avec le succès : pour renouer leurs liens brisés avec l'Espagne, ils ne demandaient pas moins que la destitution et l'exil du vice-roi. Massa avait été remplacé par un autre Masaniello, un armurier, Gennaro Annese. Des négociations étaient entamées avec l'ambassade française à Rome pour demander à la France un roi. Celui que voulait Naples, c'était Condé, dont le nom était alors dans toutes les bouches, chez tous les ennemis de l'Espagne!

Mais Condé était un esprit positif, que tentait peu le côté romanesque de l'aventure, et chez qui la servilité, comme on le voit trop souvent, s'alliait parfaitement avec le courage. La France n'avait pas envie de se dessaisir de lui, et Condé avait encore moins envie de quitter le service de la France pour aller courir les aventures sur ce terrain mouvant. Mais, à défaut de lui, un autre prétendant avait jeté les yeux sur cette couronne de rencontre, point de mire de tous les ambitieux. C'était le duc Henri de Guise, petit-fils du martyr de Blois, dont le nom, souillé de sang et de boue, a gardé, dans les annales de notre *Ligue*, une si triste célébrité. C'était un de ces héros manqués qui, après les grandes

époques de l'histoire, succèdent aux véritables héros. Cadet de famille, destiné d'abord à l'Église, il avait débuté par l'archevêché de Reims. Puis, devenu l'héritier du nom de Guise, il n'avait trouvé de rôle digne de lui et des traditions de sa race que de prendre, contre la France et Richelieu, le parti de l'Espagne et de l'Empire. Faisant du scandale une profession, il avait rempli l'Europe du bruit de ses duels et de ses désordres. Il était alors à Rome, dans ce pays où tout se vend, pour faire casser son second mariage, et acheter la liberté d'en contracter un troisième; et ses deux premières femmes étaient encore vivantes!

Quand le premier souffle de l'insurrection passa sur Naples, Guise, que Paris avait surnommé le *Héros de roman* comme Condé le *Héros de l'histoire*, se rappela tout d'un coup que le sang de Charles d'Anjou coulait dans ses veines. Rien ne l'empêchait donc de prétendre à la couronne de Naples qui, comme le prix d'un tournoi, devait appartenir au plus brave. Quelques marins de Procida vinrent encore tenter son ambition en l'invitant à se mettre à la tête de l'insurrection. Aussi avait-il les yeux tournés du côté de Naples, et ses secrètes menées n'échappèrent pas à la vigilance d'Oñate, ministre d'Espagne auprès du saint-siége. Avant de se décider à agir, Guise fit sonder le gouvernement français. Mazarin, trop prudent pour s'engager, lui fit répondre de manière à ne pas le décourager.

Un instant le rusé cardinal, qui n'avait en Guise qu'une médiocre confiance, avait songé à envoyer à Naples le prince Thomas de Savoie, passé du service d'Espagne à celui de la France. Mais tandis qu'on se disputait ainsi le trône de Naples, sans savoir même s'il était vacant, le peuple napolitain, dégoûté de la

royauté par l'échantillon que l'Espagne lui en avait montré, glissait de plus en plus vers la république. Séduit par deux exemples heureux, celui de la Hollande et celui de l'Angleterre, il ne voulait pas voir que, dans ces deux révolutions, inégales en fortune et en durée, la royauté, toujours prête à renaître, se cachait derrière cette république de transition, et ne tarderait pas à reprendre sa place.

Annese, le nouveau chef que Naples s'était donné, âme basse et cupide qui n'avait pas même pu se hausser jusqu'à l'ambition, n'avait vu dans le pouvoir qu'un moyen de s'enrichir aux dépens des couvents et des palais saccagés. Pour relever un peuple dégradé par le double joug de la superstition et de la tyrannie étrangère, il eût fallu un autre chef que le sordide Annese; l'homme ici manquait à la situation! Le prince Thomas, invité par Mazarin à tenter fortune à Naples, refusa de jouer sa réputation sur une carte aussi chanceuse. Mais ce qui éloignait le prince attira Guise, espèce de paladin du moyen âge, plus épris des aventures que d'une gloire solide. Naples, comme la Catalogne, ne demandait qu'à se jeter dans les bras de la France; mais elle voulait un appui effectif et sérieux, en échange du protectorat qu'elle était prête à subir. A défaut d'une armée ou d'une flotte, il lui fallait au moins un général. Mazarin promettait tout ce qu'on voulait, sauf à ne rien tenir. Guise venait donc à propos pour lui donner l'air de faire quelque chose contre l'Espagne. En cas de succès, la folle équipée du duc pouvait ouvrir à la France le sud de l'Italie, et en cas de revers, elle ne compromettait que lui.

Mazarin se résigna donc à autoriser ce qu'il ne pouvait pas empêcher. Guise, endetté, ruiné, vrai *desperado*

des romans de l'époque, avait ici tout à gagner et rien à perdre. Il jouait dans cette affaire un triple jeu : près de Mazarin il s'offrait, nouveau Curtius, à plonger dans le gouffre des révolutions, afin d'y pêcher un trône pour un prince de France. A Naples, ses émissaires ne parlaient que d'une république à fonder, et ne réclamaient pour Guise que l'honneur de la servir. Enfin, sa pensée intime et personnelle, c'était de se réserver, dans la *république parthénopéenne*, dejà reconnue par l'ambassade de France à Rome, la place que la maison d'Orange occupait dans celle de Hollande, et d'en être le premier citoyen, en attendant l'heure de la jeter bas, et de relever un trône sur ses débris.

Rien ne pouvait avoir plus d'attrait pour cet esprit chimérique que de partir comme un ancien paladin, en quête d'une couronne, sauf à trouver une prison ou un échafaud! Plus la réussite était douteuse, plus l'aventure aurait de nouveauté et de piquant! Le siècle, d'ailleurs, aussi romanesque que l'homme, lui offrait deux exemples heureux, Wallenstein et Gustave-Adolphe. Guise n'y sut pas résister; ne voyant point venir les quelques vaisseaux que Mazarin lui avait promis, il prit bravement son parti, et jugeant d'après lui ses futurs sujets, convaincu que plus il oserait, mieux il en serait accueilli, il se jeta dans une felouque avec six personnes qui composaient toute sa suite, traversa la flotte espagnole, au milieu des boulets qui pleuvaient sur lui, et débarqua sur le môle de Naples où personne ne l'attendait.

L'audace est toujours bienvenue des masses, pour qui oser c'est pouvoir, et tenter c'est réussir! Le noble aventurier fut accueilli avec des transports de joie par ce peuple enthousiaste, qu'un coup de théâtre aussi

imprévu ne pouvait manquer de séduire. Mais la partie, pour cela, n'en était pas plus facile à jouer. Tout était déception pour Guise à son arrivée à Naples : la France lui avait promis une flotte pour le soutenir, et elle n'y était pas; il avait compté sur 4 millions de ducats confisqués sur les nobles, et il trouvait des caisses vides et des palais incendiés. Enfin, au lieu d'armée, il voyait une populace avide de pillage, aussi incapable de combattre que d'obéir! Le courage des Napolitains est d'ailleurs loin d'être proverbial. Sur cent mille hommes enrôlés, cinq mille au plus étaient armés, et les vivres manquaient aussi bien que les munitions; seulement, on mourait de faim dans les forts espagnols encore un peu plus que dans la ville.

Mais le pire danger, pour Guise, ce n'étaient pas les Espagnols, c'était Annese, fourbe consommé qui voyait en lui un rival, et qui, tout en l'entourant de prévenances, travaillait sous main à sa ruine. Il faut lire dans les *Mémoires* du duc les curieux détails de sa réception chez Annese, et de la première nuit qu'il passa à Naples. L'ignoble successeur de Masaniello, toujours tremblant pour sa vie et pour son butin, avait cherché un refuge dans la tour du couvent *del Carmine*. C'est là, dans un galetas décoré du nom d'appartement, que l'héritier des Guise dut partager, d'abord le repas, puis, à sa grande consternation, le sordide grabat d'Annese. Le souper fut servi par sa femme, vêtue de satin et parée de diamants volés à la duchesse de Mantoue. Tels furent les débuts du noble aventurier sur le sol où il venait planter sa tente.

Dans ce partage forcé du pouvoir avec son étrange associé, l'autorité civile, l'action sur le peuple et sur l'opinion étaient demeurées aux mains d'Annese; le seul

domaine du prince, c'étaient les opérations militaires. De là entre ces deux hommes, si peu faits pour s'entendre, les tiraillements les plus pénibles. Guise, malgré tous ses efforts, ne gagnait de terrain ni sur les Espagnols, qui occupaient toujours les forts, ni sur les nobles qui, favorables au vice-roi, se tenaient à part de l'insurrection, à Aversa, à quatre lieues de Naples. Auprès du peuple, son seul appui, il rencontrait partout la sourde opposition d'Annese. Aristocrate de naissance et de penchants, il commençait à s'apercevoir que, dans ce siècle aristocratique comme ce pays, toute insurrection où la noblesse et le peuple ne s'unissaient pas pour tenir tête à la couronne, n'avait pas de chances de durée. Il faut être juste pourtant : les premières mesures que prit le duc ne manquaient ni d'à-propos ni de bon sens. Il déploya, dans cette position difficile, des ressources d'énergie et de volonté que l'on n'eût pas attendues de lui. Ainsi, son premier soin fut de réprimer le pillage, de faire venir des vivres du dehors, et de rétablir, autant que faire se put, l'ordre et la sécurité dans Naples et la discipline dans l'armée.

Ne se sentant pas assez soutenu par le peuple, Guise voulut essayer de s'appuyer sur la noblesse. Il partit pour Aversa à la tête d'une troupe d'élite de quatre à cinq mille hommes, pour négocier ou combattre au besoin; mais il s'aperçut bientôt que l'Espagne, pourvu qu'elle les laissât opprimer leurs vassaux, trouverait toujours dans les nobles des instruments dociles. Ceux-ci, de leur côté, ne cachèrent pas à Guise leur surprise de voir un homme de son rang faire à de semblables manants l'honneur de les commander. Tout espoir d'accommodement fut perdu, et Guise ne tarda pas à retourner à Naples.

Le 18 octobre, l'escadre française, retardée par la mauvaise volonté de Mazarin, apparut enfin dans les eaux du Vésuve. Elle comptait trente vaisseaux français et trois portugais. Rien, du reste, n'était sérieux dans cette expédition, pas même le chef qui la commandait : c'était un duc de Richelieu, petit-neveu du cardinal, à peine âgé de dix-huit ans, imberbe amiral à qui l'on avait voulu faire gagner ses éperons. On peut se figurer le transport des Napolitains en voyant le drapeau de la France flotter à côté de celui de Naples affranchie. Mais leurs espérances furent trompées avec celles de Guise. L'escadre venait pour observer, et non pour combattre. Les arrière-pensées de Mazarin se trahirent bientôt, quand on vit l'amiral ne vouloir traiter qu'avec Annese. L'autorité de Guise se trouva ainsi battue en brèche par ses compatriotes et par ses alliés. Guise, furieux, éclata en injures contre le gouvernement qui le trahissait, après l'avoir lancé dans cette périlleuse entreprise.

En attendant, les deux escadres espagnole et française étaient toujours en présence. Si la dernière, profitant de la surprise causée par sa brusque arrivée, avait attaqué les navires ennemis, semés sur tous les points du golfe, nul doute qu'elle n'eût réussi à les prendre tous ou à les couler à fond. Mais l'amiral était enchaîné par ses instructions, qui lui défendaient d'agir. Ainsi fut perdue une de ces occasions précieuses qui ne reviennent pas quand on les laisse échapper. On donna à l'amiral espagnol le temps de concentrer sa flotte, et, au lieu d'un coup de main heureux, on n'eut devant soi que la honte de l'inaction ou la nécessité d'une bataille.

Guise, poussé à bout par ce dédain affecté de Maza-

rin pour lui, voulut tenter un coup hardi : réveillant contre les Français les vieilles rancunes des *Vêpres siciliennes*, il accusa Annese de vouloir leur livrer les plus fortes positions de la ville. Il obtint ainsi la destitution de son rival, et se fit proclamer *Doge de la république napolitaine*. Le nouveau doge parcourut les rues au milieu des cris de joie d'un peuple inconstant, toujours prêt à saluer tout astre qui montait à l'horizon, et prit, à dater de ce jour, les allures d'un roi plus que d'un chef populaire.

Pendant ce temps, les deux flottes, à l'ancre dans le golfe, souffraient également du manque de vivres. Après quelques engagements sans importance, où perçait le désir d'éviter une lutte sérieuse, l'amiral français finit par mettre à la voile le 3 janvier, après quinze jours à peine de séjour devant Naples. Guise fut assez aveugle pour se réjouir de ce départ, qui frappait sa cause de mort. L'abandon de la France ne pouvait plus être douteux ; Mazarin venait de replacer la couronne de Naples sur la tête de Philippe IV. Ou il ne fallait pas y laisser aller Guise, ou il fallait l'y soutenir. Mais tout valait mieux que d'aider l'Espagne à rentrer dans Naples, après l'avoir battue à Lens et à Rocroy !

Un instant encore la fortune fit mine de sourire à l'héritier du *Balafré*. La petite armée des nobles finit par se dissoudre, et une partie des soldats entra au service du duc. Un de ses lieutenants s'empara d'Aversa, quartier général de la noblesse. Les Espagnols mouraient de faim dans leurs couvents dont ils avaient fait des forteresses, et une attaque énergique eût suffi pour les chasser. Mais don Juan, avec une prudence et une habileté au-dessus de son âge, eut l'art d'occuper l'ennemi par de feintes négociations, pour l'empêcher

d'agir. Du reste, tant que le duc d'Arcos demeurait vice-roi, tout accommodement était impossible. Don Juan réunit dans un conseil de guerre tous les chefs du parti espagnol. Là, tout le monde tomba d'accord qu'il fallait que le vice-roi résignât ses pouvoirs. D'Arcos s'exécuta de bonne grâce : il partit au milieu des malédictions du peuple qu'il avait opprimé, et Juan exerça les fonctions de vice-roi, en attendant les instructions de Madrid.

Le premier acte du nouveau vice-roi fut d'offrir aux rebelles paix et pardon, en rejetant toutes les fautes du passé sur son prédécesseur. Ces offres ne furent pas acceptées, mais elles laissèrent une impression favorable dans l'esprit des Napolitains. Les intrigues d'Annese, qui avait repris son empire avec le déclin de la popularité de Guise, semèrent la division dans les rangs du peuple. Une lutte à mort s'établit entre les deux rivaux, et tous deux attentèrent, sans y réussir, à la vie l'un de l'autre. Mais la lutte était trop inégale. Annese, né dans une basse condition, parlait de plus près à la populace et en était mieux écouté. Les nobles, secrètement d'accord avec lui, travaillaient à perdre Guise et à remettre Naples sous le joug espagnol. Enfin le clergé, dont Rome sera toujours la seule patrie, aspirait à refaire de Naples un fief du saint-siége.

Guise, sentant le terrain lui manquer sous les pieds, essaya en vain de raffermir par la cruauté son autorité qui chancelait; il n'y gagna que d'irriter les haines semées par Annese autour de lui. Changeant encore de voie, il tenta de donner, par quelque éclatant fait d'armes, un nouveau baptême à sa popularité. Les Espagnols étaient encore maîtres d'une partie de la ville. Un pareil état de choses était intolérable. Guise résolut

d'y mettre un terme. Depuis son arrivée il travaillait sans relâche à se faire une armée, en la recrutant parmi les bandits, seule milice effective du pays. Lui-même nous a décrit l'appareil de cette armée, magnifique de mine et de costume, dans cette terre classique de la beauté masculine. Un seul bataillon de ces bandits s'élevait à trois mille cinq cents hommes, tous beaux, agiles et bien taillés, tous entre trente et quarante ans. Ils portaient pour uniforme un pourpoint de cuir noir, avec des manches de velours, des pantalons de drap écarlate, brodés d'or, des bas de soie et des bonnets de drap d'or et d'argent. Toutes ces richesses provenaient du pillage des couvents et des palais. Chacun à sa ceinture portait une paire de pistolets, et un coutelas long de deux pieds pendait à son côté. A une revue passée par Guise, on compta près de sept mille de ces splendides soldats, tels que Naples n'en avait jamais mis sur pied.

Mais quand vint le jour de la lutte, le peuple, qui avait commencé l'attaque à l'aube du jour, fut repoussé sur tous les points. Les bandits avaient compté piller, et non se battre ; aussi refusèrent-ils de marcher, en se couchant à plat ventre plutôt que d'avancer. A dater de ce jour, la cause du duc fut perdue sans retour. Annese, enhardi par l'échec de son adversaire, promit à don Juan de lui livrer la ville à la première occasion.

Dans l'intervalle, les instructions de la cour avaient eu le temps d'arriver. Comme tout gouvernement faible, celui de Philippe IV était jaloux de son pouvoir, et voulait tout conduire de Madrid, au lieu de s'inspirer des circonstances pour suivre la fortune, sans prétendre la diriger. On trouva que don Juan avait outrepassé ses pouvoirs en déposant le vice-roi, pour lui succéder. Au risque de compromettre une cause déjà si aventurée,

on lui reprit les pouvoirs qu'il s'était attribués, et on donna pour successeur à d'Arcos le comte d'Oñate, ambassadeur d'Espagne à Rome, homme dur, sans entrailles et sans pitié. Don Juan s'inclina avec une résignation exemplaire sous la verge qui le frappait; il accueillit sans rancune son successeur, se mit franchement à son service, et travailla avec lui à l'œuvre de réconciliation de Naples avec l'Espagne.

Tourmenté du besoin de regagner sa popularité, Guise, avec quatre mille hommes d'élite, entreprit une expédition contre l'île de Nisida, dans le golfe de Naples, pour y assurer un port à la flotte française qui avait promis de revenir. C'était une faute grave : car, sur ce terrain glissant, son pied n'avait jamais été bien ferme, et le moindre danger qu'il courût en quittant Naples, c'était de ne pouvoir y rentrer! Un ami lui écrivit ces mots : « Naples vous importe plus qu'une roche déserte. Revenez vite, ou vous le perdrez! » Guise vit là une ruse de ses ennemis, et s'obstina à ne pas revenir. Mais dans la nuit du 6 avril, Annese livra une porte aux Espagnols. Ceux-ci entrèrent sans coup férir, en criant : « La paix, la paix! point de gabelle! » et en répandant partout le bruit que c'était Guise qui leur livrait la ville. Bientôt elle fut tout entière en leur pouvoir. La mobile populace, ravie de ce changement, accueillit avec des transports de joie les Espagnols que, la veille encore, elle voulait tous massacrer.

Guise apprit l'événement quand il n'était plus temps de s'y opposer. Il se hâta de quitter Nisida, et à la tête de sa petite armée, il se montra dans les faubourgs de Naples. Là, l'accueil qu'il rencontra lui apprit que sa royauté d'un jour touchait à son terme. Il se dirigea vers les Abruzzes; mais ses forces diminuaient à vue

d'œil, et avec la fortune, tous ses adhérents l'abandonnèrent l'un après l'autre. Un détachement lancé à sa poursuite finit par le faire prisonnier. On l'enferma dans la citadelle de Gaëte, et là, soit dit à la honte de l'Espagne, il fut soumis aux plus indignes traitements. Le vice-roi songea même un instant à le faire exécuter; mais don Juan se révolta contre ce lâche abus de la force, et grâce à son intervention, la vie du duc fut sauvée. Après deux mois, l'ordre arriva de le transférer en Espagne. Là, sa vie fut encore mise en question; mais Philippe IV n'était pas homme à verser le sang d'un ennemi désarmé. Guise fut enfermé dans la tour de Ségovie, où il resta quatre ans. Disons à l'honneur de Mazarin qu'il fit pour le racheter des efforts sincères, mais impuissants. Au fond de la rancune de l'Espagne contre Guise, il y avait de la peur! Elle avait senti à quel fil léger tenaient ses possessions italiennes, Naples surtout, la plus précieuse de toutes!

Guise, à Ségovie, adoucit les ennuis de sa captivité en écrivant ses mémoires, rare et curieux mélange de vanité française et d'orgueil castillan. Il y serait resté jusqu'à sa mort, si Condé, qui venait, comme on disait alors, *de traiter* avec les Espagnols, c'est-à-dire de se vendre à eux, dans un moment d'humeur contre Mazarin, n'eût saisi, pour obtenir la liberté de Guise, l'instant où l'Espagne n'avait rien à lui refuser. Le duc sortit enfin de prison, et survécut encore douze ans à sa captivité.

Le sort avait prononcé : la courte et malencontreuse campagne de Guise en Italie était terminée; la France avait été expulsée de Naples en même temps que lui. Par un tardif sentiment de sa faute, Mazarin crut devoir y renvoyer une autre flotte, sous les ordres du prince Thomas de Savoie. Mais, en révolution comme en guerre,

l'occasion perdue ne se retrouve jamais : la tardive démonstration de l'escadre française n'eut d'autre résultat que de fournir au vice-roi un prétexte pour sévir. La première victime fut Annese. Il avait rendu à l'Espagne, en remettant Naples sous son joug, un de ces services qu'on ne pardonne pas! Accusé d'intelligence avec la France, torturé et mis à mort, il supporta cette double épreuve avec un courage qu'on n'eût pas attendu de lui.

Dès lors Oñate, que rien ne retenait plus sur sa pente, se jeta aveuglément dans les voies de la réaction. Tous ceux qui, de près ou de loin, avaient eu quelques relations avec Guise furent livrés au bourreau, et le monde apprit une fois de plus ce qu'on gagnait à se fier à la clémence espagnole! Annese avait payé de sa vie les rancunes du vice-roi, Naples les paya de sa liberté et de son existence de peuple, et rentra, plus soumise que jamais, sous le joug qu'elle avait brisé! On prétend que, du fond de sa prison, Guise, furieux contre Naples qui l'avait trahi, envoya au vice-roi une liste de noms qu'il désignait à ses vengeances, et celui-ci paya fidèlement les dettes de son dévancier. Pendant les quelques années que dura son administration, dix-huit mille personnes périrent sous la main du bourreau, et d'Albe dans sa tombe put encore être jaloux d'Oñate!

Ainsi se termine cette insurrection de Naples qui, par les romanesques incidents de la vie de ses deux héros, le pêcheur napolitain et le grand seigneur français, tranche avec le ton général de l'histoire, plus sérieux et plus sobre. Espèce de hors-d'œuvre dans les annales de l'Espagne, cette révolution sans portée n'a pas laissé de trace : elle n'a pas rendu les maîtres plus humains, elle n'a pas allégé les chaînes des esclaves! Comme une

éruption du Vésuve, dévastatrice, mais passagère, elle n'a laissé après elle que du sang et des ruines. Seulement, elle a rendu à l'Espagne un funeste service, celui de l'aveugler sur sa faiblesse, et de lui faire croire que le propre de la force, c'est de ne pas savoir pardonner.

CHAPITRE II.

SOUMISSION DE LA CATALOGNE.

1646-1648.

Étrange position que celle de l'Espagne après le traité de Munster ! Exclue seule de cette paix où tout le monde est admis, trahie par l'Autriche son unique alliée, en face de la France hostile et de l'Europe indifférente ou ennemie, elle s'apprête à recommencer la lutte avec un courage qu'on ne saurait trop admirer. Dans cette lutte, elle n'a qu'un allié : c'est le peuple rebelle contre qui elle use depuis un siècle tous les ressorts de sa puissance, la Hollande, qui a infligé à son orgueil le plus humiliant de tous les désaveux, en la forçant à reconnaître l'indépendance de sujets révoltés, et à mendier leur appui. Mais un allié plus sûr pour elle, ce sont les dissensions intérieures de la France qui vont, pour quelques années, briser le nerf de cette puissante monarchie, et faire passer à la solde de l'Espagne le vainqueur de Lens et de Rocroy.

Mais avec Mazarin pour ministre et Louis XIV qui grandit pour le remplacer, avec Turenne et Condé pour généraux, la France, qui s'est retrouvée tout entière après les terribles secousses de la Ligue, se remettra bien vite des désordres passagers de la Fronde, pour

marcher, jeune et pleine de séve, vers l'avenir qui l'attend. L'Espagne, au contraire, n'a pas d'avenir; le plus beau de tous ses rêves, c'est tout au plus de recommencer le passé! Et cependant, un intérêt douloureux s'attache à ce dernier effort d'une grande nation pour ressaisir le sceptre du continent qui lui a échappé; car le pouvoir ne périt jamais, mais il aime à changer de mains, et il est resté assez longtemps dans celles de la Castille! L'heure de l'Angleterre n'est pas encore venue, celle de l'Autriche est déjà passée. Reste la France, encore dans sa période ascendante, en marche vers ce point culminant après lequel on n'a plus qu'à descendre!

Ainsi l'Espagne, outre sa lutte incessante contre la France, a donc à tenir tête presque en même temps aux trois insurrections du Portugal, de Catalogne et de Naples. Elle a triomphé de la dernière, la moins sérieuse des trois; mais le Portugal lui a échappé pour jamais, et elle se retrouve en face de la Catalogne, qui ouvre la Péninsule à l'invasion française. Sans doute la France ne gardera pas longtemps cette remuante province, séparée d'elle par les Pyrénées, en dehors de ses frontières naturelles; mais elle y aura gagné du moins de rentrer dans deux de ses provinces, le Roussillon et la Cerdagne, et d'enlever à l'Espagne l'enclave qu'elle possédait sur son territoire.

Revenons maintenant à la guerre de Catalogne. Nous l'avons suivie jusqu'en 1646, nous allons maintenant la conduire jusqu'à sa fin, en 1659. A cette date, l'Espagne ne possédait plus dans toute la province que trois places, Tarragone, Tortose et Lerida. L'insurrection, c'est-à-dire la France, était maîtresse du reste. Mazarin, ne voulant pas en rester sur l'échec de Lerida (voir livre XXXVII, ch. IV), résolut de frapper sur l'Èbre un

coup décisif. En 1647, il envoya en Catalogne comme vice-roi le vainqueur de Rocroy, qui venait alors de changer, après la mort de son père, son nom d'Enghien pour celui de Condé. Ajoutons que Mazarin n'était pas fâché d'occuper au dehors un prince jeune et remuant qui, appuyé sur son renom militaire et sur l'immense fortune dont il venait d'hériter, devenait un sujet bien dangereux pour un roi de neuf ans.

On peut se figurer la joie de la province rebelle en voyant arriver ce redoutable ennemi de la Castille, à la tête de douze mille soldats, l'élite des armées de la France. Après une entrée triomphale à Barcelone, où il fut reçu comme un libérateur, le prince, à qui ses instructions prescrivaient d'attaquer Tarragone, aima mieux débuter par Lerida, que deux attaques manquées faisaient regarder comme imprenable. Mais l'illustre d'Harcourt y avait échoué, c'en était assez pour que Condé voulût y tenter la fortune. La place fut investie le 12 mai, et les assiégeants y trouvèrent les lignes que l'armée française y avait élevées six mois auparavant; mais argent, vivres, munitions, tout, dans l'armée française, avait été dispensé d'une main avare par Mazarin, qui ne se souciait nullement d'assurer de nouveaux triomphes au vainqueur de Rocroy et de Lens. Enfin, le même gouverneur portugais, Brito, était prêt à défendre contre Condé cette place que d'Harcourt n'avait pas pu prendre. On trouve dans un récit français du temps, dont nous ignorons l'auteur, une vive et amusante peinture de ce siége.

« Brave comme le Cid, fier comme tous les Guzman réunis, et poli comme un Abencerrage, le gouverneur Brito, petit de taille, mais grand de cœur, nous laissa faire les premières approches sans donner signe de vie.

Le prince, fier du souvenir de Rocroy, s'avisa, pour faire pièce à la garnison, d'ouvrir la tranchée avec son propre régiment, vingt-quatre violons en tête, comme à une noce! La nuit vint, et la joie régnait dans l'armée; on faisait des gorges chaudes aux dépens de l'ennemi et de son petit gouverneur, que nous nous flattions déjà de voir dans nos mains avec sa place avant vingt-quatre heures. Tout d'un coup, un cri de mauvais augure part du rempart, puis une décharge de canons et de mousqueterie balaye toute la tranchée. Après la salve vient une sortie si vigoureuse qu'elle nous renvoya dans notre camp. Le lendemain matin, le courtois gouverneur adressa au prince un présent de fruits et de limonade glacée, en le priant de l'excuser s'il manquait de violons pour lui rendre sa sérénade, mais l'assurant en même temps que, si la musique dont il l'avait régalé avait été de son goût, il aurait soin de l'entretenir de même tout le temps que le prince resterait devant Lerida. »

Une place de cette force, avec un gouverneur pareil, ne s'enlève pas par un coup de main, et on s'étonne à bon droit de la confiance présomptueuse de Condé. Il en fut, du reste, bientôt puni; le siége, si gaiement ouvert, ne tarda pas à prendre un aspect plus sérieux. La tranchée dut s'arrêter devant le roc vif qui supporte Lerida. Des sorties meurtrières, toujours suivies de glaces et de messages courtois, repoussèrent les assaillants avec des pertes énormes. Les maladies se mirent de la partie, et vinrent décimer l'armée. Les Catalans, pour qui la France prodiguait ainsi son or et son sang, furent les premiers à se décourager, à déserter ou à passer à l'ennemi. Condé, qui avait voulu effacer la trace de l'échec de son devancier, n'arriva qu'à le recommencer. Sachons-lui gré pourtant d'avoir compris,

quoi qu'il dût en coûter à son orgueil, que quand on s'est engagé dans une mauvaise voie, ce qu'on a de mieux à faire, c'est de reculer. Il se résigna donc à lever le siége et à rentrer en France, en laissant sa petite armée sous les ordres d'un de ses lieutenants.

Ainsi trois fois les forces de la monarchie française étaient venues se briser contre cette imprenable cité qui, maîtresse de la vallée de la Sègre, maintenait seule les communications de l'Espagne avec l'Aragon. L'excuse de Condé, c'était l'absence d'une flotte pour appuyer son attaque contre Lerida. Richelieu, à la place de Mazarin, n'eût pas manqué d'en envoyer une; mais Mazarin n'était pas comme lui un génie complet, capable de faire tout marcher de front, la guerre, la marine, la diplomatie. Aussi la marine française, au lieu de suivre l'impulsion donnée par le grand cardinal, fut-elle sacrifiée aux préoccupations du ministre, plus soucieux en ce moment des ennemis du dedans que de ceux du dehors.

Mazarin, en envoyant Condé en Catalogne, n'avait songé qu'à se débarrasser de lui. Pour successeur, il lui donna son propre frère, le cardinal de Sainte-Cécile. Mais celui-ci, à son arrivée à Barcelone, fut tellement effrayé du désordre qui y régnait que, jugeant sa vie en danger, il se sauva à Rome, et renonça pour jamais à la politique après ce malencontreux essai. Il eut pour successeur le maréchal de Schomberg qui, plus heureux que Condé, effaça le souvenir du double échec de Lerida en s'emparant de Tortose. La flotte française, cette fois, fut fidèle au rendez-vous, et vint bloquer l'entrée de l'Èbre sur lequel la ville est située. Après un siége vivement poussé, le 12 juillet, un assaut emporta la place, défendue par l'évêque, qui se fit tuer à la tête de son clergé.

En somme, dans cette campagne, l'Espagne avait

perdu en Catalogne plus de terrain qu'elle n'en avait gagné. Le double échec des Français devant Lerida était effacé, les armes de la France avaient retrouvé leur prestige. Mais la flotte dut quitter les côtes de la Catalogne pour celles de Naples. Dès lors, toutes les opérations de Schomberg furent frappées d'impuissance. Au milieu d'un pays épuisé, son armée ne pouvait être ravitaillée que par mer. Pour consommer sa disgrâce, une escadre espagnole vint remplacer celle de France, et s'assurer des bouches de l'Èbre. Avec la paix de Munster, Mazarin avait remporté au dehors, pour longtemps du moins, sa dernière victoire. Il avait maintenant à combattre dans la Fronde un ennemi plus dangereux que tous les généraux espagnols. L'insurrection de Catalogne, malgré ses éphémères succès, s'était montrée, comme toutes les démocraties appelées à gouverner, apte à détruire, impuissante à réédifier. Incapable d'établir un gouvernement régulier, ce qui lui avait manqué, c'était de trouver, comme la Hollande, un citoyen assez grand pour fonder sa liberté, assez désintéressé pour ne pas la lui reprendre après la lui avoir donnée. Il avait fallu l'appui de la France et les fautes des généraux espagnols pour faire vivre si longtemps cette révolte mort-née qui n'avait pas su, comme celle de Naples, se changer en révolution.

Mais l'insurrection catalane allait entrer dans une phase nouvelle. Un changement grave commençait à s'opérer dans les esprits : les Français, loin de s'instruire par les fautes de l'Espagne, n'avaient eu rien de plus pressé que de les recommencer. Au lieu de ménager l'humeur irritable des Catalans, et de leur faire aimer leurs nouveaux maîtres, ils avaient fait peser sur eux un joug plus dur encore que celui de la Castille. Tous les vieux

griefs contre l'Espagne, les exactions, les désordres des soldats, les abus de pouvoir des généraux, les contributions de guerre levées sans pitié, rien n'avait été épargné à ce malheureux pays qui n'avait fait que changer une servitude pour une autre. Quelques exemples, faits par les autorités catalanes, avaient encore accru l'irritation mutuelle. Ainsi, Margarit, le partisan le plus décidé de la France, avait fait reconduire au delà des Pyrénées le général Marsin et quelques officiers, pour les livrer, comme coupables d'exactions, aux autorités françaises de Perpignan. Mais l'impulsion était donnée : la vieille rivalité entre les autorités civiles et militaires, entre l'obéissance passive du soldat et l'indépendance du citoyen, avait encore séparé les deux alliés qui, pour vaincre, n'auraient pas eu trop de toutes leurs forces réunies.

La cour de Madrid n'ignorait rien de ce qui se passait en Catalogne; elle résolut de tenter un effort décisif pour profiter de cette nouvelle disposition des esprits. On ne saurait trop approuver le choix qu'elle fit pour vice-roi du marquis de Mortara. Vieilli dans les camps, il avait gagné tous ses grades à la pointe de l'épée, en Italie d'abord, puis en Catalogne où il servait depuis le début de la guerre. Un trait achèvera de peindre l'époque : ce ne fut nullement à son mérite que Mortara dut sa nomination, ce fut à la liaison du roi avec sa sœur. Ajoutons que Philippe ayant marié sa maîtresse enceinte au marquis de Quintana, celui-ci, peu résigné au rôle qu'on lui donnait, mourut de chagrin en se voyant déjà père avant d'être époux. L'enfant, que le roi ne reconnut pas, entra dans les ordres, et, par une étrange destinée, il devint plus tard le précepteur de son frère Charles II.

Si nous citons ces ignobles détails, c'est qu'ils nous donnent la mesure de la moralité de cette cour dévote et dissolue où régnait, comme dans celle de France, un clergé plus jaloux de domination que de sainteté! D'un côté comme de l'autre des Pyrénées, péchés de rois n'étaient pas des péchés! Le royal pénitent, dûment confessé et absous, était sûr en persécutant les juifs ou les protestants, ou en fondant quelques couvents, de se faire tout pardonner, et d'acheter le droit de peupler de ses bâtards la cour, l'église et l'armée!

Remarquons, avant de quitter ce sujet, le chemin qu'a fait l'Espagne, et le rapide progrès de son déclin depuis le dernier règne. La piété de Philippe III, peu éclairée sans doute, était sincère, profonde et digne de respect; aussi l'a-t-elle gardé de tous les écarts, en face d'une cour habituée à exploiter les faiblesses de ses maîtres. Entre deux règnes de dévotion et de scandales, l'honnête et incapable fils de Philippe II a donné sur le trône l'exemple de toutes les vertus privées, et a vécu en saint, sinon en roi. Son fils, au contraire, moins incapable peut-être, mais aussi nul, aussi indolent que lui, étranger de plus à la notion du devoir, étale sur le trône, à côté d'une épouse digne de son amour et de ses respects, tous les scandales qu'une vie d'homme peut enfermer; et sans cesse il trouve autour de lui des complaisants pour servir ses faiblesses, des confesseurs pour les absoudre! Aussi l'Espagne, à chaque règne, descend-elle plus bas sur cette pente qu'elle ne remontera plus; par une rétribution vengeresse de la justice divine, le déclin de sa moralité est en même temps celui de sa puissance.

Impatient de justifier le choix qu'on avait fait de lui, le nouveau vice-roi vint en juillet se mettre à la tête de

l'armée. Dans toute la Catalogne il ne restait plus à l'Espagne que deux places fortes, Tarragone et Lerida. Pour y pénétrer, elle n'avait qu'un chemin, la vallée de l'Èbre; quelques jours suffirent à Mortara pour s'en rendre maître, et il vint mettre le siége devant Tortose. La cour, instruite enfin par ses fautes passées, avait envoyé sur la côte une flotte pour fermer l'Èbre, et empêcher l'arrivée de tout secours, et une bonne part du succès doit être attribuée à cette mesure. Le duc de Mercœur, qui commandait pour la France en Catalogne, ne pouvait pas laisser les Espagnols reprendre Tortose sans faire un effort pour la secourir. Sur neuf mille hommes dont il disposait, il en détacha deux mille pour les jeter par mer dans la place assiégée. Mais la flotte espagnole s'empara du détachement, et le gouverneur de Tortose, qui n'attendait qu'un prétexte pour se rendre, ouvrit ses portes à l'armée royale (29 novembre).

Après avoir rasé les fortifications, Mortara revint avec son armée passer l'hiver à Saragosse. Le printemps arrivé, il se préparait à assiéger Cervera, dans la vallée de la Sègre, avançant ainsi d'un pas lent, mais sûr, vers Barcelone, but de tous ses efforts. Aussi bon politique que général habile, il s'était dit que ramener les rebelles importait plus que de les vaincre, et que la plus sûre de toutes les armes, c'était la clémence! Cette tactique, habile autant que généreuse, assurait le succès de l'expédition, car l'esprit public avait changé: les paysans se montraient, par haine des Français, bien disposés pour l'armée royale, et bon nombre même venaient s'enrôler dans ses rangs.

Le succès de ses armes avait mis Philippe en veine d'ambition, non pas pour lui, mais pour son fils bien-aimé, don Juan d'Autriche, le second du nom. Avec

cette ingratitude naïve qui caractérise tous les despotes, il n'hésita pas à payer les services de Mortara en lui retirant le commandement en chef pour le donner à son fils. Don Juan était alors en Sicile, occupé d'y effacer les traces de la dernière insurrection. Après avoir reconquis Naples à la couronne d'Espagne, le fils de Philippe IV avait chassé les Français de l'île d'Elbe, d'où ils désolaient les côtes de l'Italie. Partout le succès semblait s'attacher à ses pas, et l'Espagne, condamnée à mépriser un roi qu'elle aimait, se reprenait, avec bonheur, à admirer le jeune héros qui la consolait de tant de hontes.

Aussi le choix du monarque fut-il vivement applaudi en Espagne. On oublia les services de Mortara, car les peuples sont parfois presque aussi ingrats que les rois! Le 28 mai, don Juan quitta Palerme avec sa flotte ; retardé par les vents contraires, il prit ou coula à fond quelques navires français qui infestaient les îles Baléares. Apprenant que la peste, compagne ordinaire de la guerre, désolait la Catalogne, il débarqua à Valence pour y attendre les ordres de la cour. De là, il se rendit à Tarragone pour concerter avec Mortara le plan de la campagne. Son ardeur juvénile entraîna le vieux et prudent général, et l'on se décida à mettre le siége devant Barcelone, quartier général de l'insurrection. Cet accord entre les deux généraux était un gage de victoire, et l'on ne saurait trop admirer le désintéressement de Mortara qui, condamné à partager avec un autre la gloire d'une conquête presque certaine, mit sans hésiter son expérience et ses talents au service du fils de son roi!

Pendant que don Juan restait à Tarragone avec sa flotte, Mortara vint s'établir avec dix mille hommes

devant Barcelone. La ville était commandée par Margarit, le plus opiniâtre ennemi de la Castille. Attaqués à la fois par une flotte et par une armée, sous les ordres des deux meilleurs généraux de l'Espagne, les Catalans ne faiblirent pas un instant. Mais pour bien comprendre ce siége mémorable, il faut se faire une idée exacte de la situation de Barcelone. La ville, en forme de carré plus ou moins régulier, est située dans une plaine fertile entre deux rivières, le Besos et le Llobregat. Un demi-cercle de hautes collines l'entoure, en s'abaissant vers la mer par ses deux extrémités. Dès les temps les plus anciens, la ville a toujours été fortifiée, et du côté qui fait face à la mer, un fort la protége. Mais sa plus sûre défense est le fort de Montjuich, situé à mille pas environ du côté du sud-ouest. Depuis longtemps les habitants, s'attendant à un siége, n'avaient rien négligé pour fortifier Montjuich. Enfin des forts, semés de loin en loin sur cette ceinture de collines, offraient à la défense autant de points d'appui.

Mortara commença par s'établir aussi près de la ville que le lui permit le canon des remparts. Mais avant qu'elle pût être investie de tous les côtés, Marsin, commandant les troupes françaises en Catalogue, vint se jeter dans la place avec huit mille hommes. Bientôt le siége commença, et l'armée royale s'empara, sans trop de difficulté, de la plupart des forts semés sur les collines. En même temps, par un travail digne des Romains, elle traçait, à deux mille cinq cents pas des murs, des lignes de circonvallation flanquées de tours et de bastions, sur une longueur de plus de trois lieues. Mais, suivant l'usage immémorial de l'Espagne, les troupes n'étaient pas payées. Les Allemands, moins habitués aux privations que les Espagnols, murmuraient hautement et

montraient peu de zèle pour un gouvernement qui ne les payait pas.

On s'étonnera de la tiédeur que mettait Mazarin à secourir Barcelone, la clef de toutes ses possessions au delà des Pyrénées. Mais la Catalogne était condamnée à sentir le contre-coup de toutes les agitations politiques de la France. Condé venait de lever en Guyenne le drapeau de la révolte, et était en train de se vendre aux Espagnols, avec cette absence de sens moral et de patriotisme qui caractérise trop souvent la noblesse française. A cette triste période de son histoire, Marsin, qui *appartenait*, comme on disait alors, non à la France, mais à M. le prince, n'aspirait qu'à le rejoindre en Guyenne. A peine eut-il appris la levée de boucliers de Condé que, sous prétexte de délivrer Barcelone du fardeau d'une garnison étrangère, il obtint de Margaret d'aller rallier les troupes françaises dispersées en Catalogne, pour défendre la ville du dehors au lieu de l'affamer au dedans. Puis, sans se soucier un instant de tenir sa promesse, il alla retrouver, en Guyenne, le prince dont il imitait l'exemple, en trahissant ses alliés, et en s'alliant avec les Espagnols contre son pays !

Après quelques efforts infructueux pour obtenir des secours du Portugal contre l'ennemi commun, les Catalans se décidèrent à ne plus compter que sur eux-mêmes. Mortara s'était, dans l'intervalle, emparé de Sanz, espèce de faubourg fortifié de Barcelone, du côté de Montjuich ; Margaret essaya de remplir le vide laissé par Marsin, en faisant entrer dans la ville un corps de cavalerie française, établi à Mataro. Mais rien ne put arrêter le lent et sûr progrès de Mortara, qui chaque jour faisait un pas de plus vers Barcelone. Déjà maître de toutes les fortes positions qui l'entouraient, il finit par

s'emparer du couvent de Santa Madrona, poste avancé, à cinq cents mètres de Montjuich, où il se hâta de se fortifier. Don Juan était alors retenu à Valence par une légère attaque de l'épidémie régnante. A peine guéri, vers le milieu d'octobre, il vint rejoindre Mortara devant Barcelone, jaloux de partager avec lui l'honneur de cette conquête qui ne pouvait plus leur échapper.

Les assiégés, ayant essayé de déloger les Espagnols de Sanz, furent ramenés dans la ville, l'épée dans les reins, avec des pertes considérables. Mais cet échec fut plus que compensé par l'arrivée du maréchal de la Motte, nommé vice-roi de Catalogne, et d'une forte division française, que Mazarin se décidait enfin à envoyer au secours de ses alliés, oubliés depuis si longtemps. La Motte vint s'établir avec son armée à Samboy, à une lieue de Barcelone. Là, sous prétexte d'attendre une flotte que le Portugal devait envoyer pour agir de concert avec lui, il se refusa à toutes les instances des habitants qui le pressaient d'entrer dans la ville, ou de tenter contre les assiégeants quelque entreprise. Mais enfin, une sortie vigoureuse, opérée par les assiégés, décida le maréchal à se joindre à eux pour attaquer les Espagnols; et l'attaque ayant été repoussée, la Motte parvint à se jeter avec ses troupes dans la ville, où il fut reçu avec des transports de joie (22 avril). A peine entré, il prit d'un commun accord le commandement suprême, et déploya un grand zèle pour la défense de la place.

Les mois s'écoulaient cependant : pour opposer à l'ennemi cette vigoureuse résistance, la Motte avait dû recourir à des mesures de rigueur et à des contributions de guerre qui pesaient lourdement sur les habitants.

Bientôt l'argent manqua, et l'on se décida à mettre la main sur l'argenterie des églises, au grand scandale du clergéqui essaya vainement de résister. Mais pendant que la Motte semblait se dévouer tout entier à la défense de Barcelone, il était en train de traiter sous main avec les Espagnols. Ennemi personnel de Mazarin, il s'était rattaché au parti de Condé, et s'autorisait de son exemple en se vendant aux ennemis de son pays : car c'était ainsi qu'en France, au XVII[e] siècle, on comprenait le patriotisme ! Mais il ne put s'entendre avec don Juan sur les conditions du marché, et le siége continua avec un acharnement que l'on ne trouve que dans les guerres civiles. Des sorties furieuses semèrent plus d'une fois le désordre dans les rangs de l'armée royale. Mais don Juan avait dans la ville des intelligences qui lui révélaient les projets de l'ennemi, et peu à peu il gagna du terrain, décidé d'ailleurs à ne pas compter avec le temps, et à prendre la ville par la famine s'il ne pouvait pas la conquérir par la force. L'apparition de la flotte française, si longtemps attendue, vint un instant ranimer le courage des assiégés. Don Juan, se remettant à la tête de son escadre, fit tout pour amener un engagement avec la flotte ennemie; mais l'amiral français, fidèle aux nobles exemples des Condé et des Marsin, évita le combat avec autant de soin que don Juan en mettait à le chercher. Il laissa volontairement échapper l'occasion de jeter dans Barcelone les vivres et les munitions dont il était chargé, et finit par s'en retourner à Marseille, non sans qu'on le soupçonnât d'avoir fait acheter sa retraite par les généraux espagnols; car, à cette époque néfaste, la trahison était partout; les ressorts de l'autorité étaient si détendus en France qu'on passait d'un camp à l'autre sans le moindre scrupule, et qu'on

finissait par ne plus savoir qui l'on avait pour ami ou pour ennemi.

Une attaque générale, concertée contre les lignes espagnoles, échoua parce que l'ennemi en avait été informé d'avance, et le découragement s'empara des assiégés. Les lignes espagnoles se rapprochaient chaque jour de la ville, et les vivres y devenaient plus rares. Mais ce qui prolongeait la résistance, c'est que, chaque nuit, des barques chargées de vivres venaient, malgré la sévérité des croisières, ravitailler Barcelone. Mortara fut alors chargé par le prince de s'emparer de toutes les places du littoral, mission qu'il accomplit sans difficulté, et où la clémence l'aida plus que la force. Les cœurs se rendirent en même temps que les villes, et dès lors le sort de Barcelone fut décidé. Sans vivres, sans munitions au dedans, sans appui au dehors, toute résistance était devenue impossible, et la faim fit bientôt ce que l'épée n'avait pas pu faire. La Motte, malgré ses rancunes contre les Espagnols, qui n'avaient pas mis à assez haut prix ses services, comprit enfin qu'il fallait céder. Le parti français perdit courage, et le parti castillan, si longtemps opprimé, reprit le dessus. Margarit, sachant trop bien qu'il n'y avait plus pour lui de pardon, s'échappa de la ville, où sa haine contre l'Espagne ne trouvait plus d'échos. Une capitulation fut conclue : elle stipulait pour la garnison le libre retour en France avec armes et bagages. Les vaisseaux français qui se trouvaient dans le port étaient libres de quitter la ville, et les habitants les plus compromis pouvaient s'éloigner avec eux. L'échange des prisonniers était réglé, les *fueros* de la province reconnus et garantis, ainsi que l'exemption perpétuelle de loger et d'entretenir des soldats. La clause qui souleva le plus d'orages fut celle-

ci : Barcelone voulait absolument être exempte de recevoir garnison dans ses murs. Don Juan conjurait les habitants de s'en remettre à la clémence et à la bonne foi du monarque, et malgré tous les efforts du maréchal pour faire rompre le traité, la ville finit par suivre le conseil du prince. Margarit, le véritable auteur de l'insurrection, fut seul exempt de l'amnistie.

Le 1er octobre, les troupes françaises sortirent en bon ordre de la cité, et le même jour, don Juan, à la tête de son armée, y fit une entrée triomphale, quatorze mois après l'ouverture du siége. Le prince, en annonçant à son père cette grande nouvelle, attribua modestement à l'habileté et au courage de Mortara tout l'honneur du succès, et cette justice rendue au digne vétéran accrut encore, au lieu de la diminuer, la part de gloire qui appartenait à don Juan. Mortara, pendant ce temps, se rendait maître de Gérone, qui lui ouvrit ses portes à la première sommation. Il complétait ainsi la conquête de la Catalogne où Rosas seul, le port de mer le plus rapproché des Pyrénées, restait encore au pouvoir de la France. L'insurrection était finie : la clémence et l'habileté des deux généraux, leur rare et loyal accord, avaient réussi là où, douze ans plus tôt, avaient échoué les violences d'Olivarez et les rigueurs de los Velez. La couronne de Castille avait recouvré Naples et la Catalogne; mais elle avait perdu pour jamais le Portugal, son plus beau fleuron, et elle restait seule et sans alliée en face de la France, pour continuer une lutte sans espoir.

Avec la reddition de Barcelone, la révolte de la Catalogne et la suzeraineté de la France, après douze ans de durée, avaient fini en même temps. Plus las du joug français qu'ils ne le furent jamais du joug espagnol,

les Catalans étaient revenus de cœur à leurs vieux souverains, et rentrés, comme l'enfant prodigue, dans la maison paternelle. La clause qui garantissait aux rebelles graciés le maintien de leurs *fueros* avait gagné à don Juan tous les cœurs; en se montrant généreux, il se trouvait qu'il avait été habile! Mais ceci ne faisait pas l'affaire de la France, qui avait tout intérêt à maintenir la Catalogne en état de rébellion permanente; car elle y gagnait un pied-à-terre en Espagne, un poste avancé pour couvrir le Roussillon et la Cerdagne, et une diversion utile à la guerre des Pays-Bas. Aussi allons-nous la voir, jusqu'à la paix des Pyrénées, entretenir dans cette province pacifiée la guerre, à défaut de révolte. Mais tout intérêt a disparu de cette rébellion factice, que la France cherche à fomenter en s'appuyant sur les mauvais instincts du peuple contre ses bons. Nous passerons donc rapidement sur ces guerres sans résultat; en traversant ces landes de l'histoire, l'historien doit se hâter, pour s'arrêter là où est l'intérêt et la vie!

Fidèle à ses précédents, la cour de Madrid avait rebuté par ses fautes la fortune qui revenait à elle. Ainsi les Catalans, dans la ferveur de leur dévouement de fraîche date, ayant offert de se charger de recouvrer le Roussillon, dont les habitants étaient aussi las qu'eux du joug de la France, l'Espagne, insouciante comme tous les grands seigneurs ruinés, dédaigna cette offre, et retira ses troupes de la Catalogne pour les envoyer en Portugal, où la guerre tendait à prendre racine. Le roi avait ôté à Mortara le titre de vice-roi, si bien gagné par lui, pour le donner à don Juan, déjà investi du commandement en chef de toutes les forces de terre et de mer. La France, toujours prête à exploiter les

fautes de sa rivale, ne se tint pas pour battue : elle résolut de continuer à défendre en Catalogne ses deux provinces reconquises, le Roussillon et la Cerdagne. Le maréchal de Hocquincourt franchit en juin les Pyrénées avec vingt mille hommes, force suffisante pour prouver que la France prenait au sérieux cette guerre. A la suite de l'armée marchait Margarit, infatigable dans sa haine contre l'Espagne. Comme tous les émigrés, il vivait d'illusions, et croyait que le pays allait se lever en masse pour se joindre à ses libérateurs; mais rien ne bougea, sauf les bandits et les fainéants, recrues toujours assurées au désordre et à l'anarchie. Mais la Catalogne, fidèle à ses serments, se rallia autour du fils de son roi. Les Français, après s'être emparés de Castillon et de Figueras, vinrent mettre le siége devant Gérone. Abandonnée à elle-même, la ville se défendit deux mois avec un courage héroïque. Don Juan y gagna le temps de rassembler une armée, presque toute catalane, et finit par forcer les Français à lever le siége; mais il ne put les empêcher de garder un pied dans la province.

A d'Hocquincourt succéda Conti, aussi factieux que son frère, sans avoir Rocroy et Lens pour se le faire pardonner. Du reste, dans un camp comme dans l'autre, ces éternels changements de généraux ôtaient aux soldats toute confiance, aux chefs toute liberté de mouvement, et la victoire n'était jamais qu'un accident heureux. Les Espagnols ayant tenté sans forces suffisantes un coup de main sur le Roussillon, Conti, à la tête de forces supérieures, franchit à son tour les Pyrénées, en chassant l'ennemi devant lui, et s'empara de Puycerda et de la vallée de la Sègre. Ces revers continus des Espagnols s'expliquent par l'absence de troupes

régulières : incapable de réunir une armée, le vice-roi n'osait pas s'éloigner de Barcelone, et observait de là les progrès de l'ennemi sans pouvoir les arrêter.

Mérinville, qui remplaça bientôt Conti, ne put, malgré toute son activité, empêcher don Juan, à qui l'Espagne avait envoyé une flotte à défaut d'une armée, de reprendre Berga, Campredon et Solsoña. Dans les années qui suivent, la guerre ne fait plus que languir : les deux peuples, également fatigués, retirent peu à peu leurs troupes de la Catalogne. Don Juan lui-même la quitte en 1656, pour aller dans les Pays-Bas essayer sa fortune sur un théâtre plus digne de lui. Mortara, reprenant ce titre de vice-roi qu'un caprice de la cour lui restitua, comme il le lui avait ôté, rend un instant aux Catalans la confiance et l'élan qui leur manquaient. Bientôt les Français sont chassés de toute la province de Gérone, où ils ne gardent plus que Rosas. Quelques engagements sérieux ont encore lieu, notamment aux bords du Tet, sur le revers nord des Pyrénées, où les Français sont battus avec des pertes notables. Ce fut la dernière bataille qui méritât ce nom, dans cette guerre qui, depuis 1652, se survivait à elle-même, et qu'allait clore la paix des Pyrénées. Là, du reste, aucune grave question ne restait plus à résoudre : la Catalogne s'était librement donnée à son roi, vaincue par sa clémence plus que par ses armes. Or la force victorieuse peut bien violenter quelque temps le vœu des peuples ; mais ceux-ci ont le temps pour allié, et ce qu'ils veulent fort et longtemps, ils finissent toujours par l'obtenir.

CHAPITRE III.

GUERRE DE FLANDRE.

1646-58.

Quand l'illustre Vico, jetant dans sa *Scienza nuova* les fondements de la philosophie de l'histoire, assigne à toute société humaine une succession fatale de progrès et de déclin (*corso e ricorso*), qui aboutit nécessairement à la ruine, il est dans le vrai pour le monde ancien, mais dans le faux pour le monde moderne. Un peuple chrétien, grâce à ce ressort d'élasticité et de vie morale qu'il puise dans l'Évangile, peut déchoir comme l'Espagne sous Philippe IV, comme la France sous Henri III, mais il ne peut pas périr! S'il tombe, c'est pour se relever; s'il s'éclipse, c'est pour reparaître bientôt à l'horizon! Fût-il descendu, comme la Pologne, au fond du sépulcre, nul n'a droit de sceller sur lui la tombe, et de lui dire : « Tu n'en sortiras plus! »

De toutes ces morts apparentes, qui peuvent se prolonger assez pour tromper les regards superficiels, nulle n'a semblé jamais plus définitive que celle de l'Espagne, depuis Philippe II jusqu'à nos jours. Aucune des conditions extérieures de la mort n'y a manqué : ruine, dépopulation, révoltes au dedans comme au dehors,

perte de ses colonies! Le fanatisme grandiose du XVIe siècle y est remplacé par l'hébétement et le fétichisme, quand il ne l'est pas par l'incrédulité! Et cependant, même au milieu de ce déclin continu dont, seule entre toutes les nations modernes, l'Espagne donne l'exemple au monde depuis plus de deux siècles et demi, on sent qu'une force cachée de vitalité couve encore sous cette longue léthargie. Le règne de Charles III, essai de régénération matérielle de la Péninsule, en attendant sa régénération morale, la guerre de 1808, effort suprême d'un peuple qui se sent mourir, et ne veut pas que l'étranger le foule aux pieds tant qu'il lui reste un souffle de vie, suffisent pour nous prouver que l'Espagne n'est pas morte! Si triste que soit son histoire, si aride que soit le désert qu'il nous faut traverser, ne désespérons donc pas du peuple espagnol, ni d'aucune de ces races latines, si richement douées, et pourtant si déchues. Pour renaître, il leur suffira de puiser le christianisme à sa source native, l'Évangile, au lieu de l'emprunter de seconde main à des canaux desséchés et taris.

A cet affaissement de l'Espagne nous avons déjà opposé le relèvement de la France, tombée pourtant bien plus bas qu'elle dans le dernier siècle, et son progrès continu depuis Henri IV jusqu'à Louis XIV. Seulement, tout en montant à l'horizon, la France va subir avec la Fronde une éclipse passagère, pendant l'orageuse minorité de son roi. Mazarin lui-même, héritier diminué de Richelieu, ne le continue guère qu'au dehors; au dedans, il lui faut lutter contre bien des obstacles avant d'arriver à la pleine possession de son autorité et de son génie. Remarquons aussi que, aussitôt que la France abaisse, l'Espagne tend à se relever, par une

de ces lois cachées qui garantissent l'équilibre européen ; mais ce relèvement est plus apparent que réel, et surtout il ne doit pas durer! Même Turenne et Condé, en passant tour à tour dans le camp de l'Espagne, sont impuissants à ramener la fortune sous ce drapeau qu'elle a quitté !

Si quelque chose au monde pouvait faire regretter pour la France l'époque de la Ligue, ce serait celle de la Fronde! Dans les égarements du fanatisme il y a encore une espèce de grandeur ; mais dans ces goguettes d'écoliers mutinés en l'absence du maître, dans ces saturnales éhontées de nobles se ruant à la curée du pouvoir, et passant d'un parti à l'autre suivant le caprice ou l'intérêt du moment, on est saisi d'une absence aussi complète de dignité et de pudeur. Même le sang versé n'a pas pu parvenir à faire quelque chose de sérieux de cette guerre où l'on chansonne plus encore qu'on ne se bat. La noblesse, avant de ramper devant le *Grand Roi*, s'enivre de son indépendance au moment de la perdre, comme pour prouver qu'elle n'en était pas digne. Une épigramme, une chanson, en voilà assez pour consoler la France de toutes ses libertés! La paix même de Munster, cet éclatant triomphe de la diplomatie française, n'a pu faire pardonner à Mazarin quelques vices de prononciation qui blessent l'oreille de nos Athéniens de Paris!

Résumons rapidement l'histoire de cette guerre de Flandre à qui la présence même de Condé et de Turenne ne réussira pas à donner l'intérêt et la vie. Trahie par l'Autriche son alliée, restée seule pour faire face à la France depuis la paix de Munster, l'Espagne, au fond, désirait la paix pour tourner toutes ses forces contre ses deux ennemis intérieurs, la Catalogne et le

Portugal. Mais depuis le traité de Westphalie, Mazarin se sentait maître de dicter la loi à tous ses ennemis, et avec la cour de Madrid surtout, il n'était pas homme à user modérément de son triomphe. Le moins qu'il pût exiger, c'était la cession du Roussillon et de tout ou partie de la Franche-Comté et des Pays-Bas, sentinelles avancées de l'Espagne sur le sol de la France! Or l'Espagne, même au sein de son abaissement, ne se sentait pas assez vaincue pour céder. Comptant sur les discordes civiles qui déchiraient la France, elle s'apprêtait à venger toutes ses vieilles injures, pensant avec raison que, plus sa rivale serait occupée au dedans, moins elle aurait le temps de s'opposer à ses projets sur les Pays-Bas et sur l'Italie.

En effet, un souffle de révolte passait en ce moment sur l'Europe. Pendant que le Portugal, la Catalogne, la Sicile et Naples se soulevaient contre le joug castillan, pendant que l'Angleterre puritaine faisait monter son roi à l'échafaud, et essayait sous Cromwell cette forme républicaine si peu d'accord avec son génie national, la France préludait avec sa Fronde à une parodie de révolution, frivole et sanglante tour à tour. Quant à l'Espagne, soutenant à la fois sur tous les points de l'Europe ses prétentions surannées, elle voulait en même temps refaire son unité nationale, reconquérir le Portugal et la Catalogne, et tenir tête à la France et à ses alliés en Flandre et en Italie. Tel était le plan de la cour de Madrid à l'entrée de la campagne nouvelle. L'archiduc Léopold, vice-roi des Pays-Bas, après avoir noué des intelligences avec les rebelles de Paris, reprit l'offensive en s'emparant d'Ypres et de Saint-Venant, et fit lever à d'Harcourt le siége de Cambray. Celui-ci, qui venait de se rendre maître de Condé et de Maubeuge,

perdit tous ses avantages, faute de renforts que Mazarin, occupé de sa lutte contre la Fronde, oublia de lui faire passer. En combattant ainsi d'une main, l'Espagne tendait l'autre à l'Autriche : Philippe, après avoir épousé en 1647 la fille de l'empereur, songeait, pour donner un gage de plus à son infidèle allié, à marier au roi de Hongrie l'infante Marie-Thérèse, qui fut un instant l'héritière de toutes ses couronnes. Mais, chose inouïe, cette noblesse de cour, toujours prosternée devant ses rois, retrouva pour résister à Philippe son antique indépendance : elle s'opposa, avec une indomptable résolution, à cette union avec une puissance dont l'alliance, jusqu'à nos jours, a toujours été fatale à ceux qui l'ont recherchée. Le rêve de la grandesse, c'était de refaire l'unité de la Péninsule en mariant la fille de leurs rois à l'héritier du Portugal. Leur résistance fut si énergique que la frêle volonté de Philippe et celle de son ministre se brisèrent devant elle. Le roi eut beau sévir contre les chefs de ce patriotique complot, les autres tinrent bon, « ne voulant pas, disaient-ils, passer sous le joug « des Allemands », et l'infante, réservée à d'autres destinées, n'épousa ni le roi de Hongrie ni l'infant de Portugal.

De la cour passons maintenant aux camps : dans la campagne de 1649, l'avantage avait été du côté de l'archiduc; l'année suivante, un illustre transfuge vint apporter à l'Espagne un nom qui valait une armée. Ce fut le maréchal de Turenne qui, ternissant un nom jusque-là sans tache, vint offrir son épée aux Espagnols, pour les aider à défaire l'œuvre accomplie contre eux par ses victoires. Le 21 août, Turenne, traînant après lui l'archiduc effrayé de son audace, après s'être emparé de Capelle, Vervins et Rethel, poussa jusqu'à la Ferté-

Milon. Déjà ses éclaireurs étaient à Dammartin, à dix lieues de la capitale. Mais les princes, qu'il voulait délivrer, n'étaient plus à Vincennes, et l'entreprise échoua. Léopold rentra dans les Pays-Bas, et Turenne s'apprêtait à passer l'hiver en France, entre la Meuse et l'Aisne, quand l'armée royale, commandée par Duplessis-Praslin, et animée par la présence du cardinal-ministre, reprit aux Espagnols Rethel, leur poste le plus avancé vers Paris. Turenne arriva trop tard pour le délivrer. Serré de près par l'ennemi, il se dirigeait vers les défilés de l'Argonne quand Duplessis l'atteignit en chemin, et, après une lutte opiniâtre, le força à s'enfuir avec perte de toute son artillerie et de quatre mille hommes, le tiers de son armée (15 décembre). Toutes ses conquêtes en Champagne furent perdues; la chance décidément n'était pas pour les transfuges!

Cette leçon suffit au maréchal : l'année suivante, il avait renoncé au service de l'Espagne pour rentrer dans le sentier du devoir, qu'une nature aussi maîtresse d'elle-même n'aurait pas dû quitter. En revanche, comme s'il fallait que la noblesse française eût toujours un représentant dans le camp ennemi, Condé, entraîné par de funestes conseils, rompait avec la cour, et donnait à la France l'exemple d'une défection plus éclatante encore. Mazarin, forcé de céder à l'orage, sortait de France pour s'y préparer un retour triomphant. Mais Dieu nous garde de toucher, même en passant, à cette époque de la Fronde, la plus honteuse, sinon la plus triste de notre histoire! Sans doute la France se relèvera plus tard, sous Mazarin et sous le *Grand Roi;* mais, disons-le à l'honneur de l'Espagne, même dans son abaissement, elle ne tomba jamais si bas. Citons enfin, pour excuser notre malheureux pays, toujours complice

des fautes qui le perdent, ces graves paroles du premier président Molé : « On peut dire des princes du sang que « depuis cinq ou six siècles, ils ont été les fléaux du « peuple et les ennemis de la monarchie. »

A dater de ce jour, la guerre étrangère, émigrant des Pays-Bas, passe en France à la suite de la guerre civile. C'est encore un prince du sang, Nemours, qui se charge d'y introduire les Espagnols. Au printemps de 1652, l'archiduc s'empare de Gravelines, et envoie Fuensaldaña, avec quatorze mille hommes, envahir la Picardie. Trente mille Allemands, reste des bandes de Wallenstein, passent au service de l'Espagne, avec la connivence de l'empereur, qui fait ainsi la première brèche au traité de Munster. Enfin le vainqueur de Lens, franchissant comme César le Rubicon, se décide à servir contre son pays, et la victoire, sa compagne fidèle, passe avec lui sous les drapeaux espagnols. Comme un *condottiere* italien, le noble transfuge amenait avec lui un corps de six mille soldats, formés et disciplinés par lui. Quant à son pays qu'il allait dévaster, à son roi enfant dont il ébranlait le trône, un prince du sang, un Condé s'occupait-il de pareilles misères ? Les lois et l'opinion pouvaient-ils atteindre des gens placés si haut, et dont la morale, s'ils en avaient une, n'avait rien de commun avec celle du vulgaire ? Le moyen âge, d'ailleurs, n'était pas si loin, et fiers des quelques gouttes de sang royal qui coulaient dans leurs veines, tous ces illustres aventuriers, Condé, Conti, d'Orléans, Nemours, avec leurs milices féodales, se tenaient pour autant de rois au petit pied, sans cesse alternant entre la révolte et une fidélité toujours à vendre.

Mais en se dégradant ainsi jusqu'à se mettre à la solde de l'Espagne, Condé allait recevoir de la main de

ses nouveaux alliés le châtiment de sa défection, et savourer, comme dit le Dante[1] « tout ce qu'a d'amer le pain de l'étranger ». Fuensaldaña venait de rejoindre à Fismes, à vingt lieues de Paris, le duc de Lorraine, autre *condottiere* du sang royal, passant sans pudeur d'un drapeau à l'autre, le type le plus parfait d'inconstance et de vénalité, dans ce siècle qui en fournit tant de modèles ! Leurs forces réunies montaient à vingt mille hommes, et avec celles que Condé leur amenait, elles suffisaient pour écraser Turenne qui n'en comptait que huit mille.

Les débuts de la campagne furent heureux : en trois semaines, Condé avait pris Rethel, Château-Porcien et Sainte-Menehould. Mais, malgré son titre de *généralissime*, le vainqueur de Rocroy n'avait pas une parcelle de pouvoir qui lui appartînt en propre. L'Espagne ne songeait qu'à Dunkerque, et voulait à tout prix en achever la conquête. Fuensaldaña, chargé de tenir Condé en tutelle, voulait bien se servir de lui, mais non le laisser agir à sa guise. La guerre civile en France venait trop à souhait aux Espagnols pour qu'ils fussent pressés de la terminer, et l'on perdit cette occasion unique d'en finir avec Turenne, au grand désespoir de Condé, qui pourtant se rendit encore maître de Bar-le-Duc, Ligny, Void et Commercy. Mais Mazarin, jaloux de la gloire militaire de Richelieu, vint rejoindre Turenne avec quarante mille hommes. En plein hiver, Bar, Ligny et Château-Porcien furent repris, et en janvier seulement, le belliqueux cardinal et son armée prirent leurs quartiers d'hiver.

1. Tu proverai quantu si sà di sale
Il pane altrui, e quanto è duro calle
Il scender él salir l'altrui scale.

Dans l'intervalle, ce feu de paille que l'on appelait la Fronde venait de s'éteindre comme il s'était allumé, sans qu'on sût ni comment ni pourquoi. Paris, las de cette révolte sans but et sans cause, s'était réconcilié avec son roi, et, le 21 octobre, Louis était entré en triomphe dans son palais du Louvre, escorté par Turenne, le bras droit de cette monarchie dont Mazarin était la tête ! Gaston d'Orléans et Condé avaient quitté Paris pour n'y plus rentrer que sujets repentants et soumis. Le parlement, après une excursion peu heureuse dans le domaine de la politique, était retombé dans sa nullité accoutumée. L'étranger, qui avait repris le chemin de la France, allait l'oublier de nouveau, en laissant pour souvenir les ruines que lui et ses nobles alliés y avaient faites.

Mais un personnage nouveau allait intervenir dans la querelle. Ce personnage, c'était Cromwell ! L'Angleterre, longtemps effacée de la scène, allait y reparaître avec un éclat qu'elle n'avait pas eu depuis le début du siècle, à l'époque où des acteurs tels que Philippe II, Élisabeth, Henri IV et Farnèse y jouaient les premiers rôles. Les peuples ont, comme les individus, leurs heures de défaillance ; mais ils ont aussi leurs heures de relèvement. Tandis que l'Angleterre, après sa longue éclipse, montait de nouveau à l'horizon, tandis que l'Espagne s'arrêtait un moment sur la pente du déclin, la France, en ces quatre fatales années, avait perdu presque tout ce que Richelieu lui avait fait gagner. Mais heureusement pour elle, la Fronde était terminée, et Mazarin lui restait, dégagé de toute préoccupation au dedans, et libre de continuer la grande tradition politique de la France, l'abaissement des deux branches de la maison d'Autriche. Dans ce duel entre la France et l'Espagne, pour-

suivi presque sans interruption depuis François Ier, la résurrection de l'Angleterre était un événement de la plus haute importance; car il fallait absolument qu'elle prît parti dans la querelle, d'un côté où de l'autre, et un poids pareil suffisait pour faire pencher la balance!

Appuyée sur la double base de la démocratie et de la foi, riche des forces économisées sous les deux derniers règnes, la jeune république d'Angleterre l'avait pris de très-haut avec les rois du continent. L'Espagne, en perdant avec l'Autriche le dernier de ses alliés, avait oublié ses vieilles rancunes contre l'Angleterre, et avait été la première à reconnaître l'existence de la république nouvelle. Le Portugal, ayant accueilli une petite escadre armée par les partisans des Stuarts, avait dû s'humilier devant les menaces du *lord protecteur*. Quant à la France, déjà en froid avec le gouvernement anglais pour des rivalités de commerce, elle avait songé un instant à prendre parti pour les Stuarts contre la république; mais l'insuccès d'une expédition tentée en Angleterre par celui qui fut depuis Charles II, et la soumission de l'Écosse avaient bientôt refroidi les velléités royalistes du prudent cardinal.

Cromwell, sentant son ambition grandir avec le succès, rêvait déjà l'union, volontaire ou forcée, des deux marines, hollandaise et anglaise, pour assurer à celle-ci l'empire des mers. Mais, pour atteindre ce but, il lui fallait un pied-à-terre sur le continent, une ville frontière, port de mer et place forte tout ensemble, qui lui ouvrît à la fois la France et les Pays-Bas, et fermât à tous deux l'accès de l'Angleterre. Une seule ville, Dunkerque, remplissait toutes ces conditions : placée à l'extrémité nord-ouest du royaume, c'était comme un second Calais, plus facile à détacher que l'autre de cette

France si homogène, si bien dessinée par la nature qui, au nord seulement, a oublié de lui donner une limite.

Depuis bien des années, les affaires des Espagnols en Flandre n'avaient pas été dans une position aussi prospère. L'archiduc, tout en négociant avec Condé et avec les frondeurs, était en train d'assiéger Dunkerque, encore occupé par la France, et que l'Espagne et l'Angleterre se disputaient en ce moment. Cromwell, pour qui tous les moyens étaient bons, fit offrir à d'Estrades, gouverneur de la ville, de la lui vendre au prix de deux millions. Le gouverneur refusa avec dédain, et Cromwell, changeant de batteries, lui fit offrir, en échange de Dunkerque, non plus pour lui, mais pour la France, quinze mille hommes et cinquante vaisseaux pour faire la guerre à l'Espagne et à la Fronde. D'Estrades, voyant la France perdue si l'Angleterre s'unissait contre elle à l'Espagne, conseilla à Mazarin d'accepter. Celui-ci n'en était pas éloigné; mais Anne d'Autriche, toujours gouvernée par la passion, ne put se résigner à la perte de Dunkerque. Cromwell, irrité, jeta aussitôt tout le poids de l'Angleterre du côté espagnol de la balance. Une flotte française, envoyée pour délivrer Dunkerque, fut battue par l'amiral Blake, même avant que la guerre ne fût déclarée. D'Estrades, réduit à ses propres ressources, capitula le 16 septembre, et l'Angleterre eut ainsi sur le sol français un poste avancé qu'elle ne devait pas garder longtemps.

La guerre cependant continuait toujours en Flandre. Malgré les marques extérieures de respect dont on entourait le chef de la Fronde, Condé, toujours tenu en laisse par Fuensaldaña, sentait amèrement sa dépendance. La négligence et la lenteur espagnoles se heur-

taient à chaque instant avec l'élan impétueux du général français. Sans cesse il se plaignait du manque de munitions, de vivres, d'artillerie, de la lenteur et de l'insuffisance des transports et du mauvais état des forteresses; mais de tout temps, c'était ainsi que l'Espagne avait fait la guerre, et, parce qu'un prince français avait l'honneur de commander ses armées, ce n'était pas une raison pour y rien changer.

Le duc d'York, plus tard Jacques II, qui servit quelque temps avec Turenne sous le drapeau de la France, raconte à ce sujet des détails curieux. Rien ne pouvait déranger la lenteur et l'opiniâtre routine des généraux espagnols, ni les décider à se hâter. Pour eux, jamais il ne pouvait être question d'une attaque, ni même d'une marche de nuit. On ne se battait jamais que pendant les meilleures heures du jour; encore, dans l'après-midi, fallait-il faire une longue sieste, et sous aucun prétexte on n'eût osé réveiller un général endormi. Clarendon (*Hist. of Rebellion*, c. xv) nous apprend qu'un jour Turenne montrait au duc d'York, dans une ville qu'il assiégeait, le point qu'il comptait attaquer. Un officier désigna au maréchal un autre point plus faible et plus propre à être attaqué : « Cela vous semble ainsi, dit Turenne, mais c'est là que Condé a son quartier, et lui ne dort jamais, tandis que sur l'autre point campe Fuensaldaña. Or, je vous dirai ce qui va arriver, car j'ai servi dans l'armée espagnole, et je connais leurs façons d'agir. Quand j'attaquerai, ils croiront d'abord que c'est une fausse alerte, et quand ils se convaincront enfin que l'attaque est sérieuse, alors on ira avertir Fuensaldaña qui, à cette heure-là, fera sa sieste. Il faudra bien du temps avant que ses valets se décident à l'éveiller. Puis, lorsque enfin il sera sur pied, il jettera un coup d'œil sur

les lignes, et se rendra à la tente de l'archiduc qu'il faudra éveiller à son tour. Alors ils se consulteront longtemps sur *ce qu'il y aura à faire*, et, pendant ce temps, *tout sera fait!* » Plus tard l'attaque eut lieu, et l'on apprit des prisonniers que les choses s'étaient passées juste comme Turenne l'avait prédit.

Au printemps suivant, Condé envahit la Champagne avec vingt mille fantassins et quatorze mille chevaux, allemands pour la plupart ; car l'empereur, en dépit de la paix de Munster, glissait tout doucement vers sa vieille alliance. Seulement la lutte, religieuse naguère en Allemagne, était devenue politique dans les Pays-Bas. Condé, tout occupé de ses ambitions princières, ne songeait pas à de pareilles vétilles, et Turenne, en attendant l'heure de se convertir, avait oublié qu'il était protestant!

Rethel, au pouvoir des Espagnols, leur ouvrait la vallée de l'Aisne et la route de Paris ; mais habitués à ne se presser jamais, ils étaient encore en Flandre au début de juillet, quand Turenne, spéculant sur cette lenteur même, tomba avec la rapidité de la foudre sur Rethel, peu préparé à se défendre. En quatre jours, il était maître de la place, et la route de Paris était fermée. Condé, au désespoir, renonçant à vaincre l'inertie espagnole, dut changer tous ses plans, et chercher à pénétrer en France par les vallées de l'Oise et de la Somme.

Mais Turenne était là pour l'en empêcher : à sa prudence native, il savait unir au besoin la dévorante activité de Condé. Repoussant les timides conseils qui le pressaient de rester sur l'Oise pour ne pas découvrir Paris, il passe la rivière et côtoie l'armée ennemie, qu'il harcèle sans relâche en l'empêchant de rien tenter de sérieux. L'infanterie de Condé était double en

nombre de celle de Turenne; mais l'unité dans le commandement et la liberté d'action étaient du côté de ce dernier. Condé, indigné de la mauvaise volonté de ses alliés, ayant poussé en avant et pris Roye, le 5 août, Turenne, par une marche hardie, se porte derrière les Espagnols, qu'il met entre Paris et lui, en les séparant de Cambray, leur base d'opérations. Quoique bien supérieur en forces, Fuensaldaña, épouvanté, refuse de marcher sur Corbie, comme le voulait Condé, et ne songe plus qu'à retourner en arrière. L'archiduc, venu au camp espagnol pour assister à une victoire, n'y trouva que discorde et inertie, et sa présence accrut encore le désordre. Pour s'indemniser de cette campagne manquée, l'armée espagnole se décida enfin à se replier sur les Ardennes. Là Condé s'empara de Rocroy, ancien théâtre de sa gloire, ternie par ces tristes lauriers moissonnés au service de l'Espagne. Turenne, renonçant à faire accepter la bataille à l'ennemi, se rendit maître de Mouzon, pendant que Condé, aux termes de son traité avec l'Espagne, gardait pour lui Rocroy, et se faisait ainsi sur la frontière un apanage princier avec les dépouilles de la France.

Les déceptions de cette campagne avaient ébranlé l'énergique constitution du prince, et la campagne se termina ainsi à l'honneur de Turenne, qui avait su paralyser tous les mouvements d'un ennemi deux fois aussi fort que lui. Dans ce duel prolongé entre les deux plus grands généraux du siècle, qui s'évitent plus qu'ils ne se combattent, si Turenne a grandi, si Condé semble diminué, n'oublions pas que les chances ne sont pas égales : Turenne est libre, et Condé enchaîné; l'un sert sa patrie, et l'autre la trahit! Mais la campagne, finie pour les Espagnols, ne l'était pas pour

la France, qui prit encore Sainte-Menehould, et, grâce à Turenne, le danger de l'invasion fut encore une fois écarté!

Sur mer comme sur terre, la chance avait tourné : une flotte espagnole, en attaquant l'île de Ré, avait été repoussée avec perte. En Italie, l'Espagne, en 1652, avait enlevé aux Français Casal, qui leur ouvrait la vallée du Pô. L'année suivante, la fortune changea : l'armée franco-piémontaise battit les Espagnols près du Tanaro, et ravagea tout le plat pays. En Catalogne aussi, la France avait repris l'offensive, et fait lever à l'ennemi le siége de Rosas, mais sans réussir à s'emparer de Gérone. Ainsi, sur tous les points de son vaste contour, la France tenait tête à tous ses ennemis, et son étoile montait à l'horizon, dégagée des nuages sanglants qui avaient obscurci son lever. Mazarin, seul maître désormais de ce pouvoir si disputé, reprenait un à un tous les grands desseins de Richelieu. Des deux hommes qu'il y avait en lui, le plus grand se révélait dans sa politique étrangère, où l'astuce italienne venait encore quelquefois rapetisser les inspirations du génie. Pendant ce temps Condé, rebelle malgré lui, et presque aussi digne de pitié que de blâme, était condamné à mort par contumace, et déclaré par la cour des pairs « félon, et déchu du nom de Bourbon », juste et tardif châtiment d'une vie usée au service de son intérêt plus qu'à celui de son pays.

C'est un spectacle étrange que de voir ces deux rivaux de talents et de gloire, Turenne et Condé, lutter tour à tour l'un contre l'autre sous des drapeaux opposés, et s'emprunter au besoin, pour se vaincre, les qualités qui distinguent chacun d'eux.

De là les ruses de guerre les plus étranges et les plus

inattendues; car chacun, sachant d'avance quelle manœuvre l'autre attendait de lui, le prenait par surprise en agissant à dessein contre toutes les règles de la guerre, seule manière qui lui restât de tromper son adversaire. Le duc d'York, qui avait servi tour à tour sous ces deux grands maîtres, nous apprend que tous deux, sans savoir même que leur rival était là, le reconnaissaient sur-le-champ à la manière dont son armée était rangée.

Chaque jour la position du prince devenait plus difficile. On lui demandait de vaincre, et on lui en ôtait les moyens. Outre Fuensaldaña qui, incapable de comprendre la hauteur de ses desseins, s'en vengeait en les contrariant, il avait encore à lutter contre la mobilité et la fantasque humeur du duc de Lorraine, vrai *condottiere* du moyen âge, avare du sang de ses soldats et de ses propres deniers, gardant pour lui les sommes qu'il touchait pour eux, et ne connaissant pour solde que le pillage. Ce dernier et triste type des grands vassaux de la couronne n'avait gardé de son duché confisqué qu'une armée, qui lui suffisait pour battre monnaie. Charles de Lorraine était alors au service de l'Espagne, qu'il servait aussi peu et aussi mal que possible, en se vengeant sur Condé, moins résigné que lui à sa dépendance, des affronts de ses maîtres orgueilleux.

Enfin, la cour de Madrid, lasse de ses façons d'agir toujours frondeuses, et se méfiant de sa fidélité, qu'elle ne payait pas assez cher, prit le parti de le faire arrêter. La chose n'était pas facile, vu ses habitudes de méfiance et le dévouement de ses soldats, à qui il permettait tout, sauf de se faire tuer. De Bruxelles, on le transféra, pour plus de sûreté, dans l'alcazar de Tolède, où il resta quatre ans, jusqu'à la paix des Pyrénées. Son héritage,

à défaut de duché, c'était son armée; elle passa à son frère François, aussi difficile à manier que lui, et Condé, sans cesse contrecarré par son nouveau collègue, savoura de nouveau toutes les amertumes du service de l'étranger.

Turenne, au début de la campagne, avait investi Stenay; Condé, désespérant de l'arracher de ses serres, parvint à persuader à ses collègues d'assiéger la forte ville d'Arras, l'éternel objet de l'ambition et des regrets de l'Espagne. Condé, l'archiduc, Fuensaldaña et François de Lorraine, à la tête de trente-quatre mille hommes, de toute langue et de tout pays, vinrent camper devant la ville. Telle était l'étendue de ses ouvrages avancés que les lignes de circonvallation, pour l'investir, durent embrasser un espace de six lieues, étendue prodigieuse pour une ville qui, aujourd'hui même, ne compte pas vingt-cinq mille habitants. La garnison était trop faible pour garder une aussi vaste enceinte; les habitants, espagnols de cœur, étaient presque aussi à craindre pour elle que l'ennemi; enfin la place était fort mal pourvue de vivres et de munitions. Située sur l'extrême frontière, Arras avait pour les deux nations une égale importance; car la France, en attaquant les Pays-Bas, avait besoin de s'appuyer sur cette forte cité, et une fois prise, elle ouvrait à l'ennemi une des routes de Paris par la Picardie et l'Ile-de-France. Aussi l'alarme régnait-elle à la cour, qui voyait déjà Condé à Paris, venant, à la tête d'une armée espagnole, donner la main aux débris de la Fronde!

Mais Turenne était là, et la France fut sauvée! Laissant, sous Hocquincourt, une partie de son armée devant Stenay, il se dirigea à marches forcées sur Arras, et campa bientôt assez près de l'ennemi pour intercepter

ses convois, et gêner tous ses mouvements. Stenay ne tarda pas à se rendre, et Turenne, ayant réuni toutes ses forces, fut désormais en état de tenir tête à l'ennemi. Arras, réduit aux dernières extrémités, était sur le point de se rendre; une attaque des Français contre les lignes espagnoles pouvait seule la sauver. L'affaire fut discutée en conseil de guerre, et tout le monde y vit un coup de tête désespéré, tant était forte la position des assiégeants. Mais Turenne persista dans son dessein avec la ténacité du génie, qui voit la vérité, et y marche à travers tous les obstacles. Il choisit pour point d'attaque le côté le plus faible des lignes espagnoles, et celui qui se trouvait le plus loin de Condé. Trois fausses attaques eurent lieu en même temps pour retenir à leur poste chacun des généraux ennemis, surtout Condé, le seul avec lequel il fallût compter.

L'attaque eut lieu dans la nuit du 24 août par un beau clair de lune. Quand les Espagnols s'aperçurent que l'ennemi marchait sur eux, il était trop tard pour s'y opposer. Ils eurent beau couvrir leurs lignes de feux, leur artillerie, dirigée au hasard, ne fit pas grand mal aux assaillants. Le centre de l'armée française, guidé par Turenne, arrache les palissades, comble les fossés, et enfonce les Italiens établis sur ce point, pendant que Hocquincourt en fait autant avec les Lorrains. Les Espagnols seuls tiennent bon, Fuensaldaña à leur tête. En somme la bataille était gagnée, et si bien gagnée que les vainqueurs se dispersèrent pour piller. C'était là que Condé les attendait : courant à l'ennemi avec son corps d'émigrés et tout ce qu'il put ramasser de soldats, il fit dire à l'archiduc d'opérer sa retraite avec le gros de l'armée pendant qu'il se chargerait de la protéger. L'archiduc obéit, et Condé, tombant sur les pillards, les

tailla en pièces. Mais en voyant un corps français, resté seul en ligne, s'emparer d'une hauteur voisine, à cette ferme prudence, à cet ordre dans le désordre, il reconnaît Turenne, et s'arrête tout court pour opérer sa retraite vers Cambray, poursuivi par l'ennemi qu'il parvient à contenir; mais trois mille prisonniers, soixante canons, une foule de chevaux et un immense matériel restèrent aux mains des Français.

La Flandre était ouverte : au printemps suivant, le Quesnoy, Clermont, Landrecies et Saint-Guillain ouvrirent leurs portes à l'ennemi. Charles de Lorraine ayant racheté sa liberté en promettant ses services à l'Espagne, son frère François passa au service de la France avec sa petite armée. L'archiduc, découragé par cette série de revers, renonça à la vice-royauté des Pays-Bas. Fuensaldaña passa à celle de Milan, et Condé, débarrassé de ses tuteurs, resta maître de ses mouvements. Le choix d'un vice-roi en Flandre était pour lui de la plus haute importance. Un seul homme en Espagne était à la hauteur de cette position difficile, c'était don Juan d'Autriche! Depuis la prise de Barcelone, il était demeuré en Catalogne pour y fermer les plaies de la guerre civile, et y faire face à une invasion française en 1653. Là, comme partout, la fortune avait souri à l'héroïque bâtard. Les Français une fois repoussés, la cour songea naturellement à lui, et l'envoya succéder à l'archiduc, et essayer ses chances dans les Pays-Bas.

Veut-on avoir la mesure du déclin de la marine espagnole? Sous Philippe II et le premier don Juan, grand amiral du royaume, les forces de l'Espagne dans les deux mers étaient de cent quarante galères, sans compter les vaisseaux, avec des Doria et des Santa-Cruz pour les commander. Le deuxième don Juan, pour se

rendre de Barcelone à Gênes, ne put trouver que trois galères, et eut bien de la peine à échapper aux poursuites des corsaires barbaresques. Malgré les regrets sincères que Léopold laissait derrière lui en Flandre, l'arrivée de don Juan, l'enfant gâté de la victoire, y fut saluée par un élan unanime de joie et d'espérance. Chacun était las de cette guerre sans fin, et attendait du nouveau vice-roi la victoire d'abord, et puis la paix, que l'Europe entière appelait de tous ses vœux. Condé lui-même accueillit avec empressement un prince jeune, aimable, et assez riche de son propre fonds pour ne pas envier la gloire de son aîné, et ne pas entraver ses desseins par une basse jalousie.

Ce qui manquait à don Juan du côté du génie militaire était compensé par les dons du cœur, et Condé, avec sa figure d'oiseau de proie, ne fut jamais riche de ce côté ! Don Juan s'inclina avec une déférence naïve devant la supériorité de son collègue, et s'offrit de bon cœur à exécuter tous ses plans. Turenne, avec vingt-cinq mille soldats, était venu assiéger Valenciennes, une des plus fortes places de cette terre classique des places fortes. Le comte de Hénin la défendait avec deux mille hommes, chiffre insuffisant pour une aussi vaste enceinte; mais vingt mille bourgeois armés, et disposés à se défendre, suppléaient à la faiblesse de la garnison. Quelques jours suffirent à Turenne pour tracer autour de la place ses lignes de circonvallation, jeter sur l'Escaut deux ponts, et s'emparer de deux redoutes. Mais la Flandre, comme la Hollande sa sœur, a toujours eu dans l'inondation la plus sûre de toutes ses défenses. Bientôt le camp français fut sous les eaux, et Turenne réduit à exhausser, à force de digues et de fascines, l'étroite langue de terre où campaient ses soldats.

Condé et don Juan, avec vingt mille hommes, étaient venus s'établir à demi-portée de canon des assaillants. En face d'un double danger, l'eau et l'ennemi, Turenne n'en poussa pas le siége avec moins de vigueur. Mais il avait dans la Ferté, son collègue, un Fuensaldaña qui, dès l'abord, se mit à contrarier tous ses plans. Dans la nuit du 15 juillet, Condé dirigea une fausse attaque contre l'endroit où campait Turenne, qu'il savait bien trouver éveillé; mais l'attaque réelle fut contre la Ferté qui, mal couvert et mal retranché, laissa l'ennemi pénétrer dans ses lignes avant de le repousser. Turenne eut beau envoyer des secours à son collègue, les renforts n'étaient pas arrivés que les troupes du maréchal avaient déjà lâché pied. La moitié se noya dans l'Escaut. Tout ce qui ne fut pas tué ou pris chercha son salut dans la fuite. La Ferté fut fait prisonnier avec un tiers de son armée. Turenne, forcé de lever le siége, se replia vers la France dans un ordre merveilleux; puis, s'arrêtant dans sa retraite, de peur qu'elle ne ressemblât à une fuite, il fit halte sous les murs du Quesnoy, tout prêt à livrer une seconde bataille pour fermer la route de Paris, et sauver l'honneur de la France.

Condé savait trop à qui il avait affaire pour attaquer le lion qui regagnait son antre. Pendant qu'il s'emparait de la ville qui porte son nom, Turenne, reprenant l'offensive, vint mettre le siége devant la Capelle. Condé accourut aussitôt, et fort de sa supériorité de nombre, il s'apprêtait à attaquer les lignes françaises, fortifiées avec soin; mais don Juan cette fois recula devant l'audace de son collègue, et la Capelle finit par se rendre, à la vue de l'armée accourue pour la secourir. Ainsi fut réparée par la France la honte de la déroute de Valenciennes. Le jeune roi, accouru avec sa cour, put rece-

voir de Turenne sa première leçon dans l'art difficile de réparer les échecs!

Ainsi, grâce à deux grands capitaines, Français tous deux, et toujours opposés l'un à l'autre, la balance était tenue à peu près égale entre l'Espagne et la France. Pour la décider à pencher du côté de la France, il fallait un poids de plus, ce fut l'Angleterre qui l'apporta. Mais ici, il nous faut reprendre les choses d'un peu plus haut, et étudier les relations de Cromwell avec les deux couronnes qui se disputaient son alliance. L'Espagne, déchue de son orgueil en même temps que de sa puissance, n'avait pas épargné les avances à l'heureux parvenu : le petit-fils de Philippe II était le premier monarque du continent qui eût envoyé à Londres un ambassadeur, et reçu à sa cour un envoyé de Cromwell. Il avait fait plus : il lui avait offert l'appui de l'Espagne pour conquérir Boulogne et Calais, ces deux clefs du continent, et s'était même engagé à l'aider à se faire roi, en forçant la France à le reconnaître comme tel, à l'exclusion des Stuarts.

L'offre était tentante, mais l'Espagne promettait plus qu'elle ne pouvait tenir! D'ailleurs, entre deux puissances catholiques, Cromwell, zélé protestant, devait préférer celle qui avait toujours pris en main la cause de la réforme. Enfin, pour une puissance maritime comme l'Angleterre, l'héritage colonial de l'Espagne était plus tentant que celui de la France. Cependant le *Protecteur*, tout en inclinant de ce dernier côté, ne se hâta pas de rejeter les avances de la cour de Madrid. S'il faut même en croire son mortel ennemi, le républicain Ludlow (*Mémoires*, t. II), Cromwell, après avoir, en 1654, dicté à la Hollande une paix humiliante, où elle reconnaissait la suprématie du pavillon britannique,

aurait offert à Philippe IV de mettre à son service toutes les forces de sa république, pourvu que l'Espagne ouvrît à l'Angleterre ses marchés des deux Indes, et exemptât les sujets anglais de la juridiction du saint-office. En imposant ces conditions, il savait qu'elles ne seraient pas acceptées. « Mon maître n'a que deux yeux, répondit l'ambassadeur espagnol, et vous voulez qu'il se les arrache tous les deux! »

Mais Cromwell n'était pas homme à reculer, une fois qu'il s'était avancé : se refuser à ses exigences, c'était se déclarer contre lui. Où la diplomatie était impuissante, il eut recours aux armes. Deux flottes anglaises armèrent sur-le-champ. A la tête de l'une, Blake, le *Roi de la mer*, orgueilleux surnom dont le peuple anglais se parait lui-même en le lui donnant, parcourut toutes les côtes de la Méditerranée, frappant tour à tour de terreur chrétiens et infidèles, de Tunis à Livourne! Il avait laissé sept vaisseaux devant Cadix pour y attendre les galions du nouveau monde. Ceux-ci arrivèrent, au nombre de quatre, avec trois vaisseaux de guerre pour les escorter. Après une lutte acharnée, le duc de Medina-Celi mit de ses propres mains le feu au vaisseau amiral, et périt plutôt que de se rendre. Le reste de la flotte tomba au pouvoir des Anglais, et deux millions en lingots d'or furent portés en triomphe à la tour de Londres, à travers les rues de la capitale. L'autre flotte, après une attaque manquée sur Hispaniola, s'empara sans résistance de la riche et belle île de la Jamaïque, restée depuis lors aux mains de l'Angleterre. L'Espagne, ainsi attaquée traîtreusement, sans déclaration de guerre, se vengea en saisissant, dans tous les ports de la Péninsule et de ses colonies, les personnes et les biens des sujets anglais; et ces sérieuses représailles firent à la

marine et au commerce de l'Angleterre un tort qu'elle fut longtemps à réparer. Tout le trafic de la Péninsule passa entre les mains de la Hollande, toujours prête à recueillir le fruit des fautes de sa rivale, et à hériter de ses dépouilles.

Une fois brouillé avec l'Espagne, il fallait que Cromwell se rapprochât de la France. Dès le début de son usurpation, il avait fait au gouvernement français quelques avances; mais la régente les avait rejetées avec horreur, en disant « qu'elle ne mettrait jamais sa main dans la main d'un sujet tachée du sang de son roi. » Une lettre écrite en latin au jeune roi Louis par le lord Protecteur, et signée en latin *amicus*, *votre bon ami*, avait encore aigri les esprits. Mais Mazarin, plus soucieux des intérêts que de l'honneur du pays, se garda bien de repousser les avances de Cromwell. Décidé à acheter à tout prix l'alliance de l'Angleterre pour en finir avec l'Espagne, sauf à se brouiller plus tard avec son allié quand il s'agirait de partager les dépouilles, Mazarin accepta toutes les conditions qu'il plut à Cromwell de lui dicter. Le 3 novembre 1655, un traité de paix et de commerce fut signé entre les deux pays; mais l'alliance politique fut encore ajournée, grâce aux exigences du lord Protecteur qui, à Boulogne et Calais, voulait encore ajouter Dunkerque. Or, Mazarin était trop perspicace pour ne pas voir que ce port, le dernier que la France possédât vers le Nord, serait plus dangereux encore dans les mains de l'Angleterre que dans celles de l'Espagne.

Le résultat fut une tentative nouvelle de Mazarin pour se rapprocher de la cour de Madrid, et travailler à l'œuvre de la paix, laissée de côté depuis le traité de Munster. Lionne, le futur ministre des affaires étrangères de

Louis XIV, fut envoyé à Madrid en 1656. La France réclamait le Roussillon, et l'Espagne la Lorraine, non pas pour elle, mais pour le duc Charles. Un avantage obtenu en Flandre par Condé rendit les Espagnols plus exigeants, et Lionne, qui « négociait à cheval, » suivant son expression, fut près de repartir pour Paris. On s'adoucit pourtant : don Luis de Haro céda le Roussillon, et Lionne la Lorraine. Le seul objet resté en discussion, ce furent les intérêts de Condé. Dans le débat, le nom de l'infante Marie-Thérèse, alors héritière de la couronne, vint à être prononcé. « Donnez-nous l'infante, s'écria Lionne, et nous vous céderons tout le reste! » Et, en effet, c'était depuis dix ans l'arrière-pensée de Mazarin, comme l'atteste ce passage d'une de ses lettres au plénipotentiaire français à Munster, le 20 janvier 1646 : « L'infante une fois mariée à Sa Majesté, nous pourrions aspirer à la succession d'Espagne, quelque renonciation qu'on lui en fît faire. » Don Luis recula, comme n'ayant pas de pouvoirs, et finit par refuser, car lui aussi avait son arrière-pensée : en dépit de la défection de l'Autriche, déjà pardonnée, un mariage se tramait alors entre l'infante et le roi de Hongrie, fils de l'empereur Ferdinand III.

Tout fut rompu : Lionne quitta Madrid, et Ferdinand se rapprocha de l'Espagne, à qui il fit passer ouvertement des secours. Le résultat fut de jeter la France dans les bras de Cromwell. Après le désastre de Valenciennes, Mazarin se résigna à tout, et signa, le 23 mars, un traité où il s'engageait, avec le concours de six mille soldats anglais et d'une flotte anglaise, à assiéger Gravelines et Dunkerque. Cette dernière place, une fois prise, devait rester à l'Angleterre; et, comme si les deux parties eussent eu conscience du peu de sérieux de ce traité, il n'était

valable que pour un an. Pour la première fois depuis Élisabeth, l'Angleterre remettait la main dans les affaires du continent, dont ses troubles civils l'avaient éloignée.

Reste une question grave : était-il vraiment dans l'intérêt de l'Angleterre de conclure avec la France cette alliance qui ne pouvait pas durer? N'eût-elle pas mieux fait de soutenir l'Espagne en déclin, et de mettre avec elle un frein à l'ambition de la France? Les historiens anglais, meilleurs juges que nous de la question, l'ont en général tranchée dans ce sens. Quoi qu'il en soit, Cromwell s'exécuta franchement : six mille Anglais, vétérans des guerres civiles, vinrent grossir l'armée que commandait Turenne. En revanche, les Espagnols virent arriver dans leur camp le roi titulaire d'Angleterre, Charles II, et son frère le duc d'York, réservé à une si triste célébrité; car Mazarin, buvant la honte jusqu'à la lie, avait dû s'engager à bannir les Stuarts de la France. Le roi amena avec lui deux mille *cavaliers*, dévoués à sa cause, heureux de combattre encore leurs vieux ennemis, les *puritains* de Cromwell! Sans la mauvaise volonté de l'Espagne, Charles en aurait levé bien davantage, car la Flandre était peuplée de ses sujets exilés.

L'Espagne, aiguillonnée par Condé, se piqua d'honneur, et ouvrit la première la campagne. Dès le mois de mars, Juan et Condé réunis s'emparèrent de Saint-Guislain. Par contre, la flotte anglaise et l'armée française luttèrent de lenteur, et ne furent prêtes qu'à la fin de mai; les Espagnols avaient eu le temps de fortifier leurs ports : il n'y avait plus rien à tenter du côté de la mer. Le 28 mai, Turenne investit Cambray; mais Condé se hâta de s'y jeter avec trois mille chevaux, et Turenne se décida à lever le siége. Pendant ce temps, la Ferté assiégeait Montmédy, qui finit par se rendre au roi et à

Mazarin, toujours prêts à accourir pour prendre possession d'une ville prise. Pour se consoler de son échec, Turenne prit Saint-Venant, Hénin et Mardyk, avec l'aide de la flotte anglaise, et pour le compte de l'Angleterre. Les Espagnols, dans l'intervalle, échouaient au siége d'Ardres. Cette campagne, toute de siéges, se termina ainsi à l'honneur de la France. Les Espagnols n'avaient rien fait, rien empêché, rien pris! Et cependant les soldats français n'avaient pas touché de solde de toute la campagne. Les puritains anglais s'étaient distingués par leur courage et leur discipline; les *cavaliers*, au contraire, dissolus et indisciplinés, n'avaient de soldats que le nom. Une cause ainsi défendue était perdue d'avance.

La campagne suivante s'ouvrit pour la France sous de mauvais auspices. La garnison d'Hénin se révolta, et se donna aux Espagnols. Un coup de main sur Ostende échoua. Enfin Cromwell, qui ne perdait jamais de vue Dunkerque, somma Mazarin de tenir sa promesse en commençant le siége. Ce fut le tour de Turenne de s'exécuter, ce qu'il fit, non sans regret; car avant Dunkerque, la plus forte place de la Flandre, il eût fallu prendre d'abord ses satellites, Bergues, Furnes et Gravelines, encore aux mains de l'Espagne. Mais Cromwell insistait, il fallut céder. La guerre a deux ressorts, la force et la ruse, et l'une doit venir au secours de l'autre. Décidé à assiéger Dunkerque, Turenne feignit d'en vouloir à Calais, bien plus sous sa main. Les Espagnols, qui achetaient partout à grands frais des espions pour les tromper, y furent pris cette fois; ils fortifièrent Cambray, et négligèrent Dunkerque, le croyant assez gardé par les forts qui l'entouraient. Vainement Charles II, instruit par ses amis anglais des desseins de Cromwell, supplia don Juan de fortifier Dunkerque; vainement le

gouverneur, marquis de Leyde, le meilleur officier de l'armée, vint demander des munitions, des vivres, des renforts; l'infatuation espagnole dédaigna tous les conseils, rejeta toutes les prières, et, pour faire face à Turenne et à son armée, Dunkerque demeura dégarni, avec dix-huit cents hommes de garnison.

Le 18 mai, Turenne se mit en route avec sept ou huit mille hommes seulement, dans un pays noyé par l'inondation et les pluies, à travers mille obstacles dont les Français triomphèrent avec leur entrain ordinaire. Huit jours après, il était devant Dunkerque, sans avoir eu un coup de fusil à tirer sur sa route. Il y fut rejoint par cinq mille Anglais, et une flotte anglaise de trente vaisseaux vint compléter le blocus. Après cet heureux début, les renforts de France arrivèrent en foule, et Turenne se trouva bientôt à la tête de vingt mille hommes. Mazarin, qui voulait se concilier Cromwell, déploya pour ce siége une activité au-dessus de tout éloge, et se fit le fournisseur général de l'armée. Rien ne manqua, ni hommes, ni matériel, ni vivres; et, gagnant sans scrupule sur toutes les fournitures, il fit ses affaires avec celles de la France.

La tranchée était ouverte, et les Espagnols n'étaient pas encore prêts. Il fallut la nouvelle de l'investissement de Dunkerque pour les tirer de leur torpeur. On se demande où était Condé, et l'on a peine à croire à sa présence dans le camp espagnol; mais nul ne saurait, à la longue, triompher d'une position aussi fausse que la sienne. Quant à don Juan, sentant sa faute, il résolut de la réparer par un coup si hardi que Condé lui-même hésita à s'y associer. Réunissant toutes ses forces, Juan s'avança jusque sous les murs de la ville assiégée, et se logea dans les dunes désertes qui bordent la mer, à trois

quarts de lieue de Turenne. Sa marche fut si rapide qu'il laissa derrière lui, à une journée de distance, bagages et artillerie. Toutes ses troupes ne purent pas même arriver avec lui au rendez-vous.

La position de Turenne, malgré la supériorité de ses forces, n'était guère moins difficile. L'inondation coupait ses communications avec Mar dyk et l'Angleterre. Ses lignes, formant un vaste demi-cercle, venaient, par leurs deux extrémités, aboutir à la mer. La flotte anglaise, rangée en croissant devant le port, complétait le cercle de blocus, coupé par sept canaux ou cours d'eau qui fournissaient autant de points d'appui pour le rompre.

Les Espagnols, toujours infatués, s'étaient persuadés que Turenne attendrait patiemment leur attaque dans ses lignes, et leur donnerait le temps de recevoir leur artillerie et le reste de leurs troupes. Mais, avec un général comme Turenne, jamais une leçon n'était perdue ; même les fautes commises portaient leurs fruits pour l'avenir. Le 16 juin, jour mémorable dans les annales des deux pays, le maréchal, laissant devant Dunkerque une partie de son armée, pour faire face aux sorties, dès l'aube du jour, marcha droit à l'ennemi avec neuf mille fantassins, cinq mille chevaux et dix canons seulement. L'armée espagnole ne comptait que neuf mille piétons ; la moitié au moins de ses neuf mille cavaliers, regardant une attaque comme impossible, était allée fourrager très-loin dans la plaine. Les Espagnols n'avaient avec eux que leurs armes, et campaient dans la plaine ouverte. En face même du danger, ils persistaient à le nier encore. Condé qui, le matin même, avait poussé une reconnaissance très-loin, ne put parvenir à convaincre don Juan. Enfin, poussé à bout par l'entêtement espagnol, Condé se tourna vers le duc de

Glocester, frère du duc d'York : « Avez-vous jamais vu une bataille, lui dit-il? — Non, jamais! — Eh bien, dans une demi-heure, vous allez voir comment on en perd une! »

Les Espagnols, pris à l'improviste, se hâtèrent de se ranger en bataille dans la prairie qui sépare les dunes du canal de Bruges. Leur droite, commandée par don Juan, s'appuyait à la mer, et se dépliait sur les dunes, l'infanterie en avant, la cavalerie derrière, gênée par l'inégalité du terrain. Au centre, Caracena, avec les Wallons, les Allemands et les *cavaliers* anglais; à gauche enfin, Condé, avec son corps d'émigrés, prêt à se battre, mais sans entrain, comme quand on se sait battu d'avance, et qu'on porte les armes contre son pays! Les Français, plus nombreux à la fois et plus espacés, faisaient face aux Espagnols, de la mer au canal, de manière à pouvoir aisément, si la fortune les secondait, envelopper l'armée ennemie. Au centre était l'infanterie, la cavalerie sur les ailes. A gauche se trouvaient les vétérans de Cromwell, heureux de se rencontrer face à face avec ces nobles frivoles et libertins qu'ils avaient déjà vaincus et chassés de l'Angleterre.

La première attaque se fit à l'ouest, du côté de la mer, par l'aile gauche française contre la droite espagnole. L'engagement fut sérieux, et l'on en vint aux prises, homme contre homme, à l'arme blanche. Les Anglais s'y distinguèrent par leur acharnement. Les Français, poussant en avant, parvinrent à chasser l'ennemi des dunes qu'il occupait. La flotte, avançant aussi près que possible du rivage, acheva, par un feu bien nourri, de semer le désordre dans les rangs des Espagnols. Ceux-ci résistèrent cependant avec leur ténacité ordinaire; mais la marée, en descendant, laissa libre

l'espace qui les séparait de la mer. La cavalerie française, qui attendait le moment, se précipita dans l'intervalle demeuré libre, et tournant la gauche de l'ennemi, l'attaqua par derrière. Dès lors aucune résistance n'était plus possible. Même les Espagnols lâchèrent pied; les *cavaliers*, chargés par les puritains avec une animosité sans exemple, se débandèrent à leur tour. Le duc d'York, qui combattit ce jour-là comme s'il se fût agi de gagner sa couronne, essaya vainement de rallier les fuyards. Don Juan, resté presque seul sur le champ de bataille, combattit à pied comme un simple soldat, une pique à la main. Les Wallons et les Allemands du centre attendirent à peine l'attaque de l'ennemi, et lâchèrent pied sur-le-champ. A l'aile gauche, les émigrés de Condé avaient d'abord plié sous le choc, mais leur général tint bon, et les ramena au combat, quoiqu'il sût la bataille perdue sur tous les points. A la tête de sa cavalerie, il parvint même, par une charge désespérée, à enfoncer les lignes de l'ennemi; mais Turenne accourut avec toute sa cavalerie, et fit face à Condé, pendant que son infanterie le prenait par le flanc. Le vainqueur de Lens, après avoir eu deux chevaux tués sous lui, aurait été tué ou pris sans le dévouement de quelques-uns de ses officiers, qui donnèrent leur vie pour sauver la sienne.

Cette bataille décisive acheva la ruine de l'Espagne. Le duc d'York, qui, comme Thucydide, soldat et historien à la fois, nous a laissé le récit de cette grande journée, est sans pitié pour l'incapacité présomptueuse des généraux de l'Espagne; mais il rend pleine justice à leur courage et à leur dévouement. Condé, suivant lui, « fit tout ce qui pouvait se faire, et comme général et comme soldat »; mais tout son courage, toute son habileté ne

purent triompher de la mauvaise fortune de l'Espagne. Il l'avait vaincue à Rocroy et à Lens, il ne put la faire vaincre aux dunes, grande leçon pour les traîtres qui emportent avec eux, dans le camp ennemi, leur courage, mais non pas leur fortune! Dans ce jour fatal, ce ne fut pas seulement une bataille que l'Espagne perdit, ce fut son renom militaire, son prestige qui, disparu depuis longtemps en politique, survivait encore sur les champs de bataille. Deux mille tués ou blessés, trois mille prisonniers, chiffres bien minimes si on les compare à ceux des guerres modernes, telles furent les pertes de l'Espagne. Celles de la France furent presque nulles, et l'honneur de la journée lui resta tout entier. Condé, vaincu, eut la consolation d'avoir fait pour vaincre tout ce qu'un homme peut faire, et de n'avoir cédé que devant Turenne. Don Juan, qui fit aussi office de soldat, mais non de général, eut du moins pour excuse d'avoir partagé sa défaite avec le grand Condé.

Les conséquences de la bataille des Dunes devaient être plus sérieuses que la bataille même. La première fut la prise de Dunkerque qui, privée de tout espoir de secours, tint bon encore quelques jours; mais la mort de son héroïque commandant entraîna la reddition de la place. Le 25 juin, le jeune Louis XIV, déjà dressé à son rôle, entra triomphalement dans sa nouvelle conquête qu'il ne devait pas garder. Ce manque de tact, dont Mazarin doit être seul responsable, fut encore aggravé par le servile empressement du cardinal auprès de Cromwell. Il envoya son neveu lui offrir de sa part une magnifique épée, et le complimenter sur cette victoire, gagnée pour lui avec l'or et le sang de la France. Il dut en coûter à un roi de vingt ans, qui sentait bouillir dans ses veines le sang de Henri IV, et qui ne pécha jamais par une trop

mince opinion de lui-même, de s'humilier ainsi devant le hautain parvenu qui avait fait tomber sur l'échafaud la tête du beau-frère de Louis XIII. Mais les nécessités politiques sont sans pitié, puisqu'elles ont pu faire fléchir ainsi l'orgueil même du *Grand Roi !*

Quelques mois après avoir réalisé une de ses ambitions les plus chères, et conquis, avec Dunkerque, une porte sur le continent, Cromwell expire le 13 septembre, à l'âge de cinquante-neuf ans, laissant au monde, comme une énigme à résoudre, une mémoire grande et souillée à la fois, un caractère enveloppé et profond qui réunit en lui tous les contrastes : la dissimulation la plus habile et la piété la plus réelle, une ambition effrénée et un sincère amour de son pays. Ayant tout le monde contre lui, les royalistes, qu'il a blessés dans leurs affections en faisant monter leur roi sur l'échafaud, les républicains, qui l'ont fait ce qu'il est, et l'accusent, non sans raison, de les avoir trahis; faisant en quelques années l'Angleterre plus grande et plus respectée au dehors qu'elle ne l'a jamais été, même sous Élisabeth, et lui donnant la gloire et la richesse, en échange de la liberté, qu'elle saura bien reconquérir plus tard; enfin, s'arrêtant, par un suprême effort, au pied de ce trône qu'il a abattu, et qu'il ne tiendrait qu'à lui de relever, et prenant tout du pouvoir, excepté un vain titre dont il n'a pas besoin; tel est Cromwell, grande et complexe figure sur qui l'histoire a hésité longtemps, avant de la ranger, dans son Panthéon, à la place qui lui appartient.

Turenne, jugeant les Espagnols assez vaincus, ne prit pas la peine de les poursuivre, et aima mieux hériter de leurs dépouilles. Bergues et Furnes se hâtèrent de lui ouvrir leurs portes. Après avoir pris Dunkerque pour le compte de l'Angleterre, le vainqueur de Condé aspirait

à reprendre Gravelines pour le compte de la France. Inférieure à Dunkerque comme port, la place était beaucoup plus forte; mais la garnison était trop faible pour l'étendue des ouvrages, et, au bout d'un mois, la ville dut se rendre, sans que les Espagnols osassent même tenter de la secourir. Tout le littoral de la Flandre, entre Gravelines et Furnes, était aux mains de la France, et Ostende seul restait à l'ennemi. Turenne, maître de la situation, et débarrassé de la Ferté, son incommode censeur, se dirigea par une marche hardie au cœur de la Belgique. Déjà Gand et Bruges se voyaient au pouvoir de l'ennemi; la terreur régnait jusque dans Bruxelles. Cinq régiments de cavalerie, envoyés au secours d'Oudenarde, furent défaits par Turenne, et la ville se rendit le 9 septembre.

Dès lors l'armée espagnole, incapable de combattre, fut réduite à s'éparpiller dans les places fortes, et le drapeau castillan cessa de flotter sur cette Flandre qu'il avait si longtemps couverte de son ombre. Don Juan, qui seul était d'avis de poursuivre la guerre, alla ronger son frein, et s'enfermer dans Bruges. Quant à Condé, condamné à expier par cette longue série d'humiliations le crime d'avoir porté les armes contre son pays, l'heure du repentir n'était pas venue encore! Il alla dans Ostende, avec les débris de son corps d'émigrés, méditer à son aise sur les hontes et les amertumes du rôle de transfuge.

La veine de succès de Turenne n'était pas épuisée. Ypres, après quelques jours de siége, lui ouvrit ses portes. S'il eût marché droit sur Bruxelles, peut-être s'en fût-il rendu maître sans coup férir, et la domination espagnole finissait dans les Pays-Bas; mais l'audace chez Turenne n'était jamais que du calcul, et le fond de cette nature,

si maîtresse d'elle-même, c'était la prudence. Il se dit que, avec une armée réduite à dix-huit mille hommes par les garnisons qu'il lui fallait laisser partout, on pouvait bien prendre Bruxelles, mais qu'on ne pouvait pas le garder. Condé à Tournay, don Juan à Courtray, menaçaient ses deux flancs, et même vaincus, de pareils ennemis n'étaient pas à mépriser. L'hiver était venu d'ailleurs : l'on touchait à décembre. Le vainqueur des Dunes et de Condé, grand de toute la gloire qu'il avait ôtée à son rival, se replia sur la France, se réservant d'achever, l'année suivante, la conquête de la Flandre. Quant à don Juan qui. dans cette campagne, s'était montré au-dessous de lui-même, la cour et l'opinion s'en prirent à lui de cette défaite. Il reçut l'ordre de rentrer sur-le-champ en Espagne, et Caracena, son espion officiel, le remplaça comme vice-roi des Pays-Bas.

CHAPITRE IV.

GUERRE DE PORTUGAL. — PAIX DES PYRÉNÉES.

1651-59.

Il nous faut maintenant retourner sur nos pas, et reprendre l'Espagne au moment où vient de se conclure, sans elle et contre elle, le traité de Westphalie. Exclue volontairement de cette paix après laquelle l'Europe soupirait, l'Espagne, de quelque côté qu'elle se tournât, n'avait plus que la guerre pour perspective. Il faut lui rendre justice pourtant : malgré l'épuisement de son trésor et de ses armées, elle accepta résolûment cette tâche impossible. Là où la guerre ne se reposait jamais, comme en Flandre, en Catalogne, en Italie, elle la continua ; là où elle languissait, comme en Portugal, elle la reprit avec une vigueur nouvelle. Mais Lleganez, qui commandait de ce côté, avait le pire de tous les torts pour un général, celui de n'être point heureux. Ni ses soldats ni lui-même n'avaient foi à son étoile ! Il entreprit pourtant le siége d'Olivenza, ville espagnole de la frontière, dont les Portugais s'étaient emparés, mais il n'y rencontra qu'un honteux échec.

Les armes du Portugal n'étaient pas moins heureuses aux deux extrémités du monde, où il essayait de reprendre aux Hollandais ses colonies perdues. Dans les Indes

de l'Est, le vice-roi Mascarenhas les battait à la fois sur terre et sur mer, tandis qu'au Brésil ils étaient presque partout chassés des points qu'ils occupaient. On eût dit que les Portugais, en retrouvant leur indépendance, avaient aussi retrouvé leur ancienne fortune.

La cour de Madrid, croyant toujours changer de chance en changeant de général, remplaça Lleganez par le duc de San German. Pendant deux ans, la guerre se borna à de stériles dévastations sur la frontière. En 1651, l'infant don Theodosio, âgé de dix-sept ans, s'échappa de la cour pour aller ranimer par sa présence l'ardeur de l'armée portugaise. Mais l'activité du fils était une satire de l'indolence du père ; Joao, ayant rappelé l'infant, lui témoigna son mécontentement en termes si vifs que le jeune prince se mit au lit pour ne plus se relever. Le Portugal, atteint du même coup, sentit vivement sa perte, et pleura dans l'infant l'avenir de gloire et de conquêtes qui s'éteignait avec lui.

Par un bizarre contraste, ces deux sœurs ennemies, l'Espagne et le Portugal, violemment séparées l'une de l'autre, tendaient sans cesse à se rejoindre, sauf à se séparer de nouveau quand elles seraient réunies ! Ainsi, peu de temps avant sa mort, ce jeune prince, en qui semblait se personnifier la renaissance du Portugal, avait été le prétexte d'une nouvelle tentative de rapprochement entre ces deux peuples que la Providence a destinés à l'unité. L'infante Marie-Thérèse d'Espagne étant alors l'unique héritière de toutes les couronnes qui chargeaient la tête de Philippe IV; tous les rois du continent la convoitaient pour leurs fils. L'Autriche et la France se disputaient depuis longtemps déjà la main de l'infante, l'une à titre d'alliée, l'autre d'ennemie.

Un groupe de nobles espagnols et portugais, au nom

de cette *union ibérique*, dont le rêve se transmet de main en main depuis le règne d'Ysabel, et n'est pas encore abandonné aujourd'hui, formèrent le projet de fondre ensemble les deux peuples et les deux couronnes en mariant l'héritière de toutes les Espagnes à l'héritier du Portugal. Opérer ainsi à l'amiable, sans effusion de sang, cette unité que tant de guerres n'avaient pu consommer, était un rêve pieux qui ne mériterait que des éloges si ses auteurs n'avaient songé, pour en assurer l'exécution, à un moyen un peu moins innocent. Le seul obstacle à l'union ibérique, c'était la vie de Philippe IV, ou un nouveau mariage, auquel il pensait déjà, et qui finit par se réaliser. Or les auteurs de ce beau plan n'avaient trouvé qu'un moyen de le faire réussir : c'était de faire disparaître l'obstacle avec la vie de Philippe IV, et d'assurer ainsi l'avenir des deux pays. Les premiers noms de l'Espagne, Padilla, Silva, le duc de Hijar, le marquis de la Vega, étaient compromis dans ce projet, criminel sans être sérieux. Quelques-uns d'entre eux l'expièrent sur l'échafaud, d'autres par l'amende ou la prison. Quoiqu'on n'eût pas songé à écarter avec Joao IV l'obstacle portugais, ainsi s'explique peut-être la dureté du roi envers son fils, et la mort de ce jeune prince, qui semblait réservé à un meilleur avenir.

Deux ans plus tard, une autre conspiration, tramée par l'évêque de Coïmbre pour opérer une restauration espagnole, n'aboutit qu'au supplice des conspirateurs. Le prélat, le plus coupable de tous, fut seul épargné. La robe qu'il portait lui sauva la vie, et la prison pour lui remplaça l'échafaud.

La guerre cependant languissait sur la frontière : l'Espagne pouvait s'excuser par ses guerres de Catalogne et de Flandre, et le Portugal par sa lutte sans

relâche avec les Hollandais qui, en 1656, finirent par lui enlever l'île de Ceylan. La même année vit s'éteindre le fondateur de la seconde monarchie portugaise, Joao de Braganza, après seize ans d'un règne plus riche de la gloire d'autrui que de la sienne propre. Il eut pour successeur son fils Alphonse VI, âgé de treize ans, nature incomplète et maladive, prince mineur d'âge comme d'intelligence, qu'on songea même un instant à écarter du trône pour y faire monter un frère plus jeune et plus capable que lui. La reine mère, qui déjà, depuis quelques années, tenait de fait les rênes du gouvernement, fut appelée, sous le titre de régente, à diriger les affaires de l'État, et l'on s'en aperçut bientôt à l'activité toute virile qu'elle déploya dans la conduite de la guerre.

Depuis dix-sept ans déjà que durait cette guerre d'incursions alternatives sur une frontière et sur l'autre, bien du sang avait été répandu sans résultat; mais la guerre, à vrai dire, ne commença qu'à dater de ce moment. San German ouvrit la campagne par le siége d'Olivenza, que l'Espagne aspirait toujours à reprendre. Le général portugais San Lorenzo entreprit de lui faire lever le siége; mais, grâce à son incapacité présomptueuse, il échoua dans son entreprise, et, par un coup de tête désespéré, pour délivrer Olivenza, il se porta sur Badajoz, capitale de l'Estrémadure. Badajoz résista avec vigueur, et Olivenza, serré de près, finit par se rendre. La consternation fut grande dans Lisbonne. La reine, toujours passionnée, fit retomber sa colère sur le gouverneur, qui n'avait cédé qu'après s'être vaillamment défendu, et non sur San Lorenzo, le vrai coupable.

Les Espagnols, poursuivant leur série de succès, vinrent camper devant Mourao, ville frontière. San Lorenzo essaya en vain de la délivrer, et la place fut réduite à se

rendre. L'été interrompit les hostilités, car, dans ces pays brûlants, les armées font la sieste comme les généraux. La reine, enfin éclairée sur la valeur de son choix, rappela San Lorenzo, et investit du commandement général de l'armée le fantôme de roi sous le nom duquel elle régnait, en lui donnant pour lieutenant Vasconcellos, un des meilleurs généraux du Portugal. Quelques jours après son entrée en campagne, Mourao était repris et la frontière à l'abri de l'invasion. L'hiver vint interrompre cette guerre, mollement soutenue par l'Espagne, qui avait trop d'affaires sur les bras. Au printemps suivant, Vasconcellos, voulant se signaler par quelque grande entreprise, tenta encore un coup de main, plus hardi que sage, sur Badajoz, et vint, le 13 juin, camper sous ses murs avec dix-sept mille soldats. La garnison était de cinq mille hommes, et l'armée castillane, quoique peu nombreuse, se tenait à portée de la place et prête à la défendre. San German, averti d'avance du plan des Portugais, avait demandé des secours à Madrid; mais don Luis avait haussé les épaules à l'idée qu'on pût songer à attaquer une place comme Badajoz, et avait refusé tout renfort.

Passant le Guadiana, sur lequel Badajoz est assis, Vasconcellos commença l'attaque du côté de la Castille. Le siége fut poussé avec vigueur, et des sorties désespérées coûtèrent aux deux partis des pertes sensibles. Quand la nouvelle arriva à Madrid, l'Espagne entière se souleva à l'idée que des sujets rebelles osassent s'attaquer au chef-lieu d'une province espagnole. Un conseil de cabinet s'assembla pour parer au danger; une voix s'éleva pour demander que le roi en personne, à la tête de sa noblesse, allât châtier la province rebelle. Mais don Luis de Haro, pour mettre à l'abri du péril la personne sacrée du monarque, s'offrit à prendre le com-

mandement de l'armée. L'offre fut acceptée, et don Luis, à la tête de douze mille recrues, se dirigea vers la frontière.

Les Portugais avaient déjà livré à la place deux assauts, repoussés avec une rare énergie. Les assiégeants souffraient beaucoup de la chaleur et des maladies, et avaient déjà perdu un tiers de leur armée; mais le général, appuyé sur la reine, toujours portée pour les résolutions hardies, tenait bon contre les clameurs des généraux et de l'armée. Enfin, dans un conseil de guerre, l'unanimité s'étant déclarée contre lui, il se résigna en frémissant à lever le siége, et se retirant en bon ordre à Elvas, il distribua ses troupes dans toutes les places de la frontière. Don Luis, tout fier de cette victoire, si aisément gagnée, entra en triomphe dans Badajoz, et peu s'en fallut qu'il ne prît le titre de libérateur de l'Espagne. Bientôt, réunissant toutes ses forces, au nombre de vingt mille hommes, il passa à son tour la frontière, et vint mettre le siége devant Elvas, contre l'avis du duc de San German. Quant à Vasconcellos, la reine, ne pouvant lui pardonner son échec devant Badajoz, lui retira le commandement, et lui fit faire son procès; Castañeda fut nommé à sa place.

Le premier soin du nouveau général fut de rassembler une armée pour délivrer Elvas. Ayant à grand'peine réuni dix mille hommes, il se mit à leur tête, et vint camper en face de l'armée espagnole, fortifiée devant Elvas. Le gouverneur de la ville, Sancho Manuel, avec mille hommes au plus de garnison, opposait aux Castillans une résistance désespérée; mais il était à bout de forces, sinon de courage, quand apparut sous les murs de la place l'armée qui venait la délivrer. D'une part comme de l'autre on se prépara à la lutte, et don Luis

de Haro, général improvisé, confessa son insuffisance en se retirant dans un fort voisin pour assister de loin à la bataille, sans y risquer ni sa responsabilité ni sa vie. San German se chargea du commandement; mais les dispositions étaient si mal prises que les Portugais, marchant résolûment en avant, tournèrent l'aile droite de l'ennemi, qui se débanda sans leur résister. Dès lors, le centre se trouvant pris entre deux feux, le sort de la bataille fut décidé. Don Luis, le plus éloigné du danger, fut le premier à fuir pour ne s'arrêter que dans Badajoz. San German, blessé à la tête, se retira du combat, non sans honneur. Son armée se replia en désordre sur Badajoz, en laissant au pouvoir du vainqueur son artillerie et ses bagages. Les assiégés, par une sortie faite à propos, vinrent encore compléter le désastre de la Castille. Cette fatale journée d'Elvas (14 janvier 1659) coûta à l'Espagne, entre blessés, morts et prisonniers, plus de quatre mille hommes, et décida pour jamais de l'affranchissement du Portugal.

PAIX DES PYRÉNÉES (1658-60).

Nous avons suivi l'Espagne sur tous les points du continent où, pendant plus d'un siècle, elle a promené la guerre. Partout nous l'avons vue humiliée, vaincue, chassée de tous ses postes avancés, comme la Hollande, le Roussillon, la Cerdagne; perdant un à un tous ses alliés, et forcée de se replier sur elle-même, pour se retrouver encore sur son propre sol, face à face avec la rébellion heureuse en Catalogne et en Portugal. Partout nous l'avons vue tenir tête, avec une héroïque obstina-

tion, à la fortune, qui s'est décidément prononcée contre elle. Victorieuse à Naples et à Barcelone, vaincue en Flandre et en Portugal, elle s'est arrêtée enfin, haletante, épuisée, soupirant après cette paix qu'elle a refusée à Munster pour l'accepter plus honteuse aux Pyrénées. Et cependant, aux yeux de l'Europe, qui la contemple de loin à travers sa grandeur passée, l'Espagne est encore quelque chose. Les rois ont été habitués si longtemps à trembler devant elle, qu'on la respecte encore, alors même qu'on a cessé de la craindre.

Mais c'est surtout entre la France et l'Espagne que le débat est maintenant circonscrit ; si d'autres peuples rentrent dans l'arène, ce ne sera qu'à la suite d'un des deux combattants. Le plus curieux, c'est que, des deux puissances, c'est celle qui a le moins besoin de la paix, la France, qui sera la première à la solliciter, avec la main de l'infante, gage d'union pour l'heure présente, et pour l'avenir semence de discordes! Mais, pour bien apprécier la situation, il faut reprendre les choses d'un peu plus haut : on a vu l'Espagne, pour échapper aux dures conditions que la France lui faisait, s'exclure elle-même du traité de Munster, et rester seule en armes devant l'Europe réconciliée. Depuis lors, onze ans se sont écoulés, onze ans de lutte continue et de désastres, interrompus par quelques succès. Mais en Flandre, la bataille des Dunes a tranché la question : l'Espagne, à bout de ressources, sans trésor, sans armée, va voir lui échapper le dernier lambeau de son riche héritage des Pays-Bas.

En Portugal, la bataille d'Elvas vient de sceller irrévocablement la perte de cette province, redevenue un royaume. En Italie, les choses ne vont guère mieux : l'Espagne, en pesant sur la Péninsule par ses deux

bouts, Naples et Milan, a cru accroître sa puissance; elle n'a fait qu'accroître ses embarras. De toutes ses possessions italiennes, la plus compromise c'est Milan, toujours menacé par la France; Milan, sa première étape dans la conquête d'Italie! Fuensaldaña, que don Luis a tiré des Pays-Bas pour le mettre à Milan, n'est pas homme à rendre à l'Espagne le prestige que tant de défaites lui ont ôté. Valenza, une des meilleures places du Milanais, vient de se rendre à une armée française commandée par Mercœur. Tous les principicules italiens, vassaux de l'Espagne sous le nom d'alliés, chancellent déjà dans leur dévouement, et se tournent vers la France comme vers le soleil levant. Une armée franco-italienne, sous les ordres du duc de Modène, est venue camper sous les murs de Milan. Le vice-roi, épouvanté, a dû s'enfuir de sa capitale, en laissant au pouvoir de l'ennemi tout le riche bassin du Pô, que l'Autriche ne l'aide plus à défendre.

En effet, l'empereur Ferdinand III, le dernier allié de l'Espagne, qu'il avait trahie à regret lors de la paix de Munster, venait de mourir en avril 1657, laissant le trône à un fils de dix-sept ans, Léopold-Ignace, nom caractérisque de l'ascendant que les fils de Loyola exerçaient sur cette race docile. Le frère de l'empereur, l'archiduc Léopold, ex-vice-roi des Pays-Bas, avait pris la régence au nom de son neveu, mineur. L'ascendant français dominait de plus en plus dans l'Allemagne, affamée de paix et de concorde. Dans la même diète qui avait élu le nouvel empereur, la France, après une campagne diplomatique des plus brillantes, venait de conclure avec les deux *ligues*, catholique et protestante, l'*alliance du Rhin*, dont le but avoué était d'assurer le maintien du traité de Westphalie. Ne pouvant parvenir

à écarter du trône le fils de Ferdinand III, elle avait fait défendre par la diète au nouvel empereur « de fournir aucun appui aux ennemis de la couronne de France, et de se mêler en aucune façon aux guerres d'Italie et de Flandre ». Ainsi, l'Espagne se trouvait seule, sans un allié en Europe, pour faire face à la France qui, de la Suède au Rhin, pesait sur l'Allemagne, à l'aide de la liberté religieuse qu'elle y avait fondée.

Depuis longtemps déjà, Mazarin avait compris que le moyen le plus sûr de finir la querelle, c'était de rapprocher par un mariage les deux nations si longtemps ennemies. Nous avons vu, il y a deux ans, Lionne demander, avec cet abandon étudié qui est l'art suprême du diplomate, la main de l'infante, alors héritière du trône. Mais cette union, possible en 1648, lorsque l'infante avait un frère apte à succéder au trône, ne l'était plus en 1656, après la mort de l'infant Balthazar. Toutefois, depuis lors, la situation avait encore changé. Philippe IV s'était remarié; un fils, l'infant don Felipe Prospero, lui était né en 1657, et l'infante n'était plus qu'une fille de roi, et n'apportait plus la couronne d'Espagne au fond de sa corbeille de mariage. En attendant l'issue des négociations, la guerre avait continué, on sait avec quel succès. La France, victorieuse sur tous les champs de bataille, ne pouvait pas décemment tendre la main au vaincu, et lui faire les premières avances. D'un autre côté, Mazarin, vieilli, fatigué, malade, répugnait à continuer la lutte, et lui eût préféré la paix. Mais cette paix, il fallait la rendre acceptable, vaincre l'Espagne sans l'humilier, et la contenir sans l'écraser. Là était le problème à résoudre, et l'infante fournissait le prétexte pour entamer les négociations.

Mais Mazarin n'était pas homme à aller droit au but,

et à la voie directe il préférait les détours. Disciple de Richelieu, les dernières instructions du grand cardinal étaient encore présentes à sa pensée : « Il n'y a pas d'autre moyen de faire une paix sûre qu'en la faisant à des conditions si cuisantes pour l'Espagne qu'elle appréhende de rentrer en guerre, de peur de recevoir un pareil traitement... » (Aubery, *Mémoires de Richelieu,* II, 844.) Craignant donc de lui faire la partie trop belle s'il avait l'air de courir après son alliance, Mazarin s'avisa d'un singulier expédient : la duchesse de Savoie, Christine de France, qui régnait sous le nom de son fils, avait prêté l'oreille aux avances de l'Espagne, et gardait avec la France une neutralité suspecte. Mais, au fond, toute son ambition c'était de marier au jeune roi Louis la dernière de ses filles. Mazarin qui, dès longtemps, se servait de ce projet de mariage pour amorcer la Savoie, eut l'air de prendre au sérieux les avances de la duchesse, et la cour de France donna à celle de Savoie rendez-vous à Lyon pour la fin de novembre.

Esprit et figure, aucun des dons naturels ne manquait à la princesse; l'impression produite sur le jeune roi, grand amateur du beau sexe, ne put manquer d'être favorable. Déjà on regardait en France le mariage comme certain; mais la cour de Madrid, informée à temps, prit brusquement son parti, chose rare dans les conseils du *Roi catholique!* Un de ses ministres, Pimentel, fut dépêché à Lyon pour offrir à la reine mère la main de l'infante, et faire de cette union la base d'un traité de paix, où la France achèterait sans doute par quelques concessions l'honneur d'unir son jeune roi à une princesse d'Espagne! Anne d'Autriche qui, depuis l'abaissement de son pays, s'était souvenue qu'elle était

Espagnole, voyait de mauvais œil une alliance avec la Savoie, quand elle avait rêvé plus et mieux pour son fils ! Mais Mazarin, qui la ménageait comme on ménage un ancien allié, entra un beau matin chez elle. « J'apporte à Votre Majesté une grande nouvelle, lui dit-il, la face rayonnante de joie. — Est-ce la paix? s'écria la reine. — Mieux que cela, madame; nous avons la paix et l'infante! »

C'était une grande nouvelle, en effet; car dès longtemps la cour de Vienne, qu'en dépit des traités, rapprochait de celle de Madrid une secrète conformité de vues et d'intérêts, aspirait pour un de ses princes à la main de l'infante; à ce prix, le jeune empereur avait offert de déclarer la guerre à la France, mais le cabinet de Madrid avait décliné l'offre. Fuensaldaña, fort écouté à la cour, avait écrit que la Belgique et Milan étaient perdus si l'on s'obstinait à continuer la guerre, et la voix de la prudence avait été entendue pour la première fois dans les conseils de Philippe IV.

Il s'agissait maintenant d'en finir avec la Savoie. Anne d'Autriche se chargea de faire comprendre à sa belle-sœur qu'une alliance avec l'Espagne et une paix honorable sont de ces offres qu'on ne refuse pas. La duchesse quitta Lyon, aigrie et désappointée du triste rôle qu'elle était venue y jouer. L'offre de Philippe IV fut agréée avec empressement; Anne d'Autriche, redevenue Espagnole de cœur, était tout entière à la joie de voir sa nièce s'asseoir sur le trône de France, sans compter la chance éventuelle de voir un jour son petit-fils monter sur celui d'Espagne! Quant à Mazarin, il lui en coûtait bien un peu d'arrêter tout court ses armées victorieuses; mais la mort de Cromwell, et la perte de cette alliance qui donnait à la France une marine,

étaient venues changer tous ses plans, et le faire incliner du côté de la paix.

Quant aux conditions de cette paix, les fixer n'était pas l'affaire d'un moment. La cour, en janvier, était repartie pour Paris. Là de longs débats eurent lieu entre Mazarin, Lionne et Pimentel, peu capable de lutter contre aussi forte partie. La France, maîtresse réelle de la situation, aurait voulu garder tout ce que ses victoires lui avaient fait gagner. Elle cédait cependant Rosas, Valenza et bonne part de ses conquêtes dans le midi de la Flandre. L'Espagne, en revanche, cédait sur un point grave, Condé, qu'elle s'était fait jusqu'ici un point d'honneur de soutenir, ce qui avait fait échouer toutes les négociations. Dès lors, rien n'empêchait qu'on se mît sérieusement à l'œuvre. Un armistice fut conclu pour deux mois, et, le 4 juin, les bases de la paix furent arrêtées et signées. On y ajourna à une conférence entre les deux ministres les questions délicates qui touchaient au mariage de l'infante.

Un seul obstacle restait à écarter, c'était la folle passion de Louis pour une des nièces du cardinal, Marie Mancini. Jusque-là le jeune roi, qui cachait sous son maintien grave et réservé les passions les plus vives, avait joué avec l'amour; mais une fois maîtrisé par une affection sérieuse, l'ardeur contenue qui faisait le fond de son caractère éclata tout d'un coup : il offrit à Mazarin de faire de sa nièce une reine de France. Ébloui un instant par une telle perspective, le prudent Italien rentra bientôt dans son sang-froid pour en peser les difficultés et les dangers : la colère d'Anne d'Autriche, désappointée dans ses plus chères espérances, ses menaces, sa protestation prête d'avance, les profonds ressentiments de l'Espagne qui s'uniraient à ceux de la

Savoie; qui sait encore? peut-être la guerre civile, prête à renaître pour se liguer avec la guerre étrangère!... Le parti de Mazarin fut bientôt pris : il enferma sa nièce dans un couvent, près de la Rochelle, et fit violence à la passion du jeune couple et à sa propre ambition pour leur préférer l'intérêt du pays. C'est alors que la jeune fille, ambitieuse autant que passionnée, adressa au jeune roi ces adieux si connus : « Vous êtes roi, vous pleurez, et je pars! » Louis qui, tant que vécut Mazarin, ne paraît pas avoir eu une entière conscience de sa volonté, céda, non sans regrets et sans larmes, et sacrifia à l'intérêt de la France, et peut-être au sien, ses penchants les plus chers.

Le 28 juillet, Mazarin et don Luis de Haro se rencontrèrent sur la frontière, où tous deux luttèrent ensemble de luxe et de folles dépenses. Toute la destinée des deux pays était dans le contraste entre ces deux hommes d'État, l'un investi, au nom d'un roi incapable, d'un pouvoir dont il ne savait pas faire usage; l'autre, le vrai souverain de la France, sous ses deux prête-noms, Anne d'Autriche et Louis XIV, dont le règne ne devait commencer qu'à la mort de son ministre! L'étiquette espagnole et celle de la cour de France, qui commençait à se modeler sur elle, ne permettaient à aucun des deux ministres de faire le premier pas, sans abaisser dans l'estime publique le pays qu'il représentait; car tous les regards en Europe étaient arrêtés sur cet étroit coin de terre, où allait se décider le sort de deux grands royaumes.

Enfin un terrain neutre fut trouvé dans l'*île des Faisans* sur la Bidassoa. Une fois réglées les questions d'étiquette que Mazarin eût volontiers dédaignées, en homme qui tenait plus au fond qu'à la forme, les deux

plénipotentiaires se donnèrent rendez-vous sur le même terrain où, quarante-quatre ans plus tôt, Anne d'Autriche avait été échangée contre la sœur de Louis XIII. Le 13 août, tous deux arrivèrent en même temps dans l'île par deux ponts opposés, entrèrent par deux portes égales sous la tente qui les attendait, et s'assirent sur deux fauteuils de forme et de hauteur pareilles. Personne, du reste, dans les deux cours, ne prit part, et n'assista même à ces graves discussions. Les bases étaient arrêtées d'avance, et l'œuvre semblait relativement facile; mais les premiers négociateurs, pressés d'en finir, avaient promis plus peut-être qu'ils ne pouvaient tenir. Don Luis, irrésolu comme la faiblesse, reculait devant l'abandon des intérêts de Condé, le client de l'Espagne, abandon exigé par Mazarin, et consenti par Pimentel; Mazarin, de son côté, avait promis d'abandonner le Portugal, le client de la France, et il hésitait à son tour à s'exécuter. Aussi ces conférences que, avec un peu plus de résolution d'une part, et de bonne foi de l'autre, on eût pu terminer en deux ou trois semaines, durèrent-elles plus de trois mois. Certes, la partie n'était pas égale entre le faible ministre du plus faible de tous les rois, et l'élève, l'émule de Richelieu en diplomatie; mais l'ardeur tout italienne de Mazarin se brisait contre le flegme opiniâtre de don Luis. Celui-ci, sentant ses avantages, se plaisait même à irriter Mazarin pour le calmer ensuite; et le représentant de la France ne parvenait à triompher de l'indécision, dont son adversaire se faisait habilement une arme, qu'en menaçant de rompre les négociations. D'une part comme de l'autre, la mauvaise foi était égale, car diplomatie et mensonge étaient alors synonymes, et le sont restés! La ruse, fille de la faiblesse, s'imposait, même à la force; dire fran-

chement ce qu'on voulait était le plus sûr moyen de ne pas l'obtenir.

Cependant, après vingt-quatre conférences, de quatre heures chacun, le terrain commença à se déblayer : sur la plupart des points débattus, on avait fini par s'entendre. Mazarin tenait tellement à l'indépendance du Portugal qu'il alla jusqu'à offrir, si don Luis cédait sur ce point, de rendre à Condé toutes ses dignités, et de renoncer à toutes les conquêtes de la France au dehors. Mais don Luis fut intraitable, car la question d'honneur se confondait ici avec celle d'intérêt ; l'Espagne avait pu, non sans honte et sans faiblesse, reconnaître l'indépendance de la Hollande, mais elle ne pouvait, sans se mutiler elle-même, reconnaître celle du Portugal. La fougue calculée du ministre français dut céder devant l'orgueil espagnol, qui s'entêtait à regarder la conquête du Portugal comme facile. Mazarin abandonna à regret l'allié de la France, mais il s'en vengea en refusant de rendre à Condé tout ce que sa défection lui avait fait perdre. Il ne voulut pas même permettre à l'Espagne de lui constituer une petite souveraineté sur la frontière. Du reste, sauf sur cette délicate affaire de Condé, qui froissait l'orgueil français autant que celle de Portugal froissait l'orgueil espagnol, Mazarin se montra très-coulant, et les questions de personnes furent plus difficiles à régler que celles de frontières. Ainsi, le duc de Lorraine, ce remuant vassal, toujours prêt à changer de suzerain, sur sa triple frontière qui touchait à l'Empire, aux Pays-Bas et à la France, embarrassa les deux négociateurs presque autant que Condé. Au début des conférences, il avait été mis en liberté par l'Espagne, à la prière de Mazarin. Par un contraste piquant, l'Espagne, qui l'avait si longtemps retenu prisonnier, finit par prendre

en main ses intérêts; et quand il fallut le sacrifier à la volonté bien arrêtée de la France, la cour de Madrid l'en dédommagea en lui payant sa solde arriérée, et en lui assurant une pension de 60,000 couronnes (318,000 francs).

Quant à Condé, Mazarin, qui couvait contre lui une vieille rancune, tenait à humilier dans sa personne toute la noblesse de France, et à lui montrer ce qu'elle gagnait à s'enrôler au service de l'étranger. L'Espagne, au contraire, tenait à montrer aux nobles français que, en cas de défection, ils trouveraient en elle un fidèle défenseur de leurs intérêts. Mazarin voulait bien que Condé rentrât en France, mais repentant et diminué. Enfin tout s'arrangea : Condé aida à la négociation en écrivant à la cour de Madrid « qu'elle cessât de soutenir ses prétentions, même les mieux fondées, si elles devaient être un obstacle à la paix entre les deux couronnes, et qu'il approuvait d'avance toute décision prise à son égard ».

Il écrivit dans le même sens au cardinal, en ajoutant ces mots qui durent coûter à son orgueil : « Je ne veux pas disputer plus longtemps contre mon maître. » Mazarin ne voulait à aucun prix rendre à Condé le gouvernement de la Guyenne, théâtre de sa première rébellion; mais il céda pour la Bourgogne qui n'offrait ni les mêmes tentations, ni les mêmes dangers; il y ajouta la charge de grand maître de la maison du roi, héréditaire dans sa famille. En échange de cette grave concession, il eut l'art de se faire accorder par l'Espagne la forte place d'Avesnes qu'elle destinait à Condé.

Par une réserve délicate, on ne voulut pas mêler les questions de mariage aux questions politiques. Le soin de débattre les conditions du contrat fut confié, pour la

France à Lionne, pour l'Espagne à Coloma, secrétaire d'État. Le point scabreux de la question, c'était la renonciation de l'infante. Les Espagnols insistaient pour qu'elle fût aussi explicite que possible. Mazarin déploya, pour y échapper, toutes les ressources de la subtilité italienne.

Quant à la dot, Mazarin, moins intéressé pour son maître que pour lui, préférait des villes aux écus, et voulait toutes les places conquises depuis 1656. Don Luis s'y refusa, et offrit 500,000 écus d'or (près de 3,000,000 de francs), la dot d'Anne d'Autriche. Mais Lionne, digne de servir de second à Mazarin dans ce duel diplomatique, fit insérer dans le contrat une clause qui réservait l'avenir, savoir, que « la renonciation de l'infante aurait lieu moyennant payement des 500,000 écus aux termes fixés ». Avec un débiteur comme l'Espagne, la clause avait sa valeur, et la France, à un jour donné, avait chance d'acheter bon marché une couronne!

Pour un ministre à bout de ses forces, et qui pouvait se demander chaque matin qui, de la guerre ou de lui, finirait le premier, ces négociations si ardues étaient déjà un lourd fardeau; une circonstance imprévue vint encore l'aggraver. La flamme mal éteinte du jeune roi pour la nièce du cardinal se ralluma tout d'un coup. Tout en se laissant marier, Louis continuait à correspondre avec celle qu'il aimait, et l'avait même revue une fois. Mazarin, donnant à son jeune roi l'exemple de l'abnégation, le menaça de quitter la France avec sa nièce, aussitôt après la paix signée. Marie Mancini, jalouse du désintéressement de son oncle, qui refusait pour elle une couronne, prit une résolution héroïque, et rompit avec le roi, en refusant à jamais de le voir et de

correspondre avec lui. Le roi, se piquant d'honneur à son tour, cessa d'opposer à son mariage avec l'infante la force d'inertie qu'il y avait opposée jusque-là. Tous les obstacles étant enfin aplanis, le traité et le contrat de mariage furent signés le 7 novembre par les deux ministres. Mazarin pouvait mourir maintenant, car il avait remporté les deux plus belles victoires diplomatiques dont la France puisse s'honorer, le traité de Westphalie et la paix des Pyrénées!

Voici la substance de ce traité fameux, qui ne contient pas moins de 124 articles. Les clauses commerciales peuvent toutes se résumer en une seule : « Les marchands et les vaisseaux des deux nations seront réciproquement traités sur le pied des nations les plus favorisées. » Quant aux questions territoriales, l'Espagne cède à la France : 1° Arras et tout l'Artois, moins Aire et Saint-Omer, l'Artois, sans lequel il n'y a pas de France, puisque la capitale de celle-ci se trouve à 40 lieues de la frontière ; 2° en Flandre, Gravelines, l'Écluse, et quelques autres places fortes; 3° en Hainaut, le Quesnoy, Landrecies, Avesnes, Philippeville et Marienbourg; 4° dans le Luxembourg, Thionville, Montmédy; 5° au sud enfin, le Roussillon et le comté de Conflans. La France, en revanche, rend à l'Espagne tout ce qu'elle occupe encore en Catalogne, y compris la Cerdagne espagnole, et les Pyrénées demeurent la limite entre les deux royaumes.

En Flandre, la France restitue Ypres, Oudenarde, Dixmude, Furnes, Comines et Menin ; en Lombardie, Valenza et Mortara ; en Franche-Comté, Saint-Amour, Bletterans et le fort de Joux. L'Espagne, en retour, rend aux Français Rocroy, le Catelet et Linchamp, renonce à toutes prétentions sur l'Alsace et Brisach, et amnistie

tous les sujets espagnols, catalans et napolitains qui ont pris parti pour la France.

Le *Roi très-chrétien* accepte la soumission sans réserves du prince de Condé. Le prince déclare hautement qu'*il voudrait pouvoir racheter de son sang ses hostilités, au dedans comme au dehors du royaume*, et qu'il renonce à toute ligue avec le *Roi catholique*. Le *Roi très-chrétien* l'autorise à revenir à sa cour, lui rend tous ses honneurs, dignités et domaines, à Stenay et en Argonne, lui accorde le gouvernement de Bourgogne, et au duc d'Enghien son fils la charge de grand maître de France. Amnistie est accordée à tous les amis et domestiques du prince. La cour de Madrid se charge en outre de payer toutes les dettes contractées en Flandre par lui et par ses serviteurs.

Ainsi l'Espagne a atteint son but : jusqu'au dernier moment, elle a défendu les intérêts de l'illustre transfuge avec autant de ténacité que les siens propres. Une prime est offerte à tous les nobles rebelles, qui sauront désormais ce qu'on gagne à vendre son pays à l'Espagne. Quant au prince, sous un roi comme Louis XIV, dont l'énergie naissante commençait à se trahir, ce qu'il avait de mieux à faire, c'était de se soumettre ! A l'inverse de François I[er], sauf l'honneur, il n'avait rien perdu à sa trahison.

L'Espagne ayant rejeté les grandes offres faites par la France pour que le Portugal fût compris dans le traité, *S. M. Très-Chrétienne* se réservait un délai de trois mois, après la ratification du traité, afin de tâcher d'ajuster l'affaire du Portugal, de manière à satisfaire *S. M. Catholique*. En cas de non-réussite, *S. M. Très-Chrétienne* promet, sur son honneur, de ne plus donner d'assistance audit royaume.

Le Roi très-chrétien, eu égard aux puissantes offres de *S. M. Catholique*, reçoit en grâce le duc Charles de Lorraine et lui rend le duché de Lorraine et autres villes de son ancien domaine, sauf le duché de Bar et le comté de Clermont, qui restent incorporés à la couronne de France.

Le contrat de mariage formait un acte distinct. La dot, de 500,000 écus d'or, devait être complétement payée dans dix-huit mois. « Moyennant ce payement, la sérénissime infante devait se tenir pour contente, sans pouvoir, par ci-après, alléguer aucun sien autre droit à l'héritage de *LL. MM. Catholiques*. Pour que les deux couronnes, étant si grandes et si puissantes, ne puissent jamais être réunies en une seule, les deux majestés accordent entre elles que l'infante et les enfants procréés d'elle ne pourront, voire à tout jamais, succéder aux États, royaumes et seigneuries appartenant à *S. M. Catholique*, et spécialement aux États de Flandre, Bourgogne et Charolais, etc... » Avant la célébration du mariage, l'infante devait renoncer en bonne forme audit héritage, et après, ratifier, de concert avec le *Roi très-chrétien*, cette renonciation, et la faire enregistrer par le parlement.

Cette dot, si modeste pour la fille d'un roi, héritier des trésors du nouveau monde, ne fut jamais payée, et la France, en la perdant, ne pouvait pas faire une meilleure affaire! Philippe, du reste, l'avait compris, puisque, devant tout cet échafaudage de précautions inutiles, il dérogea à son respect habituel pour les convenances en laissant échapper ces mots : « Toutes ces belles renonciations ne seront jamais qu'une sornette (*patarata*); si l'infant meurt, c'est ma fille qui doit hériter. »

Un dernier trait nous peindra l'Espagne, mieux que toutes les paroles. Le vieux Coloma, qui avait rédigé le

contrat avec Lionne, et qui mourut avant le mariage, légua à la cour de Madrid ce mot profond : « Nous autres Espagnols, tous tant que nous sommes, nous devrions engager tous nos biens, et aller en prison, s'il le faut, pour ne pas manquer d'une heure à payer les 500,000 écus d'or, un jour avant l'échéance de chaque terme. » (Mignet, *Success. d'Esp.*, t. I, p. 45.) Et pourtant, le croirait-on? soit insouciance, soit pénurie, le premier terme même ne fut pas payé! Inutile d'ajouter que la France se garda bien de réclamer. Seulement, Louis et la jeune reine avaient leur revanche toute prête : ils s'abstinrent de ratifier la renonciation prononcée en leur nom, comme le voulait une clause du contrat

Nous avons vu le nom du saint-père briller par son absence dans le traité de Munster; dans celui des Pyrénées, il est dit seulement que le saint-père sera supplié d'approuver et de bénir le présent traité de mariage. Ainsi la chancellerie des deux cours ne daigne pas même mentionner les efforts du pape pour ramener la paix entre les deux adversaires. Même dans le monde catholique, la papauté a cessé de compter. L'œuvre de pacification s'accomplit sans elle, sinon malgré elle. Catholiques et protestants sont d'accord pour se passer de son concours. Le droit européen nouveau, inauguré à Munster, achève de se fonder aux Pyrénées. L'Espagne, qui avait protesté par son absence contre la paix de Westphalie, y accède de fait par ce nouveau traité, et scelle ainsi la double victoire remportée par la Réforme sur le catholicisme, et par la France sur les deux maisons d'Autriche. La monarchie de Charles V s'avoue vaincue, et laisse sa vieille ennemie s'agrandir à ses dépens et proclamer sa suprématie sur le continent.

En résumé, la France gagne à ce traité plus encore

que n'y perd sa rivale, car elle hérite à la fois des dépouilles de l'Espagne et de celles du duc de Lorraine. Elle atteint, avec les Pyrénées, sa frontière au midi, et à défaut de celle qui lui manque au nord, elle recule de ce côté ses limites trop étroites, aux dépens de l'Artois, de la Flandre et de la Lorraine, et éloigne d'autant l'invasion de sa capitale. Henri IV et Richelieu, continués par Mazarin, vont léguer le fruit de leurs longs efforts au jeune roi qui grandit pour leur succéder. Mais celui-ci, moins sage que ses devanciers, va bientôt abuser de sa force, et troubler encore une fois ce fragile équilibre européen qu'ils ont pris tant de peine à rétablir.

Les deux plénipotentiaires, ayant achevé leur œuvre laborieuse, se quittèrent le 12 novembre. Don Luis retourna à Madrid, où son maître, ravi, entassa sur sa tête tous les honneurs. De marquis qu'il était, don Luis fut fait duc, et reçut de plus, par une distinction jusque-là sans exemple, le titre de *Prince de la Paix*, qu'un siècle et demi après lui, devait porter encore en Espagne un autre personnage, illustre au moins par le mal qu'il a fait à son pays. L'Espagne, qui, avant le traité, s'était sentie perdue, se crut sauvée cette fois, sans se douter que cette union, qu'elle saluait de tous ses vœux, devait contribuer à sa ruine plus que toutes les défaites.

Il faut avoir vécu dans des temps aussi tristes que ceux que nous racontons [1] pour savoir combien les peuples malheureux sont faciles aux illusions, et invitent à les tromper en se trompant eux-mêmes ! L'Espagne humiliée oublia, comme son roi, ses défaites et ses hontes au bruit des fêtes. L'arrivée du duc de Grammont,

1. Ceci a été écrit en novembre 1870.

envoyé extraordinaire de France à Madrid, porta au comble le vertige dont semblait saisi le peuple espagnol. Mais laissons les mémoires du temps nous retracer cet étrange tableau, qui tient du roman plus que de l'histoire. « Le duc, nous dit Pellicer [1], d'après le journal d'un des officiers français, arriva à Madrid vêtu, non en ambassadeur, mais en courrier de cabinet du roi, et suivi par soixante pairs de France dans le même costume. » Le but de cette ingénieuse allégorie était de témoigner de l'impatience du jeune roi.

Ce cortége emblématique, que chacun trouva « *du dernier galant* », se rencontra, à un mille de Madrid, avec un cortége espagnol taillé sur le même patron, et composé de nobles postillons, vêtus de satin rose brodé d'argent. La cavalcade, mi-partie des deux nations, se mit en marche : au lieu de repaître longuement de ce spectacle étrange les yeux de la foule ébahie, qui faisait retentir l'air de ses vivat, valets, postillons, grands seigneurs déguisés en courriers traversèrent au galop les rues de Madrid, afin de mieux prouver leur empressement. Le duc, avec toute sa suite, entra, toujours au galop, dans la cour du palais. Au pied du grand escalier l'attendait l'amiral de Castille, entouré de la grandesse espagnole. De là, il fut conduit jusqu'à la salle d'audience où se tenait le roi avec toute sa cour. A l'approche du duc, le monarque se leva ; par un hommage sans précédents, rendu au roi et non à son sujet, il découvrit son chef auguste, et avec l'emphatique politesse qui caractérise le peuple et l'époque, il souhaita la bienvenue à l'envoyé de son gendre. L'ambassadeur présenta ses lettres de créance, et fut ensuite introduit dans les

1. *Tratado historico sobre el origen de la Comedia en España*, part. I, p. 191. Edit. en 1804.

appartements de la reine, qui répondit en espagnol à la harangue française du duc.

L'amiral conduisit ensuite le représentant de la France dans un palais meublé pour lui, avec le luxe lourd et fastueux de l'époque. Puis commença une série de fêtes et de festins telle que, au dire du docte chroniqueur, il fallait remonter jusqu'à l'antiquité pour trouver quelque chose de pareil. Ainsi, à un dîner donné par l'amiral, huit cents plats parurent sur la table, sans compter le dessert. Après le festin, Grammont fut conduit en grande pompe au théâtre, et placé en face de l'infante, de manière à pouvoir étudier ses traits, et en rendre compte à sa cour. Philippe, accompagné de son nain, joua un rôle muet, et ne parla à la reine qu'une fois dans la soirée. Quant à la pièce représentée, le piquant du spectacle consistait dans un archevêque de Tolède commandant une armée, et portant avec sa mitre et sa robe d'évêque des bottes à éperons, une épée et un baudrier. Après le spectacle, les dames vinrent saluer en grande cérémonie le couple royal. Puis le roi fit une révérence à la reine, les infants au roi, la reine à l'infante, et tout fut terminé.

L'étroite parenté des deux époux nécessitait des dispenses que Rome n'a jamais refusées à ceux qui les payent. Mais le saint-siége, blessé de n'avoir pas été consulté sur un traité qui devait donner la paix à la chrétienté, renchérit encore sur ses lenteurs ordinaires. L'hiver approchait, et le mariage fut remis au printemps. Philippe et l'infante se mirent en route avant la fonte des neiges, avec un cortége qui occupait six lieues de longueur. On y comptait trois mille cinq cents mules, soixante-dix chevaux de parade, soixante-dix carrosses de gala, et plus de cent chariots de bagages.

Le trousseau surpassait en faste tout ce qu'a pu inventer le luxe moderne. On croit lire un conte de fées en parcourant l'inventaire : d'abord douze grands coffres, habillés de velours cramoisi, aux serrures et clefs en argent, contenant vingt-quatre habillements complets, qui luttaient tous de richesse, sinon de goût, au dire des seigneurs français. Vingt autres coffres en cuir de Russie, aux serrures dorées, remplis d'un immense assortiment du linge de Flandre le plus fin ; six malles, vêtues de satin cramoisi, aux serrures et aux gonds d'or, remplies de riches présents pour le duc d'Anjou et les dames de la cour de France. Il fallait cinquante mules pour porter l'argenterie et les parfums, et vingt-cinq pour les tapisseries de l'infante. Pour ses aumônes elle emportait une bourse de 50,000 pistoles. Tel était le train de noces de cette monarchie aux abois, dont le faste ne voilait pas la misère! Ajoutez-y, sur le royal parcours, les folles dépenses des villes qui s'endettaient pour dix ans afin d'amuser quelques heures leur monarque ennuyé. On n'avait pas de quoi payer la dot de sa fille, on vivait d'emprunts et d'expédients, et l'on dépensait des millions pour éblouir au passage ces paysans hâves et affamés, qui voyaient dévorer en un jour leurs sueurs d'une année!

Pour finir la longue histoire de ces royales épousailles, la cour de France, qui avait passé l'hiver dans le Midi, vint s'établir, le 8 mai, à Saint-Jean de Luz, et Philippe à San Sebastian. Le 3 juin, don Luis de Haro épousa au nom du roi Louis l'infante Marie-Thérèse à Fontarabie. Le 4, le roi d'Espagne et Anne d'Autriche, sa sœur aînée, se revirent pour la première fois après quarante-cinq ans de séparation et de guerre sans relâche. Parmi les nobles français se trouvait Turenne.

Philippe, en l'apercevant, laissa échapper ce mot flatteur : « Voilà un homme qui m'a fait passer de bien mauvaises nuits ! » Le jeune roi, qui n'était pas celui que l'affaire concernait le moins, vint à son tour, caché dans le cortége des nobles français, voir enfin de ses propres yeux celle que la politique allait lui donner pour compagne de sa vie. L'histoire ne nous dit pas l'impression qu'il en reçut ; mais les scandales de sa vie privée, étalés sans pudeur au grand jour, nous disent assez si le sensuel monarque prit jamais cette union au sérieux.

Le mariage réel eut lieu le 9 juin, à Saint-Jean de Luz. Le splendide cortége se mit ensuite en route pour Paris, à petites journées, à travers une longue série de fêtes. Le 26 août, Louis et sa jeune épouse entrèrent en grande pompe dans leur capitale, le même jour où, douze ans auparavant, Paris soulevé attaquait son roi enfant dans le Palais-Royal ! Nous n'aurons plus guère à reparler de cette princesse que Grammont qualifia de « la femme la plus belle et la plus aimable de la chrétienté » ; mais en regardant à Versailles ses nombreux portraits, nous avons le droit de protester au moins contre le premier de ces deux éloges. Infante d'Espagne ou reine de France, Marie-Thérèse n'a jamais eu la prétention de jouer un rôle politique ; mais les mémoires du temps sont d'accord pour vanter sa simplicité, sa piété, ses vertus modestes, moins faites pour le trône que pour la vie privée. Elle obtint et garda l'estime et le respect de son mari, mais rien de plus ! Voici le portrait que trace d'elle la duchesse d'Orléans : « Elle était d'une ignorance rare, mais la meilleure et la plus honnête femme qui fût au monde. Elle avait dans ses manières une certaine grandeur native, et s'entendait on ne peut mieux à représenter. Elle ne put jamais parvenir à oublier son pays, et ses

habitudes restèrent toujours espagnoles. Elle avait pour son mari une affection passionnée, et était sans cesse occupée de chercher à lire dans ses yeux ce qui pourrait lui être agréable. Avec elle, on peut le dire, est mort le bonheur de la France! »

On se demandera maintenant de quel œil les deux peuples regardèrent cette union qui terminait enfin leurs longues querelles? D'un œil différent, comme toutes leurs impressions et toute leur nature! Les Espagnols, tout entiers au bonheur d'être délivrés d'une guerre qui durait, presque sans interruption, depuis un siècle, s'inquiétaient moins des conditions de la paix que de la paix même qui comblait tous leurs vœux. Quant aux Français, les ennemis du cardinal, les militaires surtout, lui reprochaient de n'avoir pas profité de l'épuisement de l'ennemi pour lui vendre la paix plus cher. La France, ajoutaient-ils, avait tout à gagner à continuer la guerre. Le Portugal, pour peu qu'on le soutînt, était tout prêt à envahir la Castille. La Catalogne, par Rosas, était toujours ouverte à l'invasion, et Turenne ne demandait que deux campagnes pour enlever aux Espagnols tout ce qui leur restait des Pays-Bas.

Les amis du cardinal, au contraire, et le pays avec eux, soutenaient que la seule politique de la France, c'était la paix; que la meilleure part de ses succès dans les Pays-Bas était due à l'alliance anglaise, et que, depuis la mort de Cromwell, une restauration étant imminente, les Stuarts, qui avaient combattu pour l'Esgagne aux Dunes, ne manqueraient pas de l'appuyer en cas de conflit; que l'empereur s'était engagé à la secourir si elle voulait reprendre en Flandre les hostilités; que la Hollande, toujours jalouse de la France, ne la verrait pas de bon œil achever la conquête des

Pay-Bas; que, la querelle se vidant au nord, la France ne pouvait rien tenter de sérieux du côté des Alpes et des Pyrénées; que si les Espagnols gardaient encore la moitié de la Flandre, en revanche ils perdaient Condé, c'est-à-dire un grand général pour eux, et au besoin un chef pour la Fronde; qu'on n'efface pas de la carte de l'Europe un pays comme l'Espagne, et que, dans cette voie de déclin continu où elle marchait depuis la paix de Vervins en 1598, la paix des Pyrénées était encore un pas en avant; qu'enfin, avec une perspective comme celle qu'ouvrait sur l'avenir le mariage de l'infante, on pouvait bien acheter par quelques concessions l'espoir, même éventuel, d'asseoir un prince français sur le trône de Castille!

L'Europe, du reste, ne s'y était pas trompée! L'affluence inusitée des représentants des divers États qui s'étaient rendus au congrès des Pyrénées, sans y être convoqués, prouvait assez l'inquiétude qu'inspirait partout l'idée de voir se réunir un jour sur une seule tête, ou tout au moins dans une seule famille, les deux plus puissantes couronnes du continent. Presque tous ces États, d'ailleurs, avaient leur part des humiliations de l'Espagne, et se sentaient diminués par ce traité, dont la France seule recueillait les fruits. Le pape y était compté pour rien, le Portugal sacrifié, l'empereur déçu dans son projet d'alliance avec l'Espagne; enfin Charles II d'Angleterre, arrivé trop tard aux Pyrénées, et trouvant le traité signé, avait mendié sans succès, auprès des deux couronnes, l'aumône d'une restauration. Mazarin, toujours timide, même en ses heures de courage, avait refusé de voir le prétendant, de peur de se brouiller avec l'ambassadeur anglais, venu pour épier tous ses mouvements. Don Luis, plus hardi, avait osé recevoir le prétendant, et lui

avait même fait espérer quelque appui ; mais, au fond, les deux ministres étaient tombés d'accord que l'heure n'était pas venue de tenter une restauration. Toutefois, ce que la France et l'Espagne n'avaient pas osé entreprendre, l'Angleterre toute seule devait se charger de le faire, et six mois plus tard, le prince à qui Mazarin avait refusé une audience était assis de nouveau sur le trône de ses ancêtres.

Avec le traité des Pyrénées, il semble qu'un souffle de paix et d'union ait passé sur la chrétienté. Le nord, jaloux du midi de l'Europe, veut aussi avoir sa paix ; la Suède et le Danemark, grâce à la médiation de la France et de l'Angleterre, signent à leur tour un traité qui met fin à la guerre. Partout les haines semblent suspendues; comme au moyen âge, l'Europe a sa *trêve de Dieu*, qui, hélas ! n'est pas destinée à durer longtemps ! L'Angleterre, après avoir appris à ses dépens, sous le fils de Cromwell, que le talent et le génie ne sont pas héréditaires, retourne à sa vieille fiction de l'hérédité monarchique, et se repose un moment de ses longues discordes. Quant à la France, l'œuvre d'Henri IV et de Richelieu est accomplie : l'Autriche à Munster, l'Espagne aux Pyrénées ont passé sous ses Fourches Caudines, et Mazarin n'a plus qu'à mourir !

En effet, l'effort surhumain que lui avaient coûté ces longues négociations avait porté le dernier coup à cette nature épuisée. Depuis lors, il ne fit plus que languir, tout en faisant, comme dit Mme de Motteville, « bonne mine à la mort. » Il s'éteignit enfin le 9 mars 1661, à cinquante-neuf ans, après avoir, comme Richelieu, son maître et son émule, régné de fait dix-sept ans au nom du roi mineur, grandi sous sa tutelle et formé par ses leçons.

CHAPITRE V.

GUERRE DE PORTUGAL.—MORT DE PHILIPPE IV.

1659-65.

L'Espagne n'a pas voulu de la paix à Munster, elle vient de la subir aux Pyrénées. L'union de la fille de ses rois avec le monarque français a voilé sa honte, mais ne l'efface pas. La guerre est finie entre les deux nations, mais un abîme les sépare toujours, et les dynasties se sont mariées, mais non les peuples! A peine sortie de cette terrible lutte avec la France, après sa lutte avec la Hollande, plus longue et plus terrible encore, l'Espagne, ruinée, abattue, dépouillée de son prestige, se renferme dans sa péninsule. Est-ce pour y panser ses plaies, pour y développer sa vie intérieure, dont personne, rois ou ministres, ne s'est jamais soucié? Non, vraiment! Un *Roi catholique* a-t-il jamais songé à de pareilles misères? Non! L'honneur de la couronne commande à Philippe de continuer contre le Portugal une guerre sans espoir et sans fin; il n'hésite pas, et après avoir laissé huit ans à l'insurrection pour s'affermir, après avoir lutté onze ans contre elle sans pouvoir lui arracher un pouce de terrain, l'Espagne, haletante, épuisée, se flatte encore de la soumettre!

Étrange obstination, dont tant de cruelles leçons n'ont pas pu la guérir! Ce que la cour de Madrid a fait avec la Hollande, elle le recommence avec le Portugal: cette lutte acharnée, où les défaites seules comptent, où les victoires ne comptent pas, elle va la poursuivre contre un ennemi plus faible qu'elle en apparence, mais plus fort en réalité, parce qu'il ne peut pas céder, car il combat à la fois pour son existence de peuple, et sur son propre terrain. Dans cette guerre, pauvre parodie de celle de Hollande, au lieu des d'Albe, des Farnèse et des Spinola, elle a, pour commander ses armées, des San German et des Luis de Haro; et s'il lui reste encore un don Juan, c'est pour l'abreuver de dégoûts et d'affronts, et lui retirer le commandement pour le remettre à des mains incapables.

L'Espagne, plutôt lassée que vaincue, avait fini par reconnaître l'indépendance de la Hollande; mais le Portugal n'avait pas encore assez lutté pour faire respecter la sienne, et Philippe répétait souvent qu'il aimerait mieux renoncer à sa couronne qu'à ses droits sur une province rebelle. Après la paix des Pyrénées, le moment semblait venu de refaire une province espagnole de ce diminutif de royaume, qui n'avait ni raison d'être, ni place pour exister en dehors de la grande unité ibérique. Depuis la mort de Joao IV, jamais les circonstances n'avaient été plus propices. Un roi à peine adulte, faible d'esprit aussi bien que de corps, l'âme ouverte à tous les mauvais penchants, régnait sur ce pays, mineur comme son roi. Sous son nom, il est vrai, régnait de fait sa mère, princesse énergique, habile et populaire, qui déjà avait fait, sous son indolent époux, l'apprentissage de la royauté. Mais une femme, si douée qu'elle fût, pourrait-elle suffire longtemps à une double lutte.

sur mer avec les Hollandais, sur terre avec toutes les forces de la Castille ?

S'il faut en croire un historien français peu accrédité [1], la reine, abattue un instant par cette perspective, aurait offert, au nom de son fils, de gouverner le Portugal comme un fief de la Castille, de payer un tribut annuel, et de fournir à l'Espagne, sur sa requête, quatre mille hommes armés et huit vaisseaux de guerre. Un historien espagnol [2] va plus loin encore, et affirme que, cette offre ayant été rejetée, la reine aurait proposé de renoncer à toutes ses possessions dans la Péninsule, pour n'y garder que le petit royaume des Algarves, avec le Brésil dans un autre hémisphère. Pour l'honneur du Portugal et de Luisa de Guzman, nous ne voulons pas croire à cette seconde proposition; c'est déjà bien assez de la première, où le moins que l'on puisse voir, c'est un désaveu de la glorieuse révolution qui avait fait de Braganza un roi, et du Portugal un royaume.

La situation, d'ailleurs, était loin d'être désespérée : l'Espagne n'avait plus un allié sur le continent, et l'appui, au moins indirect, de ses anciens ennemis, la France et l'Angleterre, était acquis au Portugal. Charles II, qui venait de remonter sur le trône de ses ancêtres, sans l'appui de la cour de Madrid, allait se venger de ses froideurs en aidant sous main les Portugais dans leur résistance. Quant à la France, elle n'osait pas prendre ouvertement parti contre le pays natal de sa reine; mais six cents officiers français, que la paix avait laissés sans emploi, passèrent sans bruit au service du Portugal, de l'aveu de Mazarin, avec un corps de

1. Desormeaux, *Abrégé chronol. de l'histoire d'Espagne et de Portugal.* 5 vol. in-12, 1758.
2. Ortiz, *Compendio cronologico.*

troupes soldé par le roi de France; enfin, un de ses meilleurs généraux, le maréchal de Schomberg, prit la haute direction des armées lusitaines. Pour ménager l'orgueil national, un général portugais eut le commandement nominal; mais, en réalité, ce fut Schomberg qui eut toute l'autorité, et qui organisa la victoire, en introduisant une sévère discipline dans l'armée portugaise. Vainement l'ambassadeur espagnol réclama près de Louis XIV; ses réclamations ne furent pas écoutées, et le Portugal, fondé de pouvoirs de la France et de l'Angleterre, se chargea, à ses risques et périls, de vider avec l'Espagne leur vieille querelle.

Mais ce n'est pas tout : Mazarin suggéra à la régente de Portugal l'idée de marier sa fille à Charles Stuart, et d'acheter à ce prix l'alliance de l'Angleterre. La régente prit feu à cette idée, et le Portugal avec elle. Comme la cour de Madrid avait offert son infante à Louis XIV, la cour de Lisbonne offrit la sienne à Charles II, avec une dot de 500,000 livres sterling (12,500,000 francs); mais ce qui devait avoir encore plus de prix que l'argent aux yeux du peuple anglais, ce fut la cession de Tanger en Afrique, et de Bombay dans l'Inde, et la liberté de trafic pour les sujets anglais avec le Portugal et ses colonies. L'offre était trop brillante pour être refusée; le contrat de mariage fut signé en 1661, malgré tous les efforts de l'Espagne pour l'empêcher. La religion même ne fut pas un obstacle pour Charles II qui, fils d'une mère catholique, avait au fond du cœur un faible pour cette religion, faible qu'il cacha prudemment jusqu'à sa mort sous un voile de protestantisme officiel, tandis que trop de franchise sur ce point délicat devait coûter le trône à son frère.

Les conséquences de ce mariage ne se firent pas

attendre : l'ambassadeur portugais recruta en Angleterre dix mille hommes, qu'il expédia à Lisbonne sur des vaisseaux anglais, équipés aux dépens du Portugal, dont la prospérité financière contrastait avec la pauvreté de l'Espagne. Le pays, qui aimait dans ses rois sa propre indépendance, se montra prêt à s'engager tout entier dans cette lutte suprême. Les Hollandais eux-mêmes, dont la vieille rancune contre l'Espagne avait survécu à leur courte alliance avec elle, firent trêve à leurs hostilités dans les Indes pour s'unir au Portugal contre leur commun ennemi. Mentionnons enfin un adversaire dont les attaques, pour être éparses sur tous les points du globe, n'en étaient pas moins redoutables; c'étaient les flibustiers, écume de toutes les nations, qui, prenant pour point de repère les Antilles, partaient de là pour rançonner ou détruire dans les deux Océans les possessions espagnoles.

Seule donc, avec la moitié de l'Europe contre elle, en dépit de la paix des Pyrénées, l'Espagne se préparait à soutenir la lutte contre sa province rebelle. La Castille, toujours prête à tous les sacrifices, avait voté un large subside pour continuer cette guerre, profondément populaire, qui devait restaurer l'unité de la Péninsule. Le général désigné par la voix publique pour diriger cette expédition, c'était don Juan, et la cour, en dépit de ses revers dans les Pays-Bas, l'avait rappelé pour lui confier le commandement de l'armée. Il demandait le temps de faire venir des renforts d'Italie, et d'assurer la solde de ses soldats; mais ni le roi ni le ministre ne voulurent entendre parler de délai. Don Juan, à la tête de quinze mille hommes, reçut l'ordre de marcher sur Lisbonne par l'Alentejo, pendant qu'une flotte espagnole viendrait bloquer l'entrée du Tage. Il se préparait à obéir; mais,

comme si les éléments eux-mêmes eussent conspiré contre l'Espagne, les tempêtes se chargèrent de disperser sa flotte et d'en détruire une partie, et l'invasion fut différée d'une année. La cour de Madrid, avec un trésor vide, n'était pas en état de réparer sa flotte démontée ; la régente de Portugal profita de ce précieux répit que le ciel lui envoyait pour accroître et discipliner son armée, entasser dans ses arsenaux des armes et des munitions, et se préparer à cette lutte décisive.

Au printemps suivant, la Castille, enfin prête, lança à la fois deux armées contre le Portugal : la première comptait vingt mille vétérans allemands et italiens, et don Juan, qui la commandait, montrait ainsi à des soldats étrangers une préférence blessante pour les Espagnols : cette armée passa la frontière par la route de Badajoz à Lisbonne. L'autre, commandée par le duc d'Osuna se dirigea par la Galice vers le nord du Portugal ; mais don Juan, au lieu de marcher droit sur la capitale ennemie, perdit son temps à s'emparer d'une ou deux places sans importance. Il finit par revenir prendre à Zafra ses quartiers d'hiver, sans avoir rien fait, rien tenté même de digne du nom qu'il portait. Quant à Osuna, son expédition ne fut qu'une série de revers, et il rentra en Galice avec une armée affaiblie par la désertion plus que par le feu de l'ennemi. Tel fut le résultat, pire que négatif, de cette campagne entreprise avec la lenteur et la solennité espagnoles. Ministre et général rejetèrent l'un sur l'autre le tort de cet échec ; et tous deux, en effet, auraient eu droit de se plaindre, si les choses ne s'étaient pas toujours passées ainsi en Espagne, où l'on a du temps pour tout, excepté pour agir.

La même année vit mourir don Luis de Haro, le

neveu et le successeur d'Olivarez, dont il n'eut ni le talent, ni les torts, et dont il continua la mauvaise fortune. Le roi, qui l'aimait, le peuple, qui lui savait gré du bien qu'il voulait faire et qu'il ne fit pas, le pleurèrent également. L'impulsion de déclin et de ruine étant donnée, il la continua fidèlement, et l'Espagne avec lui descendit encore sur sa pente. Ce n'est pas lui qu'il faut en accuser, mais le roi, qui confia à d'aussi faibles mains le lourd fardeau d'une lutte avec la France. Olivarez et Richelieu, don Luis de Haro et Mazarin, l'Espagne et la France sont tout entières dans ce contraste!

Toutes les dignités de don Luis furent distribuées entre de nouveaux favoris, le cardinal Sandoval, le duc de Medina de las Torres et le comte de Castille. Le fils aîné de don Luis, marquis de Liche, ayant été exclu de cette succession, résolut de s'en venger. Le plan formé par lui nous donne une étrange idée des mœurs de cette cour, dissolue et cruelle comme celles de l'Orient. Ce plan, c'était de faire sauter en l'air le roi avec toute sa cour, en plaçant des barils de poudre sous sa loge au théâtre de *Buen Retiro*. Qu'un maniaque, aussi insensé que pervers, ait pu trouver des complices pour son affreux dessein, voilà ce qu'on a peine à comprendre; mais heureusement le complot fut découvert, et les coupables périrent sur l'échafaud, excepté l'auteur même du complot, le plus criminel de tous. Tel était l'attachement de Philippe pour don Luis qu'il fit grâce au fils, par égard pour le père. Ajoutons que ce misérable assassin qui, pour venger son injure personnelle, voulait faire périr avec le roi des centaines d'innocents, reconnut la grâce qu'on lui avait faite en donnant sa vie sur un champ de bataille pour son pays et pour son roi, qui s'était si noblement vengé de lui.

Philippe, déjà atteint au cœur par la mort de son ami d'enfance, le fut plus cruellement encore par la perte du fils aîné de son second mariage. Mais cinq jours après, la reine indemnisa son époux en mettant au monde un autre fils, l'infant don Carlos, dernier rejeton de cette race, atrophiée au physique comme au moral, frêle enfant qui ne put jamais devenir un homme, et qui semble n'être venu au monde que pour faire passer dans une autre race la couronne d'Espagne.

Du reste, les épreuves ne manquaient pas non plus à la régente de Portugal. Le roi Alphonse VI révélait de plus en plus en grandissant les penchants vicieux de sa nature : « Son bonheur, dit un historien portugais, Faria y Sonza, c'était de vivre dans une étroite familiarité avec des gens de la lie du peuple, des nègres et des mulâtres ; de battre les rues avec eux la nuit, en insultant tous ceux qu'il rencontrait, et de remplir la ville entière du bruit de ses nocturnes exploits. Aussi chacun dans Lisbonne avait-il peur de lui comme d'une bête féroce échappée de sa cage ! » Ses débauches, au lieu de se renfermer dans l'enceinte du palais, traînaient la royauté dans la fange des lieux les plus mal famés de la capitale. La régente, en voyant grandir, pour la ruine du pays, ce fils, aussi incapable par l'esprit que par le corps de porter le poids d'une couronne, songeait à le remplacer sur le trône par son second fils, l'infant don Pedro. Mais Alphonse, hors d'état de régner par lui-même, n'en était pas moins avide de pouvoir. Sous son nom régnait un indigne favori, petit marchand génois, dont il fit un comte de Castelmelhor, et qui, comme Olivarez, caressait tous les mauvais penchants de son maître. La régente, prévoyant une disgrâce prochaine, eut assez de fierté pour ne pas l'attendre : elle se retira volontai-

rement, laissant le sceptre aux mains d'un enfant de dix-neuf ans, vicieux et maladif, gouverné par d'immondes favoris ; et elle s'en alla, dans la retraite, méditer sur le danger des fictions de l'hérédité royale (23 juin 1662).

Il est temps de retourner sur les champs de bataille où va se vider la querelle entre l'Espagne et le Portugal. La première avait sa revanche à prendre, car son début n'avait pas été heureux. Au printemps, don Juan rentra dans l'Alentejo et y poussa la guerre avec une barbarie indigne d'un peuple civilisé. Toute ville qui n'ouvrait pas ses portes était mise à feu et à sang; tout gouverneur qui refusait de se rendre était pendu comme un vil malfaiteur. Évitant obstinément la bataille qu'on lui offrait, don Juan borna son activité à s'emparer de quelques places frontières, à semer partout d'implacables haines contre la Castille, et à arracher de toute âme portugaise la pensée de rentrer sous le joug. La terreur marchait devant lui, et s'il avait poussé jusqu'à Lisbonne, peut-être fût-il parvenu à s'en rendre maître; mais il perdit son temps à assiéger des bicoques et à dévaster le pays. Les maladies et la désertion firent d'affreux ravages parmi ses soldats, surtout parmi les Allemands, moins armés contre les séductions et les dangers du climat.

La campagne suivante se passa à poursuivre la conquête de l'Alentejo. Juan, à la tête de vingt mille hommes, se rendit maître de la vieille et forte cité d'Evora. L'armée portugaise, arrivée trop tard pour sauver la place, et inférieure en forces, se borna à harceler l'ennemi, et à intercepter ses convois. Les Espagnols, enhardis par ce succès, poussèrent jusqu'à Alcazar do Sal, dont ils se rendirent maîtres. Ils n'étaient plus qu'à quinze lieues de Lisbonne : déjà la terreur

régnait dans la capitale, et les habitants songeaient à s'enfuir; mais à l'abattement succéda bientôt la fureur et le désir de se venger. Les demeures des ministres, qu'on rendit responsables de l'inaction de l'armée, furent saccagées par un peuple irrité, et le général en chef reçut l'ordre de livrer bataille à tout prix pour racheter l'honneur des armes portugaises.

Heureusement pour le Portugal, sous le nom de Penhaflor c'était Schomberg qui commandait. L'armée portugaise vint se ranger en bataille à une demi-lieue d'Evora. Une rivière séparait les deux armées, et la position des Portugais était si forte que don Juan, désespérant du succès, se replia en bon ordre vers la frontière. Les Portugais aussitôt s'élancèrent à sa poursuite, fiers de voir les Espagnols reculer devant eux. Au bout de deux jours de marche, ils les rejoignirent enfin près d'Extremos, non loin de la frontière. Cette fois, il n'y avait plus moyen d'éviter la bataille, et don Juan fit halte près d'Ameixial, obscur village où allait se décider le sort de la monarchie (8 juin).

Le soleil n'était pas loin de se coucher quand les deux armées se trouvèrent face à face. Don Juan, qui marchait le premier, avait eu le choix du terrain, et s'était emparé de deux hauteurs où il avait placé son artillerie, ses fantassins en avant sur la pente, et la cavalerie dans la plaine. Le combat s'engagea avec une grande vivacité. Les Anglais, au service du Portugal, sentant le désavantage de leur position, sous le feu plongeant des canons qui les décimaient, gravirent, en se traînant sur les mains et sur les pieds, la pente escarpée dont l'ennemi occupait le sommet. Bon nombre périrent, mais le reste, arrivé en haut, chargea les Espagnols avec une résolution indomptée. Les Portugais, encouragés par cet

exemple, gravirent la pente par un chemin plus facile, et chargèrent par le flanc les ennemis qui, déjà attaqués de face par les Anglais, ne tardèrent pas à prendre la fuite. Don Juan, voyant plier ses soldats, s'efforce en vain de les rallier ; sa voix n'est plus écoutée, et dans son désespoir, il se jette au plus épais de la mêlée, ne songeant plus à vaincre, mais à mourir ! Dans l'intervalle, la cavalerie portugaise avait aussi fait reculer celle de l'Espagne, et la bataille était gagnée sur tous les points. Ce ne fut qu'après avoir eu deux chevaux tués sous lui que don Juan, toujours meilleur soldat que général, se décida à imiter l'exemple de son armée, sous peine de rester seul sur le champ de bataille ! Quatre mille morts, six mille prisonniers, avec l'artillerie et deux mille chariots de munitions et de vivres, furent pour les Portugais le prix de cette victoire, aussi sanglante que disputée. Evora se rendit quelques jours après, et ainsi furent perdus, en un jour, tous les fruits de la conquête castillane.

Les Portugais avaient vaincu, grâce au courage des Anglais et aux sages dispositions du général français. Charles II fut si charmé de la bravoure de ses soldats, qu'il leur fit distribuer 40,000 piastres (plus de 200,000 francs). Encouragés par ce succès, les Portugais, l'année suivante, au nombre de vingt mille hommes, envahirent, à leur tour, le territoire espagnol, où ils prirent Valencia de Alcantara, après un siége opiniâtre. Don Juan était alors à Badajoz, occupé de reformer les débris de son armée. Soit insouciance, soit découragement, don Juan ne fit rien pour secourir Valencia. Les Espagnols, abattus par le souvenir de leur défaite, se montrèrent partout déchus de leur antique valeur. Le duc d'Osuna, qui avait envahi le Portugal par le nord,

se fit battre de son côté, avec perte de deux mille cinq cents hommes et de toute son artillerie. De la Galice au sud de l'Estramadure, l'invasion portugaise, inondant le sol espagnol, y vengea son injure en mettant tout à feu et à sang.

Dans cette série de revers, si humiliante pour les armes de l'Espagne, don Juan avait pourtant une excuse : c'était la mauvaise volonté de la reine, mortellement jalouse de lui, dans l'interêt de son fils au berceau, comme si la gloire de l'héroïque bâtard, en profitant à l'Espagne, ne profitait pas aussi à ses rois. Abusant de son ascendant sur son placide époux, elle parvint à détourner de l'armée de Portugal les renforts, les munitions, les subsides que Juan réclamait à grands cris. Au lieu de soutenir résolûment cette guerre où était engagé l'honneur de la Castille, cette femme intrigante fit envoyer à son frère l'empereur, menacé par les Turcs, une armée de dix-huit mille hommes, qui épuisa la Péninsule, sans atteindre le but qu'on se proposait.

Las de se plaindre, sans que ses plaintes parvinssent même à l'oreille du monarque, don Juan prit le parti de se rendre à Madrid pour plaider lui-même sa cause. Mais Philippe refusa de le voir, et l'exila à Consuegra pour le punir d'avoir quitté son armée sans permission. Juan parvint pourtant, l'année suivante, à obtenir à Aranjuez une courte entrevue avec son père; mais il n'en put arracher que quelques vagues formules de politesse, comme s'il eût été un étranger, tant la reine avait su lui fermer les avenues du cœur paternel; et jusqu'à la fin de la vie du monarque, il ne lui fut plus donné d'arriver jusqu'à lui.

Juan avait laissé le commandement aux mains de Caracena. L'armée, épuisée par cette série de revers et

par la désertion, fut refaite à nouveau, et l'Espagne, par un dernier effort, la porta à douze mille fantassins et neuf mille chevaux, en faisant venir ses vieux régiments d'Italie, d'Allemagne et de Flandre, et en levant en Suisse cinq mille soldats. Le nouveau général, ivre de confiance, parlait déjà de marcher sur Lisbonne; mais il demandait une flotte pour l'appuyer. On promit tout à Madrid, et l'on ne tint rien, suivant l'usage. Caracena, en arrivant à Badajoz, s'aperçut bientôt qu'entre Lisbonne et la frontière, il y avait plus de chemin qu'il ne l'avait pensé. De la conquête de la capitale il se rabattit sur celle de Villaviciosa, l'ancien patrimoine des ducs de Braganza, entre Evora et Elvas. Après un assaut furieux, la ville, mal défendue, fut prise et traitée par les Espagnols avec leur cruauté ordinaire; la garnison se retira dans la citadelle, pendant que l'armée portugaise, sous les ordres de Marialva et de Schomberg, marchait, bien qu'un peu tard, au secours de la cité.

D'un côté comme de l'autre, on se fiait à ses forces, et l'on chercha un engagement au lieu de l'éviter. Les Portugais prirent position à Montes-Claros, dans une plaine entourée de hauteurs, très-propice pour une bataille. Les Espagnols, affaiblis par les fatigues du siége, étaient inférieurs en nombre; cependant Caracena, contre l'avis des généraux, s'obstina à quitter la forte position qu'il occupait sur une hauteur pour descendre dans la plaine au-devant de l'ennemi. Alexandre de Parme, à la tête de sa cavalerie italienne, engagea l'attaque avec un courage digne du nom qu'il portait, et la cavalerie portugaise fut repoussée en désordre. Mais les vainqueurs, en s'acharnant à sa poursuite, avaient rompu leurs rangs; derrière la cavalerie, ils trouvèrent l'infanterie ennemie, rangée en bon ordre et

tous leurs efforts finirent par se briser contre elle.

Pendant huit heures, la lutte continua avec acharnement, et la fortune de la journée restait indécise quand les Suisses que, suivant l'usage espagnol, on oubliait de payer, rompirent net leur engagement, au milieu du combat, et désertèrent la cause qu'ils servaient pour passer dans les rangs opposés. Avec ce dernier coup tomba la résolution des Espagnols. Ils se retirèrent d'abord en bon ordre; mais, poursuivis par la cavalerie qui parvint à les tourner, il furent obligés de se rendre, ou de fuir en désordre, au péril de leur vie. Cinq mille blessés, autant de prisonniers, restèrent avec l'artillerie au pouvoir des vainqueurs, et Caracena, avec les débris de son armée, se retira à Badajoz. Ajoutons, pour donner la mesure de l'infatuation espagnole, que de là il fit dire au roi que, si on voulait lui envoyer des renforts, il se faisait fort, dans le désarroi où il avait laissé l'armée portugaise, de marcher sur la capitale, et de s'en rendre maître. La réponse des Portugais à cette bravade fut d'entrer à leur tour sur le territoire espagnol, et d'y porter la guerre avec toutes ses horreurs en dévastant l'Andalousie, d'où ils rapportèrent un immense butin.

Ce que la bataille des Dunes avait été pour la Flandre, la bataille de Montes-Claros le fut pour le Portugal, dont elle assit l'indépendance sur une base solide. Du rang de province vassale, révoltée contre son suzerain, il remonta à celui de royaume indépendant, pour le conserver jusqu'à nos jours. Seulement, grâce à l'insuffisance de la politique étrangère de la France qui, depuis la mort de Mazarin, avait perdu sa boussole, le Portugal oublia qu'il devait, par moitié à peu près égale, son affranchissement à l'Angleterre et à la France, pour ne se souvenir que des services de la première. C'est de

cette journée décisive que date sa dépendance envers l'Angleterre, dépendance plus commerciale que politique, mais qui, en dépit de toutes les différences de race, de religion et de mœurs, n'en soumet pas moins à une sorte de vasselage ce pays, destiné à obéir toujours à des étrangers.

On peut se figurer l'effet que produisit à Madrid la nouvelle de ce désastre, succédant à tous ceux des années précédentes. L'astre de don Juan, un instant éclipsé, remonta sur l'horizon; sa popularité s'accrut de toutes les fautes et de tous les revers de son successeur. D'un bout de la Péninsule à l'autre, le mécontentement public, aggravé par une imprudente dépréciation du titre des monnaies, se traduisit par des révoltes. A Madrid, les paysans refusaient d'échanger leurs denrées contre une monnaie avilie. Jusque sur les murs du palais, une main hardie afficha ce menaçant placard, éclatant démenti au culte séculaire de l'Espagne pour ses rois : « *Si el Rey no muere, el reyno muere* » (si le roi ne meurt pas, c'est le royaume qui mourra). Aux griefs, aux plaintes, aux menaces du pays le pouvoir répondit par d'implacables rigueurs. Le président de Castille, sur l'ordre exprès du roi, alla, accompagné du bourreau, faire sa tournée dans tous les villages qui environnent Madrid, et grâce à la terreur qu'on y répandit, les marchés furent bientôt mieux approvisionnés que jamais.

Mais nul ne sentit plus profondément que Philippe le contre-coup de cette défaite et la honte des armes espagnoles. En apprenant la fatale nouvelle, il se sentit atteint au cœur : « Que la volonté de Dieu soit faite! » dit-il avec une émotion contenue, et il tomba évanoui. A dater de ce jour, une mélancolie profonde s'empara de lui. Qui peut savoir ce qui se passa dans cette âme

toujours fermée, et sevrée, par une fausse idée de la dignité royale, de tout commerce avec les humains? Le remords de cette vie perdue, annulée, pourrie dans l'oisiveté et dans la débauche; le tardif sentiment des devoirs d'un roi à qui Dieu demandera compte un jour, non-seulement du mal qu'il a fait, mais du bien qu'il n'a pas su faire, l'amer pressentiment de la ruine et de l'abâtardissement de l'Espagne qui allaient dater de son règne! Pour successeur un enfant de quatre ans, maladif et idiot, frêle étai sur lequel reposait cette monarchie prête à crouler; pour régente une reine, autrichienne de cœur comme de race, gouvernée par un jésuite. en guerre avec don Juan, le seul homme capable de servir de tuteur à cette royauté éternellement mineure! Enfin, autour de lui, à la veille de sa mort, le vide et le silence : pas un ami, pas même un favori dans le sein duquel il pût épancher ses douleurs, telles sont les tristes pensées qui durent assaillir Philippe aux derniers jours de son règne et de sa vie, si toutefois un pareil homme sut jamais ce que c'est que régner et que vivre!

La santé du roi, plus robuste autrefois, mais affaiblie depuis quelques années par son goût passionné pour les plaisirs, ne pouvait résister longtemps à de pareilles épreuves. Déjà, en 1659, une légère paralysie, d'un bras et d'un pied, avait apporté au sensuel monarque un de ces sérieux avertissements que Dieu envoie avant de frapper. En 1664, une pierre, qui se forma dans ses reins, amena d'intolérables douleurs et des pertes de sang continuelles, et acheva de ruiner cette nature épuisée. Philippe, à ces tortures sans relâche, opposait un front serein et une inaltérable patience. Jamais on ne l'entendit se plaindre une fois, ni de ses souffrances ni de la ruine de la monarchie qui, pour être son

ouvrage, ne lui en était pas moins sensible. Au milieu des plus cruelles douleurs, il travaillait chaque jour avec ses ministres, plus même qu'il ne l'avait fait aux jours de la santé et de la force!

Enfin, en septembre 1665, la fièvre et la dyssenterie l'assaillirent à la fois. A la violence du mal, Philippe fut le premier à reconnaître que sa fin approchait. Son premier soin fut de commander, en vrai fils de l'Église, cent mille messes, après sa mort, pour le salut de son âme. Après avoir pourvu d'abord à son propre salut, Philippe s'occupa enfin de son royaume. Il fit établir par-devant témoins la validité de son testament, rédigé par lui peu de temps avant sa mort, et où il réglait l'ordre de succession au trône : l'héritier de droit était son fils unique, l'infant don Carlos, et, à défaut de lui, l'infante Marguerite et ses descendants ; puis ceux de sa tante l'impératrice Marie, et enfin, les derniers de tous, ceux de son autre tante la duchesse de Savoie. Une clause spéciale excluait de la succession l'infante Marie-Thérèse et tous ses descendants mâles et femelles. « Mais, ajoutait le testament, si l'infante venait à rester veuve de son présent mari, l'exclusion serait levée, et elle recouvrerait tous ses droits à la succession paternelle. » A la mort du roi, la reine, assistée de quatre conseillers, devait prendre possession de la régence. Enfin Philippe mourant recommandait à ses successeurs de protéger de tout leur pouvoir le saint-office, sous peine d'être exclus de la succession au trône.

Après ces dernières pensées données aux soins de son empire, Philippe prit congé de sa famille, en demandant à Dieu d'accorder à son fils un règne plus heureux que le sien. Puis il pria son épouse de se retirer avec ses enfants, pour que, à ses derniers moments, aucune affec-

tion terrestre ne vînt se placer entre le ciel et lui. Alors, en présence de toute la maison royale, le patriarche des Indes annonça tout haut « que le Roi du ciel allait venir honorer de sa visite le plus grand monarque de la terre! » Puis Philippe se confessa, et reçut l'absolution avec une foi ardente, qu'il exprima par ces mots : « Je crois tout ce qu'enseigne notre sainte mère l'Église, et je voudrais mourir pour la défendre! » Il reçut ensuite les derniers sacrements avec beaucoup de larmes et l'assurance souvent répétée de son indignité. Puis le nonce du pape lui donna l'absolution finale, et ce fut en embrassant la croix, emblème du salut, qu'il expira le 17 septembre 1665, dans la soixante et unième année de son âge, et la quarante-cinquième de son règne, aussi long que désastreux.

Don Juan, en apprenant la maladie de son père, s'était hâté d'accourir du fond de son exil, pensant qu'on ne refuserait pas à un fils d'approcher du lit de mort de son père; mais la haine de l'Autrichienne veillait autour de ce lit, et elle pesa sur le roi mourant pour l'empêcher de revoir son fils. Le dernier adieu qu'on porta à Juan de la part de son père, ce furent ces dernières paroles : « Je ne lui ai pas dit de venir; qu'il s'en retourne sur-le-champ là d'où il est venu. » En congédiant aussi durement un fils naguère trop aimé, Philippe crut faire assez pour lui en le recommandant à la reine, comme un homme dont les services pouvaient encore être utiles à l'État. On verra comment fut obéie cette dernière prière du monarque mourant!

De sa première femme, Isabelle de Bourbon. Philippe avait eu de nombreux enfants; Marie-Thérèse est la seule qui leur survécut. Sa seconde femme, l'Autrichienne Marie, lui donna trois fils et une fille, l'infante Margue-

rite, depuis reine de Hongrie. Ainsi s'abâtardissait de plus en plus par de continuelles alliances de famille cette race usée, qui décroissait en valeur physique et morale à chaque génération. Ajoutons, en rappelant qu'il s'agit ici, non d'un prince musulman, mais du *Roi catholique* par excellence, qu'outre ses enfants légimes, il laissa encore après lui *trente-deux enfants naturels.* Nous aimons à croire que Philippe mourant s'est repenti d'avoir donné à ses sujets ces tristes exemples ; mais restent à expliquer ces faciles absolutions données par des confesseurs de cour à un prince qui vécut constamment dans l'adultère et dans la débauche. Quant aux produits, mâles et femelles, de ce haras royal, tous entrèrent dans les ordres, ou se cachèrent dans la vie privée, un seul excepté, don Juan, sur qui pesa, tant qu'il vécut, la faute de son père. Il était réservé à la cour de France d'effacer bientôt les scandales de la cour de Madrid par l'éclat des adultères du *Grand Roi*, et les positions officielles faites à ses bâtards *légitimés.*

Le corps du roi défunt fut exposé pendant deux jours, avec cet appareil de faste dont la royauté aime à s'entourer, même dans la tombe. Puis le corps fut porté à l'Escurial, dans ce *Panthéon* souterrain, bâti par Philippe II pour lui et pour ses descendants, et où, pour faire son apprentissage de la mort, il venait entendre la messe dans la niche réservée à son cercueil. C'est là, dans ce sombre caveau, où reposent, depuis Charles-Quint, dans leurs lourds cercueils de bronze, les monarques espagnols, que Philippe IV vint retrouver ses ancêtres, et ajouter sa poussière à leur poussière.

Peu de règnes ont été aussi constamment malheureux. Avec d'autres, on compte les provinces ajoutées à leur empire ; avec Philippe, il faut compter celles qu'il

a fait perdre à l'Espagne : la moitié des Pays-Bas, le Roussillon, la Cerdagne, la Jamaïque! Ajoutez-y l'ébranlement causé à la monarchie par les deux insurrections de la Catalogne et de Naples, et les trésors du nouveau monde pillés par les Anglais et les Hollandais, ou ensevelis au fond des mers. Après cela, faut-il savoir gré au triste monarque de sa constance à supporter des disgrâces, qu'on plaindrait davantage si elles étaient moins méritées? Non! car cette sérénité d'âme que Philippe oppose au malheur ressemble fort à de l'indifférence. La grande affaire de son règne et de sa vie, c'est le plaisir. Dans ce voluptueux *far niente* où s'écoulent toutes ses journées, débarrassé par ses favoris des soucis de la royauté, il ne sait de ses sujets que les impôts qu'il leur arrache, et se croit quitte envers eux avec les fêtes où il les dépense.

On a besoin de descendre jusqu'à la plus triste époque de notre histoire pour trouver, dans le règne de Louis XV, dit le *Bien-Aimé,* un pendant au règne de Philippe IV, dit le *Grand*. Les deux époques se valent, si ce n'est que le peuple français est peut-être tombé encore plus bas, pour se relever plus haut, il est vrai! Sous ces deux règnes flétrissants pour l'honneur des deux pays, tout le monde gouverne excepté le monarque! Le seul trait qui les distingue, c'est que ce sont les favoris qui règnent sous Philippe, et les maîtresses sous Louis. En somme, cependant, Philippe, avec son souci un peu théâtral de la dignité royale, est tombé moins bas que notre Louis XV, et en tombant a fait au moins quelques efforts pour se relever. Parfois on le voit, en présence du malheur de son peuple, s'efforcer de secouer sa torpeur, pour s'éveiller aux sentiments et aux devoirs d'un roi. Plus d'une fois il s'essaye à reprendre le fardeau des

affaires; mais ses bras affaiblis se refusent à le porter, et toujours il retombe dans sa léthargie, non sans quelque chose qui ressemble à un remords. Ces bonnes intentions, même avortées, demandent grâce pour lui devant l'histoire, quand on le compare à l'immonde débauché qui a fait crouler dans la fange la monarchie du *Grand Roi*.

Les faiblesses de Philippe III n'étaient que des lacunes, celles de Philippe IV sont des vices, et voilà pourquoi l'histoire doit être plus sévère pour elles. L'un n'est coupable que du bien qu'il n'a pas su faire, l'autre du mal qu'il a fait! Il est des rois plus avilis et plus vicieux que Philippe IV, il n'en est pas qui aient laissé sur le caractère national une trace plus funeste. En ruinant l'Espagne, en la faisant déchoir de son rang en Europe, Philippe lui a fait moins de tort qu'en la dépravant. Le peuple espagnol, le jour où il a perdu son antique élévation de caractère, a perdu bien plus que des provinces! Les nobles, chez qui la dignité avait survécu même à la perte de leur indépendance, se sont modelés sur leur roi; n'ayant pas autre chose à imiter de lui que ses vices, ils se sont rapetissés à sa taille, et dépravés à son image. A leur suite, ils ont entraîné le peuple, habitué naguère à ne se passionner que pour de grandes choses, pour la guerre sainte ou la découverte du nouveau monde! Comme les Grecs du Bas-Empire, l'Espagne, à l'instar de son roi, ne s'est plus passionnée que pour des actrices et pour des fêtes!

Aussi est-ce de ce règne corrupteur que date dans la Péninsule le déclin des mœurs, qui devait y amener plus tard celui des croyances. De là cette dépravation profonde qui, dans les villes, frappe le regard de l'étranger, et que nous retrouvons même au dehors dans les

provinces conquises où l'Espagne a laissé son empreinte, comme Naples et la Sicile. Dans les campagnes seulement vit encore un fonds de vieilles mœurs et de vieilles croyances, qui résiste au progrès toujours croissant de la débauche et de l'incrédulité, habituées à marcher de front.

Au déclin moral de l'Espagne, si tristement associé à son déclin matériel, trouvera-t-on une compensation suffisante dans l'éclat dont brille sous ce règne l'art dramatique, choyé par un prince idolâtre du jeu de la scène? Quand Louis XIV protége les arts et les lettres, c'est qu'il voit dans l'auréole dont ils ont entouré son nom un complément nécessaire de la gloire de son règne. Mais ni Lope de Vega, ni Calderon, en y ajoutant même Murillo et Velasquez, ne suffisent à combler le vide laissé par la pensée, vassale de l'inquisition dans toute la littérature espagnole. Et encore, l'éclat même dont elle a brillé sous Philippe IV n'a-t-il pas duré autant que lui! L'affectation, l'emphase, naturelle au génie espagnol, le *Gongorisme*, pour lui donner son nom indigène, ne tarde pas à dessécher la séve de cette littérature, au jet si riche et si puissant pendant le moyen âge. La poésie vraiment espagnole du *Romancero* dégénère en froides allégories, en jeux de mots puérils, en *concetti* rimés, importés d'Italie en Espagne, et de là à la cour de Louis XIV; car la France, victorieuse de l'Espagne par les armes, est sa vassale en littérature, et débute. comme finit celle-ci, par l'affectation et la recherche, avant d'arriver par la simplicité à la véritable grandeur.

N'ôtons pas à Philippe IV l'unique gloire qui se rattache à son nom : s'il fut le plus nul, le plus insuffisant de tous les monarques, et si à son fils seul il était réservé de l'être plus que lui, il eut le mérite, assez

mince pour un roi, d'être un juge et un protecteur éclairé des lettres et des arts. Il sut même, affirme-t-on, manier, non sans succès, le pinceau et la plume. On cite de lui une traduction des deux Guicciardini, oncle et neveu, l'historien des Pays-Bas et celui de l'Italie. On lui attribue aussi la paternité, assez douteuse, de quelques intermèdes dramatiques, publiés sous le nom d'un *Ingenio de esta corte* (œuvre d'un bel esprit de la cour). Nous ignorons la valeur de ces jeux d'esprit qui consolaient Philippe de la ruine de l'Espagne et de la perte de ses provinces.

Nous ne voulons pas rendre le frivole monarque responsable de tous les malheurs et de tous les torts de son pays; mais c'est sous ce règne qu'a péri le vieux renom de l'infanterie espagnole, qui fut si longtemps la première du monde. Tout se tient en histoire, et il y a moins loin qu'on ne le pense des désordres d'une cour corrompue à l'impéritie des chefs, et aux défaites répétées des soldats sur les champs de bataille. De Saint-Quentin à Rocroy, un siècle a suffi pour enterrer la gloire des armes espagnoles! Les armées, mal équipées, mal commandées, mal payées, manquent de discipline, d'élan, et de cette confiance en elles-mêmes et en leurs généraux qui seule assure le succès. A charge au pays qu'elles ont cessé de défendre, elles sont la terreur de toutes provinces où elles résident, et se font plus craindre de leurs concitoyens que de leurs ennemis.

Quant à la marine militaire, après s'être tenue sous Philippe II à la hauteur des armées de terre, la defaite de l'*Armada* lui avait porté un coup dont elle ne devait plus se relever. Là les défaites étaient irréparables, et les pertes ne se remplaçaient pas. La Méditerranée et les mers des deux Indes avaient cessé d'obéir au pavil-

lon espagnol. Le peu de bâtiments de guerre qui survivaient suffisaient à peine à protéger les galions qui apportaient à l'Espagne les tributs du nouveau monde, en échange du commerce et de l'industrie qui avaient fui pour ne plus revenir. L'arrivée annuelle de ces galions était devenue une loterie, où la cour et le pays, quand ils ne perdaient pas tout, s'estimaient encore fort heureux. Aussi, en plein conseil des finances, le président avait-il osé émettre le vœu que l'on renonçât complétement à entretenir une marine militaire, et peut-être cet avis était-il le plus sage!

Pour la marine marchande, il n'était pas nécessaire de la supprimer; elle avait perdu sa raison d'être depuis le jour où Philippe IV, écho fidèle des doctrines économiques de son siècle, avait prohibé tout commerce avec les peuples ennemis comme avec les provinces rebelles. Or, depuis que l'Espagne avait perdu la moitié de ses colonies, et vu se révolter la moitié de ses provinces, une marine, militaire ou marchande, n'était plus qu'un luxe pour elle. Les flottes anglaise et hollandaise, toujours aux aguets pour se disputer son héritage colonial, venaient encore en aide aux absurdes prohibitions de la cour de Madrid. Enfin, les corsaires barbaresques se chargeaient de purger la Méditerranée de navires espagnols, pendant que la race anglo-saxonne, dont l'heure était enfin venue, disputait l'Océan aux fils dégénérés de cette race latine, qui avait joué si longtemps le premier rôle dans l'histoire.

Mais les peuples ont besoin de commerce et d'industrie comme d'air pour respirer; là où leur manque la liberté du trafic, ils la remplacent par la contrebande! De tout temps et dans tous les pays, les lois inexécutables ont invité les populations à les violer. La guerre

que le paysan espagnol ne peut plus faire aux Arabes, il la fait contre les douanes, le seul de tous les despotismes qu'il n'ait jamais accepté, et leur impuissante barrière entoure encore l'Espagne d'un rempart que l'audace ou la corruption ont toujours su franchir! [1]

1. L'auteur de cette histoire a vu et *entendu* à Cadix, en 1838, un troupeau de porcs introduits et hissés en l'air la nuit, par-dessus les murs de la ville, et remplissant l'air de leurs grognements, à côté de douaniers qui montaient la garde sur la muraille, bien décidés à ne rien voir et à ne rien entendre.

LIVRE XXXIX.

CHAPITRE I.

MINORITÉ DE CHARLES II. — CONQUÊTE DE LA FLANDRE ET DE LA FRANCHE-COMTÉ PAIX D'AIX-LA-CHAPELLE.

1665 A 1668.

Dans cette période de déclin continu où nous sommes entrés, à chaque règne qui s'achève, il semble que l'Espagne ne puisse pas tomber plus bas; et pourtant, sous le règne suivant, nous la voyons encore descendre! A chaque génération, la race s'abâtardit, et perd en valeur physique ou morale; après Charles II, il ne lui restera plus qu'à s'éteindre. Le Portugal, il est vrai, retrempé par une révolution pure de tout excès, reste en dehors de ce déclin; mais, par un étrange rapprochement, sur les deux trônes nous voyons deux enfants, l'un de vingt ans, l'autre de quatre, tous deux maladifs et incapables, même avec l'âge, de régner par eux-mêmes; tous deux gouvernés, l'un par un favori, l'autre par sa mère, gouvernée elle-même par un jésuite, le vrai roi de l'Espagne sous ce triste règne.

Maintenant, étendons nos regards hors de la Péninsule : sauf la France, qui grandit à chaque règne, tout dégénère, tout se rapetisse, d'un bout du continent à l'autre; les événements sont partout à la taille des hommes qui les dirigent. L'Angleterre, bientôt lasse de la république, a désavoué toute sa révolution pour essayer encore une fois la royauté du bon plaisir, qui va encore moins à son tempérament politique; elle savoure en ce moment, avec les Stuarts, les hontes et les misères d'une restauration aux gages de l'étranger. Elle se dédommage, en couvrant les mers de ses vaisseaux, de sa nullité sur le continent. Dans son essor commercial toujours croissant, elle se rencontre partout avec la Hollande, son aînée dans la carrière, et pour les deux rivales, l'Océan va bientôt devenir trop étroit! L'Autriche, épuisée par le long effort de la guerre de Trente ans, ne peut plus offrir à l'Espagne qu'une bonne volonté impuissante. Elle a assez à faire chez elle avec les Turcs et les protestants pour ne pas songer à agir au dehors ; et malgré tous les liens qui l'attachent à la cour de Madrid, elle est forcée de graviter vers l'orbite de la France. La Suède, au contraire, si longtemps enchaînée à la politique française, tend à s'en affranchir, et essaye de marcher seule, oubliant qu'elle n'a plus un Gustave-Adolphe pour la conduire. Quant à l'Italie, toujours morcelée, toujours dépendante, condamnée à subir sa destinée au lieu de se la faire, elle hésite entre la tutelle de l'Espagne, dont l'ascendant y décline chaque jour, et celui de la France, qui a déjà Venise pour alliée et la Savoie pour vassale.

Un seul État de l'Europe est en progrès continu, et cet État c'est la France. Un roi jeune, ardent, maître de lui-même, mais qui cessera bientôt de l'être, recueille

en ce moment ce qu'ont semé pour lui Henri IV, Richelieu et Mazarin. La France, annulée si longtemps par ses discordes religieuses, a repris en Europe le rang qui lui appartient. Placée au cœur du continent, elle aspire à se faire centre, en politique comme en géographie, et veut toucher à tout et tout attirer à elle, par la conquête ou par les alliances. Après avoir pris l'Angleterre et la Suède à sa solde, et le Portugal sous sa tutelle, elle tient l'Espagne sous sa griffe, pour la traiter à son gré en vassale ou en ennemie, et n'a plus à compter en Europe qu'avec une seule nation, la Hollande, sa ci-devant alliée.

Étrange contraste ! A peine affranchies du joug espagnol, les Provinces-Unies n'ont plus qu'une pensée : affermir la domination de la Castille dans ce qui lui reste des Pays-Bas, pour se faire de la Flandre une barrière contre la France ! D'instinct, elles se méfient de ce jeune roi, avide de gloire et de conquêtes, et si peu fait pour comprendre la modeste grandeur d'une république de marchands. D'instinct aussi, Louis déteste dans la Hollande une alliée trop peu docile, en qui il pressent une ennemie. L'abîme qui sépare la république protestante de la monarchie *très-chrétienne* se creuse plus profond chaque jour, et la France se refroidit peu à peu pour la cause de la Réforme. Une tentative malheureuse de Guillaume II de Nassau pour enlever par un coup de main l'autorité aux états généraux a fait abolir, en 1650, le stathoudérat, suspendu comme une menace sur les libertés néerlandaises ; et le *grand pensionnaire*, Jean de Witt, devenu le chef de l'État, affermit, par le double prestige de la vertu et du talent, le triomphe du principe républicain.

Telle était l'Europe en 1665, toujours exposée à voir

troubler sa paix par l'inquiète ambition du monarque français. Élevé par Mazarin à l'école de Richelieu, Louis n'aspirait encore qu'à faire rentrer la France dans ses limites naturelles, mais en attendant l'heure de les dépasser! Un seul peuple sur le continent pouvait faire contre-poids à l'ascendant de la France : c'étaient les Hollandais, et il s'irritait contre l'obstacle, même avant de s'y être heurté. Mais les deux ex-alliés s'observaient avant de se brouiller, car le sage pilote qui veillait en Hollande au timon des affaires, de Witt, prévoyait trop le danger d'une rupture pour ne pas ménager cet allié exigeant, toujours prêt à se changer en ennemi.

L'Espagne, dans ce chapitre, ne brillera que par son absence. La vie étant absente de ce triste gouvernement, c'est au dehors, en France surtout, que va se passer son histoire. Nous n'essayerons pas de décrire la situation du pays : les mots manquent pour des misères toujours les mêmes, et qui s'aggravent à chaque règne. Mais la plus menaçante de toutes, en perspective du moins, c'était la mort de l'enfant-roi, si frêle, si maladif qu'il ne semblait pas destiné à vivre! Et alors, quel serait l'avenir de la monarchie? L'héritage d'un trône, vacant avant d'avoir été occupé, s'ouvrait en ce cas à l'ambition de Louis XIV, que tout était d'accord pour solliciter. Du reste, l'enfance de Charles II suffisait pour révéler ce que serait son âge mûr, s'il lui était donné d'y arriver. Telle était sa faiblesse que, peu de jours après son couronnement, on attendait sa mort de jour en jour. Ses cris continus attestaient ses souffrances. Jusqu'à dix ans on l'éleva dans les bras des dames du palais, et on ne lui permettait presque pas de poser le pied à terre. Et voilà le maître que l'hérédité monarchique, par une amère ironie, donnait à cet immense

empire qui, dans son abaissement, s'étendait encore de la mer du Nord à la Sicile, et de là, à travers les deux Océans, jusqu'aux extrémités du monde !

Malgré le conseil nominal de régence que le feu roi avait adjoint à sa veuve, le pouvoir était tout entier aux mains de la reine, et celle-ci ne pensant que par son confesseur, c'était l'ordre des jésuites qui, de fait, allait régner sur la Péninsule où il était né. A côté de cette ombre d'autorité du conseil de régence se trouvait une ombre de ministère, tiraillé en tous sens par les discordes des deux principaux ministres. Aussi avide de pouvoir qu'incapable de l'exercer, la reine n'aspirait à le posséder que pour le remettre dans les mains de celui qui était sa volonté, sa conscience, son âme vivante. C'est à ce degré d'affaissement qu'en était venue la royauté dans ce malheureux pays, en face d'un Louis XIV, spoliateur sous le nom de gendre, ennemi sous le nom d'allié.

Pendant le dernier règne, le père Nithard, sachant que le pouvoir ne pouvait manquer de lui venir après la mort du roi, avait eu la sagesse de se tenir à l'écart des affaires. Mais, à peine en possession de la régence, la reine n'eut rien de plus pressé que de faire entrer son confesseur dans le conseil. Elle persuada à l'archevêque de Tolède de se démettre en faveur du digne père de sa place de grand inquisiteur, titre qui donnait de droit l'entrée dans ce conseil. Ainsi, ce prêtre, ignoré la veille, se trouva tout d'un coup l'un des premiers personnages du royaume. L'opinion publique se souleva en voyant ce poste éminent occupé par un étranger. Mais la reine apaisa ces scrupules en faisant donner au saint homme des lettres de naturalisation, et l'Autriche et les fils de Loyola régnèrent ainsi de compte à demi en Espagne.

La cour de Madrid, en regardant autour d'elle, ne voyait que des ennemis; mais le plus rapproché de tous, le premier qu'il fallût combattre, c'était le Portugal. Le seul homme dans le royaume capable de commander une armée, don Juan, était toujours exilé à Consuegra. Et puis, derrière le Portugal se trouvait la France, bien autrement à craindre. Le feu roi était à peine déposé dans sa tombe que déjà, sans prendre au sérieux son fantôme de successeur, toute l'Europe se disputait son héritage. La Hollande et l'Angleterre avaient mis la main sur ses colonies, en attendant que la France, déjà nantie du Roussillon, la mît sur les Pays-Bas et la Franche-Comté. Incapable de poursuivre sa lutte avec le Portugal, la cour de Madrid, par l'entremise de l'ambassadeur anglais, avait commencé à traiter de la paix vers la fin du dernier règne. En attendant, Schomberg, ne voyant plus en face de lui d'armée espagnole, avait franchi la frontière, et ravageait sans pitié l'Estramadure!

Entre l'Espagne et la France, le médiateur naturel eût été l'Angleterre, pour faire pencher la balance du côté le plus faible. En face d'un Louis XIV émancipé, Cromwell n'y eût pas manqué, et en agissant ainsi, il eût servi à la fois l'intérêt de la Castille et celui de son pays. Mais Charles II, l'indigne héritier de ce grand politique, en faisant de son règne une longue partie de plaisir, s'était mis dans la dépendance du monarque français. Louis, en subvenant à ses folles dépenses, avait pris à ses gages le sensuel monarque, et annulé par ce seul fait son influence sur le continent. Déjà, en 1662, ce honteux vasselage avait éclaté aux yeux du monde par la vente de Dunkerque, ce second Calais, conquis par Mazarin au profit de l'Angleterre, et qui lui donnait

un pied-à-terre en France et une porte sur le continent. Ne pouvant pas le conquérir, Louis l'avait acheté, au prix de cinq millions de livres et de l'honneur de l'Angleterre, qui n'avait jamais pardonné à son roi cet ignoble marché. La place, fortifiée à grands frais par Louis XIV, était devenue imprenable, et l'Angleterre, du fait de son roi, s'était vu ainsi fermer l'accès du continent.

Les efforts de l'ambassadeur anglais pour ramener la paix dans la Péninsule n'avaient pas abouti : l'Espagne, malgré sa double défaite, ne se sentait pas assez vaincue pour sanctionner ainsi, l'une après l'autre, toutes les révoltes heureuses. Son obstination, d'ailleurs, était entretenue par les nouvelles qu'on recevait de Lisbonne. Le jeune roi, encouragé dans le désordre par un indigne favori, avait vu d'un œil sec sa mère mourir de chagrin dans le couvent où elle s'était renfermée. Les scandales de la vie du monarque et les abus de pouvoir du favori avaient créé un parti puissant à l'infant don Pedro, cent fois plus digne du trône que son frère, et qu'en éloignait, au grand regret du pays, la fiction de l'hérédité royale. Alphonse avait épousé une princesse française, fille du duc de Nemours : la jeune reine, douée d'une rare beauté, et mariée, de nom seulement, à un époux indigne d'elle, ne tarda pas à embrasser le parti de son beau-frère. La monarchie portugaise, éprouvée à la fois par des discordes intestines et par la guerre étrangère, semblait à la veille de se dissoudre. Il lui fallait un appui, ce fut auprès de la France qu'elle le chercha : une alliance offensive et défensive fut conclue entre Louis XIV et le Portugal.

Mais cette alliance demeura sans résultat, grâce à la révolution qui fit passer la couronne sur la tête de

l'infant don Pedro. L'indigne monarque alla terminer sa vie dans l'oubli, au sein des îles Terceires. Le Portugal, s'apercevant enfin qu'il n'était qu'un jouet dans les mains de Louis XIV, dont l'unique pensée était de créer des embarras à l'Espagne, en revint à la médiation anglaise, plus désintéressée. Grâce aux efforts de Charles II, grâce à la pénurie et au découragement de la cour de Madrid, une paix définitive fut enfin conclue entre les deux couronnes, le 23 février 1668, sur les bases suivantes : 1° reconnaissance par l'Espagne de l'indépendance du Portugal et de l'hérédité du titre de roi dans la maison de Braganza ; 2° restitution de toutes les places conquises, sauf Ceuta, en Afrique, qui restait aux Espagnols ; 3° liberté absolue de commerce entre les deux nations, et droit de passage mutuel sur leur territoire. Cette paix, peu honorable pour la Castille, mais dont les deux peuples avaient un égal besoin, fut saluée dans toute la Péninsule par un long cri de joie. Ainsi se trouva sanctionnée, après vingt-huit ans de lutte, cette révolution qui avait mis fin du même coup à la longue oppression du Portugal et à l'unité de cette Péninsule, où l'homme a séparé ce que Dieu avait uni !

Revenons sur nos pas pour nous occuper de la France et de son roi, qui avait aussi son compte à régler avec l'Espagne. Depuis le jour où Mazarin mourant avait livré à Louis, avec le sceptre qu'il lui rendait, le secret de sa propre valeur, tous les freins qui pouvaient retenir ce jeune roi, ivre du sentiment de sa liberté et de sa force, avaient été successivement brisés. Anne d'Autriche, dès longtemps dépouillée de toute autorité par Mazarin, était morte peu après son frère Philippe IV ; avec elle avait disparu la seule influence favorable à l'Espagne qui pût agir sur l'esprit de Louis. Puis,

bientôt allait mourir de Lionne, l'habile diplomate, qui seul, par l'autorité de sa vieille expérience, contenait encore l'impétueux monarque. Déjà deux circonstances, graves par le jour qu'elles jetaient sur le caractère du jeune roi, futur arbitre de l'Europe, avaient fait éclater l'impérieuse hauteur de sa nature. En 1661, l'année même de la mort de Mazarin, une dispute de préséance, à Londres, entre les deux ambassadeurs d'Espagne et de France, avait failli allumer la guerre entre le beau-père et le gendre. Philippe IV, épouvanté, n'était parvenu à détourner l'orage qu'en cédant comme roi, et en écrivant comme père à l'infante sa fille « qu'étant le plus vieux, c'était à lui d'être aussi le plus sage. »

L'année suivante, l'ambassadeur de France, insulté à Rome, avait donné à Louis l'occasion de montrer à l'Europe que la majesté même du saint-père passait pour lui après le soin de sa propre dignité. Le pape Alexandre VII avait été obligé de plier, comme avait plié Philippe IV. Deux *rois catholiques*, Charles-Quint et Philippe II, avaient bien fait la guerre au saint-siége, et le *Roi Très-Chrétien*, le *fils aîné de l'Église*, n'eût pas hésité à la faire si le pape n'avait cédé. Un neveu du pontife, le cardinal Chigi, était venu à Paris, en 1664, pour témoigner le *profond respect*, la *dévotion*, la *fidélité* du saint-père et de sa famille envers Sa Majesté Très-Chrétienne, et *implorer son pardon*. Tels avaient été les débuts du roi Louis dans la carrière de la royauté, où il entrait ainsi debout, par la grande porte, sans s'incliner devant personne, et en voulant que tout le monde s'inclinât devant lui.

En regardant autour de lui à tous les points de l'horizon pour y chercher sa proie, Louis avait fini par concentrer toutes ses ambitions en une seule : hériter de

l'Espagne en détail, en attendant l'heure de mettre la main sur la succession totale, du chef de l'infante sa femme. Le plus pressé, c'était de compléter la France, aux dépens de la Flandre du côté du nord, et de la Franche-Comté du côté de l'est; car un mystérieux dessein de la Providence a voulu que cette belle contrée, située au cœur de l'Europe, entre les cinq ou six grands États nécessaires dont celle-ci se compose, manquât au nord de limites précises, quand partout ailleurs elles sont si nettement dessinées, par les deux mers, les Pyrénées, les Alpes, le Jura et le Rhin! Ajoutez-y une capitale trop excentrique, toujours sous la menace de l'invasion, en face de cette frontière indécise qu'on est toujours tenté de reculer, et vous comprendrez les rêves de Louis XIV et de ses successeurs plus modernes. L'histoire de France est tout entière dans ce coup d'œil jeté sur la carte de l'Europe, qui nous explique tout, nos fautes, nos revers et les vaines prétentions de nos rois, que l'idée d'une frontière plus précise a toujours lancés dans le pays des aventures.

En attendant, Louis, enchaîné à la Hollande par un traité qu'il comptait bientôt rompre, en même temps que celui des Pyrénées, dut ajourner ses projets sur la Belgique pour prendre part, bien malgré lui, à la guerre maritime qui venait d'éclater, le 22 février 1665, entre l'Angleterre et les Provinces-Unies. Dans l'intervalle, sa diplomatie, œuvre de Mazarin et la première de l'Europe, amusait la cour de Madrid par un semblant de négociations, resserrait ses liens avec le Portugal et avec la Suède, qui chancelait dans son alliance; elle faisait peser sur l'Empire l'*alliance du Rhin*, inventée pour le tenir en bride. Enfin, trahissant la Hollande, son alliée, pour l'Angleterre, son ennemie, Louis finit par con-

clure secrètement avec Charles II une trêve d'un an (avril 1667), en attendant une alliance plus étroite, pour qu'il le laissât libre de poursuivre ses projets sur les Pays-Bas. Presque au même moment, il proposait sous main à la Hollande un projet de partage des Pays-Bas espagnols. Les Hollandais se montrèrent peu empressés d'accepter le partage, où la part du lion n'eût pas été pour eux. Enfin, par un autre traité plus secret encore, Louis paraît s'être assuré l'adhésion de l'empereur Léopold Ier à ses conquêtes éventuelles dans les Pays-Bas, à condition de laisser l'Espagne à la famille impériale d'Autriche, si le frêle enfant qui venait de remplacer Philippe IV sur le trône mourait avant d'arriver à âge d'homme. (Voltaire, *Siècle de Louis XIV*, ch. VIII.)

Veut-on se faire une idée de l'inconcevable mélange d'infatuation et d'ineptie qui régnait à la cour de Madrid? Le gouverneur des Pays-Bas, Castel Rodrigo, voyait dès longtemps venir l'orage; il réclamait à grands cris de l'argent, des hommes, des munitions pour ses forteresses démantelées, ses arsenaux vides et ses vaisseaux désarmés. Mais la reine et « son confesseur faisaient la sourde oreille, ou répondaient que le testament du feu roi interdisait d'aliéner une seule ville des Pays-Bas », comme si Philippe IV dans la tombe devait se charger de défendre les places qu'il n'avait pas su garder pendant sa vie!

L'heure était venue enfin : tout était prêt du côté de la France, rien du côté de l'Espagne, qui fermait les yeux pour ne pas voir le danger. Louis avait ainsi ses ennemis mêmes pour complices, et endormait la Hollande son alliée, en lui promettant encore, le 27 avril, de ne rien entreprendre sans son aveu. Tout d'un coup, le 8 mai, une lettre du roi de France tombe comme la foudre sur le cabinet de Madrid, pour lui notifier sa

résolution d'entrer à la tête d'une armée dans les Pays-Bas, « afin de prendre possession des villes et territoires qui lui appartiennent du chef de la reine son épouse ». La force a besoin d'un prétexte, quand même elle pourrait s'en passer ; c'est un dernier hommage qu'elle rend au droit en s'abritant derrière lui. Louis avait fait examiner ses titres par une commission de juristes qui, naturellement, les avaient trouvés incontestables ; puis, en attendant que Turenne les fît valoir à coups de canon, il les avait fait défendre par la plume dans de nombreux écrits répandus partout en Europe.

Quels étaient ces prétendus droits de Louis ? Et d'abord, en stricte justice, ayant renoncé pour lui et pour l'infante à la succession espagnole, il n'avait rien à prétendre sur les parties, pas plus que sur le tout. Mais ayant refusé de ratifier la renonciation, après son mariage, sous prétexte que la dot de sa femme n'avait pas été payée, il déclarait hautement qu'il regardait cette renonciation comme nulle, dans le cas où l'enfant-roi viendrait à mourir. En attendant cette éventualité, il se targuait, pour réclamer, au nom de l'infante, la partie sud des Pays-Bas, du droit coutumier belge, et de ce que l'on appelait le *droit de dévolution*. D'après ce droit, purement civil, tout héritage échu revenait à la fille du premier lit, de préférence aux fils même du second. L'Espagne, de son côté, alléguait avec raison que c'était là un droit local, coutumier et privé, et que la succession au trône, réglée d'avance, se gouvernait par d'autres maximes.

La cause une fois traduite au tribunal de l'Europe, restait à la trancher, en dernier appel, par le droit suprême, celui du canon. En annonçant ainsi à Madrid sa résolution dès longtemps arrêtée, Louis vou-

lait se donner un faux air de modération. Il offrait de terminer à l'amiable la contestation, « n'entendant pas, disait-il, que la paix soit rompue de notre part par notre entrée à main armée en Flandre, pour nous remettre en possession de ce qui nous est usurpé, ou nous en assurer l'équivalent ». Il avait même la magnanimité de s'engager à défendre contre toute agression le reste des États de son *frère*, le roi d'Espagne. Les territoires qu'il réclamait, c'était le Brabant, le Limbourg, la Haute-Gueldre, l'Artois, le Cambrésis, le Hainaut, le tiers de la Franche-Comté et le quart du Luxembourg, c'est-à-dire tout ce qui se trouvait à sa convenance et à sa portée dans les Pays-Bas. On se demande, après cela, ce qui serait resté au roi d'Espagne, si le programme avait été rempli. Enfin, il rappelait habilement aux Flamands que « les rois de France avaient été leurs seigneurs naturels, avant même qu'il y eût des rois de Castille, et qu'ils aimeraient sans doute à rentrer dans le giron de leur ancienne patrie ».

Aux paroles allaient se joindre les actes. Peu sûr de vaincre sur le terrain de la légalité, Louis eut recours aux armes pour trancher la question. Sur ce terrain, il avait l'avantage d'être préparé dès longtemps, en face d'un adversaire qui ne voulait pas croire au danger. Contrairement à tous les usages reçus, il s'abstint de faire précéder son attaque par une déclaration de guerre. Après avoir passé en revue son armée à Compiègne, avec le faste qui chez lui se mêlait toujours à la grandeur, le 24 mai, Louis envahit la Belgique par le centre, entre la Meuse et la Lys, à la tête de trente-cinq mille hommes, commandés par Turenne. Dix mille, sous d'Aumont, y entrèrent du côté de l'ouest, et dix mille autres, sous Créqui, allèrent à l'est sur la Moselle surveiller l'Alle-

magne, et fermer le chemin à tout secours qui pourrait venir de ce côté.

Dans ce siècle de grandes batailles et de petites armées, cinquante-cinq mille hommes à jeter sur un ennemi désarmé suffisaient pour décourager toute résistance, tandis qu'aujourd'hui un chiffre pareil, pour une armée d'invasion, semblerait dérisoire. Aussi le gouverneur des Pays-Bas, désespérant de tout défendre, fit-il démanteler à la hâte toutes les places de second ordre, pour disputer résolûment les plus fortes à l'ennemi. Le roi, laissant derrière lui les villes qu'il convoitait le plus, comme Cambray, Mons et Valenciennes, pénétra jusqu'à Charleroi, au cœur de la Flandre wallonne. La place, mal fortifiée, se rendit à la première sommation. Ath, Tournay et Douay se soumirent presque sans résistance. Un mois suffit à l'armée royale pour s'emparer de ces trois villes, tandis que d'Aumont se rendait maître avec aussi peu d'effort de Bergues, Furnes et Courtray. Enfin Oudenarde fut le point le plus avancé qu'atteignit la conquête française.

Les conseils extrêmes ne manquaient pas au jeune et ardent monarque pour le presser de ne pas s'arrêter en si beau chemin, et de marcher sur Bruxelles, afin d'y attaquer l'Espagne au cœur de sa puissance. Mais Turenne dominait dans les conseils de Louis, et la voix de la prudence y était encore écoutée. L'armée s'arrêta, non sans regret, et revint sur ses pas pour mettre le siége devant l'importante place de Lille, la clef de la Flandre française. Un peu plus de deux mois avaient suffi à toutes ces conquêtes. Dans l'intervalle, Louis avait trouvé le temps de montrer leur jeune reine à ses nouveaux sujets qui l'accueillirent avec enthousiasme ; car elle avait eu soin, pour don de *joyeux avénement*, de

leur confirmer tous les priviléges dont ils jouissaient sous la maison de Bourgogne. La Flandre française fit retour avec bonheur à la France, à qui elle appartenait par la langue et par les souvenirs de la monarchie mérovingienne, plus vieux encore que ceux de ses comtes.

Sans être encore ce qu'elle allait devenir sous Vauban, Lille était déjà une des plus fortes places des Pays-Bas. Outre une garnison de cinq mille soldats, elle comptait quinze mille hommes de milices bourgeoises. Avec une armée diminuée par les garnisons qu'il fallait laisser partout, en face d'une petite armée espagnole commandée par le transfuge Marsin, l'entreprise était plus que hardie. Turenne et Louvois, fort peu d'accord d'ordinaire, le furent cette fois pour en dissuader Louis ; mais le roi tint bon, et s'en applaudit plus tard quand la ville fut prise. Il était encore dans l'âge de la témérité heureuse. Le gouverneur, dans ce siècle éminemment courtois, fit demander au roi sur quel point il comptait établir ses quartiers, afin qu'on évitât de tirer de ce côté; mais le roi répondit que « dans son camp, il demeurait partout, » et il tint parole. Partout on le vit au bivouac, à la tranchée, passant les nuits en plein air, comme un cadet de famille qui aurait eu sa fortune à faire. Les soldats, animés par l'exemple de leur jeune roi, supportèrent gaiement fatigues et dangers. Pendant que d'Aumont surveillait les mouvements de Marsin, l'armée royale ouvrit la tranchée le 18, et commença à battre la place. Créqui, voyant que l'Allemagne ne bougeait pas, arriva avec son armée, et toutes les forces de la France se trouvèrent réunies autour de Lille. Le siége fut poussé avec une rare vigueur, la garnison tint bon; mais les bourgeois, moitié peur, moitié penchant pour la France, ne songeaient qu'à se rendre. Une émeute

livra la ville au roi le 28 août, au bout de dix jours de siége, et la garnison sortit avec les honneurs de la guerre.

Marsin, avec douze mille hommes, n'osa pas troubler le roi dans sa facile conquête. Il se retirait sur Gand; mais gagné de vitesse par Créqui, qui sut lui couper le chemin, il fut mis en déroute, avec perte de deux mille hommes. Ainsi une promenade militaire de trois mois avait suffi pour conquérir la Flandre wallonne, rattachée à la France par une vieille fraternité de langue et de race. La route de Gand était ouverte; l'armée, ivre de ses faciles succès, n'eût pas mieux demandé que d'attaquer cette riche et populeuse cité, le berceau de Charles-Quint et l'orgueil de la Flandre. Mais une nouvelle frontière, celle de la langue, commençait au nord de Lille, et dressait entre les deux pays une barrière difficile à franchir. Et puis, derrière Gand était la Hollande, qui ne se souciait pas d'avoir la France pour voisine. Louis, à son début dans la carrière des conquêtes, n'avait pas encore désappris toute prudence. L'envie ne lui manquait pas de s'aventurer plus loin; mais caressant toujours la pensée d'un partage des Pays-Bas avec la Hollande, il ne voulut pas éveiller trop tôt des susceptibilités qu'il ménageait encore, et s'arrêta tout court, avec un empire sur lui-même qu'il devait bientôt perdre. Le 2 septembre, il repartit pour la France, laissant son armée aux mains de Turenne, qui s'empara encore d'Alost avant de prendre ses quartiers d'hiver. Vauban fut chargé de fortifier les villes conquises, suivant les principes de l'art que l'Italie a inventé, mais que la France et Vauban ont porté à sa perfection.

Si bas que fût tombée l'Espagne, on se demande comment elle put ainsi se résigner à perdre la moitié de la

Flandre sans tenter au moins un effort pour la défendre. Mais, d'abord, l'état désespéré de ses finances, ruinées par trente ans de guerres continues, lui interdisait toute entreprise au delà de ses frontières. Même au dedans, il lui avait fallu dix-huit ans pour venir à bout de la révolte de Catalogne, et le Portugal même avait fini, comme la Hollande, par la forcer à reconnaître son indépendance. Les impôts en étaient venus à ce point qu'on ne pouvait les augmenter sans s'exposer à ce qu'on ne les payât plus. Les galères du nouveau monde n'arrivaient qu'une fois par an, quand les Anglais et les Hollandais le voulaient bien. A défaut de tout cela, on avait essayé, comme dit M. Mignet (*Succession d'Espagne*, t. II, p. 121-137), « de sauver la monarchie par souscription » ; mais le pays était las de cette onéreuse possession des Pays-Bas, qui depuis tant d'années coûtait plus qu'elle ne rapportait, et il n'avait pas répondu à l'appel. L'Espagne n'avait plus ni or ni sang à donner pour des intérêts qui ne la touchaient pas. Le gouvernement, habitué à vivre d'expédients, comme les fils de famille, et ne trouvant plus de crédit auprès des usuriers, s'était vengé sur les rentiers, en leur enlevant un nouveau quartier de leurs rentes, réduites par cette banqueroute progressive au quart du revenu.

Au dehors, la perspective n'était pas moins sombre : à la première menace de guerre, le cabinet de Madrid, oubliant que les vaincus n'ont jamais d'alliés, avait mendié partout un appui contre l'ambition de Louis qui, en s'attaquant à son beau-frère enfant, montrait assez qu'il ne ménagerait personne. Le premier à qui la régente s'était adressée, c'était l'Empereur, son parent et son appui naturel. Mais, soit qu'il fût déjà vendu à la France ou en train de se vendre, Léopold n'avait pas

bougé. Qu'aurait-il fait d'ailleurs pour secourir ce monarque au maillot, lui à qui le traité de Westphalie, et l'Allemagne, poussée sous main par Louis, n'auraient pas permis d'envoyer un seul homme au secours de son infortuné parent? Enfin le lâche Charles II, avec qui la cour de Madrid venait pourtant de conclure un traité de commerce, avait tellement peur de déplaire à Louis qu'il ne permit pas à son allié de lever sur le sol anglais un seul soldat.

L'Espagne, poussée à bout, en vint, dans ce renversement de toutes les alliances, jusqu'à solliciter l'appui de l'Allemagne protestante, la vieille alliée de la France, qui l'avait si longtemps prise sous sa tutelle. Mais les temps étaient changés : Louis, préludant dès lors à la politique qui lui dicta plus tard la *Révocation de l'édit de Nantes*, pesait, dans les conseils de l'Allemagne, en faveur de l'intérêt catholique, si maltraité par la France à la paix de Munster. Les princes protestants du Nord, la Suède y comprise, voyant la France leur manquer, regardaient autour d'eux pour chercher un appui; mais un reste de méfiance et la peur d'indisposer Louis les empêchaient de se rapprocher de l'Espagne.

Dans cette situation désespérée, le gouverneur des Pays-Bas, abandonné par sa cour, finit par s'adresser à la Hollande. Mais celle-ci était alors occupée de sa terrible guerre maritime avec l'Angleterre, guerre de géants où les deux rivales se disputaient l'empire des mers. Au fond, les Provinces-Unies, malgré leur méfiance trop bien fondée, n'étaient pas loin de traiter avec Louis, et se seraient volontiers résignées soit à partager la Belgique avec lui, soit plutôt à l'ériger en république, pour la mettre ainsi entre elles et leur impérieux voisin. Un sentiment dominait partout en Europe,

c'était la peur de la guerre et de Louis XIV, toujours prêt à la déchaîner. Une dernière victoire de Ruyter, qui vint faire flotter le pavillon hollandais dans la Tamise, aux portes de Londres, décida de la paix, qui fut signée, le 31 juillet, entre la Hollande et l'Angleterre. L'Espagne, dès lors, à défaut d'alliés, trouva partout des médiateurs, empressés d'ôter à Louis tout prétexte pour troubler la paix du continent. Charles II, le nouveau pape Clément IX, la Suède, offrirent tour à tour leur médiation. Louis prêta l'oreille aux ouvertures de paix, alléguant pour preuve de sa modération son prompt retour en France, quand rien ne l'empêchait de pousser jusqu'à Bruxelles. Mais en même temps, par un singulier mélange de duplicité et de hauteur, il traitait à la fois avec la Hollande et avec l'Empereur pour le partage éventuel de la succession espagnole, en cas de mort de l'infant-roi; et tout en accordant à l'Espagne une trêve de trois mois, il lui imposait l'obligation de reconnaître, avant la fin de mars 1668, l'indépendance du Portugal, ce qu'elle fit en effet, dans le délai voulu.

Enfin, un traité secret, signé à Vienne le 19 janvier, mit l'Empereur dans la dépendance de la France : Léopold signa sa honte et sa défection en s'engageant à ne prêter, en cas d'attaque de la France, aucun secours à son parent et à son allié le roi d'Espagne ; de plus, il reconnut à Louis le droit de s'emparer, en cas de mort du monarque espagnol, de la Belgique, la Franche-Comté, la Navarre, les Deux-Siciles et les îles Philippines. Pour sa part, l'Empereur se réservait l'Espagne, le Milanais, les Baléares, la Sardaigne, les Canaries et les Indes de l'ouest. Ainsi la sage politique de Richelieu était déjà délaissée. La France aspirait avec son jeune roi à franchir ses limites naturelles, pour tenter encore

une fois cette politique d'aventures qui avait conduit François Ier à Madrid. Trois mois de victoires avaient suffi pour tourner la tête de Louis qui, à peine revenu de la Flandre, rêvait déjà de nouvelles conquêtes en Italie, et jusqu'au fond du lointain Orient!

Un service dont il comptait bien se vanter auprès de l'Europe, quand l'heure serait venue de divulguer ce traité, c'est que, en se portant ainsi pour cohéritier de la maison d'Autriche, il l'empêchait de recueillir seule cette immense succession d'Espagne, et de faire plier l'Europe sous un poids trop lourd pour elle. Mais dans l'ordre moral comme dans l'ordre matériel, il y a une loi d'équilibre qu'on ne viole pas impunément. Au moment même où la balance du pouvoir en Europe semblait pencher du côté de la France, un contre-poids tendait à s'établir par la seule force des choses. Depuis longtemps la Hollande et le grand citoyen qui la gouvernait avaient l'œil sur Louis, et s'effrayaient de ses visées toujours plus hardies. Ses conquêtes, trop peu disputées dans les Pays-Bas, avaient alarmé la prudence des Hollandais. Puis, la guerre de tarifs que Colbert venait de déclarer à leur commerce avait soulevé contre lui les intérêts et l'opinion, toujours souveraine dans un pays libre. Une levée de vingt-cinq mille hommes et quarante vaisseaux armés avaient révélé des inquiétudes, et peut-être des projets hostiles. L'ambassadeur des Provinces-Unies, avec la franchise de la force, qui manquait à la France, avait laissé tomber quelques mots d'une coalition qui pourrait bien se former en Europe pour imposer la modération au jeune roi. Toute seule, la Hollande ne pouvait rien; mais la politique a des retours difficiles à prévoir, et la paix à peine signée avec l'Angleterre, les Hollandais songeaient déjà

à se faire une alliée de leur ennemie de la veille.

Il régnait en ce moment un peu de froideur entre la France et l'Angleterre. Louis, en septembre 1667, avait proposé à Charles II une alliance offensive et défensive contre l'Espagne. Charles, qui n'avait pas pardonné aux Hollandais l'affront de leur pavillon flottant dans la Tamise, n'aurait pas mieux demandé que de vendre à Louis son alliance; mais l'opinion, déjà puissante en Angleterre, s'était soulevée contre ce honteux marché. Toutefois, les rancunes de Charles passaient toujours après ses intérêts; et, tout en traitant avec Louis XIV, il poursuivait sous main une négociation avec ces mêmes Hollandais contre qui il cherchait vainement à ameuter la France. Ceux-ci, depuis la paix, ne cessaient de presser l'Angleterre de s'unir à eux pour mettre un frein à l'ambition de Louis. Enfin, le 23 janvier, cette longue série de négociations et d'intrigues aboutit à une alliance défensive entre le roi d'Angleterre et les Provinces-Unies, et la Suède y adhéra le même jour.

Le but avoué du traité, c'était d'engager le roi de France à faire la paix avec la cour de Madrid, qui lui céderait les places conquises en Belgique, ou leur équivalent. Une trêve de trois mois devait être accordée aux Pays-Bas; dans l'intervalle, les deux alliés se chargeraient de ménager la paix avec l'Espagne, et de la faire consentir à ces durs sacrifices. L'Empereur et tous les princes du Nord devaient s'unir aux alliés pour garantir la paix, une fois conclue, et s'armer contre celle des deux puissances qui serait la première à la violer. Cette espèce d'assurance mutuelle entre tous les États du continent, devenus solidaires, reposait sur la même idée que la *République chrétienne*, rêve généreux de Sully. C'était une de ces tentatives, toujours avortées,

pour contenir, par une sorte de fédération européenne, toute ambition princière qui tendrait à devenir menaçante pour les autres États. C'était encore et toujours l'éternelle visée de tous les grands politiques, Guillaume d'Orange, Henri IV, Richelieu, Gustave-Adolphe et Mazarin, cherchant à opposer, sous le nom captieux d'*équilibre des pouvoirs,* la peur et l'intérêt de tous à l'ambition d'un seul ; noble et vain rêve dont notre pauvre humanité se berce depuis tant de siècles, frein impuissant qu'elle ne sait demander qu'à la force, quand c'est la guerre elle-même qu'il faudrait citer au tribunal de l'opinion, pour apprendre aux peuples à recourir à un autre arbitre afin de vider leurs différends !

Par un article secret, les trois alliés s'engageaient à déclarer la guerre à Louis XIV s'il se refusait à faire la paix avec l'Espagne. Cette triple alliance, même avant d'avoir agi, était un événement : elle avertissait Louis d'abord, et l'Europe avec lui, qu'il est pour chaque État, outre ses frontières naturelles, des limites morales, qu'il ne lui est pas permis de dépasser impunément !

Dans ce tournoi diplomatique, Louis avait été battu, malgré toute l'habileté de sa diplomatie ; mais il avait sa revanche prête, même avant que le traité fût signé. Jamais on n'a vu éclater plus hautement l'impuissance de toutes les garanties destinées à enchaîner l'ambition d'un prince assez hardi et assez fort pour les braver. Le gouverneur des Pays-Bas, dédaignant la trêve que l'on voulait obtenir pour lui, avait prétendu que l'hiver se chargerait bien de la lui ménager. La réponse de Louis à cette bravade, ce fut d'entrer en campagne, au cœur même de l'hiver, le 2 février, avec son armée qui n'attendait que le signal. Laissant respirer les Pays-Bas, qu'il était toujours sûr de retrouver sous sa main, ce

fut contre la Franche-Comté qu'il dirigea son effort. Son but était double : étonner l'Europe par la rapidité et la sûreté de ses coups, et se passer de médiateurs pour obliger l'Espagne à la paix.

S'il est une province, enfermée dans les limites nécessaires de la France, et qui soit, à ce titre, appelée à en faire partie, c'est à coup sûr la Franche-Comté. Et pourtant, depuis les Burgondes jusqu'à Louis XIV, sauf quelques rares et passagères exceptions, on peut dire d'elle qu'elle a appartenu à tout le monde, excepté à la France! Cette contrée populeuse et fertile, longue de quarante lieues, large de vingt, formait en 1668 une enclave menaçante sur le sol français, et mettait la frontière espagnole de l'est à quarante lieues de Paris, comme celle des Pays-Bas. La rattacher à la France, c'était rendre à celle-ci sa vraie frontière du côté de l'est, le Jura, continué par le Rhin, et l'adosser à un pays neutre et ami, la Suisse, au lieu de l'Espagne, suspecte ou ennemie.

Le seul avantage réel pour les Espagnols de cette possession lointaine, toujours prête à leur échapper, c'était de gêner la France dans ses mouvements, et de la tenir en bride. Du reste, isolée de l'Espagne comme de tous ses États du continent, elle ne lui avait jamais appartenu que de nom. Quoique comprise pour la forme dans le gouvernement des Pays-Bas, aucune province de la Castille ne jouissait de priviléges aussi étendus. L'autorité se partageait entre un gouverneur, nommé à Madrid, mais pris parmi les nobles comtois, et un parlement sans cesse en lutte avec lui. Jamais province ne fut mieux nommée que la *Franche-Comté :* dépensant sur les lieux, et à son profit, toutes les taxes qu'elle s'imposait elle-même, c'était, comme la Navarre ou les provinces

basques, une vraie république sous la tutelle d'une monarchie. Entraînée vers la France par la langue et les affinités de race et de coutumes, elle était, en cas de révolte, hors de portée du châtiment. A force de concessions seulement, l'Espagne pouvait la maintenir dans une douteuse obéissance. Du reste, *la Comté* ne fournissait à ses maîtres nominaux ni argent, ni soldats. Ses villes, fières de leurs priviléges qu'elles défendaient avec une rare énergie, se maintenaient envers l'autorité provinciale dans la même indépendance que celle-ci envers la cour de Madrid. Telle était la province, toute française, que Louis, par une légitime ambition, brûlait de réunir à la France, pour qui cette enclave sur son territoire était à la fois une insulte et un danger.

Condé, qui, depuis son retour, n'avait pas repris sa place à la tête des armées de la France. avait été chargé, comme gouverneur de la Bourgogne, de préparer cette conquête, coup de théâtre destiné à étonner et à intimider l'Europe. Turenne, le conquérant réel des Pays-Bas, était tenu à l'écart par la méfiance des ministres, jaloux de son influence. Une province condamnée à la paix par son isolement, et que l'Espagne, en cas d'attaque, ne pouvait pas secourir, devait être peu pourvue de troupes. Quelques garnisons dans les places fortes, et dix mille hommes de milices bourgeoises suffisaient à garder en temps de paix ce pays peu menacé, et habitué à se garder lui-même. D'ailleurs, la Suisse, sa voisine, veillait à la sûreté de la Franche-Comté, solidaire de la sienne, et garantie de son indépendance.

Condé ne demandait que quinze mille hommes et dix canons, et répondait de la conquête, pourvu qu'elle fût prompte et inattendue. Louis en donna vingt mille, pour être plus sûr du succès. Le 2 février, il part, en dépit

des neiges, il franchit à cheval quatre-vingts lieues en cinq jours, pour aller en Bourgogne se mettre à la tête de son armée. Dans l'intervalle, le bruit de l'expédition projetée avait transpiré : cette énergique population, abandonnée par l'Espagne, se préparait à se défendre. Mais il était trop tard : dès le 5, Condé avait envahi le territoire comtois, et venait mettre le siége devant Besançon, la clef du Jura. Il laissa seulement quelques troupes pour observer Dôle, capitale nominale de la province. Besançon d'ailleurs, ville libre et impériale, avait une position à part dans la Franche-Comté, comme celle-ci dans la monarchie espagnole. L'Empereur, en retour des sacrifices faits par l'Espagne dans la guerre de Trente ans, lui avait cédé son droit de suzeraineté sur Besançon, droit subi plutôt qu'accepté par la fière cité.

Celle-ci, en voyant l'armée royale sous ses murs, se retrancha dans sa neutralité, qu'on refusa de reconnaître. Alors, devant le nom de Condé et la menace d'un assaut, la ville, peu préparée à se défendre, ouvrit ses portes au roi de France, aux mêmes conditions qu'elle avait acceptées du roi d'Espagne. Pendant ce temps, Dôle, assiégé par le roi en personne, faisait mine de résister ; mais en voyant la tranchée ouverte, et devant la menace de transférer le gouvernement et le parlement comtois à Besançon, la ville se rendit, après quatre jours de siége, et au prix du maintien de tous ses priviléges. Le 14, le roi y entra en grande pompe, et le parlement, pour *don de joyeux avénement*, déclara rebelles tous ceux qui ne reconnaîtraient pas l'autorité du roi légitime.

Le 16, Louis venait de se montrer sous les murs de Gray, quand le gouverneur de la province vint faire sa sou-

mission. On la lui paya du titre de lieutenant général, et du maintien de son autorité et de son traitement. Pour toute vengeance, le cabinet de Madrid lui écrivit dédaigneusement que « le roi de France, s'il avait su que la conquête serait aussi peu disputée, aurait envoyé ses laquais prendre possession de la Comté, au lieu de s'y rendre en personne ». La garnison de Gray voulut résister ; mais les bourgeois, qui avaient envie d'être Français, la forcèrent à se rendre, et toutes les villes de la plaine imitèrent son exemple. Quant à celles de la montagne, la prise du fort de Joux, qui passait pour imprenable, et qu'on enleva par un coup de main, entraîna leur reddition. Ainsi quinze jours suffirent pour réunir à la France la Franche-Comté tout entière, tandis qu'il avait fallu à l'Espagne dix-neuf ans pour réduire la Catalogne. Du reste, la facilité même de cette conquête suffisait pour prouver sa nécessité, car les conquêtes nécessaires sont les seules qui soient durables. L'œuvre de la force a besoin, pour subsister, d'être cimentée par l'amour des populations vaincues. La Franche-Comté passait pour attachée aux monarques espagnols, c'est-à-dire qu'elle aimait en eux les libertés qu'ils lui laissaient ; mais ces libertés une fois garanties par Louis, cette province, espagnole par circonstance, mais française par sa position et par ses penchants, se laissa bien vite glisser sur la pente qui l'entraînait vers la mère patrie.

Le cabinet de Madrid, réveillé un peu tard au sentiment de son danger, apprit presque en même temps l'attaque et la conquête de la Franche-Comté. Dans cette province lointaine, entre la neutralité armée de la Suisse et l'hostilité de la France, il n'y avait pas à songer à une revanche. L'Espagne aux abois en appela

à la diète germanique contre l'invasion d'un territoire qui appartenait au cercle de Bourgogne. Elle sollicita l'appui de l'Empereur, son allié naturel; mais les diètes sont faites pour délibérer et non pour agir, et Léopold, par son traité avec la France, avait aliéné la liberté de ses mouvements. Les plaintes, les récriminations de la cour de Madrid ne trouvèrent aucun écho, et ce fut un échec et une honte de plus à ajouter à celle du traité qu'elle venait de conclure avec le Portugal.

Louis rentrait triomphant à Saint-Germain, lorsqu'il reçut communication officielle du traité de la *triple alliance*. Il avait à choisir entre deux partis : le premier, c'était de mentir à toutes ses promesses en achevant la conquête des Pays-Bas, et les conseils téméraires ne manquaient pas pour l'y pousser. Il était prêt à agir, et ses ennemis ne l'étaient pas! Sa cour, son armée ne demandaient qu'à suivre leur veine de triomphes. Le sage Turenne était lui-même d'avis de continuer la guerre; mais Louvois et le ministère étaient pour la paix. Quant à Louis, il n'avait par encore perdu le sens politique qui devait se noyer plus tard dans l'ivresse du succès. Il avait pris avec les alliés des engagements, et il se résigna à les tenir, et à négocier, en attendant qu'il pût vaincre. Tout en refusant aux confédérés de s'en remettre à eux du soin de dicter la paix à l'Espagne, il consentit à prolonger la trêve, et à se faire représenter à un congrès qui allait s'ouvrir à Aix-la-Chapelle, sous la médiation des princes allemands du Rhin, et du pape Clément IX, tout dévoué à la France.

Mais avant le congrès, Louis proposa aux alliés de laisser à l'Espagne le choix entre deux alternatives : ou il garderait la Franche-Comté avec Cambray et Saint-Omer, ou il rendrait la Franche-Comté, et resterait en

possession des villes conquises par lui dans les Pays-Bas; à ce prix seulement il consentait à traiter. Telle était la terreur qu'inspirait Louis que cette base de négociations fut acceptée, tout inique qu'elle fût; car la triple alliance était fondée sur l'idée d'imposer la paix aux deux adversaires, et la pression ici ne pesait que sur le plus faible. Les alliés s'engagèrent expressément à forcer la cour de Madrid à consentir à l'une des deux propositions du roi de France.

Ainsi, dans ces arrangements, peu honorables pour les confédérés, l'Espagne était sacrifiée au besoin que l'Europe avait de la paix, et à la peur que lui inspirait l'ambition de Louis. Une conquête ne justifiait pas l'autre, et pour la Franche-Comté, il n'était pas besoin de livrer la moitié des Pays-Bas; car, en stricte justice, le roi n'avait pas plus de droit sur l'une que sur l'autre, et sa convenance ou sa force étaient les deux seules raisons qu'il eût à faire valoir. Le gouverneur, Castel Rodrigo, plutôt que de subir cette dure alternative, s'épuisa en efforts impuissants pour changer les médiateurs en alliés, et leur faire déclarer la guerre à la France. Sans doute l'Espagne avait le droit pour elle; mais en politique, qu'est-ce que le droit sans la force?

Louis trouva un sûr moyen de couper court aux hésitations de la cour de Madrid; ce fut de diriger vers la Belgique la plus puissante armée que la France eût encore mise sur pied, cent mille hommes, divisés en trois corps : le premier était commandé par Condé, le second par le duc d'Orléans; le troisième et le plus nombreux n'attendait que le roi pour marcher sur Bruxelles. Il n'en fallait pas moins pour décider l'Espagne à céder : le gouverneur, acculé à une décision, finit, pour garder la Franche-Comté, par sacrifier à

regret la moitié de la Flandre. Le choix ne pouvait pas être plus malheureux : la Franche-Comté, à vrai dire, n'avait jamais appartenu à l'Espagne, et n'était qu'un hochet pour amuser son orgueil. Le temps des conquêtes était passé pour elle, et elle n'avait plus besoin d'une porte sur la France depuis que les Pyrénées s'étaient refermées sur elle. Les Pays-Bas, au contraire, étaient pour elle un lien avec l'Europe du Nord, une garantie pour la Hollande, et, en cas de guerre, un poste avancé pour mettre la France entre deux feux. En aliéner même une partie, c'était donner sa démission de puissance continentale, et s'exiler dans les deux péninsules, qui ne sont plus qu'un appendice de l'Europe, et ont cessé de peser sur ses destinées. La Hollande, en voyant se rapprocher de ses frontières le menaçant voisinage de la France, s'efforça en vain de faire ouvrir les yeux à l'Espagne; mais le dépit même que son choix causait aux Hollandais décida le gouverneur à les punir d'avoir refusé à son pays un appui plus direct. Ainsi, par un calcul désespéré, l'homme à qui la cour de Madrid avait remis en main le sort des Pays-Bas n'hésitait pas à y ruiner sa domination, dans le douteux espoir que les alliés, effrayés de l'insatiable soif de conquêtes de Louis, se décideraient enfin à châtier ce roi qui, à peine assis sur le trône, était déjà un épouvantail pour l'Europe.

Le 2 mai, le traité fut signé à Aix-la-Chapelle. L'Espagne abandonnait à la France Charleroi, Ath, Douay, Oudenarde, Tournay, Lille, Bergues, Furnes, Armentières et Courtray. Si l'on étudie, la carte à la main, la Flandre française, telle que venait de la refaire la conquête, et ce qui restait à l'Espagne de la Flandre flamande, on sera frappé du manque de logique et de sens du nouvel arrangement. Ainsi tout le Hainaut, sauf Mons, échoyait

à la France, et l'Espagne gardait Valenciennes et Cambray, isolés et perdus au milieu de la France, qu'ils isolaient à son tour de ses nouvelles conquêtes. Par Ath, Charleroi et Oudenarde, la France se logeait au cœur des Pays-Bas, à quelques lieues de Gand et de Bruxelles. Bien loin de renoncer à ses droits éventuels sur la succession espagnole, Louis parvint à faire stipuler dans le traité que les deux parties conserveraient toutes leurs prétentions et leurs droits respectifs, ce qui laissait subsister intact le droit d'hérédité de l'infante. Enfin, par une clause dérisoire, l'Angleterre, la Hollande et la Suède, après ce lâche abandon du droit de leur alliée, garantissaient à la cour de Madrid le reste de ses possessions sur le continent.

On devrait croire après cela la France satisfaite ; mais la France, c'était son roi, et Louis, arrêté tout court dans sa carrière de conquêtes, et forcé de renoncer à la Franche-Comté, en voulait presque autant que l'Espagne au traité d'Aix-la-Chapelle, et surtout à de Witt et à la Hollande qui l'avaient dicté. Il restitua donc, non sans un amer regret, cette province, française de cœur, en attendant qu'elle le redevînt de fait ; mais il la rendit, avec ses plus fortes places démantelées. Il y laissa partout, en guise de garnison, des partisans actifs et dévoués, après y avoir acheté tout ce qui était à vendre, et y établit dans tous les esprits la ferme conviction que, un peu plus tôt, un peu plus tard, la Franche-Comté était destinée à redevenir française.

En Belgique, au contraire, il s'agissait d'établir à demeure la domination française, et Louis XIV n'épargne rien pour faire comprendre aux Flamands la durée du bail qu'il voulait contracter avec eux. Toutes les villes déjà fortifiées virent des milliers d'ouvriers décupler,

sous l'œil vigilant de Vauban, leurs moyens de défense. Ath, le centre de la nouvelle Flandre française, et Dunkerque, sa porte sur l'Océan, furent rendus presque imprenables. Arras, situé au cœur de l'Artois, Arras, la clef de la France, à qui Richelieu, avant de mourir, avait fait ce dernier présent, fut pourvu d'une citadelle. Enfin, Lille, la plus solide des récentes acquisitions de Louis, et la seule avec Douay qui dut rester française, devint le chef-d'œuvre de Vauban, et le modèle achevé de l'art de l'ingénieur.

Après la conquête politique et militaire, vint la conquête commerciale, après Turenne Colbert, et l'intérêt appelé au secours de la force. Les produits des manufactures de la Flandre ne pouvaient être affranchis de tout droit, dans ce siècle éminemment *protecteur*, où chaque province d'un même État était séparée des autres par une ligne de douanes; mais, du moins, ils furent soumis à des tarifs plus doux, et traités comme produits nationaux. Un parlement fut établi à Tournay. Bref, la France, personnifiée dans son roi, ne négligea rien pour s'assimiler la Flandre, et celle-ci, lasse d'obéir à des maîtres lointains, à qui n'arrivait pas l'écho de ses plaintes, se laissa faire sans se défendre. L'Espagne, là où elle avait régné, ne pouvait pas laisser de regrets. Le passé, c'étaient le duc d'Albe et Philippe II; le présent, un enfant pour roi, avec une femme incapable pour régente; Louis et la France, enfin, c'était l'avenir!

Était-ce là le but que s'était proposé la triple alliance? Non, certes! Elle avait voulu mettre un frein à l'ambition de Louis, et elle l'autorisait, sous prétexte de la contenir, en lui laissant prendre pied dans les Pays-Bas, sa première étape vers la Hollande. Quant à Charles II, sa conduite est facile à comprendre : tout s'explique chez

lui par le besoin d'argent. Après avoir été le pensionnaire de Louis, il croit se laver de sa honte en trahissant celui qui le paye, pour acheter à ce prix, en Angleterre, une popularité de bas aloi, qu'il se fait aussitôt escompter en subsides, sauf à se vendre encore une fois, quand l'heure en sera venue, à l'allié qu'il a trahi. Quant à la Hollande, sa conduite est moins explicable encore, parce que ses intérêts sont plus complexes. Vieille ennemie de l'Espagne, maintenant son alliée; vieille alliée de la France, maintenant son ennemie, elle se méfie de toutes deux, mais surtout de la France, la seule à qui elle fasse l'honneur de la craindre. Tout en sacrifiant l'Espagne à son désir de ménager Louis XIV, elle n'a réussi qu'à attirer sur elle l'implacable rancune du jeune roi, qui ne lui pardonnera jamais le pire de tous les affronts pour son orgueil, la Franche-Comté rendue aussitôt que conquise !

Après le traité d'Aix-la-Chapelle, destiné à combler les lacunes de celui des Pyrénées, l'Europe se réjouit de rentrer dans son repos, un instant troublé. Mais cette paix n'était qu'une trêve, chacun le sentait, sans bien s'en rendre compte. Il est dans l'histoire de ces moments solennels où tout se tait, comme dans la nature à l'approche de l'orage, mais où le silence même est une menace. Ainsi en était-il des divers États du continent, après cette paix boiteuse qui laissait tout en suspens, sans avoir réussi à fonder cet équilibre menteur, que l'Europe poursuit depuis si longtemps sans pouvoir l'atteindre.

CHAPITRE II.

INTRIGUES DE COUR. — MORT DE DON JUAN. MARIAGE DU ROI.

1668-1680.

Nous avons vu l'Espagne au dehors : humiliations, défaites sur terre et sur mer, villes et provinces soustraites à son empire, c'est tout ce que nous avons rencontré dans son histoire. Du reste, stérilité absolue : pas un homme d'État, pas un général à opposer aux Turenne, aux Condé, aux de Lionne. Nous allons voir maintenant l'Espagne au dedans, et le spectacle sera plus triste encore. La monarchie, l'ordre social lui-même, semblent prêts à se dissoudre. L'imbécillité du monarque a gagné le pays, qu'on dirait atteint, comme lui, d'une caducité précoce. La direction de ce vaste empire est, de nom, aux mains d'un enfant, chez qui le flambeau de l'intelligence est éteint avant d'avoir été allumé ; de fait, aux mains d'une femme despotique et frivole, et d'un moine autrichien, incapable et têtu. Enfin l'opinion publique, avec laquelle il faut compter, même sous une monarchie absolue, se personnifie dans un royal bâtard, don Juan d'Autriche, qui manque, non de capacité et de courage, mais de tenue et d'esprit de conduite. Le peuple, partagé entre son culte pour la royauté et sa haine de l'Au-

trichienne et du père Nithard, s'est épris de don Juan, faute d'un plus digne, et, surexcitant encore son ambition native, le désigne d'avance comme successeur à cet enfant maladif dont la vie semble, comme celle du pays, toujours prête à s'éteindre.

Nous ne suivrons pas les historiens espagnols dans les détails sans fin de ces misérables intrigues qui tiennent lieu d'histoire à un peuple écrasé sous le poids de sa grandeur passée. Nous les résumerons dans leurs résultats seulement, et dans le mal durable fait par elles à l'Espagne, qu'elles tuent en la rapetissant. Si le déclin d'une grande nation n'offre pas le même intérêt que son développement, il est plus instructif peut-être : en voyant comment tombent les empires, on voit aussi comment ils se relèvent, et c'est surtout par l'étude de leurs fautes passées que les peuples doivent apprendre à ne pas les recommencer.

On connaît la situation : l'enfant-roi grandit, sans pouvoir réussir ni à vivre ni à mourir ; l'Autrichienne règne, et le père Nithard gouverne ! Les grands qui, depuis la mort d'Olivarez, ont recouvré de leur vieille indépendance ce qu'en permettent les mœurs d'une pareille cour ; le peuple, plus sensible encore à ses hontes qu'à ses misères, se serrent autour de don Juan qui, seul, rappelle encore au pays ses gloires éclipsées. Sous le prête-nom du roi, deux hommes, Juan et le père Nithard, se disputent le pouvoir qu'un seul est capable d'exercer, et l'Espagne est devenue trop étroite pour tous les deux ; il faudra que l'un des deux finisse par céder la place à l'autre. Un jour le jésuite, enivré de son autorité, s'oublie jusqu'à dire aux grands : « Vous devriez respecter davantage celui qui a tous les jours votre Dieu dans ses mains, et votre reine à ses pieds ! »

Un autre jour, c'est don Juan qui, en présence du digne père, demande dans le conseil : « Pourquoi n'envoie-t-on pas en Catalogne le révérend père-confesseur? Avec un saint pour général, notre armée ne pourrait manquer de vaincre. — Ma profession n'est pas celle des armes, répond modestement le jésuite. — Qu'importe, mon père, reprend Juan, nous vous voyons faire tous les jours tant de choses étrangères à votre profession ! »

Les choses une fois venues à ce point, les deux rivaux ne pouvaient plus demeurer ensemble à la cour, scindée en deux par leurs discordes. Mais la reine, poussée à bout, atteinte dans ses plus chères affections, jeta dans la balance le poids de son autorité, et la fit pencher du côté de Nithard. Toutes les créatures, tous les amis de don Juan furent persécutés et chassés de leurs emplois. L'un de ses intimes, Malladas, fut jeté en prison et étranglé sans l'ombre d'un jugement. Quant à don Juan, la reine finit par le forcer à quitter Madrid, en le nommant, avant la conclusion du traité d'Aix-la-Chapelle, gouverneur des Pays-Bas, pour faire retomber sur lui les disgrâces de la guerre avec les humiliations de la paix. Don Juan, devinant le piége, feignit d'abord d'accepter, et se rendit à la Corogne afin de s'y embarquer pour la Flandre. Mais les traitements infligés à ses amis vinrent combler la mesure, et la mort de Malladas le décida à rompre avec la cour, et à refuser de s'embarquer. La reine, irritée, n'osant pas le bannir de la Péninsule, le relégua à Consuegra, à vingt lieues de Madrid, sans daigner lui accorder l'audience qu'il sollicitait pour se justifier. Bientôt, sous prétexte que le prince avait voulu faire assassiner le père Nithard, elle s'enhardit à saisir tous ses revenus, et envoya le capitaine de ses gardes pour s'emparer de sa personne. Don Juan, peu confiant

dans la clémence de la reine, s'enfuit en Catalogne, et le père Nithard, enhardi par cet apparent triomphe, le fit accuser par l'inquisition d'inimitié contre l'ordre des jésuites et d'hérésie luthérienne.

L'Aragon, la Catalogne, l'Espagne entière prirent hautement parti pour le prince dans ce singulier procès où tout le monde était partie, et où personne n'était juge. Le conseil de Castille, saisi de l'affaire, osa faire entendre à la reine qu'elle ferait bien de désarmer l'opinion en changeant de confesseur. Don Juan, encouragé par ce soulèvement de l'opinion publique en sa faveur, s'achemina vers Madrid, à la tête de deux cents gardes à cheval que lui donna pour sa sûreté le vice-roi de Catalogne. A son entrée en Aragon, le vice-roi de cette province se démit en sa faveur de tous ses pouvoirs. Bientôt, porté par le flot toujours montant de la faveur publique, le prince s'avança vers la capitale, à la tête d'un cortége qui se changeait peu à peu en armée. Il ne s'arrêta qu'à Torrejon, à trois lieues de Madrid; et là, en conquérant qui dicte des lois plutôt qu'en sujet, il fit dire à la reine « qu'il fallait que, dans trois jours, le père Nithard eût quitté la cour, et dans dix le royaume; et que, s'il ne sortait pas par la porte, lui, don Juan, le ferait sortir par la fenêtre; mais que, aussitôt le jésuite parti, il congédierait son escorte, et viendrait se jeter aux pieds de la reine. »

Vainement celle-ci songea à résister : les ordres donnés par elle pour mettre Madrid en état de défense ne furent pas exécutés. Le conseil de régence émit l'avis que le seul moyen d'éviter une révolution, et de sauver la vie de la reine, c'était le prompt départ du confesseur. L'ordre même des jésuites, abandonnant, à l'heure du danger, celui qui s'était compromis pour le servir, l'invita

« à renoncer aux vanités de ce monde; à ne pas rendre l'ordre tout entier solidaire de sa disgrâce; enfin à avoir pitié de ce petit ange que Dieu avait donné pour roi à l'Espagne, et à se décider à quitter la cour sans délai. » S'il hésitait, ses doucereux conseillers l'invitaient à penser au sort du maréchal d'Ancre, favori de Marie de Médicis, reine de France, qui, étranger aussi, et responsable aux yeux du pays de tous ses malheurs, avait été massacré par le peuple, et traîné dans les rues de Paris, où chacun se disputait un lambeau de son corps pour le brûler devant sa porte. » Vaincue par cette manifestation unanime de la volonté publique, la reine se résigna en pleurant au départ de son favori; mais elle voulut couvrir sa retraite d'un voile honorable, et le nomma ambassadeur d'Espagne à Rome, en lui assurant le maintien de toutes ses dignités et de tous ses revenus.

Le père Nithard s'exécuta de bonne grâce, et, refusant avec hauteur l'argent et les faveurs qu'on lui offrait, il partit de Madrid au milieu des menaces et des insultes de la populace. L'archevêque de Tolède qui l'escortait eut grand'peine à protéger sa vie. « Je suis venu en Espagne un pauvre moine, dit-il, et j'en sortirai comme j'y suis venu. » Et il partit en effet, non sans dignité, n'emportant avec lui que sa robe et son bréviaire. Il se retira à Rome avec le titre vain d'ambassadeur, et se consola de sa disgrâce avec le chapeau de cardinal que la reine lui fit obtenir. C'est par ce brusque dénoûment que finit le règne du père Nithard.

La partie, pour don Juan, n'était pas encore gagnée. La reine, atteinte à la fois dans ses affections et dans son pouvoir, reprit en son nom la lutte où le favori avait succombé. Don Juan, n'osant pas pousser à bout sa victoire, avait reculé jusqu'à dix lieues de Madrid. Là, pour

se donner une apparence de modération, il avait congédié son escorte ; mais refusant d'obéir à la reine qui lui ordonnait de s'éloigner, il traitait avec elle de puissance à puissance. Ne réclamant rien pour lui-même, il obtint peu à peu tout ce qu'il désirait : il fit révoquer tous les décrets prononcés contre lui, et rendre à ses partisans tous les emplois qu'on leur avait enlevés. Sa popularité, qui faisait toute sa force, s'accrut encore par la création d'une junte, dite *de alivios* (de soulagement), pour diminuer les charges qui pesaient sur le pays. Mais la reine ne cédait jamais que pour reprendre plus tard ce qu'elle avait cédé. La junte, frappée de stérilité par le mauvais vouloir de la cour, éluda toute réforme, et se garda bien de toucher aux abus les plus criants, la vente des emplois et l'exagération des salaires, les deux plaies de l'Espagne.

L'Autrichienne, sentant son ennemi désarmé, leva, sous le nom de *gardes du corps*, une petite armée qu'elle confia à Aytona, l'ennemi personnel de don Juan. Bientôt la licence et les exactions de ce corps privilégié, qui se sentait libre de tout oser, semèrent l'irritation dans Madrid, habitué à se garder lui-même comme à garder ses rois. Le vol, l'assassinat, les rixes ensanglantaient les rues ; il n'y avait plus de sûreté pour personne, ni de jour ni de nuit. Le corps municipal, le conseil de Castille réclamèrent énergiquement; la reine tint bon, et bientôt une révolution fut imminente, à Madrid comme dans les provinces. Grenade, l'Aragon, la Catalogne commencèrent à s'armer, et envoyèrent des troupes à don Juan, le fondé de pouvoirs de la nation.

L'insurrection maintenant avait un chef, un nom cher au pays personnifiait tous ses griefs ; il fallait céder. Un nouveau décret, négocié par le nonce, partagea l'Espa-

gne entre la reine et don Juan : celui-ci fut nommé vicaire général d'Aragon, Catalogne, Valence et des îles Baléares, c'est-à-dire de tout l'est de la Péninsule, en y ajoutant encore la Sardaigne. La vice-royauté de Milan fut donnée à Osuna, partisan déclaré du prince. Ce que la reine voulait à tout prix, même au prix de la moitié de sa couronne, c'était d'éloigner son rival, et elle y réussit cette fois. Don Juan accepta son brillant exil, et s'établit dans Saragosse, à l'archevêché, changé en palais par Philippe IV. Là le favori de l'opinion, l'héritier présomptif du trône tint une cour brillante, en attendant l'heure de se rapprocher de Madrid, et de consommer son triomphe. Il y vécut quelques années, avec l'autorité et le faste d'un monarque, réalisant ainsi les deux rêves les plus chers de l'Aragon, l'indépendance et un roi qui lui appartînt. Il rétablit le règne des lois dans cette remuante province, tour à tour opprimée ou rebelle. Les deux royautés rivales étaient maintenant trop éloignées l'une de l'autre pour se heurter, et l'orage qui grondait encore s'apaisa peu à peu. Mais le terrain que Juan gagnait en Aragon, il le perdit dans les autres provinces, et surtout à Madrid, où on lui reprocha, non sans raison, d'avoir sacrifié l'intérêt du pays à sa propre grandeur.

Bientôt toutes les rancunes, tous les soucis des deux cours et des deux pouvoirs furent noyés dans un souci plus sérieux : l'enfant-roi, Charles II, alors âgé de neuf ans, tomba gravement malade, et l'on craignit pour sa vie, toujours suspendue à un fil. Il se rétablit pourtant, et les craintes du pays, ainsi que les espérances de l'Europe, furent encore ajournées. Seulement, cette maladie, qui succédait à tant d'autres, fut une raison de plus pour justifier l'oisiveté systématique à laquelle Charles II était condamné par sa mère, comme Louis XIV l'avait été

par une autre Anne d'Autriche. Mais Louis, en apprenant à régner, sinon à s'instruire, eut Mazarin pour maître et pour modèle, et Charles II ne devait jamais rien apprendre, ni par les autres, ni par lui-même.

Don Juan demeura donc en Aragon, roi de fait de la moitié de l'Espagne, et caressant le rêve d'une royauté plus complète, si le frêle enfant qui était censé régner sur la Péninsule venait à disparaître. En attendant, ses ennemis lui disputaient jusqu'au sang royal qui coulait dans ses veines, en prétendant qu'il était fils du duc de Medina de las Torres, rival heureux du feu roi dans les bonnes grâces de la Calderona. Les amis du prince, de leur côté, opposant fable à fable, voulaient à toute force voir dans don Juan l'héritier légitime de Philippe IV et de sa femme, Isabelle de Bourbon. Suivant eux, l'actrice et la reine étant accouchées presque en même temps, la Calderona aurait usé de son ascendant sur le faible monarque pour obtenir que son fils nouveau-né fût substitué au prince des Asturies. Dans cet étrange *imbroglio*, où tous les rôles étaient changés, l'héritier légitime de la couronne aurait été élevé à Ocaña, sous le nom de don Juan d'Autriche, tandis que le fils de l'actrice, sous le nom de l'infant Balthazar, usurpait le titre et les droits de prince des Asturies. Don Juan, sans croire à cette fable absurde, n'eut pas le courage de la démentir, et attendit, avant de faire valoir ses prétendus droits à la couronne, la mort de celui qui était censé la porter.

Mais un nouvel acteur va paraître sur la scène, et il faut nous arrêter un instant devant lui. Une fois le père Nithard à Rome, la reine restait abandonnée à elle-même, et le propre de la faiblesse, c'est d'avoir besoin d'un appui. Sous le règne du jésuite, un certain Valenzuela, aventurier de bas étage, était venu chercher fortune à la

cour. Page d'abord, puis secrétaire du duc de l'Infantado, de son service il était passé à celui du père Nithard qui, appréciant bientôt son talent pour l'intrigue, l'avait chargé de surveiller les démarches de don Juan d'Autriche. Une fois le pied dans le palais des rois, Valenzuela, doué d'une figure et de manières avenantes, et d'un don naturel pour la poésie galante, si en vogue à cette époque, n'avait pas tardé à se rendre agréable à tout le monde. Mais c'était surtout à la reine qu'il visait, et mettant en jeu tous ses moyens de plaire, il parvint à s'insinuer si avant dans les bonnes grâces de la femme de chambre favorite d'Anne d'Autriche, doña Eugenia de Uceda, que la reine finit par les marier, en donnant pour dot au futur époux la place d'un de ses écuyers.

Le but de Valenzuela était atteint, il avait un pied dans la place, et le progrès de sa faveur fut si rapide que, après la retraite forcée du père Nithard en 1669, le nouveau favori, laissant au marquis d'Aytona le titre de ministre officiel, devint l'unique confident et le ministre réel, bien que caché, de sa souveraine. Tous les soirs, Valenzuela, un bouclier à la main, suivant l'usage des coureurs de nuit de cette galante époque, comme pour témoigner des périls qu'il bravait, ses beaux cheveux flottant sur ses épaules, et dans le coquet ajustement d'un amoureux qui va à un rendez-vous, était reçu par la reine, dans un galant négligé qui remplaçait le sévère costume de la veuve. Hâtons-nous de dire que la femme du favori assistait à ces entrevues pour les légitimer de sa présence. Longtemps elles furent secrètes, et la cour, étonnée de voir la reine, dans sa profonde solitude, au courant de toutes les trames des amis de don Juan, finit par conclure qu'un démon familier du palais (*duende de palacio*) l'informait de tout. Mais trop d'yeux étaient

ouverts, dans cette cour oisive et frivole, pour que la vérité ne fût pas bientôt découverte; aussi, au nom de Valenzuela, déjà signalé à l'envie, on ajouta bientôt le surnom de lutin de la reine (*duende de la Reyna*).

A cette faveur si soudaine, si rapide, il n'y avait qu'une explication : c'était de prêter à l'Anne d'Autriche espagnole la tendre faiblesse de la mère de Louis XIV pour Mazarin; et les ennemis du favori ne s'en firent pas faute. A ces bruits, fondés ou non, l'orgueilleuse Autrichienne répondit en comblant de ses faveurs l'objet de sa prédilection. Pour n'avoir pas à descendre, elle essaya de l'élever jusqu'à elle, en faisant de lui un marquis de Pinarès, un grand de 1re classe, et son grand écuyer. Enfin, la clameur publique augmentant toujours, elle crut la faire taire en le proclamant, aux yeux de l'Espagne étonnée, son premier ministre, et en l'établissant dans l'appartement de feu l'infant Balthazar.

La scandaleuse fortune de ce parvenu, sorti de si bas, était un défi porté à l'opinion qui se souleva contre lui. Se croyant le maître de l'Espagne comme il l'était du cœur de la reine, l'indigne favori, suivant l'exemple de ses devanciers, ouvrit un encan public de tous les emplois et dignités du royaume. Pour se faire pardonner le scandale de son élévation, il prodigua au peuple les divertissements et les fêtes; il invita aux représentations de ses œuvres dramatiques la cour tout entière, tenue de les admirer. On vit la *Plaza Mayor*, détruite par un incendie, renaître plus belle de ses cendres. Deux ponts nouveaux s'élevèrent sur le Manzanarès, torrent à sec neuf mois de l'année, qui tient lieu de fleuve à l'aride cité; un seul de ces ponts coûta à un pays ruiné un demi-million de ducats (de 3 à 4 millions

de francs). La façade du palais royal fut achevée, et Madrid prit de plus en plus l'aspect d'une capitale, et le rang que l'Espagne s'était longtemps refusée à lui donner.

Pour amuser les loisirs du jeune roi, qui approchait de l'adolescence, le favori organisa de somptueuses parties de chasse. Dans une de ces parties, Charles II, toujours maladroit, ayant blessé Valenzuela à la cuisse, la reine, en s'évanouissant, trahit aux yeux de tous le tendre intérêt qu'elle lui portait. Dans les combats de taureaux, si chers aux Espagnols, le ministre-favori apparaissait toujours sous le balcon royal, en pourpoint noir brodé d'argent, avec des plumes noires sur son chapeau, comme pour s'associer au deuil de sa souveraine. Là, fléchissant le genou, il lui demandait humblement la permission de combattre dans l'arène, permission qu'elle lui refusait invariablement, ne voulant pas exposer une vie si précieuse. Dans les jeux de cannes (*juegos de cañas*), empruntés aux Arabes, plaisir plus innocent, où le sang ne coulait pas, l'emblème peint sur son bouclier était un aigle regardant le soleil, avec cette devise trop significative : *Tengo solo licencia* (j'en ai seul la permission). Dans ces jeux, auxquels prenait part la fleur de la noblesse, la reine ne manquait pas de récompenser par les plus riches présents l'adresse et la bonne grâce de son favori.

Cependant, Charles II venait d'atteindre quatorze ans. Par une de ces absurdes fictions qu'impose à la foi des peuples l'hérédité monarchique, cet enfant, qui avait à peine la force de vivre, allait être déclaré majeur et en état de régner. Il s'agissait de monter sa maison; et quel autre que Valenzuela pouvait être chargé de ce soin? Il s'empressa de partager les charges de la domesticité royale entre les premiers noms du royaume; mais

pour quelques amis qu'y gagna le favori, il se fit encore bien plus d'ennemis, car il eut contre lui tous ceux qu'il ne nommait pas.

Peu à peu, tous les mécontents se tournèrent du côté de don Juan qui, oublié en Aragon, rongeait toujours son frein, en attendant l'heure de reparaître sur la scène. Déjà ses amis commençaient à entourer le jeune roi, et à frayer à l'illustre exilé le chemin du retour. La reine, voyant l'orage s'amasser contre son favori, saisit l'occasion d'une révolte éclatée à Messine pour éloigner don Juan, en le nommant vice-roi de Sicile. Mais celui-ci ayant obtenu, par le crédit de ses amis, une lettre du roi qui le rappelait à la cour, s'en autorisa pour refuser ce brillant exil. Quelques jours après, il était à Madrid ; là, sous prétexte de présenter ses hommages au monarque, il était en route pour le palais royal, entouré de tous ses partisans, aux acclamations d'un peuple enivré... Mais la reine, puisant dans le danger une suprême énergie, accourt auprès de son fils, se jette à ses genoux qu'elle baigne de ses larmes, et faisant appel à ce faible cœur, sur qui la dernière impression était toujours la plus forte, elle parvient à lui arracher l'ordre pour don Juan de retourner en Aragon. Pour résister à un pareil ordre, le royal bâtard, appuyé par les vœux du pays tout entier, était assez fort peut-être; mais ses partisans et lui reculèrent devant l'idée d'une révolte ouverte. Il se remit donc tristement en route pour son exil, ajournant ses espérances à un avenir inconnu, et faisant, comme l'Espagne, une amère expérience de la faiblesse de l'enfant-roi à qui elle était condamnée à obéir. Les partisans du prince furent tous bannis de la cour, qui rampa désormais aux pieds de la reine et de son favori.

Don Juan, de retour en Aragon, n'y porta plus même,

pour se consoler, le titre de vice-roi ; il vit un autre gouverner, à côté de lui, ce royaume qu'il était habitué à considérer comme sien. Dès lors, appuyé sur les sympathies des Aragonais, toujours en lutte avec le gouvernement de Madrid, il s'occupa à préparer sa revanche, qui ne devait pas se faire longtemps attendre, car le terrain des cours est mouvant et fécond en surprises. Son parti à Madrid, bien que dispersé par l'exil, se grossit des mécontents que faisait le favori, porté, comme tous les gens partis de bas, à abuser de son triomphe. La place à emporter d'assaut, c'était l'esprit du jeune roi, facile à dominer, et où l'influence du jour effaçait bientôt celle de la veille. Peu à peu, les amis de Juan parvinrent à persuader au roi qu'en subissant le joug de sa mère, il obéissait en réalité à un indigne favori, enté par l'adultère sur la souche royale ; mais le plus difficile n'était pas de convaincre Charles, c'était de l'amener à agir. Ce fut dans la fuite qu'il en trouva le courage ; car, de près, il n'eût pas osé braver les larmes et les supplications d'une mère.

Le 14 janvier, le roi s'enfuit bravement de son palais pour se réfugier au *Buen Retiro*. Là, groupant autour de lui les amis de don Juan, il fit défendre à sa mère de sortir du palais. Anne obéit en frémissant ; mais le favori, ne se sentant pas de force à tenir tête à l'orage, prit le parti de fuir devant lui. Les lettres les plus tendres de la reine, ses supplications les plus pressantes trouvèrent le roi inflexible. Le soir même, Madrid était illuminé, et le peuple faisait retentir la ville de ses cris de joie. Le lendemain, la cour tout entière était au *Buen Retiro*, et félicitait le monarque d'avoir échappé au joug de sa mère et du favori. Les rares amis de ce dernier furent bannis de la cour, et don Juan, qui atten-

dait avec anxiété le succès de sa trame, reçut du roi l'ordre de se rendre à Madrid, et s'empressa d'obéir.

Sa marche, à travers l'Aragon et la Castille, fut une marche triomphale, car le peuple tout entier se sentait de moitié dans sa victoire. Mais, même avec le roi qui venait à lui, don Juan sentit le besoin de faire ses conditions : il demanda l'arrestation de Valenzuela et l'exil de la reine mère. Tout lui fut accordé : Anne fut reléguée à Tolède, avec défense d'en sortir jamais. Son bataillon de gardes fut envoyé à Messine, et le favori, réfugié à l'Escurial, y fut arrêté par ordre du roi, malgré les efforts du prieur pour défendre le droit d'asile de son couvent. Le prisonnier fut conduit, sous bonne escorte, à Consuegra, où on l'enferma dans un cachot, les fers aux pieds et aux mains. Tous ses biens, qu'on confisqua, se trouvèrent fort au-dessous des exagérations de la haine du peuple, qui croyait voir en lui un pendant du duc de Lerme. Il aurait péri sur un échafaud, sans les réclamations du saint-père, irrité de voir ainsi violer ce droit d'asile, défi porté par la puissance du clergé à la justice séculière. La femme de Valenzuela, enceinte, fut traitée avec tant de dureté, qu'elle finit par mourir folle, après avoir été réduite à demander l'aumône de porte en porte. Quant à son époux, ne sachant que faire de lui, on le relégua aux îles Philippines, puis à Mexico, où on lui permit de finir ses jours.

Don Juan, débarrassé de tous ses ennemis, n'avait plus de raison pour retarder son entrée à la cour. Il y parut le 23, accueilli par le peuple comme le sauveur du royaume, par le roi comme un frère, par les courtisans comme l'arbitre de leur destinée. Les derniers partisans de Valenzuela furent bannis de Madrid, et leurs dignités partagées entre les complices de don Juan, dans cette

cour, où le favori de la veille était toujours le proscrit du lendemain. La reine, enfermée à Tolède dans sa somptueuse prison de l'Alcazar, où l'a visitée Mme d'Aulnoy, y attendit, avec une patience qui n'était pas sans dignité, que l'exil ou la mort de celui qui l'avait supplantée lui rouvrît le chemin de cette cour où elle avait régné si longtemps.

Don Juan avait sa dette de reconnaissance à payer à l'Aragon : aussi parvint-il à persuader au roi d'aller tenir en personne les Cortès de ce royaume, antiques rivales de celles de la Castille. Il accompagna son frère dans cette tournée, qui fut pour lui un vrai triomphe, et resserra les liens un peu relâchés de l'Aragon avec la Castille. Mais le pays attendait, du ministre qu'il avait porté au pouvoir, mieux que de vaines pompes et des assemblées de parade. Dans une monarchie gangrenée par la corruption et la vénalité, tout était à refaire, et dans toutes les branches de l'administration, c'était le fond qu'il fallait changer bien plus que la forme. Don Juan opéra, il est vrai, quelques réformes utiles : il supprima le *Conseil des Indes*, payé pour ne rien faire; il diminua de moitié le *Conseil des finances*, dont l'activité était aussi funeste que l'inaction de l'autre.

Mais, quand un homme d'État est décidément au-dessous de sa tâche, ses défauts deviennent plus saillants à mesure qu'on hausse le piédestal qui le soutient. Dans sa modeste vice-royauté d'Aragon, don Juan avait presque apparu à l'Espagne comme un grand homme; aujourd'hui, premier ministre d'un roi incapable, seul responsable des destinées d'un vaste empire, il semblait se rapetisser à mesure qu'il montait. Implacable dans ses rancunes, tous ceux qui avaient trempé dans le complot de la reine et du favori contre lui en furent

punis par de mesquines persécutions. Au faîte où il était monté, on lui eût pardonné la hauteur, vice national qui n'est pas sans grandeur; on ne lui pardonna pas les puériles .exigences de la vanité. Ainsi, à la chapelle royale, il lui fallait un siége presque aussi somptueux que celui du monarque, et sur le même rang. Recevait-il les ambassadeurs étrangers, il faisait enlever tous les siéges de son salon d'apparat, pour leur ôter jusqu'à la tentation de s'asseoir devant lui. Tels étaient les graves soucis qui préoccupaient le Richelieu espagnol, pendant que ses armées manquaient de tout en Sicile, en Italie et en Flandre, pendant que la France enlevait à l'Espagne la meilleure moitié des Pays-Bas, et que la Catalogne même était désolée par l'invasion.

Rien ne s'use plus vite que la popularité, et celle de don Juan n'était pas d'assez bon aloi pour durer longtemps. Ses prétentions mal déguisées à l'héritage d'un trône, qui n'était pas même vacant, indisposaient contre lui un pays qui a toujours eu le culte de la monarchie légitime. Les partisans de la reine s'enhardissaient à relever la tête; Charles II, sans avoir l'énergie de se révolter contre le joug, commençait à s'en lasser. Puis, à mesure que grandissait au dedans le pouvoir du premier ministre, celui de l'Espagne décroissait au dehors. Le peuple, si longtemps fasciné, commençait à regarder de plus près son idole, et à s'étonner du culte qu'il lui avait rendu. Don Juan le sentait, et les lettres anonymes, les pamphlets malins, qu'il trouvait jusque dans sa chambre à coucher, venaient encore aigrir les mille blessures secrètes de son amour-propre. Son caractère devenait sombre, méfiant, irritable; ses plus zélés partisans lui devenaient suspects : Monterey, l'artisan le plus dévoué de sa fortune, avait eu le malheur de

plaire au roi, qu'amusaient ses saillies; il en fut puni par un exil déguisé sous un commandement en Catalogne.

Nous avons vu ce qu'était l'éducation donnée par la reine mère à ce fils, retenu dans une éternelle enfance. Sans doute, le terrain était bien stérile; mais était-ce une raison pour ne pas le cultiver? Voilà ce qu'on se demande en voyant le royal avorton systématiquement condamné à une ignorance et à une frivolité dont, en Espagne même, il est permis de s'étonner. Plus étranger aux affaires de l'État que le dernier de ses sujets, sa vie se partageait entre les jeux les plus puérils et une oisiveté qui, pour tout autre, eût été un supplice. Passé d'une tutelle à l'autre, l'imbécile monarque n'osait quitter son palais qu'en compagnie de son mentor, plus rigide envers lui que la mère dont il avait secoué le joug. Et pourtant Charles ne se révoltait pas, tant il est des natures faites pour obéir, comme d'autres pour commander.

Nous verrons bientôt ce qu'était au dehors la politique espagnole; mais achevons d'étudier au dedans cette décomposition sociale, cette gangrène intérieure qui dévorait l'Espagne toute vive. Les plaies extérieures, celles d'où le sang coule, ne sont pas les plus dangereuses, et ce n'est pas par elles que les peuples périssent. L'âge approchait où il faudrait marier ce fantôme de roi, incapable de vouloir et d'agir par lui-même. Ce mariage avait pour don Juan, comme pour le pays, une importance toute vitale; c'était une rivale qu'il s'agissait de donner à l'un, et à l'autre une souveraine. Successeur désigné, à ses yeux du moins, du semblant de monarque assis sur le trône, l'intérêt évident de don Juan était de ne pas marier Charles II, et de laisser la

ligne légitime des descendants de Charles-Quint s'éteindre avec son frêle héritier, pour que la ligne bâtarde pût leur succéder. L'Espagne, au contraire, se sentant menacée dans cette frêle existence, aurait voulu voir la race abâtardie de ses rois se greffer sur une souche plus vivace. Quant aux autres États du continent, tous regardaient avec anxiété les progrès de plus en plus menaçants de la France. Tous redoutaient la mort de cet enfant maladif, dont la vie était le seul frein qui contînt encore l'ambition du monarque français. En voyant tout ce qu'avait déjà coûté de discordes et de guerres le mariage de Louis avec une infante espagnole, l'Europe s'effrayait à l'idée d'une autre union entre l'Espagne et la France, union menaçante pour tout le monde, et qui devait changer encore une fois les alliances du continent.

Chose étrange, et qui suffit à prouver que don Juan n'était pas une tête politique! Ce fut lui qui, par haine de l'Autriche et de la reine mère, songea à rompre les vieilles affinités de l'Espagne, et à lui faire choisir pour allié son plus mortel ennemi. Mais, pour bien comprendre la situation, il faut reprendre les choses d'un peu plus haut : à peine ce roi, éternellement mineur, avait-il atteint seize ans, l'âge de sa majorité, que sa mère, pour ressaisir le pouvoir qui lui échappait, avait songé à le marier. Fidèle à la vocation de l'Autriche, qui a toujours eu le monopole des mariages royaux :

Bella gerant alii, tu felix Austria, nube!

elle avait obtenu pour son fils, sans le consulter, la main de sa cousine, la fille de l'empereur Léopold. L'Espagne n'avait pas été plus consultée que son roi. Le contrat avait été dressé à la hâte, sans le consentement des deux

parties, dont on ne s'était inquiété ni d'un côté ni de l'autre. La jeune princesse, destinée à cet avenir peu digne d'envie, portait même déjà, à la cour de son père, le titre de reine d'Espagne.

Mais cette union, problématique encore, comme toutes les unions royales tant qu'elles ne sont pas consommées, était loin d'avoir rencontré les sympathies de l'Espagne. Celle-ci, depuis la Réforme, avait vu diminuer le nombre des races royales où elle pouvait choisir des épouses à ses rois. Il ne lui restait guère que l'Autriche et la France, car son orgueil national ne lui permettait pas de descendre plus bas, et Anne, dans sa régence, n'avait pas réussi à rendre l'Autriche populaire. Le peuple espagnol, comme tous les peuples malheureux, attendait son Messie, et était peu disposé à le chercher à Vienne. Don Juan, en arrivant au pouvoir, partageait tout naturellement les préventions du pays contre l'Autriche, et, au risque de se faire de l'Empire un ennemi irréconciliable, il rompit l'union ébauchée, et résolut de chercher ailleurs une femme à son roi. La fiancée dédaignée se consola en épousant l'Électeur de Bavière, et, par une singulière destinée, le fils qui naquit de cette union, appelé au trône par le testament de Charles II, mourait vingt ans plus tard, au moment même où il allait disputer au duc d'Anjou cette succession d'Espagne qui devait coûter à la France tant de sang et d'efforts.

La nation espagnole, fermant les yeux à la triste réalité, appelait de tous ses vœux le mariage de son roi. Don Juan, forcé d'incliner sa volonté devant celle du pays, proposa pour femme à son pupille couronné l'infante de Portugal. L'infante était jeune, belle, de fraîche et robuste santé, propre, en un mot, à faire espérer à l'Espagne un héritier du trône. Le côté brillant de cette

union, c'est qu'elle rouvrait la perspective d'une fusion entre les deux couronnes, rêve toujours populaire en Espagne. Mais les tristes enseignements du dernier règne étaient encore trop récents; le Portugal, qui avait dépensé tant d'énergie pour reconquérir son indépendance, n'était pas d'humeur à rentrer sous le joug qu'il venait de briser. Aussi se souleva-t-il tout entier contre ce projet d'union, gros de l'asservissement futur du pays, et l'unité de la Péninsule, si tant est qu'elle doive jamais se réaliser, fut encore ajournée de quelques siècles.

Cependant il fallait marier Charles II, et la tâche n'était pas facile. La paix de Nimègue, qui venait de coûter à l'Espagne la Franche-Comté et la moitié de la Flandre, n'avait pas resserré les liens entre les deux couronnes, et l'appétit de conquêtes de Louis XIV était loin d'être assouvi. Toutefois les relations diplomatiques venaient de se rouvrir entre les deux pays, et la guerre, commencée à propos d'un mariage, pouvait finir par un autre. Don Juan, emporté par sa haine contre l'Autriche, se tourna brusquement du côté de la France. Le mariage de Louis avec Marie-Thérèse, si fatal en désastreuses conséquences, était pourtant une leçon bien récente. Les intérêts des deux peuples étaient trop opposés pour qu'une alliance pût être durable, et depuis deux siècles l'histoire parlait plus souvent de guerre que de paix entre les deux couronnes.

Mademoiselle, la fille aînée du duc d'Orléans et de Henriette d'Angleterre, occupait alors une place distinguée à la brillante cour de Versailles. Déjà, pendant les négociations de Nimègue, le prince d'Orange avait ouvert l'idée de marier *Mademoiselle* avec le roi d'Espagne, en restituant à celui-ci, comme dot de sa femme,

les places que la France lui avait enlevées. L'affaire n'était pas mûre alors, et elle avait été abandonnée; mais après la paix de Nimègue (1678), elle fut reprise d'un commun accord. Chose étrange! l'union du monarque espagnol avec la nièce de son plus cruel ennemi fut bientôt populaire des deux côtés des Pyrénées, surtout en Espagne, grâce à la première femme de Philippe IV, Isabelle de France, dont le souvenir vivait encore dans tous les cœurs. La princesse était jeune, jolie, spirituelle, le vivant portrait de sa mère, dont elle avait les grâces, et qu'il n'était pas difficile de surpasser en vertu. Quant au roi, un portrait de sa future épouse suffit pour tourner sa faible tête. L'Espagne s'étonna de voir cette union patronnée par don Juan, qui avait tout à y perdre et rien à y gagner. Ses ennemis même affectèrent d'y voir un odieux calcul pour énerver, par un mariage précoce, la frêle constitution du monarque, et hâter sa fin qui pouvait seule ouvrir à son frère le chemin du trône.

Le seul obstacle à cette alliance, désirée par les deux pays, c'était l'aversion instinctive de Charles II pour un sexe qu'il n'avait connu que par une mère despote, et les duègnes grondeuses qui tourmentèrent sa souffreteuse enfance. Aussi, grâce à ces premières impressions qui ne s'effacent plus, avait-il déclaré une haine mortelle à la plus belle moitié de l'humanité. Aucune femme ne pouvait obtenir de lui une audience; si une personne de ce sexe l'attendait sur son passage, et qu'il ne pût l'éviter, il prenait la requête de ses mains, sans honorer la suppliante ni d'une parole, ni d'un regard. Mais les récits de quelques seigneurs espagnols, qui avaient visité la cour de France, suffirent pour changer les dispositions du jeune roi; séduit, fasciné, il fit grâce

à un sexe détesté, en faveur de cette exception qui faisait tout pardonner. Le portrait de *Mademoiselle*, pendu à son col comme une amulette, ne le quitta plus, et l'Espagne aurait cru à un sortilége, si elle n'eût pas été ensorcelée comme son roi!

De l'autre côté des Pyrénées, on était plus de sang-froid; mais, la France ayant intérêt à s'unir à l'Espagne pour lui faire ratifier ses conquêtes, tout devenait facile. Balbacès, le négociateur espagnol de Nimègue, vint en pompe à Paris demander la main de la princesse. Louis, qui avait ses vues sur l'avenir, ne fit pas attendre son consentement; mais l'obstacle vint du côté où il était le plus naturel de l'attendre, du côté de *Mademoiselle*. Son naturel vif et enjoué lui faisait contempler avec une horreur mêlée d'effroi le mari qu'on voulait lui donner, et le milieu où il lui faudrait vivre. Mais, avec un monarque comme Louis, toute résistance était impossible. Vainement la jeune princesse, victime immolée à cette implacable déité qu'on appelle la *Raison d'État*, alla pleurer aux genoux de son oncle, en le suppliant de ne pas sacrifier sa jeunesse; Louis avait fait des mariages de sa race un des ressorts de sa politique. Il lui fallait un représentant des intérêts de la France à la cour d'Espagne, et jusque dans la chambre à coucher de son roi! Larmes, prières, supplications, tout fut inutile: Louis avait prononcé, il fallut obéir, et le contrat fut signé le 30 août, à la grande joie des deux pays, des deux rois, de tout le monde enfin, sauf de la triste fiancée!

Juan, contre toute vraisemblance, semblait porter le plus vif intérêt à cette union si mal assortie. Pour répondre à l'amoureuse impatience du fiancé, il lui fallut monter la maison de la future reine, même avant

que le contrat ne fût signé. On jugera du tact de don Juan en voyant la personne qu'il mit à la tête de la maison royale : ce fut la duchesse douairière de Terranueva, qui mêlait dans ses veines le sang de Fernan Cortès à celui des rois d'Aragon. Les mémoires du temps nous la peignent âgée de soixante-dix ans, longue, sèche, au visage ridé, aux yeux durs et perçants, un vrai épouvantail, propre à faire prendre à la future reine la cour et l'étiquette en horreur. Au su de tout Madrid, elle avait fait assassiner son cousin, don Carlos d'Aragon, parce qu'il osait lui disputer le duché de Terranueva, héritage de sa famille; et elle avait dû se dérober par l'exil, non pas aux lois, qui n'atteignaient pas, en Espagne, des coupables de ce rang, mais à l'opinion, dont les arrêts remplacent parfois ceux de la loi. Telle était la femme que Juan chargeait de faire les honneurs du palais royal à une reine jeune, vive, amie du plaisir, et qui, après avoir respiré jusqu'ici la libre et joyeuse atmosphère de la cour de France, allait passer sous le joug de l'implacable étiquette de la cour d'Espagne, personnifiée dans cette duègne sans pitié! Enfin don Juan peupla de ses créatures la maison de la future reine, dont il croyait la bienveillance à jamais assurée à l'auteur de son mariage et à l'artisan de sa fortune.

Mais l'homme propose et Dieu dispose! Le royal bâtard n'était pas destiné à voir la reine qu'il avait donnée à l'Espagne. L'arrivée de celle-ci à Madrid devait être le signal de sa chute, et l'écueil où se briserait son pouvoir. Le roi avait montré une joie d'enfant en apprenant la signature du contrat. La cour, la ville, l'Espagne entière ne pensaient plus qu'aux fêtes et aux plaisirs ; mais, pendant que tout le monde était dans l'ivresse, un

seul homme était en proie aux plus noirs soucis : c'était don Juan! Déjà, depuis quelque temps, des symptômes précurseurs de sa chute s'étaient révélés à lui : le marquis de Villars, le nouvel envoyé français, s'était posé comme son antagoniste, et avait été faire visite à Tolède à la reine mère, que son fils même n'avait pas la permission de visiter. Tous les ennemis du prince reprenaient, l'un après l'autre, le chemin de la cour. Le confesseur même que Juan avait donné au roi se tourna contre lui, et lui aliéna l'esprit du faible monarque, en persuadant à celui-ci qu'au fond, le premier ministre était, malgré les apparences, opposé à son projet de mariage.

Le roi, circonvenu par les ennemis du ministre qui, avec le tact de la haine, flairaient sa chute prochaine, avait laissé échapper quelques paroles qui sentaient la menace. En mainte occasion, il s'était efforcé de vouloir par lui-même, au grand étonnement de tous ceux qui l'entouraient. « Peu importe, dit-il un jour, si don Juan s'y oppose ; je le veux, et cela suffit! » L'âme du favori n'était pas de trempe à résister à de pareils assauts. Comme son illustre homonyme, le premier don Juan d'Autriche qui, plus grand que lui, eut pourtant aussi ses petitesses et ses misères, les soucis, qui le minaient sans relâche, finirent par altérer sa santé. Une fièvre tierce épuisa toutes ses forces, et mit ses jours en danger. Le roi accourut aussitôt auprès du lit de son frère, en témoignant pour sa vie une tendre sollicitude; mais il était trop tard, le coup était porté. Don Juan, sentant la mort approcher, lui fit face en chrétien. Il s'éteignit bientôt, avant que la royale fiancée eût passé les Pyrénées, cédant la place aux deux influences contraires qui allaient se disputer le cœur de Charles II, la

vieille et la jeune reine, l'Autriche et la France, le passé et l'avenir!

Nos lecteurs ont déjà jugé don Juan : général plus heureux qu'habile, il triomphe à Naples et en Catalogne, tant qu'il a pour lui la fortune; mais il ne sait pas la dominer, et c'est à lui qu'on doit en partie imputer la perte du Portugal et de la moitié des Pays-Bas. Homme d'État, il échoue dans cette tâche difficile, où la nullité du monarque le rend seul responsable du mal qu'il fait, et du bien même qu'il ne sait pas faire. Après avoir joué longtemps le rôle facile de censeur, en indiquant les réformes dont l'Espagne a besoin, arrivé au pouvoir, il a tout oublié, et ne songe plus qu'à écarter ses ennemis, et à placer ses amis. Ajoutons pourtant, à son honneur, qu'il mourut pauvre, après avoir tenu dans ses mains la fortune de l'Espagne. C'est le seul éloge que nous puissions faire de lui, et l'éloge n'est pas mince, dans la patrie des Lerme et des Olivarez!

Vingt-quatre heures après sa mort, don Juan, dit Mme d'Aulnoy, était déjà oublié, même de ceux à qui il avait fait du bien. A peine avait-il fermé les yeux que le roi, se sentant émancipé, alla retrouver à Tolède sa mère, dont il avait été sevré si longtemps. Bientôt il la ramena en triomphe au *Buen-Retiro,* en attendant qu'on eût meublé pour elle le palais du duc d'Uceda, le palais royal de Madrid n'étant pas assez vaste pour loger les deux reines. Le peuple, toujours inconstant, salua le retour de l'Autrichienne des mêmes cris de joie dont il avait salué son départ.

Mais deux soleils ne se lèvent pas à la fois sur le même horizon, et l'événement du jour, ce fut bientôt l'arrivée de la jeune reine. Dans ce siècle de pompes et de galas qui a enfanté Versailles, l'Espagne, toute ruinée

qu'elle fût, ne pouvait pas rester en arrière de la France : un mariage royal devait coûter presque autant qu'une guerre! Par une rare bonne fortune, trente millions venaient d'arriver avec les galions des Indes, et jamais Pactole n'afflua plus à propos dans les coffres du trésor. L'Espagne, maintenant, pouvait faire figure devant sa nouvelle reine!

Le mariage fut célébré par procuration à Fontainebleau. Le prince de Conti tint la place de l'époux absent, et Marie-Louise, après un voyage triomphal à travers la France, atteignit la frontière, où le marquis d'Astorga et la duchesse de Terranueva étaient venus à sa rencontre. La remise de la fiancée eut lieu dans l'île des Faisans, théâtre habituel de ces mariages princiers. En terre de France, Marie-Louise était restée sous la garde du duc d'Harcourt; celui-ci se dessaisit de sa charge entre les mains de la duègne redoutable que la reine désormais devait rencontrer partout entre elle et son époux. Qu'on se figure les impressions de cette vive et jeune princesse, habituée à la liberté galante des manières de la cour de France, en voyant chacun de ses gestes et de ses paroles soumis à une critique minutieuse et à une étiquette sans pitié. Un trait peint au vif l'Espagne : les deux premières personnes à qui la reine eut affaire, ce furent une duègne et un moine, un Italien, le père Vintimiglia, banni de son pays, et qui, créature de don Juan, eut l'art d'instiller dans cette âme sans défiance des préventions contre sa belle-mère qui ne devaient plus s'effacer.

Ce fut en pleurant, comme si elle descendait vivante dans le tombeau, que cette autre Marie Stuart quitta la France, le regard tourné vers cette patrie bien-aimée, où elle avait vécu libre et heureuse, et qu'elle ne devait

plus revoir. Le soir, à Irun, la première ville espagnole, il lui fallut manger seule un maigre et pauvre souper, au lieu de ces joyeux festins qui l'attendaient partout dans son voyage, où la France entière semblait invitée à s'asseoir à table avec elle. La reine savait à peine quelques mots d'espagnol; les nobles dames qui l'entouraient n'eussent pas daigné apprendre une langue étrangère. On peut se figurer ce qu'était la conversation, avec l'œil de Méduse de la vieille duchesse toujours attaché sur sa captive, épiant chacun de ses actes pour tout interdire et pour tout blâmer. L'ambassadeur de France vint rejoindre la reine à Briviesca, et lui donner quelques bons avis que, déjà prévenue contre lui, elle se garda bien d'accueillir. Il lui parla de la vive et tendre affection que le roi, sans la connaître, avait conçue pour elle, et l'engagea à le payer de retour, ce qui rendrait ses premiers pas sur ce terrain nouveau plus sûrs et plus faciles. Il la pressa en outre de s'unir d'intérêt et d'amitié avec la reine mère, qui voulait le bonheur de son fils, et qui saurait gré à sa jeune épouse de se charger de cette tâche. Mais le soupçon était entré dans son âme pour n'en plus sortir, et les sages conseils de l'ambassadeur, qui auraient pu lui éviter bien des faux pas, furent moins écoutés que ceux du moine.

Le roi, de son côté, était venu jusqu'à Burgos au-devant de sa fiancée, dont le voyage s'effectuait avec une lenteur tout espagnole, retardé, tantôt par les pluies et le mauvais temps, tantôt par des fêtes et des combats de taureaux, le seul divertissement qu'elle eût goûté en Espagne. A chaque halte l'attendaient de nouveaux présents du roi et de la reine mère, et tous les joyaux des deux Indes venaient lui souhaiter la bien-

venue. Mais ces vains présents ne réussissaient pas à dissiper sa tristesse. Le mariage devait se célébrer à Burgos ; une indisposition du roi le fit ajourner de trois semaines.

Ce fut dans une misérable bourgade, à Quintanapalla, qu'eut lieu la première entrevue. Après avoir jeté, du haut de son balcon, un regard rapide sur celui auquel elle allait pour jamais enchaîner sa vie, la reine, vêtue à la mode espagnole, se hâta de descendre pour recevoir le roi à sa sortie de voiture. S'il faut en croire Mme d'Aulnoy, la fidèle gazetière de ces noces royales, la première impression fut loin d'être favorable. « Le roi était vêtu, nous dit-elle, d'une façon de justaucorps gris, court et serré, de culottes de velours et de bas de soie bise; ses cheveux longs, peignés avec soin, étaient ramenés derrière ses oreilles, ce qui lui donnait l'air d'un enfant. La reine voulut, suivant l'étiquette, se prosterner à ses pieds, mais il ne le permit pas, et pressant ses bras de ses deux mains, à la mode de l'Espagne, il l'appela à plusieurs reprises : « Ma reine! ma reine! » d'une voix pleine de tendresse. Le début n'était pas malheureux, mais, hélas! des deux époux, l'un ne parlait qu'espagnol, et l'autre n'en savait que quelques mots. Aussi la conversation aurait-elle bientôt langui, si Villars n'avait servi à Charles d'interprète, en lui prêtant, dit la chroniqueuse, plus d'esprit et de bonne grâce que la nature ne lui en avait donné.

C'est dans ce pauvre village que furent célébrées les royales épousailles. Ce même soir, le couple amoureux, seul avec son bonheur dans une voiture, se dirigea vers Burgos, où de nouvelles fêtes les attendaient. Le roi se montra constamment aussi galant qu'empressé auprès de sa nouvelle épouse. Le peuple espagnol, sensible aux

dons extérieurs comme tous les peuples du Midi, fut bientôt fasciné par la beauté et les grâces de sa jeune reine, que rehaussait encore, dans sa piquante coquetterie, le costume indigène. A Burgos, Marie-Louise, en pleurs, se sépara de ses dames françaises, non sans les avoir comblées de présents. Elle n'osa garder avec elle que quelques femmes de service, d'un rang trop subalterne pour aspirer à son intimité.

Il fallut six longues journées pour franchir les quarante lieues qui séparent Burgos de la capitale. Pendant ces six jours, la duègne, attachée aux flancs de l'infortunée princesse, trouva le temps de glisser son venin dans l'âme du roi, tout amoureux qu'il fût, et de lui persuader de refuser à sa jeune femme les libertés, même les plus innocentes. Le palais de Madrid n'étant pas encore prêt pour la recevoir, le couple royal alla chercher un refuge au *Buen-Retiro*. La reine, avant d'être présentée en forme à ses sujets, dut subir, dans cette retraite solitaire, une véritable reclusion. Son impitoyable Cerbère ne lui permettait pas même de se mettre à sa fenêtre, et de regarder les passants, ce qui eût pu compromettre sa dignité.

C'en était trop pour une jeune princesse, élevée dans une honnête liberté, à la cour la plus galante de l'Europe. Malgré la douceur et l'enjouement de son caractère, une profonde mélancolie s'empara d'elle, et le *mal du pays* la gagna peu à peu. Quelques visites de sa belle-mère vinrent seules égayer sa solitude. L'ambassadrice de France fut écartée par la duègne hargneuse, et l'ambassadeur lui-même ne fut admis qu'une fois, et sur l'intervention du roi. La reine-douairière, malgré ses préventions contre sa belle-fille, également prévenue contre elle, fut tellement frappée de l'air de tristesse

empreint sur son visage qu'elle engagea son fils à la soustraire à cette rigide quarantaine, pour lui faire partager ses parties de chasse. Marie-Louise, en arpentant au galop le morne désert qui entoure Madrid, prit en patience sa captivité, et le jour vint enfin où elle put faire son entrée solennelle dans sa capitale.

Le 23 janvier, après d'immenses préparatifs, les rues où devait passer le cortége se trouvèrent enfin suffisamment garnies de statues, de tapisseries, de fleurs, et coupées par des arcs de triomphe. Le roi, dont la place aurait dû être à côté de sa jeune épouse, alla s'établir avec la reine mère dans le palais des comtes d'Oñate, pour assister sans être vu à la cérémonie. Marie-Louise, montée sur un fougueux andalous, qu'elle maniait avec une grâce parfaite, ses beaux cheveux châtains flottants sur ses épaules, avec ses grands yeux noirs, brillants et doux, et tout son gracieux visage exprimant la bienveillance, traversa la ville entière, au milieu des transports de joie d'un peuple enivré. Arrivée devant le palais d'Oñate, elle s'inclina gracieusement devant son époux et sa belle-mère, qui daignèrent, pour lui répondre, entr'ouvrir un peu leurs persiennes.

Nous faisons grâce aux lecteurs des détails sans fin de cette cérémonie, où tous les grands de la cour luttèrent de faste et de folie, où l'or et les diamants étincelaient partout, comme si l'Espagne ne se trouvait pas toujours entre la défaite de la veille et la banqueroute du lendemain. Les illuminations, les feux d'artifice, les parties de chasse, les combats de taureaux, les représentations théâtrales et les bals se succédèrent sans interruption pendant bien des jours. Puis tout rentra dans la routine et le calme ordinaires. Les jours de la reine, réglés par l'inflexible étiquette qui, en Espagne, règne

même sur les rois, se suivirent monotones, et remplis tout entiers par de somptueux ennuis; mais la face ridée de l'implacable duchesse, s'interposant sans cesse entre la reine et son époux, rappelait à la malheureuse princesse, dont le cœur était resté en France, à quel prix elle avait acheté cette grandeur que tant d'autres lui enviaient.

CHAPITRE III.

GUERRE AVEC LA FRANCE. CONQUÊTE DE LA HOLLANDE PAR LOUIS XIV. RÉVOLTE DE MESSINE.—PAIX DE NIMÈGUE.

1671-78.

Il est des traités de paix provisoires qui portent en eux le germe d'une guerre nouvelle, comme il en est de définitifs, de durables au moins, puisque, hélas! il n'en est point d'éternels! Or nulle paix n'eut jamais moins le caractère de la durée que celle d'Aix-la-Chapelle. Et pourtant, l'Europe, à peine remise des longues secousses de la guerre de Trente ans, soupirait après le repos; mais l'ambition de Louis devait, pour quarante ans encore, la condamner à cet état d'hostilité latente d'où la guerre est toujours prête à renaître. Dans la pensée de Louis, le traité d'Aix-la-Chapelle, subi, mais non pas accepté par lui, n'avait jamais été qu'une trêve. Regardez un des portraits du *Grand Roi*, et vous lirez sur ce front sévère les rancunes implacables qui rongeaient cette âme, toujours ouverte à la méfiance et fermée au pardon. Il en voulait à tout le monde; mais l'injure qui lui tenait le plus au cœur, c'était la défection de la Hollande, cette vieille alliée de la France, qui, en suscitant contre elle la triple alliance de la Suède,

de l'Angleterre et des Provinces-Unies, avait mis un frein à l'ambition de son roi; affront symbolisé par une médaille, où l'altière république avait représenté Josué arrêtant le soleil dans sa carrière.

Du reste, l'intérêt de la France, aussi bien que l'amour-propre de Louis, était en jeu dans cette affaire. Ce peuple, né d'hier, et qui couvrait déjà les mers de ses vaisseaux, le continent des produits de son industrie, ce peuple, à qui l'Angleterre faisait l'honneur de le craindre, devait finir tôt ou tard par faire ombrage à la France qui, elle-aussi, commençait sous Colbert à voir poindre son industrie naissante. Et puis, cette république de marchands, toute fière de sa roture, faisait tache au milieu des monarchies aristocratiques du continent. Après avoir humilié l'Espagne en la forçant à reconnaître son indépendance, elle demeurait pour la France un obstacle permanent à la conquête de la Flandre espagnole. Louis avait donc bien des raisons d'en vouloir à la Hollande; mais avant d'entamer la lutte, il fallait préparer le terrain, et les trois ans qui suivirent la paix d'Aix-la-Chapelle furent consacrés à détacher un à un des Provinces-Unies tous leurs alliés. Louis savait vaincre ailleurs que sur les champs de bataille, et sa diplomatie, formée à la grande école de Richelieu et de Mazarin, était encore la première du continent. Grâce aux souvenirs toujours vivants de Gustave-Adolphe et de Saxe-Weimar, il n'eut pas de peine à renouer avec la Suède ses vieux liens de confraternité guerrière, et à la détacher de la Hollande, rivale en même temps qu'alliée. Avec l'Angleterre, la tâche était plus difficile : un diplomate féminin, la duchesse d'Orléans, suffit. avec l'or et les promesses de Louis, pour gagner à la France le frivole et sensuel Charles II. La triple alliance

fut ainsi rompue, et la Hollande se trouva seule exposée aux rancunes du *Grand Roi*.

Mais un peuple qui avait dit à la mer : « Tu n'iras pas plus loin ! » et fait de son étroit coin de terre, conquis sur elle, l'écueil où s'était brisé le colosse espagnol, ne pouvait pas s'humilier à la première sommation d'un despote. Hors d'état de tenir seule tête à Louis, la Hollande, trahie par ses alliés, pouvait encore en trouver d'autres en Europe. L'Empire et l'Espagne, ces deux ruines imposantes qui, de loin, faisaient encore figure, étaient ses appuis naturels contre la France. La diplomatie de Louis, irrésistible comme ses armes, parvint à arracher au faible Léopold la promesse de ne pas secourir la Hollande. Elle fut moins heureuse auprès de la reine douairière d'Espagne : l'Autrichienne, confondant l'intérêt de son fils avec celui de ses deux patries, comprit le devoir pour l'Espagne de défendre à tout prix le seul allié qui pût lui garantir ce qui lui restait de la Flandre. Fermant l'oreille aux offres de Louis, qui lui proposait de partager les Pays-Bas avec elle, elle trouva encore huit mille hommes et des subsides à faire passer à Monterey, gouverneur de la Flandre espagnole. Cette résolution, plus généreuse que prudente, honore la reine qui la conçut ; mais il lui manquait les forces nécessaires pour la soutenir. En effet, dans cette année fatale à l'Espagne, un coup de vent, d'une violence inouïe, venait d'anéantir sa flotte devant Cadix. Un seul jour avait vu engloutir soixante vaisseaux de guerre, qui eussent pu rendre tant de services dans une guerre contre la France, et quant à ses finances, la banqueroute était toujours à la porte.

Ainsi toutes les alliances du continent étaient bouleversées : l'Angleterre et la France, ces deux vieilles et

fidèles alliées des Provinces-Unies, étaient maintenant réunies contre elles. L'Empire était neutre, en attendant qu'il se prononçât contre la France. Enfin l'Espagne, l'ennemie héréditaire de la Hollande, dont l'indépendance était pour elle un affront permanent, se trouvait aujourd'hui son unique alliée.

Mais si l'Espagne n'était pas prête pour la lutte, la Hollande, hélas! l'était encore moins. La balance, après y avoir oscillé longtemps entre la république et la monarchie, penchait décidément du côté de la république. Depuis la mort de Guillaume II d'Orange en 1650, et sous le sage gouvernement du *Grand Pensionnaire* de Witt, la Hollande avait joui pendant vingt ans d'une prospérité sans égale; mais elle s'était enivrée de cette fortune trop rapide, et le commerce lui avait fait négliger la guerre. Née d'une des luttes les plus inégales et les plus glorieuses qu'un peuple ait jamais soutenues, elle avait trop vite oublié que la vie est un combat, et que, pour durer, il faut savoir se défendre! Dans ce pays tout maritime, la vraie armée, c'était la flotte, et commandée par l'illustre Ruyter, celle-ci pouvait tenir tête même aux escadres de l'Angleterre. Mais dans l'armée de terre, les généraux faisaient défaut aussi bien que les soldats. Les forteresses, démantelées, manquaient de vivres et de munitions, et les Hollandais, habitués à trafiquer de tout, ne se faisaient pas scrupule de les vendre, même à l'ennemi!

La situation politique était presque aussi menaçante que la situation militaire. Le pays, scindé en deux, se rangeait autour de deux hommes, de Witt et Orange, drapeaux vivants, l'un de la république, l'autre de la monarchie. De Witt, en qui semblait se personnifier le génie de la Hollande, préférait comme elle la loi à l'arbi-

traire, et le commerce à la guerre. Guillaume III d'Orange, au contraire, supportait impatiemment de se voir exclu du pouvoir dont ses ancêtres avaient fait un si noble usage. Jeune, ambitieux, avide de la gloire des armes, dont les libertés publiques finissent toujours par payer les frais, il ne voyait dans les dangers qui menaçaient son pays qu'une voie frayée pour lui vers le titre de *Stathouder*, aboli en 1667 par un édit soi-disant *perpétuel*. Le tort de de Witt, tort qu'il devait payer de sa vie, c'était d'oublier que, quand la Hollande n'eût pas été entourée d'ennemis, sa prospérité seule suffisait pour lui en faire. Aussi, quand l'orage, qu'elle aurait dû prévoir, vint à fondre sur elle, elle était sans armée, sans généraux, presque sans soldats. Le premier châtiment de de Witt, ce fut de voir le pays éperdu se jeter, aux approches du péril, dans les bras de son rival, et confier à un jeune homme de vingt-deux ans, étranger encore au métier des armes, les titres de capitaine général et de grand amiral, en attendant celui de *Stathouder*.

Louis XIV, secondé par Louvois, avait enfin terminé ses immenses préparatifs. Doué du génie de l'administration, à défaut de celui de la guerre, Louis savait préparer la victoire, et laissait à ses généraux le soin de l'obtenir. Quand tout fut prêt, en guerre comme en diplomatie, quand il se fut assuré l'alliance de l'Électeur de Cologne et de l'évêque de Munster ; quand l'Angleterre, vendue par son roi, eut consenti à renier tout son passé, et à trahir son propre intérêt pour unir ses flottes à celles de la France, Louis déclara la guerre à la Hollande, et l'envahit à la fois par la Meuse et par le Rhin, avec trois armées, dont le chiffre total s'élevait à plus de cent mille hommes.

A ce chiffre, prodigieux pour l'époque, Orange avait

à peine à opposer vingt-cinq mille recrues. La Hollande, déchirée par les partis, écrasée sous le sentiment de sa faiblesse, se refusait à la lutte. Et cependant, le jeune général, appuyé sur trois générations de héros, ne désespéra pas du salut de son pays. Devinant, comme Condé, le métier de la guerre avant de l'avoir appris, trop faible pour tenir tête à une invasion aussi formidable, il se retrancha derrière l'Yssel, dans ce pays noyé qui borde la Frise, et où la conquête ne peut pas pénétrer. Convaincu que, tôt ou tard, l'Espagne et l'Empire se décideraient à le secourir, il se tint sur la défensive, attendant les fautes de l'ennemi pour en profiter.

On était au mois de mai : le temps était beau, et les canaux, ce rempart naturel de la Hollande, à sec ou diminués partout, n'arrêtaient pas la marche du vainqueur. En quelques semaines, quarante places fortes, saisies de frayeur, avaient ouvert leurs portes, et le drapeau de la France flottait sur les deux tiers de la Hollande. Déjà l'ennemi n'était plus qu'à quelques lieues d'Amsterdam; Muyden, la clef de son port et des écluses qui peuvent, en quelques heures, inonder ses fertiles campagnes, fut même un instant au pouvoir des Français; mais ne connaissant pas toute la valeur de leur conquête, ils la laissèrent échapper. En revanche, le 7 juin, dans la baie de Southwold, sur la côte est de l'Angleterre, la flotte hollandaise, commandée par Ruyter et Cornelys de Witt, frère du *Grand Pensionnaire,* soutint un jour entier, avec quatre-vingt-trois vaisseaux, l'effort des deux flottes anglaise et française, à peu près de même force. La victoire demeura indécise; mais l'escadre hollandaise, par sa ferme attitude et le mal qu'elle fit à l'ennemi, sauva l'honneur du pays, et compensa ses défaites en terre ferme.

A une situation désespérée, il fallait un remède aussi désespéré qu'elle. Au fond de cette Hollande, amollie par une longue prospérité, il y avait encore l'étoffe d'un grand peuple. Ce noble pays, le plus jeune des États européens, était né sous la double inspiration de la foi et de la liberté, et les nations qui ont vu ces deux célestes sœurs s'asseoir à côté de leur berceau ne peuvent plus périr, nous l'avons vu de nos jours avec les États-Unis. Les dangers de la république plaidaient sa cause au dehors : l'Allemagne, l'Empire même, malgré ses engagements secrets avec la France, n'avaient pu voir sans effroi le progrès des armes françaises dans cette Hollande, sœur cadette de l'Allemagne, à laquelle elle se rattache par sa langue et par ses origines.

L'Espagne, du sein de sa déchéance profonde, sentait que le sort de ses possessions en Flandre allait se décider avec celui des Pays-Bas. Mais, en attendant l'œuvre toujours lente de la diplomatie, un moyen de défense plus rapide et plus sûr restait aux Hollandais : c'était d'inonder eux-mêmes leur pays, comme dans l'ère héroïque qui avait vu fonder leur liberté. En dépit des lâches conseils qui ne manquent jamais en face du danger, Amsterdam donna l'exemple. L'attitude menaçante du peuple décida ceux qui hésitaient encore. Les conseillers municipaux, les membres des états sacrifièrent, non sans regret, sur l'autel de la patrie, leurs riches campagnes, leurs somptueuses villas. Entraînées par l'exemple, la plupart des villes imitèrent la capitale, et mirent leur pays sous l'eau pour mieux le sauver. Derrière ses digues brisées, la Hollande reprit courage, et se sentit, après ce douloureux sacrifice, plus forte que ceux qui l'attaquaient. Son ennemi naturel, l'Océan, était encore une fois devenu son allié; c'était à lui désormais, non

plus aux armées hollandaises, que les Français allaient avoir affaire, et l'invasion une fois repoussée, la Hollande saurait bien, comme aux jours du *Taciturne*, reprendre à la mer le terrain que celle-ci lui aurait enlevé.

Cependant le parti de la paix à tout prix, l'aristocratie marchande, trop portée à faire bon marché de la liberté et de l'existence même du pays, ne se tenait pas encore pour battue : elle fit offrir à Louis la cession de Maëstricht, du Brabant et de la Flandre hollandaise, avec dix millions de livres pour indemnité des frais de la guerre. Si cette offre humiliante eût été acceptée, la France aurait eu pour frontière à l'est la ligne de la Meuse; puis, s'avançant à l'ouest jusqu'à Berg-op-Zoom, et atteignant la mer du Nord par l'Escaut occidental, elle aurait entouré d'un cercle de fer les précaires possessions de l'Espagne dans les Pays-Bas, jusqu'à ce que l'heure vînt d'achever sa conquête, et de pousser la frontière de France jusqu'au Zuyderzée.

Mais l'ambition de Louis n'est pas encore assouvie. En vain ses plus sages conseillers l'engagent à accepter une offre inespérée, et à fonder sur ces bases, déjà trop étendues, la grandeur de la France. Louvois est là, l'implacable Louvois, pour surexciter, comme un mauvais génie, l'orgueil du *Grand Roi;* il l'engage à laisser derière lui la politique terre à terre des Richelieu et des Mazarin, et à ne pas emprisonner la France dans de prétendues limites naturelles qui n'arrêtent que les faibles, et sont toujours franchies par les forts. Par une infatuation qui touche à la folie, Louis veut planter le drapeau français à l'extrémité nord-est des Provinces-Unies. Il exige qu'on lui livre Delfzyl et l'embouchure de l'Ems, en se réservant de les céder plus tard à son

allié Charles II, à qui il ne veut pas livrer l'embouchure de l'Escaut. Ainsi l'Angleterre pèsera sur la Hollande d'un côté, pendant que la France l'enveloppera de l'autre. De plus Louis exige que les états révoquent tous les droits qui frappent les marchandises françaises, et il refuse d'accorder la réciprocité pour les produits de la Hollande. Dans un pays né sous l'inspiration de la Réforme, et qui ne vit que par elle, il veut qu'on mette le catholicisme sur un pied de parfaite égalité avec le culte réformé. L'indemnité de dix millions de livres lui semble mesquine, il la double d'un trait de plume, et exige qu'une ambassade spéciale des états lui présente tous les ans une médaille d'or, commémorative des libertés qu'ils ne doivent plus tenir que de la France, dans le présent comme dans l'avenir.

Tant de dureté, tant d'orgueil étonnent même chez le *Grand Roi!* Aussi la réponse de la Hollande fut-elle une explosion généreuse d'indignation et de colère. Partout, dans les campagnes, dans les villes, le parti démocratique, qui était aussi celui de la guerre, reprit le dessus, et par une sorte d'élection tumultuaire, l'*Édit perpétuel* fut aboli, et Guillaume III d'Orange proclamé *Stathouder*.

Mais comme il faut au peuple une idole dans ses heures d'enthousiasme, dans ses heures d'égarement il lui faut une victime. Le bouc émissaire de tous les péchés de la Hollande, ce furent les deux frères de Witt, coupables, l'un d'avoir sauvé l'État dans les conseils, l'autre sur le pont d'un vaisseau. Tous deux furent égorgés, et leurs cadavres mutilés traînés dans les rues par une populace en furie. Guillaume qui, comme chef de l'État, répondait de la tranquillité publique, n'est pas parvenu à se laver devant l'histoire du soupçon de complicité

dans cette mort, qui servait trop ses desseins pour qu'on ne l'accusât pas d'y avoir trempé.

La Hollande cependant était sous l'eau : ses riches campagnes avaient disparu, noyées ; ses villes seules se dressaient, comme autant d'îles fortifiées, au milieu des flots. L'armée française se voyait arrêtée tout court dans sa carrière de conquêtes. On lutte contre les hommes, on lutte contre le feu, mais non pas contre l'eau, cet ennemi lent, invincible, muet, que rien n'arrête, qui se glisse partout, et monte, monte encore jusqu'à ce qu'il ait tout envahi. D'étroites chaussées, assises sur des digues en terre et en fascines, toujours faciles à couper, étaient le seul chemin ouvert à la retraite qui commença bientôt. Mais une grave question restait à résoudre : fallait-il abandonner les places conquises, ou y laisser garnison ? Turenne et tous les vrais tacticiens étaient d'avis de raser et d'évacuer toutes les places fortes, de peur d'affaiblir l'armée ; mais Louvois soutint l'avis contraire qui prévalut. C'est à Louvois enfin, encore plus qu'à Louis XIV, qu'il faut imputer la cruauté systématique et les inutiles dévastations qui souillèrent cette guerre, et firent vouer à l'exécration de la Hollande et de l'Europe le nom français.

Dans l'intervalle, l'Empereur avait mis fin à ses hésitations, et l'Espagne à ses lenteurs : tous deux, le 30 avril, avaient déclaré la guerre à la France. Leurs forces, unies à celles de l'Électeur de Brandebourg, montaient à quarante mille hommes. Guillaume, en opérant sa jonction avec ses alliés, pouvait opposer quatre-vingt mille soldats à l'armée française, affaiblie par les garnisons qu'elle semait sur son chemin. Il commença par se rendre maître de Naerden; puis, dérobant sa marche aux généraux français, il vint aider les Autri-

chiens à s'emparer de Bonn et de toutes les places fortes de l'Électeur, justement puni d'avoir trahi la cause de l'Allemagne. Nous abrégeons le récit de cette guerre, étrangère à notre histoire ; qu'il suffise de savoir que, à la fin de la campagne, Louis avait dû renoncer à toutes ses conquêtes en Hollande, pour reporter la guerre dans les Pays-Bas espagnols. L'Espagne n'avait envoyé que dix mille hommes, dernier effort de sa grandeur expirante ; c'en fut assez pour irriter l'orgueil du *Grand Roi*, froissé de la triste issue d'une entreprise si glorieusement commencée. Ses rancunes, ne pouvant s'assouvir sur la Hollande, se détournèrent sur la Flandre. Le seul résultat sérieux de la campagne était la conquête de Maëstricht, plus importante pour la France que celle de la Hollande, qu'on peut bien conquérir, mais qu'on ne peut pas garder. Sur mer, celle-ci avait maintenu sa supériorité : le 26 mai, dans un engagement trop peu décisif, les flottes combinées de France et d'Angleterre avaient laissé la victoire à Ruyter.

En s'apprêtant à recommencer la lutte l'année suivante, l'Espagne faisait preuve de courage plus que de discernement. Au printemps, les alliés n'étaient pas encore prêts que la France avait sur pied quatre armées. Abandonné par le roi d'Angleterre, que son parlement avait forcé de rompre une alliance contraire au sentiment national, Louis se sentit assez fort pour ouvrir seul la campagne. Pendant que l'Empereur dirigeait sur l'Alsace une attaque, trop mal combinée pour réussir, d'Enghien entra avec une armée dans la Franche-Comté, française de cœur, et qui n'attendait que de voir flotter le drapeau de la France pour se donner à elle. Gray et la plupart des villes de la comté s'empressèrent d'ouvrir leurs portes, et le duc vint mettre le siége devant Besan-

çon, avec Vauban pour diriger les travaux. Le roi, suivant son usage, vint cueillir la victoire aussitôt qu'elle fut mûre. La ville ne demandait qu'à se rendre ; mais la garnison espagnole s'entêta à se défendre, et sortit enfin avec les honneurs de la guerre. Puis ce fut le tour de Dôle, dont le roi fit raser les fortifications, en transférant à Besançon le gouvernement de la province. En six semaines, les cœurs et les volontés y aidant, Louis était maître de la Franche-Comté, et depuis lors cette province, toujours distinguée par son patriotisme et son amour de la liberté, est restée de cœur attachée à la France.

Mais un champ de bataille aussi étroit ne suffisait ni à l'ambition de Louis, ni aux ressentiments de l'Europe qui aspirait à prendre sa revanche. Le prince de Condé tenait tête en Flandre à l'armée austro-espagnole, commandée par G. d'Orange, et forte de soixante-dix mille hommes. La cour de Madrid avait envoyé quinze mille hommes, effort gigantesque pour un pays épuisé, qui ne soutenait plus que par point d'honneur une guerre sans issue. Orange qui, comme Condé dans sa jeunesse, apprenait la guerre en la faisant, voulait forcer l'ennemi à livrer bataille. Son but secret, c'était de s'ouvrir le chemin de la France, entreprise pleine à la fois d'audace et de périls. Condé, que l'âge calmait sans le refroidir, s'y refusa longtemps. Guillaume, pour le décider, fit mine d'assiéger Tournay, et se dirigea sur Senef, près de la frontière, à trois lieues de Charleroi. Aussitôt l'ennemi d'accourir, les Impériaux à l'avant-garde, les Espagnols à l'arrière et les Hollandais au centre. Le 11 août, l'armée française occupait sur ses hauteurs une forte position ; les alliés n'avaient que le choix, où de l'attaquer dans ses lignes, ou de lui prêter le flanc, en franchissant devant elle un

étroit défilé où rien n'était plus facile que d'arrêter sa marche. Condé, qui voyait tout de son œil d'aigle, laissa l'avant-garde et le centre franchir ce pas difficile, et saisissant l'instant favorable, à la tête de la maison du roi, il attaqua l'arrière-garde, au moment où elle s'engageait dans le défilé. Les Espagnols, bientôt mis en déroute, laissèrent bon nombre de morts sur le terrain, et de drapeaux et de prisonniers aux mains de l'ennemi. Un fort détachement, envoyé à leur secours par le prince d'Orange, fut à son tour taillé en pièces; dans trois charges successives, tout plia devant la furie française, et les Espagnols, démoralisés, semèrent le désordre dans les rangs de leurs auxiliaires.

La bataille était gagnée, et Turenne s'en fût tenu là; mais une demi-victoire ne suffisait pas à Condé. Le gros de l'armée ennemie était resté en dehors du conflit: l'avant-garde et le centre presque entier n'avaient pas donné. Le vainqueur de Rocroy, jaloux de compléter son triomphe, osa, avec des troupes fatiguées, s'attaquer à une armée toute fraîche, impatiente de venger son échec. Orange, brûlant de réparer sa faute, rallia les troupes en désordre que l'ennemi chassait devant lui, et la bataille recommença plus ardente que jamais. Condé, habitué à tout emporter de haute lutte, sentit qu'il se trouvait cette fois devant un ennemi digne de lui. Jamais, dans sa longue carrière militaire, il n'avait dû payer ainsi de sa personne. Après avoir eu trois chevaux tués sous lui, emporté par son ardeur au milieu de l'armée ennemie, trois heures durant, il lui fallut attendre, sous le feu des canons alliés, que son infanterie vînt le dégager. Orange, non moins acharné à vaincre, ramena lui-même plus d'une fois à la charge ses lignes enfoncées par l'ennemi. On était aux prises

depuis le milieu du jour, et la nuit était venue qu'on se battait encore. Vingt mille cadavres jonchaient le champ de bataille quand cette rage meurtrière s'arrêta enfin. Les pertes, énormes de part et d'autre, étaient plus fortes cependant du côté des alliés. Ceux-ci poursuivirent en bon ordre leur route vers Mons, et les Français gardèrent leurs positions. Une foule de drapeaux et trois mille cinq cents prisonniers restèrent aux mains du vainqueur, comme le gage de cette victoire indécise. Condé, assez riche en gloire pour ne pas diminuer celle de ses adversaires, rendit justice aux rares qualités déployées par Guillaume dans cette bataille, son premier fait d'armes, où il n'avait eu qu'un tort, celui de risquer sa vie comme un cadet de famille.

Déjà divisés avant la bataille, les alliés le furent encore plus après. Orange se plaignait des Espagnols, qui ne lui avaient amené que cinq à six mille hommes, et cependant, proportion gardée, ils avaient perdu plus de monde que leurs alliés, et laissé leur général sur le carreau. Le gouverneur des Pays-Bas espagnols fit un nouvel effort, et épuisa ses garnisons pour renforcer son armée. Bientôt Orange se retrouva à la tête de cinquante mille hommes, et voulant éviter à tout prix l'attitude d'un vaincu, il vint assiéger Oudenarde, d'où les Français menaçaient à la fois Gand et Bruxelles. Mais il avait compté sans Condé qui, accourant à la hâte, le força de lever le siége. Guillaume s'en dédommagea par la conquête de Grave, la seule ville importante que l'ennemi occupât encore. Mais Senef avait, pour cette année du moins, brisé le nerf de cette triple alliance, trop hétérogène pour être compacte, et les alliés se séparèrent, en s'accusant mutuellement de leurs revers.

Pendant ce temps, Turenne sur le Rhin n'était pas

moins heureux que Condé dans les Pays-Bas : par une série de victoires, il chassait les Impériaux du Palatinat et de l'Alsace; mais il ternissait sa gloire par ces dévastations systémastiques que Louvois imposait aux généraux du *Grand Roi*, et qui attristent l'œil d'un Français, en face des ruines du château de Heidelberg. Enfin une troisième armée, opérant en Roussillon sous les ordres de Schomberg, se faisait battre par le duc de San German. Les Espagnols, en poussant jusqu'au bout leur veine de succès, auraient pu chasser les Français de cette province, tout Espagnole de mœurs et de penchants, si la révolte de Messine n'était venue détourner l'attention et les efforts de la cour de Madrid.

Nous résumerons en peu de mots l'histoire de cette grave rébellion qui, sans mettre en aussi grand péril que celle de Naples la domination de l'Espagne en Italie, montre une fois de plus sur quelle base inique reposait la puissance de ce colosse aux pieds d'argile, toujours prêt à crouler dans le sang. Nous avons parlé ailleurs de la situation privilégiée de Messine entre toutes les villes de la Sicile. Nous l'avons vue rester fidèle à l'Espagne dans la grande insurrection de Naples et de Palerme en 1647. Mais sa prospérité toujours croissante avait fini par exciter la jalousie des autres villes et la méfiance du cabinet de Madrid. Plus semblable à une cité indépendante qu'à la vassale d'un roi absolu, Messine était régie par un sénat électif, composé de nobles, sans cesse en lutte avec le gouverneur espagnol, don Luis de Hoyo. Dans ce pays tout aristocratique, le peuple et la noblesse étaient séparés par un abîme. Le gouverneur, exploitant avec art les rancunes plébéiennes, surexcitées par une disette de vivres, parvint à soulever la populace contre le sénat et la haute bour-

geoisie. Plusieurs maisons nobles furent brûlées, et la ville se trouva partagée en deux factions, sans cesse en guerre l'une avec l'autre. Le résultat fut l'extension des pouvoirs du gouverneur, dont la secrète entente avec les démocrates devenait chaque jour plus visible. Le vice-roi de Sicile crut mettre un terme à cette fausse position en remplaçant Hoyo, trop compromis, par le marquis de Crespano.

Celui-ci, unissant comme son prédécesseur la fourberie à la cruauté, attira dans son palais les membres du sénat, et les y retint prisonniers; mais le parti des nobles, se méfiant de quelque trame, s'était rassemblé sur la place du château. Une insurrection terrible éclata : nobles et plébéiens, également las du joug espagnol, se réunirent sous le même drapeau. La délivrance des sénateurs prisonniers ne suffit pas pour apaiser la fureur populaire, et bientôt le gouverneur et sa petite armée furent bloqués dans le château. Le vice-roi, qui se rendit à Messine pour y rétablir la paix, n'obtint pas même la permission d'y entrer. Le château fut pris, après un siége en règle, ainsi que la plupart des forts qui entouraient Messine, et le malheureux Crespano fut trop heureux de s'enfuir à Palerme.

La reine mère, longtemps combattue entre sa hauteur et sa faiblesse, finit par céder, et rendre aux habitants les franchises dont on les avait dépouillés. Mais les concessions venaient trop tard : les Messinois, en voyant le vice-roi mettre sur pied toutes les troupes espagnoles en Sicile pour réprimer la sédition, s'adressèrent au roi de France, allié naturel de tous les ennemis de l'Espagne, et lui offrirent Messine, à compte sur la souveraineté de la Sicile. Louis s'estima trop heureux de trouver ce moyen d'humilier l'Espagne, et d'intervenir dans

les affaires intérieures de l'Italie : avec cette volonté impérieuse pour qui les obstacles n'existaient pas, il accepta l'offre des Messinois, au risque d'ajouter une guerre dans la Méditerranée à toutes celles qui désolaient déjà le centre de l'Europe, depuis la Frise jusqu'au Palatinat. L'ordre fut donné à une petite escadre, sous les ordres de Valbelle, d'aller porter à la nouvelle vassale de la France des munitions et des renforts.

Quand la flotte française arriva dans les eaux de Messine, elle la trouva bloquée par terre et par mer, le vice-roi ayant armé jusqu'aux paysans contre la cité rebelle. La flotte espagnole comptait vingt-deux vaisseaux et dix-neuf galères; Valbelle n'avait que six vaisseaux et trois brûlots; par un trait d'audace incroyable, il força le passage, le 1er janvier 1675, et entra triomphant dans Messine. Un mois après, l'amiral de Vivonne, frère de la Montespan, avec l'illustre Duquesne pour lieutenant, arriva de Toulon, amenant neuf vaisseaux de guerre et un grand convoi de vivres. Les deux escadres opérèrent leur jonction, et la flotte espagnole, prise entre deux feux, finit par s'enfuir en laissant un navire aux mains de l'ennemi. Le vainqueur débarqua, au milieu des cris de joie d'un peuple enivré, et Louis XIV fut proclamé souverain de la Sicile, avec Vivonne pour vice-roi.

Mais Messine n'était pas la Sicile, et les Français s'en aperçurent bientôt à leurs dépens. Il suffisait que Messine fût à la France pour que Palerme se prononçât dans un sens opposé, et Palerme entraîna la Sicile avec elle. Le joug espagnol était abhorré en Italie, mais celui de la France n'était pas beaucoup plus léger. Louis XIV eut beau proclamer son intention de rendre la Sicile indépendante, sous un souverain élu par elle dans la famille

royale de France, Vivonne n'en resta pas moins, avec sa flotte et son armée, prisonnier dans l'enceinte de Messine. Mais en août, quelques renforts, envoyés à propos, lui permirent d'étendre sa domination le long de la côte, de prendre Agosta, et de menacer à la fois Palerme et Syracuse.

La situation devenait grave pour l'Espagne. La régente, en attendant la majorité de son fils, sentit la nécessité d'agir. Elle s'adressa d'abord à la Hollande, son alliée de fraîche date, qui pouvait lui donner la mer, comme l'Autriche le continent. Les Provinces-Unies, effrayées des progrès de la marine française, eurent peur de se voir chassées par elle de la Méditerranée, comme par l'Angleterre de l'Océan. Atteintes à la fois dans leurs intérêts politiques et commerciaux, elles n'hésitèrent pas à envoyer au secours de l'Espagne, leur ennemi séculaire, dix-huit vaisseaux et quatre brûlots, commandés par Ruyter. Mais à peine arrivé en Espagne, tout fut déception et amertume pour l'illustre homme de mer. A Barcelone, il devait prendre à son bord don Juan d'Autriche avec une petite armée; mais l'ambitieux bâtard refusa de se joindre à lui, appelé à la cour par ses partisans, qui voulaient profiter de la majorité royale pour substituer son influence à celle de la régente. A Cadix, Ruyter devait se réunir à la flotte espagnole ; mais on ne lui donna que des vaisseaux de rebut, presque impropres au service. Chez ce peuple déchu, où les prétentions augmentaient avec l'impuissance, l'amiral espagnol exigea que son illustre allié baissât en toute occasion pavillon devant lui. Dégoûté, atteint au cœur, et augurant mal d'une expédition ainsi commencée, Ruyter partit avec sa flotte pour les eaux de Messine.

Dans l'intervalle, Vivonne, véritable type du Français,

léger, insouciant, plus occupé de plaisirs que d'affaires, semblait avoir pris à tâche de s'aliéner les cœurs des Messinois. Avec Duquesne et Tourville pour lieutenants, tout son effort semblait être de les rendre inutiles; mais l'arrivée de Ruyter transporta la lutte sur les eaux : le 7 janvier, les deux flottes, française et hollando-espagnole, se trouvèrent en présence, près de Stromboli. Duquesne attaqua le premier, et la lutte dura tout le jour, sans résultat décisif. Ruyter, dans son rapport à son gouvernement, rendit, avec la loyauté d'un marin, hommage au courage de ses ennemis et au talent de leur amiral.

Jalouse des succès de la Hollande, l'Espagne voulut essayer sur terre la fortune des armes. Profitant de l'irritation semée dans Messine par la légèreté française, elle essaya de fomenter dans la ville une conspiration contre ses nouveaux maîtres; mais le complot avorta : les Espagnols, qui s'étaient flattés d'enlever la ville par un coup de main, le 13 février, échouèrent dans leur entreprise. Enfin, une attaque simultanée, par terre et par mer, six semaines plus tard, ne servit qu'à leur infliger des pertes nouvelles.

Mais des événements plus graves se préparaient : le 22 avril, Ruyter, renforcé par neuf vaisseaux espagnols, se trouva entre Catane et Agoste, en face de la flotte française, forte de trente vaisseaux, sans compter les brûlots. Les Hollandais comptaient dix-sept navires et quatre brûlots, les Espagnols douze et neuf galères. La supériorité du nombre était donc du côté des alliés, et si Ruyter avait commandé en chef, la victoire était assurée. Mais l'amiral espagnol prétendit qu'il était dans les eaux de son pays, et réclama le commandement du corps de bataille. Ruyter, quoique avec une escadre plus forte, dut s'incliner devant ses prétentions : il se plaça

à l'avant-garde avec dix vaisseaux, tandis que les sept autres, séparés de leurs compatriotes, se tenaient à l'arrière-garde. Ruyter, qui tenait le vent, mit toutes voiles dehors, et engagea le premier le combat. Les vaisseaux se touchaient presque quand ils commencèrent à tirer. Les Espagnols, se tenant à une distance prudente, se contentèrent d'échanger quelques coups de canon avec les Français, presque hors de portée. Mais entre les deux avant-garde, le choc fut terrible : le commandant de l'avant-garde française et deux capitaines de vaisseau furent tués; mais bientôt, un boulet de canon emporta le pied gauche et la jambe droite de l'héroïque Ruyter. Blessé à mort, il dompta la douleur, et continua à donner ses ordres aussi longtemps que dura le combat. L'arrière-garde hollandaise s'engagea enfin avec l'arrière-garde ennemie, et la lutte dura jusqu'à la nuit, sans que rien pût décider l'amiral espagnol à sortir de sa prudente inaction. Les deux flottes allèrent réparer leurs avaries, les alliés à Syracuse, les Français à Messine. Le 29, Duquesne vint de nouveau présenter la bataille aux alliés, qui la refusèrent; ce jour-là même, le grand Ruyter mourait sur son navire, et la gloire de la marine hollandaise expirait avec lui.

En effet, à la première rencontre des deux flottes, on s'aperçut bientôt du vide qu'avait laissé la mort de l'illustre amiral. Au bout de quinze jours, les Français avaient repris la mer, et venaient offrir la bataille aux alliés devant Palerme. Vivonne commandait en chef, avec Duquesne et Tourville pour seconds. Son escadre se composait de vingt-cinq galères, arrivées la veille de Provence, de vingt-huit vaisseaux et de neuf brûlots. Les alliés, avec vingt-neuf vaisseaux, dix-neuf galères et quatre brûlots, acceptèrent bravement le combat, et

sortirent de Palerme pour se ranger en croissant devant l'entrée du port, leur gauche appuyée par les batteries du môle, et la droite par les remparts de la ville. Le 2 juin, les Français attaquèrent résolûment l'aile droite de l'ennemi : trois de leurs brûlots, habilement dirigés, mirent le feu à deux vaisseaux espagnols et à un hollandais. L'amiral de Castille, Ibarra, pour échapper aux flammes, se fit échouer sur la côte; mais là même, il n'échappa point à son sort, et sauta en l'air avec son navire. Bientôt les trois flottes en vinrent aux mains sur toute la ligne, et l'amiral hollandais Haen eut la tête emportée par un boulet de canon. Les Français, excités par ces premiers succès, et ayant le vent pour eux, mirent encore le feu à un des plus forts vaisseaux hollandais. Les flammes se communiquèrent à deux autres, et le reste de l'escadre hollandaise, après avoir mis le feu à ses brûlots, se retira dans le port. Les Espagnols, saisis d'épouvante, se firent échouer sur la côte, entre le môle et la cité. Mais les Français, lançant les brûlots qui leur restaient sur cette masse confuse, y portèrent la mort et l'incendie. Deux vaisseaux et un brick hollandais, un vaisseau et deux galères espagnols sautèrent en l'air, en couvrant Palerme de leurs débris, et y semèrent partout la mort et la flamme. En somme, dans cette désastreuse journée, où Ruyter manquait à la Hollande, les alliés perdirent sept vaisseaux de guerre, six galères et sept brûlots, consumés sans profit, avec plus de cinq mille hommes tués ou noyés. Mais ce que l'Espagne y perdit surtout, ce fut le renom de sa marine, qui désormais cessa de compter en Europe.

Si la flotte française, à qui appartient l'honneur de cette journée, avait eu quelques milliers de soldats à débarquer, Palerme était enlevée d'un coup de main.

Vivonne s'en retourna à Messine, et envoya Duquesne demander au roi des renforts. Il fallait huit mille hommes au moins. Louvois, jaloux de toute gloire qui n'était pas sienne, en envoya trois à quatre mille, et le plus tard possible, vers le milieu d'août. Vivonne, nommé vice-roi de Sicile, crut que le crédit de sa sœur le dispensait de remplir les devoirs de sa place, et ne songea qu'à s'enrichir. Messine et toutes les villes que les Français occupaient dans l'île furent soumises à un pillage régulier, et la France sema autour d'elle la haine et la désaffection, et fit regretter aux Siciliens le joug espagnol. Des conspirations éclatèrent presque journellement dans Messine, et empêchèrent l'insouciant Vivonne de rien entreprendre contre Palerme, la seconde capitale de l'île. Ainsi les Français campèrent, mais sans y gagner du terrain, dans cette île malheureuse, toujours vassale de l'étranger, et les Espagnols s'y maintinrent sur le même pied qu'au début de la guerre.

L'Espagne était tombée si bas que, pour remplacer l'amiral qu'elle avait perdu, elle ne trouva qu'un officier de terre. N'osant plus rien entreprendre avec une flotte ainsi commandée, le vice-roi envoya contre Messine sept mille soldats espagnols qui furent mis en déroute, et leur commandant périt dans l'action. Les Français s'emparèrent de quelques villes sur la côte orientale de l'île, pendant que les tristes débris de la flotte castillane se réfugiaient à Naples, ne se jugeant plus en sûreté à Palerme. Enfin, la flotte hollandaise, rapportant à ses concitoyens les dépouilles de Ruyter, céda sans conteste à la France l'empire de la Méditerranée et celui de la Sicile.

La guerre languit en Italie pendant l'année suivante. Malgré les succès, plus brillants que solides, qui avaient

inauguré l'apparition des armes françaises en Sicile, Louis XIV, occupé de sa guerre sans relâche contre l'Espagne et la Hollande, tout étonnées de se trouver alliées, avait reporté sur terre tout l'effort de la lutte. Depuis le mariage de Guillaume III avec la nièce de Charles II, Marie, fille du duc d'York, une alliance était à craindre entre l'Angleterre et les Provinces-Unies ; sur terre, la France pouvait encore leur tenir tête à toutes deux, même en y joignant l'Espagne comme appoint ; mais sur mer, c'en était trop, même pour Duquesne et Tourville, de lutter à la fois contre les deux premières marines du monde. La triste nécessité d'évacuer Messine commençait à apparaître au *Grand Roi*, peu habitué à reculer. L'Espagne, d'ailleurs, se sentant impuissante à garder Naples, si elle perdait la Sicile, tentait alors, malgré son épuisement, un suprême effort : le vice-roi de Naples avait obtenu de la noblesse et du peuple un don de 200,000 ducats, qu'il employait à réparer sa flotte hors de combat. Le nouveau vice-roi de Sicile, Porto-Carrero, soulevait l'île entière contre les Français, qu'on commence par aimer, et dont on finit par se lasser, quand on voit leur inaptitude à coloniser et leur mépris pour les droits ou les coutumes des peuples qui leur sont soumis. Enfin, les négociations de Nimègue avaient commencé, et Louis XIV, avant de conclure la paix, qu'il sentait inévitable, aurait voulu porter à l'Espagne un coup plus décisif.

Vivonne, qui sentait vaciller le terrain sous ses pieds, avait demandé son rappel, et l'évacuation de la Sicile fut enfin arrêtée dans les conseils du roi. Elle se fit sans pudeur et sans dignité : Lafeuillade, avec une flotte française, partit de Toulon, sous prétexte de secourir Messine, mais en réalité, pour ramener de l'île les gar-

nisons françaises. Lafeuillade, après s'être fait reconnaître comme vice-roi de Sicile, embarque sur ses vaisseaux tous les soldats français, sous prétexte d'une expédition contre Palerme. Puis, quand toutes les troupes sont à bord, il assemble le sénat, et lui lit ses instructions qui lui enjoignent d'abandonner la Sicile (16 mars). Comment peindre la consternation de ces hommes qui s'étaient compromis pour assurer à la France la possession de Messine, et à qui on donnait vingt-quatre heures pour s'embarquer, eux et leurs familles, en laissant leurs biens, leurs amis, une ville, un peuple entier aux mains de maîtres qui les traiteraient en esclaves révoltés? Toutes les supplications furent inutiles; et quand, le lendemain, on vit la flotte prête à lever l'ancre, Messine se rua tout entière vers les vaisseaux français, en suppliant leur chef, avec des imprécations et des cris lamentables, de ne pas les laisser exposés à la vengeance de l'ennemi. Plusieurs des fugitifs, ne pouvant obtenir place sur les navires, se jetèrent à l'eau plutôt que de rentrer à Messine. Mais Lafeuillade fut inexorable : à peine quelques centaines de familles nobles obtinrent-elles de sa pitié le passage jusqu'à Toulon, où elles arrivèrent dans un profond dénûment. Sept à huit mille habitants s'enfuirent de Messine plutôt que d'y attendre la rentrée des Espagnols.

Leurs craintes n'étaient que trop fondées. Le nouveau gouverneur, Santo Stefano, dépassant en cruauté les ordres de sa cour, abolit à la fois, avec le sénat, tous les priviléges de la cité, qu'il livra à une soldatesque effrénée. Il démolit le palais municipal, et éleva sur ses ruines une colonne expiatoire qui rappelait à la fois le crime et le châtiment. Les impôts furent doublés, l'uni-

versité abolie, et une citadelle construite pour tenir en bride la ville rebelle. Le sang coula à flots sur les échafauds. Quiconque avait pris le parti des Français, et toute la ville ici était coupable, fut mis à mort ou banni. Dans leur désespoir, les malheureux habitants de Messine songèrent, dit-on, à se donner aux Turcs.

Telle fut la fin de cette rébellion, moins longue, moins sanglante que celle de Naples, mais où éclate une fois de plus l'impéritie et la dureté du gouvernement espagnol, et l'impuissance de cette triste Italie à décider elle-même de son sort, qu'elle est toujours contrainte à attendre de l'étranger !

Nous avons voulu conduire jusqu'au bout l'histoire de la rébellion de Messine; reculons de trois ans en arrière, pour reprendre le récit des événements militaires qui se passaient au nord de la France. Au printemps de 1675, jamais la situation de Louis n'avait été plus grande. Partout, sur terre comme sur mer, il était prêt à prendre l'offensive : son armée, moins nombreuse que celle des alliés, pouvait, grâce à l'unité de direction, porter des coups plus sûrs et plus rapides. Par un progrès inouï, dont Colbert seul peut réclamer tout l'honneur, la marine de la France, portée à quatre-vingt-quatorze vaisseaux de guerre, dépassait celle de l'Angleterre, qui n'en comptait que quatre-vingt-sept, et était la première après celle de la Hollande, qui montait à cent trente-sept. Mais Louis, tout en poursuivant de ses implacables rancunes l'Espagne et l'Autriche, était las de cette lutte sans issue contre la Hollande. Il commençait à sentir la faute qu'il avait faite en démen-

tant ainsi toutes les vieilles traditions de la politique française, depuis Henri IV jusqu'à Mazarin. Aussi essaya-t-il de diviser ses ennemis pour les vaincre, et de détacher la Hollande de la triple alliance. Celle-ci était lasse d'une guerre qui ne profitait qu'à ses corsaires; mais Guillaume III, moins désintéressé que le *Taciturne*, avait besoin de la guerre pour servir son ambition, et le conduire au trône, le rêve de toute sa vie. Aussi fit-il échouer la négociation, et Louis, battu sur le terrain de la diplomatie, rentra sur celui de la guerre, plus décidé que jamais à agir avec énergie.

Son plan, pour la campagne de cette année, était de tenter avec l'élite de ses troupes une invasion au cœur des Pays-Bas espagnols. Mais pour cela, il fallait deux choses qui ne marchent guère séparées, la promptitude et l'unité dans le commandement. Par un sacrifice qui dut lui coûter, Louis mit Condé à la tête de son armée, en affectant de servir sous ses ordres comme un simple volontaire. La campagne s'ouvrit; pendant que le gouverneur français de Maëstricht s'emparait de Liége, l'armée royale mettait le siége devant Limbourg, qui ouvrit ses portes douze jours après (le 22 juin). Le prince d'Orange, qui avait vainement essayé de la secourir, dut se replier en hâte sur le Brabant où les Français entrèrent bientôt sur ses pas. La campagne, commencée tard, finit de bonne heure. Des troubles intérieurs ramenèrent le roi à Versailles, dès le 17 juillet, et la guerre, languissante dans les Pays-Bas, ne continua sérieusement que sur les bords du Rhin, dans l'Alsace et le Palatinat. Cette guerre, d'où l'Espagne est absente, n'appartient pas à notre histoire. Là, Turenne avait trouvé dans le général autrichien Montecuculli un adversaire digne de lui. Mais, après quelques conflits

sans importance, au moment où ses habiles dispositions semblaient lui assurer la victoire, un boulet trancha cette noble carrière, si modeste au sein même du succès. Cette mort fut un deuil public, dans le peuple comme dans l'armée. L'ascendant acquis à la France sur le Rhin parut un instant près de passer aux Impériaux : pour remplacer Turenne, il ne fallut pas moins que Condé, dont Luxembourg alla prendre la place dans les Pays-Bas, pendant que la garnison française de Trèves, saisie d'une panique soudaine, capitulait lâchement, en dépit de l'héroïque courage de Créqui son commandant. Condé sur le Rhin, trop inférieur en forces à Montecuculli, força son impétueuse valeur à imiter la prudence de Turenne, et releva tout doucement la fortune de la France. Mais ce devait être sa dernière campagne : la mort pour Turenne, la goutte pour Condé, enlevèrent à la France ses deux meilleurs généraux, et Louis ne devait pas les remplacer.

Dans les Pays-Bas, Luxembourg, inférieur en forces à l'ennemi, dut se contenter de tenir en échec le prince d'Orange, dont la supériorité numérique était annulée par l'inertie et la mauvaise volonté des Espagnols. En somme, pendant cette campagne peu décisive, les succès avaient été à peu près partagés entre les deux armées; or, depuis Richelieu, ne pas vaincre pour la France, c'était être vaincue. « Les jeunes gens, dit Mme de Sévigné, n'avaient jamais entendu parler d'une défaite! » Aussi l'orgueil du grand roi s'irrita-t-il d'une aussi pauvre récolte de gloire, et il ne songea plus qu'à préparer sa revanche pour l'année suivante. Ajoutons toutefois que les succès de sa marine dans la Méditerranée, et la conquête de Messine, en attendant celle de la Sicile, relevèrent le moral de l'armée française, qui a besoin

d'une victoire de temps en temps pour se tenir en haleine.

La campagne s'ouvrit, dès le début d'avril, dans les Pays-Bas. Louis, toujours prêt avant ses ennemis, grâce aux prodigieux efforts de ses ministres pendant tout l'hiver, vint, à la tête de cinquante mille hommes, mettre le siége devant la ville de Condé, que Vauban prit pour lui en moins de huit jours. Il alla de là assiéger Bouchain, que le prince d'Orange vint appuyer avec une armée. Grâce à une faute du prince qui, inférieur en forces, avait choisi une position où son armée ne pouvait se déployer, Louis qui, cette fois, commandait l'armée, eut un instant dans ses mains la fortune de la journée; mais le métier de général était nouveau pour lui, et la guerre de siéges, devant des villes aux trois quarts prises avant qu'il ne vînt les voir capituler, l'avait habitué à de trop faciles succès. Louvois ne voulut pas permettre à son roi d'exposer sa personne sacrée, et dans son zèle idolâtre, Lafeuillade se jeta à ses genoux pour le supplier de ménager cette précieuse vie. Louis céda, sans trop se faire prier. Orange qui s'attendait à être attaqué, voyant les Français immobiles, malgré leur nombre et leur position, voulut attaquer à son tour; mais il avait compté sans ses alliés espagnols qui trouvèrent, pour ne pas se battre, d'aussi bonnes raisons que Louis. Celui-ci, en prenant Bouchain sous les yeux du prince d'Orange, se consola de sa victoire manquée. Les deux armées, après s'être regardées face à face pendant quelques jours, s'éloignèrent, tacitement d'accord pour éviter tout combat. Bientôt, tourmenté peut-être par sa conscience qui lui reprochait d'avoir laissé échapper une aussi belle occasion, Louis, sans rien entreprendre contre Valenciennes ni Cambray, rentra à Versailles, dès

la mi-juillet, en laissant à Schomberg le commandement de l'armée.

Orange, encouragé par le départ de Louis, résolut de frapper un coup hardi en s'emparant de Maëstricht, terreur des provinces espagnoles qu'elle rançonnait sans pitié. D'Estrades, le gouverneur de la ville, était alors à Nimègue. En son absence, un émigré catalan, au service de la France, commandait dans Maëstricht, avec six mille soldats. Sa résistance fut désespérée, comme l'était sa haine contre la Castille. Toutes les nationalités se rencontraient dans l'armée assiégeante, dix fois aussi nombreuse que la garnison : Espagnols, Allemands, volontaires anglais à la solde de la Hollande s'unissaient à elle dans cette ligue contre l'ambition du *Grand Roi;* mais cette diversité d'éléments n'était pas pour les confédérés un gage de force et de succès.

Le siége fut poussé par le prince d'Orange et le landgrave de Hesse avec une grande vigueur. Villahermosa, à la tête des Espagnols, surveillait les mouvements de l'ennemi. Schomberg, contenu par les ordres de Louis, qui lui avait recommandé la prudence, se mit, au lieu de secourir Maëstricht, à assiéger Aire, en Artois, dont Vauban se rendit maître en peu de jours, sous les yeux de Louvois. Le siége de Maëstricht continuait toujours, et coûtait aux assaillants des pertes énormes. Orange lui-même avait été blessé ; une maladie contagieuse sévissait dans le camp hollandais. Schomberg s'approchait à la tête de son armée, et les Espagnols se replièrent sur Maëstricht au lieu de lui fermer le passage. Un dernier assaut fut encore repoussé, et les Hollandais, effrayés de leurs pertes, se décidèrent enfin à lever le siége (29 août). Leur artillerie, leurs munitions, leurs vivres, embarqués sur la Meuse, tombèrent au pouvoir

des Français. L'honneur était sauf, du moins pour les Hollandais et les Allemands; mais ce fut de leur part un concert de plaintes trop fondées contre les Espagnols, qui n'avaient rien fait, et tout laissé faire.

La Hollande commençait à se lasser de la guerre, qui lui réussissait si mal, et lui coûtait 50 millions de livres par an. Outre ses quatre-vingt-dix mille soldats, il lui fallait encore solder des alliés qui lui faisaient défaut à l'heure du danger. Mais le trait saillant de ce petit peuple, dont le cœur est plus grand que le territoire, c'est la persévérance. La Hollande avait besoin de la paix, et elle se décida à continuer la guerre, sachant qu'on ne traite jamais bien le lendemain d'une défaite.

Sur le Rhin, les armes de la France n'avaient pas été aussi heureuses que dans les Pays-Bas. Le duc de Lorraine, qui avait remplacé Montecuculli à la tête des Impériaux, s'était emparé de Philipsbourg, sur la rive gauche du Rhin, malgré tous les efforts de Luxembourg pour l'en empêcher. La France avait perdu ce poste important qui, depuis trente ans, lui ouvrait la porte de l'Allemagne.

En Catalogne, Noailles, franchissant la frontière avec quinze mille hommes, s'était emparé de Figueras, et avait fait mettre bas les armes à un régiment espagnol. Mais bientôt las de cette guerre de partisans, où l'ennemi disparaissait, quand on croyait l'avoir atteint, pour reparaître sur un autre point; affaibli d'ailleurs par un renfort de quatre mille hommes qu'il avait dû envoyer en Sicile, Noailles se contenta de faire vivre ses troupes aux dépens d'un pays épuisé, et l'hiver approchant, il se retira à Perpignan avec son armée.

Le printemps n'était pas encore venu, et les Français

étaient déjà prêts à agir. Mais la campagne diplomatique s'était ouverte avant la campagne militaire. Les plénipotentiaires des États belligérants étaient toujours réunis à Nimègue, et les négociations se traînaient au lieu de marcher. Pour qu'on pût travailler sérieusement à la paix, il fallait que la guerre eût dit son dernier mot. Au fond, ni l'Empereur ni l'Espagne ne voulaient de la paix; seule la Hollande, moins Guillaume d'Orange, la demandait à grands cris, et Louis était prêt à l'accorder, pourvu qu'il y trouvât son profit. Mais à côté de sa diplomatie officielle, il en avait une plus secrète, et au moins aussi active. Il fit offrir à Guillaume, s'il voulait traiter sans ses alliés, le duché de Limbourg, plus quelques échanges de places fortes pour former une barrière contre la Flandre espagnole. L'offre était tentante, et les états généraux ne demandaient qu'à l'accepter. Guillaume lui-même fut ébranlé, et négocia tout l'hiver. Mais il avait un trône en perspective ; le seul marchepied pour y monter, c'était la guerre, et il refusa de traiter sans ses alliés.

Le parlement anglais venait de se rouvrir, après quinze mois de vacances que Charles lui avait imposés, pour gagner la pension que lui faisait Louis XIV. Une vive irritation contre la France régnait dans les deux chambres. Louis essaya de la désarmer par quelques concessions faites aux dépens du commerce français, pour acheter, non pas même l'alliance, mais la neutralité de l'Angleterre. Toutefois, l'heure de la paix n'était pas venue encore, la paix que les peuples réclament bien avant que les rois se décident à la faire, et Louis se trouva prêt avant tous ses ennemis.

En plein hiver, le 28 février, Luxembourg vint camper sous les murs de Valenciennes, une des trois

places qui, avec Saint-Omer et Cambray, enclavées comme elle dans les conquêtes de la France, restaient encore aux Espagnols pour garder leur frontière. Avec un Vauban pour conduire le siége, un Louvois pour approvisionner les troupes, et un Luxembourg pour les commander, la reddition d'une place pouvait se prédire à jour fixe. Aussi Louis fut-il appelé le 4 mars, quelques jours seulement avant la victoire, pour qu'il eût l'air de la gagner en personne. La garnison n'était que de trois mille hommes, mais bien pourvue de munitions et de vivres, et douze ans d'immunité d'impôts furent promis aux bourgeois s'ils faisaient cause commune avec elle.

Les Français, animés par la présence de leur roi, travaillaient à la tranchée avec une ardeur incroyable, dans la glace d'abord, et bientôt dans la boue. Une place aussi forte, aussi bien défendue, ne pouvait être emportée que par surprise, et c'est là-dessus que comptait Vauban. D'ordinaire, les attaques des Français n'avaient lieu que dans la nuit ; les ennemis, qui s'y attendaient, se relâchaient pendant le jour de leur surveillance. Le 17 janvier au matin, le feu, qui avait duré sans relâche toute la nuit, cessa soudainement ; l'ennemi crut l'assaut remis à la nuit suivante. Tout d'un coup, en plein jour, la maison du roi, avec une division d'infanterie, s'élance à l'assaut. En un clin d'œil, la contrescarpe, avec ses défenseurs, fatigués d'une nuit de veille, est enlevée d'un coup de main. Les assiégés, intimidés, se replient sur le corps de la place, suivis d'ouvrage en ouvrage par les assaillants. Bientôt le gros de l'armée se verse tout entier, comme un torrent, dans le lit qu'on vient de lui faire, et les Français, que rien ne peut arrêter, se trou-

vent maîtres de Valenciennes avant d'y avoir songé.

Quinze jours avaient suffi pour conquérir une des plus fortes places des Pays-Bas. Huit jours, et la moitié de son armée, suffirent à Luxembourg pour s'emparer de Cambray, toujours en présence du roi, pendant que le duc d'Orléans allait assiéger Saint-Omer. Le prince d'Orange, à la tête de trente mille hommes, essaya de la secourir; mais Luxembourg, avec une forte division, accourut aussitôt. Après un combat acharné, les alliés, laissant plus de cinq mille hommes sur le carreau, se replièrent en bon ordre sur Ypres. Saint-Omer ne tarda pas à capituler, et la Flandre, où l'Espagne, en fait de places fortes, ne possédait plus que Mons et Namur, resta ouverte aux incursions de l'ennemi.

En Catalogne, les armes de l'Espagne n'étaient pas plus heureuses que dans le Nord. Navailles, refoulé vers le Roussillon par Monterey, supérieur en forces, avait fauché dans un dernier combat la fleur de la noblesse castillane. Enfin, d'Estrées, à la tête de huit vaisseaux, en partie équipés par lui, était allé, dans deux campagnes successives, ravager les établissements des Hollandais aux Antilles et au Sénégal, et anéantir leur flotte à Tabago, dans deux combats vivement disputés. Ainsi les armes de la France étaient partout victorieuses, même sur mer, et contre la patrie de Ruyter. La Hollande avait subi, sans compensation, des pertes cruelles; les Pays-Bas échappaient peu à peu à l'Espagne, chaque jour diminuée. Séparés comme réunis, les deux peuples étaient visiblement hors d'état de continuer contre la France, toute seule, une lutte où l'Empire ne les soutenait que de sa bonne volonté impuissante.

Au début de l'an 1678, voici la situation de l'Europe: la Hollande, épuisée par des efforts surhumains pour

soutenir une guerre dont le poids retombait tout entier sur elle, soupirait après la paix. L'habile représentant de la France en Hollande n'épargnait rien pour miner sourdement le crédit de Guillaume, et ameuter contre lui le parti de la paix, chaque jour plus puissant. L'Espagne, dont l'incapacité et l'impuissance éclataient à tous les yeux, essayait de regagner par la diplomatie le terrain perdu par la guerre. Tous ses efforts tendaient à brouiller l'Angleterre avec la France, et à soulever le sentiment national du peuple anglais contre son indigne roi, devenu le pensionnaire du monarque français. Quant à Louis, prêt à négocier comme à combattre, il se disposait à pousser la guerre avec plus de vigueur que jamais, sachant que quelques victoires de plus seraient le meilleur appui pour ses négociations.

A l'instigation de l'ambassadeur espagnol, le parlement finit par présenter à Charles une adresse, où il insistait sur le danger des conquêtes de Louis en Flandre et en Sicile. Louis était averti : l'alliance anglaise allait lui échapper; la Hollande unissait ses efforts à ceux de l'Espagne. Enfin, le mariage de Guillaume d'Orange avec la nièce de Charles, mariage gros de menaces pour la France, acheva de changer la face des affaires. Un traité d'alliance fut signé à la Haye, le 16 janvier, entre la Hollande, l'Espagne et l'Angleterre. Celle-ci devait fournir à la Hollande trente mille soldats; aucun des trois pays ne pourrait traiter de la paix sans le consentement des deux autres.

Au nord, Louis continuait à étonner ses ennemis par la soudaineté et la vigueur de ses coups. Appuyé sur Louvois et sur Vauban, le génie de l'administration et celui de la guerre, dès le début de février son plan est dressé, des Pyrénées au Rhin, et du Rhin à la mer;

puis ses généraux se chargent de l'exécuter. A l'est, Créqui, le digne héritier de Turenne, vaincu d'abord, mais apprenant à vaincre par ses défaites même, après avoir ruiné l'Alsace pour mieux la défendre, s'était emparé, en 1677, de Fribourg en Brisgau, sur la rive droite du Rhin, et dès les premiers jours de mars, il était prêt à poursuivre ses succès sur le territoire allemand.

Mais c'était pour les Pays-Bas que Louis réservait les coups décisifs qui devaient hâter la paix. Aussi, dès le 7 février, il est à Metz avec la reine et toute sa cour, comme s'il s'apprêtait à marcher sur le Rhin. Pendant ce temps, son armée des Pays-Bas est partout à la fois : elle investit, presque le même jour, Mons, Namur, Luxembourg et Ypres. Puis tout d'un coup, le roi, qui se trouvait à Stenay, se jette vers l'ouest, franchit cinquante lieues à cheval, et ne s'arrête que sous les murs de Gand, grande ville impossible à défendre. Aussitôt l'armée française renonce à toutes ses feintes attaques, et cinquante mille hommes viennent se masser autour de Gand. Dès le 5 mars, la tranchée est ouverte ; un feu terrible s'abat sur la ville, et déconcerte toute résistance. Le 9, l'assaut est livré, tous les ouvrages extérieurs sont emportés, et la bourgeoisie, redoutant le pillage, force le gouverneur espagnol à capituler. Ypres se rend à son tour, après une courte résistance. Les Espagnols sont là, à quelques lieues, et ils n'ont pas même essayé de sauver la seconde capitale de la Flandre !

La secrète visée de Louis XIV, c'était de détacher la Hollande de ses alliés, de traiter séparément avec elle, et de ressusciter le vieux parti républicain, enterré avec de Witt. Le premier succès de sa diplomatie, ce fut

d'obtenir des états généraux de ratifier, seulement comme défensif, le traité de la Hollande avec l'Angleterre, et de réduire d'un tiers leur armée. D'un autre côté, Charles II, sur qui l'opinion publique pesait de plus en plus, avait vu son parlement voter malgré lui un subside de guerre, chose sans exemple dans les fastes parlementaires. La nouvelle de la prise de Gand, éclatant comme une bombe au sein de l'Angleterre indignée, avait forcé Charles à envoyer en Flandre quelques semblants de secours aux Espagnols, et à interdire pour trois ans le marché anglais aux marchandises françaises, autre manière de faire la guerre à la France! Mais l'Angleterre voulait plus : elle voulait une rupture ouverte, une bonne et franche déclaration de guerre, que son roi se refusait à faire, pressé comme dans un étau entre les exigences de son neveu et celles de son ancien allié.

Cependant le roi de France, mêlant les négociations à la guerre, envoyait au congrès de Nimègue son ultimatum pour la paix générale, et s'apprêtait en même temps, s'il n'était pas admis, à pousser la guerre avec une nouvelle vigueur. Ses conditions toutefois étaient plus modérées qu'on n'aurait pu l'attendre. Elles furent repoussées néanmoins par l'Espagne et l'Empire. La Hollande seule, après quelques hésitations, finit par les accepter. Dans la nuit du 10 au 11 août, deux traités, l'un politique, tout au profit de la France, l'autre commercial, au profit de la Hollande, furent signés par les deux puissances seulement. C'était le fameux traité de Nimègue, qui devait doter l'Europe de la paix, et qui marque le point culminant de la grandeur de Louis XIV, devenu l'arbitre du continent.

Mais ce traité, ratifié d'avance par l'opinion à Amsterdam, ne faisait pas le compte du prince d'Orange

qui avait tout à gagner à la guerre, tout à perdre à la paix. Mons était bloqué par l'armée française, et Guillaume s'apprêtait à le délivrer. Ignorant ou feignant d'ignorer le traité, le 14 août, deux jours après sa signature, il attaqua à l'improviste le maréchal de Luxembourg, qu'il faillit surprendre, et dont il enleva l'argenterie, car en guerre tout est légitime, et l'on vole aussi bien qu'on tue! Cette sanglante et inutile bataille de Saint-Denis coûta quatre mille hommes à chacune des deux armées. Elle déchaîna contre le prince d'Orange un concert d'accusations. Il se justifia de son mieux, en soutenant qu'il n'avait su la paix conclue que le lendemain de la bataille, fait que chacun jugera peu probable. La question, restée indécise, a laissé une tache sur l'honneur de Guillaume. Gourville, dans ses curieux mémoires [1], l'accuse d'avoir avoué plus tard « qu'il connaissait le traité; mais qu'il avait pensé que M. de Luxembourg, qui le connaissait aussi, en serait moins sur ses gardes; et que si, des deux parts, on perdait quelque monde, *cela ne serait d'aucune conséquence*, puisque, aussi bien, il fallait en réformer. » Et voilà à quel prix s'achète la gloire des batailles, et le cas que font de la vie humaine ceux qu'on appelle des conquérants, et qu'on devrait appeler des bourreaux!

Les représentants de l'Espagne, après s'être récriés sur ce qu'ils appelaient « la défection des Provinces-Unies », finirent par suivre leur exemple, et par accepter le traité. Mais ce qui décida surtout le cabinet de Madrid, c'est que Louis, tout en traitant de la paix, continuait à agir en ennemi, et à rançonner les Pays-Bas espagnols avec une rigueur que ses troupes n'avaient

1. *Collection Michaud*, 3e série, t. VIII, p. 575.

pas montrée, même pendant la guerre. Cette tactique, peu généreuse et peu loyale, atteignit son but : le 17 septembre, l'Espagne signa à son tour le traité de Nimègue. Les Hollandais, en le rédigeant, avaient stipulé en faveur de leurs alliés espagnols que la France leur rendrait Charleroi, Oudenarde, Ath, Limbourg et Gand, considérés comme une barrière suffisante contre toute invasion du côté du midi; plus Puycerda en Catalogne, avec tout son district. Louis, en revanche, gardait la Franche-Comté, complément nécessaire de sa frontière de l'est, et conservait dans les Pays-Bas ses conquêtes les plus importantes : Ypres, Cambray, Saint-Omer, Aire et Valenciennes.

Ce traité, qui inscrivait dans le droit européen la grandeur de la France, assise sur des bases plus solides que jamais, fut fort mal accueilli des puissances du continent. Tous ceux des confédérés qui n'y avaient pas accédé firent entendre d'amères récriminations. Les représentants de la Hollande, qui l'avaient signé les premiers, furent insultés à Nimègue : peu s'en fallut que, au sein même du congrès, on n'en vînt aux voies de fait, en l'honneur de la paix. Le misérable Charles II qui, au fond, n'était pas fâché de la voir conclue, protesta pourtant contre elle. Il avait joué dans toutes les négociations le rôle le plus honteux et le plus lâche, offrant aux deux partis sa médiation, pour se la faire payer des deux côtés; tantôt penchant vers le roi de France, quand celui-ci lui envoyait des subsides, tantôt intriguant avec le prince d'Orange pour pousser la Hollande à la guerre, chaque fois qu'il jugeait à propos de détourner au dehors par des démonstrations belliqueuses l'attention de son parlement, pour écarter au dedans les tempêtes qui menaçaient l'Angleterre.

L'Empereur résista plus longtemps que l'Espagne; mais quelques défaites, infligées par la France, finirent par vaincre la résistance de Léopold, aussi lent à se décider à la paix qu'à la guerre. Ce ne fut que le 5 février 1679 que l'Empereur se résigna à cette paix humiliante. L'Allemagne et le Danemark, abandonnés à eux-mêmes, ne pouvaient plus résister, ils finirent par imiter son exemple. Ajoutons en terminant que les deux rois de France et d'Espagne, l'un à Fontainebleau, l'autre à Madrid, jurèrent en grande pompe d'observer fidèlement ce traité qui, après tant de sang inutilement versé, devait rapprocher les deux couronnes, et préparer le moment où elles se fondraient l'une dans l'autre, et où la dynastie des Bourbons remplacerait celle de Charles-Quint sur le trône de la Péninsule.

LIVRE XL.

CHAPITRE I.

MINISTÈRES DE MEDINA-CELI ET D'OROPESA.

1680 A 1691.

Les mariages et les fêtes nous ont fait oublier les affaires ; il faut reprendre le courant de l'histoire, c'est-à-dire le récit des misérables intrigues de cour qui en tiennent lieu à l'Espagne, avilie et ruinée au dedans, vaincue et humiliée au dehors. Un roi idiot est assis sur le trône : à défaut des Lerme et des Olivarez, qu'on en est venu presque à regretter, des aventuriers de la plus basse espèce s'essayent l'un après l'autre à manier le sceptre de Charles-Quint, qu'une série de princes incapables ont laissé tomber de leurs mains. La grandesse, dépossédée du pouvoir, s'agite pour le reconquérir. L'armée espagnole, naguère la terreur de l'Europe, est réduite à quelques milliers d'hommes, mal nourris et mal payés ; la flotte, à quelques galères désemparées, éparses à tous les bouts de ces deux mondes, qui naguère appartenaient à l'Espagne ; Charles II règne, de nom, du moins, et Eguya gouverne ! Comme la plupart des hommes d'État castillans, qui se formaient aux affaires par la

domesticité, et montaient en rampant aux premières dignités du royaume, Eguya avait commencé par être page avant de devenir ministre. Le secret de sa fortune, c'était sa bassesse, et son talent de flatter tous ceux qui passèrent par le pouvoir, depuis Valenzuela jusqu'à don Juan.

Et cependant il n'eût pas été difficile de trouver à la cour des candidats moins indignes du titre de premier ministre, comme le duc de Medina-Celi et le connétable de Castille. Medina, d'humeur douce et insinuante, était un courtisan accompli, ce qui, au sud des Pyrénées, suffit pour faire un homme d'État. De naissance illustre, possesseur d'une immense fortune, il était en même temps grand chambellan du roi et président du conseil de Castille. Autour de lui se groupaient les restes du parti de don Juan ; enfin, le roi, dont il fallait bien tenir quelque compte, en dépit de sa nullité, penchait du côté de Medina-Celi qui, avec sa grâce insinuante, avait su se faire bien venir de lui.

Son rival, le connétable, duc de Frias, plus âgé et plus capable que Medina, s'était en revanche fait une foule d'ennemis par la hauteur de ses manières. Dans la querelle entre don Juan et la reine mère, il avait épousé la cause d'Anne d'Autriche, qui n'épargnait rien pour en faire un premier ministre. Mais Eguya, le premier en date de tous ces prétendants, avait pour lui la possession du pouvoir et l'oreille du monarque. Annulant habilement ses deux rivaux l'un par l'autre, il entretenait dans l'âme de Charles une peur d'enfant d'être tenu en lisière par le tuteur qu'il se donnerait. Premier ministre de fait sans l'être de nom, il gouvernait en réalité la Péninsule pendant une sorte d'*interim*, qu'il s'appliquait à faire durer en s'appuyant sur deux hautes influences,

le confesseur du roi et la duchesse de Terranueva.

Quant à la reine mère, son crédit, un instant ressuscité après la mort de don Juan, s'était bien vite éclipsé. Charles, incapable de se gouverner lui-même, était devenu rebelle au joug maternel, qu'il avait subi trop longtemps. Pour ne pas faire éclater sa disgrâce aux yeux du public, la reine s'absentait souvent de la cour, sous prétexte de son âge et du repos dont elle avait besoin. Enfin la jeune reine, malgré l'affection de Charles pour elle, resta, pendant sa trop courte vie, sans influence politique, grâce à son caractère peu entreprenant et à son origine étrangère.

Dans l'intervalle, les affaires de l'État se traînaient dans leur ornière accoutumée. Paresse, corruption, incapacité, ces trois mots résument l'administration d'Eguya, si l'on peut appeler de ce nom la routine insouciante d'un valet passé ministre, pour qui rien n'était sérieux que de conserver le pouvoir. Aux dépêches les plus pressantes, il ne répondait jamais que par un mot : *Veremos* (nous verrons), mot qui, depuis Philippe II, enferme à lui seul, dans la Péninsule, toute la langue des affaires.

L'Espagne se sentait dépérir, comme un peuple qu'on exploite au lieu de le gouverner. Tous les ressorts de l'autorité étaient détendus. Il faut que l'exemple parte d'en haut pour être suivi, surtout chez ces races latines où l'individu n'existe pas, races éternellement mineures, qui ont besoin que l'on pense et que l'on veuille pour elles, et où nul ne remplit plus son devoir quand le gouvernement, qui se charge de tout faire et de tout prévoir, a cessé de remplir le sien. A la fin, Eguya, effrayé du concert de plaintes et de récriminations qui montait vers le trône de tous les points du pays, sentit le besoin

de se décharger sur un autre d'une responsabilité qui lui pesait. Entre les deux prétendants qui se partageaient la cour et le pays, il se décida pour Medina-Celi, comme celui sous lequel il aurait le plus de chance de conserver quelques débris de pouvoir. Lui-même plaida auprès du roi la cause de son rival, et Charles se décida sans peine à confier au duc la tâche, au-dessus des forces humaines, sous laquelle Eguya venait de succomber.

Toujours déçus dans leurs espérances, les peuples, comme les enfants, ne se lassent pas d'espérer. Après tant de déceptions, l'Espagne prit encore au sérieux ce nouveau Messie, et attendit de lui son salut; mais le mal était trop invétéré pour céder, le médecin même eût-il été plus habile! De toutes les lacunes du nouveau ministre, la plus grave c'était d'être resté jusqu'à quarante-cinq ans étranger aux affaires. Courtisan émérite, c'était à la cour qu'il avait fait toutes ses campagnes et gagné tous ses grades. Eguya seul pouvait lui disputer son empire sur le faible monarque, qu'il fallait chaque jour façonner à vouloir; mais la science du gouvernement lui était tout à fait étrangère, et jamais tâche plus redoutable n'était échue à des mains plus incapables de la remplir.

L'Espagne s'en aperçut bien vite à ses dépens : l'incapacité, la paresse de Medina, vrai type de l'homme d'État espagnol, éclatèrent bien vite à tous les yeux. Bientôt à l'inertie succédèrent les fautes : le trésor était vide, le duc crut le remplir en abaissant le taux des monnaies de billon, comme si appauvrir le pays, c'était enrichir le monarque! Une réduction arbitraire sur le prix des denrées nécessaires à la vie amena dans Madrid des troubles sérieux. Les boulangers fermèrent boutique plutôt que de vendre à perte, et la ville et la cour furent

un instant sur le point de manquer de pain. Le roi et ses ministres ne pouvaient plus passer dans les rues sans entendre résonner à leurs oreilles ce cri, si profondément espagnol : « Vive le roi ! meure le mauvais gouvernement ! » L'incapable Medina, effrayé de sa responsabilité, chercha en vain à la faire partager à des *juntes* ou conseils, impuissants comme lui à porter ce fardeau qu'il croyait alléger en le divisant.

Un citoyen dévoué, chose rare partout, mais surtout en Espagne, un certain Marcos Diaz, négociant de Madrid, présenta au ministre un projet destiné à accroître les revenus de la couronne, tout en diminuant les charges du pays. Il accusait hautement la municipalité de Madrid de lever des taxes énormes dont elle ne rendait jamais compte, sous prétexte de se rembourser d'avances faites au dernier roi. Il proposait de faire rendre gorge aux sangsues qui dévoraient l'État, et prouvait qu'un dixième à peine des sommes perçues entrait dans le trésor public. Enfin il s'engageait, avec le produit légitime de certaines taxes, à défrayer les dépenses de la maison royale, et à diminuer les impôts.

Le duc ne pouvait pas mal recevoir un homme qui parlait d'accroître les revenus de la couronne ; mais il se garda bien de rien faire pour réaliser son plan financier. Quant à Marcos, il ne tarda pas à succomber sous les haines qu'il avait soulevées, et périt assassiné par des hommes masqués sous la route d'Alcalá. Medina l'avait averti du danger de s'attaquer à si forte partie ; il l'avait même logé dans le palais, en l'engageant à ne pas le quitter, sans quoi il ne répondait pas de sa vie. Marcos ne l'écouta pas, et périt victime de sa téméraire confiance ; mais le peuple, qui avait pris ses promesses au sérieux, se chargea de le venger : ses funérailles, où

assista la ville entière, furent un deuil public, et une menace contre les assassins que la voix du peuple désignait hautement. Des groupes tumultueux se formèrent autour du palais, et le cri de « mort au mauvais gouvernement ! » retentit plus menaçant que jamais, sans qu'on y ajoutât celui de « vive le roi ! » Une insurrection semblait prête à éclater ; mais Medina connaissait le peuple de Madrid, prompt à parler, lent à agir ; les mécontents n'avaient ni chef, ni plan, ni but précis ; l'insurrection s'évanouit en fumée. Le roi en fut quitte pour être quelques jours sans sortir de son palais. L'Espagne n'en fut ni mieux, ni plus mal gouvernée, et les deux abus séculaires sous lesquels elle a toujours gémi, la venalité des offices et la corruption des employés de l'État, suivirent leur train accoutumé.

Pendant que ceci se passait, le roi et ses ministres s'occupaient à courir les fêtes religieuses dont le récit, à défaut d'événements, remplit les pages fastidieuses des gazetiers de l'époque. Quant à la jeune reine, elle ne sortait de sa reclusion habituelle que pour assister à la canonisation d'un saint, ou à une messe célébrée dans le rite chaldaïque par un prêtre de Mossoul en Asie. La reine, dans sa curiosité naïve, eut le malheur de lui demander « si les femmes étaient aussi sévèrement enfermées à Mossoul qu'à Madrid. » Ce crime de lèse-étiquette fut exploité contre elle par son inflexible duègne, et le roi, dont la tendresse pour sa femme avait résisté à toutes les attaques, lui montra pendant quelques jours une froideur inaccoutumée.

Mais l'événement de l'année, ce fut le solennel *auto-da-fé* du 30 mai 1680, la date la plus mémorable du règne, au dire des historiens espagnols. Il était d'usage, à l'avénement d'une reine, de la régaler d'un *auto-da-fé;*

c'est ainsi que l'inquisition en 1560 avait salué la venue de la femme de Philippe II; mais l'Espagne n'avait pas encore payé sa dette à la nièce du *Grand Roi*, et Madrid, depuis quarante ans, soupirait après ce spectacle que tous les combats de taureaux ne remplaçaient pas pour lui. Nous extrayons d'un récit officiel quelques détails sur cette pompe sanguinaire, qui paraît avoir laissé dans tous les esprits l'impression la plus profonde.

Longtemps avant le jour fixé, on avait construit sur la *Plaza mayor* un immense théâtre, capable de contenir, outre une foule de spectateurs, les innombrables acteurs qui devaient figurer dans la cérémonie. Une compagnie de deux cent cinquante *soldats de la foi*, recrutés à cet effet et équipés avec luxe, s'étaient mis au service de l'inquisition qui, ayant, comme chacun sait, horreur du sang, n'a pas de forces militaires qui lui appartiennent. Chacun d'eux portait sur l'épaule une fascine pour le bûcher. Le grand d'Espagne qui les commandait vint offrir la sienne au roi qui la lui rendit avec ses remerciements, en le priant de la jeter la première au feu, ce qui fut religieusement exécuté.

Quatre-vingts grands d'Espagne, familiers du saint-office, accompagnaient la procession, et l'étendard du pieux tribunal était porté par le premier ministre. Le cortége se dirigea le matin de ce grand jour vers la *Plaza mayor*. On y voyait toutes les juntes ou conseils, les cours de justice, les corporations religieuses, en un mot tous les corps constitués. Puis venaient les condamnés à des peines diverses, depuis la mort jusqu'au fouet, au nombre de cent vingt. Sur la place attendaient, du haut d'un balcon doré revêtu de tapis magnifiques, le roi, les deux reines, les ambassadeurs et la cour tout entière.

Le cardinal-archevêque de Tolède et le patriarche occupaient des places d'honneur ; le grand inquisiteur siégeait à part sur une estrade plus élevée que le trône du roi. Une messe fut célébrée et un sermon prononcé sur ce texte : « *Exsurge, Domine, et judica causam tuam.* Puis le roi prêta, entre les mains du grand inquisiteur, serment de protéger la foi catholique, d'extirper l'hérésie, et d'employer tout son pouvoir à seconder l'action du saint-office. On lut ensuite les sentences des condamnés, lecture qui dura plusieurs heures. Puis ceux qui étaient réservés à la mort furent conduits au lieu du supplice, hors des portes de la ville, sous l'escorte des *soldats de la foi* et de la justice séculière.

Le bûcher était haut de sept pieds et large de soixante. On y montait par un large escalier, et vingt pieux s'y dressaient à des distances régulières. Les vingt condamnés étaient presque tous des juifs, race privilégiée qui fournissait à l'inquisition sa pâture. Une cinquantaine d'accusés des deux sexes, condamnés pour la première fois, en furent quittes pour la prison. Quant aux *relaps pénitents,* on leur fit grâce du bûcher, et ils furent étranglés sur un échafaud. Enfin les relaps endurcis furent livrés aux flammes, poursuivis jusqu'à leurs derniers moments par les injures et les arguments des prêtres fanatiques qui venaient les *assister* à leur heure suprême. Le supplice, commencé à neuf heures, ne se termina qu'à minuit, quand tous les cadavres eurent été consumés.

Au moment où on emmenait les condamnés hors de la *Plaza mayor,* une jeune et belle juive, âgée de dix-sept ans, attira les regards de la reine. Elle devina l'émotion de sa souveraine, et en appelant à sa pitié : « Madame, lui dit-elle, votre présence ne servira-t-elle

pas au moins à commuer ma peine? » La reine, n'osant lui répondre, se détourna pour lui cacher ses pleurs, car, sous les yeux jaloux des Argus qui l'entouraient, pleurer était déjà un crime. Un fait ajoute encore à l'odieux de cette scène : pendant que de pauvres victimes, prises dans les rangs inférieurs de la société, périssaient sur l'échafaud, des juifs opulents, connus pour leur attachement à la foi qu'ils avaient abjurée, achetaient à prix d'or le droit de rester dans Madrid, et y occupaient des emplois élevés dans la perception des impôts. Seulement, le saint-office se réservait de faire rendre gorge de temps en temps à ces sangsues, engraissées du plus pur sang du peuple.

Le cœur nous manque pour raconter les ténébreuses intrigues qui amenèrent la chute de la duchesse de Terranueva, et le triomphe de la jeune reine, dans ce duel opiniâtre entre l'étiquette de cour et l'affection de son royal époux. Quant au duc de Medina-Celi, demeuré maître de la situation, après le départ de la duchesse et du confesseur du roi, sa chute devait suivre de près celle de l'inexorable duègne. La cause réelle de sa disgrâce, ce fut l'état de dénûment du trésor public. Un beau jour, le roi et la reine, au moment de partir pour Aranjuez, furent tout étonnés d'apprendre que les fonds manquaient pour le voyage. Le duc, épouvanté, fit de l'argent à tout prix en vendant une vice-royauté dans l'Inde et deux autres en Europe. Mais son crédit n'en fut pas moins ébranlé, et l'on put dès lors prévoir l'heure de sa chute.

Après Aranjuez vint l'Escurial, tombeau vivant où les *rois catholiques* vont s'enterrer chaque année, en attendant qu'ils y restent ensevelis pour jamais. Un automne pluvieux, dans cette morne résidence qu'on dirait taillée

dans le granit, eut sur l'esprit impressible de Charles II une fatale influence. Durant des journées entières, sous prétexte de se livrer à la chasse, il aimait à s'égarer dans ces vastes solitudes, seul avec ses tristes pensées; souvent le soir arrivait sans qu'on sût de quel côté il avait dirigé ses pas. Cette tristesse, héréditaire dans sa famille, n'était pas chez lui une affection de l'âme, c'était une maladie, et le séjour à l'Escurial ne fit que développer chez lui un germe qui existait déjà.

Il faut avoir passé ne fût-ce que quelques jours dans ce morne palais, prison dans un désert, entourée de noires forêts d'yeuses qui ajoutent à son aspect lugubre; il faut avoir entendu la bise gémir dans ses longs corridors, toujours glacés, même en été, pour comprendre la mélancolie empreinte sur cette race, qui va s'abâtardissant à chaque règne, depuis Philippe II jusqu'à Charles, son dernier rejeton! Les superstitions populaires venaient encore s'ajouter à celles du monarque, toujours préoccupé de la pensée de sa mort, sous ce toit où l'attendaient ses aïeux : les moines, qui habitaient le couvent, adossé au palais, croyaient entendre chaque nuit l'ombre de Philippe II rôder dans leurs cloîtres déserts, et les paysans du hameau ne regardaient qu'avec effroi la triste demeure, résidence et tombeau de leurs rois.

En attendant que se rompît ce fil fragile de la vie de Charles II, le pays était descendu au dernier degré d'humiliation et de misère; le mal en était venu au point de ne pouvoir plus s'accroître. En Espagne, en Flandre, en Italie, les soldats n'étaient ni payés, ni vêtus, ni nourris. Le gouverneur des Pays-Bas, Alexandre Farnèse, indigne du beau nom qu'il portait, ne songeait

qu'à ses plaisirs, et à la goutte qui se chargeait de les punir. La peste désolait l'Andalousie, et gagnait peu à peu tout le midi de la Péninsule. La vie sociale était suspendue : les négociants fermaient leurs magasins déserts, les banquiers leurs caisses vides. Dans ce pays, que l'or du nouveau monde traversait sans s'y arrêter, comme les aliments traversent l'estomac, le trésor était à sec ; les employés, qu'on avait cessé de payer, ne travaillaient plus que sous le coup des menaces et des châtiments. Toute source de revenus étant tarie, les riches, pour subsister, vendaient leurs meubles, et les pauvres mouraient de faim. On en revenait à l'enfance des sociétés, et, faute d'argent, le commerce se faisait au moyen d'échanges. Les emplois se vendaient à l'encan, et la marchandise, trop souvent, ne trouvait pas d'acquéreurs. La police était impuissante à protéger comme à punir : les rues appartenaient aux bandits qui les infestaient ; le meurtre et le brigandage y régnaient, même en plein jour. Les riches étaient condamnés à l'aumône forcée, sous la menace du fer ou du feu. Enfin les corps de métiers, poussés à bout par des prohibitions insensées, s'assemblaient sous les fenêtres du palais, et forçaient par leurs cris menaçants le roi à révoquer les édits qui les gênaient.

Tous les fléaux semblaient déchaînés à la fois sur ce malheureux pays : une tempête engloutissait en un jour cinq galions avec quatorze cents hommes et 3 millions de ducats (environ 20 millions de francs). L'Océan, rompant ses digues, inondait les Pays-Bas espagnols. La ville la plus commerçante de la Péninsule, Séville, avait perdu les trois quarts de ses habitants. Les tremblements de terre ajoutaient leurs ravages à ceux de la peste : à Malaga, les remparts, dix-huit cents

maisons et quinze couvents étaient renversés par une seule secousse. Mais tout cela n'était rien à côté des ravages exercés par la famine. Les paysans disputaient à leurs troupeaux l'herbe des champs, et dans les villes, les boulangers se dérobaient en fuyant à la tâche impossible de faire du pain sans farine.

Hors de la Péninsule, la situation des provinces vassales était plus triste encore. A Naples, le vice-roi avait perdu toute autorité : ses soldats l'arrêtaient dans la rue pour réclamer de lui la solde arriérée. La ville était aux mains d'une association de bandits qui levaient impôt en plein jour, et que personne ne songeait à réprimer. En face de cette lente agonie d'un grand peuple, ses voisins se disputaient ses dépouilles, même avant qu'il ne fût mort. Les Maures avaient mis les Espagnols à la porte de l'Afrique, où il ne leur restait plus qu'Oran, serré de près par l'ennemi. Les flibustiers ou *boucaniers* continuaient à désoler les Indes de l'Ouest et l'Amérique du Sud. Dédaignant de s'emparer de ces riches pays que d'autres avaient conquis pour eux, ils se contentaient d'y lever impôt par la terreur. Le Portugal, à peine échappé au joug de l'Espagne, lui disputait l'empire des mers dans l'Amérique du Sud, et dictait à ses maîtres d'hier une paix humiliante qu'ils acceptaient à genoux. C'est dans cet abîme de honte et de misère qu'était plongée la nation qui, pendant tout le XVI[e] siècle, avait dicté la loi à l'Europe. L'Espagne expiait ainsi le tort qui l'a perdue, celui de pousser son principe à ses dernières extrémités. L'inquisition et le pouvoir absolu avaient arrêté tout court la marche de ce grand peuple, attardé dans les voies du moyen âge, pendant que l'Europe entière entrait dans des voies nouvelles. L'inquisition a disparu, dans ce siècle seule-

ment, le pouvoir absolu n'a pas tardé à la suivre; mais qui osera prédire ce qui est destiné à les remplacer ?

Revenons aux événements extérieurs : jusqu'ici l'Espagne n'a subi que des humiliations, nous allons la voir assaillie par des dangers plus réels. Sans trésor, sans marine, sans armée, au moment où tous les États du continent tendent à accroître leur état militaire, le cabinet de Madrid, avec cet orgueil insensé qu'il prend pour de la force, va s'exposer encore à une rupture avec le hautain monarque de la France. La paix, avec Louis XIV, n'était jamais qu'une trêve, et ne servait qu'à préparer la guerre. Après le traité de Nimègue, en 1678, pendant que l'Espagne, la Hollande et l'Empire désarmaient à l'envi, la France seule avait maintenu son armée sur le pied de guerre, et fortifié toutes les places conquises par elle dans les Pays-Bas. Grâce à l'imprévoyance ou à la faiblesse de ses ennemis, Louis XIV était maintenant l'arbitre du continent. Les traités qu'il contractait, c'était pour les violer; les courts intervalles de paix qui laissaient respirer l'Europe valaient à la France plus de conquêtes que les guerres les plus sanglantes. Jusque dans le traité de Westphalie, déjà vieux de trente ans, Louis allait chercher des prétextes à ses usurpations, toujours soudaines et violentes. C'est ainsi que, outre plusieurs districts de la Flandre espagnole, il annexait à son empire l'impériale cité de Strasbourg. Par un traité secret avec le duc de Mantoue, il mettait garnison française dans Casal, la clef du Milanais. L'Europe, saisie de terreur, le laissait faire, faute de pouvoir l'empêcher. Les uns, comme l'Espagne, la

Suède et la Hollande, se sentaient trop faibles, les autres trop divisés, comme l'Allemagne ou l'Italie, et l'audace de l'usurpateur s'accroissait de son impunité.

Mais quand, sous les plus futiles prétextes, on vit le roi de France réclamer dans les Pays-Bas Alost et une partie du territoire de Gand; quand on le vit, au printemps de 1682, bloquer Luxembourg et y lever des contributions comme en pays ennemi, l'Europe, à force de peur, finit par retrouver du courage. Dès octobre 1681, les Provinces-Unies avaient conclu avec la Suède un pacte secret de garantie contre toute infraction aux traités de Nimègue et de Munster. Le 28 février 1682, l'Empire adhéra à ce traité. Louis, craignant d'avoir bientôt tout le continent sur les bras, se hâta de lever le blocus de Luxembourg, ce qui n'empêcha pas l'Espagne et l'Électeur de Bavière de grossir la coalition. En attendant l'heure d'agir, les coalisés se promettaient un mutuel appui contre l'ennemi commun. Mais ce qui manquait à la ligue, ce n'était pas les soldats, c'était l'argent, et la Hollande, la seule qui en eût, se refusait à en donner.

A la fin d'août 1683, le délai fixé par la France au cabinet de Madrid pour céder à ses exigences était écoulé. Louis, on le sait, n'était jamais lent à agir, et avait toujours des armées à mettre au service de ses prétentions, bien ou mal fondées. Dès les premiers jours de septembre, quarante mille Français envahirent les Pays-Bas, et mirent le siége devant Courtray, qui se rendit au bout de deux jours. L'Espagne riposta par une déclaration de guerre qu'elle n'était pas en état de soutenir. Dixmude se rendit après Courtray, pendant que Créqui bombardait sans pitié Luxembourg. Louis, voulant laisser au cabinet de Madrid le temps de la réflexion,

lui accorda un nouveau délai ; mais en attendant, l'armée française continua à ruiner tout le pays par des contributions de guerre.

L'Espagne eut beau appeler ses alliés à son aide, personne n'était prêt, personne n'osa bouger, tant était grande la terreur que Louis inspirait. Le lâche et vénal Charles II, qui avait offert aux deux parties sa médiation, vendit un million à Louis sa neutralité et une nouvelle prorogation du parlement. Le prince d'Orange avait pris sur lui d'envoyer en Flandre quatorze mille hommes, sans l'agrément des états généraux, au lieu de huit mille que stipulait le traité ; mais les soldats hollandais reçurent l'ordre d'éviter tout engagement. Dans l'intervalle, le dernier délai fixé à l'Espagne venait d'expirer (23 mars) ; d'Humières se mit à bombarder Oudenarde. Louis vint prendre le commandement de l'armée du Hainaut, pendant que Créqui, à la tête de trente-deux mille hommes, allait investir Luxembourg, dont la conquête eût ouvert à la France une voie vers la Hollande, sans passer par les Pays-Bas espagnols.

Le roi, qu'on ne voyait jamais devant une place assiégée que la veille du jour où elle devait se rendre, voulait surtout, en menaçant Mons et Bruxelles, empêcher l'ennemi de secourir Luxembourg. Le siége, conduit par Vauban, fut poussé avec tant de vigueur que, au bout de cinq semaines, la ville fut réduite à capituler. Vauban s'empressa de réparer les brèches qu'il y avait faites, et la rendit bientôt la clef de la frontière entre la Meuse et la Moselle.

Le plan stratégique de Louis, c'était de ne jamais concentrer la guerre sur un seul point, mais de frapper ses ennemis de tous les côtés à la fois, sur le Rhin, sur l'Escaut et sur les Pyrénées. Ainsi, en mai 1684, le maré-

chal de Bellefond entre en Catalogne, passe le Ter, en culbutant une division espagnole, et vient mettre le siége devant l'imprenable cité de Gérone qui, assiégée vingt-trois fois, se vantait d'avoir toujours repoussé l'ennemi. Déjà les Français, malgré les ravages que les maladies faisaient dans leur camp, avaient emporté d'assaut tous les ouvrages extérieurs. Enhardis par ce premier succès, ils s'ouvrirent une voie sanglante jusqu'au cœur de la cité. Mais le danger souleva contre eux cette population énergique, décidée à périr plutôt que de se rendre. Des paysans, des bourgeois armés, soutenus par la haine de l'étranger, balayèrent devant eux l'élite des armées du *Grand Roi*, et la forcèrent à se retirer en laissant derrière elle son artillerie. La prise de quelques bourgades sur le bord de la mer ne suffit pas pour indemniser la France de son échec devant Gérone. L'histoire est là pour l'attester, depuis Roland jusqu'à Bonaparte, on n'entame pas un pays dont l'unité, voulue par la nature, est garantie à la fois par la mer, par les Pyrénées et par le patriotisme de ses habitants.

Louis, décidé à combattre l'Espagne partout, résolut de l'attaquer dans la puissante cité de Gênes, coupable de préférer le protectorat de la Castille à celui de la France. Gênes était attachée à son alliée par le plus puissant de tous les liens pour un peuple marchand, l'intérêt! Depuis les jours d'André Doria et de Charles-Quint, elle était à la fois la banque et l'arsenal maritime de la Péninsule. L'attaquer, c'était attaquer l'Espagne dans son endroit le plus sensible. Le 18 mai, une escadre française vint à l'improviste mouiller devant Gênes, et faire pleuvoir sur elle une grêle de bombes et de boulets. Le sénat et les nobles étaient tout prêts à se soumettre; mais le peuple indigné les força à résister malgré eux.

Tout le faubourg de San Pietro d'Arena, l'orgueil de la *cité de marbre*, les palais du doge et des sénateurs ne furent bientôt qu'un monceau de ruines. Gênes avait compté sur l'Espagne pour la défendre ; mais l'Espagne avait bien assez de se défendre elle-même. Gênes, incapable de résister seule, finit par céder. Louis, implacable dans ses rancunes, força le doge et quatre sénateurs à venir à Versailles lui apporter les excuses de la cité vaincue, coupable d'avoir osé lui résister. Mais cette puérile satisfaction d'amour-propre devait lui coûter cher; sa dureté gratuite contre un peuple inoffensif souleva contre lui les ressentiments de l'Europe, et lui prépara pour l'avenir de justes et sévères représailles.

En attendant que l'Europe fût prête, il fallait bien laisser faire ce qu'on ne pouvait pas empêcher. Les états généraux qui, pendant toute cette guerre, n'avaient songé qu'à éviter à tout prix une rupture avec Louis XIV, s'offrirent comme médiateurs, sur les bases posées par lui, entre l'Empire, l'Espagne et la France. Le 29 juin, Louis signa avec les Provinces-Unies un traité de paix, sérieux quant à la Hollande, mais dérisoire quant à l'Espagne; car, en s'engageant à cesser les hostilités dans les Pays-Bas, il se réservait le droit de les reporter sur les autres États de *S. M. Catholique*. Après la Hollande, ce fut le tour de l'Empire. Déjà Louis dirigeait sur le Rhin ses armées victorieuses, et la terreur marchait devant elles. Léopold avait besoin de toute sa liberté d'action pour tenir tête aux Hongrois révoltés et aux Turcs, que Sobieski venait de chasser de Vienne. Il finit par conclure avec la France, à Ratisbonne, une trêve de vingt ans. L'Espagne enfin, trahie par tous ses alliés, même par l'Angleterre, avec qui elle venait de conclure un nouveau traité, finit par accéder à la paix conclue par

l'Empire (15 août). Cette trêve de Ratisbonne, mieux encore que la paix de Nimègue, peut être considérée comme l'apogée de la puissance du *Grand Roi.*

MINISTÈRE D'OROPESA.

La retraite du confesseur du roi et de la duchesse de Terranueva, les deux ennemis les plus acharnés du nouveau ministre, auraient dû, ce semble, affermir sa position ; mais le pire ennemi de Medina, c'était lui-même et son incapacité. Vainement il s'efforçait de lutter contre une situation plus forte que lui ; les hontes de l'Espagne au dehors, ses embarras financiers et ses misères au dedans, tout retombait sur lui ; l'opinion publique, un instant abusée, le rendait justement responsable de tous les maux qu'il n'avait pas su guérir. Le pire embarras de la cour de Madrid, c'étaient ses créanciers, nationaux ou étrangers, qui la poursuivaient sans pitié de leurs réclamations trop fondées. Hollandais, Génois, Milanais, tous les peuples qui avaient avancé de l'argent à l'Espagne le lui redemandaient avec d'autant plus d'instance, que chacun savait qu'elle n'en avait pas à donner. Aussi l'honnête Charles II, poussé à bout, en venait-il à dire dans sa naïveté d'enfant : « Je n'ai jamais vu plus de dettes, et moins d'argent pour les payer ! Si cela continue, je serai obligé de refuser de donner audience à mes créanciers. »

A mesure que l'astre de Medina déclinait sur l'horizon, montait celui de son ancien rival, le comte d'Oropesa. Par un savant calcul, celui-ci s'était effacé pour laisser passer Medina avant lui, et le voir aux prises

avec les difficultés de sa position. Pour arriver maintenant, sentant l'heure venue, il comptait sur les ennemis de Medina, sur l'opinion qui le portait à sa place, et sur la faveur des deux reines. Medina, du reste, avait commis envers la reine mère une offense grave : il avait laissé arriérer sa pension, et ce sont là de ces injures qu'une reine ne pardonne pas! Anne avait retrouvé peu à peu sur son fils, esclave de l'habitude et des souvenirs, tout son ancien crédit; les emplois maintenant ne se donnaient que par elle. Enfin, Gênes venait de faire sa paix avec Louis XIV, par l'entremise du saint-père, et la défection de ces deux alliés de l'Espagne porta le dernier coup au crédit chancelant de l'infortuné Medina.

Un beau jour Charles, par un de ces prétendus coups de force auxquels on avait dressé sa faiblesse, écrivit à son ministre qu'il pouvait se retirer dans ses terres; une seconde missive lui apprit bientôt qu'il était destitué de tous ses emplois. C'est ainsi que tombent les ministres dans les monarchies du bon plaisir, et l'on se demande, en vérité, s'il ne vaut pas mieux périr sous un coup de majorité, dans un gouvernement parlementaire, que sous une intrigue de cour, ou le caprice d'un despote.

Les débuts d'Oropesa furent de nature à justifier les espérances qui avaient salué son arrivée au pouvoir. Ses premiers efforts se portèrent sur la plaie de la Péninsule, les finances. On lui sut gré de quelques réformes dans les dépenses inutiles qui ruinaient le pays pour enrichir la cour, et dans la répartition des impôts. Il releva le taux des monnaies de billon, imprudemment abaissé par son prédécesseur. Mais une réforme plus hardie, ce fut celle de la maison

royale, dont les folles profusions étaient une cause de ruine pour le pays. Fort de l'appui du monarque, qui semblait se piquer d'honneur, et prendre, sous un ministre sérieux, quelque goût aux affaires, Oropesa essaya résolûment de porter la hache sur cette forêt d'abus; mais ils étaient tellement enracinés que le réformateur finit par trouver plus facile de réformer le royaume que la maison du roi.

Rien ne prouve mieux la fausseté des principes qui régnaient alors en économie politique que les mesures prises par un ministre intelligent et honnête pour arrêter les progrès du luxe, et empêcher la sortie des métaux précieux. Ainsi il fit saisir dans les magasins des marchands, et jusque dans le palais du roi, les étoffes précieuses, les joyaux, les parures, propres à développer chez un peuple sensuel le goût de la toilette, et les fit brûler publiquement, « pour ramener, disait le décret, l'Espagne à sa simplicité primitive. »

Certes, les intentions d'Oropesa étaient bonnes quand il supprima quelques-unes des taxes les plus impopulaires; mais ces taxes avaient été affermées à des traitants, qui avaient fait sur leurs produits à venir des avances considérables. Ceux-ci réclamèrent, non sans justice, contre l'abolition de ces taxes qui leur servaient de garantie, et l'infortuné ministre, battu sur ce terrain, se retourna d'un autre côté : il essaya de supprimer les pensions non méritées et les emplois superflus. Mais y toucher, c'était toucher à l'arche sainte, les abus ici étant d'autant plus sacrés que ceux qui en bénéficiaient auraient pu mieux s'en passer. Ce ne fut qu'un cri parmi tous ceux qui étaient atteints, courtisans, sinécuristes, qui se partageaient la curée. Bientôt l'orage, qui grondait contre le ministre novateur, devint

plus menaçant que jamais. Le pays lui avait su gré de quelques réformes heureuses; mais quand on vit le produit de ces économies sortir du royaume, sous forme de subsides en hommes ou en argent que Charles envoyait au secours de l'Empire, le mécontentement devint général. Oropesa, au bout de quelque temps, ne fut guère moins impopulaire que son devancier Medina.

Dans l'intervalle, les relations de la France avec l'Espagne étaient devenues plus tendues que jamais. Une flotte française vint bloquer Cadix en pleine paix, et réclamer à coups de canon des marchandises confisquées sur des négociants français, et elle ne se retira qu'après avoir obtenu satisfaction. Ailleurs, un amiral espagnol, refusant de baisser pavillon devant quelques vaisseaux de guerre français, fut forcé, après trois heures de combat, à faire cette humiliante confession de son infériorité. Ainsi, d'un bout du monde à l'autre, sur terre comme sur mer, le *Grand Roi* faisait reconnaître son orgueilleuse primauté; mais aussi de sourdes haines s'amassaient partout contre lui, et l'heure des rétributions ne devait pas tarder à venir!

L'Angleterre, devenue sous son indigne roi la vassale de la France, venait enfin de changer de maître. Charles II était mort le 12 février 1685, en laissant après lui une des mémoires les plus justement flétries dont l'histoire fasse mention. A ce règne avili d'un roi devenu le pensionnaire d'un autre, nous ne connaissons qu'un pendant : c'est, dans notre histoire, le règne immonde de Louis XV qui, entre toutes ses hontes, n'a pourtant pas connu celle de trafiquer avec l'étranger des libertés et de l'honneur de son pays. Charles, protestant de nom, était mort catholique de fait, sans avoir

eu le courage de confesser sa foi, même sur son lit de mort. Son frère, le duc d'York, qui lui succéda sous le nom de Jacques II, allait essayer, avec plus de franchise que de succès, une œuvre impossible, celle d'asseoir le catholicisme sur le trône, dans le pays de l'Europe où la Réforme a jeté les plus profondes racines.

Un autre événement fatal pour la France allait signaler cette même année : c'est la *Révocation de l'édit de Nantes*, qui suit à un an de distance le mariage de Louis XIV avec la veuve de Scarron. La *Révocation* est restée une date néfaste pour la France ; c'est le temps d'arrêt dans sa prospérité, le point culminant où, après avoir constamment monté depuis Henri IV, elle commence à descendre. L'Espagne, fidèle à ce principe d'unité religieuse, sur lequel vivent et meurent les races latines, a toujours repoussé de son sein les hérétiques ; la France, plus intelligente, les avait tolérés tout en les persécutant. Henri IV, en pactisant avec eux par l'*édit de Nantes*, leur avait assuré, avec la liberté de conscience, les droits du citoyen... On peut mesurer tout ce que la France gagnait à cette tolérance, en voyant tout ce qu'elle a perdu à la cruelle et impolitique mesure qui a rejeté les protestants de son sein.

Du reste M[me] de Maintenon, et Louis XIV lui-même, sur la fin de sa vie, ont jugé comme nous leur œuvre, et s'en sont repentis ; mais il était trop tard pour la défaire. La France est restée veuve de trois à quatre cent mille de ses citoyens les plus industrieux, les plus honnêtes, les plus pieux, et ceux-ci ont été enrichir et moraliser les pays qui leur ont donné asile. Ce n'est pas tout : avec le million de soi-disant convertis qui sont demeurés derrière eux, un élément de discorde est

resté dans le pays pour y éterniser les haines religieuses. Mais ce qui est pire encore, un germe fatal de scepticisme y a été déposé dans les âmes, et le culte victorieux a peut-être plus perdu à ses imprudentes rigueurs que celui qu'il voulait déraciner. L'incrédulité haineuse et systématique, qu'on ne trouve qu'en terre catholique, où elle fait contre-poids à la superstition, a pris droit de cité dans notre France, le seul pays en Europe qui, dans ses heures d'égarement, ait essayé de se passer de Dieu. Mais le châtiment ne s'est pas fait attendre : depuis cette date fatale de 1685, nous ne connaissons pas d'histoire plus triste que la nôtre ; nous n'en connaissons pas où la punition soit toujours aussi près de la faute, et où d'aussi cruelles leçons, si souvent répétées, aient porté aussi peu de fruits.

L'heure de la rétribution approchait pour Louis : une lente et sourde coalition de tous les intérêts froissés, de tous les amours-propres humiliés, se forma contre lui. L'Empereur, poussé à bout par des agressions continuelles, s'unit à l'éternel ennemi de Louis et de la France, le prince Guillaume d'Orange. Jacques II, sans se mettre comme son frère, aux gages de la France, avait blessé l'Angleterre dans sa fibre la plus sensible en touchant à sa religion nationale, plus fortement enracinée chez elle que le trône même de ses rois. L'ambitieux Guillaume avait déjà jeté ses vues sur ce trône dont il prévoyait la vacance. Son jeu, c'était d'occuper la France sur le continent, pour l'empêcher de soutenir en Angleterre ce roi selon le cœur de Dieu. La Hollande, plus soucieuse de ses intérêts que de sa gloire, avait longtemps toléré l'ambition du *Grand Roi*, faute de pouvoir la restreindre, et s'était ôtée du chemin pour ne pas se heurter avec lui. Mais dans ce noble pays, les convictions religieuses

passaient encore avant les intérêts, et la *Révocation* avait montré aux Hollandais Louis XIV sous son vrai jour. Guillaume exploita habilement le sentiment national, froissé comme la fibre chrétienne, pour pousser tout doucement la Hollande vers une alliance avec l'Empire. Mais l'heure n'était pas venue : les états généraux avaient encore des ménagements à garder avec Louis XIV, et Guillaume avait sur son pays natal d'autres desseins, plus hardis encore et plus profonds !

Toutefois, en attendant cette grande coalition de l'Europe, que l'ambition de Louis rendait inévitable, une ligue, qui devait en être la base, fut conclue le 9 juillet 1686, grâce aux efforts du prince d'Orange, sous le nom de *Ligue d'Augsbourg*, entre l'Empereur, le roi de Suède, l'électeur de Bavière et la plupart des princes allemands. Naguère il avait suffi d'un François I[er] pour empêcher la monarchie universelle de Charles-Quint de déborder sur le continent, et d'un Henri IV pour faire reculer celle de Philippe II ; mais il ne fallait pas moins que l'Europe entière pour tenir tête à Louis XIV !

Quant à l'Espagne, celui de tous ses États qui avait le plus à se plaindre de la France, et le plus à en redouter, elle appartenait de cœur à cette conspiration de tous les peuples européens contre le *Grand Roi*. Mais se sentant sous la griffe du lion, elle n'osa pas accéder ouvertement à la ligue, et voulut laisser à la fortune le temps de se déclarer. Dans l'intervalle, le secret que les confédérés avaient voulu garder ne tarda pas à transpirer, et Louis, avec son activité habituelle, se trouva prêt encore une fois avant tous ses ennemis.

Mais plusieurs graves événements retardèrent l'explosion de cette redoutable guerre que l'Europe attendait

avec autant d'impatience que de frayeur. D'abord, dans cette même année, le *Grand Roi*, malgré sa robuste santé, fut atteint d'un de ces maux vulgaires qui n'appartiennent qu'aux simples mortels. Ses jours même furent plus d'une fois en danger. Il en guérit enfin, et alla à Notre-Dame le 30 janvier en rendre grâces à Dieu, au milieu des transports de joie d'un peuple enivré qui, malgré tout ce que lui coûtait la gloire de son maître, n'était pas encore désabusé de lui ! D'un autre côté l'Empereur, avant de mettre ses forces au service de la ligue d'Augsbourg, poursuivait avec éclat le cours de ses succès contre les Ottomans, et battait Louis XIV sur le dos du sultan. L'Europe respira un instant en se voyant délivrée de ses éternels ennemis, et la France put bientôt s'attendre à voir l'Empire reporter sur elle tout l'effort de ses armes.

Dans l'intervalle, un grand événement, en voie de préparation depuis bien longtemps, venait d'éclater à la face de l'Europe : c'était la seconde, la vraie révolution d'Angleterre, celle de 1688, révolution à la fois populaire, c'est pour cela qu'elle a réussi, et aristocratique, c'est pour cela qu'elle a duré. Quant à l'homme qui passe pour l'avoir faite, parce qu'il en a profité, nous ne voulons ni exagérer, ni diminuer la part qui lui revient. Nous avons rendu une éclatante justice au fondateur de la République des Provinces-Unies, Guillaume Ier d'Orange, dit *le Taciturne ;* nous ne mettrons pas sur le même rang son arrière-petit-fils, Guillaume III, qui, plus heureux que son aïeul, devait échanger contre une couronne l'humble stathoudérat de la Hollande. Les vrais grands hommes, suivant nous, ce sont ceux qui, sans s'inquiéter du succès, restent fidèles à la cause du droit, trop souvent désertée par la fortune ; or Guil-

laume III n'a jamais compté parmi ces hommes-là. C'est à coup sûr un profond politique, un général habile, bien que souvent battu ; mais nous ne pouvons le donner, comme son aïeul, ni pour un citoyen, ni pour un chrétien accompli.

Et cependant sa part est encore belle dans l'histoire : en expulsant à la fois de la Grande-Bretagne le catholicisme et le dernier des Stuarts, il a rendu à son pays d'adoption un de ces services qu'un trône même ne paye pas. Il a accompli, avec aussi peu de sang versé que possible, une double révolution, politique et religieuse, et la seconde a garanti la première ! La révolution de 1647, exclusivement politique, mentait par cela même au génie de l'Angleterre. Aussi n'a-t-elle pas duré plus longtemps que l'éphémère république, élevée sur les débris du trône par un aventurier de génie. Mais l'œuvre ébauchée par Cromwell va être achevée par Guillaume III. Sa force, ce sera de s'appuyer sur ce profond sentiment religieux qui, en Angleterre, est à la base même de la constitution, et sert de ciment à tout l'édifice. A aucun fondateur d'empire il n'a été donné d'asseoir sur des bases aussi solides la grandeur et la liberté de son pays. Greffé par une alliance heureuse sur la souche des monarques anglais, Guillaume III, sur ce sol labouré par tant de réactions, chez un peuple habitué à changer de culte selon le caprice de ses rois, a eu le rare privilége de fonder à la fois les destinées du protestantisme et celles de la royauté parlementaire.

Citoyen d'un petit État, écueil contre lequel s'était naguère brisée la fortune de l'Espagne, Guillaume III a partagé avec la Hollande l'honneur de tenir tête à Louis XIV. Il a le premier enseigné aux États du continent la grande idée de l'équilibre européen. En détrô-

nant Jacques II, il a fait plus qu'affranchir l'Angleterre, il a émancipé l'Europe de la tutelle du *Grand Roi*. Aussi la révolution de 1688, plus grande encore que celui qui l'a faite, restera-t-elle l'idéal d'une révolution qui a réussi parce qu'elle était nécessaire, et qu'elle s'est accomplie sur le terrain de la loi. Elle a retrempé dans un baptême de popularité la royauté qui allait périr, victime de ses propres excès ; elle a fait de ce gouvernement parlementaire, inconnu encore sur le continent, un objet d'admiration et d'envie pour les peuples qui en sont privés. Si de nos jours l'idéal a changé, si c'est la république qui dans nos modernes aspirations a remplacé la monarchie, il est une chose qu'on ne doit pas oublier : c'est que l'Angleterre, dans sa forme actuelle de gouvernement, éprouvée par deux siècles de durée, a tous les avantages de la république sans en avoir les dangers, et que c'est la loi qu'elle a fait asseoir sur le trône, à la place de l'arbitraire qu'elle en a pour jamais banni !

Louis XIV ne pouvait pas s'y tromper : Guillaume III sur le trône, c'était l'Angleterre unie avec la Hollande et le nord du continent pour réprimer l'ambition de la France et de son roi. Ce n'était pas, comme on l'a rêvé de nos jours, l'union des races latines et catholiques contre les races anglo-saxonnes et protestantes ; car la France était d'un côté et l'Espagne de l'autre. De son alliée naturelle et nécessaire, Louis avait eu l'art de se faire une ennemie. Si l'orgueil du *Grand Roi* lui eût permis de prévoir une défaite, l'instinct seul de sa conservation aurait dû le pousser à déclarer la guerre aux Provinces-Unies, pour arrêter tout court Guillaume III, et étouffer la révolution avant qu'elle ne fût faite. Le hautain monarque n'avait pas même à faire valoir son igno-

rance pour excuse : d'Avaux, son ministre en Hollande, le tenait au courant de tous les mouvements de Guillaume. Dans son aveugle obstination, Jacques II, également averti du danger, et se croyant assez fort pour y faire face tout seul, avait refusé les vaisseaux que lui offrait Louis XIV pour repousser l'invasion hollandaise.

Mais quel que soit le coupable, Louis XIV ou Jacques II, ce fut une faute, une de ces fautes irréparables qui perdent les empires, d'aller porter la guerre sur le Rhin quand c'était la Hollande qu'il fallait attaquer. La seule fatalité à laquelle nous croyions en histoire, c'est celle qui veut que toute faute soit punie, pour les peuples comme pour les rois, et le châtiment ne devait pas manquer à Louis. Le 24 septembre il déclare la guerre à l'Empire et à l'électeur palatin, et s'unit ainsi à Guillaume pour renverser la dynastie des Stuarts. A la joie que témoigna le prince en apprenant cette nouvelle, on peut mesurer la grandeur de la faute commise par Louis XIV. Condamné par son ambition sans repos à avoir l'Europe contre lui, n'ayant au monde qu'un allié, Jacques II, que sa foi religieuse et politique rattachait à la France, il fallait à tout prix le soutenir, et le sauver, même malgré lui. Le laisser tomber était plus qu'une défection, c'était un suicide ! D'Avaux insista en vain près de Louis ; Louvois, son mauvais génie, fut seul écouté !

Nous ajournons au chapitre suivant le récit de cette guerre, allemande d'abord, puis européenne, qui, après neuf ans de durée, devait aboutir à la paix de Ryswick. Notons seulement que, le 30 octobre 1688, le jour même où Philipsbourg ouvrait ses portes à Vauban, la flotte hollandaise mettait à la voile avec Guillaume III, pour aller affranchir l'Angleterre. Louis, s'apercevant

un peu tard de sa faute, crut la réparer par une autre, et déclara le 26 novembre la guerre à la Hollande, qui faisait tout pour l'éviter.

Presque au même moment, le monarque fugitif venait, le 7 janvier 1689, chercher un asile à la cour de France. Louis accueillit comme un frère le représentant vaincu de son propre principe, en honorant dans Jacques II moins encore la cause du malheur que celle du pouvoir absolu. Il s'efforça de relever aux yeux de l'Europe, par une somptueuse hospitalité, cette royauté déchue, tout en préparant de loin les moyens de la restaurer.

Restait l'Espagne, dont les relations avec la France étaient de plus en plus équivoques, car tout en souhaitant le succès de la ligue d'Augsbourg, elle n'osait s'associer à la lutte, et attendait le résultat pour se déclarer. Cependant le triomphe du principe protestant, l'étroite solidarité de l'Angleterre et de la Hollande, ces deux forts retranchés de la Réforme, étaient pour l'Espagne une menace. Il y avait lieu pour elle à en revenir à ses affinités naturelles, et à s'allier au représentant armé du catholicisme en Europe. Louis le sentait, et il n'épargna rien pour opérer un rapprochement entre la cour de Madrid et celle de Versailles. Il se servit même dans ce but de sa nièce Marie-Louise qui, par sa douceur et sa grâce, prenait chaque jour plus d'ascendant sur son époux. La reine plaida chaudement près de lui la cause de la France; mais cette cause était perdue d'avance : la reine exceptée, il n'y avait qu'une voix à la cour et à la ville, à Madrid et dans la province, pour pousser le faible monarque à rester fidèle à la ligue d'Augsbourg, seul moyen de mettre une digue à l'ambition de Louis XIV. Tiraillé entre sa tendresse pour sa femme

et l'intérêt du pays, Charles vacillait entre les deux partis, quand un événement bien imprévu vint trancher ses hésitations.

Marie-Louise avait toujours joui d'une bonne santé lorsque, à l'âge de 27 ans, elle fut atteinte de la petite vérole; elle en guérit pourtant; mais des maux d'estomac survinrent, avec une fièvre violente, et elle expira en trois jours, le 12 février, d'une maladie aussi aiguë, aussi mystérieuse que celle de sa mère, Henriette d'Angleterre, dont Bossuet nous a peint la mort en traits si saisissants. Cette maladie semble avoir été le choléra-morbus, alors rare et peu connu, et impossible à guérir. On ne manqua pas d'affirmer, en France comme en Espagne, que la reine avait péri par le poison; mais l'accusation ne repose sur aucune preuve, et n'est même pas vraisemblable. Qui avait intérêt à faire disparaître de la scène cette jeune et gracieuse reine, qui n'avait pas d'ennemis, et s'était gagné par sa douceur l'affection de tous ceux qui l'entouraient, même celle de sa belle-mère? On accusa le premier ministre, et surtout l'ambassadeur d'Autriche, qui redoutait, dit-on, l'ascendant de Marie-Louise sur son époux. Sans doute, elle défendait les intérêts de la France, sa première patrie, et l'Espagne, pour elle, n'était que la seconde; mais la reine mère, Autrichienne de naissance et de cœur, jetait aussi son poids dans la balance, et l'on excusera Marie-Louise, s'il est vrai, comme l'affirme Lafuente (tome XVII, p. 199), qu'on ait trouvé dans ses papiers, après sa mort, une lettre de Louis XIV qui pesait sur sa nièce avec la double autorité de l'oncle et du roi. Après des conseils généraux, Louis ajoutait les directions les plus minutieuses sur la conduite à tenir par la reine avec chacune des personnes de la cour, depuis le premier ministre

jusqu'au confesseur du roi. La lettre se terminait par cette étrange conclusion : « Gardez ce papier dans le lieu le plus secret de vos appartements. *Vivez pour vous et pour la France; songez qu'en Espagne on ne vous aime ni ne vous craint;* que dans des cœurs faibles le soupçon trouve aisément accès, et qu'il n'y a pas besoin de force pour commettre un crime. » (*Ms. de la Biblioth. nation. de Madrid.* H. H., p. 125.)

La vraie maladie, selon nous, qui emporta Marie-Louise, ce ne fut pas le choléra, ce fut l'ennui, maladie contagieuse dont se mourait son triste époux, qui la lui communiqua. Qu'on songe à ce qu'était cette jeune et vive princesse, qui avait quitté la cour la plus gaie et la plus brillante de l'Europe pour venir s'enfermer dans un tombeau vivant, condamnée à une reclusion perpétuelle, sous la tutelle d'une Terranueva, et en face d'un mari comme Charles II, qui ne put jamais parvenir à être ni un homme, ni un roi ! Privée d'enfants pour charmer sa solitude et remplir le vide de son cœur, privée même de l'espoir d'en posséder jamais, menant sur un trône la vie d'une nonne, cloîtrée dans un palais, réduite à aimer par pitié l'époux que lui donna la raison d'État, tout cela ne suffit-il pas à expliquer la fin prématurée de cette pauvre reine, condamnée à vivre loin de son pays, sans une affection, sans un but dans sa vie, entourée de souffrances qui déchiraient son cœur compatissant, sans qu'elle pût rien faire pour les soulager? On peut plaindre Marie-Louise, mais, en conscience, on ne peut ni regretter sa mort, ni lui souhaiter d'avoir vécu plus longtemps !

Respectée autant qu'aimée, mais peu connue de l'Espagne, qui ne la voyait apparaître qu'aux grandes solennités, sa mort laissa pourtant une profonde impression

sur un peuple *loyal*, dans le sens anglais du mot, qui ne demande qu'à se passionner pour ses rois, et qui, ne pouvant respecter Charles II, se contentait de le plaindre et de l'aimer. Ce que l'Espagne lui pardonnait le moins, c'était de n'avoir pas d'enfants; ce tort ne retomba jamais sur la jeune reine, que personne n'en rendait responsable; mais sa perte, par ce même motif, devenait une calamité publique, car elle livrait le pays aux chances d'un nouveau mariage, ou aux dangers d'une succcession étrangère [1].

Quant à Charles II, son affection pour son épouse pouvait être sincère; mais ses regrets, comme ceux des enfants, ne durent pas être bien profonds, puisque nous le voyons, quelques semaines après, se laisser marier en secondes noces à Marie-Anne de Neubourg, fille de l'électeur palatin, sœur de l'impératrice régnante et de la reine de Portugal. C'était du reste, comme toutes les unions de ce genre, un mariage purement politique, où le cœur n'avait rien à faire. L'Autriche allait régner désormais sans conteste à Madrid, et comme il n'y avait pas plus d'espérance avec la nouvelle reine qu'avec la défunte, de voir naître un héritier du trône, un mariage autrichien était pour la Péninsule le gage d'une succession autrichienne, personnifiée dans l'archiduc Charles, neveu de la nouvelle reine. Ainsi l'héritier devait, en tout cas, venir du dehors, et non pas du dedans; fatale

1. Un refrain populaire, avec un jeu de mots intraduisible dans toute autre langue que l'espagnol, donnera une idée des sentiments du pays pour la reine qu'il venait de perdre :

Si paris, paris á España;
Sino, paris à Paris!

(Si tu accouches, tu accouches pour l'Espagne; si tu n'accouches pas, c'est au profit de Paris!)

alternative pour un peuple enivré de lui-même, et condamné à recevoir un maître des mains de l'étranger!

Le roi alla à Valladolid recevoir sa nouvelle épouse, qu'une flotte anglo-espagnole venait d'amener au Ferrol. Le mariage fut célébré dans cette ville, sous une impression de tristesse causée par la mort récente de la gracieuse reine que l'Espagne voyait de mauvais œil sitôt remplacée dans le lit et dans le cœur de son époux!

La nouvelle reine, sans être privée de tout charme, était loin d'égaler en grâces et en attraits celle qui l'avait précédée. Les reines n'ont pas besoin d'être belles, mais elles ont avant tout besoin d'être aimables, et c'est là ce qui manquait à Anne de Neubourg. Elle y joignit le tort d'arriver, comme jadis la reine mère, escortée d'un autre père Nithard, et d'imposer à la fois à ses nouveaux sujets le joug de l'Autriche et celui de Loyola. Un moine autrichien était venu avec elle, à titre de confesseur, et naturellement le clergé indigène se trouvait ligué d'avance contre le favori tonsuré. Enfin, à l'inverse de Marie-Louise qui s'était, le cœur brisé, séparée de toutes ses dames françaises, dernier souvenir de la patrie absente, l'Autrichienne amenait avec elle une dame d'honneur allemande, la comtesse de Berleps. On comprendra les griefs d'une nation, jalouse de toute influence du dehors, en voyant l'Autriche prendre ainsi possession de ce trône que Charles II était censé occuper. Avide de domination et chiche de largesses, s'il faut en croire les historiens espagnols, Anne de Neubourg n'avait qu'un mérite aux yeux du pays, c'était de faire rentrer l'Espagne dans sa voie en la séparant de la France, et en la poussant vers la ligue d'Augsbourg, à qui son adhésion franche et cordiale avait toujours manqué.

Tout était à la guerre maintenant ; la révolution d'An-

gleterre avait séparé l'Europe en deux camps : Louis XIV était seul d'un côté, et le continent tout entier de l'autre. De principes, religieux et politiques, il ne pouvait en être question dans une guerre où l'Espagne, représentant du catholicisme et du pouvoir absolu, s'y trouvait alliée de la Hollande, son ancienne vassale, et de l'Angleterre, son éternelle ennemie.

Une accession importante à la ligue, ce fut le successeur de Jacques II. Guillaume rendait à celle-ci le double service de lui donner un chef, et d'enlever à Louis son unique allié. Ce dernier poids, jeté dans la balance, rétablit à l'instant l'équilibre de l'Europe, et assura son indépendance. Ainsi l'excès même du mal avait amené le remède. L'Allemagne, qui jusque-là avait hésité à déclarer la guerre à la France, proclama Louis XIV l'ennemi de l'Empire et de la chrétienté, et conjura l'Empereur de faire la paix avec les Turcs, et de tourner contre l'ambitieux monarque toutes les forces vives du peuple allemand.

Avant d'entamer le récit des guerres qui vont arroser de sang toute la face de l'Europe, et où l'Espagne doit jouer un rôle plus passif que brillant, conduisons à sa fin le triste ministère d'Oropesa, à qui le bonheur a manqué plus que le talent. Il continuait en vain à lutter contre la fortune, avec un prince incapable et un pays épuisé. Certes, ses intentions étaient droites, et dans des temps plus heureux, il aurait pu suffire à sa tâche, comme le prouvent les utiles réformes opérées par lui dans les finances, la grande plaie de l'État. Mais il ne suffit pas qu'un ministre soit honnête, il faut encore qu'il impose son honnêteté à tous ceux qui l'approchent; car il est d'avance suspect d'autoriser tout abus qu'il ne réprime pas.

Le surintendant des finances était le neveu du ministre, marquis de los Velez, homme honnête, mais peu capable, qui se déchargeait du fardeau des affaires sur un de ses valets, Bustamente, passé sous-secrétaire d'État. Celui-ci, homme sans conscience et sans pudeur, tenait marché ouvert des emplois et des fournitures de l'État. La toque du juge, la simarre du prêtre, la mitre même de l'évêque se vendaient à l'encan. Le ministre et son neveu restaient étrangers à ce honteux trafic; mais la comtesse d'Oropesa, âme vénale et cupide, ne rougissait pas de se faire l'associée d'un Bustamente, et de toucher sa part des bénéfices, que partageaient avec elle quelques-uns des plus grands noms de la cour. L'Espagne, habituée dès longtemps à ne rougir et à ne s'étonner de rien, s'émut pourtant de ces scandales éhontés qui ont arraché à un auteur contemporain ce cri d'indignation : « Si tout cela se sait, se voit, se tolère, et au lieu de châtiment trouve une récompense, qui s'étonnera de voir Dieu frapper de sa vengeance une monarchie où règnent, au lieu d'un monarque, le désordre, l'injustice, la tyrannie et le vol? (Cité par Lafuente, t. XVII, p. 213.)

Tous ceux que soulevait ce hideux commerce se réunirent contre Oropesa, qui avait déjà pour ennemis tous ceux qui auraient voulu y participer. On le rendit, non sans quelque raison, responsable d'abus qu'il aurait dû prévenir. Bientôt une ligue redoutable se forma contre lui; à sa tête était la nouvelle reine; puis le confesseur du roi, qui, nommé par le ministre, n'hésita pas à se tourner contre lui; le secrétaire et le favori de la reine, marquis de Lira, l'archevêque de Tolède, en un mot la cour tout entière, moins la vieille reine qui, par haine de la nouvelle, resta fidèle à Oropesa.

Tiraillé entre toutes ces influences contraires, entre

sa mère qu'il était habitué à respecter, et la jeune reine qui, à la moindre contradiction, tombait dans des crises nerveuses, l'infortuné Charles II ne savait plus à qui entendre. Il estimait, il aimait Oropesa, mais sa faiblesse s'effrayait à l'idée de le soutenir contre tant d'ennemis, et son cœur saignait à l'idée de s'en séparer. Plus que jamais cette malheureuse cour était un foyer d'intrigues et de discordes, que le malheureux Charles attisait sans le vouloir, en reportant de l'un à l'autre tous les secrets qu'on lui confiait. Enfin la reine, se servant contre le ministre des disgrâces de la guerre, dont elle le rendait responsable, sut ameuter contre lui tous les intérêts et toutes les rancunes. Elle recruta dans sa ligue l'ambassadeur d'Autriche, le président de Castille, le connétable, et à force d'obsessions et d'intrigues, elle finit par emporter de haute lutte auprès de son mari la promesse du renvoi d'Oropesa. Le faible monarque, forcé de congédier un ministre qu'il aimait, le serra contre son sein, et lui annonça en pleurant qu'il était forcé de se séparer de lui. (24 juin.)

Dans le vague espoir de gagner au change, le peuple se réjouit de la chute du ministre, avant de savoir même qui devait le remplacer. Le successeur fut le comte de Melgar, fils aîné de l'amiral de Castille. Étranger aux affaires, mais en grande faveur auprès du beau sexe, et non sans quelques prétentions littéraires, rares dans une cour espagnole, Melgar était plus propre à ourdir une intrigue qu'à présider aux destinées d'un empire. Mais, depuis qu'il n'y avait plus de roi en Espagne, c'étaient les reines qui nommaient les ministres; leur plaire était un titre suffisant à la faveur du monarque! Du reste, voici sur Melgar le jugement de Louis XIV, si bien informé par ses agents de tout ce

qui se passait à Madrid. Ce jugement est extrait de ses instructions à son fils Philippe V, au moment où il allait monter sur le trône de Castille.

« Le comte a un bon jugement. Il parle, il écrit bien, affecte un grand amour pour la littérature, et entretient quatre jésuites à sa table (littérateur et jésuite étaient alors synonymes), mais il ne doit rien à l'étude. C'est, dit-on, un avare qui voudrait paraître prodigue, toujours prêt à dépenser son argent par vanité, sans goût et sans discernement. La seule chose au monde dont il s'occupe sérieusement, c'est son intérêt. La conséquence est qu'il n'a pas d'amis. N'aimant que ses aises et son plaisir, il sera plus occupé d'effacer le tort que lui fera sa conduite que de former des partis dans l'État. »

Ajoutons, avant de finir, que le pauvre roi, dont le cœur valait mieux que la tête, finit, un peu plus tard, par rappeler le ministre qu'il avait congédié malgré lui ; n'osant reprendre à Melgar le titre de premier ministre, il rendit à Oropesa la présidence du conseil de Castille qu'il avait possédée autrefois.

Le successeur d'Oropesa avait senti le danger de la position d'un premier ministre, condamné à faire naître des espérances sans pouvoir les réaliser, et à porter le poids de toutes les fautes commises avant lui, à compte sur celles qu'il devait commettre lui-même. Aussi, au lieu de concentrer sur lui seul tout le pouvoir, songea-t-il à le partager, en apparence plus qu'en réalité. avec quelques noms plus sonores, mais encore plus effacés que le sien, le prince de Melito, le duc de l'Infantado, le marquis de Villafranca. Comme tous les nouveaux ministres, il débuta par des réformes qui lui concilièrent l'opinion publique, à condition de lui faire une foule d'ennemis. Une junte fut nommée pour

rétablir l'ordre dans les finances, une autre à la guerre pour organiser la victoire. Faire rendre gorge aux sangsues qui dévoraient la fortune publique était, au début de chaque règne ministériel, le plus pressant de tous les besoins. Le dernier gouverneur des Pays-Bas, le marquis de Gastañaga, avait touché des sommes immenses, sans jamais rendre aucun compte. A son arrivée à Madrid, il fut jeté en prison, et l'on commença son procès. On en ignore le résultat; mais il est des maladies qui défient tous les remèdes. Oropesa, avec des intentions plus droites et plus de talent, y avait échoué, comme devait y échouer Melgar. L'Espagne se hâtait vers sa ruine avec une force d'impulsion toujours croissante, et aucune main d'homme n'était plus assez puissante pour l'arrêter sur sa pente.

CHAPITRE II.

GUERRE ENTRE L'ESPAGNE ET LA FRANCE. PAIX DE RYSWICK.

1688-1697.

Dans cette guerre qui se poursuit presque sans relâche depuis vingt ans, et qui va se répandre de nouveau sur toute la face du continent, le succès a couronné presque partout les armes de la France, et l'on est parfois tenté de s'en étonner. Dans la grande alliance, les confédérés ont pour eux la force et le nombre. Ils ont de plus le droit, supérieur à la force, alors même qu'il est vaincu par elle! Tous, réunis contre la France, l'entourent d'un cercle d'hostilités qui part des Pyrénées pour aboutir aux Alpes, en passant par l'Angleterre, les Pays-Bas et l'Allemagne. Ce n'est pas une guerre religieuse, car l'Espagne est alliée à l'hérétique Hollande, sa vassale révoltée, et l'Angleterre à l'Espagne sa vieille ennemie; non, c'est une guerre toute politique, où tous les États du continent sentent le besoin de réunir leurs forces contre un seul État, coupable de les menacer tous, et de déranger cet équilibre qu'on ne respecte que quand il sait se défendre.

Et cependant cet État, en butte à tant de haines, isolé. sans alliés, est non-seulement capable de résister à

l'Europe liguée contre lui, mais de lui dicter la loi. Quel est donc le secret de cette étrange supériorité de la France, pendant ce XVIIe siècle qu'elle remplit tout entier de sa gloire, littéraire et politique, de ses fautes et de ses succès? Pourquoi cette supériorité finit-elle avec le siècle? Pourquoi le grand roi, à bout de sa fortune, et se survivant à lui-même, va-t-il terminer dans l'adversité un règne si glorieusement commencé?

Le secret de la France! Elle en a deux : sa position centrale sur le continent, et sa merveilleuse unité. Il ne s'agit pas en effet de ce qu'est l'Europe aujourd'hui, mais de ce qu'elle était au XVIIe siècle. Qu'on étudie les États dont elle se composait à cette date, et l'on verra qu'ils se réduisent à huit. Ce sont l'Italie, l'Espagne, la France, l'Angleterre, la Hollande, la Suède, la Suisse et l'Allemagne; nous laissons dehors l'élément slave qui ne compte pas encore, et l'élément turc qui a cessé de compter. Eh bien, entre ces huit États, les seuls qui méritent de porter ce grand nom d'Europe, la France n'est-elle pas située exactement au milieu? N'est-elle pas là, concentrée sur elle-même, libre de disposer de ses forces, qu'elle peut toujours porter sur le point menacé, et trouvant dans son unité un principe de vie et d'action que les autres ne trouveront jamais dans leur passagère union? Là est le secret de toutes les résistances de la France à l'invasion, qu'elle a subie bien des fois, sans jamais laisser entamer pour longtemps ces limites nécessaires qu'elle finit par ressaisir, mais qu'elle ne peut dépasser sans en être punie.

Mais là aussi, dans cette élastique unité qui la fait rebondir au dehors, et attaquer pour mieux se défendre, là est le secret de ses fautes, de sa soif de conquêtes lointaines, tant de fois recommencées et tant de fois per-

dues, de Charles VIII à Louis XIV et aux deux Napoléon. Résumons donc encore une fois ces dernières gloires de la France, qui vont finir avec le siècle, pour aboutir à des châtiments mérités, et à des leçons qui ont porté si peu de fruits.

Nous avons vu Louis XIV déclarer, le 24 septembre 1688, la guerre à l'Empire, et le 26 novembre à la Hollande, double faute dont le châtiment ne devait pas se faire attendre! Pour appuyer cette déclaration de guerre, le grand Dauphin, dont le rôle, dans l'Olympe de Versailles, est un peu effacé, était sur les bords du Rhin avec trente mille hommes. Vauban chargé de lui ménager un triomphe, prenait pour lui Philipsbourg, tandis que Boufflers, à la tête d'une autre armée, achevait la conquête du Palatinat. Avant la fin de l'année, toute la rive gauche du Rhin, moins Cologne et Coblentz, était au pouvoir de la France; sur la rive droite, Heidelberg et Manheim étaient occupés par les Français, dont les éclaireurs allaient lever des contributions jusqu'au delà du Danube.

Mais pour tenir tête à l'Europe armée contre lui, et pour contenir au dedans les protestants, tout prêts à se soulever dans les Cévennes, il fallait d'autres forces que celles que le *Grand Roi* avait déjà sur pied. Dans tout le royaume l'arrière-ban fut levé, les milices convoquées, et, avant la fin de l'année, tous les bras disponibles avaient été enlevés à la terre ou à l'industrie. La France, si longtemps éblouie par la gloire de son roi, commençait à ouvrir les yeux, et à gémir sous le faix de ses inutiles conquêtes. Décidé à poursuivre la lutte en Allemagne, en Belgique, en Catalogne à la fois, sans parler d'une expédition qu'il méditait en Irlande, seul point vulnérable des trois royaumes, Louis en éparpillant ainsi

la guerre sur tous les points de l'Europe se condamnait à ne la faire sérieusement nulle part.

Ne pouvant prétendre au delà du Rhin à des conquêtes durables, Louis résolut d'intimider du moins cette Allemagne qu'il ne pouvait pas vaincre. C'est alors qu'il commit, sous la pression de Louvois, la faute la plus grave de son règne, après la *révocation*, celle qui a souillé sa mémoire d'une tache ineffaçable. Comme en Espagne, au moyen âge, on dressait pour barrière entre musulmans et chrétiens une *marche*, c'est-à-dire un désert, le *Grand Roi*, pour isoler l'Allemagne de la France, décréta froidement, du fond de son Versailles, la dévastation du Palatinat tout entier. Les villes qu'on ne pouvait conserver furent incendiées ; mais les bourreaux, moins impitoyables que leur maître, laissèrent souvent éteindre derrière eux les flammes qu'ils venaient d'allumer. Cent mille fugitifs, chassés de leurs demeures en ruines, errèrent sur la face de l'Allemagne en semant partout l'horreur qu'excitait le nom de Louis. Le château des comtes palatins, à Heidelberg, la plus belle ruine du monde, avec ses tours démantelées, subsiste encore, comme la trace sanglante que le pied du conquérant y a laissée, et un Français ne peut la contempler sans honte et sans remords. Faut-il s'étonner après cela que l'Allemagne se soit vengée, quand, de Louis XIV à Napoléon, la France a tant de fois renouvelé son injure ?

Un cri de réprobation unanime s'éleva dans l'Europe entière, à la vue de pareilles horreurs. Le roi qui les avait ordonnées, les exécuteurs de ces ordres cruels furent mis au ban de l'opinion, et les Français expulsés partout de l'Allemagne, comme les Allemands l'ont été de la France en 1871. Le 12 mai, un traité, offensif et défensif, fut conclu entre l'Empereur et les Provinces-Unies.

Son but avoué, c'était le maintien des traités de Westphalie et des Pyrénées, faussés et mutilés par la paix de Nimègue. Les deux alliés s'engageaient à ne pas déposer les armes que Louis XIV n'eût été dépouillé de toutes ses conquêtes. La Hollande, pour ôter à la maison de Bourbon tout espoir de succession à la couronne d'Espagne, promettait d'aider l'Empereur à fixer cette succession dans sa famille, comme si l'équilibre européen n'était pas dans les deux cas également compromis! Ce traité qui changeait la position de tous les États du continent, en y constituant un droit public fondé sur la balance des pouvoirs, fut appelé la *grande alliance*. Le nouveau roi d'Angleterre y adhéra le 30 décembre 1689, et l'Espagne le 6 juin 1690. Aucun des confédérés ne devait faire la paix sans le consentement de tous les autres, et, même après la paix conclue, la ligue devait subsister, pour surveiller et réprimer au besoin l'ambition de Louis XIV.

Ainsi la France se trouvait encore une fois seule en face de l'Europe ; excepté la Suède, le Portugal et quelques petits princes d'Italie, tous les États du continent étaient enrôlés dans cette croisade, plus légitime que celles qui avaient jeté naguère le monde chrétien sur la Palestine. La grande idée de l'*équilibre européen* était née dans l'intervalle, et l'abus qu'un seul État avait fait de sa force rendait à tous les autres le sentiment de leur solidarité, heureux si les princes et les peuples que réunissait la *grande alliance* s'étaient toujours concertés pour d'aussi saintes entreprises!

La guerre d'Allemagne étant en dehors de notre sujet, nous ne la raconterons pas ; il suffit de noter l'impression d'horreur produite en Europe par la froide cruauté de Louis XIV. Quant à la guerre des Pays-Bas, elle

n'eut d'importance cette année, ni dans les faits, ni dans la pensée de Louis. Le 15 avril, l'armée française était entrée en Flandre ; mais l'ère des grands généraux était passée comme celle des grands ministres. Turenne, Condé, Créqui étaient morts, aussi bien que Colbert! Luxembourg seul survivait à cette génération de héros, mais en disgrâce depuis dix ans, et Louvois restait au pouvoir, pour le malheur de la France et du roi qu'il poussait à sa perte. D'Humières, qui commandait l'armée française dans les Pays-Bas, ne sut pas même prendre la bourgade qu'il attaquait. Enfin, en Catalogne, le duc de Noailles, illustre seulement sur le champ de bataille des *dragonnades*, n'osait rien tenter, et restait même au-dessous de sa mince réputation.

Sur mer seulement la lutte devait être sérieuse ; les deux premières marines du monde, celles de l'Angleterre et de la Hollande, étaient réunies contre nous, et la marine française avait à elle seule l'honneur de leur tenir tête. Dans cette fatale année 1689, où toutes les puissances du mal semblaient déchaînées sur le monde par l'infernal génie de Louvois, la guerre était partout, d'Irlande en Crimée. Les Turcs d'un côté, Louis XIV de l'autre, étaient alors les deux verges dont Dieu se servait pour châtier la chrétienté, et de ces deux ennemis, le plus impitoyable n'était pas le moins civilisé!

Au début de la campagne, Louis avait trois cent mille hommes sous les armes, chiffre prodigieux pour l'époque! Réunie sous une seule main, dirigée contre un seul ennemi, une masse pareille eût exercé une irrésistible puissance. Mais la guerre étant partout, il fallait que la France fît face à l'ennemi de tous les côtés à la fois. Luxembourg en Flandre avait remplacé d'Humières, de Noailles venait d'entrer en Catalogne, et sur ces deux points la lutte

allait commencer entre l'Espagne et la France. Le Dauphin, tenu en lisière par de Lorges, était censé commander l'armée du Rhin. Enfin un autre corps était placé en vedette sur les Alpes, pour secourir au besoin Casal, et surveiller le duc de Savoie, suspect à tous, amis comme ennemis.

Sur le Rhin, sur les Pyrénées, la guerre, cette année, ne fut pas sérieuse ; aussi n'en parlerons-nous que pour mémoire. Mais en Flandre, Luxembourg allait donner un tour nouveau aux affaires. Le seul général capable de lui tenir tête, Charles V, duc de Lorraine, venait de mourir à la fleur de l'âge ; son remplaçant, le prince de Waldeck, général au service de la Hollande, n'était pas de taille à lutter avec l'élève de Condé. Celui-ci, par une manœuvre d'une incroyable audace, parvint à envelopper le 1er juillet dans la plaine de Fleurus une armée au moins égale à la sienne. Le résultat fut la déroute complète des alliés, pendant que d'Humières, avec douze mille hommes, tenait en échec le gouverneur des Pays-Bas, à la tête d'une seconde armée. L'infanterie espagnole, au dire de Luxembourg, n'avait pas combattu ainsi depuis Rocroy. Cinq à six mille morts, autant de blessés, neuf mille prisonniers, cinquante-cinq pièces de canon furent les trophées de cette victoire, aussi sanglante que stérile, qui coûta trois mille hommes à la France. Luxembourg, toujours poursuivi par la haine de Louvois, ne cueillit pas les fruits de sa victoire : on l'envoya sur le Rhin, pour effacer sa gloire devant celle du Dauphin, qui ne fit rien et ne lui permit de rien faire.

La Catalogne, où fermentait sans cesse le levain de l'insurrection, appartenait à l'invasion étrangère. Chaque fois que la guerre se rallumait, la France était sûre de trouver ouverte cette porte des Pyrénées. Une armée

espagnole, sous les ordres du vice-roi Villa-Hermosa, était venue occuper cette province suspecte, et la défendre malgré elle contre l'ennemi. Les paysans se soulevèrent, sous prétexte qu'on attentait à leurs priviléges, en leur donnant des soldats à loger; trente mille insurgés furent bientôt sous les armes. La France avait promis des secours, et Noailles approchait avec une armée. Les Espagnols, craignant d'être pris entre deux feux, se hâtèrent pour la première fois, et Villa-Hermosa, attaquant à l'improviste l'armée de l'insurrection, l'écrasa dans une seule bataille.

Poursuivant sa veine de succès, le vice-roi s'avança vers la frontière, pour faire face à Noailles qui venait de prendre Campredon. Les Français, inférieurs en force, et battus dans une première rencontre, se retirèrent en Roussillon, laissant leur artillerie au pouvoir de l'ennemi. La France, découragée, ne tenta plus rien cette année en Catalogne, et se contenta d'occuper la frontière. Mais au printemps suivant, Noailles revint à la charge; avant que les Espagnols fussent prêts, il avait déjà pris Urgel, fait deux mille prisonniers, et saisi les défilés qui mènent en Aragon. Villa-Hermosa avait sauvé la Catalogne, on le destitua pour le récompenser, et on le remplaça par le duc de Medina-Sidonia, race où l'incapacité était héréditaire. Medina se montra digne du nom qu'il portait : les Français avaient remis garnison dans Campredon. Le duc l'investit avec des forces supérieures; mais, à l'approche de Noailles, il se hâta de lever le siége pour se replier sur Barcelone, et l'Aragon avec la Catalogne restèrent ainsi ouverts à l'invasion.

Déjà les éclaireurs de Noailles se montraient sous les murs de la ville. D'Estrées, avec une flotte, était venu

mouiller devant le port, et, pendant trois jours, les bombes ne cessèrent de pleuvoir sur Barcelone. Dans cette ville, française de cœur par haine du joug espagnol, c'en fut assez pour tuer à jamais toute sympathie pour la France, qui traitait ainsi ses alliés. Après Barcelone, ce fut le tour d'Alicante que les bombes du *Grand Roi* n'épargnèrent pas davantage. La flotte espagnole, que les Catalans, pour la première fois, appelaient de leurs vœux, finit par se montrer. Une bataille semblait inévitable; mais les deux adversaires furent d'accord pour l'éviter.

Ainsi la glorieuse Espagne de Charles-Quint en était venue à ce point que l'invasion était devenue permanente dans la plus riche de ses provinces; ses escadres ne savaient pas plus défendre son littoral que ses armées garder sa frontière. Le conseil d'État se réunit pour aviser au moyen de sauver la monarchie. Sait-on l'expédient que proposa le duc d'Osuna? ce fut de mettre à la tête de l'armée ce héros, ignoré jusqu'ici, qui avait nom Charles II! Mais le conseil était trop héroïque pour être suivi : quelques voix même affirmèrent qu'avec l'incertitude qui planait sur la succession au trône, il valait mieux perdre la Catalogne que de risquer une vie doublement précieuse, et Charles II, consulté, fut naturellement de cet avis.

Le duc de Savoie avait longtemps louvoyé entre les deux partis, passant de l'un à l'autre, suivant l'intérêt du moment; mais, poussé à bout par Louis XIV, qui fit passer les Alpes à Catinat, avec ordre d'occuper Turin et Verceil, le duc se décida enfin, le 23 juin 1690, à signer un traité d'alliance avec l'Espagne et l'Empire. Catinat le punit de sa défection aux dépens de ses sujets, en dévastant tout le pays, sur l'ordre de l'impitoyable Lou-

vois, avec une dureté qui fit détester le nom français sur le revers des Alpes comme sur les rives du Rhin. Catinat, l'élève de Turenne, battit à Staffarde l'armée hispano-piémontaise, plus nombreuse que la sienne, et qui laissa cinq mille hommes sur le carreau. Le prince Eugène était venu apporter à son cousin Victor-Amédée II le secours de son épée; il parvint à rallier les débris de l'armée dispersée, et à empêcher la déroute complète; Catinat mit à profit sa victoire en s'emparant de Saluces et de Suze, et la France se trouva ainsi maîtresse des deux clefs du Piémont, Suze et Pignerol.

Pour compléter cette série de succès, qui aurait tourné une tête plus à l'abri du vertige que celle de Louis, le 23 juin, l'escadre la plus puissante que la France eût jamais mise en mer sortait de Brest sous les ordres de Tourville. Elle comptait soixante-dix-huit vaisseaux de guerre, dont soixante-trois étaient armés de plus de soixante canons. Le but que se proposait cette splendide *armada*, destinée à échouer comme l'autre, mais avec plus d'honneur, c'était de rétablir sur le trône d'Angleterre Jacques II, déjà las de la fastueuse hospitalité de Louis, comme Louis l'était de son hôte. Les flottes anglaise et hollandaise s'étaient réunies pour lui fermer le passage. Les alliés ne comptaient que cinquante-cinq navires, supérieurs en force à la moyenne des navires français. Le 10 juillet, les deux escadres se rencontrèrent près de Beachy-head, sur la côte de Sussex. Après une lutte glorieuse, même pour les vaincus, la victoire resta à la France; la mer dut, comme la terre, reconnaître sa supériorité. La flotte de Hollande fut presque anéantie, et si Tourville avait eu ses galères, qui ne se hasardaient guère sur l'Océan, les Anglais eussent eu peine à opérer leur retraite.

Le fils de Colbert, l'ardent Seignelay, ministre de la marine, rêvait déjà l'invasion de la Tamise et la conquête de l'Angleterre. Mais le lendemain même de Beachy-head, le 11 juillet, Jacques se faisait battre par Guillaume en Irlande, à la bataille décisive de la Boyne, et donnait à ses fidèles Irlandais l'exemple de la fuite. Le roi vaincu s'en revint à Versailles demander à Louis XIV une autre armée pour conquérir l'Angleterre, à défaut de l'Irlande qui lui échappait. Louis, révolté de tant de lâcheté, unie à tant d'incapacité, répondit par un refus, et la couronne d'Angleterre resta définitivement au plus capable, sinon au plus honnête!

Ainsi, sur tous les points de cet immense cercle d'ennemis qui entourait la France, Louis triomphait partout; son protégé seul avait été vaincu, lui restait victorieux sur terre comme sur mer. Mais quand tout pliait devant lui, un seul homme sur le continent osait lui tenir tête, c'était Guillaume, qui s'affermissait chaque jour sur le trône. Puisant dans sa défaite même de nouveaux moyens de vaincre, il préparait sa revanche, attendant, pour en profiter, les fautes de son adversaire.

Le vrai champ de bataille de Louis XIV, c'étaient les Pays-Bas. Dans cette guerre de siéges où on ne livrait rien au hasard, la victoire, qu'il savait préparer et attendre, ne lui manquait jamais. Les défaites étaient pour ses lieutenants, et les succès pour lui! De son côté, Guillaume, resserrant les liens de la *grande alliance*, faisait voter par son parlement quatre millions et demi sterling et soixante-dix mille soldats. Puis il allait à La Haye réchauffer le zèle des États confédérés, et réunir contre la France une armée de deux cent vingt mille hommes, dont il était nommé par acclamation général en chef. Mais pendant que Guillaume négociait, Louis agissait.

Déjà il avait en Flandre soixante-dix mille hommes, dont trente mille cavaliers. Les forces des alliés étaient encore éparses tout le long de la frontière que déjà Louis assiégeait Mons (24 mars). Vingt-deux mille pionniers entouraient la ville d'une ceinture de batteries, et dès le 26, soixante-six canons et vingt-quatre mortiers faisaient pleuvoir sur elle une grêle de projectiles.

Mons, capitale du Hainaut, était une des clefs de la frontière; la perdre, pour l'Espagne, c'était perdre la Flandre! Guillaume, au bruit du siége, accourut à Bruxelles avec quarante mille hommes, assez pour se défendre, trop peu pour attaquer! Cette fois, comme toujours, il eut tout pour lui, prévoyance, talent, activité, courage, tout excepté la fortune! Il lui fallut, en frémissant de rage, voir prendre Mons sous ses yeux, sans pouvoir rien tenter pour la secourir. Le 4 avril, les habitants, effrayés par la pluie de bombes qui tombait jour et nuit sur eux, forcèrent le gouverneur à capituler avec sa garnison, réduite à cinq mille hommes. Louis s'en retourna à Versailles savourer les flatteries de ses courtisans, et l'Espagne perdit, sans l'avoir même défendu, son dernier rempart contre la France.

Après Mons, Luxembourg avait pris Halle, et faisait mine d'attaquer Bruxelles; les villes fortes une fois prises, allait venir le tour des villes ouvertes. Les alliés avaient quatre-vingt mille hommes; Luxembourg sut les tenir en échec avec une armée bien inférieure en nombre, et les forcer à l'inaction qui, pour eux, était une défaite; car pendant ce temps l'armée française rançonnait ces riches plaines qu'ils auraient dû défendre. La campagne semblait terminée; Guillaume était parti, laissant le commandement à Waldeck, et les alliés allaient prendre leurs quartiers d'hiver. Mais Luxembourg avait encore

à leur faire ses adieux : le 19 septembre, à la tête de la maison du roi et de l'élite de sa cavalerie, il tombe tout d'un coup sur l'arrière-garde de l'ennemi qui, le croyant bien loin, opérait paisiblement sa retraite. Avant que le centre pût accourir, l'arrière-garde était taillée en pièces, quinze cents cadavres couchés par terre, et les Français, deux fois inférieurs en nombre à ceux qu'ils avaient battus, se retiraient avec quarante drapeaux.

Ainsi l'Espagne, même avec l'Europe derrière elle, n'était pas de force à tenir tête à la France. Les jours de Pavie étaient aussi loin que ceux de Saint-Quentin. Catinat, vers les Alpes maritimes, s'emparait de Nice, espagnole, italienne tour à tour, mais qui avait jusqu'ici échappé à nos armes. Puis, il allait achever la conquête de la Savoie, et faire ainsi rentrer la France dans ses limites naturelles, tandis que le duc, dépouillé de tous ses États, passait simple général au service de l'Empire.

Cette année si prospère pour Louis, dont la gloire ne pouvait plus que décroître, venait de lui enlever l'homme qui fut de moitié dans ses fautes comme dans sa grandeur, Louvois, dont le génie pouvait seul suffire à diriger une machine aussi compliquée et un effort aussi multiple. L'absence d'un pareil instrument devait bientôt se faire sentir. Louvois, abusant du besoin qu'on avait de lui, avait fatigué Louis d'un joug trop pesant pour son orgueil. Ce que le *Grand Roi* demandait avant tout, même avant les services, c'était l'obéissance. « Cette année, dit le monarque, dans un des naïfs épanchements de son égoïsme, m'a délivré de trois hommes que je ne pouvais plus souffrir, Seignelay, Louvois et Lafeuillade ! » Ce fut là toute leur oraison funèbre : les deux premiers l'avaient trop servi, et le troisième l'avait trop

encensé. « Ah! s'écriait Colbert mourant, si j'avais fait pour Dieu tout ce que j'ai fait pour cet homme-là! » Leçon à méditer pour ceux qui usent leur vie au service d'un despote!

L'Europe avait un instant espéré la paix de la mort de Louvois; elle fut bientôt détrompée en voyant Louis devenir lui-même son ministre, et se faire adresser les dépêches de ses généraux. Dès 1690, le pape et la Suède avaient offert leur médiation. Mais l'Empereur, enhardi par une récente victoire sur les Turcs, l'Espagne, dans sa faiblesse dont elle n'eut jamais conscience, rejetèrent ces offres que l'heure n'était pas venue d'accepter. Voyant donc la paix impossible, Louis résolut d'ouvrir la campagne en frappant un grand coup. A cette France épuisée, où les paysans vivaient, comme leurs bestiaux, de l'écorce des arbres et de l'herbe des champs, des levées impitoyables surent encore arracher quatre cent mille soldats et cent mille marins, y compris dix mille galériens.

Le plan des alliés était d'attaquer leur ennemi sur deux points, en Belgique d'abord, puis en Dauphiné, à l'aide du duc de Savoie et des protestants du Midi. Louis, de son côté, résolut de diriger son effort, sur terre contre la Flandre espagnole, sur mer contre l'Angleterre, qu'il songeait encore à envahir, même après l'échec du prétendant en Irlande. Caressant toujours son rêve de restauration, il voulait à tout prix rasseoir Jacques II et le catholicisme sur le trône de la Grande-Bretagne. Il n'oubliait que deux choses : l'incapacité du roi déchu, et l'art merveilleux de Guillaume pour dominer la fortune quand elle se tournait contre lui.

Nous ne raconterons pas la bataille de la Hogue, glorieuse défaite qui honore plus la France qu'une vic-

toire. Enchaîné par les ordres de son maître, Tourville, avec quarante-quatre navires contre quatre-vingt-onze, tint tête deux jours à l'escadre anglo-hollandaise. Mais l'heure de l'expiation n'était pas encore sonnée pour l'orgueilleux monarque : la fortune, qui avait fait mine de l'abandonner sur l'Océan, lui demeura fidèle sur la terre ferme; la revanche de la Hogue allait se prendre dans les Pays-Bas.

L'Espagne, après s'être retirée de la mer, en était venue à ne pouvoir plus même défendre ses possessions du continent. La vie abandonnait les extrémités, et se retirait au cœur, pour s'y éteindre. Ses États d'Italie, protégés par les Alpes, et plus faciles à défendre qu'à attaquer, n'étaient pas encore près de lui échapper; mais la Flandre, séparée d'elle par la France, son ennemie, la Flandre qui prête à la fois le flanc à la Hollande, à l'Angleterre et à l'Allemagne, n'était plus pour elle qu'un embarras ou un danger. L'Espagne l'offrit, dans son impuissance, à celui de ses alliés qui voudrait la défendre. Elle l'offrit même, étrange ironie de la fortune, à l'héritier de ce Guillaume *le Taciturne* qui lui avait enlevé la Hollande. Mais Guillaume III avait assez du trône d'Angleterre et de la direction politique des Provinces-Unies; il refusa, et l'Électeur de Bavière fut chargé de la défense des Pays-Bas.

En attendant, Louis, toujours prêt le premier, était déjà en campagne. Le 25 mai, à la tête de cinquante mille hommes, il assiégeait Namur, forte cité, assise au confluent de la Sambre et de la Meuse, et qui commande le cours de ce fleuve, la grande artère des Pays-Bas. Luxembourg, avec soixante mille hommes, dont moitié de cavalerie, grande supériorité dans un pays de plaines, protégeait de loin l'armée royale contre toute atta-

que. Le 30, la tranchée était ouverte; le 5 juin, la ville, défendue par dix mille soldats, avait déjà capitulé. Les murailles tombaient d'elles-mêmes, disaient les flatteurs, devant le nouveau Josué. Restaient deux forts détachés, que Vauban fut chargé d'attaquer. Le roi d'Angleterre, à la tête de soixante-dix mille hommes, fit mine de les secourir; mais Luxembourg se posta de manière à le mettre entre deux feux, s'il osait avancer. Attaquer eût été une folie, et Guillaume dut rester spectateur passif de la prise des deux forts.

Namur était un pas décisif vers la conquête de la Flandre espagnole : c'était le sommet de cet angle aigu que forment la Sambre et la Meuse, en s'enfonçant comme un coin dans les Pays-Bas, pour y ouvrir un chemin aux armes de la France. Mais ce premier pas en appelait un second; on n'avance pas ainsi pour reculer, et c'est pourtant ce que fit le *Grand Roi*, qui voulait bien vaincre, mais à condition que la victoire ne se fît pas trop attendre. Il s'était fait suivre à la guerre de toute sa cour, avec la reine *in partibus*, Mme de Maintenon. Tout ce monde élégant, dépaysé dans les camps, soupirait après les somptueux loisirs de Versailles. Namur une fois pris, Louis se hâta de quitter la Flandre, et enleva à Luxembourg, avec le prestige de la présence royale, la moitié de son armée. Guillaume, au contraire, venait de renforcer la sienne; le général français, trompé par les habiles manœuvres de son ennemi, se rencontra à Steenkerque, le 3 août, avec une armée bien supérieure en nombre. L'infanterie française, toujours rejetée dans l'ombre par la cavalerie, se couvrit de gloire dans cette journée ; Luxembourg, malgré la fièvre qui le minait, répara deux fois une défaite presque complète, et arracha la victoire à l'ennemi. Elle fut

sanglante et chèrement achetée. Elle coûta aux alliés huit à neuf mille morts, et sept mille aux Français. Dix pièces de canon et quinze cents prisonniers furent le partage des vainqueurs.

Dans tout ceci, on se demande quel rôle joue l'Espagne, et si c'est son histoire qu'on lit, ou celle de l'Angleterre, de la Hollande et de la France. Mais l'Europe, si longtemps morcelée, a enfin conscience de sa solidarité : son histoire marche de front, comme celle d'un seul peuple; tous les États dont elle se compose sont toujours prêts à se liguer contre celui qui leur fait ombrage, et c'est la France qui leur a rendu ce triste service. L'Espagne est enrôlée de nom dans cette croisade, qui se fait pour elle et sans elle, et d'où elle est partout absente, jusque dans cette Flandre qui lui appartient. Mais en réalité, elle a cessé de compter parmi les États du continent; ce n'est plus qu'un arbre mort dont chacun veut arracher une branche, même avant qu'il soit abattu !

En Allemagne, comme sur les Pyrénées, les alliés ne tentèrent cette année rien de sérieux. Sur les Alpes, Catinat, condamné à la défensive, subissait l'invasion au lieu de la porter sur le territoire ennemi. Une portion du Dauphiné fut saccagée sans pitié par le duc de Savoie, tardive représaille du Palatinat incendié! Sauf sur ce point éloigné du centre, les armes de la France étaient partout victorieuses; elle suffisait à elle seule pour tenir tête au continent. Mais sur mer, elle avait perdu, dans un jour de malheur, l'ascendant maritime qu'un jour aussi elle avait possédé, et que Colbert avait travaillé vingt ans à lui donner.

Après cette campagne, si bien entamée, si vite interrompue, Louis songeait à reprendre en Belgique sa

veine de succès, bien résolu à la pousser plus loin cette fois. L'année 1693 n'avait pas encore sonné que déjà Boufflers avait investi Furne et menaçait Dunkerque. Le 5 janvier, la tranchée fut ouverte, et le lendemain la ville était prise. Dixmude se rendit, même avant qu'on l'attaquât. Le nom seul de Vauban faisait tomber tous les remparts. Plus tard, en mai, Louis, avec toute sa cour, vint en personne assiéger Liége; mais, grâce à un catarrhe royal qui fit suspendre les opérations, Guillaume eut le temps de jeter vingt mille hommes dans la place. Le siége devenait impossible ; mais l'ennemi n'avait plus en campagne que cinquante mille hommes à opposer à cent dix mille. Une fois battue cette armée, suprême effort des alliés dans les Pays-Bas, Bruxelles était ouverte et la Flandre perdue! Chacun le sentait dans les deux camps, et l'armée française, frémissant d'impatience, se repaissait déjà de sa future victoire.

Mais le *Grand Roi*, tout enivré qu'il fût de sa gloire, songeait avant tout à ne pas la compromettre. Effrayé à l'idée de la risquer dans une bataille où il faudrait commander en personne, il se décida brusquement à repartir pour Versailles, laissant ainsi échapper pour la deuxième fois l'occasion qui ne devait plus revenir. Vainement Luxembourg, désespéré, se jeta à ses genoux ; il s'agissait ici de l'intérêt de la France, et non du sien ; Louis fut inflexible. De peur de laisser à un autre la victoire dont il ne voulait pas, il retira de Belgique le tiers de son armée, pour l'envoyer sur le Rhin, où les succès mêmes devaient être inutiles. A dater de ce jour, Louis fut jugé comme général : amis et ennemis, Français et étrangers, le proclamèrent incapable de commander une armée, et propre, tout au plus, à venir recevoir les clefs des villes que d'autres avaient prises pour lui.

Luxembourg, à la tête de quatre-vingt mille soldats, menaçait toujours Liége, et Guillaume n'avait à lui en opposer que cinquante mille. Les deux armées se rencontrèrent à Neerwinde. L'avantage de la position était pour Guillaume ; l'élan, l'entrain étaient pour les Français, à qui une longue suite de succès avait donné cette foi en eux-mêmes qui est le secret de la victoire. La lutte fut longue et acharnée : Neerwinde fut pris et repris deux fois. Des torrents de sang coulèrent des deux parts. La cavalerie française resta immobile pendant quatre heures sous le feu de quatre-vingts canons, et le sort de la bataille se décida entre les deux infanteries. Enfin une charge furieuse des gardes-françaises à la baïonnette, la première de ce genre dont l'histoire fasse mention, mit les ennemis en déroute. Neerwinde resta décidément aux Français. La perte des alliés fut évaluée à douze mille hommes, sans compter ceux qui se noyèrent dans leur fuite. Mais les pertes du vainqueur n'étaient pas moindres, et le plus triste, c'est que ce triomphe, si cher acheté, resta sans résultat, comme tous ceux de cette guerre.

Bruxelles, incapable de se défendre, attendait ses vainqueurs. Guillaume, avec les débris mutilés de son armée, était hors d'état de leur fermer le chemin. Luxembourg n'avait qu'à étendre sa main sur sa proie : il ne le fit pas, et laissa au vaincu le temps de réorganiser son armée. Une malédiction semblait peser sur cette guerre inique, où tout avortait, même les victoires. La conquête de Charleroi fut le seul résultat de Neerwinde. Sur le Rhin, au même moment, une armée française prenait et brûlait une deuxième fois Heidelberg, et pillait jusqu'aux tombeaux des Électeurs, sans autre profit que des haines attisées comme à plaisir. Ainsi se

préparaient à travers les siècles ces tardives revanches, qu'une génération lègue à l'autre, et qui séparent, par des rancunes plus profondes que le Rhin, plus hautes que les Vosges, des peuples que Dieu a placés l'un à côté de l'autre pour se tendre la main.

En Italie, nous retrouvons l'Espagne impuissante, là comme partout. Une division espagnole assiégea Casal, éternel point de mire de tous les conquérants étrangers, tandis que le duc de Savoie, à la tête de l'armée alliée, marchait sur Pignerol, la clef des Alpes, dont il espérait forcer le passage. Mais Catinat, qui veillait sur cette frontière, sut la fermer à l'invasion, et le duc rabattit sur Pignerol. La place, bien fortifiée, tint bon, et donna le temps à Catinat de renforcer son armée. Bientôt ce fut son tour d'envahir le territoire ennemi avec quarante mille hommes, et de dévaster les riches campagnes de Turin, échange de cruautés et de ravages qui affaiblit les deux pays, sans profit pour le vainqueur.

Le 3 octobre, les fautes du duc livrèrent à Catinat la victoire de Marsaglia. L'infanterie française et ses baïonnettes s'y couvrirent de gloire. Vaudois, Espagnols, Allemands, réfugiés huguenots, toutes les nations, toutes les haines se trouvaient là, conjurées contre le *Grand Roi*. Aussi la victoire fut-elle vivement disputée. Neuf mille morts, deux mille prisonniers, vingt canons et cent drapeaux, tels furent les trophées de la France. Victoire inutile, du reste, comme toutes celles de cette guerre, où Louis embrassait trop pour rien étreindre ! Les Espagnols, découragés, durent lever le siége de Casal, pendant que les Français, ne sachant que faire de leur triomphe, s'en retournaient en Dauphiné.

Au même moment, Noailles, en Catalogne, prenait le port de Rosas. Il aurait fait plus et mieux, si le roi

n'avait pas affaibli son armée pour renforcer celle de Catinat, annulant ainsi une de ses conquêtes pour soutenir l'autre. Enfin, pour compléter le tableau de toute cette gloire perdue et de ce sang répandu en vain, la marine française, impatiente de réparer son échec de la Hogue, mettait en mer soixante et onze vaisseaux à Brest, et vingt-deux à Toulon, avec trente galères, chiffre imposant, qui marque son apogée ; car, après cela, comme la France, elle n'a plus qu'à descendre ! L'escadre de Brest allait attendre près du détroit de Gibraltar une flotte marchande qui revenait de Smyrne, escortée par une escadre anglo-batave ; Tourville, secondé par Jean Bart, le hardi corsaire, brûlait, coulait à fond ou enlevait à l'ennemi plus de cent vaisseaux de commerce ou de guerre. Ainsi, à la fin de cette sanglante campagne, où la lutte s'était promenée sur toute la face du continent et sur les mers qui le baignent, la réputation des armes françaises se soutenait plus brillante que jamais. Mais Louis XIV, comme Annibal, avait su vaincre, sans savoir profiter de sa victoire ; pour la première fois il restait décidément au-dessous de sa fortune.

L'excuse de Louis, c'est qu'il commençait à songer sérieusement à la paix. Louvois n'était plus là pour déchaîner en lui toutes les mauvaises passions. M[me] de Maintenon qui, moins étroite et moins occupée d'elle-même, eût pu être son bon génie, comme Louvois avait été le mauvais, s'appuyait sur Beauvilliers, Chevreuse, Fénelon, Catinat et Vauban pour lutter contre la politique de conquêtes dont Louis XIV lui-même commençait à se lasser. Mais un avocat plus éloquent en faveur de la paix que la veuve de Scarron, c'était l'affreuse misère qui, avec toute cette gloire souillée de sang, s'était abattue sur la France. L'industrie et le commerce étaient morts avec

Colbert; la marine seule lui survivait, mais plutôt militaire que marchande. La guerre, passée à l'état de maladie chronique, enlevait tous les hommes valides aux travaux des champs ou de l'industrie. La terre restait inculte, les moissons même périssaient sur pied, faute de bras pour les recueillir. Deux mauvaises récoltes avaient ruiné le pays. Le paysan, forcé de livrer ses blés aux armées, se nourrissait de racines ou de fruits. Quatre-vingt-dix mille personnes étaient mortes à Paris dans une seule année, de faim pour la plupart. L'Espagne même était moins malheureuse, car elle se dérobait à l'effort, ne pouvant le supporter, et laissait la guerre se faire sans elle et à son profit. La France, au contraire, payait de son sang, de son or et de ses larmes les triomphes de son roi. Et quand on songe que, après un Louis XIV, elle devait encore subir deux Napoléon, on se demande, en vérité, à quoi servent, aux peuples comme aux rois, les leçons de l'histoire?

La tardive modération de Louis et son soudain amour de la paix avaient encore une autre cause : avec la malheureuse reine d'Espagne il avait perdu le représentant naturel des intérêts de la France à Madrid. En face d'un roi moribond, dont l'héritage pouvait venir à vaquer d'un jour à l'autre, se trouvait l'Autriche, âpre à la curée de la succession, et qui pouvait y prétendre avec des chances au moins égales à celles de la France. Sur toute la face du continent, le *Grand Roi* n'avait que deux alliés, trop faibles et trop distants pour compter, la Suède et le Danemark; mais à défaut d'un appui réel, ces deux États pouvaient au moins lui prêter leur médiation auprès de l'Empire.

On est frappé du contraste entre les inutiles cruautés de Louis dans le Palatinat, et la modestie inattendue de

ses propositions de paix. Le négociateur, cette fois, désavouait le conquérant. Le vainqueur de Neerwinde offrait de restituer aux alliés presque tout ce qu'il leur avait enlevé : à l'Allemagne, il rendait l'électorat de Trèves et la rive droite du Rhin, avec Fribourg et Philipsbourg. Il renonçait à toute prétention sur le Palatinat, et ne voulait garder que Strasbourg et la frontière du Rhin. A l'Espagne, il était prêt à rendre ses conquêtes en Catalogne, qu'il savait bien ne pas pouvoir garder, et consentait à céder à l'Électeur de Bavière, après la mort de Charles II, toutes ses possessions des Pays-Bas.

Mais au fond, cette modération affectée de Louis n'était qu'un calcul de son ambition : il sacrifiait aux intérêts de sa dynastie l'intérêt permanent du pays ; pour assurer l'Espagne à son petit-fils, il renonçait à fortifier la France du côté du nord, et à éloigner sa frontière de la capitale. L'égoïsme restait toujours la grande, l'unique inspiration de son règne. Pour compter un roi de plus dans sa famille, il livrait la Flandre à la Hollande et à l'Angleterre; il était prêt à s'incliner devant la toute-puissance du fait qui avait assis sur le trône Guillaume, représentant de ces deux pays, rivaux avant d'être alliés, et dont le seul lien était leur haine commune contre la France.

Louis négociait aussi en grand secret avec le duc de Savoie, et offrait de lui rendre toutes ses conquêtes, s'il pouvait lui garantir la neutralité de l'Italie. Ainsi le roi de France se faisait de ses succès mêmes une arme pour imposer la paix, en acceptant, victorieux, des conditions que, vaincu même, il n'eût pas voulu subir. Le pape Innocent XII s'employa avec ardeur à cette œuvre sainte de pacification. La Hollande, le duc de Savoie et quelques petits États n'eussent pas mieux demandé que de

traiter; mais Léopold et Guillaume furent inflexibles. Le premier, l'œil tendu sur la succession d'Espagne, voyait, derrière la paix, l'héritage de Charles II échappant à la maison de Hapsbourg. Guillaume, de son côté, joignait à ses rancunes personnelles contre Louis celles du protestantisme qui se personnifiait en lui. Aussi, grâce à ses efforts, l'Angleterre, décidée à tout plutôt qu'à subir le retour de Jacques II, fit-elle un de ces efforts gigantesques qui donnent la mesure de son patriotisme : elle vota, pour défendre ses libertés et le roi de son choix, 5 millions et demi sterling (137,500,000 francs), quatre-vingt mille soldats et quarante mille matelots. Qu'on juge par ces chiffres de ce que l'ambition d'un seul homme coûtait à l'Europe et à la France !

Ainsi, pendant que l'Espagne se dérobait à cette guerre, entreprise pour elle, pendant que l'Empereur poursuivait contre les Turcs une lutte sans résultat, un pied en Orient et l'autre en Occident, l'Angleterre et la Hollande continuaient, avec la liberté pour alliée, à porter seules ce lourd fardeau. Elles n'hésitaient pas à se rendre responsables, devant l'Europe épuisée, du rejet des propositions du monarque français, et la guerre recommençait l'année suivante, faute de résultats assez décisifs pour commander la paix.

Louis XIV, abandonné à ses propres ressources, commençait à sentir cruellement le vide laissé autour de lui par Colbert et Louvois. Ses dépenses augmentaient chaque année, et ses revenus allaient toujours en diminuant. Les impôts étaient plus lourds que sous Colbert, et rendaient moins. Aussi le *Grand Roi* ne put-il mettre sur pied cette année que quatre-vingt mille hommes, contre cent vingt mille que rassemblèrent les alliés. La timidité remplaça l'audace dans les conseils

de la France. Le Dauphin, général de parade, propre à entraver plus qu'à agir, continuait à éteindre Luxembourg, condamné à garder en Flandre une timide défensive. Partout, en Flandre, en Allemagne, en Piémont, la guerre n'avait de réel que les déprédations des soldats et les souffrances de ces malheureuses contrées, éternel théâtre d'une guerre sans but, sans résultat et sans fin.

La marine française, réduite à trente-cinq vaisseaux de ligne, avait dû renoncer à l'Océan pour se rabattre sur la Méditerranée. Mais les éléments, cette fois, se mirent du côté de la France : une tempête, près de Gibraltar, dispersa l'escadre alliée avec une flotte marchande qu'elle escortait, et fit périr bon nombre de vaisseaux. Les alliés s'en vengèrent par une attaque manquée contre Brest, et bombardèrent encore Dieppe en se retirant. Mais Jean Bart sauva l'honneur du drapeau en reprenant aux Hollandais une flotte marchande, suédoise et danoise, qui apportait du blé à la France affamée.

Nous voudrions parler plus souvent de l'Espagne, mais il faudrait avoir quelque chose à en dire. Avant de s'attaquer à elle, Louis avait tenté de la détacher de l'Empire. Dans le conseil, Osuna avait insisté pour la paix à tout prix ; mais le parti autrichien avait plaidé chaudement la cause de l'Empereur et la continuation de la guerre. Charles II, malgré sa nullité, sentait confusément que le fond du débat, c'était la succession au trône qu'il occupait, et que, même avant d'être ouverte, elle embrasait déjà tout le continent. Irrité de voir Louis étendre la main sur un héritage qui n'était pas encore vacant, Charles notifia aux États de Hollande sa résolution de pousser la guerre avec la dernière vigueur. Il ajouta même « qu'il ne renonçait nullement à l'es-

poir de voir naître de lui un successeur direct au trône, ce qui trancherait la question, et ferait taire bien des espérances présomptueuses. »

En voyant ainsi toutes ses avances rejetées, Louis reporta tous ses efforts sur la Catalogne. Noailles, à force d'activité, était parvenu à se passer, pour vaincre, des renforts qu'on ne voulait pas lui donner. Dans cette province, qui ne pouvait pas prendre son parti d'appartenir à l'Espagne, et non à elle-même, le maréchal, avec vingt mille hommes, parvint à forcer la ligne du Ter, défendue par vingt mille recrues, et tua ou prit aux Espagnols cinq à six mille hommes. Il alla ensuite assiéger Palamos, que Tourville vint attaquer par mer. La ville se rendit, et Louis, enivré de ce succès, le seul de toute la campagne, envoya à Noailles l'ordre de marcher sur Barcelone. Ainsi le *Grand Roi,* si timide dans les Pays-Bas, était tout audace en Catalogne, terrain bien autrement difficile, où, pour réussir, il faut avoir le peuple pour soi. Barcelone, malgré ses vieilles sympathies françaises, n'avait pas pardonné à la France ce bombardement si gratuit et si mal avisé. Noailles, sans vivres, sans munitions, sans renforts, dut reculer devant une tâche impossible. Reportant toutes ses forces sur Gérone, il s'empara de cette forte cité qui commande le cours du Ter. Hostalrich et Castelfollit, enlevés par un coup de main, lui ouvrirent la route de Barcelone ; mais Tourville, devant les forces supérieures des alliés, avait dû se replier sur Toulon, et pour prendre une ville comme Barcelone, il faut l'attaquer par terre et par mer.

En somme, dans cette stérile campagne, le peu qui s'était fait était encore à l'honneur de la France. A forces égales, ses armées, pour peu qu'elles fussent com-

mandées, étaient partout sûres de vaincre. Et cependant Louis, malgré ses rancunes contre Guillaume, se résignait peu à peu à l'idée de traiter avec lui comme avec l'âme et le chef de la coalition. L'Angleterre et la Hollande, de leur côté, auraient fait bon marché de tous leurs alliés pour obtenir une paix avantageuse.

Un événement survint qui aurait dû décider Louis à faire la paix : c'était la mort de Luxembourg, le dernier de cette pléiade de grands capitaines qui avait entouré de son éclat les débuts du *grand règne*. Mais Louis, accoutumé à vaincre, croyait que la victoire avait fait un pacte avec lui, et pour obtenir la paix il ne trouva rien de mieux que de continuer la guerre. En ouvrant la campagne de 1695, Louis était résigné à garder partout la défensive, sauf, le moment venu, à la changer en agression. La France, tout d'une voix, désignait l'homme qui convenait à cette guerre, c'était Catinat! Mais ce qu'il fallait avant tout à Louis XIV, même avant des généraux habiles, c'étaient des courtisans, et il choisit Villeroi, son compagnon d'enfance, façonné par une longue discipline à flatter et à obéir.

Guillaume, dès qu'il ne se sentit plus en face de ce Luxembourg qui l'avait si souvent battu, retrouva tout d'abord l'audace qu'il avait perdue. Après quelques manœuvres hardies, il livra le flanc à Villeroi, qui demanda à Versailles la permission d'attaquer, sans l'obtenir de Louis, devenu prudent jusqu'à la timidité. Puis tout d'un coup, se dérobant à l'ennemi par une marche rapide, Guillaume, à la tête de quatre-vingt mille hommes, vint investir Namur. Boufflers n'eut que le temps de se jeter dans la place avec dix ou douze mille soldats.

C'est de cette époque que date le déclin de Louis,

privé de ses généraux, de ses ministres les plus capables, et resté seul en face de l'âge qui avance, et de la fortune qui décline. Nous renonçons à raconter en détail toutes les fautes de Villeroi, qui ne sut ni écraser Vaudemont, chargé de lui barrer le chemin, ni sauver Namur assiégé. Le 4 avril, Boufflers dut rendre la ville, et se retirer dans le château. Villeroi, au lieu de le délivrer, s'amusa à bombarder Bruxelles, ouverte au premier occupant. Un instant Villeroi et les alliés se trouvèrent en présence; mais d'une part comme de l'autre, on avait peur d'un résultat, et Guillaume, réunissant tous ses efforts contre le château de Namur, força Boufflers à capituler. Les pertes furent énormes pour les assaillants, de beaucoup les plus nombreux. La conquête de Namur avait été l'œuvre personnelle de Louis XIV, et tous les poëtes de cour l'avait chantée. Ce fut le premier grand succès de Guillaume, le premier revers personnel de Louis. *Échec au Roi!* dirent tout bas ses détracteurs, plus nombreux que ses flatteurs, depuis que la fortune avait cessé de lui sourire.

En Allemagne, la guerre se bornait à des dévastations périodiques sur les deux rives du Rhin, comme pour y entretenir vivante l'horreur du nom français. En Piémont, Catinat se tenait toujours sur la défensive. Casal avait fini par tomber dans les mains du duc de Savoie qui ne le prit qu'à regret, ne se souciant pas plus de voir l'Empire que la France s'établir à demeure dans la Péninsule. En Catalogne, les exactions des troupes françaises leur avaient aliéné le cœur de leurs alliés catalans. La situation n'était plus tenable, et Noailles finit par donner sa démission. Il fut remplacé par Vendôme, arrière-petit-fils de Henri IV, émule de Luxembourg en débauche comme en génie militaire.

Les flottes de Hollande et d'Angleterre continuaient à ravager nos côtes pour protéger celles d'Espagne. Elles bombardèrent tour à tour Calais, Granville et Saint-Malo, nid de corsaires, devenu, depuis Jean Bart, la terreur des Anglais. Les dommages furent minimes, et hors de toute proportion avec la dépense et l'effort. Seulement un fait resta avéré : c'est que la France renonçait à disputer l'empire des mers aux deux nations qui se le partageaient.

L'année suivante, Louis sentit la nécessité de tenter quelque grande entreprise pour rendre à son étoile l'éclat qu'elle commençait à perdre. Le prétexte de toutes ses guerres, le masque dont il voilait son ambition, c'était la restauration de Jacques II. Guillaume, reconnu pour seul roi après la mort de sa femme, avait, en droit strict, perdu tout titre légal à la couronne. L'Angleterre, d'ailleurs, était épuisée comme la France par cette lutte de géants. Le commerce était ruiné par les corsaires français, c'est-à-dire par la piraterie, élevée sous ce règne à la hauteur d'une institution, car la guerre légitime tout, le vol comme le meurtre, et dépouiller un ennemi, même inoffensif, c'est bien mériter de son pays! On évaluait les pertes de la marine marchande anglaise à quatre mille deux cents vaisseaux et 30 millions sterling (750 millions de francs).

Un complot fut ourdi à Londres par les jacobites, d'accord avec Louis XIV, pour appuyer son invasion par une révolte qui, pour peu qu'elle fût soutenue, pouvait devenir une révolution. Une petite armée française, que Jacques devait commander, se réunit dans les ports de la Manche ; mais le complot échoua : une flotte anglo-hollandaise vint croiser dans le détroit. La flotte française ne se montra pas, et le trône d'Angle-

terre échappa pour jamais à Jacques II, condamné à vie aux somptueux ennuis de Saint-Germain.

Cette tentative manquée n'eut qu'un résultat, ce fut d'éclairer Guillaume sur la conspiration permanente qui menaçait sa vie, au dedans comme au dehors, et de le rendre moins hostile à la paix. La guerre, en attendant, se poursuivait dans les Pays-Bas; mais les forces mises sur pied par les deux adversaires ne servirent qu'à s'annuler réciproquement. En Allemagne, les hostilités ne continuaient que pour la forme. En Catalogne, les Français étaient devenus presque aussi impopulaires que les Espagnols. Tout ce qu'ils pouvaient, c'était de s'y maintenir, sans rien tenter contre Barcelone, but de tous leurs efforts. En somme, l'Europe en avait assez de la guerre; la mauvaise honte empêchait seule les deux partis de prononcer le nom de paix. Les victoires comme les défaites étaient devenues inutiles; chacun sentait tout bas que c'était à la diplomatie de dénouer le nœud que les armes ne pouvaient plus trancher.

Le seul résultat de cette campagne pour la France, ce fut un traité secret avec le duc de Savoie, à qui, suivant le prince de Ligne, la « position de son duché ne permettait pas d'être un honnête homme. » Ce traité était déshonorant pour le roi de France, qui achetait bien cher un allié toujours douteux : il s'engageait à lui céder Pignerol démantelé, et à lui rendre la Savoie, Suse et Nice, dès qu'on aurait pu chasser les Impériaux de l'Italie, et que l'Espagne aurait repris possession de Milan, presque inféodé à l'Autriche. La fille aînée du duc devait en outre épouser le duc de Bourgogne, l'héritier du trône du France. Catinat, à la tête de cinquante mille hommes, descendit en Italie pour avoir l'air d'imposer au duc ce traité, que le vaincu dictait à son vainqueur.

Ainsi la France triomphante renonçait à ses vieilles prétentions sur l'Italie, qui lui avaient coûté si cher et si peu rapporté. Elle reculait même en deçà de ses frontières réelles en rendant la Savoie, et perdait avec Pignerol la clef du Piémont, comme elle avait perdu avec Casal la clef du Milanais.

Le défection du duc était un coup sérieux porté à la ligue. L'Empereur n'épargna rien pour ramener son allié infidèle : il alla jusqu'à lui promettre le Milanais après la mort de Charles II. Le duc répondit en montrant à ses portes l'armée française, ennemie apparente et secrète alliée. C'est ainsi que la maison de Savoie, condamnée à la ruse par sa faiblesse même, savait se faire une arme du besoin que l'on avait d'elle, et préludait à sa future grandeur.

Le 15 septembre, Louis XIV et son nouvel allié, n'ayant plus de ménagements à garder, publièrent leur traité. Le duc joignit ses troupes à celles de Catinat pour assiéger Valenza sur le Pô, étape plus avancée que Casal sur la route de Milan. La tranchée fut ouverte le 24, et la ville allait se rendre, quand les Impériaux, cédant à la force ce qu'ils avaient refusé aux instances du pape, consentirent à évacuer l'Italie, en se faisant payer 3 millions de livres cette honteuse retraite. La France, de son côté, renonça à Pignerol, à Nice et à la Savoie. Ainsi, sauf Victor-Amédée, personne ne gagna rien à ce traité, qui renvoyait hors de cause les deux parties, en affranchissant la péninsule, objet de leur longue rivalité.

Sur mer, la France continuait à abdiquer, et livrait aux bombes des Anglais tous nos ports de l'Océan, rendus imprenables par Vauban. Mais la gloire maritime de ses escadres était passée à ses corsaires. Jean Bart, avec un vaisseau et six frégates, enlevait aux Hollan-

dais cinq frégates et quarante vaisseaux marchands; il rentrait victorieux dans nos ports, à travers une flotte ennemie, impuissante à l'arrêter, et les succès de Duguay-Trouin égalaient presque ceux de Jean Bart !

Ainsi tout marchait vers la paix, en dépit des intérêts ou des rancunes qui se refusaient à l'accepter. Louis offrait de rétablir les choses sur le pied des traités de Westphalie et de Nimègue ; il consentait à rendre Strasbourg ou un équivalent. En Alsace comme en Savoie, la France se repliait en deçà de ses limites naturelles. Tant de victoires lui faisaient perdre du terrain au lieu d'en gagner. Guillaume, naguère le plus ardent adversaire de la paix, inclinait peu à peu vers cette grande nécessité de la situation. Il est des moments où le droit et la vérité, en dépit de toutes les fictions, reprennent forcément leur empire : l'opinion en Europe, lasse de cette guerre sans fin, imposait la paix aux rois qui n'avaient plus qu'à la subir. La Hollande, atteinte par nos corsaires dans sa fibre la plus sensible, son commerce maritime, réclamait la paix à grands cris, et pesait sur Guillaume de tout son poids. Chaque peuple, chaque État était à bout de sacrifices. La paix était dans l'air, et les conditions seules restaient à fixer : moralement parlant, elle était signée dans les cœurs avant de l'être sur le papier.

Enfin, le 4 février 1697, Léopold, cédant aux instances de l'Angleterre et de la Hollande, maintenant aussi ardente pour la paix qu'elle l'avait été pour la guerre, accepta comme elle la médiation de la Suède. Ces deux libres pays, au prix d'immenses sacrifices, avaient atteint leur but : Guillaume était définitivement assis sur le trône ; les deux alliés n'avaient donc plus aucun intérêt à la guerre; la continuer eût été faire un métier de dupes au profit de l'Empereur. Une seule

question séparait encore la France et l'Angleterre. Louis consentirait-il jamais à reconnaître Guillaume? La royauté du droit divin s'inclinerait-elle devant celle du fait? victoire bien difficile à remporter sur l'orgueil du *Grand Roi!*

Tout était donc mûr pour la paix, et les négociations définitives s'ouvrirent le 9 mars, dans un petit bourg de la Hollande, Ryswick, entre Delft et La Haye. Guillaume aujourd'hui voulait aussi sincèrement la paix qu'il avait jadis voulu la guerre. Tout le monde la voulait comme lui, sauf l'Espagne, qui céda la dernière, et fit semblant d'accepter la médiation, pour ne pas rester exclue de cette paix générale qui allait se conclure à ses dépens. Mais Louis XIV, habitué à négocier et à combattre en même temps, se réserva *in petto* de lui faire payer cher sa résistance. Décidé à pousser énergiquement la guerre contre elle, s'il était réduit à la faire, il promit sous main à Guillaume de renoncer à toutes les conquêtes qu'il pourrait faire en Catalogne. Guillaume, à son tour, s'engagea à ne pas opposer aux entreprises des Français en Flandre une résistance sérieuse. Ainsi la ligue était dissoute de fait, même avant que le traité ne fût signé ; le plus acharné des ennemis de Louis était le plus disposé à traiter avec lui.

Mais pendant qu'on négociait à Ryswick, la guerre s'était rallumée en Espagne et dans les Pays-Bas. Dans ce dernier pays, Louis avait cent cinquante mille hommes, sous les ordres de Catinat, de Villeroi et de Boufflers. Le 15 mai, Catinat vint assiéger Ath, le dernier rempart de Bruxelles, et Vauban dirigea les travaux du siége. Guillaume tint parole, et quoiqu'à la tête de quatre-vingt-dix mille hommes, il ne tenta rien pour secourir Ath, qui se rendit le 7 juin.

Quant à l'Espagne, les mots manquent pour exprimer l'état de misère et d'abjection où elle était tombée. Quelques faits en diront plus que toutes les paroles. Incapable de maintenir une armée avec un trésor vide et des revenus dévorés d'avance pour plusieurs années, le roi, en 1695, ordonne à tout grand d'Espagne de lever et d'équiper à ses frais trois cents hommes armés. Tout chevalier des ordres militaires devait en outre équiper et entretenir un soldat. Quant à l'argent, la couronne, après avoir essayé d'un emprunt, à douze ou quinze pour cent d'intérêts, finit par vendre, à beaux deniers comptants, les deux vice-royautés du Mexique et du Pérou. Enfin, incapable de défendre ses côtes et ses vaisseaux contre les corsaires français, la cour de Madrid mendiait à la Hollande et à l'Angleterre une flotte pour monter la garde devant ses ports.

Pour parler de la Catalogne, il nous faut rétrograder jusqu'en 1695. Sur terre comme sur mer, l'Espagne pliait sous le fait de son impuissance. La France avait pris pied en Catalogne où l'invasion, au lieu d'être l'exception, était devenue la règle. Le cabinet de Madrid n'ayant ni soldats ni argent pour les payer, avait été réduit à y envoyer, à l'aide d'une flotte anglo-batave, quinze mille Allemands, sous lés ordres du prince de Hesse-Darmstadt. Gastañaga avait succédé comme vice-roi à Escalona, car l'Espagne changeait de généraux tous les ans, mais, hélas ! sans changer de fortune, et certes, il eût fallu d'autres hommes pour tenir tête à un Vendôme. Mais, malgré son énergie et son talent, tel était l'état d'abandon où Louis laissait ses généraux, et la difficulté de trouver des recrues dans un pays épuisé par trente ans de guerre sans relâche, que Vendôme fut obligé, en 1695, d'évacuer toutes les places qu'il occu-

pait, sauf Rosas, Gérone et Palamos. Renforcé par les garnisons qu'il en tira, il attaqua l'armée hispano-allemande, et la battit près d'Hostalrich. Mais Louis XIV, pour qui toute bataille gagnée n'était plus qu'un moyen d'arriver à la paix, se servit de celle-ci pour proposer à l'Espagne une suspension d'armes.

Bien loin de l'accepter, le cabinet de Madrid donna l'ordre de renforcer l'armée du prince de Hesse, et de réparer les remparts de Barcelone. On fit même mine d'équiper une flotte pour croiser dans la Méditerranée. Mais en Espagne, il y a toujours loin d'un ordre donné à son exécution, comme l'atteste le proverbe : « *obedecer, y no cumplir,* » (obéir sans exécuter). Pendant que l'ennemi se préparait, Vendôme agissait : d'Estrées, avec dix vaisseaux, apparut un beau matin dans les eaux de Barcelone, et, le 6 juin, Vendôme, à la tête de trente mille hommes, vint s'établir sous ses murs. Le prince de Hesse, avec douze mille Allemands, avait eu le temps de se jeter dans la place. Velasco, à la tête d'une division espagnole, campait non loin de là, sur les bords du Llobregat, et maintenait les communications avec la montagne. Les assaillants n'étaient pas assez nombreux pour entourer cette immense enceinte, sans parler du fort de Montjuich qui, à lui seul, eût mérité les honneur d'un siége. L'entreprise était ardue et le succès douteux ; mais le sang de Henri IV coulait dans les veines de Vendôme, et il avait su inspirer sa confiance à son armée. Velasco, tenant déjà les Français pour vaincus, s'avança imprudemment ; il se fit battre et mettre en fuite (14 juillet).

La tranchée était ouverte depuis le 15 juin, et le siége poussé avec vigueur. Après deux assauts sanglants et quelques milliers de bombes lancées sur la ville, les

mines prêtes à jouer partout, Vendôme fit sommer la place de capituler. Un trait achèvera de peindre l'Espagne de Charles II : le gouverneur reçut de Madrid l'ordre d'épargner à la ville les horreurs d'une prise d'assaut. Il obéit à sa consigne, et, le 10 août, cette puissante cité, défendue par les forces réunies de l'Espagne et de l'Allemagne, se rendit aux Français avec Montjuich. La victoire avait été cher achetée : Vendôme avait perdu de huit à neuf mille hommes ; mais l'Espagne était à terre, la France lui tenait le pied sur la gorge. L'Aragon, épouvanté, se voyait déjà envahi ; la Péninsule tout entière demandait la paix à grands cris. Ajoutons, pour expliquer cette soudaine défaillance du cabinet de Madrid, que le parti français y ayant pris l'ascendant, c'était surtout contre la reine et le parti autrichien que le coup était dirigé. « A quoi bon, se disait-on, défendre contre la France un pays auquel elle va être appelée à donner un roi ? »

Pendant que l'Espagne voyait ainsi son unité entamée, et sa plus riche province en proie à l'invasion, ses colonies des deux mers payaient aussi leur tribut aux ravages de l'ennemi. Oran et Ceuta, ses deux dernières possessions sur la côte de Barbarie, étaient cernées par les Maures. Le cabinet de Madrid en était réduit à implorer, pour les défendre, l'appui du Portugal, son vassal révolté. En même temps une flotte de bâtiments de guerre français, armés en corsaires par des particuliers, et commandés par l'amiral Pointis, partait pour la mer des Antilles. Là elle se rallia à une flotte de flibustiers américains, et les deux escadres réunies jetèrent l'ancre devant Carthagène, entrepôt de tout le commerce du Pérou avec l'Espagne. La ville, après une opiniâtre résistance, finit par se rendre ; l'escadre fran-

çaise partagea avec ses ignobles alliés le butin, évalué à 20 millions de livres. Ainsi, d'un bout du monde à l'autre, la Castille était humiliée et battue, et cependant son incurable orgueil, le vice national de ce grand et malheureux pays, n'était pas encore brisé. Pour le dompter, il lui fallait l'humiliation suprême de recevoir un roi des mains de l'étranger!

L'Espagne était plus que vaincue, elle était à bas, pour ne plus se relever; l'heure de céder était venue. Louis, diminuant ses concessions à mesure qu'il se sentait le plus fort, ne parlait plus de rendre Strasbourg. Il consentait seulement à raser Kehl et les forts des îles du Rhin. Il daignait aussi rendre Fribourg et Brisach, et rétablir la limite du Rhin qu'avait dépassée la frontière française, condamnée à reculer chaque fois qu'elle avance au delà des bornes que la Providence lui a fixées. Strasbourg restait le plus ferme rempart de la France du côté de l'est, et l'on ne peut qu'approuver l'obstination de Louis à le garder. Si le plénipotentiaire français, Harlay, avait montré plus de fermeté, peut-être eût-il obtenu de garder aussi, en échange de quatre villes belges, Luxembourg, dont le territoire fait enclave dans la France; mais Strasbourg français, le Rhin libre et neutre, tel fut l'*ultimatum* de Louis, et il fixa aux alliés un dernier délai pour l'accepter.

A l'heure même où ce délai expirait, 20 septembre à minuit, date mémorable qui donna au monde une paix, hélas! trop précaire, les Hollandais signèrent les premiers le traité, et les Anglais après eux. La même nuit, l'Espagne céda enfin, et signa à son tour, avant l'Empereur, son complice dans une résistance sans espoir. Pour vaincre l'obstination de Léopold, qui sentait le trône d'Espagne échapper à sa famille, il fallut encore

plus d'un mois. Le 30 octobre, jour où expirait un nouveau délai concédé par Louis, l'Empereur se résigna enfin à accéder au traité.

Voyons maintenant les conditions de la paix. La Hollande rendait à la France Pondichéry, en échange d'un traité de commerce qui l'indemnisait de tout ce que la guerre lui avait coûté. Quant à l'Angleterre, Louis XIV s'engageait à n'assister aucun des ennemis du roi Guillaume, et à ne soutenir aucune rébellion contre lui. Des deux parts, on se restituait toutes les conquêtes, et le commerce entre les nations était rétabli sur le même pied qu'avant la guerre. La puissance la plus faible, la plus humiliée de toutes, l'Espagne, était la mieux traitée : Louis, qui voulait se faire accepter d'elle comme le futur arbitre de ses destinées, lui rendait toutes ses villes prises. Luxembourg, Charleroi, Mons, Ath, Courtray et Dinant.

A l'Empire et à l'Allemagne, Louis restituait tout ce qu'il leur avait enlevé, hors l'Alsace et Strasbourg, que l'Empereur cédait à la France en toute souveraineté. Louis rendait Trèves, Montbéliard, Deux-Ponts, Kehl, Fribourg, Brisach et Philipsbourg. Au jeune duc de Lorraine il restituait son duché, enlevé depuis vingt-sept ans à cette famille, vouée à la ruine par sa situation entre deux États trop puissants pour la laisser vivre. Nancy, démantelé, faisait retour à ses anciens maîtres ; mais la France gardait de ce côté deux places fortes, Marsal et Sarrelouis. Ainsi, l'un des principaux buts de la *grande alliance*, assurer la succession espagnole à la maison d'Autriche, était laissé de côté, et l'Empereur sacrifié ; les intérêts personnels avaient tué l'intérêt général.

Dans ce congrès tout catholique, les princes protestants, appuyés par la Hollande et l'Angleterre, essayèrent en vain de faire valoir leurs droits ; ils furent trahis par

l'Empereur, trop heureux des conditions qu'on lui faisait pour songer à ses alliés hérétiques. Ainsi, dans cette paix étrange, où le vainqueur faisait toutes les concessions, Louis, au point de vue religieux, se posait encore en arbitre de l'Europe, et forçait les princes réformés à subir la restauration du culte catholique dans les villes qu'il leur restituait. Mais au point de vue politique, Louis sacrifiait toutes ses conquêtes à un seul but, la succession d'Espagne. Ainsi cette paix même, si peu honorable pour la France, était grosse d'une nouvelle guerre. Le repos du continent était assuré... jusqu'à la mort de Charles II, et la paix du monde rattachée à un fil bien fragile, la vie de ce royal avorton qui n'avait jamais pu parvenir à âge d'homme.

Un seul prince gagnait à ce traité, c'était le duc de Savoie, payé de sa duplicité par la restitution de tous ses domaines, et par le mariage de sa fille avec l'héritier de la couronne de France, alliance inespérée qui assurait la fortune de la maison de Savoie ! Quant à Guillaume, sa politique avait changé avec son intérêt : il était maintenant aussi impatient de dissoudre la *grande alliance* qu'il l'avait été de la fonder. Comme stathouder des Provinces-Unies, il avait soulevé toute l'Europe contre la France ; comme roi d'Angleterre, il n'avait plus qu'une pensée, c'était d'ôter à Jacques II tout espoir de ressaisir sa couronne. Or ce but était atteint : Louis désavouait toute sa politique passée, et sacrifiait Jacques et ses sympathies religieuses au douteux espoir de la succession de Charles II. Dès lors. Guillaume cessait d'être l'ennemi de Louis XIV, et le protestantisme s'asseyait paisiblement sur le trône d'Angleterre, en attendant l'heure où Louis assoirait sur le trône de la Péninsule un prince de sa maison.

La paix de Ryswick n'est pas, comme celle de Munster, une des grandes dates de l'histoire, ce n'est qu'une trêve passagère, qui laisse tout en suspens, et concentre toutes les questions en une seule, la succession espagnole, pour la résoudre dans trois ans par une guerre nouvelle. Tous les États du continent, épuisés par cette lutte sans relâche, ont besoin de reprendre haleine, et la France plus qu'aucun d'eux. Les armées, ce chancre rongeur qui dévore toutes les ressources des peuples, se sont grossies hors de toute mesure. La France, depuis vingt ans, a doublé son état militaire et forcé l'Europe à en faire autant. Chose étrange, et qui suffirait à faire mettre la guerre au ban de l'humanité, non pas comme cruelle, non pas comme immorale seulement, mais comme dénuée de sens; plus l'effort a augmenté, et plus les résultats diminuent! Le sang coule à flots, l'Europe se dépeuple, et les victoires ne décident plus rien. Ce tribunal de sang a beau rendre ses arrêts, on appelle toujours de la sentence, et Dieu semblerait absent de l'histoire si l'heure du châtiment n'approchait pas pour l'ambitieux monarque qui ne veut pas que l'Europe puisse un instant respirer en paix!

CHAPITRE III.

INTRIGUES POUR LA SUCCESSION AU TRONE. MORT DE CHARLES II.

1697-1700.

Du jour où ce fantôme de roi qu'on appelle Charles II est monté sur le trône, la succession d'Espagne a été moralement ouverte. Tout le monde sait d'avance qu'avec cet enfant couronné, qui tettait encore à quatre ans, et qui jusqu'à cinq n'a pu ni marcher, ni parler, doit s'éteindre bientôt cette race atrophiée qui, à chaque génération, fait un pas de plus vers sa tombe. Aussi, dès ce jour-là, toutes les ambitions dynastiques se sont-elles éveillées d'un bout de l'Espagne à l'autre. Quant à Louis XIV, la pensée qui domine et remplit tout son règne, c'est la succession d'Espagne! Tout dans sa politique est sacrifié à ce but, tout y tend et tout y ramène. Pour l'atteindre, Louis est capable de tout, même de résister aux entraînements de son orgueil, et d'arriver à une modération relative. Ainsi, sachons-lui gré de n'avoir pas voulu l'Espàgne pour lui, mais pour un prince de sa maison, car les fautes, sans cela, fussent devenues irréparables, et eussent été plus sévèrement punies.

Depuis la paix de Ryswick, l'Europe elle-même n'a

plus qu'une seule pensée, la succession espagnole. Qui héritera de ce trône, vacant même avant la mort du titulaire? La Péninsule sera-t-elle autrichienne ou française? A qui ce vieillard de trente-cinq ans laissera-t-il le trône qu'il n'a pas su occuper? car, par une étrange ironie de la fortune, c'est Charles II, ce roi incapable d'agir et de penser par lui-même, qui sera chargé de nommer son successeur, et d'inféoder l'Espagne à une dynastie étrangère. Bizarre fiction, plus criante encore que celle de l'hérédité royale, et à laquelle le peuple espagnol, après s'être révolté d'abord, finira par se soumettre!

La France n'a plus d'alliés, elle n'a plus même de clients, comme la Suède et la Hollande, car les peuples ont la mémoire plus courte pour les bienfaits que pour les offenses; la méfiance trop fondée qu'inspire l'ambition de Louis a d'avance justifié toutes les défections. Quant à l'Espagne, elle a cessé de compter par elle-même; mais unie à la France, dont sa situation géographique la fait dépendre, elle peut encore jeter son poids dans la balance; aussi tous les États sont-ils ligués d'avance contre celui qui voudra confisquer à son profit cette monarchie, si puissante autrefois, aujourd'hui si déchue. Louis, d'ailleurs, en abandonnant la vieille politique suivie par trois générations d'hommes d'État, s'est aliéné l'Europe protestante que la France catholique avait prise sous sa tutelle. La politique du *Grand Roi*, c'est d'avoir toujours quelque chose à réclamer de chacun; son châtiment, c'est de n'avoir pas d'alliés, et de réunir tout le monde contre soi. Le sage de Lionne, qui le contenait, a cessé d'exister, et l'implacable Louvois, tant qu'il a vécu, l'a poussé à sa ruine, que tout le monde a pu prévoir, du jour où rien ne l'a plus arrêté sur sa pente

Maintenant, passons en revue les divers candidats qui, dès 1697, aspiraient à recueillir cette succession, même avant qu'elle ne fût ouverte. Le premier, en date comme en importance, celui dont les droits paraissent le mieux fondés, c'était Louis XIV. Ces droits, il les tenait à la fois de sa mère, Anne d'Autriche, fille aînée de Philippe III, et de sa femme, Marie-Thérèse, sœur aînée de Charles II. Toutes deux, en se mariant, avaient dû renoncer à tout droit à la couronne, les Espagnols ne voulant, en aucun cas, admettre la possibilité de leur réunion à la France, et l'Europe n'étant pas plus disposée à le permettre. Mais les Cortès n'avaient pas ratifié la renonciation de Louis XIV et de l'infante, la dot qui devait accompagner sa main n'avait pas été payée, et, au dire des légistes français, c'en était assez pour invalider la renonciation du couple royal.

L'héritier naturel des droits de Louis et de Marie-Thérèse au trône de la Péninsule, c'était le Dauphin, leur fils; mais Louis connaissait trop les justes susceptibilités de l'Espagne pour songer à réunir les deux couronnes sur la tête d'un prince français, et c'était au second fils du Dauphin, à Philippe, duc d'Anjou, qu'il destinait cet héritage, d'avance si disputé.

Le second prétendant était le prince électoral de Bavière, petit-fils de l'infante Marguerite, épouse de l'empereur Léopold, et sœur cadette de Marie-Thérèse, reine de France. Marguerite n'avait pas, comme sa sœur, renoncé à toute prétention sur la couronne d'Espagne, pour elle et pour ses descendants. Elle était morte en laissant une fille, mariée à l'Électeur de Bavière. Celle-ci, en mourant, avait transmis ses droits à son fils, alors âgé de sept ans; mais ces droits étaient fort amoindris par la renonciation que Léopold, en mariant sa fille,

avait exigée d'elle, pour ne pas les laisser sortir de la maison d'Autriche.

Le troisième prétendant était ce même Léopold, fils de la seconde fille de Philippe III, tante de Charles II. Ses droits personnels étaient donc inférieurs d'un degré à ceux de Louis XIV, et surtout à ceux du Dauphin et de son fils. L'héritier naturel des droits de l'Empereur eût été son fils Joseph; mais par les mêmes motifs que le roi de France, il avait fait passer ces droits sur la tête de son second fils, l'archiduc Charles.

Un quatrième prétendant, mais que personne ne prenait au sérieux, c'était le roi de Portugal, descendant de Jeanne, fille de Henri IV l'*impuissant*, roi de Castille, remplacé sur le trône par Isabelle *la Catholique*. Ces droits, qui dataient de trois siècles, étaient sans doute bien surannés; toutefois le roi don Pedro en avait un plus sérieux à faire valoir : c'était l'intérêt des deux royaumes qui, par cette fusion pacifique, auraient, sans verser une goutte de sang, reconstitué l'*Union ibérique*. Mais l'Espagne qui, même déchue, n'avait rien rabattu de son orgueil, n'eût voulu à aucun prix devoir son unité au Portugal, province rebelle qu'elle comptait se rattacher, non par un mariage, mais par la conquête.

La guerre avec l'Empire, devenue chronique comme avec l'Espagne, avait semé entre Léopold et Louis de profondes inimitiés. Nous avons vu, en 1668, le projet de partage de la monarchie espagnole entre les deux prétendants, un instant rapprochés. Léopold, à cette date, ne regardait donc pas comme valide la renonciation faite par Anne d'Autriche, ni celle de Louis en épousant Marie-Thérèse. Mais les guerres survenues depuis avaient à jamais séparé les deux rivaux. L'Empereur, changeant brusquement d'avis, déniait mainte-

nant à Louis XIV et à sa famille tout droit à la succession espagnole, et provoquait contre lui les légitimes défiances de l'Europe.

Chacun des prétendants, sauf le roi de Portugal, avait son parti à la cour de Madrid, et assurait sans bruit ses chances pour l'avenir. De son vivant même, l'infortuné Charles II voyait ainsi escompter sa mort, et dépecer son héritage. La tristesse qui le minait s'accroissait encore des persécutions que lui faisaient subir sa femme et sa mère, divisées entre elles sur la succession, comme sur tout le reste. Sa mère qui, bien qu'Autrichienne, avait embrassé le parti bavarois, était morte en 1696, et Charles était retombé sous l'influence de sa femme et du parti autrichien, soutenu par la majorité du cabinet.

Mais si la cour était pour l'Allemagne, le pays était pour la France. L'Espagne, d'ailleurs, depuis la paix de Ryswick, était, comme de tout temps, inondée par un déluge de Français qui venaient y chercher fortune, et se charger de tous les travaux que la paresse ou la fierté nationales interdisaient aux Espagnols. Cette colonie flottante, toujours chassée par la guerre, et qui revenait avec la paix, rattachait, fût-ce malgré elle, l'Espagne à la France, et y soulevait l'opinion contre les Autrichiens qui y venaient, non pas pour travailler, mais pour s'y emparer, sous deux générations de reines, du monopole de tous les emplois.

Entre tous ces prétendants, l'Espagne elle-même hésitait comme l'Europe; seulement, elle était intéressée de plus près dans la question, car cet état d'incertitude, en se prolongeant, pouvait allumer chez elle la guerre civile. Les ministres, n'osant prendre sur eux une aussi grave responsabilité, se décidèrent à convoquer une

junte, composée de tous les grands du royaume et de quelques jurisconsultes. Le plus célèbre d'entre eux, Soto, s'appuyant sur le vœu du pays, se prononça hautement en faveur de la France. Quelques voix s'unirent à la sienne; mais le penchant bien connu du roi pour le prince de Bavière entraîna la majorité qui, déclarant nulle la renonciation imposée à l'Électeur, reconnut les droits du prince bavarois. Le résultat fut un testament, signé en 1698 par l'imbécile monarque, où, comme s'il avait une volonté, il appelait, dans des circonstances aussi critiques, un enfant de sept ans à l'héritage de la monarchie espagnole, destinée, comme ses rois, à une minorité éternelle, et conférait la régence à l'Électeur, pendant la minorité de son fils.

Mais la France avait alors pour la représenter en Espagne un homme à la hauteur de cette tâche, c'était le comte d'Harcourt. Les débuts avaient été difficiles : arrivé à Madrid au commencement de l'année, le roi, circonvenu par les deux partis, autrichien et bavarois, avait pendant trois mois refusé de le voir ; mais d'Harcourt, soldat en même temps que diplomate, sut s'appuyer à la fois sur les sympathies nationales, sur une armée française aux Pyrénées, et sur 10 millions de livres qu'il distribua à cette cour famélique. La grâce et la séduction de son langage contrastaient heureusement avec la hauteur maladroite de l'ambassadeur autrichien, brouillé avec tous les grands, à qui il ressemblait trop pour ne pas leur déplaire. Quand la junte eut rendu son arrêt, d'Harcourt ne craignit pas de protester contre sa décision, et contre le testament même du monarque. Il montra le roi de France prêt à rompre avec l'Espagne si on méconnaissait ses droits, que cent mille *témoins*, campés sur la frontière, étaient

prêts à attester. Moitié menaces, moitié séduction, le parti français, très-fort dans le pays, regagnait pas à pas à la cour le terrain qu'il avait perdu. Sa recrue la plus importante, ce fut le cardinal Porto-Carrero, archevêque de Tolède, qui se prononça hautement en faveur du duc d'Anjou.

Mais pendant que d'Harcourt s'efforçait de faire annuler le testament de Charles, la tête de Louis, toujours fertile en projets, en était revenue à la pensée du partage. Cette fois, ce n'était plus avec l'Empereur qu'il pouvait traiter, car Léopold, en ce moment, pesait de tout son poids sur l'Espagne pour l'aliéner de la France. La seule ressource qui restât à Louis, c'était de se rapprocher de Guillaume III, désintéressé au fond dans la question de partage. Le gagner, c'était gagner à la fois la Hollande et l'Angleterre ; et si l'on parvenait à s'entendre, les trois États coalisés seraient toujours à temps d'imposer à l'Empereur leur volonté, tout en lui faisant sa part, s'il en était besoin. Enfin Louis se disait aussi, non sans raison, que Guillaume aimerait mieux lui concéder de bonne grâce une partie de l'héritage que de courir le risque de le lui voir prendre tout entier.

Le 11 octobre, le traité de partage fut signé à La Haye entre les trois puissances. Charles II, dont il fallait avoir l'air de respecter la volonté, au moins tant qu'il vivait, ayant testé en faveur du prince de Bavière, la plus large part fut attribuée à celui-ci : il eut l'Espagne, les Indes et la Sardaigne. Le petit-fils de Louis devait avoir en partage Naples et la Sicile, et l'archiduc Charles le Milanais, comme un os que l'on jetait à ronger à l'Empire.

Ainsi qu'on devait s'y attendre, personne ne fut content de son lot. L'Empereur se trouva lésé dans ses

droits; l'Espagne, en se voyant dépecée toute vive par le descendant de Guillaume *le Taciturne*, se sentit blessée à la fois dans son orgueil et dans son patriotisme. Charles II se hâta de renouveler en faveur du prince de Bavière son testament, que les intrigues de l'Autriche étaient parvenues à lui faire annuler. Mais tous ses efforts pour sauver l'intégrité de la monarchie furent déjoués par un coup imprévu. La vie de ce jeune prince, sur qui reposaient tant de projets d'avenir, fut tranchée tout d'un coup par une maladie que l'Électeur, dans son désespoir, attribua au poison, en accusant d'abord le roi de France, et ensuite l'Empereur.

L'accord entre les trois puissances n'était pas encore rompu; le premier partage ayant avorté par la mort du Bavarois, on en fit un second, en attendant un nouveau testament de Charles II. Par un traité signé à Paris, le 25 mars 1700, le splendide héritage de la monarchie ibérique fut encore une fois divisé entre les deux seules puissances intéressées au partage. A l'Empereur échut le gros lot : l'Espagne, les Pays-Bas, la Sardaigne et les Indes. La part de la France fut plus modeste : ce fut Naples, la Sicile, et la Lorraine, au lieu du Milanais que le duc de Lorraine consentait à échanger contre ses États. On s'étonnera peut-être de la modération de Louis XIV; mais ni l'Angleterre, ni la Hollande, ni Guillaume n'eussent jamais consenti à céder à la France l'Espagne et les Pays-Bas, et Louis ne l'ignorait pas! Enfin la combinaison actuelle n'était pas le dernier mot de Guillaume : craignant de voir la France régner dans la Méditerranée, du jour où elle serait maîtresse des Deux-Siciles, il espérait l'amener à les échanger contre la Savoie. Malgré l'inégalité des deux lots, l'intérêt bien entendu de la France eût dû porter Louis à accepter l'échange;

car, avec la Savoie, la Lorraine et l'Alsace, la France serait presque rentrée dans ses limites naturelles, tandis que ces possessions lointaines, toujours précaires et disputées, n'étaient pour elle qu'un danger de plus et une excitation à de nouvelles conquêtes.

Partager la monarchie espagnole sur le papier et dans un congrès était chose facile ; mais il fallait faire accepter le partage aux deux parties les plus intéressées, l'Espagne et l'Empereur, amener la première à se laisser démembrer, et le second à se contenter d'une partie au lieu du tout. L'orgueil castillan se révoltait à bon droit contre toute idée de démembrement. Léopold, malgré la large part qui lui était faite, ne pouvait laisser mettre ainsi l'Autriche à la porte de l'Italie, où elle a toujours cherché à prendre racine. Irrité surtout contre l'Angleterre et la Hollande, qu'il avait crues ses alliées, Léopold se rejeta du côté de Louis dont il crut avoir meilleur marché en traitant avec lui seul. Il lui fit offrir de ratifier ostensiblement le traité de partage, avec une clause secrète qui donnerait à l'Autriche le Milanais, en échange des Indes de l'ouest et des Pays-Bas qui échoiraient à la France. Un instant Louis fut tenté d'accepter cette combinaison, tout à l'avantage de la France qui doit, avant tout, tendre à reculer sa frontière vers le nord ; mais il se méfia, non sans raison, de la sincérité de l'Empereur, qui protestait à Madrid au même moment contre toute idée de démembrement, et Léopold, trompé dans son espoir de prendre pied en Italie, refusa de ratifier le traïté de partage (18 août).

En repoussant des offres aussi séduisantes, Louis espérait se concilier l'Angleterre et la Hollande qui, à aucun prix, n'eussent jamais ratifié les offres de Léopold, même faites de bonne foi. L'Angleterre, en

effet, régnait par sa marine dans les Antilles, et ne se souciait pas de les voir passer sous le sceptre de Louis ; la Hollande, de son côté, n'eût jamais permis à la France de s'établir dans les Pays-Bas, qu'elle voulait avoir entre elle et sa turbulente voisine. Mais, en agissant ainsi, Louis s'aliéna l'Autriche sans s'attacher Guillaume, sur qui l'on ne pouvait guère compter, ni comme allié, ni comme ennemi, son intérêt étant la seule ligne de conduite à laquelle il demeurât toujours fidèle.

Revenons maintenant sur nos pas, vers ce palais où va s'éteindre dans la tristesse et l'atonie cette frêle vie de Charles II, abreuvée, avant de finir, de tant d'amertumes et de dégoûts. Après la mort du prince de Bavière, la dernière ressource du roi mourant c'était un second testament ; mais en faveur de qui le rédiger ? Allemand d'origine et de penchants encore plus qu'Espagnol, Charles, dans sa famille, était entouré d'influences autrichiennes ; avec sa mère comme avec sa femme, c'était toujours l'Autriche qui régnait dans son palais. D'un autre côté, le parti français, grâce à l'habileté de ses chefs, d'Harcourt et Porto-Carrero, gagnait chaque jour du terrain. Si l'Autriche héritait, c'était le démembrement ; si la France, c'était l'unité ; entre les deux partis, l'orgueil castillan ne pouvait pas hésiter. Louis, en présentant comme candidat au trône d'Espagne le second de ses petits-fils, témoignait assez haut de sa résolution de séparer les deux couronnes pour rassurer même les plus méfiants. La France, tutrice naturelle de l'Espagne, du moment où elle assoirait un de ses princes sur ce trône, aurait tout intérêt à défendre l'intégrité de la monarchie, et y réussirait mieux que l'Autriche, trop excentrique pour peser beaucoup sur les destinées du continent. Enfin

les Allemands, grâce à deux reines autrichiennes, au père Nithard et à la Berleps, avaient eu l'art de se faire détester en Espagne. La France, elle aussi, avait donné deux reines à la Péninsule ; mais toutes deux, en arrivant à Madrid, avaient oublié leur patrie pour se faire Espagnoles, et Louis XIV n'avait pas encore décidé « qu'il n'y aurait plus de Pyrénées. »

Tiraillé entre les penchants de son cœur et de sa race, et l'intérêt de son pays, harcelé dans sa conscience par le nouveau confesseur que lui avait infligé Porto-Carrero, Charles usait dans ces pénibles combats le peu de forces qui lui restaient. Ame honnête et timorée, celui qui était maître de sa conscience était maître du pouvoir, que Charles ne possédait que pour le livrer. Le nouveau confesseur, Froylan Diaz, était un dominicain, créature du cardinal, et membre de cet ordre trop fameux qui a doté l'Espagne de l'inquisition. Mais ce n'était pas assez d'occuper la place, il fallait la garder contre les assauts de la reine et du parti autrichien, toujours aux aguets. Sur une âme comme celle de Charles, on ne pouvait régner que par la terreur. Un plan vraiment infernal fut conçu par le cardinal, le grand inquisiteur et le confesseur du roi. Dans cette terre classique de la superstition, où tout ce qui s'éloigne du cours ordinaire des choses est réputé l'œuvre du démon, l'étrange état mental de Charles II, ce vide dans sa pensée toujours absente, cette souffrance continue, sans siége et sans cause appréciable, ces tremblements convulsifs dont son être tout entier était agité, avaient fait naître dans beaucoup d'esprits la pensée que le roi était ensorcelé. De la cour, cette croyance s'était répandue dans le pays. Il ne s'agissait plus que d'exploiter cette fable, jetée en pâture à la crédulité du vulgaire.

Les inventeurs de cette trame diabolique n'eurent pas de peine à persuader à l'imbécile monarque que ses souffrances étaient l'œuvre du diable, qui se servait pour le tourmenter de ceux qui l'approchaient de plus près. On n'osa pas désigner plus clairement la reine, Oropesa, Melgar et tout le parti autrichien ; mais l'infortuné Charles II fut ainsi mis en défiance contre ceux qu'il aimait le plus, et sa tristesse s'en accrut d'autant. Une fois le roi convaincu qu'il était possédé du diable, la conclusion toute naturelle c'était de l'exorciser. Le triste monarque s'y résigna avec une soumission mêlée d'effroi. La reine et les ministres n'osèrent pas s'y opposer, de peur de confirmer des soupçons, déjà éveillés. L'exorcisme se fit donc en grand apparat. Un capucin allemand, versé dans l'art de conjurer les démons (*lanzar demonios*), y procéda avec une solennité et une énergie qui pénétrèrent de terreur le tremblant monarque, agenouillé devant lui. Sa mélancolie, dès lors, devint plus continue et plus profonde. Pour lui plus de repos, ni jour, ni nuit; des soupirs involontaires s'échappaient de sa poitrine; après l'idiotisme et l'hypocondrie, la folie était à la porte.

Mais le but de la conspiration cléricale n'était pas encore atteint : Charles, tout en se croyant bien et dûment possédé, n'en rendait pas encore responsables la reine et le parti autrichien. Le grand inquisiteur et le confesseur, qui semblent, dans cette triste comédie, s'être pris eux-mêmes à leur propre piége, inventèrent de consulter par écrit un célèbre exorciste qui vivait dans un couvent des Asturies. Le moine, consulté par écrit, répondit que le démon, interrogé, lui avait révélé que le roi était ensorcelé, depuis l'âge de quatorze ans, par une poudre faite avec la cervelle d'un supplicié, et

mêlée à son chocolat. Le malin esprit ne nomma pas la reine mère ; mais il l'indiqua si clairement qu'il n'y avait pas à s'y tromper; le même sortilége, au dire du démon, avait fait périr don Juan d'Autriche. Quant au remède, il était simple et facile : le malheureux roi n'avait qu'à jeûner, à s'oindre d'huile consacrée, et à vivre séparé de sa femme.

Nous abrégeons ces détails, rebutants autant que puérils, mais qui peignent le monarque, le siècle et le pays. Sur ces entrefaites, le grand inquisiteur étant venu à mourir, la reine parvint à le faire remplacer par une de ses créatures. Ne pouvant atteindre le cardinal, elle s'en vengea sur le confesseur qu'elle parvint à écarter du lit de mort du monarque. Sa haine le poursuivit jusqu'à Rome, et là elle le fit jeter en prison où il languit des années.

L'infortuné Charles n'était pas encore au bout de ses épreuves : le cardinal, voyant qu'il ne pouvait ruiner dans l'esprit du monarque le parti autrichien, souleva le peuple contre Oropesa et Melgar, en leur imputant l'ensorcellement du roi, les revers de la guerre et les hontes de la diplomatie. La disette était l'œuvre spéciale d'Oropesa, qui aurait exporté en Portugal une immense quantité de grains, et accaparé toute la récolte d'huile de l'Andalousie. L'accusation était fausse ; mais dans ce malheureux pays, où les concussions sont la règle, et la probité l'exception, il suffit d'accuser un homme public pour que tout le monde vous croie sur parole !

Bientôt la populace, excitée par les émissaires du cardinal, se rassembla sous les fenêtres du palais, en demandant à grands cris du pain et la tête d'Oropesa. Tous les efforts de la police pour réprimer l'émeute furent impuissants. Déjà le peuple en furie était prêt à

enfoncer les portes, et exigeait que le roi se montrât sur le balcon. « Le roi est endormi, dit un de ses chambellans. — Il y a assez longtemps qu'il dort! dit un homme du peuple, il est temps qu'il s'éveille! » Enfin Charles, pâle et tremblant, se décida à paraître, incapable de parler, et soutenu, ou plutôt porté dans les bras de ses assistants. « Adressez-vous au comte d'Oropesa, dit au nom du roi le comte de Benavente, c'est lui qui est chargé d'approvisionner la ville. » Le peuple aussitôt, détournant sa colère sur la proie qu'on lui jetait, se dirigea avec des cris menaçants vers le palais d'Oropesa. Averti à temps, celui-ci put encore se sauver; mais le palais fut saccagé de fond en comble, et l'apparition d'un fort détachement de soldats put seul mettre un terme à ces désordres.

Il n'était plus permis au roi d'hésiter: il fallait choisir entre ses ministres et sa couronne! Le cardinal parvint à le décider à ce pénible sacrifice : Oropesa et Melgar furent bannis de Madrid, et la reine resta à la cour le seul représentant du parti autrichien. A dater de ce jour, Porto-Carrero et le parti français régnèrent seuls sur l'Espagne et sur son roi; le prince de Hesse-Darmstadt et ses Allemands se réfugièrent en Catalogne, et la reine, isolée et sans appui, dut se retirer entièrement de la politique. Quant à l'infortuné monarque, banni de sa capitale par ces scènes de violence, il alla en avril chercher un refuge à l'Escurial. Mais cette morne retraite rendit encore plus sombre la mélancolie, héréditaire dans sa famille, qui avait amené Charles-Quint à San Yuste. Par un de ces étranges caprices qui ne sont pas encore la folie, mais qui y mènent, le roi moribond voulut descendre dans le *Panthéon* souterrain où reposaient les rois ses aïeux. Une curiosité malsaine le

portait à voir ce que la tombe avait fait de son épouse bien-aimée. Le corps, embaumé avec soin, n'offrit, quand le cercueil fut ouvert, presque aucune trace de décomposition. Marie-Louise était là, belle encore dans la mort, une paix céleste empreinte sur son pâle visage : « Je serai bientôt au ciel avec elle! » dit le roi, saisi à la fois de tendresse et d'horreur; puis il s'enfuit épouvanté, et ce spectacle acheva d'ébranler le peu de raison qui lui restait. La mort devint sa seule pensée, et un séjour d'un mois à Aranjuez ne put effacer la fatale impression que cette visite lui avait laissée.

Le roi était à peine âgé de trente-huit ans ; mais quand il revint à Madrid, c'était un vieillard décrépit. Il y retrouva toutes les obsessions qu'il avait voulu fuir. L'impitoyable cardinal le persécutait sans relâche pour lui faire signer ce testament où un prince, incapable de se gouverner lui-même, allait décider de l'avenir d'un grand peuple. Tremblant à l'idée de la responsabilité qui pèserait sur lui, dans ce monde comme dans l'autre, Charles, malgré les instances du cardinal, hésitait encore quand arriva à Madrid la nouvelle du second partage. Or le dernier sentiment qui survécût à tous les autres, dans le vide de cette âme désolée, c'était l'orgueil national. Comme tout bon Espagnol, Charles se révoltait à l'idée de voir démembrer cette vaste monarchie, encore réunie dans ses faibles mains. Aussi, tout écrasé qu'il fût sous le sentiment de son impuissance, retrouva-t-il quelque chose de l'énergie d'un roi pour exprimer à l'ambassadeur d'Angleterre son indignation à l'idée d'un partage, et le représentant de l'Espagne à la cour de Londres reçut l'ordre de quitter l'Angleterre.

Chose étrange ! Ce projet de partage, qui aurait dû à jamais aliéner de Louis XIV le peuple espagnol, fut jus-

tement ce qui le rapprocha de lui. La France seule, en effet, était assez puissante pour assurer, envers et contre tous, l'intégrité de ce prodigieux assemblage de royaumes. L'Espagne aimait encore mieux se donner tout entière au petit-fils de Louis, que de se voir dépecer en lambeaux par cette meute de rois, affamés de ses dépouilles.

Il fallait frapper un dernier coup pour obtenir du roi moribond ce testament qui seul pouvait trancher la question. Sur cette âme où le raisonnement ne pouvait rien, et où l'instinct de la famille parlait seul en faveur de l'Autriche, le cardinal fit jouer le ressort de la conscience. Il redit à Charles qu'il n'avait pas droit de mourir avant d'avoir tranché cette grave question, et assuré le salut de la monarchie que Dieu lui avait confiée. A force d'évoquer, devant cette âme timorée, les terreurs du jugement, et le compte terrible que les rois ont à rendre à la justice divine, il réussit enfin à lui arracher ce consentement si longtemps refusé ; mais ce fut la peur qui le dicta, ce ne fut pas la conviction. Trois personnes seulement, le cardinal, le président du Conseil de Castille et un secrétaire d'État furent les seuls témoins de cet acte qui devait changer la face de l'Europe. Le roi ne signa qu'avec une visible répugnance ce testament, où il dépouillait sa famille pour appeler au trône le petit-fils de son plus mortel ennemi. Même en déshéritant l'Autriche, il resta Autrichien jusqu'au bout !

A peine Charles eut-il signé que, pénétré de l'idée que son règne venait de finir, en attendant sa vie, il fondit en larmes, et s'écria : « Dieu dispose des royaumes, car ils sont à lui. Maintenant, je ne suis plus rien ! » Puis il tomba dans un évanouissement prolongé ; ses

bourreaux craignirent même un instant que cette torture morale ne lui coûtât la vie. Et pourtant, ce qu'il faisait avec désespoir, il le faisait aussi avec la conscience de servir les vrais intérêts de son pays. Mais comme le dit un auteur espagnol (San Felipe, *Comentarios*) : « L'homme sait si peu l'effet à venir des actes qu'il commet que Charles, au moment même où il croyait doter ses sujets d'une paix durable, allait déchaîner sur eux et sur tout le continent une guerre longue et cruelle. »

La secousse avait été trop forte pour un corps épuisé, et un esprit plus malade encore. La dyssenterie vint user les derniers ressorts de cette vie si débile. Incapable de tout effort, au physique comme au moral, Charles finit par remettre toutes les affaires de l'État aux mains du rusé cardinal. Par une modestie affectée, Porto-Carrero, nommé « lieutenant du roi et gouverneur absolu de l'Espagne », offrit de partager avec la reine ce pouvoir qu'on lui conférait ; mais le roi, qui n'aspirait plus qu'à mourir tranquille, eut encore assez de bon sens pour s'y refuser, de peur que les intrigues du parti autrichien ne vinssent troubler ses derniers moments. La vie de l'infortuné monarque se prolongea encore un mois après la signature, et lorsque enfin, le 1er novembre 1700, la mort vint réclamer sa proie, Charles lui fit face avec une résignation et un courage chrétien qu'on n'eût pas attendus de sa faiblesse.

Nous avons assez parlé de Charles II ; parlons maintenant de son testament. Aux termes de cet acte, daté du 2 novembre, la couronne d'Espagne, avec toutes ses dépendances, devait passer, après la mort du roi, sur la tête de Philippe, duc d'Anjou. Dans le cas où Philippe

serait appelé à hériter du trône de France, et le préférerait à celui de la Péninsule, ses droits passeraient à son frère, le duc de Berry, troisième fils du Dauphin; puis, à défaut de celui-ci, à l'archiduc Charles d'Autriche, et enfin, en dernier lieu, au duc de Savoie, comme arrière-petit-fils de l'infante Catalina, fille de Philippe II. Par une dernière précaution, sage autant qu'impuissante, le roi interdisait à son successeur d'aliéner aucune partie de la monarchie, et d'appeler des étrangers aux charges et dignités du royaume.

Tel est ce trop célèbre testament qui allait déchaîner sur le monde entier la discorde et la guerre, et faire couler des torrents de sang, pour procurer à la maison de Bourbon le stérile honneur de voir un de ses membres sur le trône d'Espagne. Ce ne fut pas sans combats que Louis accepta cette solution suprême ; car il avait presque renoncé à l'idée de faire de son petit-fils un roi par la voie pacifique du testament de Charles II. Déjà même il s'apprêtait à réaliser, avec ses douteux alliés, la pensée du dernier partage. C'est dire assez qu'il se préparait à la guerre, et Louis, dans ce cas, était toujours prêt le premier. D'Harcourt avait quitté Madrid et se tenait à Bayonne, à cheval sur la frontière, et prêt à la franchir avec une armée, selon le tour que prendraient les événements. Enfin la Hollande et l'Angleterre avaient promis des vaisseaux qu'elles ne se pressaient pas d'envoyer, attendant toujours le testament ou la mort de Charles II.

De ces deux événements, le premier devança l'autre. Le testament fut envoyé à Versailles par le chargé d'affaires de France. Louis avait une grande résolution à prendre : il s'agissait de choisir entre l'intérêt de sa dynastie et celui de la France, entre les devoirs du père

de famille et les devoirs du roi. Il ne se sentit pas le courage, devant la France et devant l'histoire, de trancher seul une question aussi grave. Il réunit un conseil intime, composé du Dauphin, de Beauvilliers, gouverneur des enfants de France, de Torcy, ministre des affaires étrangères, et de Pontchartrain, chancelier.

Torcy, consulté le premier, insista pour qu'on acceptât le testament avec tous ses périls, avec tous ses avantages : « Dans les deux cas, dit-il, la guerre est inévitable; mais si l'on se décide pour le partage, il faudra la faire, en ayant l'Autriche et l'Espagne contre soi, sans pouvoir compter sur la Hollande et l'Angleterre, qui n'attendent qu'un prétexte pour tourner le dos à la France; et certes elles ne l'aideront pas à s'établir en Italie, et à prendre pied avec sa marine dans la Méditerranée. Dans le traité de partage, la plus belle part est faite à l'Empereur qui ne l'a pas acceptée; lui déclarera-t-on la guerre pour le forcer à asseoir son fils sur le trône d'Espagne? Ne vaut-il pas mieux la lui faire pour y asseoir un prince de la maison de Bourbon? La vraie question, c'est de savoir si l'on convoite tout ou partie seulement de la succession espagnole, et si, par un refus imprudent, on veut la faire passer dans la maison d'Autriche, substituée, en cas de refus, à celle de France. En acceptant, enfin, on peut compter sur l'adhésion passionnée du peuple espagnol, aussi opposé à la succession autrichienne qu'à toute idée de partage, et qui ne verra qu'une chose dans l'avénement d'un prince français : le maintien intégral de la monarchie. »

Beauvilliers plaida la cause opposée : il insista pour le partage, « au nom de la France épuisée, qui avait à tout prix besoin de repos, comme si le partage, c'était la paix universelle; comme si l'Autriche consentirait jamais

à recevoir la couronne d'Espagne des mains de la France, son ennemie, et à se laisser bannir par elle de l'Italie, éternel objet de ses convoitises! En acceptant le testament, le roi violerait la parole donnée à l'Angleterre et à la Hollande, et il aurait bientôt contre lui l'Europe entière, moins l'Espagne, qui n'avait plus ni flottes ni armées, et n'était plus que l'ombre d'un grand nom. »

Pontchartrain n'osa pas se prononcer; mais le Dauphin, sortant pour la première fois de la nullité majestueuse qui était, chez lui, moitié nature, moitié éducation, se prononça avec une énergie inaccoutumée pour l'acceptation, flatté dans son amour-propre par la perspective de se trouver en même temps *père et fils de roi!*

La décision appartenait à Louis : il la prit avec sa résolution et sa dignité habituelles, et la notifia en ces termes au duc d'Anjou, en présence de l'ambassadeur de Charles II : « Monsieur, le roi d'Espagne vous a fait roi. Les grands vous demandent, les peuples vous souhaitent, et moi j'y consens. Soyez bon Espagnol, c'est présentement votre premier devoir; mais souvenez-vous que vous êtes né Français, pour entretenir l'union entre les deux pays. » Puis on ouvrit les portes, et devant toute la cour : « Messieurs, dit Louis XIV, voici le roi d'Espagne! » (12 novembre.)

L'effet produit par cette décision fut immense en Europe : chacun salua avec épouvante l'ère de combats qui allait s'ouvrir avec le siècle. Le mensonge de l'hérédité monarchique apparaissait ici dans toute sa nudité : on voyait un idiot couronné, hébété par des superstitions monacales, disposer au gré de son caprice du sort d'une grande nation. L'Empereur voyait son rêve d'hé-

rédité s'évanouir, son fils détrôné avant d'avoir régné. L'Angleterre, la Hollande et Guillaume, qui incarnait en lui leurs deux politiques, se sentaient joués par lui, et appartenaient d'avance à toute ligue qui se formerait contre ce roi, dont le lot semblait être de troubler sans relâche le repos du continent !

Bizarre contraste ! Un seul peuple en Europe accueillit avec joie la décision de Louis, et la perspective d'un prince français prêt à monter sur le trône de Philippe II ; ce fut le peuple espagnol ! La monarchie était sauvée, et quel que fût le roi que Charles lui imposât en mourant, il était le bienvenu, puisqu'il conservait intact le glorieux héritage du passé.

Notons en passant que, sans protester contre le choix du duc d'Anjou, le peuple espagnol, qui avait conservé un culte d'affection pour l'infortunée Marie-Louise d'Orléans, s'étonna, non sans raison, qu'on eût songé au petit-fils de Louis avant de songer au frère du roi, Philippe d'Orléans, père de la reine d'Espagne, et second fils d'Anne d'Autriche, la première infante espagnole qui eût apporté à la maison de France des droits sur le trône de la Péninsule.

L'acceptation de Louis à peine connue à Madrid, la junte, qui régnait sous le nom du roi mourant, fit proclamer Philippe V comme son successeur, et adressa au monarque français une dépêche bien faite pour tourner cette tête trop portée au vertige : on y priait « le *roi très-chrétien* de vouloir disposer de toutes choses en Espagne, et d'être assuré que ses ordres seraient aussi exactement obéis comme en France. » Le président du conseil d'Aragon s'unit à celui de Castille pour signer cette lettre qui, en mettant l'Espagne aux pieds de Louis XIV, révélait au monde toute la profondeur de sa chute.

Dès le 4 décembre, le jeune roi, âgé de dix-sept ans, quitta Versailles pour aller prendre possession de son nouveau royaume. « Mon fils, lui dit Louis XIV, en l'embrassant pour la dernière fois, *il n'y a plus de Pyrénées !* » Authentique ou non, car on en a douté, cette grande parole, que les événements devaient si cruellement démentir, nous révèle toute la pensée de Louis. En donnant à l'Espagne son petit-fils pour roi, il aimait à voir encore en lui un héritier de la couronne de France, et traitait ainsi en vassal le peuple fier et malheureux qui s'humiliait jusqu'à lui demander un maître.

Philippe, en partant, emportait avec lui des instructions rédigées par son aïeul pour lui enseigner son métier de roi. Parmi ces conseils, fort sages d'ailleurs, nous remarquerons ceux-ci : « Ne jamais épouser une Autrichienne, ne faire la guerre que contraint et forcé (conseil que celui qui le donnait aurait dû s'appliquer à lui-même) ; n'appeler que des Espagnols aux grands gouvernements, et tenir les Français en ordre en Espagne. » (*Œuvres de Louis XIV*, t. II, p. 460.)

Philippe traversa la France, escorté de ses deux frères, et de quelques courtisans qu'il congédia sagement à la frontière, et le 22 janvier il mit le pied pour la première fois sur le sol de la Péninsule. Avant de se mettre en route pour Madrid, il confirma, jusqu'à son arrivée, les pouvoirs de la junte, régla la pension de la reine douairière, en l'autorisant à choisir sa résidence partout où elle le jugerait convenable. La reine demeura quelque temps à Madrid; mais, abreuvée de dégoûts par la junte et par le cardinal, elle finit par se retirer à Tolède. Les chefs du parti autrichien, le grand inquisiteur et le confesseur du feu roi, allèrent rejoindre dans l'exil Melgar et Oropesa.

Le seul Français qui accompagnât Philippe était le duc d'Harcourt, tuteur naturel de cette royauté mineure. Entré à petit bruit à Madrid, en se dérobant aux regards, le roi alla se cacher au Buen-Retiro, en attendant l'heure de faire dans la capitale son entrée solennelle. Pour achever les préparatifs, il ne fallut pas moins de deux mois, car rien ne se fait vite en Espagne. L'entrée eut lieu le 18 février, au milieu d'un concours de peuple tel que Madrid n'en avait jamais vu dans ses murs. Il ne périt pas moins de soixante personnes écrasées dans la foule, hécatombe digne de la splendeur de la fête! Le peuple enivré ne voyait qu'une chose, c'est que l'Espagne restait une, et qu'elle avait un roi! Le petit-fils de Marie-Thérèse, d'ailleurs, n'était-il pas un vrai Castillan, et les deux dynasties n'étaient-elles pas sans cesse fondues ensemble par des mariages? Ajoutons que la jeunesse de Philippe, sa bonne mine, son affabilité lui gagnèrent bien vite tous les cœurs. On lui sut gré de se vêtir comme le roi auquel il succédait, et d'infuser un peu de sang jeune dans les veines de cette vieille monarchie!

Le cardinal, tout-puissant sous le dernier règne, avait sa place marquée sous le nouveau. Lui, Arias, sa créature, et le comte d'Harcourt formèrent un conseil intime qui dirigea les premières mesures prises par le jeune roi. La réforme de quelques abus, la suppression de force sinécures, mauvaise herbe qui croît partout dans la Péninsule, inaugurèrent le nouveau règne, et acquirent à Philippe une popularité qu'il devait bientôt mériter.

Restait à faire accepter par l'Europe la décision du roi de France; car dans ce brusque revirement de sa politique, il avait trompé tout le monde, ses alliés d'abord, et ensuite ses ennemis. Louis épuisa cette fois toutes les ressources de sa diplomatie pour présenter son accepta-

tion comme un sacrifice fait par lui sur l'autel de la paix universelle, garantie par sa décision. Dans ses lettres de faire part aux souverains, il renouvela l'assurance que les deux monarchies resteraient à jamais séparées; enfin, avec l'Angleterre et la Hollande, il eut soin d'insinuer que, pour exécuter le traité de partage, il faudrait faire la guerre à la France d'abord, puis à l'Espagne, unie autour du souverain que la volonté de son roi mourant lui avait donné.

Personne en Europe ne fut dupe de cet étalage de désintéressement. L'Angleterre, la Hollande surtout ne virent plus dans le traité de partage qu'une longue comédie, inventée par Louis pour gagner du temps, et attendre le testament qui devait trancher la question. On finit même par le juger plus sévèrement qu'il ne le méritait, et lui prêter des visées qu'il n'avait pas encore, ou n'avait jamais eues : par exemple, de réunir le Portugal à la couronne d'Espagne, de rétablir les Stuarts sur le trône d'Angleterre, de refaire à son profit les Pays-Bas de Charles-Quint, avec la Hollande rattachée à la Flandre; enfin de réunir un jour les deux couronnes de France et d'Espagne, pour peser d'un double poids sur les destinées du continent. Mais l'heure de la protestation armée n'était pas venue encore, et on se résigna à l'attendre.

Tous les yeux étaient fixés sur l'Empereur pour voir ce qu'il ferait, lui plus lésé que personne dans toute cette affaire. Léopold n'hésita pas : blessé à la fois dans son intérêt et dans son orgueil, il rejeta le testament, et s'apprêta à protester contre lui les armes à la main, avec cette foi opiniâtre à la fortune de l'Autriche qui, là comme en Espagne, survivait à tous les revers.

Moins pressées, mais aussi résolues, l'Angleterre et la

Hollande se préparèrent à la guerre. La Hollande, la plus menacée des deux, car la Flandre avait cessé d'être pour elle une barrière, fut la première à réclamer pour l'Empereur une « satisfaction juste et raisonnable, » seul moyen d'assurer la paix du continent. Le testament du feu roi avait changé la situation, le traité de partage était annulé de fait; mais l'Empereur, étant dans ce traité la partie la plus favorisée, avait droit à un dédommagement. Guillaume fit proposer à Louis d'attribuer, par un nouveau partage, le Milanais et les Deux-Siciles à l'archiduc, et de diviser la Belgique entre l'Angleterre et la Hollande. Tels devaient être à peu près les résultats ultérieurs sanctionnés par la paix d'Utrecht; mais il fallait bien des années et bien des revers pour y faire consentir l'orgueil de Louis XIV.

La réponse de Louis ne se fit pas attendre. Il exhortait d'abord les états généraux à « tâcher de mériter la continuation des bontés et de la protection du roi. » Quant à l'acceptation du testament, l'Empereur l'avait rendue nécessaire en refusant d'accéder au traité de partage; car si le roi eût refusé la succession pour son petit-fils, l'Empereur était là tout prêt à l'accepter, ce qui n'eût pas moins compliqué la situation. Quant à l'idée d'un démembrement, même partiel, de la monarchie espagnole, dévolue tout entière à son petit-fils, Louis, comme on devait s'y attendre, n'en voulait plus entendre parler.

Jusqu'ici, dans l'affaire de la succession, nous n'avons pas eu à blâmer le monarque français ; mais bientôt les fautes vont venir, et, après les fautes, les châtiments ! Dans les lettres patentes données par lui à Philippe V en octobre, le roi conservait à son petit-fils, tout en le reconnaissant pour roi d'Espagne, son

rang dans la maison de France, entre ses deux frères les duc de Bourgogne et de Berry. Il trahissait ainsi l'arrière-pensée de préparer pour l'avenir cette fusion des deux monarchies que le testament de Charles avait voulu empêcher. Et en tenant ce langage, Louis ne s'apercevait pas qu'il annulait, dans sa clause la plus vitale, ce testament sur lequel se fondaient tous ses droits.

Mais ce n'est pas tout : pendant que les trois puissances, justement blessées de cette façon d'agir, se préparaient à la guerre, Louis, qui aurait dû tout faire pour l'éviter, la commença de fait par une mesure que le droit strict pouvait justifier, mais non l'intérêt bien entendu de la France. Depuis le traité de Ryswick, l'Espagne, incapable de défendre ses places fortes de la Flandre, en avait confié la garde aux Hollandais, à qui elles servaient de frein contre l'ambition de la France. Dans la nuit du 5 février, les gouverneurs espagnols, qui avaient le mot d'ordre, introduisirent sans bruit des soldats français dans toutes ces places. Les garnisons hollandaises furent renvoyées dans leur pays. Il ne manqua pas de gens autour de Louis pour lui conseiller de les retenir prisonnières ; il en fut tenté un instant ; toutefois, il recula devant une pareille violation du droit et des traités. Mais, comme le dit M. Mignet dans son admirable *Introduction à l'histoire de la succession d'Espagne* (in-12, p. 318), « Louis avait violé le traité de partage par l'acceptation du testament, le testament par les lettres patentes ; il violait maintenant, par l'envoi de ses troupes dans les Pays-Bas, les engagements de Ryswick et sa promesse de les observer. »

Les événements marchaient donc vers la guerre, d'un pas lent, mais sûr, comme celui du châtiment qui suit

toujours la faute! En attendant, le nouveau roi d'Espagne était reconnu sans difficulté par toutes les provinces de son empire, en Flandre, en Italie, et jusqu'au fond de l'Amérique et de l'Asie. Grâce à la puissance de Louis XIV et à son active diplomatie, grâce aux trois cent mille hommes qu'il maintenait sous les armes, plusieurs des petits princes de l'Allemagne et de l'Italie, toujours partagés entre leur peur et leur jalousie de l'Empire, firent comme l'Espagne, et reconnurent son nouveau roi. En somme, jamais avénement d'une dynastie étrangère ne s'opéra, en apparence du moins, sous de meilleurs auspices, et ne trouva près des autres États une acceptation plus facile. A toutes ces reconnaissances, plus ou moins attendues, la Hollande et l'Angleterre joignirent à regret la leur ; mais elles n'étaient pas prêtes à combattre, et il fallait souffrir ce qu'on ne pouvait pas empêcher. A son adhésion, la Hollande joignit cette réserve : « que les Français évacueraient les places fortes de la Flandre pour les laisser occuper par des garnisons anglaises et hollandaises. » Louis répondit qu'il retirerait ses troupes dès que la Hollande cesserait ses armements. Aucune des deux parties n'ayant envie de céder la première, les armes seules pouvaient rompre ce cercle vicieux. Le but secret des deux puissances alliées, en ayant l'air de reconnaître Philippe V, c'était de protéger leur marine marchande contre les redoutables corsaires de la France. Louis rejeta la proposition avec sa hauteur ordinaire, et la hauteur seule était de trop ; car, en conscience, il ne pouvait pas l'accepter, et laisser la Hollande et l'Angleterre camper en armes aux portes de la France.

La guerre dès lors était inévitable ; elle venait même d'éclater en Italie, comme on le verra dans le chapitre

suivant, où nous ajournons le récit des événements militaires; mais pour en finir avec les intrigues de la diplomatie, il ne restait plus, d'un côté comme de l'autre, qu'à s'assurer des alliances. Louis, gagnant encore sur ce terrain ses ennemis de vitesse, recruta celles des rois de Pologne et de Portugal, et des Électeurs de Saxe et de Bavière, las du joug de l'Empire. De son côté, Guillaume, qu'on appelait spirituellement le *stathouder d'Angleterre et le roi de Hollande*, concluait à La Haye, le 7 septembre, entre ces deux États et l'Empereur, une ligue offensive et défensive. Les termes du traité sont curieux à étudier : le but des trois alliés, c'est « de procurer à l'Empereur une *satisfaction juste et raisonnable ;* à la Grande-Bretagne et aux Provinces-Unies, une *sûreté suffisante* pour leurs terres et pays, navigation et commerce. » Les alliés s'engagent, en outre, « à faire les plus grands efforts pour conquérir : 1° les Pays-Bas espagnols, afin d'en faire une digue et une barrière entre la France et les Provinces-Unies ; 2° le Milanais, comme fief de l'Empire, *servant* pour la sûreté des provinces héréditaires de S. M. I.; enfin, 3° Naples et la Sicile, les îles de la Méditerranée et les terres espagnoles de la côte de Toscane, comme *pouvant servir* à même fin, et à la navigation et commerce de la Grande-Bretagne et des Provinces-Unies. *Pourront*, en outre, le roi d'Angleterre et les seigneurs États Généraux conquérir, *pour l'utilité* de ladite navigation et commerce, les pays et villes des Indes espagnoles, et tout ce qu'ils pourront prendre leur demeurera. Aucun des alliés ne pourra traiter sans les autres, ni sans avoir pris de justes mesures, 1° pour empêcher que les royaumes de France et d'Espagne soient jamais unis sous un seul roi ; 2° que jamais les Français ne se rendent maîtres des Indes

espagnoles, ou qu'ils y *envoient des vaisseaux pour y exercer le commerce ;* 3° pour assurer aux Anglais et aux Hollandais les priviléges commerciaux dont ils jouissaient sous le feu roi dans tous les États espagnols. » (La Torre, *Mém. et Négociat. secrètes,* etc., t. III, p. 186.)

On le voit, ceci n'est pas seulement une alliance, mais un vrai *traité de partage,* où le droit de la force est le seul qu'on invoque. Les deux alliés, qui ont tant parlé de leur désintéressement, et accusé l'ambition de Louis XIV, se font leur part aux dépens de tout le monde; Philippe V est réduit à sa Péninsule, avec défense d'en sortir, par terre ou par mer. La Hollande réclame sa *barrière* de places fortes aux dépens de l'Espagne et de la France. L'ambition de l'Autriche est parquée dans cette Italie qu'on veut bien lui abandonner, à condition d'en ouvrir les côtes et les mers au commerce des deux alliés, qui se réservent de plus les Indes espagnoles, sauf à s'entendre entre eux sur le partage, moins facile à effectuer que la conquête!

En face de prétentions pareilles, Louis refusa même de négocier. Il en voulait au parlement anglais qui, en autorisant le roi à s'allier avec la Hollande et l'Empereur, lui avait voté trente mille matelots et 67 millions de francs. Il en voulait surtout à Guillaume d'avoir expédié en Hollande vingt vaisseaux de guerre et dix mille soldats, et d'avoir été à La Haye activer par sa présence les préparatifs de la lutte.

L'occasion de se venger se présenta bientôt : Jacques II mourut à Saint-Germain le 18 septembre, et Louis, vaincu par les prières de sa veuve et les instances de Mme de Maintenon, se décida, contre l'avis de tous ses ministres, à reconnaître le fils du roi défunt, comme roi légitime de l'Angleterre, sous le nom de

Jacques III. La blessure fut profonde dans l'âme du peuple anglais et dans celle de Guillaume; la lutte, déjà commencée avec l'Empereur, devint chaque jour plus inévitable avec les deux puissances maritimes. Déjà l'ambassadeur de France avait quitté la Hollande, en laissant derrière lui un manifeste qui équivalait à une déclaration de guerre. Ainsi la France était la première à rompre, au moment même où la Hollande reculait devant une rupture. Autant de fautes, dont la fortune allait bientôt demander à Louis un compte sévère!

Mais avant d'entamer le récit de cette terrible guerre qui va, pendant douze ans, se promener d'un bout de l'Europe à l'autre, il faut nous arrêter pour jeter un coup d'œil sur l'Espagne, et sur l'état où son roi l'a laissée en mourant. En s'unissant à la France par un lien plus étroit que celui des traités, elle est rentrée dans ses affinités naturelles. Séparée par la France du continent, elle a repris son rôle plus humble de satellite, et va graviter désormais dans l'orbite de sa puissante voisine. En est-elle pour cela mieux préparée à la lutte? Non, mais la faute n'en est ni au peuple ni au monarque; le mal date de plus loin: il n'a pas commencé avec Charles II, et ne doit pas finir avec lui. Les causes de l'abaissement continu de ce grand pays sont trop complexes pour pouvoir être ramenées à une seule: aucun homme, pas même Philippe II, ne peut répondre seul du déclin de cette monarchie que Charles-Quint légua si grande à son fils, et qui diminue à chaque règne. Ce qui a tué l'Espagne, ce ne sont pas les hommes, mais les institutions, et elles se résument toutes en deux mots, qui se passent de commentaires: l'inquisition et le pouvoir absolu!

Quant à Charles II, sans lui imputer des torts qui ne

sont pas les siens, sans lui demander ce qu'il ne pouvait pas donner, il faut bien se dire que, sous ce triste règne, l'Espagne est arrivée en bas de la pente où, depuis un siècle, elle n'a pas cessé de descendre. Le vrai testament de Charles, c'est l'état où il lègue le pays à son successeur, en terminant son règne et sa vie. Un résumé rapide de la situation fera juger de la valeur réelle de l'héritage échu à Philippe V, et que l'Europe en armes allait bientôt lui disputer.

L'Espagne, après avoir compté jusqu'à vingt millions d'habitants sous Fernando et Ysabel, n'en compte plus que *huit;* Madrid en un demi-siècle a perdu la moitié de ses habitants. L'armée manque de tout, mais surtout de discipline, et est réduite à vingt mille hommes; la marine militaire, à dix ou douze frégates hors de service. Les arsenaux tombent en ruine; on ne construit plus de vaisseaux, on ne sait plus même en construire. Les murs des forteresses s'écroulent, et on ne songe pas à les relever. Le nouveau monde et ses trésors ne servent plus qu'à enrichir ses vice-rois, ou les flottes ennemies qui attendent les galions au passage. Les revenus de la couronne appartiennent aux fermiers de l'État, qui daignent jeter de temps en temps une aumône au trésor.

L'ordre social, comme l'ordre politique, chancelle sur ses bases. La justice, qui n'a jamais existé au sud des Pyrénées, se vend, comme tous les emplois, au plus offrant. La rue appartient aux malfaiteurs ou à l'émeute, que soulève la moindre augmentation dans le prix des denrées. Toutes les grandes villes regorgent de domestiques sans place et d'ouvriers sans ouvrage, que la misère pousse au vol ou à l'insurrection, et qui logent où ils peuvent. dans des palais abandonnés et dans des

églises vides. Le seul pouvoir resté debout, en l'absence de tous les autres, c'est le clergé, toujours avide de régner, ne fût-ce que sur des ruines ! Le roi n'ose plus sortir de son palais, de peur d'être insulté par un peuple qui meurt de faim. Les ministres en sont chaque matin aux expédients, non pas pour gouverner, mais pour vivre. Les grands, sevrés des hauts emplois de la marine et de l'armée, qui ont toutes deux cessé d'exister, se disputent les charges de la domesticité royale. Le peuple des campagnes, pour qui l'unique question c'est de ne pas mourir de faim, se fait voleur de grands chemins. Les communications d'une ville à l'autre sont interrompues. Les provinces se consument, comme les grands à la cour, en puériles rivalités ; humiliée du présent, l'Espagne se réfugie dans le passé, et ne croit plus à l'avenir. Voilà le peuple, le pays sur lequel vient régner un jeune prince sans expérience, succédant à un roi idiot ! Et cela, en face de souverains tels que Guillaume III d'Angleterre, Sobieski en Pologne, Pierre le Grand en Russie, Charles XII en Suède et Louis XIV en France ! Voilà l'Espagne, telle que l'ont faite le catholicisme d'abord, puis la dynastie autrichienne. Dès 1700, l'Espagne est morte ; nous verrons bientôt ce qu'en fera Philippe V, chargé de la ressusciter !

CHAPITRE IV.

GUERRE DE LA SUCCESSION.

1701-1706.

Depuis la date fatale de la guerre de Hollande, en 1672, on dirait que Louis XIV a pris à tâche, en s'attaquant à toutes les puissances l'une après l'autre, de les réunir toutes contre lui. En parcourant les tristes annales de ce grand règne qui, avec la gloire et les conquêtes pour point de départ, aboutit pour la France à l'invasion et aux revers mérités, on croirait lire l'histoire de nos jours, écrite deux siècles à l'avance. Ce sont les mêmes fautes, le même enivrement de la force, le même mépris de la justice et du droit; faut-il s'étonner d'y retrouver aussi les mêmes châtiments?

Une phase nouvelle du règne de Louis XIV vient de commencer. Pour faire face à toutes les inimitiés qu'il a semées autour de lui, il a perdu tous les grands hommes d'État et de guerre qui faisaient l'honneur et la fortune de son règne. Pour remplacer les chefs d'emploi, il n'a plus que des doublures : aux Turenne, aux Condé, aux Luxembourg ont succédé les Villeroi et les Tallard; aux de Lionne et aux Colbert, les Chamillard et les Marsin. Après avoir vu tomber autour de lui presque tous ses contemporains, Louis reste seul de sa généra-

tion, au début de ce siècle qui commence si tristement pour lui. Il a toujours foi en lui-même, il ne l'a plus en sa fortune qui décline visiblement. Ce roi si enivré de sa volonté, et qui a toujours été mené par tous ceux qui l'entourent, après avoir obéi à Louvois, obéit maintenant à Mme de Maintenon. L'étroit génie de cette femme astucieuse, qui croit qu'un empire se gouverne comme un couvent, lui dicte toutes ses fautes dont elle lui fait des vertus, depuis la *Révocation de l'édit de Nantes* jusqu'à sa croisade en faveur des Stuarts.

De toutes les erreurs de Louis XIV, celle qu'il devait payer le plus cher, c'était la reconnaissance de Jacques III comme roi d'Angleterre. Le peuple anglais, si plein du sentiment de sa force et de sa liberté, s'était senti atteint dans sa fibre la plus sensible. Les rancunes toutes personnelles de Guillaume contre Louis avaient maintenant un peuple pour complice. Les conséquences de cet acte insensé ne devaient pas se faire attendre : Guillaume était décidé à la guerre, mais l'Angleterre hésitait encore ; toute hésitation cessa devant une pareille offense. Pour un peuple fier et susceptible, cette intrusion d'un monarque étranger dans le choix de ses souverains était un affront qu'on ne pouvait pas supporter. L'ambassadeur anglais en France fut rappelé, le chargé d'affaires de France à Londres renvoyé. Tous les partis se réconcilièrent dans le sentiment de leur commune injure, et le parlement accorda à Guillaume cinquante mille soldats et trente-cinq mille matelots, avec des subsides suffisants pour prendre à sa solde toute l'Allemagne. Enfin l'Angleterre n'eut qu'une voix pour demander que l'on ne fît pas la paix avant d'avoir obtenu réparation de l'outrage fait au pays, et au roi qu'il s'était choisi.

Tout en se préparant à la guerre, chacun reculait

devant l'idée de la commencer le premier. L'Empereur, qu'une rivalité personnelle aigrissait contre Louis, se décida enfin à prendre sur lui cette grave responsabilité. Le moment était bien choisi; Léopold venait de triompher des Hongrois révoltés, et de conclure la paix avec les Turcs. Il pouvait disposer maintenant de cent mille hommes, aguerris par ces longues luttes. Le général était digne de l'armée : c'était le prince Eugène de Savoie, cousin du duc Victor-Amédée. Dédaigné par Louis XIV, qui n'avait pas su deviner son génie, il était passé au service de l'Empereur, et avait appris son métier à cette rude école de la guerre contre les Turcs. Gêné d'abord par les étroites routines de la cour d'Autriche, digne pendant de celle de Madrid, il avait conquis son indépendance par la victoire de Zeuta, remportée, malgré l'Empereur, sur le grand vizir qui y avait péri avec vingt mille de ses soldats.

L'argent manquait, il est vrai, pour la croisade contre Louis, car l'argent n'est jamais que là où est la liberté; mais deux États libres, la Hollande et l'Angleterre, avaient mis leurs subsides au service de l'Empire, en attendant leurs armées. Léopold était donc prêt, et surtout décidé, avant tous ses alliés; mais Guillaume, régnant sur un peuple libre, et en gouvernant un autre par l'ascendant de son génie, avait plus de ménagements à garder que le despote autrichien, à qui il suffisait d'ordonner pour que son peuple obéît.

La campagne s'ouvrit par un manifeste de l'Empereur contre la confiscation de la monarchie espagnole au profit de la maison de Bourbon, qui y avait moins de droits que celle de Hapsbourg. Il attaquait à la fois l'authenticité et la validité de ce testament, où un roi, mineur à quarante ans, disposait sur son lit de mort de l'avenir

d'un grand pays, en foulant aux pieds tous les droits et tous les traités. L'ambassadeur d'Autriche en France fut rappelé, et, des deux côtés, on se prépara à la lutte. Le champ de bataille était d'avance indiqué : c'était le bassin du Pô, éternelle ambition de l'Autriche qui, du haut de ses monts du Tyrol, semble n'avoir qu'à descendre pour s'en emparer !

Mais il fallait d'abord en chasser Catinat, adversaire digne du prince Eugène, s'il avait été comme lui libre de ses mouvements. Mais Catinat, vieilli, découragé par le chagrin et la disgrâce, n'était plus que l'ombre d'un grand nom. Une chose lui avait toujours manqué : il savait vaincre, mais il ne savait pas flatter, et c'était là un tort que Louis ne pouvait pas pardonner ! Aussi Catinat était-il oublié en Italie ; on ne lui envoyait plus ni argent ni soldats. Les mains liées, forcé d'attendre pour agir les ordres de Versailles, le vainqueur de Staffarde était condamné d'avance à être battu.

L'Espagne étant absente du Milanais, que la France seule est chargée de défendre, et la guerre se faisant pour elle et sans elle, nous la résumerons en peu de mots. Le prince Eugène n'avait que trente mille hommes ; mais l'armée française, supérieure en forces, n'était ni nourrie, ni payée, ni vêtue. Catinat, ne voyant venir ni d'Espagne ni de Piémont les renforts qu'on lui avait promis, fut forcé, par les habiles manœuvres de son ennemi, à se replier sur l'Oglio. Tiraillé entre les instructions de Versailles et les prétentions du duc de Savoie, nommé généralissime des armées d'Italie, Catinat dès lors était frappé d'impuissance. Louis, le rendant responsable des fautes qu'il lui faisait commettre, eut la malheureuse idée de le remplacer par son favori Villeroi. Remplacer n'est pas le mot : le héros de Marsaille fut forcé d'obéir après

avoir commandé. Catinat, l'homme du devoir, se soumit avec une résignation qui toucha Villeroi lui-même. La première rencontre coûta aux Français trois ou quatre mille hommes. Le prince Eugène avait tout pour lui : l'activité, le génie, l'unité du commandement et les sympathies du pays. Venise, en effet, ménageait l'Empire, plus rapproché d'elle que l'Espagne ; les Milanais, las du joug espagnol, aspiraient, non pas à être libres, mais à changer de maître. Aussi, après deux mois et demi de campagne, les Français, manquant de vivres dans le plus riche pays du monde, se replièrent vers Milan sans avoir rien tenté de sérieux.

Un pareil début était d'un triste augure : Catinat y avait perdu sa réputation, et Villeroi n'y avait pas fait la sienne. Louis XIV commençait à soupçonner qu'il pouvait être vaincu ; ses soldats, en Italie, avaient perdu cette foi en eux-mêmes qui faisait leurs succès. Aussi Louis, découragé, écrivait-il à son ambassadeur à Madrid « que l'Espagne ne contribuant presque en rien à la défense de ses possessions, et la France ne pouvant tout faire à elle seule, il faudrait bien se décider à acheter la paix par des cessions territoriales. » Un instant même il songea à demander au nouveau roi de céder la Belgique à la France, pour l'indemniser de porter à elle seule tout le poids de la guerre ; mais Marsin l'en dissuada par deux raisons, dont une eût suffi : jamais l'Espagne n'y consentirait, jamais l'Angleterre et la Hollande ne voudraient le souffrir.

Mais un grave incident vint suspendre le cours des événements, ce fut la mort de Guillaume (4 mars 1702). A peine âgé de cinquante et un ans, sa vie n'était plus qu'une longue souffrance, et une chute de cheval vint l'achever. Il mourut, à l'inverse de son bisaïeul,

plus préoccupé des choses de ce monde que de celles de l'éternité; « absorbé, comme dit Saint-Simon, jusqu'à sa dernière heure, par la pensée du système politique où il avait mis son âme, et consolé par la pensée que ce système ne mourrait pas avec lui. » En effet, la machine était montée, et l'Angleterre, docile à l'impulsion donnée, n'hésita pas à la suivre.

Guillaume III, le premier roi constitutionnel de la Grande-Bretagne, le fondateur et le chef de la grande alliance, n'appartient pas, comme le *Taciturne*, à l'histoire d'Espagne; nous n'avons donc pas à faire ici son portrait. Macaulay (chap. VII) l'a tracé dans des pages immortelles, et nous y renvoyons nos lecteurs. Voltaire (*Siècle de Louis XIV*, ch. XVII), cherche à grandir son héros aux dépens de Guillaume, et cependant la vérité lui arrache cet éloge, auquel nous n'avons rien à ajouter : « Ceux qui estiment plus le mérite d'avoir défendu sa patrie, d'avoir acquis un royaume sans aucun droit de la nature, de s'y être maintenu sans être aimé, d'avoir gouverné la Hollande sans la subjuguer, d'avoir été l'âme et le chef de la moitié de l'Europe, d'avoir eu les ressources d'un général et la valeur d'un soldat, de n'avoir jamais persécuté personne pour la religion, d'avoir été simple dans ses mœurs; ceux-là sans doute donneront le nom de *Grand* à Guillaume plutôt qu'à Louis. »

Chez un peuple comme le nôtre, qui a toujours besoin de se passionner pour un nom propre, une pareille perte eût été irréparable. Dans un pays libre comme l'Angleterre, où les hommes passent, mais où les institutions demeurent, les vastes projets de Guillaume, si bien d'accord avec le sentiment public et l'intérêt du pays, ne devaient pas mourir avec lui. Ils allaient revivre dans Churchill, comte de Marlborough, le digne adversaire de

Louis, sur les champs de bataille comme dans les conseils. Le successeur naturel du roi défunt, c'était la princesse Anne, fille de Jacques II, mariée au frère du roi de Danemark, qui ne fut jamais que *le mari de la reine*. Anne, la digne fille de son père, avait toujours appartenu de cœur au parti des tories, tandis que Guillaume avait régné par et avec les whigs. On pouvait donc s'attendre à un changement de politique au début du nouveau règne. Mais Anne en Angleterre, comme Charles II en Espagne, était montée sur le trône pour obéir, et non pour commander. Or la favorite de la nouvelle reine était justement la femme de Churchill, dévouée tout entière aux projets ambitieux de son mari, qui allait régner avec elle sous le nom d'Anne. Sous cette double influence, le premier acte de la reine fut de déclarer au parlement que, en toutes choses, elle suivrait la politique du roi défunt, et de nommer Marlborough généralissime de ses armées.

La mort de l'*usurpateur*, on le voit, n'avait pas rapproché l'Angleterre de la France. Quant à la Hollande, Guillaume était le seul obstacle qui la séparât de la république. Le descendant du *Taciturne* une fois mort sans enfants, le stathoudérat, que lui seul avait fait vivre, fut aboli de fait et de droit. La république, qui est au fond dans les mœurs et dans les instincts du pays, se rétablit d'elle-même et sans secousse. Le successeur de Guillaume dans son pays natal, où il avait régné sans porter le nom de roi, fut le *grand pensionnaire* Heinsius, aussi décidé que de Witt dans son hostilité contre le *Grand Roi*; et la *grande alliance*, resserrée par cette mort qui semblait devoir la dissoudre, eut maintenant à sa tête trois hommes à la hauteur de leur mission, Eugène, Marlborough et Heinsius.

L'Allemagne échappait à Louis en même temps que la Hollande et l'Angleterre. Sauf l'Électeur de Bavière, presque tous les princes allemands, de gré ou de force, renonçaient à l'alliance de la France. L'Empereur venait d'acheter l'appui de l'Électeur de Brandebourg en changeant sa couronne électorale en une couronne de roi, sans prévoir la redoutable rivalité qu'il préparait à l'Autriche. L'heure des négociations était passée, celle de la guerre avait sonné : battu en Hollande, sur le terrain de la diplomatie, Louis armait en France, et cent bataillons nouveaux, levés avec une impitoyable rigueur, épuisaient le plus pur sang du pays.

Après avoir joué sa vie et sa réputation pour obéir à des ordres qu'il blâmait, Catinat, blessé, battu et résigné, avait enfin quitté l'armée. La disgrâce avait été le salaire de ses stoïques vertus. Le duc de Savoie s'était aussi retiré, et Villeroi, avec sa présomptueuse incapacité, était resté seul en Italie. L'Autriche, rivale de l'Espagne pour la lenteur, gagna cette fois la France de vitesse. Par une surprise de nuit, le 1er février, Eugène, avec huit mille hommes seulement, s'empare de Crémone, quartier général de l'armée française, et Villeroi ne se réveille que prisonnier. Mais l'armée, privée de son général, ne s'en défend que mieux : Eugène, rejeté au delà du Pô, est sur le point d'être pris lui-même, et se console de son coup de main manqué en emmenant Villeroi avec lui.

Pour les Français, la perte d'un pareil général valait une victoire ; des transports de joie saluèrent le choix de Vendôme que Louis donnait pour successeur à Villeroi. Dès le 18 février, il était à son poste. Louis avait élargi ses plans : il voulait maintenant faire de l'Italie le principal théâtre de la guerre, comptant sur sa haine de l'Espagne, et sa peur de l'Empire. Pour seconder ce

plan, il ordonna à Philippe V, qui n'avait pas encore désappris à lui obéir, d'aller à Naples rassembler toutes les forces disponibles du royaume, et se diriger à leur tête vers la haute Italie. En même temps, il y envoya de France douze mille vétérans et vingt mille conscrits, et Vendôme, supérieur en forces à ses ennemis, débuta par débloquer Mantoue. Il brûlait de poursuivre ses avantages ; mais les traditions de Versailles voulaient que le jeune roi vînt, comme son aïeul, moissonner les lauriers que l'on semait pour lui, et Vendôme dut perdre à l'attendre un temps précieux. Philippe V arriva enfin, avec quelques milliers d'hommes, dont deux mille Espagnols, seuls héritiers de ces invincibles bandes qui, sous Charles-Quint, avaient conquis l'Italie.

En juillet seulement, l'armée française fut en mesure de franchir le Pô. Reggio et Modène ouvrirent leurs portes, et Eugène fut forcé de lever son camp retranché pour passer sur la rive gauche du fleuve. Mais cette savante campagne n'aboutit à aucun résultat. Les deux adversaires étaient dignes l'un de l'autre ; mais le nombre et l'élan étaient pour Vendôme, et c'est à lui que demeura l'avantage. Toutefois les Français, mal nourris et mal vêtus, perdirent plus de monde par les maladies que par la guerre. Vendôme savait combattre, mais non administrer. « L'Italie, dit Louville (t. I, p. 517), nous dévorait quinze à vingt mille hommes par an. » On peut juger, par ce coin du tableau, de ce que devait coûter à la France le stérile honneur de donner un roi à l'Espagne !

Dès le 5 octobre, Philippe V était reparti pour l'Espagne, rappelé par l'apparition d'une flotte anglaise devant Cadix. Tout ce qu'on pouvait demander à un roi de dix-huit ans, c'était du courage, et le petit-fils de Louis XIV était loin d'en manquer. Les alliés, encou-

ragés par les hésitations de Louis, prenaient de tous côtés l'offensive. La guerre était partout, en Italie, à Cadix, aux Pays-Bas, en Alsace. La succession espagnole avait mis le feu aux quatre coins de l'Europe, et douze ans de massacres ne devaient pas suffire à l'éteindre. L'histoire d'Espagne est maintenant éparse sur toute la face du continent; à force d'être partout, elle n'est plus nulle part; nous nous attacherons donc plus à faire connaître les hommes que les événements, et la politique tiendra dans ces pages plus de place que la guerre.

Dans la disette de grands généraux où se trouvait la France, Louis se décida à regret à envoyer Catinat en Alsace, en l'y laissant manquer, comme toujours, de munitions et de soldats. Épuisé par son effort en Italie, il ne lui restait plus assez de force pour frapper un coup décisif. La France, surmenée, s'abattait sous sa charge, et la guerre ne faisait que commencer; que serait-ce quand elle aurait duré dix ans? Catinat n'avait que vingt mille hommes contre le prince Louis de Bade quarante mille. De plus, une division allemande avait passé le Rhin, et envahi le territoire français; car l'élan, l'activité, l'ordre, la prévoyance, tout cela était mort avec Louvois, et passé de la France à ses ennemis. Catinat, hors d'état de tenir la campagne, se replia sur la basse Alsace; Landau se rendit à l'ennemi, et la guerre eût tourné mal pour la France, si l'Électeur de Bavière n'eût jugé à propos de passer avec vingt-cinq mille hommes dans le camp de Louis XIV, toujours prêt à acheter toutes les défections. Le prix de sa défection, ce fut le gouvernement héréditaire de la Flandre que lui promit Philippe V; l'Espagne, sentant les Pays-Bas lui échapper, voulait les placer au moins dans des mains amies.

Dès lors l'Allemagne du sud était ouverte; il suffisait d'aller y donner la main à l'Électeur, qui avait promis de faire la moitié du chemin. Louis se piqua d'honneur, et Catinat reçut enfin des renforts que lui amenait Villars, encore peu connu, et qui avait sa réputation à faire. Catinat, avec la moitié de l'armée, resta sur le Rhin pour couvrir Strasbourg; Villars passa le fleuve à Friedlingen, sous le feu de l'ennemi, qu'il força à la retraite. Les soldats decernèrent au vainqueur, sur le champ de bataille même, le bâton de maréchal, et Louis XIV ratifia leur choix. Mais l'Électeur ayant oublié sa promesse, Villars, désespérant de le rejoindre, jugea plus sage de se replier sur l'Alsace, d'où Catinat venait d'être rappelé, et ainsi se termina cette insignifiante campagne, conduite par les deux généraux les plus éminents que possédât la France.

En Flandre, les hostilités avaient commencé dès le 16 avril; les alliés avaient investi, dans l'électorat de Cologne, Kaiserswerth, défendu par une garnison française. A leur tête se trouvait Marlborough, l'âme et le chef de la coalition, et le digne héritier de Guillaume, qu'il égalait dans les conseils, et surpassait sur les champs de bataille. Du Rhin à la mer, Anglais, Hollandais, Allemands, chacun servait sous son drapeau : la puissante individualité de leur chef leur donnait l'unité qui leur manquait. L'armée française, au contraire, une par le drapeau, obéissait à deux chefs : un prince, le duc de Bourgogne, et un général, Boufflers, âme énergique dans un corps épuisé, mais pour qui c'en était trop de lutter à la fois contre Chamillart et contre Marlborough.

Résumons les résultats d'une campagne sans intérêt : Boufflers, ne recevant de France ni vivres ni renforts, dut renoncer à l'offensive, et se replier sur la Gueldre

espagnole; mais son armée, réduite à trente mille hommes par l'imprévoyance de Chamillart, ne pouvait suffire à couvrir cette vaste ligne de pays, de Cologne à Ostende. Marlborough avait déjà franchi la Meuse, et menaçait le Brabant; Boufflers dut reculer encore, et bientôt Venloo, Ruremonde et l'importante cité de Liége ouvrirent leurs portes à Marlborough, et la Flandre espagnole fut ouverte à l'ennemi. En somme, la campagne des Pays-Bas avait été moins favorable encore que celle d'Alsace aux armes françaises. Louis résistait partout, mais en reculant, et la guerre, à peine à la seconde année, s'ouvrait sous de mauvais auspices.

Sur mer, la lutte avait été plus sérieuse : le 23 août, la flotte anglo-hollandaise, forte de soixante-dix vaisseaux, avait tenté une attaque sur Cadix. Point de secours à attendre de la France : l'amiral Château-Regnault, avec quinze vaisseaux de guerre, était allé chercher au Mexique les galions attendus depuis deux ans. La flotte de Toulon était à Naples, et Philippe V en Italie. Mais l'esprit national se réveilla à l'approche de l'ennemi, et pour la première fois depuis bien des années, l'Espagne se suffit à elle-même. Les alliés ayant pillé quelques églises, la population se souleva contre eux, et ils furent forcés de se rembarquer avec des pertes sensibles.

Dans l'intervalle, dix-sept galions, protégés par l'escadre française, étaient arrivés dans les eaux de l'Espagne. Cadix étant bloqué, Louis avait fait offrir de les recevoir dans un de ses ports. Le conseil de Castille, moitié orgueil, moitié défiance, refusa, et envoya à l'escadre l'ordre de se diriger sur Vigo en Galice. Mais la flotte alliée arriva à Vigo avant que la précieuse cargaison, évaluée à 50 millions de livres, fût débarquée tout entière. Elle entra

à pleines voiles dans le fleuve où mouillait l'escadre franco-espagnole. Les milices du pays prirent la fuite sans attendre l'ennemi. L'amiral français, écrasé par des forces trois fois supérieures, brûla ou échoua lui-même dix de ses vaisseaux; les Anglais s'emparèrent des cinq autres, et de tout ce qui restait encore à bord des galions, et cette humiliante défaite effaça pour la France les faibles avantages obtenus par ses armées.

Il faut le dire : en traînant après elle ce cadavre de l'Espagne, la France avait perdu la liberté de ses mouvements. En persécutant les protestants, en peuplant l'Europe de ces nobles bannis, Louis avait semé partout des haines contre lui. Dans le midi de la France, elles couvaient étouffées sous la pression des *dragonnades* et des mesures de rigueur contre les prétendus *convertis*. La guerre de la succession fut le signal qu'attendait pour éclater la révolte des *camisards*, que Chamillart et Mme de Maintenon laissèrent trois mois ignorer à Louis XIV. Dès lors, au lieu d'envoyer du renfort à ses armées, il dut leur retirer des troupes pour écraser les rebelles des Cévennes, auxiliaires inattendus venus au secours de la *grande alliance*.

Au début de 1703, la guerre était engagée sur trois points : l'Italie, le Rhin et les Pays-Bas, sans parler des Cévennes. Ne pouvant faire face à tout, Louis avait à décider sur quel point il porterait son principal effort. En Flandre, une timide défensive était tout ce qu'on pouvait attendre de Villeroi, chargé, avec des forces insuffisantes, d'y tenir tête à Marlborough, car Louis avait racheté à prix d'or son vieux favori, et bravait, en l'employant encore, l'opinion justement soulevée. En Italie, au prix d'efforts surhumains, l'avantage demeurait à la France : le Mantouan et le Milanais étaient sauvés par

nos armes, et Vendôme balançait le prince Eugène; mais les Impériaux s'appuyaient sur Venise et sur les sympathies du pays, et l'avenir était pour eux, si le présent était pour la France.

En Allemagne, au contraire, toutes les chances étaient du côté de Louis, depuis l'heureuse diversion de l'Électeur de Bavière ; le général français Villars était bien supérieur à son adversaire le prince de Bade. La présomption, cette vertu toute française, ne lui manquait pas plus qu'à Villeroi; mais ici, du moins, il y avait un mérite réel pour la soutenir. Le plan de la guerre était tout indiqué : il s'agissait, au lieu d'attirer l'Électeur sur le Rhin, d'aller le rejoindre sur le Danube, où il avait déjà enlevé Ratisbonne à l'Empire.

Février commençait à peine que Villars campait déjà sur la rive gauche du Rhin, l'ennemi sur la rive opposée, depuis Kehl jusqu'à la forêt Noire, dont il occupait tous les défilés. Tout d'un coup, laissant une forte division pour couvrir l'Alsace, il passe le fleuve à Huningue, et vient prendre à revers le prince de Bade, campé près de Kehl avec des forces insuffisantes, et qui n'eut que le temps de se sauver. Avant de s'enfoncer en Allemagne, il fallait être maître de Kehl, pour assurer ses communications avec Strasbourg. Villars savait qu'on peut tout demander à une armée française, pourvu qu'on la mène en avant. Contre toutes les règles de l'art des siéges, alors si compassé, le siége de Kehl ne fut qu'une suite d'assauts, et le 10 mars la place était prise.

L'Électeur, de son côté, n'avait pas perdu son temps : il avait pris Neubourg, sur le Danube, et battu tour à tour deux divisions autrichiennes, en attendant les Français, que rien n'empêchait plus de pénétrer au cœur de l'Empire. Le 8 mai, les deux alliés opérèrent leur jonc-

tion. Le moment était propice : une révolte venait d'éclater en Hongrie, pendant de celle des Cévennes. La route de Vienne était ouverte, par la large et belle vallée du Danube. L'Empereur était séparé de ses deux armées, que Villars allait se charger de contenir, pendant que l'Électeur marcherait droit au cœur de l'Autriche. Déjà Léopold se préparait à fuir; Villars voyait la guerre terminée, et l'Empereur subissant une paix honteuse... Mais tout avorta, par un caprice de l'Électeur, capable d'une saillie de courage, mais non de cette persistance sans laquelle il n'y a pas de grands desseins. Craignant la vengeance de l'Empereur, quand la France ne serait plus là pour le protéger, il détourna lui-même l'orage, après l'avoir déchaîné, et sauva Vienne en se jetant sur le Tyrol.

Villars, inconsolable de voir avorter un plan si bien conçu, resta sur le Danube, pour surveiller les deux divisions autrichiennes qui venaient de rejoindre le prince de Bade. Mais bientôt cette tête féconde eut substitué un autre plan à celui qui venait d'échouer. Du fond de l'Allemagne, il pressa Louis XIV de faire marcher son armée d'Alsace sur le haut du Danube, tandis que Vendôme, par Trente et le Tyrol, jetterait sur l'Autriche la moitié de ses forces, en menaçant ainsi l'Empire par trois côtés à la fois. Le plan était puissamment conçu, et Louis n'hésita pas à l'adopter. L'Électeur, jaloux de réparer sa faute, se rendit maître, en quelques jours, d'Innsbrück et de la vallée supérieure de l'Inn. Les Tyroliens, étourdis par cette attaque imprévue, n'opposèrent d'abord aucune résistance. Si Vendôme eût secondé ce mouvement, Vienne était cernée par trois armées qui se seraient rencontrées sous ses murs. Mais Vendôme, dont ce plan dérangeait tous les calculs, ne se pressa pas

d'obéir ; les Tyroliens, revenus de leur surprise, eurent le temps de courir aux armes. L'Électeur, craignant d'être cerné par deux armées autrichiennes qui venaient d'envahir ses États, rebroussa chemin vers la Bavière, au moment où Vendôme arrivait à Trente pour lui donner la main.

Nous ne suivrons pas dans ses détails sans fin cette guerre, qui ne touche que de loin à notre histoire. Le seul événement digne d'être noté, c'est la bataille de Höchstædt, gagnée le 20 décembre par Villars et l'Électeur, près de Donauwerth, en Bavière. Les Autrichiens y perdirent dix mille hommes et trente-trois canons. Après cette victoire sans résultat, comme toutes celles de cette guerre, Villars, las des tergiversations de l'Électeur, insista tellement à Versailles pour obtenir son rappel, que le roi finit par lui donner Marsin pour successeur. Celui-ci, n'étant pas de taille à remplacer Villars, eut le bon esprit de le continuer, et força les Impériaux à évacuer Augsbourg. De son côté, l'Électeur, marchant droit sur Vienne, prit en deux jours Passau, que l'insurrection hongroise avait forcé Léopold à dégarnir de troupes (8 janvier 1704), et s'avança jusqu'à Enns, à trente lieues de Vienne. Mais là il fallut s'arrêter devant la rigueur de la saison. L'Électeur s'en retourna à Munich, et l'occasion perdue s'enfuit pour ne plus revenir.

Ainsi, dans cette campagne si active, la France avait couvert la Bavière, et entamé l'Autriche, position hardie, pleine de périls, et plus facile à occuper qu'à garder, sur ce terrain mouvant de l'Allemagne où les alliances changeaient tous les jours, comme en Italie ! Sur le Rhin, le drapeau français ne faisait pas moins bonne figure : le duc de Bourgogne, après s'être emparé de

Brisach, que Vauban prit pour lui, s'en était retourné à Versailles, laissant Tallard assiéger Landau, battre les Impériaux qui voulaient le secourir, et, deux jours après, s'emparer de la place.

En Italie, la fortune avait semblé d'abord se tourner contre l'Empire, et le contre-coup de la révolte hongroise s'y était aussi fait sentir. Léopold n'était pas habitué, comme Louis, à faire face à tant d'ennemis à la fois. Le prince Eugène, rappelé à Vienne comme ministre de la guerre, avait laissé son armée à Stahremberg, le meilleur de ses généraux. Vendôme, deux fois supérieur en forces aux Impériaux, n'avait pu profiter de ses avantages, grâce à son expédition manquée en Tyrol. Mais, le terrain que l'Empereur avait perdu sur les champs de bataille, il allait le regagner sur celui de sa politique.

Le duc de Savoie était issu du sang royal de France, et deux de ses filles mariées à deux princes français, Philippe V et le duc de Bourgogne. Mais son intérêt passait pour lui avant les liens de la famille et les devoirs d'un allié. Louis avait fait force promesses au duc, et avait toujours oublié de les tenir. A cheval sur la frontière des deux pays, et ne pouvant s'étendre du côté de la France, Victor-Amédée avait reporté toutes ses ambitions sur l'Italie, qui appartenait à tout le monde, excepté à elle-même. L'Empereur, exploitant les secrètes rancunes du duc contre Louis, lui offrit le Montferrat, Alexandrie, Mantoue et tout le pays entre le Pô et le Tanaro, avec ses armées et l'or de l'Angleterre pour l'aider à les conquérir. Le duc se laissa tenter, et passa dans le camp opposé sans embarras et sans scrupules (25 octobre). Vendôme l'en punit en faisant prisonnière sa petite armée. mais la France eut encore un allié de

moins et un ennemi de plus, et elle se trouva séparée du Milanais, qu'elle devait garder, par la Savoie et le Piémont, devenus hostiles, d'alliés qu'ils étaient.

Autre victoire diplomatique de la *grande alliance :* le Portugal, affranchi du joug de l'Espagne, ne pouvait s'agrandir qu'à ses dépens. Aussi n'était-ce qu'à regret, et par peur de la France, qu'il avait reconnu Philippe V. L'Empereur, toujours généreux aux dépens d'autrui, promit au roi Pedro II de lui céder Badajoz et Alcantara en Estramadure, Vigo en Galice et Bayonne en France, plus la rive gauche du Rio de la Plata en Amérique. Dépecer ainsi la Péninsule n'était pas le moyen d'y rendre populaire le prétendant autrichien; mais le roi de Portugal, exposé seul aux vengeances de l'Espagne, ne voulut s'engager à rien tant que l'archiduc ne viendrait pas lui-même porter la guerre sur le territoire espagnol.

Léopold dut s'exécuter : l'archiduc Charles fut proclamé roi d'Espagne à Vienne, le 12 septembre, et reconnu pour tel par tous les membres de la *grande alliance*. Ce pas fait en avant était grave : au lieu de partage, c'était la conquête. L'Espagne allait être attaquée, non plus dans ses possessions lointaines, mais sur le sol même de la Péninsule! Le Portugal, si longtemps opprimé par elle, allait enfin prendre sa revanche. Quant à l'Angleterre, elle fit acheter son alliance au Portugal par un traité d'*échange perpétuel* entre les vins d'un pays et les laines de l'autre. Ce traité, qui subsiste encore, est resté la base de l'espèce de vasselage commercial qui pèse sur le Portugal, deux siècles après qu'il a brisé le joug de l'Espagne.

Aux promesses il fallait joindre les actes : le nouveau candidat à la couronne, Charles III, fiancé à la

fille du roi de Portugal, se rendit en Hollande d'abord, puis en Angleterre. Les alliés se chargèrent des frais de sa royauté, et lui fournirent généreusement tout ce qui manquait à l'Autriche, argent, soldats, vaisseaux. L'expédition, montée sur un pied assez modeste, douze à quinze mille hommes au plus, Anglais pour la plupart, fut retardée par les tempêtes, et n'arriva que le 7 mars à Lisbonne, où le prétendant, en débarquant, apprit la mort de sa fiancée. Le roi de Portugal avait promis vingt-cinq mille hommes, mais rien n'était prêt lorsqu'on arriva. *S. M. Très-Fidèle* n'avait pas rougi d'implorer contre l'Espagne le secours d'un prince musulman, Muley Ismaël, roi de Maroc; mais celui-ci fit au roi chrétien des conditions trop dures, et il fallut se passer de son appui.

L'Espagne, contre son usage, commença les hostilités au lieu de les attendre. Douze mille Français, envoyés par Louis XIV, étaient venus remonter le courage de leur allié. Leur chef, Berwick, était le fils naturel de Jacques II et d'une sœur de Marlborough. Philippe V, se piquant d'honneur, voulut lui-même défendre sa couronne, et envahit le Portugal avec quarante mille hommes. Le succès fut d'abord pour les assaillants. Quelques villes leur ouvrirent leurs portes, et plusieurs détachements de l'armée des alliés furent faits prisonniers. L'armée d'invasion, divisée en deux corps, devait descendre les deux rives du Tage, pour se réunir sous les murs de Lisbonne. Mais l'expédition fut mal conduite; les chaleurs survinrent, l'armée franco-espagnole se fondit sous les maladies et le manque de vivres, et l'entreprise avorta, après avoir eu toutes les chances pour réussir.

En quittant Lisbonne, la flotte alliée s'était dirigée

sur Barcelone; elle comptait, pour s'en emparer, sur un complot qui fut découvert. Le prétendant débarqua avec quatre mille hommes seulement ; mais la Catalogne s'attendait à voir une armée, et elle ne bougea pas. Le prince dut se rembarquer, et la flotte reprit le large pour aller chercher fortune ailleurs.

Mais une conquête plus durable devait payer l'Angleterre de tous ses efforts : c'était celle de Gibraltar. Peu de noms font dans l'histoire une aussi grande figure que ce rocher nu et stérile, par où le commerce phénicien, à l'étroit dans cette mer fermée qui baigne le vieux monde, s'est ouvert une porte sur l'Océan pour déborder sur le monde nouveau. Plus tard, c'est le premier coin du sol ibérique où prend pied l'invasion musulmane, personnifiée dans ce Thareck qui a donné son nom à Gibraltar (*Gebel-Thareck*, la montagne de Thareck). Rien d'imposant pour le voyageur comme le spectacle de ce détroit, théâtre privilégié de l'histoire, sur le seuil de l'Europe et de l'Afrique, que l'*Hercule phénicien*, c'est-à-dire le génie de l'homme, a séparées naguère, comme il vient de séparer à Suez l'Afrique et l'Asie. Du reste, si c'est la main de l'homme qui a fait la brèche, le temps s'est chargé de l'élargir, car une série d'auteurs anciens nous atteste que le détroit a été de siècle en siècle augmentant de largeur, sous la pression des deux mers, depuis deux milles jusqu'à douze et quatorze qu'il compte aujourd'hui. Enfin les couches stratifiées des deux monts jumeaux, Calpé et Abyla, au pied desquels s'élèvent les deux gardiennes du détroit, Gibraltar et Ceuta, offrent des caractères d'identité si frappants qu'en les voyant, on ne peut douter que l'Europe et l'Afrique n'aient été réunies naguère, comme la France et l'Angleterre, comme l'Italie et la Sicile.

Depuis l'extension inouïe qu'a prise le commerce de l'Angleterre, on sait le prix qu'elle met à s'assurer, sur les points les plus éloignés du globe, des stations politiques et maritimes. Or le détroit de Gibraltar, seule communication entre deux mers, seule barrière entre deux continents, avait dû attirer dès longtemps l'attention des hommes d'État anglais; car ce point, unique au monde, assure à la puissance maritime, qui serait maîtresse de ses deux rives, l'empire de la Méditerranée, qu'elle pourrait alors tenir sous clef, comme Constantinople y tient la mer Noire.

L'amiral Rook, avec la flotte anglo-hollandaise, vint mouiller le 2 août devant Gibraltar. Le croira-t-on? Cette maîtresse position, dont l'Espagne n'a senti le prix que depuis qu'elle l'a perdue, était gardée par une centaine d'hommes. Ni vivres, ni munitions; à peine quelques canons sans affûts. Pendant deux jours, la flotte alliée écrasa la ville sous un feu terrible, et elle capitula le 4 août, avec son semblant de garnison. Le prince de Hesse-Darmstadt voulait faire proclamer l'archiduc Charles; mais les Anglais, bien plus nombreux que les Allemands, firent proclamer la reine Anne, qui régna du droit de la force; et Gibraltar, depuis lors, est resté à l'Angleterre, malgré les efforts réitérés de la France et de l'Espagne pour le lui enlever.

L'amiral avait des ordres, on n'en peut pas douter quand on le voit, Gibraltar à peine conquis, venir mouiller devant Ceuta, complément nécessaire de cette position, qui n'est complète que quand on est maître des deux côtés du détroit. Sur cette rive africaine, où la barbarie fait face à la civilisation, les Anglais avaient un instant possédé Tanger; mais Ceuta, situé sur la pointe extrême de l'Afrique, en face de la *Pointe d'Eu-*

rope, prenait pour eux, depuis la conquête de Gibraltar, une bien autre importance. Depuis trente ans, les Maures, dans leur effort continu pour chasser les Espagnols de l'Afrique, assiégeaient Ceuta, leur dernière possession sur cette rive. Mais la place était forte, la garnison nombreuse et aguerrie, et le gouverneur, en voyant paraître la flotte anglaise, fit si bonne contenance que les alliés remirent à la voile pour aller au-devant de la flotte française, qui arrivait enfin, trop tard, hélas! pour sauver Gibraltar.

Cette flotte était commandée par un bâtard légitimé du roi, le comte de Toulouse, amiral dès l'âge de cinq ans, car tous les rejetons du *Grand Roi* savaient l'art de vaincre avant de l'avoir appris! Du reste, par le courage comme par les dons de l'esprit et du cœur, le jeune amiral n'était pas au-dessous de sa haute position. La flotte de Brest, qu'il commandait, avait déjà traversé le détroit, et échappé à l'escadre ennemie pour aller rallier celle de Toulon. Mais le déplorable état où Pontchartrain avait laissé choir notre marine avait retardé de deux mois le départ de la flotte, et Gibraltar était pris quand elle arriva. Le 22 août, les deux adversaires étaient en présence, à la hauteur de Velez-Malaga, et le 24 on en vint aux mains. Les Français comptaient quarante-neuf vaisseaux et vingt-trois galères, les Anglo-Hollandais soixante-cinq et six galiotes à bombes. La lutte dura tout le jour, avec un acharnement égal des deux côtés; mais à la fin, l'avantage resta aux Français, qui ne perdirent aucun navire, et coulèrent à fond l'amiral hollandais et deux autres bâtiments.

Le lendemain, le vent tourna, à l'avantage des Français. Le jeune amiral voulait recommencer le combat; mais des ordres du roi, qui avait prévu le cas, arrê-

tèrent son élan. Sous prétexte de ne pas risquer les dernières ressources maritimes de la France, on laissa échapper une victoire presque sûre, et peut-être l'occasion de reprendre Gibraltar. La plupart des navires alliés étaient à bout de munitions, et l'amiral anglais, si on l'attaquait, était décidé, comme on l'apprit plus tard, à couler ses vaisseaux à fond.

Colbert avait eu l'honneur de créer la marine française, Pontchartrain eut celui de la détruire. Ce fut la dernière grande escadre que la France mit en mer jusqu'à la fin de la guerre. La flotte s'en retourna à Toulon, en laissant quelques navires devant Gibraltar, qu'assiégeait une petite armée franco-espagnole. Mais grâce à l'incapacité du général en chef, Villadarias, et à l'ignorance des ingénieurs espagnols, le siége dura tout l'hiver sans faire aucun progrès. La flotte alliée vint au secours de Gibraltar : Pointis, avec treize nalires, osa tenir tête à trente-cinq, et après une lutte plus glorieuse pour les vaincus que pour les vainqueurs, les vaisseaux français furent pris, coulés à fond ou dispersés par la tempête. Le siége fut levé le 24 avril 1705, Gibraltar demeura à l'Angleterre, et la mer resta le domaine des deux grands peuples maritimes qui devaient s'en disputer l'empire.

Pour compléter l'histoire de cette belliqueuse année. où la guerre est partout, sauf dans cette Espagne, qui met en feu tout le continent, nous reviendrons maintenant en Allemagne, puis en Italie ; car c'est le tour de l'Europe qu'il nous faut faire chaque année. Nous avons laissé l'Électeur de Bavière sur la route de Vienne, prêt à se rencontrer sous ses murs avec les Hongrois révoltés. Louis XIV, pressentant que le sort de la campagne devait cette année se décider en Allemagne, avait ren-

forcé de quinze mille hommes l'armée française campée sur le Danube entre Ulm et Augsbourg, à l'ouest de la Bavière, tandis que l'armée de l'Électeur occupait l'est, sur la frontière autrichienne. De plus, une réserve de quarante-cinq mille hommes, sous Tallard, s'était formée sur le Rhin pour couvrir Strasbourg et observer les alliés.

En effet, dès le début de la campagne, Marlborough avait quitté la Flandre, son théâtre habituel d'action, pour se porter sur le Rhin avec vingt mille Anglais, et y donner la main au prince de Bade. L'Empereur, employant tour à tour les négociations et les armes, était venu à bout d'arrêter les progrès de la rébellion hongroise, et était libre maintenant de reporter toutes ses forces contre l'agression de la France. Voici comment ses forces étaient réparties : Bade avec son armée, séparée de Vienne par toute l'épaisseur de la Bavière, occupait le sud du Danube jusqu'au lac de Constance. Les débris de l'armée de Styrum, battue par Villars, s'étendaient au nord du Danube jusqu'en Franconie; mais le prince Eugène était venu apporter la victoire à ces troupes toujours battues, et faire face aux deux armées françaises, qui se sentaient vaincues d'avance depuis qu'elles avaient perdu Villars.

La guerre ne commença qu'en mai, et le début fut heureux pour la France : Tallard d'un côté. Marsin et l'Électeur de l'autre, parvinrent à opérer leur jonction, le 19 mai, à Villingen, dans la forêt Noire. Mais Tallard, avec le gros de ses troupes, repartit bientôt pour l'Alsace, laissant douze mille hommes à Marsin. Villeroi, n'ayant plus personne à combattre dans les Pays-Bas, reçut l'ordre de se rendre sur le Rhin avec toutes ses forces disponibles. Mais pendant que, du côté de la

France, tous les ordres partaient de Versailles, et que les opérations se décidaient à cent cinquante lieues du théâtre de la guerre, les trois généraux alliés, maîtres de leurs mouvements, se réunirent à Rastadt pour concerter leur plan de campagne. Bade et Marlborough, près d'Ulm en Bavière, comptaient soixante mille hommes; l'Électeur et Marsin les attendaient près de Dillingen avec trente-cinq mille. Enfin Eugène, avec une réserve d'Allemands, Hollandais et Danois, se posa sur le bas Neckar, près de Heidelberg.

Tout d'un coup, Marlborough, se dérobant, par une marche habile et rapide aux Franco-Bavarois, vient attaquer, près de Donauwerth, un fort détachement de leur armée, qu'il met en déroute après une lutte des plus vives. Les conséquences de cette défaite furent plus graves que la défaite même : l'Électeur, renonçant à défendre la ligne du Danube, se replia sur Augsbourg, abandonnant à l'ennemi tout le nord de la Bavière. Cependant, tout n'était pas perdu, et la France pouvait encore prendre sa revanche. Tallard avait rejoint avec un petit corps d'armée l'Électeur et Marsin à Augsbourg. Le 4 août Villeroi, qui s'apprétait à s'unir à eux, fut arrêté par un ordre de Louis, qui lui enjoignait de rester près du Rhin pour couvrir l'Alsace, que personne ne menaçait. Eugène, chargé de contenir Villeroi, et voyant qu'il ne bougeait pas, revint, avec une rapidité inouïe, rejoindre ses alliés sur ce champ de bataille où allait se jouer le sort de l'Allemagne, à Höchstædt ou Bleinheim, dans ces mêmes plaines où, l'année précédente, Villars avait vaincu les Impériaux, et où Moreau, un siècle plus tard, devait venger sur les Autrichiens la défaite de la France.

Le 13 août, les deux armées étaient en présence, cin-

quante à soixante mille hommes de chaque côté ; mais les alliés étaient plus forts en cavalerie. Toutes les nations de l'Europe, sauf l'Espagne, étaient présentes à ce congrès armé. Nous ne raconterons pas la bataille, qui offre peu d'intérêt, et dont les suites seules sont importantes. Tout l'effort de l'ennemi se porta contre Tallard, mal posté, mal préparé au combat, et écrasé d'avance sous le pressentiment de sa défaite. L'Électeur et Marsin, à qui il demanda du renfort, craignirent de s'affaiblir, et le virent battre sous leurs yeux, sans oser le secourir. Bleinheim, occupé par les Français, repoussa plusieurs assauts où l'ennemi perdit beaucoup de monde ; mais Tallard, en voulant le délivrer, fut enveloppé et fait prisonnier. Marlborough et Eugène, réunissant leurs forces, finirent par s'emparer de Bleinheim et de treize mille Français, qui durent en frémissant mettre bas les armes. Douze mille morts ou blessés, une foule de drapeaux et de canons furent les sanglants trophées de cette victoire qui anéantit toute l'armée de Tallard. Quant à l'Électeur et Marsin, ils se retirèrent en bon ordre vers Ulm, presque sans avoir combattu.

L'échec était grave, mais pouvait se réparer : les pertes de l'ennemi étaient égales aux nôtres ; avec les débris de l'armée de Tallard et celle de Villeroi, restée entière, on pouvait encore défendre la ligne du Danube. Mais les esprits étaient trop abattus, soldats comme généraux se sentaient trop séparés de la France. Les conseils timides, d'accord avec les ordres du roi, prévalurent, là où le salut n'était plus que dans l'audace. L'Électeur voulait résister, et ne se décida qu'en pleurant de rage à évacuer la Bavière. La France renonça à l'Allemagne, son champ de victoire de l'an dernier. Ulm seul, sur le Danube, resta occupé par une garnison de bles-

sés. L'Électeur, abandonnant ses États aux vengeances de l'Autriche, se retira avec Marsin, et tous deux ne s'arrêtèrent que quand ils eurent passé le Rhin.

Telle fut la journée de Höchstædt, la seule décisive dans cette guerre où les victoires ne décidaient rien. Marlborough, le vainqueur de Bleinheim, car Eugène, trop éloigné, n'avait pu prendre qu'une faible part à l'action, fut fait prince par l'Empereur, duc par la reine, doté d'une terre qui porta le nom de sa victoire, et comblé de richesses et d'honneurs. Les vainqueurs, enivrés de leur triomphe, voyaient déjà l'Europe affranchie du joug du *Grand Roi*. La France, au contraire, peu habituée aux revers, savourait avec amertume la honte de la défaite. Elle sentait son prestige se dissiper, au dedans comme au dehors; car une armée prisonnière, c'était pire qu'une armée vaincue! L'Espagne, à son tour, se prit à désespérer d'elle-même en ne se sentant pas protégée. Quant à l'Europe, son impression générale peut se traduire par cette inscription, composée pour un monument à élever sur le champ de bataille de Höchstædt : « *Agnoscat tandem Ludovicus XIV neminem debere, ante obitum, aut felicem, aut invictum vocari!* » (Que Louis XIV reconnaisse enfin que personne avant sa mort n'a le droit de se dire ni heureux, ni invincible!)

La guerre étant ainsi tranchée d'un seul coup, la France mise à la porte de l'Allemagne, comme l'Électeur de ses États, celui-ci n'avait plus qu'à se retirer, sous la protection de Marsin, dans son gouvernement des Pays-Bas, souveraineté viagère peu faite pour le consoler de la perte de son électorat. L'armée française, dans sa retraite, fut suivie de près par ses vainqueurs. Villeroi n'essaya pas de défendre le passage du Rhin. Landau, après une héroïque résistance, finit par se rendre, le

24 novembre ; mais sa conquête coûta dix mille hommes aux alliés, et Marlborough alla prendre à Trèves ses quartiers d'hiver, et savourer sa victoire.

Mentionnons, pour mémoire seulement, les résultats de la guerre en Italie, le seul point de l'Europe où la victoire n'ait pas déserté les drapeaux de la France. Là, Vendôme, chargé de punir Victor-Amédée II de sa défection, occupait la Savoie, envahissait le Piémont, prenait Suse et Verceil, et rejetait les Impériaux au nord du Pô et à l'est de l'Adige. Le Milanais était délivré, Nice conquis, et Vendôme préparait pour la campagne suivante le siége de Turin.

Quant à la situation générale, elle peut se résumer en trois lignes : l'Autriche est sauvée, la Bavière perdue pour l'Électeur, l'Alsace envahie, Gibraltar aux Anglais, et les alliés campés sur la Moselle : voilà où en est la France après quatre ans de guerre. Que sera-ce quand la lutte aura duré douze ans ?

Au début de 1705, les alliés ont changé de plan : ce n'est plus en Allemagne que la lutte décisive aura lieu, mais sur la frontière nord de la France, du Rhin à la mer, frontière indécise qui change à chaque traité de paix ! La ligue a sur pied trois cent mille hommes et soixante vaisseaux. La flotte anglaise, avec Gibraltar pour base d'opérations, reste maîtresse des deux mers, en face de la marine française réduite à l'impuissance. Sur terre, tout sera sacrifié à un seul but : entamer la France par le nord ! Le reste, l'Italie, l'Espagne même, n'est plus qu'un accessoire. Trente mille hommes suffiront à Léopold pour contenir la révolte hongroise, quinze mille en Espagne, trente mille en Italie, et les alliés pourront reporter sur le nord la masse de leurs forces. Tout se préparait donc pour frapper de ce côté un coup

décisif, et ce plan, si bien conçu, ne fut pas même dérangé pas la mort de Léopold, survenue le 5 mai. Médiocre et entêté, ce rival du *Grand Roi* disparut de la scène sans y laisser un vide bien sensible. Son fils Joseph, âgé de vingt-sept ans, le remplaça sur le trône, et le premier souci du nouvel empereur fut de combattre la révolte hongroise.

Louis restait donc seul avec la France pour faire face à l'Europe conjurée, car l'Espagne était un embarras bien plus qu'une alliée. Nous avons été sévère pour Louis XIV, un des rois qui, sous une fausse apparence de grandeur, ont fait le plus de mal à la France ; mais il faut lui rendre justice, il fut cette fois à la hauteur de la situation, et tint tête au danger avec une rare énergie. Sa cavalerie avait perdu tous ses chevaux en Allemagne par une épizootie ; elle se trouva remontée au printemps. Les vides faits par la guerre furent comblés. L'or et le sang du pays furent mis encore une fois au service de son roi, et trois armées sortirent de terre pour faire face à cette ceinture d'ennemis qui entourait la France de tous côtés. En Flandre commandait Villeroi, appuyé sur l'Électeur de Bavière ; en Alsace, Marsin ; enfin, sur la Moselle, Villars, qui venait de quitter l'ingrate guerre des Cévennes pour aller trouver au nord un ennemi plus digne de lui.

Marlborough, campé près du confluent de la Sarre et de la Moselle, avait quatre-vingt mille hommes, en attendant Bade et les Impériaux, qui avaient promis de de le rejoindre ; Villars n'en avait que cinquante-cinq mille, mais n'en était pas moins décidé à accepter le combat. Du 4 au 17 juin, les deux armées restèrent en présence, et Bade n'arrivait pas. Tout d'un coup, Marlborough décampe pendant la nuit, et se replie sur

Trèves, en s'excusant auprès de Villars, par une missive polie, d'éviter un engagement, et rejetant la faute sur son allié, qui lui manquait de parole. Ajoutons, pour expliquer l'absence de Bade, qu'il n'aimait pas à faire la guerre trop loin de son pays, et que, comme tous les princes allemands, il était peu jaloux de contribuer au triomphe de l'Autriche.

a guerre, sur la Moselle, était donc finie avant d'être commencée. Le général anglais, aimant mieux avoir affaire à Villeroi qu'à Villars, laissa dans Trèves une forte garnison, et se reporta avec toutes ses forces sur la Meuse où Villeroi, n'ayant plus d'adversaire sérieux, venait de s'emparer de Liége et de plusieurs places fortes. Quatre-vingt mille hommes reculant devant cinquante-cinq, et Marlborough évitant une rencontre avec Villars, c'était là pour la France un heureux début. Villars, n'ayant plus rien à faire sur la Moselle, alla en Alsace retrouver Marsin, prendre Wissembourg, et menacer Landau. Mais le départ de Marsin, appelé en Flandre au secours de Villeroi, força Villars à reprendre la défensive, contraire à son génie comme à celui de la France.

La campagne manquée sur deux points, la Moselle et l'Alsace, restait la Flandre. Là Marlborough espérait se venger sur Villeroi de n'avoir pu battre Villars. Et en effet, dans une première rencontre avec l'aile gauche des Français, il obtint l'avantage, et les força à se replier sur Louvain. Une bataille était imminente, et Villeroi faisait mine de l'accepter. Mais les états de Hollande, qui avaient leurs députés à l'armée, comme plus tard la *Convention* devait y avoir les siens, défendirent à Marlborough de livrer bataille. Celui-ci dut obéir, en frémissant, à ces alliés qui se sentaient le droit d'être exigeants,

au nom de l'or et des soldats qu'ils prodiguaient à la cause commune.

Sur le Rhin, comme partout, les alliés avaient le nombre pour eux. Villars n'avait plus que trente-cinq mille hommes à opposer à Bade, qui en comptait cinquante mille. Aussi ce dernier obtint-il quelques légers avantages ; mais le peu d'union qui régnait entre les confédérés allemands l'empêcha de les pousser plus loin. Ainsi se termina, sur toute la ligne du Rhin à la mer, cette stérile campagne. La France, sans livrer une bataille, avait triomphé par son unité, force irrésistible dont elle a abusé, et qui a fini par tourner contre elle ; car on verse toujours du côté où l'on penche, et la pente de l'unité est aussi celle du despotisme.

En Italie, la France avait deux armées, sous les ordres de Vendôme : l'une en Piémont, pour assiéger Turin ; l'autre dans le Milanais, pour tenir tête au prince Eugène. Les deux adversaires étaient dignes l'un de l'autre ; mais Vendôme avait à se partager entre deux armées et deux buts différents, et le grand Prieur, son frère, qui le remplaçait, n'était pas homme à lutter contre le prince Eugène. Vendôme prit son parti, et renonçant à assiéger Turin, il revint en Lombardie. Là, dans une campagne admirée de tous les maîtres dans le grand art de détruire, il arracha à Cassano la victoire des mains d'Eugène, et fit reculer les Impériaux avec des pertes sensibles. Le reste de la campagne fut rempli par des marches savantes et des engagements sans portée. Mais, en somme, l'avantage demeura à la France, qui avait fait reculer les Impériaux jusqu'au delà de l'Adige, et réduit leur armée à quinze mille hommes.

Retournons dans la Péninsule, d'où cette guerre décousue nous force constamment à sortir. La prise de

Gibraltar par l'Angleterre, la levée du siége par les Espagnols et la dispersion de l'escadre française, tout se réunissait pour décourager l'Espagne, et inviter les alliés à tenter quelque coup plus hardi. Bientôt quinze mille Anglo-Hollandais, sous les ordres du comte de Petersborough, furent envoyés à Lisbonne, centre des opérations de la ligue dans la Péninsule. Là le plan de campagne fut arrêté : les troupes de terre furent dirigées du côté de Beira et de l'Alentejo, et une flotte de cent soixante-dix navires, la plupart de guerre, avec six mille hommes, le prétendant à leur tête, se dirigea vers le nord de l'Italie, pour aller au secours du duc de Savoie dont les états étaient occupés par la France. L'expédition prit à Gibraltar le prince de Hesse-Darmstadt, qui s'y joignit comme volontaire. Mais celui-ci ouvrit l'avis de renoncer à l'Italie, où le prince Eugène suffisait pour faire face à Vendôme, et de tenter une expédition en Catalogne, où le prétendant comptait beaucoup de partisans ; car il suffisait que la Castille fût d'un côté pour que la Catalogne se jetât de l'autre. Petersborough insista sur la faiblesse des alliés et le petit nombre de leurs troupes ; mais le prétendant, enivré de l'espoir de régner au moins sur une province de l'Espagne, appuya l'avis du prince de Hesse, et le fit triompher. La flotte se dirigea vers le littoral de l'est, et après avoir vainement tenté de soulever Alicante, elle se présenta devant Denia qui, la première de toutes les villes de la Péninsule, lui ouvrit ses portes, et Charles III d'Autriche y fut proclamé roi d'Espagne (8 août).

Encouragés par cet heureux début, les alliés remirent à la voile. Le 25 août, ils mouillaient devant Barcelone, et débarquaient à l'est de la ville, au bruit de l'artillerie de l'escadre qui saluait l'arrivée du prétendant et sa prise de possession de son royaume. De pompeuses proclama-

tions furent aussitôt répandues dans la Catalogne et le pays de Valence, pour promettre aux habitants le maintien de leur religion et de leurs *fueros*, et les inviter à secouer le joug de la France. L'appel fut entendu, car de Vich seul accoururent plus de mille hommes armés, pour embrasser la cause de ce prétendant qui avait le double mérite de n'être ni Français, ni Espagnol.

La position du vice-roi Velasco, homme de cœur et de résolution, était bien difficile : l'esprit de la ville, comme celui de toute la province, était notoirement mauvais, et ce n'était que par la terreur qu'il pouvait contenir Barcelone dans l'obéissance. Mais sa garnison était dévouée, presque aussi nombreuse que les assaillants, et au bout de trois semaines les alliés, qui avaient compté sur un coup de main, et non sur un siége, n'étaient pas plus avancés que le premier jour. Déjà le prétendant songeait à se rembarquer, en ne se voyant appelé à régner que sur des bandits et des contrebandiers, les seuls volontaires accourus jusqu'ici sous ses drapeaux.

Mais Petersborough, après avoir combattu le plan de campagne des alliés, s'était mis avec une loyauté chevaleresque au service d'une entreprise qu'il blâmait. L'idée lui vint d'une ruse de guerre, neuve autant que hardie, et dont la témérité même assurait le succès : c'était de feindre le départ de l'expédition, d'endormir ainsi la vigilance de la garnison, et d'enlever par un coup de main le fort de Montjuich, réputé imprenable. Pour que le secret fût mieux gardé, il ne le communiqua à personne. Le conseil de guerre se rassembla, et tout le monde fut d'avis que la cause du prétendant ne faisant aucun progrès, il n'y avait plus qu'à lever le siége. L'ordre du départ fut donné, la grosse artillerie embarquée, et tout s'apprêta ostensiblement pour le départ des

alliés, à la grande joie des assiégés qui, du haut des remparts du fort et de la ville, assistaient à ce spectacle.

Le soir même, 14 septembre, Petersborough, à la tête d'une troupe d'élite, qui ne sait pas même où on la mène, se dirige sans bruit vers le fort. Chemin faisant, il recrute le prince de Hesse qui, quoique brouillé avec lui, s'associe à son dessein. Le fort est attaqué de deux côtés à la fois, et avec tant de vigueur que la petite garnison, croyant avoir affaire à une armée, ne se défend que mollement. Dès le premier assaut, le prince de Hesse est mortellement blessé; mais les assaillants, loin de perdre courage, s'établissent sous les murs de la citadelle. En même temps, le siége de la ville recommence, l'artillerie est débarquée de nouveau, les bombes pleuvent sur le fort comme sur la cité, et l'une d'elles ayant mis le feu au magasin à poudre du fort, le commandant est tué; les assaillants profitent du désordre causé par l'explosion, renouvellent leur attaque, et la garnison capitule, après trois jours de siége.

Aussitôt, dans ce pays où tout le monde est soldat ou bandit, quatorze mille Catalans viennent se ranger sous les drapeaux du prétendant. Moralement parlant, les alliés étaient maîtres de la ville, prise entre deux feux, écrasée par l'artillerie des forts et par celle des vaisseaux. Elle tint pourtant trois semaines encore, grâce à l'énergie du vice-roi. Le 8 octobre seulement, il se décida à capituler, et obtint du vainqueur les conditions les plus honorables. Sa vie fut un instant menacée par les partisans de l'archiduc; mais Petersborough, avec une grandeur d'âme à laquelle ses ennemis même rendent justice, l'arracha de leurs mains, et le fit conduire bord de ses vaisseaux[1]. Enfin, il donna des passe-ports

Voltaire, dans son *Siècle de Louis XIV*, où le roman se mêle quelque-

pour Madrid aux partisans de Philippe V les plus compromis.

Le 4 novembre, l'archiduc fit en grande pompe son entrée dans la ville, et reçut l'hommage de ses nouveaux sujets, comme roi d'Espagne et comte de Barcelone. Maîtresse de la capitale, l'insurrection se répandit comme une traînée de poudre dans tout le royaume, car la Catalogne ne veut pas être une province! Tarragone, Tortose, Lerida, Gérone, ouvrirent leurs portes au vainqueur, et bientôt Rosas fut la seule ville qui tînt encore pour Philippe V.

Citons ici un trait qui fait honneur au caractère espagnol, tel qu'il était naguère, avant cette époque d'abaissement où le pays semble partager le déclin de ses rois.

fois à l'histoire, donne les détails suivants sur ce beau et étrange caractère de lord Petersborough :

« Les Anglais étaient sous les ordres d'un des plus singuliers hommes qu'ait jamais portés ce pays si fertile en esprits fiers, courageux et bizarres : c'était le comte de Petersborough, homme qui ressemblait en tout à ces héros dont l'imagination des Espagnols a rempli tant de livres. A quinze ans, il était parti de Londres pour aller faire la guerre aux Maures, en Afrique. Il avait à vingt ans commencé la révolution d'Angleterre, et s'était rendu le premier en Hollande auprès du prince d'Orange. Il perdit, il donna tout son bien, et rétablit sa fortune plus d'une fois. Il faisait alors la guerre en Espagne presque à ses dépens, et nourrissait l'archiduc et toute sa maison. Il assiégeait Barcelone... Une bombe creva dans le fort sur le magasin à poudre; le fort est pris, la ville capitule. Le vice-roi, à la porte de la ville, discutait avec lui les articles de la capitulation, quand on entend des cris et des hurlements : « Vous nous trahissez, dit le vice-roi; nous capitulons avec bonne foi, et voilà vos Anglais qui égorgent, pillent et violent. — Vous vous méprenez, reprit le comte, il faut que ce soient des troupes du prince de Darmstadt. Il n'y a qu'un moyen de sauver votre ville, c'est de me laisser entrer avec mes Anglais; j'apaiserai tout, et je reviendrai à la porte achever la capitulation. » Il parlait d'un ton de vérité et de grandeur qui, joint au danger présent, persuada le gouverneur. Il court avec ses officiers ; il trouve des Allemands et des Catalans qui, joints à la populace, saccageaient les maisons des principaux citoyens ; il les chasse, et leur fait quitter leur butin. Il rencontre la duchesse de Popoli entre les mains des soldats ; il la rend à son mari. Enfin, ayant tout apaisé, il retourne à cette porte, et signe la capitulation. Les Espagnols étaient confondus de voir tant de magnanimité dans des Anglais que la populace avait pris pour des barbares impitoyables, parce qu'ils étaient hérétiques. (Chap. xx.)

Le gouverneur de Lerida, voyant l'esprit des habitants tourné du côté de l'archiduc, se réfugia avec sa femme et un domestique dans la citadelle, abandonnée par ses défenseurs. Là, cette garnison improvisée se défendit pendant huit jours avec tant de courage que l'ennemi, croyant avoir affaire à une troupe plus nombreuse, lui accorda les honneurs d'une capitulation. A peine pouvait-il en croire ses yeux lorsqu'il vit sortir du fort cette garnison de trois personnes, dont une femme.

De la Catalogne, la contagion gagna l'Aragon, où cependant la noblesse se montra plus fidèle à la cause de Philippe V. Plusieurs villes, y compris Monzon, siége des Cortès nationales, tombèrent au pouvoir des rebelles. A Saragosse, une division française, sous les ordres de Tessé, fut sur le point d'être massacrée par les habitants qui, habitués depuis des siècles à craindre et à détester la France, leur voisine, aimaient mieux recevoir un roi des mains de l'Autriche. Philippe V, ne se sentant pas assez fort pour sévir, essaya de ramener les esprits par la douceur; il n'y gagna que des insultes ou des dédains, et les coupables restèrent impunis, en s'abritant derrière leurs *fueros*.

Dans l'intervalle, la rébellion gagnait du terrain dans le royaume de Valence : un régiment, qui bloquait Denia, passa tout entier dans le camp de l'archiduc. Enfin, le chef des insurgés, un Valencien nommé Basset, homme d'action et d'énergie, à la tête d'une petite armée qui grossissait à chaque pas, se dirige sur Valence. Là, il se présente seul sous les murs, son épée d'une main, et le portrait de l'archiduc de l'autre, et Valence se rend avant d'avoir été attaqué. Les miquelets, qui en étaient plus maîtres que les habitants, fraternisent avec les assaillants, et Basset règne bien-

tôt dans cette ville populeuse sous le nom de l'archiduc. Dans les deux royaumes de Valence et de Murcie, Philippe ne conservait plus qu'Alicante et Peniscola. Mais au bout de peu de temps, le joug des insurgés et de leur chef devint si lourd pour Valence que Petersborough fut obligé d'aller y rétablir l'ordre, et protéger la vie et les biens des partisans de Philippe.

Au début de l'an 1706, la situation est devenue menaçante pour Philippe V. La Catalogne entière peut être considérée comme perdue, le royaume de Valence glisse sur la même pente, et l'Aragon même vacille dans sa fidélité. Au dehors, sur le Rhin, aux Pays-Bas, en Italie, les revers vont succéder aux revers, pendant cette désastreuse année. Au dedans, les débuts de la cause royale ne seront pas plus heureux, mais là, la fortune réserve aux deux partis les retours les plus étranges. Aussi est-ce par l'intérieur que nous commencerons, heureux de voir l'histoire d'Espagne cesser un instant de voyager en Europe pour se renfermer dans la Péninsule.

Pendant l'hiver, la guerre avait été suspendue partout, excepté sur la frontière d'Aragon et de Valence, où les deux partis faisaient assaut de cruautés et de violences. S'il faut en croire les historiens espagnols, les *hérétiques*, non contents de piller et de détruire, enlevaient les vases sacrés des églises, qu'ils prenaient un sauvage plaisir à profaner. De l'autre côté, le comte de las Torrès faisait face aux rebelles avec cette énergie qui, en Espagne, va bien vite jusqu'à la cruauté. Toutes les villes qui lui résistaient étaient saccagées sans pitié, et parfois livrées aux flammes. On eût dit que les deux partis voulaient, comme du temps de la guerre sainte, faire sur la frontière une *marche*, pour séparer par un

désert l'Espagne autrichienne de l'Espagne française. Ainsi s'aigrissaient encore tous ces ferments de haines qui, dans ce malheureux pays, isolent à la fois chaque province des autres provinces, et la Péninsule elle-même du reste du continent, par une barrière morale, plus infranchissable que celle des Pyrénées.

Dans la pensée du roi légitime, l'objectif de la campagne qui allait s'ouvrir, c'était la conquête de la Catalogne. Aussi tout fut-il sacrifié à ce grand résultat qu'on voulait obtenir à tout prix. A défaut de troupes espagnoles, tout ce qu'il y avait de troupes françaises sur la frontière de Portugal fut envoyé à Tessé pour servir en Catalogne, et on ne laissa à Berwick que quelques escadrons. Timide et irrésolu, Tessé était l'homme du monde le moins propre à faire réussir une entreprise où l'audace était la première condition de succès; mais Philippe, non moins timide, non moins irrésolu, puisa dans le danger même l'énergie qui lui manquait. Passant outre aux conseils timorés de Tessé, il persista à vouloir prendre lui-même le commandement de l'armée qui allait entreprendre de réduire la Catalogne. Or le peuple espagnol, dévoué à ses rois, a besoin, quand il se bat, de les voir à sa tête, et la bataille, quand c'est le roi qui commande, est à moitié gagnée; nous l'avons vu sous Philippe IV. Dès le 23 février, Philippe, laissant à la reine le soin de gouverner en son absence, était allé rejoindre Tessé à Caspé, sur l'Èbre, en évitant de passer par Saragosse, dont il se méfiait à bon droit. Tessé n'avait guère que vingt mille hommes, et c'était peu pour soumettre une province comme la Catalogne Mais bientôt Noailles passa les Pyrénées, à la tête de puissants renforts. Laissant une division bloquer Gérone, il vint se rencontrer avec le roi et Tessé sous les murs

de Barcelone, dans les premiers jours d'avril, pendant qu'une flotte française, de vingt-six vaisseaux, sous les ordres du comte de Toulouse, venait mouiller devant le port. Avant de recourir à la force, le roi voulut encore essayer de la clémence : il fit publier une amnistie pour tous les rebelles qui voulaient se soumettre ; mais les Catalans attribuèrent ses démarches à la peur, et n'y répondirent que par le dédain.

Après un débat animé dans le conseil de guerre, on se décida à attaquer le château avant la ville. C'était une faute, et, comme toutes les fautes, elle devait être punie. Barcelone, avec trois mille hommes de garnison, là où il en eût fallu quinze, était incapable de se défendre, et c'était par elle qu'il eût dû commencer. Petersborough, resté hors de la ville pour entretenir les communications avec la montagne, engagea l'archiduc à quitter Barcelone, où il pouvait être pris comme dans un piége ; mais Charles III, comme Philippe V, avait pris goût au métier de roi. Encouragé par une prétendue apparition de la Vierge, qui lui prédit le triomphe : « Je resterai, dit-il au peuple, et ne me separerai pas de mes braves Catalans », et cette héroïque résolution lui gagna tous les cœurs. Dès lors, les habitants, électrisés par l'exemple de leur roi, qui travaillait de ses mains aux fortifications, se montrèrent décidés à mourir plutôt que de se rendre.

Mais un rempart plus sûr pour Barcelone que le courage de ses défenseurs, ce fut l'opiniâtre résistance de Montjuich. Malgré la faiblesse de la garnison, les assaillants, pendant trois semaines, ne parvinrent pas à gagner un pouce de terrain. Comme le prétendant autrichien, Philippe faisait bon marché de sa vie : en dépit de toutes les représentations, il se trouvait toujours au poste le plus dangereux. Enfin le commandant du fort

fut tué dans un assaut. Une sortie désespérée fut faite par les habitants de la ville, au nombre de dix mille : hommes, femmes, enfants, vieillards, moines et prêtres, tous vinrent se jeter, presque sans armes, jusque sur la gueule des canons; ils furent refoulés dans la place avec des pertes énormes. Bientôt la ville et le fort furent écrasés, par terre et par mer, sous une pluie de bombes. Tout était prêt pour l'assaut; la prise de Barcelone semblait inévitable lorsque, le 7 mars, apparut de loin la flotte anglo-hollandaise, forte de cinquante-trois vaisseaux. « Les *hérétiques*, dit M. Henri Martin, venaient dégager la parole de la sainte Vierge ! »

Depuis la levée du siége de Gibraltar, la marine française était condamnée à la prudence ; elle s'empressa de se retirer devant un ennemi trop supérieur en forces. Le découragement qui régnait dans la ville passa dans le camp des assaillants, surtout quand on vit la flotte ennemie débarquer huit mille soldats. Bientôt arriva la nouvelle que les Portugais avaient pris Alcantara, en Estramadure, avec huit bataillons des meilleures troupes de l'Espagne, qui en comptait si peu ! L'armée victorieuse marchait, dit-on, sur Madrid, sans qu'il y eût en face d'elle une force capable de lui fermer le chemin. Enfin une éclipse totale de soleil, où un peuple superstitieux vit le ciel lui-même se prononcer contre Philippe V, vint porter à sa fortune le dernier coup. Jamais changement aussi brusque n'eut lieu sur cette mobile arène où se joue le sort des empires. L'armée de terre imita l'exemple de la flotte, et décampa la nuit, sans tambours ni trompettes. Artillerie, munitions, bagages, tout fut abandonné, jusqu'aux malades et aux blessés, dans la précipitation de ce honteux départ. Ni les prières, ni les ordres même du roi ne

purent vaincre le découragement de Tessé. Du reste, si Philippe avait pris Barcelone, avec le petit nombre de troupes qu'il comptait, il n'eût su que faire de sa victoire. Les difficultés de la retraite, sans cesse harcelée par Petersborough et par les habitants du pays, prouvèrent assez que la Catalogne, française quand il s'agissait de résister à l'Espagne, s'était faite autrichienne pour tenir tête à la France!

Mais cette retraite, de quel côté la diriger! Avec quinze mille hommes, vingt mille au plus, pouvait-on traverser les cent vingt lieues qui séparaient Barcelone de Madrid, et cela à travers un pays suspect comme l'Aragon, ou rebelle comme Valence? Une seule voie restait ouverte au triste monarque : c'était de se frayer, les armes à la main, un chemin jusqu'à Perpignan par Gérone et Figueras, en évitant la montagne, plus hostile que la plaine. Ce plan, le seul praticable, s'exécuta à travers mille périls. Les miquelets, ennemis invisibles, harcelaient sans relâche l'armée en retraite, et incendiaient les villages sur sa route; quelquefois les habitants y mettaient eux-mêmes le feu, tant est forte, dans des cœurs espagnols, la haine de l'étranger! Enfin, le 23 mai, le roi arriva à Perpignan avec six mille hommes de moins qu'il n'en comptait en entrant en Catalogne.

Tessé, sous les murs de Barcelone, avait insisté pour qu'on levât le siége, même avant l'arrivée de la flotte ennemie; à Perpignan, il insista pour que, au lieu de rester en Espagne, le roi allât à Versailles prendre les instructions de son aïeul, et attendre ce que déciderait la fortune, partout prononcée contre lui. Mais s'il est des âmes que l'adversité abat, il en est d'autres qu'elle relève, et arme pour le combat. Certes. Philippe V

n'était pas un caractère fortement trempé, et cependant on aime à voir, au milieu de cette série de revers, ce roi de vingt ans et sa jeune femme se montrer dignes tous deux de cette couronne pour laquelle ils n'étaient pas nés ! Philippe, repoussant les lâches conseils de Tessé, déclara bien haut sa volonté de rentrer en Espagne, non pas pour s'arrêter à Pampelune, comme le voulait son aïeul, mais pour marcher droit sur Madrid, au cœur de la Péninsule, afin d'y faire face au danger, de quelque côté qu'il dût venir. Et joignant les actes aux paroles, Philippe, après deux jours de repos à peine, confia sa petite armée espagnole au général d'Asfeldt, en lui laissant l'ordre de rentrer en Espagne par la même route que lui. Puis, après avoir écrit au roi, son aïeul, sans même attendre sa réponse il s'achemina en toute hâte par Toulouse, Pau et Pampelune, et arriva enfin le 6 juin à Madrid, où il fut accueilli avec enthousiasme par ses loyaux Castillans, les plus fermes soutiens de sa couronne.

En rentrant dans sa capitale, Philippe n'y rencontra[1] que de nouveaux dangers. Il y revenait fugitif, vaincu, sans prestige, sans armée. Après avoir fui à Barcelone devant l'invasion triomphante, il lui fallait encore la retrouver marchant sur Madrid par l'Estramadure. En vain la courageuse reine avait fait appel à la loyauté des grands ; ceux-ci, blessés de voir le pouvoir passé tout entier aux mains de la princesse des Ursins, s'étaient bornés à des protestations stériles. Le midi de la Péninsule et le centre, il est vrai, restaient fidèles à la cause du roi légitime, mais Valence s'était donné corps et âme à la rébellion. Basset était devenu une

1. Voir aux Pièces justificatives, n° 1.

espèce d'idole pour ses concitoyens auxquels il pouvait demander les plus durs sacrifices. Malgré les énergiques efforts de las Torrès pour reprendre Xativa, les femmes, les vieillards, les enfants, les moines, électrisés par un double fanatisme, se défendirent avec tant de vigueur que, le 22 mai, las Torrès fut obligé de lever le siége.

En Estramadure, l'armée des alliés obéissait à lord Galloway, né de Ruvigny, réfugié protestant qui, en combattant le *Grand Roi*, satisfaisait à la fois ses rancunes politiques et religieuses.

Berwick, n'ayant que huit mille hommes à opposer à quarante mille pour garder la frontière de l'ouest, s'était retiré vers le nord. La route de Madrid était ouverte, mais les alliés, ignorant encore quel tour les choses avaient pris en Catalogne, craignirent de s'engager trop avant dans la Péninsule. Quittant la droite ligne sur Madrid et la vallée du Tage, afin de poursuivre Berwick, ils vinrent mettre le siége devant Ciudad-Rodrigo. La ville finit par se rendre, après s'être défendue énergiquement pendant huit jours. Puis ce fut le tour de Salamanque, pris le lendemain du jour où Philippe rentrait dans sa capitale. Mais bientôt arriva au camp des alliés la nouvelle de la levée du siége de Barcelone. Rien n'empêchait plus lord Galloway de se diriger vers Madrid, pour y mettre la main sur un roi sans trésor et sans armée, ou le forcer à fuir encore une fois.

Philippe, en arrivant dans sa capitale, ne voyait donc autour de lui que dangers; et pourtant sa résolution ne faiblit pas un instant. Comme son époux, la reine sut se tenir à la hauteur de la situation : sans se laisser rebuter par la froideur des grands, elle fit appel au

dévouement des provinces demeurées fidèles, et cet appel fut entendu. Séville, Grenade, l'Andalousie tout entière se levèrent en armes. La Navarre, les provinces basques, l'Estramadure elle-même, sous le fardeau de l'invasion, envoyèrent de l'or, en attendant des soldats. La Galice elle-même, si éloignée qu'elle fût du théâtre de la guerre, voulut aussi payer sa dette à Philippe, et envahit le Portugal par le nord. La capitale enfin ne resta pas en arrière des provinces, dans ce mouvement vraiment national, qui n'avait que le tort de n'être pas unanime. Les nobles, honteux de leur inertie, se résignèrent enfin à seconder ce patriotique élan, et quatre régiments furent levés à leurs frais dans la seule ville de Madrid.

Mais l'invasion se rapprochait de la capitale, et rien n'était prêt pour lui faire face. Le prétendant autrichien parcourait en triomphe l'Aragon, où toutes les villes lui ouvraient leurs portes, y compris Saragosse. Toutes leurs garnisons passaient sous ses drapeaux. La noblesse, il est vrai, restait fidèle au roi légitime; mais l'Aragon se ralliait à la cause du prétendant, croyant sans doute ses *fueros* plus en sûreté sous un monarque autrichien que sous un français, soumis à la tutelle du *Grand Roi*. Déjà Philippe ne possédait plus qu'une ville dans chacune des trois plus belles provinces de son royaume: Rosas en Catalogne, Peniscola dans le pays de Valence, et Jaca en Aragon. Sa position à Madrid devenait intenable. A peine rentré dans sa capitale, il lui fallait songer à en sortir. Le 20 juin, l'armée anglo-portugaise se trouvait déjà à Espinar; elle franchissait le col du Guadarrama, facile à défendre si Philippe avait eu une armée, et le 24 enfin, elle campait à quatre lieues de Madrid.

Dès le 21 au matin, Philippe, que semblait poursuivre une mauvaise fortune opiniâtre, avait quitté sa capitale, non pour fuir devant l'invasion, mais pour aller se mettre à la tête de sa petite armée. Dans le dernier conseil tenu avant le départ, les plus timides étaient d'avis de transférer à Pampelune la cour et les tribunaux, pour être à portée de se réfugier en France, en cas de danger; mais on objecta que camper ainsi sur la frontière du nord, ce serait confirmer le bruit, déjà répandu partout, que Philippe songeait à renoncer à la couronne, et le roi n'hésita pas à se ranger à cet avis. La cour et les tribunaux furent transportés à Burgos, au cœur de la vieille Castille, l'asile de l'antique loyauté espagnole, et la reine se mit en route pour cette ville. Toutes les dames de sa maison émigrèrent avec elle, et l'on put dire que, même en quittant leur capitale, Philippe et son épouse y régnaient encore dans tous les cœurs.

Le roi, de son côté, se dirigea vers le nord-est pour aller rejoindre Berwick, campé à Sopetran avec huit mille hommes, seule force qui restât au petit-fils du *Grand Roi* pour défendre sa précaire royauté. Si, comme le voulait lord Galloway, l'armée anglo-portugaise, au lieu de marcher sur Madrid, eût poursuivi le roi fugitif, rien n'était plus facile que de balayer sa petite armée, et de la rejeter avec lui hors de la Péninsule. Mais le général portugais, enivré de sa facile victoire, crut qu'il n'y avait plus à s'inquiéter d'un roi fugitif qui faisait aussi bon marché de sa couronne; et renonçant à le poursuivre, il dirigea sur Madrid deux mille chevaux sous les ordres du marquis de Villaverde, et lui-même suivit à deux jours de distance avec le gros de son armée.

Le 29 juin, dans ce mois si fertile en événements,

Villaverde, victorieux sans combat, prit paisiblement possession de la capitale, et y proclama roi Charles III, au milieu du silence glacial des habitants, et de l'adhésion forcée des autorités, à qui Philippe avait enjoint d'éviter une résistance inutile, et d'ôter à l'ennemi tout prétexte de sévir. Presque tous les grands avaient quitté Madrid pour suivre le roi, et s'enrôler sous ses drapeaux. Ceux même qui penchaient du côté de l'Autrichien, n'ayant pas foi dans la durée de son triomphe, s'abstinrent de s'y associer. C'est à peine si les alliés, en cherchant à constituer dans Madrid une ombre de gouvernement, purent y trouver quelques noms connus pour les recruter à leur service.

Comme sa capitale, la Castille resta fidèle, même sous la pression d'un ennemi victorieux. Tolède fut la seule ville de la province qui embrassa le parti de l'Autriche, moins par sa propre impulsion que par celle de la reine douairière qui, Autrichienne de naissance et de cœur, salua avec des transports de joie l'arrivée d'un prétendant autrichien. Porto-Carrero, qui avait plus que personne contribué à asseoir Philippe V sur le trône, jaloux du crédit de la princesse des Ursins, s'était fort refroidi pour le roi qu'il accusait d'ingratitude; aussi s'empressa-t-il, comme la reine, de saluer l'entrée des alliés dans Tolède, et d'adorer la fortune naissante de Charles III.

Philippe, dans l'intervalle, avait rejoint son noyau d'armée qui commençait à grossir. En haranguant ses soldats, il se montra si résolu à reconquérir sa couronne, dût-il mourir à la peine, que tous se sentirent décidés à partager sa fortune jusqu'au bout. Leur enthousiasme gagna bientôt les provinces libres de l'invasion qui, se sentant engagées avec Philippe, se soule-

vaient à l'idée de voir démembrer la monarchie, et de se laisser faire la loi par des rebelles. L'Estramadure mit sur pied douze mille hommes. Salamanque, à peine évacuée par les alliés, se souleva contre eux. Ces *guerrillas* improvisées qui, en Espagne, semblent sortir de terre, coupèrent bientôt aux alliés, isolés au centre de la Péninsule, toute communication avec le Portugal. Valladolid, qui avait vacillé un instant dans son obéissance, se leva en armes pour Philippe V. Tolède elle-même ne tarda pas à revenir à son roi légitime, et à insulter la vieille reine, au risque d'attirer sur elle la vengeance des alliés. L'Andalousie, population ardente et légère, fut entraînée dans le courant de la Castille, et arma pour Philippe V. Sauf la Catalogne, Valence et l'Aragon, on peut dire que l'Espagne entière se leva d'un seul élan pour soutenir le roi de son choix.

« Avant-hier, écrit la princesse des Ursins à Mme de Maintenon, un curé des environs de Burgos apporta à la reine six vingts pistoles (1,200 fr.). Son village n'a que six vingts familles très-pauvres. Il dit que ses paroissiens étaient honteux d'envoyer si peu à Sa Majesté, mais que, dans ce pauvre village, il y avait six vingts cœurs qui lui seraient fidèles jusqu'à la mort. Le bonhomme pleurait en haranguant la reine, et nous fit tous pleurer aussi. » Quand un peuple s'identifie ainsi avec ses rois, et fait de leur cause la sienne, cette cause est gagnée d'avance, du moment où elle a les cœurs pour alliés.

Mais à côté des succès, les revers ne manquaient pas : à Valence, Basset régnait par la terreur, comme naguère Masaniello à Naples. Petersborough, au contraire, gagnait les cœurs à Charles III par sa clémence, et répandait à pleines mains les dignités et les emplois. Santa

Cruz, grand amiral des galères, après avoir reçu du roi 60,000 *douros* (330,000 fr.) pour secourir Oran, serré de près par les Maures, allait, avec les derniers débris de la marine espagnole, rallier la flotte de l'amiral Lake, et proclamer l'archiduc. Enfin le prétendant autrichien, après avoir reçu, à Saragosse, le serment de ses nouveaux sujets, les quittait le 24 juillet, sans avoir prêté serment à leurs *fueros*, et sans que ceux-ci eussent songé même à le lui demander, tant était puissant le ferment de rébellion qui étouffait dans les cœurs toute autre pensée. De Saragosse, Charles III se dirigea vers Madrid, pour y prendre possession de la couronne que Philippe semblait lui abandonner.

Le trait suivant fera juger de l'ardeur que ces inflammables populations du midi mettaient à embrasser la cause qui répondait le mieux à leurs instincts d'indépendance ou de fidélité à la cause du malheur. Ainsi, au cœur même de la rébellion, dans le pays de Valence, un village, Bañerès, osa braver, pour rester fidèle à son roi légitime, la puissance du prétendant et de ses armées, et la vengeance du tyran plébéien Basset, bien autrement redouté. En apprenant que Philippe était chassé de sa capitale, ils votèrent, en séance solennelle, la décision suivante : « Quand même toute l'Espagne ferait défection à la cause du roi qu'elle a choisi, Bañerès lui restera fidèle... » Basset, furieux, fit arrêter à Xativa la femme et la belle-sœur d'un habitant de cette ville, Casamayor, le chef de la rébellion de Bañerès, en menaçant de les faire mettre à mort si la ville ne se rendait pas à Charles III. Casamayor répondit froidement que, « dès qu'il s'agissait de défendre les droits du seul souverain légitime de l'Espagne, il ne connaissait plus ni femme, ni belle-sœur »; et Basset eut la lâcheté de les faire pro-

mener nues dans les rues de la ville, sous le fouet de ses bourreaux. Certes, quelles que soient les misères morales et matérielles de l'Espagne, un peuple chez qui se rencontrent de pareils traits, et ils ne sont pas rares dans son histoire, n'est pas déchu pour jamais; si bas qu'il soit tombé, il peut toujours se relever!

Toutes ces mauvaises nouvelles arrivaient, grossies par la peur, à Philippe et à sa petite armée, toujours campée à Sopetran. Déjà le bruit se répandait dans le camp que le roi n'attendait qu'un prétexte pour se sauver en France, et livrer aux vengeances des alliés ceux qui avaient embrassé sa cause. La fidélité des soldats commençait à chanceler, la désertion décimait leurs rangs... Alors Philippe, par une de ces inspirations généreuses que donne le danger à ceux qui osent le regarder en face, réunit ses ministres, les nobles qui l'ont suivi, les officiers de sa petite armée : « Jamais, leur dit-il, je ne sortirai vivant d'Espagne; et quand il ne me resterait que ce qu'il faut de terre pour poser le pied, j'y mourrai l'épée à la main pour la défendre! » Des pleurs, des cris d'enthousiasme répondent à ces paroles. Puis, le roi parcourt à cheval les rangs de son armée qui l'accueille avec les mêmes transports. Et c'est ainsi que, en ayant l'air de ne pas douter de ses droits, Philippe apprenait aux autres à y croire, et à mourir comme lui pour les défendre!

Mais l'élan patriotique imprimé aux provinces ne devait pas rester stérile : la loyauté gagnait du terrain au sud et à l'ouest, comme la rébellion à l'est et au nord. Bientôt arriva au camp la joyeuse nouvelle que l'Andalousie, à elle seule, avait mis sur pied trente mille fantassins et vingt mille chevaux, qui s'apprêtaient à rejoindre l'armée, et la confiance rentra aussitôt dans le

cœur du monarque comme dans celui de ses sujets.

Dans l'intervalle, l'armée des alliés, cantonnée à Madrid, s'était laissée aller, comme toutes les troupes victorieuses, à l'indiscipline et à la débauche, et bientôt l'on compta dans ses rangs plus de six mille malades. Et cependant il fallait agir, et marcher sans retard contre Philippe et son petit noyau d'armée, avant qu'il eût reçu les renforts de ses provinces fidèles. Les trois armées ennemies s'efforcèrent donc d'opérer leur jonction. Petersborough se mit en route de Valence avec l'armée anglo-hollandaise. L'archiduc quitta Saragosse, en recrutant sur son passage les volontaires qui se groupaient autour de lui dans les provinces rebelles. Enfin las Minas, avec l'armée portugaise qui occupait Madrid, se dirigea vers Alcalá de Henarès, sur la route de Saragosse, en marchant ainsi au-devant de l'armée royale qui se replia sur Jadraque.

La position de Philippe était des plus critiques : de quelque côté qu'il se tournât, il ne rencontrait que des ennemis, et ne pouvait communiquer avec ses provinces du sud et de l'ouest, dernier rempart de la monarchie. Sa perspective la plus prochaine, c'était de se voir entouré par trois armées réunies contre lui; mais, par bonheur, ses communications avec la France, par la Navarre, étaient restées libres, tandis que les garnisons, laissées par Berwick en Estramadure séparaient les alliés du Portugal. En cas de défaite, aucun refuge ne leur restait que du côté de l'est, car au nord, derrière l'Aragon, il y avait la France!

Mais soudain, par un vrai coup de théâtre, la scène vient à changer : Louis avait promis à son petit-fils des renforts, et il tint parole; par un rare bonheur, les renforts envoyés purent rejoindre l'armée royale sans avoir

rencontré un ennemi. Ces troupes, au nombre de quinze mille hommes, étaient les mêmes qui, chassées de Barcelone, avaient suivi Philippe II en France dans sa laborieuse retraite; comme lui, elles étaient rentrées en Espagne par Pampelune, et n'avaient eu ainsi à traverser que des provinces fidèles. Elles arrivaient avec l'ardent désir de prendre leur revanche, et de reconduire jusque dans Madrid le petit-fils de leur roi, qu'on en avait chassé. Berwick, encouragé par ce secours vraiment providentiel, reprit aussitôt l'offensive, qui va si bien au génie de la France.

En même temps, des volontaires espagnols accouraient en foule au quartier général; et lorsque enfin l'archiduc eut rejoint les alliés à Guadalajara, à quinze lieues de Madrid, il se trouva en face d'une armée supérieure en forces à la sienne. Le général portugais, enivré de sa facile victoire sur Madrid désarmé, et sur son roi qu'il avait vu fuir devant lui, aurait voulu marcher droit à l'ennemi. Mais lord Galloway plaida la cause de la prudence : il montra le pays partout soulevé pour un roi qu'il aimait, les communications coupées au nord, à l'ouest et au midi, et la difficulté d'une retraite, en cas de défaite. Tout le monde finit par lui donner raison; et l'armée alliée, renonçant à rentrer en Portugal et à Madrid, qui lui échappait avant qu'elle eût pu s'y établir, se dirigea sur Valence, seule base réelle de l'éphémère royauté de Charles III. Berwick harcelant l'arrière-garde de cette armée en retraite, la poursuivit l'épée dans les reins, jusqu'à ce qu'il l'eut rejetée de l'autre côté des monts qui séparent l'Aragon de Valence. Enfin il termina cette glorieuse campagne en reprenant aux alliés Orihuela, Cuença et Carthagène.

Madrid était délivré, et il ne tenait qu'à Philippe d'y

rentrer en triomphe. Mais, voulant partager jusqu'au bout les fatigues et les dangers de ses soldats, il se contenta d'envoyer un corps de cavalerie reprendre possession de sa capitale. Vainement le gouverneur nommé par Charles III essaya, à la tête de quelques troupes, une résistance inutile ; la ville se souleva en faveur de son roi légitime, qui en redevint le maître incontesté, bien qu'il n'y rentrât que deux mois plus tard.

Berwick, dans ses *Mémoires*, a peint en quelques lignes saisissantes de vérité toutes les péripéties de cette année 1706, si fertile en changements à vue, en disgrâces et en succès pour le jeune et vaillant monarque : « Tel fut, dit-il, le résultat bien imprévu de cette campagne, une des plus singulières par la variété des événements. Au début, nous étions menacés d'une déconfiture générale ; mais le milieu et la fin furent aussi profitables que glorieux pour les armes des deux couronnes. Les ennemis maîtres de Madrid, point d'armée pour les contenir, le roi forcé de lever le siége de Barcelone, et de se retirer en France, tout semblait conspirer contre nous et décider du sort de l'Espagne. A coup sûr, si l'ennemi eût su profiter de ses premiers avantages, l'archiduc aurait été roi, et S. M. Catholique n'eût pu retourner à Madrid ; mais les fautes des généraux alliés et l'incomparable loyauté du peuple castillan nous ont permis de prendre notre revanche, et de les chasser de la Castille. Les deux armées, on peut le dire, ont fait le tour de la Péninsule. La campagne, commencée près de Badajoz, après avoir traversé les deux Castilles, a fini dans Valence et Murcie, à cent cinquante lieues de distance de son point de départ ; et quoiqu'il n'y ait eu aucun engagement général, nous avons obtenu autant d'avantages que par une victoire; car, de compte

fait, le nombre des prisonniers a été de dix mille. »

Philippe, en rentrant dans sa capitale, y fut reçu par un peuple enivré, dont la joie enthousiaste contrastait avec le silence de glace qui avait accueilli la prise de possession au nom de Charles III. On a trop vanté la clémence du monarque restauré : s'il sut pardonner, il sut aussi punir, et ceux qui l'avaient trahi expièrent leur crime par la confiscation, la prison ou l'exil. Porto-Carrero fut épargné, à cause de son grand âge et des services rendus par lui au jeune roi, à qui il avait mis la couronne sur la tête. On lui permit même de rentrer à la cour, le jour où la naissance d'un fils vint affermir la couronne sur la tête de Philippe V. Quant à la reine douairière, il fallait à tout prix éloigner un pareil brandon de discorde. Le roi chargea le duc d'Osuna de la conduire à Bayonne, et voila l'ordre sous la prière, en l'invitant, dans une lettre polie, à s'éloigner d'un pays agité par la guerre civile, pour aller chercher en France le repos dont elle avait besoin. Il y joignit la promesse que là, comme à Tolède, sa pension lui serait payée. La reine se soumit en frémissant, et s'achemina vers la frontière; son escorte dut la protéger contre les insultes et les menaces des populations qu'elle traversait.

Ainsi, on le voit, c'est moins à la supériorité de ses armes qu'au dévouement de ses sujets que Philippe dut de remonter définitivement sur son trône. L'opiniâtre rébellion de l'Aragon et de Valence ne prouve qu'une chose : combien l'esprit fédératif a de profondes racines sur ce sol, où l'unité n'a jamais existé que de nom. Monarchique par ses instincts comme par son histoire, l'Espagne n'est donc pas aussi loin de la république qu'elle le semble au premier abord; car, à compte sur cette forme de gouvernement, à laquelle appartient

l'avenir de l'Europe, l'Espagne possède déjà deux bases pour l'asseoir, l'esprit de fédération et les habitudes du municipe qui ont toujours manqué à la France.

Nous avons suivi pas à pas, sur le sol de la Péninsule, la fortune de Philippe V, et les événements si variés de cette année 1706, la plus pleine peut-être et la plus agitée de toute cette histoire. Mais notre tâche ne serait qu'à moitié remplie si nous ne passions pas aussi en revue les événements du dehors, saisissant contraste avec les derniers succès qui semblent assurer le triomphe du roi légitime ! Jusqu'ici, dans cette guerre aux retours si surprenants, aux fortunes si diverses, c'est surtout aux Pays-Bas que s'est tranchée la question militaire. La domination espagnole semble n'avoir jeté nulle part des racines plus profondes. Et pourtant, comme, un siècle et demi auparavant, les fautes de Philippe II et le génie du *Taciturne* ont enlevé la Hollande à l'Espagne, les fautes de Louis XIV et l'ineptie de Villeroi vont lui coûter la Belgique, en même temps que le prince Eugène la dépouillera du Milanais.

Parcourons rapidement, en prenant la Flandre pour point de départ, cet immense cercle d'hostilités, qui va d'une péninsule à l'autre, en embrassant à la fois les Pays-Bas, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne elle-même, qu'en dépit de ses Pyrénées, le flot de l'invasion vient de balayer tout entière. En Flandre, Marlborough, le génie de la guerre uni à celui de la politique, a pour adversaire le plus incapable de tous les généraux du vieux roi, et le plus aimé de lui, parce qu'il en est le plus docile, Villeroi, appuyé sur l'Électeur de Bavière. Le résultat, facile à prévoir, c'est la défaite des Français à Ramillies (23 mai). Deux mille tués, six mille prisonniers, cinquante canons, cent-vingt drapeaux sont les trophées de

cette victoire que scelle bientôt la prise de Louvain, Bruges, Gand et Oudenarde. Menin lui-même, un des prodiges de l'art de Vauban, et la clef de la Flandre flamande, se rend au bout de quelques jours de siége. Anvers lui-même ouvre ses portes le 6 juin, les habitants refusent de se défendre, et forcent la garnison française à capituler. Quinze jours de campagne coûtent à la France, ou à l'Espagne, tout le Brabant et la plus grande partie de la Flandre espagnole. L'armée française, découragée, cesse de tenir la campagne : l'infanterie est dispersée dans le peu de places que l'on garde encore, et la cavalerie découpée en petits corps qui cherchent, isolément, à se frayer un chemin vers la France. Chamillart, qui est venu en Flandre recueillir les fruits de son imprévoyance, opère lui-même ce démembrement, plus honteux qu'une défaite. En même temps, par une étrange ironie de la fortune, la guerre cesse de se faire au nom de l'Espagne pour se faire au nom de la France qui, en réalité, se retire de la lutte.

Louis, voyant le tour que les affaires prennent en Flandre, essaye de réparer une faute par une autre : il retire à l'armée d'Italie le général qui en était l'âme, Vendôme, seul capable de lutter contre le prince Eugène. Pour le remplacer, il choisit, non pas Villars, que l'opinion désignait, mais Marsin, sur qui pèse encore la défaite de Höchstædt. Tant qu'Eugène a été absent, les armes de la France ont été victorieuses ; mais le prince arrive d'Allemagne avec des renforts, et la victoire change de camp. Vendôme, qui n'a pas encore quitté l'Italie, est rejeté de l'autre côté du Mincio. Le siége de Turin, pour lequel Louis avait fait d'immenses préparatifs, mal conduit et poussé sans vigueur, menace de s'éterniser, car Vauban n'est pas là pour le diriger. Enfin Vendôme cède

le commandement au duc d'Orléans ; l'armée se fond sous la désertion et les maladies. Et pourtant Eugène s'approche, les armes vont trancher la question, et le 7 septembre les Français sont battus. Marsin est tué, le duc d'Orléans blessé, il faut lever le siége. Cent canons, quarante mortiers, avec des montagnes de munitions, sont abandonnés à l'ennemi, et quatre mille morts restent sur le carreau. L'armée se replie sur Pignerol, au pied des Alpes, et la France donne ainsi, au nom de l'Espagne et au sien, sa démission de l'Italie. Eugène et le duc de Savoie entrent en triomphe à Milan, où Charles III est proclamé roi.

Un retour agressif pouvait encore tout sauver. Louis qui, du fond de son cabinet, prétend conduire toute la guerre, et qui a décidé cette fatale retraite sur Pignerol, ordonne au duc d'Orléans de reprendre l'offensive. Mais le duc, malgré ses instincts militaires, que la jalousie de son oncle n'a pas laissés se développer, n'a que vingt mille hommes, découragés, malades, battus d'avance, et il désobéit à regret, pour prendre en Savoie et en Dauphiné ses quartiers d'hiver. Toutes les places que la France occupait encore, des Alpes à Mantoue, sont forcées de se rendre. La perte de la haute Italie est consommée, comme celle de la Flandre, en une seule campagne. Philippe V, triomphant au sud des Pyrénées, est battu partout ailleurs sur le dos de son aïeul, dont toutes les fautes retombent sur lui, triste héritage dont il devra longtemps supporter le faix !

Il y a, dans ces caprices apparents de la fortune de la guerre, plus d'un enseignement à recueillir : Louis a surmené la fortune, elle finit par se dérober sous lui, et déserter son drapeau. Philippe n'a pas douté un instant de la justice de sa cause, ni du dévouement de

ses sujets; il en sera à la fin récompensé, et s'affermira sur son trône, après avoir vu son illustre aïeul vaciller sur le sien.

Le seul point du continent où la fortune n'ait pas décidément tourné le dos au *Grand Roi*, son favori pendant tant d'années, c'est sur les bords du Rhin. Là commande un homme réservé par la Providence à sauver la France de l'abîme, Villars, qu'il eût fallu envoyer en Flandre tenir tête à Marlborough, et remplacer l'incapable Villeroi, en laissant Vendôme en Italie. Maître du Rhin, de Bâle à Spire, là où est vraiment la limite naturelle de la France, limite que Louis, à l'inverse de Richelieu, tend toujours à dépasser, Villars, établi sur les deux rives du fleuve, bloquait Landau et protégeait l'Alsace, déjà gagnée à la France, et où la conquête des cœurs avait suivi celle du territoire! Par d'habiles manœuvres il tenait en respect le prince Louis de Bade et l'armée impériale, et se promenait en maître dans tout le Palatinat, en écrasant de contributions de guerre ce pays condamné à une invasion éternelle.

Mais, en somme, cette année était la plus désastreuse des cinq qu'avait déjà duré cette terrible guerre. Le seul succès obtenu, c'était le retour triomphant de Philippe V dans sa capitale; mais partout ailleurs, la France et son roi avaient rencontré la punition que méritaient leurs perpétuels attentats au repos de l'Europe, car les châtiments d'en haut ne manquent pas plus aux torts des peuples qu'à ceux des rois. Louis XIV le sentit peut-être, et dut éprouver quelque chose qui ressemblait à des remords, car vers la fin de cette année, on le voit, pour la première fois, séparer la cause de son petit-fils de celle de la France : malgré les éphémères succès de Philippe, par une concession qui dut bien coûter à son

orgueil, il accueillit la pensée de céder à Charles III l'Espagne et les Indes, et la Flandre aux Provinces-Unies, en réservant à Philippe, pour seul dédommagement, les États d'Italie. L'Électeur de Bavière, chargé par lui de cette mission, se garda bien de s'expliquer nettement sur les intentions de Louis, car l'Espagne eût crié à la défection, mais il demanda aux états généraux et à Marlborough d'ouvrir des négociations. La Hollande eût cédé, mais Marlborough, soutenu par l'Empereur, réclama pour Charles III la succession intégrale de l'Espagne, et se refusa à traiter sur toute autre base. En voyant Louis XIV céder, on le crut à bout de forces et de courage, et l'Empereur, qui n'était pour rien dans les succès obtenus, se montra plus exigeant que tous les alliés, car il osa songer à démembrer la France, et à détruire sa formidable unité. Il demanda les trois évêchés pour le duc de Lorraine, et alla jusqu'à proposer de reformer pour Philippe V un *royaume de Bourgogne*, sans doute avec l'arrière-pensée que ce lambeau de la France finirait par passer aux mains du nouveau Charles-Quint.

De pareilles conditions ne pouvaient être acceptées. Louis, en proposant de détrôner le roi qu'il avait fait, avait déjà dépassé les droits d'un aïeul comme ceux d'un allié, et disposé du libre arbitre de l'Espagne, qui voulait être à Philippe V. Il fallait donc continuer la guerre, et Louis retrouva pour s'y préparer son ancienne énergie. Une nouvelle carrière allait se rouvrir, pour la France d'efforts désespérés, pour l'Europe de deuil et de larmes, et c'était à l'épée à trancher le nœud que la diplomatie ne pouvait pas dénouer [1].

1. Sources espagnoles : San Felipe, *Comentarios de la guerra civil,* trad. en français, in-12, Amsterdam, 1756 ; Feliû, *Anales de Cataluña ;* Ortiz, *Compendio de la hist. de España ;* Belando, *Historia civil ;* Macañaz, *Memorias,*

Voici maintenant la situation des principaux États du continent à la fin de cette terrible année 1706, qui marque une phase nouvelle dans l'histoire de la guerre de la succession. Et d'abord, en Espagne, un mouvement national, soudain, irrésistible, vient de rasseoir Philippe V sur le trône où il n'était monté que pour en descendre. Un tiers de la Péninsule, il est vrai, appartient encore au prétendant autrichien ; car, dans cette unité espagnole, qui n'a jamais existé que sur la carte, le plan de la Providence, qui a fait l'Espagne pour être une, est sans cesse contrarié par les instincts de morcellement du pays. Chaque province a son histoire à part dans l'histoire générale, et s'isole, quand elle ne se révolte pas ! Mais la Castille, à elle seule, pèse autant que toutes ces provinces, greffées par ses rois sur la souche nationale. Elle est l'âme, le cœur de la monarchie espagnole, dont toutes les autres ne sont que des annexes. Du moment où la Castille s'est prononcée en faveur de Philippe V, il restera roi, quoi qu'il arrive, et l'avenir est à lui. La paix d'Utrecht ne fera que sanctionner ce qu'aura décidé, six ans avant elle, l'indomptable volonté du peuple espagnol. Mais si la couronne, en définitive, est

ms.; Robres, *Hist. de las guerras civiles de España,* ms. ; *Anals consulars de Barcelona,* ms.; *Archiv. de Salazar,* ms. et autres ms., cités par Lafuente.

Sources françaises : Voltaire, *Siècle de Louis XIV.* Mémoires de Noailles ; Mémoires de Berwick ; Mémoires de Tessé ; Mémoires de Torcy ; Mémoires de Villars ; Mémoires du comte de Harrach, ambassadeur d'Autriche en Espagne, et de son continuateur Torre ; Quinci, *Histoire militaire de Louis XIV ;* Mignet, *Succession d'Espagne,* 4 vol. in-4 ; général Pelet, *Guerres de la succession d'Espagne,* in-4 ; Mémoires de Saint-Simon ; Mémoires de Forbin ; Mémoires de Duguay-Trouin. Guérin, *Hist. marit. de France ;* Targe, *Hist. de l'avénement de la maison de Bourbon ;* Mémoires du prince Eugène.

Sources anglaises : W. Coxe, *L'Espagne sous les Bourbons,* trad. par Muriel; Russell, *Modern Europe ;* Coxe, *Hist. of the house of Austria.*

réservée à Philippe, elle aura perdu deux de ses plus beaux fleurons, la Flandre et le Milanais ; et l'Espagne, mise à la porte du continent, cessera d'influer sur ses destinées.

Après la Castille, passons à la France, devenue son alliée, après avoir été si longtemps son ennemie. Épuisée par quarante ans de guerre presque sans relâche, appauvrie par ses victoires mêmes, qu'ont remplacées les défaites, à bout d'efforts et de courage, la France s'arrête haletante, et soupire après la paix que Louis ne veut pas lui donner. Le roi marche encore en avant, mais le pays a cessé de le suivre. La famille royale elle-même est partagée : le Dauphin, plus sensible à l'orgueil de voir son fils roi qu'aux misères du pays, soutient Louis dans sa résolution de ne pas céder aux exigences des alliés. Mais le duc de Bourgogne, le futur héritier de la couronne, a peur de voir s'amoindrir son héritage, et s'appuie sur un parti, déjà puissant, même à la cour, pour demander la paix.

Si l'on compare la France de 1706, telle que l'a faite l'ambition de Louis XIV, à celle de 1661, telle que Louis l'a reçue des mains de Mazarin, on sera frappé du chemin qu'elle a fait en descendant la pente qu'elle montait autrefois, et l'on se rendra compte de tout ce que lui a coûté la vaine grandeur de son roi. L'idole est encore debout, mais sur des ruines, et le culte a survécu à la foi. Louis XIV lui-même a cessé de croire en lui. La France, placée au cœur de l'Europe, pour être, par son aimable et facile génie, un trait d'union entre tous ses peuples, la France est seule, et n'a plus d'alliés. Ce monarque, dont elle fut si fière, les lui a tous aliénés, et le vide s'est fait autour d'elle. Dans ce pays d'extrêmes et de réactions, qui a toujours pris le despotisme pour

l'ordre, et l'anarchie pour la liberté, en passant brusquement de l'un à l'autre, sans jamais s'arrêter au milieu, le hautain monarque n'a pas à répondre seulement devant l'histoire du mal qu'il a fait, mais de celui que ses fautes ont préparé après lui. Par la révocation de l'édit de Nantes, il a décapité la France, et tranché le nerf de son industrie et de sa moralité. La longue hypocrisie de la fin du *grand règne* enfante, par une réaction nécessaire et prévue, les saturnales de la régence et son orgie d'incrédulité. Le ressort du despotisme, trop tendu par Louis XIV, échoit après lui à des mains trop faibles pour le manier. Il se brise à la fin, et la *Terreur* est encore une réaction contre cet absolutisme majestueux dont Louis a fait une religion pour son peuple et pour lui.

Quant à l'Angleterre, quel contraste douloureux n'offre-t-elle pas avec la France! A dater de sa grande et pure révolution de 1688, des destinées nouvelles ont commencé pour elle. Guillaume III, en y ouvrant l'ère de la monarchie constitutionnelle, proteste contre le despote orgueilleux qui absorbe la France dans son *moi*. 1685, 1688 ! A partir de ces deux dates si tranchées, l'histoire des deux pays se déroule sur deux lignes parallèles, dont l'une mène à une grandeur durable, fondée sur la liberté, et l'autre à une gloire passagère, puis aux revers et aux abîmes. Mais aussi, à la base de sa révolution politique, l'Angleterre a une révolution religieuse; derrière ses libertés, elle a des croyances. Le respect de la loi divine lui enseigne le respect de la loi humaine, tandis que la France ne connaît pour remède à la superstition que l'incrédulité, au despotisme que l'anarchie; et ceux qui en douteraient, nous les renvoyons aux deux derniers siècles de notre histoire.

Après l'Angleterre, passons à la Hollande, son émule

en commerce et en liberté, sinon en puissance. Nous aimons à rendre hommage à cette grandeur modeste d'un petit peuple qui a conquis à la fois, et par un même effort, son indépendance en religion comme en politique, et donné à l'histoire moderne deux des plus grands noms dont elle s'honore, Guillaume Ier et Guillaume III, le droit et la fortune, qui rarement en ce monde marchent de compagnie. La Hollande a partagé avec l'Angleterre, sa rivale et son alliée, l'honneur de tenir tête au *Grand Roi*, et d'opposer à son ambition la seule digue qui pût l'arrêter, la *triple alliance*. Mais son succès lui a coûté cher : jusque-là, dans son sentier politique, elle avait hésité entre la république et la monarchie ; mais elle ne triomphe de Louis XIV qu'en se jetant, les yeux fermés, dans la voie monarchique. D'impersonnelle qu'elle était, la liberté chez elle s'est faite homme, et a pris un nom, celui de Guillaume III. A sa mort, il est vrai, la Hollande ressaisit son indépendance, et abolit le stathoudérat, mais pour le rétablir un demi-siècle plus tard, et finir par changer le nom de stathouder en celui de roi!

Quant à l'Allemagne, la paix de Munster, en 1648, lui a donné la paix, mais non pas l'unité ; et encore, cette paix n'est-elle qu'une trêve entre les deux religions, destinées à se heurter partout où elles se rencontrent. C'est un curieux spectacle que celui de cette fédération germanique, décousue, morcelée, portant en elle le germe de toutes les divisions, de race, de religion, de forme politique. A la fin du XVIIe siècle, elle se décompose encore en trois cent cinquante souverainetés, dont cent vingt-trois ecclésiastiques, tronçons mutilés qui s'efforcent de se rejoindre pour faire une nation! Mais son plus grand danger, c'est l'Empire, absolutiste et ultramontain, deux tendances qui marchent toujours de front.

L'Empire ne demande qu'à la doter de cette unité, son rêve depuis tant de siècles, et se réserve de la lui faire payer, si elle l'accepte de sa main.

Depuis la paix de Munster jusqu'en 1688, le véritable arbitre de l'Allemagne a été Louis XIV ! Mais depuis qu'il a abandonné les grandes traditions de Richelieu et de Mazarin et la tutelle armée du protestantisme allemand ; depuis ses froides dévastations dans le Palatinat et les haines semées contre lui par les bannis de la Révocation, le *Grand Roi*, dont la victoire a déserté les drapeaux, a perdu son prestige, et l'Allemagne protestante, la Suède, le Danemark lui échappent en même temps.

La place que Louis a laissée vacante dans cette Allemagne qui ne peut se passer d'un tuteur, l'Empereur aspire à en hériter; mais l'homme ici manque à la situation : le génie d'un Guillaume III, ou d'un Marlborough serait nécessaire pour consommer ce grand œuvre de l'unité germanique, que Fréderic II lui-même, le fondateur de la puissance de la Prusse, n'osera pas aborder, et qui ne s'est accompli que de nos jours, Dieu sait avec quelles chances de durée !

Nous avons passé en revue les cinq grands États entre lesquels se joue, depuis deux siècles, le drame de l'histoire. Si nous y avons inscrit la Hollande, c'est que, petite par le territoire, elle est grande par la foi, par l'industrie et par la liberté ! Quant aux autres États, quelques lignes suffiront pour définir leur rôle, beaucoup plus effacé. Commençons par l'Italie : après avoir imposé au monde ancien la plus tyrannique unité qui ait jamais pesé sur lui, comme l'Allemagne, elle soupire depuis des siècles après cette unité pour laquelle la Providence l'a façonnée; mais trop faible, trop morcelée pour se la donner elle-même, elle est destinée, toujours comme

l'Allemagne, à l'attendre jusqu'à nos jours, et à la recevoir toute faite des mains de l'étranger. Satellite de l'Espagne et de l'Autriche tour à tour, et condamnée avec la Flandre à graviter dans leur orbite, toujours théâtre et jamais acteur de ce drame dont elle est l'enjeu, elle subit sa destinée au lieu de se la faire, et se console avec les arts du double joug de la conquête et de la papauté.

Quant à la Suisse, retranchée dans ses montagnes, c'est elle qui a donné au monde moderne sa première leçon de liberté. Au sein de l'Europe déchirée par les rivalités de ses rois, elle offre le sain et vivifiant exemple d'un petit peuple qui sait faire respecter sa neutralité, et rechercher son alliance par ses puissants voisins. Avec trois races et deux religions, qui se coudoient sur son étroit territoire, elle a ce qui manque à l'Italie et à l'Allemagne : elle est une par l'esprit religieux, et par la liberté qui s'est assise auprès de son berceau ; une par les traditions séculaires de cette noble et périlleuse forme de gouvernement, la république, qu'elle a empêché de se prescrire en Europe, et dont elle n'a pas la forme seulement, mais l'esprit, et les vertus en même temps que les lois.

Comme la Hollande a eu ses deux Guillaume, inégaux en mérite aussi bien qu'en fortune, la Suède, en 1706, a son Charles XII, après son Gustave-Adolphe, et l'aventurier couronné paraît bien petit à côté du héros chrétien. Patronnée par la France qui, sous Richelieu et Mazarin, comprenait mieux son rôle en Europe, la Suède a eu l'insigne honneur de contribuer au traité de Munster par les conseils de ses hommes d'État et par l'épée de son roi. De même que le *Taciturne,* Gustave est mort avant d'avoir vu le triomphe de la sainte cause

qu'il servait, la liberté de conscience! Mais la cause était gagnée, il l'a su en mourant, au tribunal de l'opinion, comme à celui de la guerre, et sur le terrain de la religion, l'Allemagne est restée plus avancée que sur le terrain de la politique.

En revanche, au XVIIIe siècle, la Suède, comme la France, a méconnu son rôle en Europe : elle s'est mise, à la suite d'un nouvel Alexandre, à courir les aventures, et à servir une ambition au lieu de défendre un principe; mais Pultawa lui apprendra bientôt ce que coûte aux peuples affolés la gloire de leurs rois. La France aussi l'a appris sous Louis XIV; mais la leçon ne lui a pas suffi, et un siècle plus tard, on la verra recommencer les mêmes folies, punies, cette fois, par de plus sévères châtiments.

La conclusion à tirer de tout ceci, c'est que les peuples ne s'instruisent guère ni par les fautes des autres, ni par leurs propres fautes; c'est que, si la république a ses écueils et ses dangers, la monarchie n'a pas non plus semé de roses le sentier de notre vieille Europe; c'est qu'enfin, république ou monarchie, toute nation qui aspire à l'honneur d'être libre doit asseoir sa liberté sur des croyances d'abord, et ensuite sur des lois, sous peine d'osciller sans cesse, comme la France depuis 1789, entre ces deux formes de gouvernement dont elle n'a guère connu que les abus.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

I.

(Voyez page 528.)

Nous avons raconté l'histoire, il faut aussi dire un mot du roman. Suivant Belando : *Historia civil* (t. I, p. 49), cité par Lafuente (t. XVIII, p. 440), Tessé était vendu au duc de Bourgogne qui, effrayé de la longueur de cette guerre et de la tournure que prenaient les affaires, voulait la paix à tout prix, contre l'avis de son père le Dauphin et de son aïeul le *Grand Roi*. Dans ce but, Tessé voulait attirer le jeune roi d'Espagne à Versailles, et l'y retenir de force, s'il le fallait, pour le faire consentir à un projet de traité dicté par les vainqueurs Ce traité consistait à donner à l'archiduc l'Espagne et les colonies d'Amérique, en réservant à Philippe Milan, Naples et la Sicile. C'était revenir au partage, plus la honte pour Philippe de descendre du trône où Louis l'avait fait monter, et d'en recevoir la monnaie en vice-royautés italiennes. Il est plus que douteux que Louis XIV eût jamais consenti à cet humiliant traité ; son orgueil n'était pas assez dompté, et la fortune était loin d'avoir dit son dernier mot. Mais Philippe qui connaissait cette trame perfide, et qui craignait de rompre avec son frère, répondit « qu'il ne voulait plus revoir Paris, et qu'il était résolu à mourir en Espagne. »

Ce n'est pas tout : les *Mémoires de Macañaz* et un *Journal du siége*, imprimé à Barcelone, qui contient de curieux détails sur

le rôle des moines et du clergé dans la résistance de la ville, affirment que les généraux français Tessé, Noailles, le comte de Toulouse, auraient pu prendre Barcelone s'ils l'avaient voulu; mais qu'ils s'entendaient secrètement avec les alliés pour y laisser entrer des renforts et des vivres, et tout cela pour plaire au duc de Bourgogne, qui ne voulait pas que la Catalogne fût soumise, et que son frère s'affermît sur le trône d'Espagne.

Est-il besoin d'ajouter que toutes ces assertions, appuyées de l'autorité peu sérieuse du marquis de San Felipe, sont au moins problématiques? C'est aussi l'avis du judicieux Coxe, *L'Espagne sous les princes de la maison de Bourbon*, t. I, p. 466.

FIN DU ONZIÈME VOLUME.

TABLE

DU ONZIÈME VOLUME

LIVRE XXXVII.

LIVRE XXXVIII.

LIVRE XXXIX.

LIVRE XL.

FIN DE LA TABLE.

PARIS. — J. CLAYE, IMPRIMEUR, 7, RUE SAINT-BENOIT. — [348]

